

AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur : ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite de ce travail expose à des poursuites pénales.

Contact : portail-publi@ut-capitole.fr

LIENS

Code la Propriété Intellectuelle – Articles L. 122-4 et L. 335-1 à L. 335-10

Loi n°92-597 du 1^{er} juillet 1992, publiée au *Journal Officiel* du 2 juillet 1992

<http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg-droi.php>

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>



THÈSE



En vue de l'obtention du

DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE

Délivré par l'Université Toulouse I Capitole

École Doctorale : Sciences Juridiques et Politiques

Présentée et soutenue par :

JARAMILLO JASSIR Mauricio

Titre :

Le populisme et la consolidation démocratique équatorienne.

**Étude de cas sur les réformes institutionnelles du gouvernement de Rafael Correa
(2008 -2011)**

Discipline : Sciences politiques

Spécialité : Science politique et démocratie

Unité de recherche : Groupe de recherche sur la sécurité et la gouvernance GRSG

Directeur de thèse : M. Bernard LABATUT

JURY

Rapporteurs : RUBÉN SANCHEZ DAVID Professeur à l'Universidad del Rosario

GABRIEL PERIES Institut Mines-Télécom Ecole de Management

Examineur : GIORGIA MACIOTTI Université Toulouse I

PREMIERE PARTIE : LES QUESTIONS THÉORIQUES ET CONCEPTUELLES 25

CHAPITRE 1. La genèse du populisme	26
<i>Section 1. Une tentative épistémologique du concept</i>	36
a. La relation entre populisme et nationalisme	41
b. Le populisme à l'heure actuelle. Du libéralisme à la démocratie directe	45
c. Les définitions sur le populisme latino-américain	53
<i>Section 2. Les principales contributions pour définir le populisme latino-américain</i>	57
a. Gino Germani : Germani : autoritarisme, démocratie et populisme national	57
a. Torcuato Di Tella : populisme, mobilisation populaire et adoration religieuse	60
b. Francisco Weffort : le cas du Brésil comme reflet du populisme latino-américain	61
c. Diana Quatrocchi Woisson : la tragédie et le mythe des martyrs	63
<i>Section 3. Le populisme à l'heure actuel</i>	64
a. Les néo-populismes : la mise en doute d'un concept à la mode	64
b. Le populisme radical latino-américain au XXIème siècle : une pratique politique ayant pour but la libération et la refondation	68
CHAPITRE 2. Le populisme en Équateur. Entre le mythe et la réalité	72
<i>Section 1. Les populismes équatoriens. Le mythe de fondation et le passé récent</i>	72
a. Le Velasquisme : Participation populaire et manichéisme à partir de 1945	73
b. Abdalá Bucaram : l'échec du projet néo-populiste	83
c. La crise de la démocratie et le risque de la rupture	87
CHAPITRE 3. La consolidation démocratique en tant que problématique	95
<i>Section 1. La démocratie et les régimes non démocratiques</i>	96
a. Stabilité et consolidation démocratique, un lien complexe et ambigu	96
b. Le passé autoritaire comme point de départ pour la démocratisation	100
c. Les vagues de démocratisation. De la « transitologie » à la « consolidologie »	104
<i>Section 2. La troisième vague de démocratisation et la naissance de la consolidologie, un domaine inachevé</i>	108
a. La première vague : l'origine de la démocratie moderne à l'échelle globale	108
b. La deuxième vague : la reconstruction de la démocratie dans l'après- guerre	109
c. Le point d'inflexion pour l'Amérique Latine : la troisième vague	111
<i>Section 3. L'évaluation de la consolidation démocratique</i>	114
a. La consolidation démocratique. Mode d'emploi	114
b. Comment observer la consolidation ?	117
<i>Section 4. Les enjeux de la consolidation démocratique</i>	124
a. La perception de la population et la construction active de la citoyenneté	126
b. La participation politique : l'intégration pour la transformation	127
c. Les enjeux de la participation. Les risques de la démocratie directe et plébiscitaire	130

d. La crise de la participation et représentation dans l'ère <i>post démocratique</i>	136
e. La contrôle politique comme un facteur déterminant de la consolidation démocratique	142
f. La construction de l'État-nation et la consolidation démocratique : au-delà des approches de la science politique	147
CHAPITRE 4. La démocratie, universelle ou particulière ?	154
<i>Section 1. La stratégie de l'État importé. L'importation du socialisme pour corriger le système politique équatorien</i>	162
CONCLUSIONES PREMIÈRE PARTIE	165
SECONDE PARTIE : LE POPULISME ET LA CONSOLIDATION DEMOCRATIQUE EN ÉQUATEUR	168
CHAPITRE1. Les réflexions sur le populisme en Équateur, un état de la littérature	169
<i>Section 1. La pensée équatorienne dédiée au populisme</i>	170
a. Le populisme historique	170
b. À la recherche d'une catégorie pour le populisme équatorien	173
CHAPITRE 2. Les contradictions de la démocratie équatorienne	181
<i>Section 1. De l'établissement stable aux ruptures</i>	181
a. L'établissement de la démocratie : une transition <i>desde arriba</i>	181
b. Le présidentielisme comme la cause de l'instabilité équatorienne	186
c. Le changement dans la façon d'interpréter la sortie des mandataires dans les régimes présidentiels	192
<i>Section 2. L'instabilité politique équatorienne</i>	193
a. Les trois ruptures présidentielles équatoriennes et le rapport de force entre l'exécutif et le législatif	193
b. Les réformes constitutionnelles comme mécanisme pour flexibiliser le régime équatorien	204
<i>Section 3. Une tentative ratée de refondation</i>	207
a. La nouvelle constitution et le mouvement indigène en tant qu'acteur politique	207
b. La refondation de l'État et la désillusion vis-à-vis de la Constitution de 1998	210
<i>Section 4. La relation entre les réformes constitutionnelles et la démocratie en Équateur</i>	215
a. Est-ce que les constitutions doivent tout résoudre ?	215
b. La stabilité constitutionnelle est-elle souhaitable et démocratique ?	217
c. L'aspect symbolique d'une Constitution	225

CHAPITRE 3. Rafael Correa et le populisme radical	230
<i>Section 1. La rupture avec la politique des anciens partis politiques</i>	230
a. Les premières victoires électorales	230
b. Les antécédents d'une société qui se mobilise sans acteurs politiques	232
c. La carrière politique de Correa avant la présidence	234
<i>Section 2. Les antécédents politiques de la refondation constitutionnelle</i>	239
a. La campagne politique autour de la Constitution : une refondation constitutionnelle	239
b. Les consultations populaires et la nouvelle Constitution	250
c. La tentation populiste de Rafael Correa	254
d. La dissolution du Congrès et le nouvel équilibre	256
<i>Section 3. La dimension politique et politisée de la nouvelle Constitution</i>	258
a. Le pouvoir judiciaire équatorien et l'impossibilité d'une réforme consensuelle	263
b. La justice indigène : quel type d'intégration?	266
c. Le contrôle social et la participation, la véritable transformation ?	278
CHAPITRE 4. Néo-constitutionnalisme, populisme et la consolidation démocratique	
279	
<i>Section 1. Néo-constitutionnalisme et démocratie</i>	280
a. Le néoconstitutionnalisme : une nouvelle approche pour analyser la consolidation démocratique	280
b. L'élargissement du concept de démocratie	284
c. L'origine du débat entre les différentes versions de la démocratie	286
d. Une définition contre-hégémonique de la démocratie pour les caractéristiques du régime équatorien	292
e. La crise de la représentation et l'affinité ?	294
<i>Section 2. La gestion des crises durant les réformes d'Alianza PAIS</i>	302
a. La nouvelle démocratie par la voie d'une 'constitutionnalisation'	302
b. Les crises socio-politiques dans l'ère Correa : la mise à l'épreuve de la consolidation équatorienne	307
c. 30S : Tentative de coup d'État ou prétexte du gouvernement Correa ?	313
d. Le populisme et la perception citoyenne de la démocratie	317
CHAPITRE 5. Nouvelles menaces contre la consolidation équatorienne : l'émergence d'un autoritarisme compétitif	324
<i>Section 1. Les risques d'une dérive autoritaire</i>	324
a. Le risque de l'autoritarisme compétitif	326
b. Le domaine électoral : de règles qui favorisent Alianza PAIS	326
c. <i>Le domaine législatif. Auto-coup d'État de Rafael Correa ?</i>	329
<i>Section 2. L'autoritarisme et la refondation de l'État</i>	331
a. Les médias, la bête noire du régime de Rafael Correa	331
b. La cohabitation de la gauche, le populisme et la démocratie	335
CONCLUSIONS DEUXIEME PARTIE	338

CONCLUSIONS GÉNÉRALES	342
------------------------------	------------

BIBLIOGRAPHIE	362
----------------------	------------

LISTE DE SCHÉMAS

1. Les approches des études sur la consolidation de la démocratie selon Andreas Schedler	
116	
2. Les processus d'évolution des régimes dans la consolidation démocratique	117
3. Les capacités et les menaces d'un régime consolidé	126
4. Types de transition	184
5. Les variables de la stabilité constitutionnelle	220
6. La division des pouvoirs en Équateur après l'Assemblée de Montecristi	261
7. La division des pouvoirs en Équateur après la Constitution de 1998	272
8. Les traditions constitutionnalistes et le pouvoir constitutionnel	302
9. La zone grise entre la démocratisation et l'autoritarisme	371

LISTE DE CARTES

1. Les pertes territoriales de l'Équateur	80
2. Les cinq régions de l'Équateur	153
3. Second tour de l'élection présidentielle en 2006	250
4. Élection présidentielle 2009	277
5. Élection présidentielle 2013	278

LISTE DE TABLEAUX

1. Les constitutions de l'Équateur	91
2. Les changements de gouvernement en Équateur depuis 1996	92
3. Les sept items pour évaluer la qualité de la démocratie (l'échelle de la qualité démocratique)	145
4. Les conditions essentielles pour un contrôle politique réussi	146
5. Les conditions pour un contrôle politique raté	148
6. Les ruptures présidentielles en Amérique Latine (d'après l'étude de Mariana Llanos et Leiv Marsteintredet)	
190	
7. Ruptures démocratiques entre 1950 – 2004 (D'après Aníbal Pérez- Liñan)	191
8. Estimations de la mesure de la nécessité de coalition entre 2003 et 2004	195
9. Les assauts présidentiels en Équateur depuis le rétablissement de la démocratie	203
10. Résultat des élections présidentielles de 1996. Premier tour	210
11. Pourcentage des votes dans l'élection obtenus par MUPP aux élections présidentielles de 1996 et 1998	212
12. Pourcentage des votes dans l'élection obtenus par MUPP aux élections législatives de 1996 et 1998	
213	
13. La stabilité constitutionnelle en Amérique Latine	223
14. Les instruments pour les transformations constitutionnelles en Équateur depuis 1979	228
15. Les résultats des élections présidentielles 2006 (premier tour)	243

16. Les résultats des élections législatifs en 2006	245
17. Les résultats des élections présidentielles 2006 (second tour)	249
18. Résultats de la consultation populaire pour une Assemblée constituante	253
19. Résultats des élections pour l'Assemblée constituante (avril 2007)	255
20. Mécanismes de l'OEA pour la défense de la démocratie	306
21. Les conflits socio-politiques en Équateur (mars – juin 2011)	308
22. Les conflits socio-politiques selon le secteur (mars-juin 2011)	308
23. Les ruptures démocratiques, présidentielles et les crises politiques en Équateur	310
24. Les insultes de Correa	327
25. Les résultats des élections de 2013	328
26. Résultats de la consultation populaire de 2011	332

LISTE DE GRAPHIQUES

1. Le soutien à la démocratie en Amérique Latine selon les régions en 2002	113
2. Le soutien à la démocratie en Amérique Latine	319
3. Le soutien au système politique en Amérique Latine	320
4. Le soutien à un coup d'État militaire en Amérique Latine	322

Remerciements

Je tiens à remercier vivement Monsieur Bernard Labatut d'avoir accepté d'encadrer cette thèse et de m'avoir guidé, illustré et encouragé dans des aspects inconnus d'un sujet extrêmement intéressant et complexe. Je lui remercie de m'avoir inspiré la passion pour l'Amérique latine et pour l'Equateur, un pays que je tiendrai au cœur pour toujours. M. Labatut m'a enseigné à penser et à écrire sur la démocratie et le populisme avec une rigueur qui me manquait. Votre patience va toujours m'inspirer.

Je voudrais aussi remercier le professeur Rubén Sánchez David parce grâce à son soutien j'ai réussi finalement à boucler ma thèse. Vos conseils m'ont laissé voir des idées qui restaient dans l'obscurité. Vous avez sauvé mon projet pour devenir un politologue. Aussi, je remercie le professeur Gabriel Périès qui a fait une lecture attentive de mon texte, et m'a aidé patiemment à l'améliorer. Et Diego Cardona, merci de m'avoir appuyé depuis plus de dix ans.

Je voudrais remercier, aussi, Hervé Boudoin, Henri de Vaultier et Romain Chaffard de m'avoir aidé à corriger mon français.

Je tiens, finalement, à remercier les personnes qui m'ont encouragé et m'ont accompagné pour mener à fin cette thèse : Dianne Tawse-Smith ma chère épouse, ma fille Ana, Ivan Jaramillo Jassir et Gilda Jassir.

Cette thèse est dédiée à la mémoire de mon père.

Avant propos

Grâce à l'opportunité de travailler à l'UNASUR pendant deux ans, j'ai eu l'occasion d'approfondir ma vision sur le populisme équatorien à travers la participation à différentes conférences, réunions et séminaires, tant académiques que politiques et l'organisation d'entretiens. Au fur et à mesure que je suivais la réalité de ce pays, j'ai réellement pris conscience de la complexité de ce sujet, et sur le fait que l'on soit face à un moment historique clé en ce qui concerne la consolidation démocratique dans la région. Le populisme équatorien est, sans doute, un objet d'étude en évolution constante, car la refondation du système est un idéal qui disparaît et réapparaît toujours sous différentes formes, avec des conséquences et des résultats divers sur la démocratie.

Avertissement

L'Université Toulouse 1 Capitole n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse.

Résumé

Avec l'arrivée de Rafael Correa, l'Équateur a tenté de consolider la démocratie par la voie du populisme, en tant que pratique politique. Le but de cette recherche est d'analyser le lien entre le *populisme* comme une pratique politique et la *consolidation démocratique* comme une aspiration des jeunes régimes. Le document est divisé en deux parties : la première étudie le populisme et la consolidation démocratique en tant que concepts. L'idée est de déterminer comment le populisme a été instrumentalisé afin de renforcer la démocratie durant les années 90. Dans la deuxième partie, la relation entre le populisme et la consolidation démocratique en Équateur est étudiée. Pour approfondir la notion de *populisme* en Équateur, nous l'avons analysé comme pratique politique pendant le XXe siècle, notamment dans le discours de José María Velasco Ibarra. Ensuite, les principales réformes entamées par Rafael Correa sont analysées. Cette recherche a pour but l'explication du lien complexe entre le *populisme*, (conçu comme une déviation de la démocratie pour les uns, et perçu comme un instrument légitime de consolidation démocratique pour les autres), et la consolidation démocratique. Cette relation devient un sujet inéluctable pour l'analyse de l'évolution complexe des démocraties andines.

Mots clé : Populisme, consolidation démocratique, démocratie jeune, Équateur, populisme constitutionnelle.

Abstract Populism and democratic consolidation. Case study: Ecuador under the Citizen's Revolution during Rafael Correa's government (2008 and 2011)

With the advent of Rafael Correa, Ecuador tried to consolidate democracy by resorting to populism as a political practice. The purpose of this dissertation lies in link between populism as a political practice and democratic consolidation as young democracies' main aspiration. With this in mind, this investigation is divided into two parts: the first explores populism and democratic consolidation as concepts. The idea being to determine how, during the 90's, populism was used as a tool to strengthen democracy. The latter, studies the relationship between populism and democratic consolidation in Ecuador. Populism has been a recurrent practice throughout the twentieth century (especially with, José María Velasco Ibarra, Ecuador's main figure of populism). Accordingly so, this investigation seeks to understand the complex link between the populism -that some see as a deviation from democracy, and others as a legitimate mechanism of defense and democratic consolidation- and democracy. This relationship is an inexorable subject to understand the complex political evolution of Andean democracies.

Key words: Populism, democratic consolidation, young democracy, Ecuador, constitutional populism

INTRODUCTION

Selon la plupart des analystes occidentaux la montée du populisme menace aujourd'hui la démocratie. Or, de même que le mot *démocratie*¹ a perdu son sens précis et s'inscrit dans la banalisation de l'accès à un bien ou à un service (on parle, par exemple, de la démocratisation de l'enseignement), le terme *populisme* reste souvent vague derrière sa connotation négative. Attaché à sa visée antidémocratique, ce qui explique le mieux le populisme c'est la dénonciation constante des élites au nom du vrai peuple d'en bas, revalorisé par l'obéissance à un chef charismatique en vue de l'instauration d'une unité nationale. Par conséquent, le populisme produirait un succédané de participation politique et donnerait lieu à une illusion de démocratisation tout en mettant en cause les droits individuels ou collectifs particuliers. Cependant on ne peut pas ignorer que, souvent mis à l'honneur, il est une forme de mobilisation politique qui ouvre les portes du pouvoir à une partie exclue de la société.

De ce fait, et malgré tout, on peut se demander s'il est possible de rendre compatibles les mesures populistes avec les principes de la démocratie libérale. Autrement dit, si on peut atteindre des niveaux satisfaisants de justice sociale et d'inclusion de secteurs marginaux dans un climat de respect pour les libertés fondamentales et les institutions constitutionnelles.

Cette question relève d'une grande importance en Amérique latine où les institutions sont faibles ainsi que les schémas démocratiques ; où l'histoire politique s'identifie avec l'existence de *leaders* populaires comme Juan Domingo Perón en Argentine ou de *caudillos* militaires Juan Velasco Alvarado au Pérou, mais où le populisme est devenu une culture politique, une forme dominante de discours et de mobilisation populaire.

En Equateur, en particulier, le *populisme*, en tant que pratique politique, a été au cœur de grandes transformations comme la modernisation dans la période de la Révolution Libérale entre 1895 et 1912 commandé par Eloy Alfaro, ainsi que dans la démocratisation qui eut lieu au cours du XX siècle, particulièrement sous les administrations du président José María Velasco Ibarra (1934-1935, 1944-1947, 1952-1956, 1960-1961, 1968-1972).

¹ On l'entend comme le système de principes et de valeurs basé -selon la tradition libérale marquée par la révolution anglaise, française et américaine- sur la séparation des pouvoirs et l'État de droit. L'essence de la démocratie moderne repose sur cette séparation et sur la primauté du droit, et non plus sur le pouvoir du peuple, qui reste un idéal.

Après l'établissement démocratique en 1979, le pays a vécu une sorte de désillusion car le régime n'a pas comblé les espoirs de la population. L'Équateur est devenu le pays le plus instable de la région², situation qui a atteint le paroxysme entre 1996 et 2006, car aucun président élu n'a pu finir son mandat de quatre ans. Entre 1996 et 2005, le pays a eu neuf présidents et dans la nuit du 6 février de 1996 l'Équateur en a eu trois (la nuit des trois présidents). Mais cette volatilité a démontré aussi que l'Équateur est prêt à défendre la démocratie par la voie pacifique, même s'il doit se faire entendre dans la rue. En effet, les présidents Jamil Mahuad et Lucio Gutiérrez ont été destitués grâce à la pression de manifestations des opposants au régime.

Avec l'arrivée au pouvoir de Rafael Correa en 2007 (élu en 2006) le pays s'est profondément transformé. L'Équateur a surmonté la période d'instabilité qui a précédé son gouvernement et une partie représentative de la population reconnaît un progrès indéniable sur le plan démocratique car les réformes entreprises par le régime ont renforcé le caractère participatif de la démocratie. Dès le début de son mandat, Correa a été un président différent, car il n'était pas un homme politique, mais un professeur et un chercheur universitaire. Son discours portait sur l'importance de rapprocher la politique aux besoins socio-économiques des classes défavorisées et négligées par les gouvernements de la *particratie*. A partir de ces idées, l'Équateur a subi une refondation entre 2008 et 2011 malgré l'accusation de dérive autoritaire lancée par l'opposition.

Comment Rafael Correa a réussi à boucler son mandat et à entreprendre des grandes réformes ? Est-ce que le pays est devenu plus démocratique qu'auparavant ? Quel a été l'effet du populisme radical de Rafael Correa sur la consolidation démocratique équatorienne ?

Ces questions nous renvoient au populisme comme sujet d'étude pour mieux comprendre la démocratie, spécialement dans les soit disant régimes jeunes (Huntington, *The third wave. Democratization in the late twentieth century* 1996, 18)³ comme l'Équateur, car c'est grâce au populisme, que le pays a fait des progrès importants au niveau de la consolidation démocratique. On peut affirmer qu'entre 2008 (date de la nouvelle constitution) et 2011 (période pendant laquelle ont eu lieu de grandes réformes à travers une

² La Colombie aurait pu être considéré comme le pays le plus instable à la suite du conflit armé. Pourtant, politiquement il a été classé comme stable.

³ Il s'agit des démocraties issues de la troisième vague qui a commencé en 1974 avec la Révolution des Œillettes au Portugal.

consultation populaire) la participation a été effectivement renforcée. Malgré cela subsistent des menaces contre la démocratie suite à l'hyper-présidentialisme et à la présence médiatique dénoncées par l'opposition. En réalité, le bilan du président Correa est assez ambigu ce qui a donné lieu à de fortes critiques issues de secteurs attachés à une conception formelle de la démocratie et officiellement ennemis des pratiques populistes.

Ces critiques rejoignent l'opinion de secteurs libéraux d'Europe et des Etats-Unis qui considèrent que le populisme d'extrême droite, est une menace directe contre la démocratie représentative et un risque d'affaiblissement des droits de l'homme et des conquêtes démocratiques.

Pourtant, l'histoire de l'Amérique latine montre que par le biais du populisme on peut identifier des questions révélatrices sur la consolidation démocratique dans les jeunes régimes et permet de se demander quel est le rapport entre populisme et consolidation démocratique. Du même coup, on peut se demander s'il possible de consolider la démocratie -surtout dans les jeunes régimes- en s'appuyant sur des pratiques populistes. Serait- ce le populisme un élément constitutif de la démocratie ? Peut-on considérer que populisme est légitime dans les jeunes démocraties ?

Ces questions renvoient au vieux débat sur la démocratie formelle et la démocratie réelle lesquelles se sont trouvées réconciliées au regard de l'expérience ; en conséquence, c'est aller trop vite en besogne que de se fonder sur des faits récents survenus dans des démocraties mûres pour disqualifier toute expérience populiste dans les démocraties jeunes en perdant de vue l'histoire de la construction de la démocratie dans des sociétés gouvernées par des aristocraties très réduites.

Malgré la pertinence des questions qu'on peut se poser, il est difficile d'écrire à l'heure actuelle sur la démocratie d'une façon originelle étant donné le nombre d'études qui existent à ce sujet. Ainsi, le politologue français Philippe Braud, qui a approfondi l'analyse de la démocratie considère qu' « Il faut une certaine inconscience pour écrire sur la démocratie [...] compte tenu de l'extraordinaire profusion qui lui est consacrée ⁴» (P. Braud 2003, 7).

Néanmoins, on peut enrichir ce que l'on connaît déjà sur la démocratie du moment où on dispose d'évidences empiriques qui permettent d'approfondir la question et de mettre

en exergue des aspects peu connus ou inachevés de la démocratie en tant qu'exercice politique réel.

Certes, les études sur la démocratie en Amérique latine sont nombreuses : on peut citer à ce sujet les rapports élaborés par le Programme des Nations Unies pour le Développement –PNUD-⁵, la Commission Economique pour l'Amérique Latine –CEPAL-⁶, et les écrits réalisés par des centres de recherches, des universités ou de différentes ONG⁷.

Plus particulièrement, en ce qui concerne la consolidation démocratique, il existe une littérature abondante appliquée au Brésil et au Cône Sud⁸. Cela peut se constater aisément dans les œuvres des *consolidologues*⁹ les plus réputés comme Juan Linz, Philippe Schmitter, Alfred Stépan, Guy Hermet et Gérald Munck, entre autres.

Dans ces cas, les études sont consacrées à l'Argentine, au Brésil, au Chili, à l'Uruguay et dans une moindre mesure au Paraguay. La concentration des études sur le Cône Sud et le Brésil est une prolongation des analyses des transitions démocratiques en Amérique Latine.

Certainement, un grand nombre de chercheurs en Europe et aux Etats-Unis se passionnent pour les dictatures les plus emblématiques de l'Amérique du Sud, alors qu'en ce qui concerne la région andine, les analyses de la consolidation sont peu nombreuses ce qui permet de dire que le sous-continent est souvent négligé dans ce domaine. Si on regarde de plus près la littérature consacrée au Brésil et aux pays du Cône Sud, on s'aperçoit qu'ils sont tous considérés comme des démocraties jeunes.

En contraste, si l'on se penche sur la région andine, on observe que parmi les cinq nations de la zone – la Bolivie, l'Equateur, la Colombie, le Pérou et le Venezuela- deux d'entre elles ne peuvent pas être considérées comme des jeunes démocraties¹⁰. Ceci

⁵ Le rapport de 2004 *Hacia una Democracia de Ciudadanos y Ciudadanas* a été particulièrement important à cet égard car il a été le pionnier de ces analyses d'évaluation de l'approfondissement de la démocratie.

⁶ La CEPAL élabore de rapports qui touchent la dimension économique de la démocratie. C'est-à-dire, l'institution a promu les analyses sur l'égalité comme une condition pour l'épanouissement de la démocratie.

⁷ L'Université de Vanderbilt a lideré el Proyecto de Opinión Pública de América Latina qui a pris en charge le rapport du Latinobarometro qui mesure la consolidation démocratique. Ce type de rapports ont été inspirés sur le premier rédigé par le PNUD en 2004.

⁸ Du point de vue géographique le Brésil ne fait pas partie du Cône Sud, mais politiquement il en a été lié par des dynamiques politiques et économiques.

⁹ La consolidation démocratique est devenue un sujet d'étude de la Science Politique dans les 80 et 90 à la suite des transitions à la démocratie dans le contexte de la troisième vague. On parle de *consolidologues* pour citer les auteurs qui se sont penchés sur la conceptualisation de l'approfondissement de la démocratie, une fois le régime installé. Dans la première partie de la thèse, on examine méticuleusement la consolidation démocratique car elle est l'une de variables de cette recherche.

¹⁰ La Colombie et le Venezuela font partie de la Deuxième Vague de Démocratisation.

expliquerait partiellement la concentration des études sur le Cône Sud, zone qui regroupe un plus grand nombre de jeunes démocraties lesquelles sont devenues un objet d'étude convoité au début des années 90.

La région andine est une de zones les moins connues dans le milieu de la science politique en France. La plupart des analyses se focalisent sur les aspects culturels des communautés indigènes dans le cadre de la sociologie ou de l'anthropologie politique. À partir des années 80, la région a souvent été associée à la problématique du trafic de drogues, étant donné qu'elle concentre un pourcentage important de la production mondiale. Toutefois, ni la région andine ni l'Équateur, en tant que sujets politiques ont été suffisamment explorés en France ou en Europe. L'Équateur reste un pays méconnu pour la plupart des politologues.

Pourtant, au cours des dernières années cette région a été au cœur des débats sur l'avenir de l'Amérique latine à partir de la révolution bolivarienne au Venezuela, les réformes amorcées par le président Evo Morales en Bolivie, la nouvelle constitution promue par l'administration de Rafael Correa (2007-2017) en Équateur, et la politique de sécurité démocratique de l'ancien président colombien Alvaro Uribe Vélez (2002-2010).

Ces phénomènes ont donné lieu à l'image d'une région instable et par la suite, plusieurs analystes ont tenté de démontrer la volatilité de la démocratie dans ces pays. Toutefois, cette volatilité n'est que la conséquence de l'absence d'une consolidation démocratique dans la région. C'est-à-dire, le véritable problème n'est pas forcément l'instabilité, qui est un symptôme, mais la véritable menace contre le régime se trouve dans l'impossibilité d'approfondir la démocratie.

Certes, les phénomènes politiques actuels ont mis à jour les contradictions sur lesquelles ont été bâties les démocraties andines mais on ne peut pas ignorer que dans cette région il existe un hiatus entre l'établissement de la démocratie et sa consolidation. Normalement, suite à la troisième vague dont parlait le politologue Étasunienne Samuel Huntington, les régimes démocratiques instaurés au cours de la transition vers la démocratie devaient se consolider. Ce fut le cas dans la plupart des pays européens qui étaient à l'est du dénommé « rideau de fer ». Après les changements de régime qui ont eu lieu en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Hongrie et en Roumanie entre autres, la démocratie avait

donné des signes de consolidation malgré qu'elle avait été récemment installée, même si à l'heure actuelle ces nations n'ont pas réussi à surmonter des défis démocratiques indéniables.

Certainement, l'entrée de la plupart des pays de l'Europe centrale et orientale à l'Union Européenne y a favorisé l'instauration et l'approfondissement du régime démocratique. Avant de rejoindre l'UE ces pays ont dû entreprendre des réformes en vue de remplir des conditions indispensables pour Bruxelles portant sur l'État de droit. Ensuite, les institutions européennes ont joué le rôle d'ancrage pour supporter la démocratie (Morlino 2001, 254).

En revanche, les pays andins ont été incapables de consolider leurs régimes démocratiques instaurés en Colombie et au Venezuela dans les années 50, et dans les années 80 dans les autres pays de la région.

Depuis l'arrivée de la démocratie, il y a eu plusieurs tentatives d'approfondissement dans tous ces pays, sans exception. Mais bien que la région ait laissé derrière elle l'époque des coups d'État militaires et qu'il y ait eu des élections de façon ininterrompue, le système n'a pas pu se consolider.

A l'heure actuelle, les régimes politiques andins sont démocratiques. Pendant la Guerre Froide, les analyses sur la démocratie tendaient à classer les régimes entre démocratiques et non démocratiques. Pourtant, avec la troisième vague, la discussion a pris une autre tournure. Il n'est plus question de discuter si les pays sont démocratiques ou non, mais plutôt de savoir si les démocraties sont consolidées ou non. Au fond de ce problème, il existe une question fondamentale que nous aborderons dans la première partie de cette thèse : Qu'entend-on exactement par la « consolidation de la démocratie » ? Cette question fait partie d'une sous-discipline de la science politique née dans les années 90 qui aspire à évaluer le niveau d'approfondissement démocratique une fois le système installé. Suite à la thèse pionnière du politologue Juan Linz d'après laquelle la démocratie devient « le seul cadre possible » (Linz, *Transitions to democracy* 1990 , 156) les études initiales de la *consolidologie* se sont centrées sur le caractère irréversible du système. Lorsque de grandes transformations dans les jeunes démocraties ont eu lieu, les mécanismes politiques alternatifs pour approfondir la démocratie se sont imposés. Tel est le cas du populisme, jadis écarté ou négligé dans les analyses pour évaluer la consolidation démocratique.

A la lumière de ces faits, nous proposons d'étudier l'effet du populisme sur la consolidation démocratique en Équateur après son rétablissement en 1979. Le moment clé de la recherche est la Constitution de 2008 ainsi que les réformes de 2011, qui représentent la tentative la plus stable de consolidation démocratique des dernières années, impulsées (avant et après) par le populisme. Cet objectif implique une sorte de généalogie du populisme et de la démocratie en Équateur, lesquels sont au nombre de trois : la révolution libérale d'Eloy Alfaro, les cinq gouvernements de José María Velasco Ibarra et la crise politique qui a précédé l'arrivée de Rafael Correa à la présidence.

Evidemment, la recherche va delà l'analyse de la Constitution. De fait, elle n'est ni juridique ni constitutionnelle mais fait partie du champ d'étude de la consolidation démocratique d'un point de vue politique et non juridique. Le cadre conceptuel est ancré dans la science politique.

Dans cette étude il est question du rapport entre populisme et démocratie en Equateur. Mais qu'est d'abord le populisme il même ? La réponse se révèle d'autant plus difficile qu'il y a des populismes de gauche et des populismes de droite, alors que la démocratie apparaît de nos jours comme l'unique mode de gouvernement acceptable même si elle n'a pas toujours eu bonne presse.

Dans un souci de démontrer que la démocratie ne se construit pas de façon simplement déclarative cette recherche est divisée en deux parties. Dans la première, tout en ayant présent que la démocratisation désigne l'abandon d'un mode de gouvernement autoritaire au profit d'un régime qui repose sur le consentement des gouvernés, nous avons entamé l'analyse du populisme en tant que concept. Pour cela, nous avons exploré les origines constitutionnelles du terme en évoquant *l'appel au peuple* présent dans l'histoire du constitutionalisme anglais, étasunien et français.

Ensuite on s'est penché sur les définitions contemporaines de Torcuato Di Tella, Gino Germani, Ernesto Laclau, Diana Quatrocchi-Woissin et Guy Hermet. L'idée centrale de cette première partie a été d'élaborer une épistémologie-généalogie du concept. Pour atteindre cet objectif, il fut nécessaire d'examiner le populisme en Equateur, spécialement à partir des années 40. Cela nous a permis de travailler autour d'un concept basé sur une connaissance produite par une recherche rigoureuse.

Dans la deuxième partie de la thèse, nous avons abordé directement la question du lien entre le populisme et la consolidation démocratique, et plus exactement entre la convocation d'une Assemblée constituante en 2008 et le rôle qu'elle a joué dans la consolidation démocratique. Pour ce faire, nous nous sommes appuyés sur des auteurs qui ont largement traité la question du populisme et la démocratie en Équateur et ailleurs comme Margaret Canovan, Carlos de la Torre, César Montufar, Pablo Andrade, Aldo Olano, Kenneth Roberts, Enrique Peruzzoti, Catherine Conaghan, et Kurt Weyland, entre autres.

La thèse vise à démontrer : **a.** que le populisme a permis dans certains cas de favoriser la consolidation démocratique en ouvrant les portes à la participation citoyenne et à la démocratie participative. Ceci dans le but de corriger « la pathologie de la politique représentative » selon le terme de Paul Taggart (Taggart 2002, 62); **b.** que le populisme a des effets plus forts sur des démocraties non achevées que sur des systèmes consolidés (Muddle y Rovira Kaltwasser 2012, 23) et **c.** qu'il est interprété comme une menace parce qu'il a été abordé selon des critères idéologiques et normatifs. En revanche, dans une perspective empirique et pragmatique on peut arriver à des conclusions révélatrices sur les fondements actuels de la démocratie.

Historiquement, le populisme revendique après la Seconde Guerre mondiale une place pour les citoyens dépourvus de représentation et de participation et promet une véritable participation à travers une critique du statu quo et des élites. Ce « peuple » revendiqué est évoqué par de considérations ethniques comme en Europe, ou socio-économiques comme en Amérique latine.

Certes, il y a plusieurs sortes de populismes. Tout d'abord, le *populisme rhétorique* avec une connotation péjorative, et qui est souvent utilisé pour discréditer un mouvement, un parti politique, ou un homme politique. Cette usage peut trouver ses origines dans le rejet de l'aphorisme « *Vox populi vox Dei* ». Selon la lettre de Alcuin à Charlemagne en 789 « ces gens qui continuent à dire que la voix du peuple est la voix de Dieu ne devraient pas être écoutés, car la nature turbulente de la foule est toujours très proche de la folie » (Agora 2015). Cette idée a été souvent repris pour dénoncer les excès de la participation. Voyons par exemple la critique de Jose Ortega y Gasset à la démocratie participative, qu'il considère comme « hiperdémocratie » (Ortega y Gasset 2010) . De même que dans la lettre d'Alcuin, Ortega et Gasset redoute le pouvoir incontrôlable d'une masse qui se révolte.

Aussi on peut identifier *le populisme comme pratique et discours politique*, qui conditionne les régimes politiques et à l'heure actuelle, la qualité de la démocratie. Ici le populisme donne l'illusion de devenir *idéologie* ou *régime politique*, mais il n'est qu'un instrument ou un moyen. Et, le *populisme comme concept* qui vise à rendre plus clair un phénomène politique. Pour cette thèse on s'intéresse pour le populisme en tant que concept de la science politique, et comme pratique politique.

Plus particulièrement, on a essayé de définir le *populisme radical* dans la région andine comme une correction ou solution à la crise de représentation qui a frappé les démocraties.

Le populisme radical s'appuie sur un discours et une pratique politique présente dans la région andine dont le but est d'établir un lien direct entre un leader et le *peuple* afin de le mobiliser. Celui-ci se mobilise parce qu'il est convaincu qu'il se trouve dans une phase libératrice et pour atteindre cet objectif il est disposé à accepter des changements structurels qui touchent le régime politique. Normalement, le leader adopte un discours anti-establishment qui lui permet d'obtenir une légitimité au-delà même de l'État de droit. Ce populisme aussi bien en Équateur, en Bolivie qu'au Venezuela a été utilisé comme mécanisme soit pour consolider le régime démocratique ou pour refonder la démocratie.

La formation de l'État moderne en Equateur a été liée au populisme, une tradition présente depuis la Révolution Libérale en 1895 et guidée par Eloy Alfaro, précurseur de la modernité et de la laïcité. L'expression du populisme a fortement marqué la période républicaine au cours du XXe siècle ; il est largement présent dans les discours des gouvernements sous la présidence de José María Velasco Ibarra et coïncide avec la consolidation de l'État, ce qui permet de conclure que les grandes transformations de l'État ont été marquées par le populisme.

Par ailleurs, il est à remarquer que la Révolution citoyenne dirigée par Rafael Correa a été favorisée par la concomitance de quatre facteurs :

- 1) L'épuisement des partis politiques qui n'ont jamais réussi à véhiculer les revendications populaires ;
- 2) L'affaiblissement de l'appareil législatif, responsable de la chute d'Abdala Bucaram et de Lucio Gutiérrez ;

- 3) L'échec des alternatives politiques entreprises par Pachakutik, le Parti Sociedad Patriótica, et la gauche équatorienne qui n'ont pas pu disposer d'une majorité nécessaire pour avoir une marge de manoeuvre suffisante- ;
- 4) L'augmentation des prix du baril de pétrole qui a permis d'entreprendre des politiques d'investissements sociaux.

Cette recherche a démontré que la démocratisation progressive en Equateur, entamée en 1979, caractérisée aussi bien par la fin des régimes militaires que par l'instauration de gouvernements civils et démocratiques, a vu le populisme comme moyen d'approfondir la démocratie et à refonder l'État, en particulier depuis l'arrivée de Rafael Correa à la présidence en 2007. Cette utilisation a eu deux effets sur la consolidation démocratique équatorienne. Bien qu'elle ait rendue plus facile la participation et stabilisé le système, elle a aussi porté préjudice aux mécanismes de contrôle politique. Au début, la Révolution citoyenne a permis l'installation d'une nouvelle constitution qui ouvre les portes à un approfondissement de la démocratie en 2008. Pourtant, des manifestations d'autoritarisme ont émergé à partir de la réforme constitutionnelle de 2011, instituée par le mécanisme de consultation populaire.

La recherche a permis aussi de constater que le populisme comme pratique politique n'est pas forcément incompatible avec la démocratie, surtout quand il s'agit d'une démocratie fortement participative. Aussi on a constaté que le populisme peut se déployer aussi bien dans des régimes démocratiques comme autoritaires.

Ces certitudes s'inscrivent dans un cadre conceptuel construit à partir d'une littérature centrée sur le populisme et la consolidation démocratique. Ceci a constitué un défi car les études sur ces deux sujets sont assez différentes du fait que chacune a suivi son propre chemin. Les analyses sur la consolidation démocratique se sont multipliées avec les transitions démocratiques en Europe, en Amérique latine et en Afrique depuis les années 70 et 80, alors que les analyses sur le populisme ont eu un développement plus saccadé et moins riche.

La consolidation démocratique et le populisme se produisent dans des contextes historiques différents. Cependant, ils peuvent s'imbriquer dans les populismes radicaux de la

région andine qui ont viré à gauche et où le populisme est même considéré comme un élément constitutif de la démocratie et, avant tout, dans la dialectique équatorienne.

Dans la théorie politique, la sociologie politique et les études juridiques liés à la démocratie, à travers une étude de cas cette thèse vise à compléter les travaux de Margaret Canovan, Carlos de la Torre, Koen Abts, Stefan Rummens (Abts y Stefan 2007, 405), Ernesto Laclau, Chantal Mouffe (Laclau y Mouffe, *Hegemonía y estrategia socialista. Hacia una radicalización de la democracia* 1987), Yves Mény, Yves Surel (Mény y Surel 2000), Paul Taggart (Taggart 2002), Steven Levitsky, James Loxton (Levitsky y Loxton, *Populism and competitive authoritarianism: the case of Fujimori's Peru* 2012), Kenneth Roberts (Roberts, *Populism and democracy in Venezuela under Hugo Chávez* 2012), Roger Bartra (Bartra 2009), Ximena Sosa Buchholz, et Flavia Freidenberg (Freidenberg, *El Flautista de Hammelin. Liderazgo y Populismo en la democracia ecuatoriana* 2008) qui analysent les liens entre populisme et démocratie.

Les analyses entreprises sur le populisme dévoilent des aspects de la démocratie impossibles à comprendre autrement. C'est ainsi que la politologue américaine Margaret Canovan et la sociologue Belge Chantal Mouffe considèrent que la démocratie peut être compatible avec le populisme et arrivent même à penser que la démocratie a besoin d'une certaine dose de populisme pour s'épanouir.

Chantal Mouffe considère que l'inclusion du populisme est nécessaire pour comprendre le fonctionnement de la démocratie. Elle critique fortement la démocratie délibérative et sa prétention à se situer au-delà de la dichotomie entre la gauche et la droite, ce qui serait impossible car l'antagonisme à la base de la démocratie et de la politique. La démocratie délibérative, souvent présentée par le rationalisme libéral comme la meilleure version des régimes démocratiques, ne tient pas compte des antagonismes ni des passions. Or, ces deux éléments sont constitutifs de la démocratie étant donné que les sujets politiques ont des identités collectives en opposition (« eux versus nous »). Ainsi on peut apercevoir que le conflit est inhérent à la politique, car il est la conséquence de cet antagonisme (Mouffe, Conférence "Democracia y pasiones: enfoque para la resolución de conflictos" 2015).

Cette idée souvent évoquée par Chantal Mouffe est retenue pour le propos de cette thèse, afin de mettre en évidence le lien entre populisme et démocratie radicale lequel serait à la base de l'idéal démocratique du régime de Rafael Correa.

Il est à remarquer aussi pour le propos de cette recherche la dimension empirique car la plupart des études sur la relation entre populisme et démocratie s'inscrivent dans une vision théorique et conceptuelle éloignée des réalités contradictoires. Telle est la critique de Cas Muddle, professeur de l'Université de Georgia, expert sur populisme européen, et de Cristóbal Rovira Kaltwasser, de l'Université de Sussex, spécialiste de la théorie démocratique, lesquels affirment le suivant :

On note l'usage banal du terme populisme, ainsi que des problèmes associés [...] En fait, la plupart des études qui ont analysé la tension entre le populisme et la démocratie ont la tendance à développer des arguments théoriques et normatifs, mais très peu ont été abordées d'un point de vue empirique (Muddle y Rovira Kaltwasser 2012).

Cette étude sur l'Équateur s'appuie sur une évidence empirique abondante qui a permis d'arriver à des conclusions plus précises et nuancées que les approches purement théoriques et conceptuelles. Il faut reconnaître, toutefois, que dans le cas de l'Équateur l'évaluation du populisme comme mécanisme d'approfondissement démocratique traduit des résultats ambigus. D'une part, il a favorisé la stabilisation du régime politique et promu une participation plus effective dans le projet qui visait à transformer le pays, en même temps qu'il a permis la rédaction d'une Constitution brisant les blocages qui avaient empêché toute réforme du système. D'autre part, il faut reconnaître que le pays a été soumis à la menace constante d'une dérive autoritaire à la suite du renforcement du pouvoir exécutif et de l'inclusion d'un amendement constitutionnel qui ouvre la possibilité à une réélection indéfinie du président.

Cette recherche invite aussi à une exploration des mécanismes alternatifs pour approfondir la démocratie dans les jeunes régimes où la faiblesse des institutions empêche qu'elles jouent un rôle décisif dans sa consolidation.

Pourquoi l'Équateur comme sujet d'étude sur le populisme et la consolidation démocratique ?

L'étude de cette problématique est particulièrement intéressante dans le cas de l'Équateur, compte tenu de la singularité de sa situation par rapport au lien entre populisme et démocratie.

D'autre part, trois raisons sont à la base d'une thèse sur la région andine et le populisme équatorien. En premier lieu, le populisme a une longue tradition en Europe comme instrument de démocratisation. Ceci est notable dans le constitutionnalisme français, où le peuple a été progressivement considéré comme source de légitimité.

Le populisme vit de nos jours une résurgence indéniable comme conséquence, parmi d'autres raisons, de la crise du multiculturalisme européen. La réapparition des nationalismes en France, aux Pays Bas, en Hongrie et en Pologne montre que le populisme est un phénomène vivant qui cohabite avec la démocratie. Toutefois, le discours des partis nationalistes envers la migration est préoccupant d'un point de vue démocratique, ce qui permet de penser que la rédaction d'une thèse au sein d'une université européenne sur le lien entre démocratie et populisme enrichit autant les connaissances que le débat en la matière.

En deuxième lieu, la connaissance de la région andine en tant que sujet politique dans le milieu académique européen n'a pas comme but comprendre la consolidation démocratique, mais surtout la question indienne, notamment dans le cas de la Bolivie, de l'Équateur et du Pérou. Quant à la Colombie et le Venezuela, ces deux pays ont attiré l'intérêt de chercheurs européens principalement du fait de l'existence du conflit armé interne depuis les années 60 pour le premier, et de l'instabilité politique amorcée par l'arrivée d'Hugo Chavez Frías en 2013. Les analyses qui touchent la consolidation démocratique se concentrent dans des cas paradigmatiques tel que l'Argentine, le Chili et le Paraguay. Aussi, il est probable que cet intérêt s'explique par les migrations de ces pays en Europe, à la suite des gouvernements dictatoriaux.

Autrement dit, il est rare de trouver des études récentes sur le populisme et la consolidation démocratique dans les pays andins. Pour des auteurs comme Gerardo Munck¹¹ le thème de la consolidation démocratique est aujourd'hui anachronique : s'il fut pertinent dans les années 80 et 90 lors de la transition des régimes militaires vers des démocraties, dans les circonstances actuelles il ne s'agit pas d'un sujet intéressant.

Malgré cela, avec l'arrivée du populisme les débats sur la consolidation démocratique se sont de nouveau multipliés. En conséquence, il est pertinent de rédiger une thèse sur les instruments alternatifs destinés à achever la consolidation démocratique.

¹¹ First Summer of Latin American Politics organisé par l'European Consortium for Political Research, le 29 juin et le 4 juillet 2011, à l'Université de Salamanca.

En troisième lieu, l'Equateur est un exemple extraordinaire pour l'étude du rôle du populisme dans la consolidation de la démocratie car le pays a connu sa transition démocratique en 1979 dans le contexte de la troisième vague. Aussi, le fait que la dictature ait été atypique permet d'apporter un élément nouveau à l'analyse. L'héritage laissé par la soi-disant *dictablanda*¹² a favorisé la résurgence du populisme dans les années récentes, comme on le verra dans le développement de la thèse.

Comment y parvenir ?

Pour arriver au bout, on a identifié le populisme comme variable indépendante et la consolidation démocratique équatorienne, dépendante. De ce fait, on a tenté d'établir une corrélation entre le projet réformiste de Rafael Correa et l'approfondissement démocratique. Pour délimiter cette recherche on a tenu compte d'une période qui s'étend du début du mandat de Correa en 2007 jusqu'en 2011, moment où ont été prises des réformes clés de la Constitution à travers une consultation populaire. Etant donné que cette démarche demandait la connaissance préalable de la démocratie équatorienne, on a entrepris l'exploration de l'histoire de son installation depuis 1979, ainsi que les efforts pour refonder ou consolider le régime entrepris dans les années 80 et 90 ainsi que les multiples réformes politiques qui se sont succédées au long du XX siècle. Dans cette démarche le constitutionnalisme équatorien a été considéré comme une variable supplémentaire du fait que l'historien Enrique Ayala Mora qui a suggéré qu'en Equateur la plupart des Assemblées constituantes ont eu pour but la réforme des Constitutions précédentes, met en exergue la nécessité fréquente de les réformer plutôt qu'une tendance historique à refonder l'État. C'est ainsi que la constitution de 1998 a tenté de compléter des aspects inachevés de celle de 1978 alors que la Constitution de 2008 a repris l'esprit libéral de la Constitution Alfarista de 1897¹³.

Concernant la démarche méthodologique, cette recherche a eu trois phases. Premièrement, l'établissement d'un état de la littérature autour de notions fondamentales comme populisme, consolidation démocratique, transition démocratique, néo-constitutionnalisme, histoire de la démocratie équatorienne, révolution citoyenne et

¹² Il s'agit des dictatures progressistes, en contraste avec les régimes militaires du Cône sud. L'Equateur et le Pérou ont vécu de régimes de ce type. Dans la première partie de la thèse on analysera le phénomène en profondeur.

¹³ Entretien avec Enrique Ayala Mora. Quito, le 4 décembre 2015

instabilité. Deuxièmement, il a été question dans la première partie de la thèse d'éclaircir les théories de la science politique, de la sociologie politique et d'autres disciplines qui ont contribué à la compréhension du sujet. Troisièmement, on s'est penché sur le cas équatorien en mettant en relation les différentes théories et concepts existants pertinents et relatifs à la problématique qui nous intéresse. Pour ce faire, on a procédé à l'analyse de textes de politologues, d'hommes politiques et de sociologues sur la (les) réalité (s) du pays, ainsi qu'à la révision des informations fournies par les journaux.

La dernière phase de cette recherche a été un travail de terrain pour observer sur place la réalité équatorienne et de réaliser des entretiens afin d'avoir accès aux sources premières ainsi qu'à des informations que l'on ne trouve pas dans les livres. Cette approche s'est enrichie avec des entretiens accordés par Enrique Ayala Mora, recteur de l'Université Andina Simón Bolívar, Pablo Andrade de l'Université Andina, Felipe Burbano de Lara, enseignant à la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO), César Montúfar homme politique et professeur et candidat aux élections présidentielles de 2016, Ximena Sosa Buchholz de l'Université de Missouri, Tania Arias, ancienne présidente du Consejo Superior de la Judicatura, et Ernesto Samper Pizano ancien président de la Colombie et Secrétaire Général de l'UNASUR. Le format pour ces entretiens a été une petite liste de questions sur le populisme et la démocratie. Dans chaque rencontre au moins 5 questions ont été posées, à savoir, a) Quelles sont les principales caractéristiques historiques du populisme équatorien ? b) Comment décrivez-vous le rapport entre populisme et démocratie au XX siècle dans les gouvernements de José María Velasco Ibarra c) Comment considérez-vous le lien entre le populisme de Rafael Correa et la consolidation démocratique en Équateur ? d) L'Équateur d'aujourd'hui, est-il plus démocratique que celui-ci de 2006 ? e) Est-il possible de considérer le populisme comme un instrument légitime pour approfondir la démocratie en Equateur ?

PREMIERE PARTIE :

LES QUESTIONS THÉORIQUES ET CONCEPTUELLES

CHAPITRE 1. La genèse du populisme

Pour trouver les origines du populisme comme pratique politique, il est nécessaire d'observer *l'appel au peuple* présente dans le constitutionnalisme aux Etats-Unis et en France. Bien que au XVIII^e siècle, le populisme n'existait pas, ce constitutionnalisme révèle une tendance très importante pour comprendre le au XX^e siècle : le besoin pour rendre au peuple une place pour l'exercice du pouvoir. Cette nécessité d'inclure le *peuple* a été repris par les réformes constitutionnelles qu'on abordera dans la deuxième partie de la thèse. Ainsi, la lecture du constitutionnalisme étasunienne et français, ne doit pas être assumée comme une forme d'anachronisme.

L'apparition d'une constitution influencée par les idées de pouvoir populaire s'est produite aux États-Unis en 1787 avec la célèbre phrase qui réaffirme les postulats libéraux des philosophes du contrat social : « Nous le peuple des États-Unis ... nous ordonnons et établissons le présente Constitution pour l'États-Unis d'Amérique. »

Plus tard, en France, nous apercevrons une apparition similaire, visible dans la Déclaration de droits de l'homme et du citoyen de 1789 qui commence avec la considération suivante : « *les représentants du peuple français, constitués en Assemblée nationale* » Ensuite, la Constitution du 3 septembre de 1791 spécifie dans l'article 1^{er} du Titre III : « *La Souveraineté est une et indivisible... Elle appartient à la Nation ; aucune section du peuple, ni aucun individu, ne peut s'en attribuer l'exercice* ». Certes, la nation remplace ici le peuple, mais sera rétabli en 1792 le décret du 21 septembre prévoit dans son article premier qu'« [...] *il ne peut y avoir de Constitution que celle qui est acceptée par le peuple* ». De même, la Constitution du 24 juin 1793 s'introduit par la formule « *le peuple français* ».

Néanmoins, dans la Constitution du 22 frimaire an VIII (13 décembre 1799) les références au peuple ou à la nation comme source de légitimité du pouvoir sont effacées. Cette situation a changé avec le coup d'Etat de Napoléon Bonaparte¹⁴, quand la référence au peuple réapparaîtra. L'article premier de l'arrêté des consuls du 20 floréal an X (10 mai 1802) stipulait : « *Le peuple français sera consulté sur cette question : Napoléon Bonaparte sera-t-il Consul à vie ?* ». En 1804, avec la Constitution de l'an XII les références au peuple disparaîtront de nouveau.

¹⁴ Coup d'Etat du 18 brumaire an VIII, ce qui correspond au 9 novembre 1799.

Ces exemples donnent une idée de la difficulté pour analyser le rapport entre le peuple, abstraction et idéal et la démocratie libérale, appuyée sur une base constitutionnelle. A travers la Constitution, le peuple est reconnu comme le *telos* de l'action politique, ce qui se traduit par l'institutionnalisation du principe de l'Etat de droit. Dès lors, aucun homme politique ne peut gérer le pouvoir selon ses intérêts et ses normes, mais doivent respecter les limites figées dans la charte.

Durant l'investiture de Louis-Philippe 1^{er} en 1830, la soumission de l'exécutif au peuple est visible : pour exemple, dans le discours qu'il prononce à cette occasion, il décrit son trône comme « *auquel le vœu de la nation vient de ... [lui]... appeler* » et en ajoutant « *il fallait rétablir l'action des lois, et c'était aux Chambres qu'il appartenait d'y pourvoir. Vous l'avez fait, Messieurs ; les sages modifications que nous venons de faire à la Charte garantissent la sécurité de l'avenir.* » (Pombeni 1997, 53)

Dans cette révision de la tradition constitutionnelle française, il est important d'introduire un élément clé du populisme, qui persiste jusqu'à nos jours : le suffrage en tant que manifestation d'égalité entre les citoyens. La pensée de l'historien et sociologue Français Pierre Rosanvallon est à cet égard utile, il considère le suffrage comme une représentation du peuple d'une manière mystique. Ainsi, « *toute tentative de réduire le symbole se transforme en sacrilège qui fait appel à la reconstitution de cette mystique du sacrement.* » (Rosanvallon, La monarchie impossible. Les chartes de 1814 et de 1830 1994)

Dans cette tradition constitutionnelle française, on peut identifier le lien qui est établi entre les appels au peuple et la légitimation du pouvoir qui en découle. Au fur et à mesure que l'appel au peuple se matérialise par le biais du suffrage, les hommes politiques ont utilisé le peuple pour faire approuver des réformes. A cet égard on peut rappeler l'exemple du sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire sous Napoléon III, qui fit approuver cette Constitution suite à un plébiscite le 8 mai 1870. Aussi, le 21 mai 1870, quand Napoléon III tentait de sortir d'une crise, il fait appel à une consultation populaire pour approuver les réformes libérales de la Constitution de 1860.

Dans cette Constitution, on trouve un lien direct entre le peuple et l'empereur, ce qui sera flagrant dans les populismes du XXe siècle entre le peuple et le Président. L'article 13 du titre IV de celle-ci établie que : « *l'empereur est responsable devant le Peuple français, auquel il a toujours le droit de faire appel.* »

À partir de ce lien direct naît le *césarisme*, souvent associé à celui du populisme. D'après l'auteur anglais Walter Bagehot du XIX^{ème} siècle, « *Jules César est le premier exemple du despote démocratique. Il renversa une aristocratie avec l'aide du peuple, l'aide du peuple non organisée* » (Pombeni 1997).

Le césarisme a donné lieu au débat sur la personnification de la politique et la manipulation de masses. De ce fait, il est naturel de considérer le populisme comme une déviation de la démocratie, car fréquemment, le peuple a été instrumentalisé afin d'achever des projets qui menacent l'Etat de droit.

Sur ce sujet, le politologue Italien Paolo Pombeni souligne :

L'appel au peuple est identifié à la manipulation de la volonté électorale réalisée en détournant le corps politique de l'exercice de la souveraineté par le biais de la représentation des Chambres. Le corps politique est poussé à participer à un rite électoral forcé, ou il est contraint à répondre de façon prédéterminée à une question simplifiée au maximum et strictement circonscrite. (Pombeni 1997, 57)

Cependant, le populisme ne doit pas être assimilé à la démagogie ou au césarisme. Bien que ces deux phénomènes contiennent des éléments populistes, on ne peut affirmer à l'inverse que le populisme implique nécessairement démagogie ou césarisme.

La démocratie plébiscitaire, dans laquelle le peuple est souvent appelé à légitimer des décisions politiques, qui d'une autre manière ne pourraient pas être approuvées, peut être un instrument du césarisme et un symptôme de la démagogie. Néanmoins, les consultations populaires ne sont pas nécessairement un instrument du césarisme, et peuvent, en revanche, favoriser la démocratie.

[...] l'origine des plébiscites n'est pas nécessairement liée à la question du césarisme et/ou de la démagogie : le plébiscite de la France révolutionnaire en juillet 1793 avait pour objet la ratification de la Constitution et n'entrait dans aucun contexte césariste/démagogique. [...] le plébiscite est apparemment lié à la « forte » théorie de la participation démocratique. [...] (Pombeni 1997, 57)

À l'époque d'Otto Von Bismarck, le publiciste allemand Konstantin Frantz a promu la personnification de la politique. Ce dernier avait été un critique du bonapartisme français.

D'après lui, il ne s'agissait que d'une forme de démagogie, alors qu'en contraste, Bismarck tentait de mettre en place ce que Frantz dénommait « *la révolution incarnée* ». Selon cette formule, le gouvernement pouvait appeler le peuple à décider d'une façon directe, afin d'éviter que le parlement ou la classe politique puissent changer « *unilatéralement* » la situation juridique sans un accord préalable entre les acteurs politiques du système. En effet, dans la rédaction des constitutions impulsées par le chancelier (celle de la Confédération de l'Allemagne du Nord de 1867 et celle de l'Empire de 1871) celui-ci avait dénoncé les différences entre les intérêts des partis politiques et les besoins du peuple. En Angleterre aussi, on trouve une autre manifestation de la personnification au XIX^{ème} siècle. William Gladstone, libéral du XIX^{ème} siècle illustre bien marque une tendance particulière : l'*appel au peuple* devient alors instrument de l'opposition destiné à critiquer le gouvernement. Avant cela, dans le constitutionalisme français, les appels au peuple s'expliquaient par la nécessité de légitimer les décisions politiques, spécialement celles qui visaient à réformer l'état. À l'inverse, Gladstone va se servir de la démagogie pour combattre le gouvernement du premier ministre conservateur Benjamin Disraeli

. Après être vaincu par ce dernier, M. Gladstone a entrepris une campagne de dénonciation des atrocités commises par les turcs contre la population chrétienne dans les Balkans. Ces critiques ont porté préjudice à l'image du premier du fait qu'il défendait l'alliance avec la Turquie.

M. Gladstone a également contribué à renforcer l'image du « *peuple sage* », caractéristique du populisme moderne. Dans un colloque inspiré par la question du peuple réalisé par *The Nineteenth Century Review*, Gladstone a mis en avance une idée révélatrice de la position du peuple dans l'avenir de la politique. L'Anglais a affirmé que le peuple avait un « instinct sain » pour juger la politique. Néanmoins, comme Pombeni l'a mis en évidence, Gladstone « s'était bien gardé d'affirmer que les dirigeants tiraient leurs idées du peuple (Pombeni 1997, 64)».

La campagne de 1879-1880 a mis en évidence les effets de l'*appel au peuple* sur la politique anglaise. Pour la première fois un gouvernement adressait des propositions directement au peuple (« à la souveraineté populaire ») et non par la voie du corps législatif.

Cette manière de faire la politique a provoqué l'indignation des médias tels que *The Times*. Le journal a réagi de cette façon :

En un mot, tout est exagéré [...] Est-ce que le pays souhaite que la conduite des affaires publiques soit à la merci de l'exaltation, de la rhétorique, des qualités qui font appel à la populace plutôt qu'à ceux qui ont mérité l'attention d'un Sénat ? (Matthew 1986, 69).

Ainsi on peut apercevoir la réaction du conservatisme britannique pour faire face à cet appel au peuple en le présentant comme une menace contre la démocratie. Ces arguments ont prévalu durant le XXème et ce début de XXIème siècle. Lord Salisbury qui l'a fortement critiqué a insisté sur le caractère abstrait et mythique du peuple :

Le 'peuple' en tant qu'autorité qui agit, qui décide, qui est accessible, est un mythe... Le peuple ne parle pas. On lui attribue certaines expressions, par le biais de certaines conventions, qui, aussi utiles qu'elles soient, sont de pures fictions : comme par exemple l'idée selon laquelle l'opinion d'un homme est le parfait reflet des opinions de cinquante mille de ses concitoyens sur toutes les questions, seulement parce qu'il a été choisi comme le meilleur de deux ou trois candidats, en référence à une crise spécifique ou à un ensemble particulier de questions, par une majorité composée des personnes qui ont pris la peine de participer au vote ce jour-là. (Pombeni 1997, 63)

Par conséquent, quand le gouvernement libéral du premier ministre Lloyd George a mis en place une politique d'État-providence, ce sont les lords qui s'y sont opposés. Pour y répondre, le premier ministre Lloyd est allé jusqu'à mettre en doute la légitimité des lords, jusqu'à prononcer des insultes à leur encontre (en considérant notamment que la chambre des lords était le 'caniche' de l'ancien premier ministre Arthur James Balfour). Il a réagi de la manière suivante :

La question sera posée de savoir si cinq cents hommes, des hommes ordinaires dont le hasard a fait des oisifs, doivent outrepasser le jugement délibéré de plusieurs millions de personnes qui sont engagées dans le monde du travail, base de la richesse du pays. (Pombeni 1997, 64)

On peut identifier dans les propos de premier George la virulence qui a marqué les discours du XXème et XXIème siècles. Ainsi on trouve des arguments « de classe ». C'est-à-dire, une démagogie qui décrit une lutte de classes.

Après avoir révisé quelques exemples Pombeni identifie deux usages pour l'appel au peuple. D'une part, l'*appel au peuple* afin de délégitimer le pouvoir en place, dans le but de renverser ce pouvoir et d'en assurer la relève. Ce nouveau pouvoir présume une base populaire « authentique » exclue du constitutionnalisme libéral. La seconde forme comme moyen de légitimation « d'un parti » politique visant une alternance avec la classe politique sans attaquer le cadre constitutionnel. Pour l'auteur, ces deux usages sont restés en Europe jusqu'à l'arrivée au pouvoir du général Charles de Gaulle en France, lequel a fait naître un troisième type, qu'on abordera ensuite. Ces trois composent, pour lui, le populisme européen, même avec des variations historiques et géographiques. Pourtant, l'idée de Pombeni révèle un anachronisme, car il utilise le mot *populiste* pour l'appliquer aux faits politiques qui ont eu lieu lorsque le concept n'existait pas.

La donnée a radicalement changé avec la période qui a précédé la Seconde Guerre mondiale. Avec l'émergence du national-socialisme en Allemagne et du fascisme en Italie, cet appel au peuple a été associé avec le nationalisme et de ce fait a connu une évolution sémantique.

Dans son discours de 23 novembre 1923, Adolf Hitler s'est prononcé sur la nécessité d'« extirper du peuple les fausses divinités du marxisme, seulement en lui offrant un meilleur Dieu. » De ces propos d'Hitler, on peut déduire le mélange entre populisme et nationalisme, qui a conditionné le populisme en Europe jusqu'à nos jours. Pour l'extrême droite de l'avant-guerre, le discours populiste a été utilisé pour rassembler le peuple autour du projet régional. Mais, cette utilisation est bien différente de celle du constitutionnalisme français ou de celle du Parti Travailleuse en Angleterre.

En août 1930 dans un célèbre discours, Hitler a mis en évidence ce lien entre nationalisme et la personnification de la politique : « Pour nous, le nationalisme est l'extrême dévotion de l'individu pour son peuple. J'offre mon moi à l'Allemagne et suis donc en même temps socialiste au sens le plus noble du terme ». Il faut également inclure un élément nouveau dans cette relation entre le peuple, le nationalisme et la souveraineté populaire : le parti en tant qu'expression de la volonté du peuple.

Les régimes fasciste et national-socialiste ont canalisé la représentation/participation à travers les partis politiques, vus comme une manifestation du peuple. Pour cela, les deux modèles ont eu recours au plébiscite pour légitimer leur politique dans le domaine interne

comme dans le domaine international. Il est important de souligner que pour ces régimes, ces consultations populaires n'étaient pas de simples « rites électoraux » comme dans le reste des démocraties libérales en Europe. Elles se présentaient plutôt comme de véritables « professions de foi » du peuple envers le guide.

Ces procédés ont donné les fondements aux théories sur « la manipulation des masses » dans lesquelles les références aux origines mythiques sont fréquentes. La récupération de cette méthode pour la nation allemande a été un argument souvent utilisé par Hitler. Pour les deux régimes, les plébiscites devaient montrer au monde le « consensus des masses » qu'ils étaient parvenus à atteindre.

Cette situation montre la liaison entre l'extrême droite et le populisme en Europe. À la différence des populismes de gauche qui font appel à la solidarité de classe, dans le cas de la droite la référence est celle faite au « vrai peuple ». Ceci est l'argument central du populisme français du Front national.

De même que le populisme nationaliste et fasciste, l'expression française du populisme visait à combattre le communisme. Autrement dit, ce populisme cherchait à faire un contrepoids au communisme depuis la Révolution Bolchevique.

Il faut dire, toutefois, que dans le discours communiste le populisme était aussi présent. Dans le discours du 17 avril 1936 Maurice Thorez exprimait :

Nous travaillons à la véritable réconciliation du peuple de France. Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques, parce tu es un notre frère... Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu Croix-de feu, parce que tu es un fils de notre peuple, que tu souffres comme nous... (Lacouture 1997, 265)

Avec la défaite des pays de l'axe durant la Seconde Guerre mondiale, la situation de la relation entre la démocratie, la nation et le peuple a fortement changé. Tout d'abord, le nationalisme était rentré en crise pour avoir provoqué la guerre. De plus, le système politique représentatif s'est consolidé et le paradigme de la démocratie libérale s'est répandu, alors que les démocraties populaires, influencées par le modèle soviétique, ont été considérées comme des régimes non démocratiques.

Par conséquent, la souveraineté populaire a été reprise dans la rédaction de diverses constitutions européennes après la guerre. En effet, dans la constitution française du 27 octobre 1946, le peuple est évoqué de la façon suivante : « Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice. Le peuple l'exerce, en matière constitutionnelle, par le vote de ses représentants et par le référendum. En toutes autres matières, il l'exerce par ses députés à l'Assemblée Nationale, élus au suffrage universel, égal, direct et secret. »

En France particulièrement, nous l'avons évoqué, le gouvernement du général Charles de Gaulle a révélé une nouvelle dimension du populisme. Celui-ci a proposé trois principes politiques : condamnation de la classe dirigeante impuissante, appel au peuple pour la renaissance nationale, et introduction d'un système à base référendaire pour faire face aux crises. Parmi ces principes, on retrouve des caractéristiques évoquées dans le populisme du XXème siècle en Europe.

Il faudra ajouter le fait que cette forme de populisme engagée par le général De Gaulle a été fortement influencée par le résultat de la Seconde Guerre mondiale. Malgré la victoire des alliés, dont la France faisait partie, la classe dirigeante française a été discréditée, et par la suite délégitimée. La position du Régime de Vichy par rapport à l'occupation allemande a créé une crise politique et au même moment, la résistance a mis en évidence la nécessité de faire renaître le peuple français, humilié par l'occupation nazie.

Ces éléments ont facilité l'émergence d'un discours nationaliste, qui mettait en flagrance l'incapacité des gouvernements prédécesseurs, et voulait restaurer la morale nationale. Néanmoins, le général De Gaulle a été accusé de fascisme.

Cette synthèse du populisme européen révèle la complexité du phénomène. Tout d'abord, parce qu'au début le populisme a été un élément constitutif de la démocratie, l'étude du constitutionnalisme français met en évidence l'appel et les références fréquentes qui étaient faites au peuple. Pourtant, il est nécessaire de clarifier les usages du populisme selon le contexte historique et le rapport de force entre les acteurs de la scène politique. Autrement dit, le populisme pouvait être un instrument de l'opposition pour délégitimer le pouvoir en place et dénoncer l'absence de représentativité, mais dans un même temps, le populisme a été évoqué comme une source de légitimité des gouvernements.

Pour comprendre l'importance de la Constitution en tant que base de la démocratie moderne, il est pertinent de se pencher sur la doctrine française, qui est un référent en

Amérique latine, car elle est devenue un modèle et a influencé les idées constitutionnelles latino-américaines.

Selon les juristes Yves Poirmeur et Dominique Rosenberg, notre époque est celle du constitutionnalisme (Poirmeur y Rosenberg 1989, 230). L'importance de la Constitution en tant qu'élément de base de la démocratie est une caractéristique commune à la démocratie représentative et participative. Même dans les démocraties populaires, ce texte est fondamental pour établir les règles et normes basiques pour organiser le fonctionnement d'un régime politique.

Pour eux, les Constitutions de la III^e et de l'IV^e République ont marqué la doctrine constitutionnelle française, car ces textes ont consolidé la Constitution comme principe constitutif de la vie politique.

Les Français, après avoir vécu dans le tourbillon des textes constitutionnels, ou sous la III^e et IV^e République dans le monde de la coutume et des usages, ressenti la Constitution comme quelque peu extérieure à la vie politique, l'ont enfin intériorisée comme instituant le pouvoir et comme consacrant leur droits et libertés. (Vedel 1987, 226)

La Constitution de 1958 est par la suite devenue le socle de la démocratie française, malgré le fait que certains courants insistent sur la nécessité de passer à la 6^e Constitution. Toutefois, par rapport à son interprétation il n'y aura jamais un accord entre les divers acteurs politiques.

Avec le Général de Gaulle il était difficile d'interpréter la Constitution, car il en monopolisait l'exégèse. Mais à partir de 1969, l'interprétation s'est ouverte à la doctrine.

La place éminente reconnue à la Constitution a, d'une certaine manière, sensiblement modifié le comportement et la capacité d'intervention de la doctrine : la valeur accordée au droit constitutionnel autorise le développement du commentaire dont l'utilité s'affirme d'autant mieux qu'il y a une jurisprudence à analyser, et permet ainsi l'extension de l'offre de services juridiques. Elle ouvre aussi la possibilité aux constitutionnalistes d'intervenir dans le débat politique avec toute l'autorité que leur confère leur compétence juridique. Enfin, cette

« redécouverte du Droit » qui inaugure un nouvel épisode des liaisons orageuses entre la science politique et le droit leur donne l'occasion d'essayer de faire passer leur vision juridique du système politique pour sa seule représentation légitime et de tenter de monopoliser le discours universitaire sur les questions constitutionnelles. (Poirmeur y Rosenberg 1989, 231)

Cette tension entre la science politique et le droit à propos de la Constitution met en évidence une concurrence entre différentes disciplines à propos de leur rôle dans la politique. Tant hommes politiques que journalistes ou politologues considèrent avoir les éléments nécessaires pour lire d'une manière légitime la Constitution. L'interrogation qui émerge de cette situation est alors de savoir si cette charte a un « esprit », comme le suggère Montesquieu à propos des lois¹⁵.

Est-ce que les Constitutions disposent d'un esprit qui doit être préservé malgré les crises et les débats politiques ? Difficile de savoir, mais il est vrai que la classe politique essaye de se présenter comme autorité compétente pour en assurer l'interprétation, une légitimité qu'ils justifient de leur pouvoir électoral, les journalistes par leur capacité de diffusion et les politologues par l'incursion massive d'analystes non juristes dans cette interprétation.

Dans une tentative pour mettre fin à ces ambiguïtés et visant à protéger la Constitution des changements politiques, la France s'est dotée d'un droit constitutionnel qui repose sur trois principes :

1. Premièrement, il faut distinguer dans cette doctrine française, entre le *pouvoir constituant* et le *pouvoir constitué*. Le Parlement ne doit pas altérer le texte constitutionnel à travers des techniques politiques. Ce rôle d'imposition de la part de Parlement, a fait que le juriste Raymond Carré de Malberg parlait de l'absolutisme du Parlement sous l'III^e République (Montesquieu 1758).
2. Deuxièmement, il est nécessaire qu'il y ait une institution capable d'exercer un contrôle de constitutionnalité. Dans le cas échéant: « la Constitution en ce qui concerne les règles qu'elle impose au pouvoir législatif n'a pour sanction dernière que

la conscience de ceux qui exercent ce pouvoir, et leur responsabilité, au moins morale, à l'égard de la Nation » (Esmein 1899 , 395). Ce contrôle est indispensable pour garantir la suprématie de la Constitution.

3. Et troisièmement, l'existence d'une Constitution qui puisse s'adapter aux conditions politiques du pays.

En Équateur, la politique a fortement influencé le constitutionnalisme, tandis qu'en France la doctrine constitutionnelle a marqué à son tour la politique. Ceci révèle une relation complexe entre la doctrine constitutionnelle et la politique.

Section 1. Une tentative épistémologique du concept

En règle générale et comme on l'a expliqué, on se trouve face à deux problèmes principaux lorsqu'on cherche à définir le populisme : il s'agit d'un terme chargé d'une connotation négative, et il est souvent confondu avec d'autres concepts.

Pierre-André Taguieff, politologue et historien expert en populisme et nationalisme, affirme sur cette problématique :

Ainsi contextualisée, cette catégorie péjorative qui réfère à une sourde menace semble avoir été reprise telle quelle, dans un premier temps, au sein des milieux savants : l'examen critique de la notion n'a pas précédé l'usage du terme. Aux États-Unis dans les années 1950, le maccarthysme était dénoncé comme une forme de «populisme», tandis qu'en France l'on croyait assister, dans la «fièvre électorale» du poujadisme (1953-1956), à une mobilisation «populiste», qui paraîtra renaître en Grande-Bretagne, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, avec le powellisme. Autant de mouvements sociopolitiques incarnés par des démagogues manipulant le ressentiment des classes populaires dans le cadre de la vision du complot, situés à droite, voire à l'extrême droite, liés selon divers dosages à l'anticommunisme, à l'anti-intellectualisme et à la dénonciation des élites, à l'autoritarisme et à la défense conservatrice de l'ordre moral, au nationalisme et à la xénophobie, à l'antisémitisme (Pierre Poujade) et au racisme (Enoch Powell). Le terme «populisme» est redevenu, dans les années 1990, un terme péjoratif, de strict usage polémique (Taguieff 1997, 5).

Son approche est si difficile que le fait de souligner les problèmes liés à sa définition est presque devenu un cliché, comme l'a dit le professeur Francisco Panizza : « Contrairement à la démocratie, le populisme est devenu plutôt une caractéristique analytique, mais il n'est pas une notion avec laquelle les acteurs politiques s'identifient par volonté (Panizza 2005, 1)».

Pour sa part, le politologue Alain Rouquié affirme :

[...qu'] il s'agit d'un terme péjoratif. Personne ne se dit ou ne se prétend populiste. L'absence de rigueur de cette notion est si grande que l'on a quelque mal à situer le niveau d'analyse auquel renvoie cette épithète quasi infamante : parti, régime, *leaders*, ou politiques suivies ? Il faut, pour en cerner le sens fortement connoté, se laisser porter par les mots et leur aura. Qu'évoque le terme sinon des *caudillos* urbains adulés par les masses et généralement accusés d'être des démagogues ? Des noms : Perón, Vargas, mais aussi Velasco Ibarra en Équateur. Ainsi la plupart des définitions bien peu satisfaisantes du populisme relèvent-elles d'une conception morale voire moralisante. (Rouquié 1998, 282)

Les différents auteurs se rejoignent pour observer le manque de rigueur et de précision dans les quelques définitions existantes.

Aussi, le populisme est souvent confondu avec d'autres termes comme *démagogie*, *personnalisme politique*, *messianisme* et *autoritarisme*, entre autres. Cette utilisation indiscriminée du terme nous montre donc l'importance d'approfondir notre recherche à propos du populisme.

[...] après la autodissolution des régimes communistes européens, le populisme est devenu un terme fourre-tout dans la vie politique et les médias, stigmatisé ou perçu comme le nouveau danger qui menace la vie démocratique (Quattrocchi-Woisson 1997, 162).

Dès l'antiquité, Aristote avait évoqué les déviations des régimes idéaux, qui représentaient le principal danger auquel devaient faire face les systèmes politiques. Pour le penseur grec, les meilleurs régimes politiques étaient l'aristocratie, la monarchie et la république.

Les déviations de ces gouvernements sont : la tyrannie pour la royauté ; l'oligarchie pour l'aristocratie ; la démagogie pour la république. Aucun de ces gouvernements ne songe à l'intérêt général. (Aristote 1874)

Pour Aristote, les démagogues étaient l'une des principales menaces contre la république et la démocratie. Selon lui :

C'est alors que ce sont les décrets populaires, et non plus la loi, qui décident. Ceci se fait grâce à l'influence des démagogues. En effet, dans les démocraties où la loi gouverne, il n'y a point de démagogues ; et les citoyens les plus respectés ont la direction des affaires. Les démagogues ne se montrent que là où la loi a perdu la souveraineté. Le peuple alors est un vrai monarque, unique mais composé par la majorité, qui règne, non point individuellement, mais en corps. Homère a blâmé la multiplicité des chefs ; mais l'on ne saurait dire s'il prétendait parler, comme nous le faisons ici, d'un pouvoir exercé en masse, ou d'un pouvoir réparti entre plusieurs chefs qui l'exercent chacun en particulier. Dès que le peuple est monarque, il prétend agir en monarque, parce qu'il rejette le joug de la loi, et il se fait despote ; aussi, les flatteurs sont-ils bientôt en honneur. (Aristote 1874)

Voilà déjà une représentation initiale du populisme bien qu'elle n'utilise pas le terme. Mais, à la base, il existe un point commun entre les idées d'Aristote sur les démagogues et les précurseurs du terme *populisme* au XXème siècle : l'identification d'une manipulation des masses.

Néanmoins, Aristote ne spécifie pas une définition. Le philosophe Ernesto Laclau, qui a largement travaillé le populisme, a tenté de le définir comme un concept avec une signification et non comme un mouvement ou un régime politique. Pour lui, l'une des principales difficultés pour le définir réside dans l'absence de précision du concept. Laclau insiste sur le fait qu'un concept doit délimiter suffisamment son contenu autant que son approche. Même si cela va de soi, dans l'application du terme *populisme* il est utilisé d'une manière indiscriminée avec d'autres concepts. Par exemple, il est souvent évoqué comme idéologie et comme mouvement. Néanmoins, peut-on assimiler le populisme au

communisme, au libéralisme ou au fascisme ? Bien évidemment, il s'agit de phénomènes différents (Laclau, *Populism: What's in a Name?* 2005, 32).

Une idéologie est, avant tout, un système d'idées, d'opinions et de croyances, tel que l'a défini le fondateur du concept, Antoine Destutt de Tracy, au XVIIIème siècle. Il a été ensuite repris par Karl Marx qui a parlé de l'idéologie comme d'un système résultant des relations sociales, à savoir une superstructure. C'est-à-dire que, selon Marx, ces systèmes sont des représentations qui ont pour but de justifier l'existence de classes socio-économiques (Marx 1847).

Le plus important -sans tenir compte de l'applicabilité de la notion marxiste sur l'idéologie en Amérique Latine- est de savoir si le populisme peut être considéré comme telle. En fait, il ne peut pas être vu comme tel, car, l'idéologie au sens de Karl Marx, est un système de valeurs, de croyances et d'idées. Cela suppose que l'idéologie comporte une notion du Bien et du Mal, de ce qui est Juste et ce qui est Injuste (Duverger 1964, 142).

De plus, selon le politologue Maurice Duverger, l'idéologie joue un double rôle dans un système politique : elle organise l'opposition dans un cadre institutionnel dans la lutte politique entre le gouvernement et les opposants qui trouvent dans l'idéologie une série de valeurs et de croyances qui justifient et renforcent leurs idées. Par la suite, l'idéologie facilite l'engagement et les convictions politiques des citoyens (Duverger 1964, 141). Par conséquent, il faut donc différencier l'idéologie, en tant que système de valeurs, du populisme, qui est seulement une manière de faire la politique, car pour l'une, l'idéologie, le plus important est l'engagement politique et pour l'autre, le populisme, la mobilisation.

A partir de cette différenciation, Ernesto Laclau propose une définition du populisme en tant que *pratique politique*. Voici la principale caractéristique du populisme pour Laclau : il s'agit d'un terme qui se focalise sur la description d'une série d'actions et de leurs articulations mais non sur une idée générale et absolue comme une idéologie. Selon le philosophe Argentin :

[...] Le populisme n'est pas une catégorie ontique mais il est une catégorie ontologique. Par exemple, sa signification ne se trouve pas dans une idéologie donnée ni dans les pratiques politiques d'un groupe particulier, mais dans la manière dont un contenu social, politique et idéologique s'articule [...] (Laclau, *Populism: What's in a Name?* 2005, 34).

Partant de cette idée, Laclau introduit une réflexion sur les significations du terme *demande*, qui est la clé pour comprendre l'apparition du populisme. À ce titre, l'auteur nous montre que ce mot est ambigu en anglais, contrairement à d'autres langues comme l'espagnol dans lesquelles il est plus clair. En anglais, il peut avoir deux sens : une pétition ou une exigence. Par contre en espagnol, il existe deux concepts pour les deux significations. La seconde se traduit par une *reivindicación* (revendication) comme en français. Les demandes sont à la base du populisme, qui émerge quand la *demande* d'un particulier exprime les *demandes* de tous les autres. Autrement dit, le populisme et les revendications sont deux concepts indissociables pour Laclau, pour qui l'essence de la pratique populiste n'est pas forcément la manipulation des masses.

Pour développer l'idée d'un populisme considéré comme pratique politique, Laclau introduit le syntagme *sujet populaire* quand les demandes d'un groupe particulier deviennent celles de toute la société. Des autres secteurs de la société s'identifient avec les *demandes* du groupe qui exprime son mécontentement. Ainsi, on passe d'une *demande* avec le sens de *pétition* à une demande qui *revendique et qui exige*.

Ceci transforme la nature des demandes : elles ne sont plus de simple pétitions, mais deviennent de revendications pour lesquelles il faut se battre, autrement dit, on évoque une autre définition du terme 'demande' (Laclau, *Populism: What's in a Name?* 2005, 38).

Pour illustrer l'idée des revendications qui dépassent les particularismes pour atteindre le domaine collectif, Laclau cite deux exemples avec des résultats différents : le People's Party aux Etats-Unis et Solidarité en Pologne. Le premier a échoué dans sa tentative de représenter les demandes des « exclus » des Etats-Unis. Comme nous le verrons plus tard, le People's Party n'a jamais obtenu de soutien national, car il n'est pas parvenu à mobiliser les milieux populaires, d'autant plus que ses revendications n'ont pas eu d'ampleur nationale, et ses effets sont restés limités. En revanche, le syndicat polonais a vu le jour avec une série de revendications particulières des travailleurs du port de Dansk. Ces ouvriers sont devenus le symbole de la dissidence contre le système politique polonais, mouvement qui a contribué à mettre en évidence la division entre la société civile et l'État.

a. La relation entre populisme et nationalisme

À partir du XVIIIème siècle, la nation ainsi que le peuple sont perçus comme synonymes et sont devenus la base des régimes démocratiques représentatifs. Ainsi, la nation et le peuple évoquent deux notions modernes constitutives de la souveraineté populaire : la nationalité et la citoyenneté. Cette souveraineté populaire est devenue la source première de légitimité des régimes, et a inspiré la plupart des mouvements populistes dans le monde.

Au tout début, le nationalisme et le populisme sont deux concepts liés à l'intégration des citoyens à la vie politique des États. Dans cette première étape, il s'avère nécessaire d'éduquer les masses pour qu'elles puissent réellement s'intégrer.

Cette idée d'éduquer le peuple tire son origine des révolutionnaires français, comme le constatait le sociologue Guy Hermet:

La source première de ces programmes éducatifs demeure pourtant la même. Dans les deux cas, elle procède du projet que les révolutionnaires français esquissent dès 1787 avec des pamphlets qui, assimilant le tiers-état, le Peuple et la Nation de façon interchangeable, leur attribue une souveraineté exclusive confirmée par l'article III de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789. Mais il est vrai que cette inspiration commune constitue aussi la source de la discorde qui va présider partout aux cheminements antagonistes du national-civisme et du national-populisme. (Hermet, *Populisme et nationalisme en Vingtième Siècle* 1997, 35)

Notons que les définitions actuelles du populisme sont bien différentes du sens initial de ce terme. Lorsque le concept est apparu aux États-Unis et en Russie, il était un phénomène politique propre aux paysans. De ce fait, les premières expériences populistes s'appuient sur les revendications rurales des classes socio-économiques opprimées.

À la fin du XIXème siècle, la naissance du populisme russe (*narodnitchestvo*) revêt une signification particulière comme l'a précisé Alain Besançon. Selon le professeur Besançon provient du caractère slavophile du peuple russe, de la nécessité de guider ce peuple, spécialement les paysans, de l'idée d'un socialisme que ce peuple avait spontanément créé et du besoin de créer un parti politique « pour illuminer la conscience encore virtuelle des masses » (Besançon 1997, 230).

Quant au populisme aux États-Unis, il est apparu à la fin du XIXème siècle, et après la Guerre de Sécession fut promu par les petits agriculteurs et par les chefs d'entreprises

frappés par la guerre sur le plan économique. Cette situation avait été capitalisée par les compagnies de chemin de fer, les grands monopoles et les grandes banques qui s'approprièrent leurs revenus. Plus tard, en 1890, le mouvement se renforça avec la création du *People's Party*.

Pourtant, lors des élections présidentielles de 1892, la performance du *People's Party* qui n'obtint que 8,5% des voix, fut assez médiocre, résultats qui se concentraient dans les États montagneux des Appalaches et dans le sud. L'un des problèmes principaux de ce mouvement aux États-Unis était l'absence de « l'argument nationaliste » (Hermet, *Populisme et nationalisme en Vingtième Siècle* 1997, 44), élément qui permet d'expliquer, en partie, sa difficulté pour mobiliser la société, car le nationalisme est un élément nécessaire pour bâtir un mouvement de masses.

Ces populismes naissants en Russie et aux États-Unis partageaient la condition rurale et des revendications vis-à-vis de la classe au pouvoir et qui ne représentait pas les intérêts du peuple.

Ce populisme de la fin du XIX était bien différent du latino-américain du XXe siècle. En Amérique Latine, Germani Germani a proposé une définition sur le populisme nationaliste basé sur l'étude de la mobilisation péroniste en Argentine, une notion assez différente de ce qu'on a proposé dans cette thèse. Tout d'abord parce que dans son étude, le populisme est un type d'autoritarisme. Son but principal est de différencier les mobilisations (ainsi que les démobilisations) en Argentine, Italie, et l'Union soviétique toujours dans le cadre de l'autoritarisme moderne (G. Germani, *Authoritarianism, Fascism, and National Populism* 1978, 25). Autrement dit, Germani a pour but d'achever une définition d'un régime non démocratique. Dans notre définition, il s'agit du contraire, car le populisme est abordé comme une pratique qui renforce la démocratie. Et deuxièmement, Germani focalise son étude dans la période d'urbanisation et modernisation en Argentine, en contraste, notre recherche s'intéresse par la démocratisation après les années 70.

Le contraste entre les populismes russe et étasunien d'une part, et le latino-américain d'autre part, soulève une question : Le populisme latino-américain possède une identité qui rendre impossible toute comparaison ?

L'Amérique latine a été le champ d'un essor du populisme au cours du XX^{ème} siècle. Une autre différence entre l'apparition du phénomène en Amérique latine et ailleurs est en relation avec les tentatives de démocratisation des régimes politiques. Aux Etats-Unis, en Russie et en Europe (l'Allemagne national-socialiste et l'Italie fasciste), les revendications étaient multiples, les unes liées à la lutte de classes, comme aux Etats-Unis, les autres aux particularismes nationaux, comme chez les Allemands et les Slaves. Par contre, en Amérique latine, comme on le verra, le populisme a été une tentative pour établir la démocratie ou pour approfondir le régime démocratique, dont l'objectif central était de renforcer la participation.

Néanmoins, il est important de souligner une coïncidence notable entre le populisme en Amérique et en Russie : les deux souhaitent la libération d'une partie de la population considérée comme exclue.

D'autre part, la relation entre nationalisme et populisme a suscité dès le début des critiques. A cet égard on peut citer les propos du philosophe Johann Gottfried Herder précurseur de la contestation face au mouvement du national-civisme, et qui a fustigé l'idée de l'universalisme présente dans le cosmopolitisme libéral. Les idées de Herder ont montré les risques inhérents à l'application du nationalisme. Ces risques ont été constatés avec l'instauration des régimes totalitaires en Italie et en Allemagne environ 150 ans plus tard.

L'Italie sous le présidence de Benito Mussolini est un exemple des risques du mélange entre populisme et nationalisme. Inspiré par le national-populisme, le leader italien prétendait une « Nation prolétaire », victime des grandes puissances capitalistes. En réponse, Mussolini proposait un régime politique capable de restituer le prestige national. Il a prôné l'existence d'une démocratie organisée, concentrée, autoritaire et reposant sur une base nationale.

En ce qui concerne le national-socialisme en Allemagne, le populisme fut un moyen de « purifier » la nation dans le domaine racial. Dans les deux cas, il est facile d'établir les différences entre ces populismes et l'idée initiale de la souveraineté populaire du XVIII^{ème} siècle. En fait, ce « populisme génétique » du XX^{ème} siècle reste indifférent à la notion de souveraineté populaire, il revendique surtout la place de l'État en rapport à la nation, mais pas au peuple (Hermet, Populisme et nationalisme en Vingtième Siècle 1997, 39).

Il faut différencier le populisme comme instrument de renforcement de l'État dans les systèmes politiques totalitaires et le populisme comme moyen d'établir ou d'approfondir la démocratie.

Dans les années 30 et 40 en Europe, le populisme qui a émergé était incompatible avec la démocratie, car les régimes totalitaires, par nature anti-démocratiques, étaient au pouvoir. Selon Hanna Arendt, l'essence du totalitarisme repose sur la désolation et la terreur, deux facteurs grâce auxquels le totalitarisme peut s'imposer. Au cours de ce processus, ce régime détruit la démocratie ainsi que la communauté politique.

La domination totalitaire, comme la tyrannie, porte les germes de sa propre destruction. De même que la peur et l'impuissance qui l'engendrent sont des principes antipolitiques qui précipitent les hommes dans une situation contraire à toute action politique, de même la désolation et la déduction logico-idéologique du pire qu'elle engendre représentent une situation antisociale et recèlent un principe qui détruit toute communauté humaine. (Arendt, *Les origines du totalitarisme – Eichmann à Jérusalem* 2002, 838)

Un autre exemple de la relation complexe nationalisme-populisme a eu lieu pendant la Guerre Froide aux Etats-Unis et au niveau local en France. Dans le premier, le populisme a été fortement critiqué à propos du maccartisme et dans le deuxième, avec le poujadisme¹⁶ une tendance pareille a eu lieu. Ces mouvements populistes ont capitalisé le sentiment d'impuissance de classes moyennes face aux « complots » créés par des hommes politiques. Les deux ont été discrédités et ont renforcé l'idée que le populisme était contraire aux droits de l'homme.

Pierre-André Taguieff, politologue qui a décrit la relation populisme -nationalisme, a affirmé que le mouvement de Pierre Poujade contenait un élément antisémite, ainsi que celui du conservateur Enoch Powell¹⁷ au Royaume Uni était raciste et xénophobe. Avec le maccarthysme aux Etats-Unis, ils étaient tous de mouvements sociopolitiques « incarnés par de démagogues manipulant le ressentiment des classes populaires dans la cadre de la vision du complot » (Taguieff 1997, 5).

¹⁶ C'était un mouvement au niveau régional qui critiquait fortement le rôle du Parlement et commandé par Pierre Poujade dans les années 50.

¹⁷ Intellectuel et philologue Britannique très influent dans le Parti Conservateur dans les années 60. En 1968 il a prononcé un discours intitulé « Fleuves de sang » où il a dénoncé les risques de la migration.

L'usage du populisme pour des causes nationalistes a renforcé sa conception négative, et a affirmé le besoin pour l'utiliser comme une stratégie discursive pour discréditer un adversaire politique.

b. Le populisme à l'heure actuelle. Du libéralisme à la démocratie directe

Actuellement, le populisme en Amérique latine est bien différent de celui qui a émergé en Europe. Dans le premier, il est une tentative pour consolider la démocratie après la troisième vague de démocratisation. Dans le cas de l'Europe, la renaissance du populisme est liée aux dynamiques de la construction européenne. Cette nouvelle tendance populiste coïncide, au moins dans le discours, avec les objectifs du populisme national-socialiste et fasciste de l'avant-guerre. Pour eux, le but d'un tel discours était de récupérer la nation après des humiliations subies dans le passé. Nous pouvons nous interroger sur la situation actuelle et les résurgences du populisme dans les pays d'Europe Centrale et d'Europe de l'Est. De même que le régime nazi et fasciste, ces pays qui ont eu recours au populisme ont tenté de sauvegarder la nation. Les régimes populistes actuels essaient de se concentrer sur la défense du « vrai peuple » face aux migrations du tiers monde ou des autres pays de l'Est du continent.

Dans ce contexte, l'UE est accusée de porter les idées de la mondialisation qui mettent en péril les identités des nations. Voici la thèse de Bastien Nivet, chercheur associé 'l'Institut Français de Relations Internationales et Stratégiques (IFRI) :

Accusée d'être le moteur d'une mondialisation libérale dévastatrice, de déposséder les Etats de leur identité autant que de leurs marges de manœuvre politiques et économiques, de décider à la place des citoyens et de leurs élus, l'UE constitue, aux côtés des 'élites' et des 'étrangers' une cible et un fragment de discours privilégié de mouvements associant crispation identitaire, refus de l'ouverture et europhobie (Nivet 2011, 17). .

Avec l'élargissement de l'UE de 2004 et 2007 le dénommé « euroscepticisme » s'est renforcé, entraînant une recrudescence du populisme. Cependant, tel que l'indique Bastien Nivet, il existe deux types de scepticisme face à l'UE, soft et hard. Le premier critique des aspects précis des politiques de l'UE, ou encore l'application des principes. Le second s'oppose farouchement à l'intégration préconisée par l'Union, une opposition qui a récemment favorisé une nouvelle émergence des populismes en Europe.

Cette déception par rapport au projet intégrationniste est semblable au désarroi qui a suivi l'installation de la démocratie en Amérique latine, et plus spécifiquement dans la zone andine. On entend par cela, que le populisme en Europe et en Amérique a répondu aux attentes non comblées. Dans le cas des pays de l'Europe Centrale et de l'Est, il est probable que le populisme soit une réponse après la libéralisation post-soviétique. Avec la chute du communisme, ces pays avaient vu dans l'entrée de l'UE, un projet économique et politique qui devait déclencher l'augmentation de richesses ainsi que la promotion d'une stabilité politique.

Pourtant, avec les crises économiques et financières qui ont affecté particulièrement l'Espagne, le Portugal, l'Irlande, la Grèce et Chypre, l'UE a été perçue comme responsable des échecs, à cause de la défense et de la promotion du libre-échange. De la même manière que partout dans le monde, des mouvements qui s'opposent à la mondialisation sont nés ou se sont renforcés en Europe.

Cette situation soulève un certain paradoxe : le fait que l'extrême gauche et l'extrême droite coïncident dans leur dissidence face à l'UE. Bien évidemment, pour des raisons différentes, mais les deux tendances essaient de capitaliser le mécontentement de la population avec les idées promues par l'UE.

L'intensification des crises économiques de la Grèce et de Chypre en 2012 et en 2013 respectivement, a révélé l'existence d'un « déficit démocratique » au sein de l'UE. Cette idée a été revendiquée par des intellectuels tels que Jürgen Habermas ou par des hommes politiques de gauche comme de droite. Pour la sortie de la crise, ce sont les autorités de Bruxelles ainsi que financières globales qui ont décidé au détriment des autorités nationales.

Dans un entretien au journal Le Monde, Jürgen Habermas a exprimé à propos de la solution pour résoudre la crise grecque en novembre 2011 :

Mme Merkel et M. Sarkozy n'ont jusqu'ici exprimé sur l'avenir de l'Union que des idées bien vagues, qui de surcroît ne coïncident guère. Mais, du moins, vont-ils dans le sens d'une collaboration intergouvernementale renforcée. Le Conseil européen doit s'employer à la mettre en place. C'est un changement en apparence minimal, qui ménage les gouvernements nationaux. Le problème est que cela devait se traduire par une perte progressive de contrôle des Parlements nationaux sur les lois de finances. Il y a donc là quelque chose d'insidieux, car cette réforme asphyxierait petit à petit le

poumon de la démocratie à l'échelle nationale, sans que cette perte soit compensée au niveau européen. (Le Monde 2011)

Comme l'affirme le philosophe allemand, certains secteurs voient dans la promotion du projet européen, une forme de domination qui menace la marge de manoeuvre des gouvernements nationaux légitimement élus ou désignés (dans le cas de systèmes parlementaires).

La critique la plus fréquente au moment de la crise grecque et chypriote était la suivante : à quoi bon élire les premiers ministres Nicos Anastasiades, Antonis Samaras, ou Alexis Tsipras, si la troïka doit finalement décider de la sortie de la crise ?

Sur la solution proposée par la troïka, Habermas a exprimé :

C'est en effet une cure doublement problématique ; elle l'est du point de vue économique - le programme d'épargne sans l'impulsion publique d'un programme d'investissement étrangle l'économie grecque ; et elle l'est aussi du point de vue politique - le droit de contrôle de la 'troïka' (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) entraîne, depuis un certain temps déjà, une perte de souveraineté qui change la donne constitutionnelle, et sur laquelle le peuple n'a pas été consulté. Alors, certes, la Grèce est un cas particulier. Mais ce processus pourrait bien être porteur des prodromes d'un passage d'une Europe de gouvernement à une Europe de la gouvernance. Or le joli mot de « gouvernance » n'est qu'un euphémisme pour désigner une forme dure de domination politique, qui ne repose que sur le fondement faiblement légitimé des traités internationaux. (Le Monde 2011)

De cette manière, il est habituel de trouver une critique vers l'UE pour la considérer comme une menace contre la démocratie des pays. Ces idées facilitent l'émergence d'un nationalisme, censé de corriger les excès de la troïka et le « déficit démocratique ».

Par la suite, ces mouvements nationalistes brandissent la menace du retrait de la zone euro ou même de l'UE, ou encore s'opposent à l'approfondissement de l'intégration. L'UE, en revanche, a privilégié dans les élargissements l'idée d'un continent sans frontières, comme résultat de la fin de la Guerre froide, durant laquelle l'Europe était coupée en deux. Dans ce sens, des auteurs et intellectuels libéraux défendent l'UE et critiquent fermement le

nationalisme et le *populisme*, considérés comme des menaces contre la démocratie. C'est notamment le cas du professeur de l'Université de Princeton Andrew Moravcsik qui qualifie le déficit démocratique de « mythe ».

Bien qu'il soit difficile pour l'UE de reproduire un système démocratique semblable à celui des Etats, ses institutions conservent néanmoins une nature démocratique. Malgré que l'UE ne représente pas une unité nationale telle que celle des Etats, reste soumise aux limites de la loi, ainsi que l'exige la démocratie.

Voici les propos du M. Moravcsik :

Les plus anciens des arguments en faveur de la démocratie, qui remontent au moins à John Locke – entre autres - et à la naissance de l'Europe moderne, réside dans le fait qu'elle constitue le régime le plus à même de garantir un « gouvernement limité », en contenant le pouvoir arbitraire et potentiellement corrompu de l'État. [...] Pourtant, la menace d'un super État européen est une illusion. Les règles constitutionnelles inscrites au cœur des traités européens font peser sur la conduite de la politique européenne des contraintes extrêmes. Elles allient des éléments inspirés de la démocratie consensuelle des Pays-Bas, du fédéralisme canadien, de l'équilibre des pouvoirs américain et du pouvoir fiscal limité de la Suisse - chacun de ces éléments apparaissant sous une forme encore renforcée. Il en résulte une institution politique qui, en première approximation, n'a aucun pouvoir de taxation, de dépenses d'exécution ou de coercition et qui, dans de nombreux domaines, n'exerce aucun monopole légal sur l'autorité publique. (Moravcsik 2003, 89)

Le projet multiculturel et communautaire qui tend à affaiblir les frontières est perçu comme une menace contre les identités nationales et locales.

En outre, durant cette analyse du populisme actuel en Europe, on peut constater un contraste avec le populisme du XVIIIème siècle. A cette époque-là, le populisme était une garantie de représentation démocratique, mais actuellement, sa renaissance pourrait obéir aux considérations d'autre type, spécialement au nationalisme. Le populisme peut apparaître dans de contextes assez divers, et avec des effets différenciés selon la région et la culture politique de chaque régime.

A l'heure actuelle, en Grèce et en l'Espagne sont apparus deux versions de populisme très différents accompagnées des discours nationalistes qui ont marqué la pratique populiste dans d'autres pays européens. La montée de Podemos en Espagne et de Syriza en Grèce correspond au déficit démocratique que l'on vient d'évoquer. Ces mouvements sont une réaction au populisme de droite qui a capitalisé la crise de la démocratie, dans la période que Chantal Mouffe et le philosophe Britannique Collin Crouch nomment post-démocratique. La sociologue belge insiste sur le fait que ces partis politiques de droite aient rassemblé des citoyens d'une classe moyenne mécontente vis-à-vis du déficit démocratique. Il n'est pas anodin que leur consigne soit « on a des votes, mais on n'a pas de voix » (Mouffe, *Democracia y representación: una perspectiva agonista* 2015, 25).

En Europe cohabitent les critiques contre le système politique pour son manque de représentativité (incongruence selon les politologues anglo-saxons) et celles contre l'économie du marché. Les cas de l'Espagne et de la Grèce démontrent que dans des régimes parlementaires, le populisme peut surgir afin de corriger le déficit démocratique. Le débat sur la démocratie directe et la crise de représentation, n'est pas exclusif des régimes présidentiels comme parfois il paraît.

La comparaison entre l'Europe et l'Amérique Latine peut être intéressante à l'heure actuelle, car le discours populiste n'est pas l'apanage des pays du tiers monde. Il faut néanmoins relever que les sujets revendiqués par le populisme dans chaque scénario sont assez différents. À partir de ces disparités, on peut identifier que le populisme en Europe est plutôt de droite et qu'il revendique le « vrai peuple » en termes ethniques et raciaux – *exclusionary populism*- selon la définition des professeurs Cas Mudde et Cristobal Rovira Kaltwasser (Mudde y Rovira Kaltwasser 2011) .

De même, Chantal Mouffe critique cet appel au peuple pur : « ce qui est problématique n'est pas la référence au peuple [...] mais la façon par laquelle le peuple est construit » (Mouffe, *The "End of Politics" and the Challenge of Right-wing Populism* 2005, 69). Le peuple défini par des critères ethniques est présent dans le discours populiste en Autriche, en Belgique, en République Tchèque, en France et en Slovaquie, entre autres.

Au-delà de ces débats entre nationalisme-populisme et multiculturalisme, on peut constater et revenir sur l'idée que le populisme revient pour corriger des imperfections de la démocratie et de systèmes politiques.

Théoriquement, la démocratie ne peut pas se transformer dans la dictature d'une majorité, mais dans la réalité les mécanismes qui renforcent la participation ont mis l'accent sur la faiblesse de la représentation. De ce fait, il est nécessaire que le peuple décide directement sur des sujets sensibles qui touchent la raison d'Etat. En Europe, les questions relatives à l'intégration ont été soumises aux consultations populaires dans plusieurs pays, et le peuple a défié ce que les gouvernements préconisaient.

En France et aux Pays-Bas, le projet de la Constitution européenne en 2005 a été rejeté, comme on l'a décrit plus haut, et plus récemment au Royaume Uni s'est imposé une majorité qui a voté pour l'abandon de l'Union européenne (Brexit). Ces cas révèlent une problématique complexe sur la légitimité de ces referendums, ou les citoyens canalisent le mécontentement vis-à-vis de la politique avec des conséquences inattendues comme dans le du Brexit.

En outre, la démocratie directe a été instrumentalisée par l'extrême droite en Europe pour revenir sur des questions épineuses comme celle de la migration. Les leaders d'extrême droite Marine le Pen en France, Nigel Farage au Royaume Uni et Geert Wilders aux Pays Bas ont tous revendiqués des mécanismes de la démocratie directe pour mener des initiatives sur la migration (Laufer 2014).

En France en 2002, après l'arrivée de Jean-Marie Le Pen au second tour des élections présidentielles, le populisme est devenu un sujet fréquent de polémique au niveau national. De plus, il est incontestable que l'apparition d'autres mouvements de ce type dans le reste de l'Europe a confirmé que la réémergence du populisme ne se limitait pas au pays du Tiers-Monde. Cette tendance s'est manifestée par l'émergence au Pays-Bas du Parti de la liberté qui est manifestement contre l'Islam, de la *Lega Norte* d'Umberto Bossi en Italie ou de Viktor Orban en Hongrie. Dans ce contexte assez différent des origines du populisme, le politologue bulgare Ivan Krastev a qualifié cette époque comme l'« ère du populisme » (Mueller 2012).

Il est intéressant de noter les contrastes entre le populisme européen et le latino-américain. Selon Ernesto Laclau, la plupart des populismes en Europe sont de droite et se caractérisent par un discours anti-migration et anti-multiculturalisme, et l'affirmation de l'identité nationale (Laclau, Sans une certaine dose du populisme, la démocratie est inconcevable aujourd'hui 2012) (presque xénophobe selon Jan-Werner Mueller, professeur de Théorie Politique à l'Université de Princeton). D'après Ernesto Laclau ces revendications

nationalistes priment sur les demandes sociales, une caractéristique qui met en évidence une différence substantielle avec le populisme latino-américain du début du siècle, car ce dernier a mis fortement l'accent sur l'aspect des revendications sociales.

Dans des pays comme le Mexique, le Venezuela, l'Equateur ou la Bolivie, le peuple revendiqué est incarné par les exclus du système économique. Bien que la notion de peuple soit différente dans les deux régions, elle crée un clivage entre la vraie nation –tantôt ethnique ou bien socio-économique-. D'après des politologues comme Carlos de la Torre (De la Torre, *Populist Seduction in Latin America* 2000), Kirk Hawkins (Hawkins 2009 , 1040) Cas Muddle et Cristobal Rovira Kaltwasser (Mudde y Rovira Kaltwasser 2011, 205), ce clivage manichéen ne laisse pas de marge pour la pluralité. Dans la comparaison entre les deux régions, on arrive à la conclusion que le manichéisme rapproche le populisme à la démagogie, et la démocratie est directement menacé puisque la réduction du pluralisme ferme les espaces de participation pour les alternatives politiques modérés.

Etant donné la diversité des populismes (par rapport à la région ou à l'histoire), il serait impossible de trouver une définition applicable partout.

D'autre part, une question qui s'impose est la suivante : Comment proposer une définition du populisme sans rendre le terme péjoratif ? Il faut tout d'abord essayer de voir l'essentiel du concept. Ernesto Laclau considère que la fonction principale du populisme consiste à la « construction d'un peuple et la principale tâche d'une politique radicale ».

Pourtant, le professeur Jan Werner–Mueller conçoit le populisme comme « [...] une façon de voir le monde politique qui oppose un peuple totalement unifié – mais parfaitement fictif – à de petites minorités qui sont exclues du peuple authentique» (Mueller 2012). À la fois, il critique la définition de Laclau car elle élargit trop le domaine du terme. Si l'objectif du populisme est *la construction d'un peuple*, alors le mouvement de Martin Luther King l'a été.

L'auteur considère que le populisme est incompatible avec la démocratie. Pour lui, le populisme est une déviation de la démocratie car il prône la prévalence d'un *peuple* sur le reste de la société. De ce fait, les mouvements populistes rejettent l'opposition et menacent un principe élémentaire de la démocratie libérale.

Le problème posé par la définition de Jan Werner-Mueller est qu'elle a été inspirée par l'émergence des populismes au sein de l'Union européenne. Par conséquent, il est évident que le populisme en Europe s'est ouvertement opposé au multiculturalisme.

Par ailleurs, grâce aux analyses des professeurs Mueller et de Philippe Roger, on peut constater que le populisme s'est aussi manifesté dans des régimes du premier monde, et qu'il n'est pas exclusif des jeunes régimes. Etant donné cette situation, le populisme ne doit pas être interprété comme une pathologie propre aux jeunes démocraties.

Au contraire, Roger suggère que le populisme peut être considéré comme une maladie causée par la maturité des démocraties :

Définir le populisme n'a jamais été facile. Mais la difficulté s'accroît aujourd'hui de sa proximité. Car le temps n'est plus où le mot évoquait des places écrasées de soleil et des foules exubérantes haranguées par des machos à moustaches. Le populisme pouvait alors passer pour le mal de croissance de jeunes régimes à la constitution fragile. Aujourd'hui, il court la Vieille Europe et les experts s'alarment : ne serait-il pas plutôt la maladie sénile des démocraties ? (Roger 2012)

L'affirmation du professeur met en exergue la difficulté de définir le populisme, qui se manifeste de diverses manières dans des régimes politiques culturellement assez différents et selon l'*âge de la démocratie*. Néanmoins, il rappelle l'origine du mot en France, ce qui est révélateur sur la signification contemporaine du populisme. Le terme est né en 1929 avec l'article de l'écrivain et critique littéraire Léon Lemonnier « Un manifeste littéraire : le roman populiste ». Pour le professeur Roger, il est important de mentionner que la première attestation du mot ait désigné une école littéraire, et qu'il ait ensuite été utilisé dans le domaine politique.

Cette école prônait le naturalisme et aspirait à se situer « au sillage du naturalisme... épuré de ses 'excès' ramené à l'humble niveau des vies "médiocres" » (Roger 2012). Philippe Roger nous rappelle que Jean Paul Sartre et Albert Camus ont tous deux en fait partie. La controverse entre les deux, révèle la difficulté de saisir la place de la société (plus particulièrement de citoyens ordinaires) dans la politique. Camus n'a pas voulu justifier la lutte armée et le système policier des régimes de gauche. Sartre, pour sa part, lui a fortement

critiqué pour son manque d'engagement politique. Cette polémique montre la difficulté de comprendre le rôle des citoyens ordinaires dans la politique.

Ceci est l'un des principaux obstacles pour définir la mise en pratique du populisme. Pour le discours populiste, il a été extrêmement compliqué de revendiquer les droits de gens ordinaires sans affecter d'autres secteurs de la société. De ce fait le populisme est souvent considéré comme contraire à la démocratie. Par conséquent, bien que tous les populismes cherchent à soutenir les citoyens ordinaires (ou médiocres selon l'école littéraire) il n'est pas simple de le faire dans le contexte de la démocratie.

Le débat Sartre-Camus est révélateur de la polarisation qui a marqué la société du XXème siècle jusqu'à nos jours. Il est indéniable que ces clivages ont été amplifiés par le populisme et sa dimension manichéiste. Voyons les propos clairvoyants d'Albert Camus sur ce sujet : « Le XX^e siècle est, chez nous, le siècle de la polémique et de l'insulte. [...] La polémique] consiste à considérer l'adversaire en ennemi, à le simplifier par conséquent et à refuser de le voir. » (Onfray 2011)

c. Les définitions sur le populisme latino-américain

Le continent a, sans doute, montré l'épanouissement du populisme avec ses défauts et ses avantages. Pourtant, on ne peut pas dire qu'il existe une sorte de modèle populiste latino-américain, mais ses caractéristiques permettent de mieux le comprendre.

À ce propos, le sociologue Guy Hermet affirme :

[...] l'Amérique latine offre sans conteste les traits les plus achevés d'un national-populisme, qu'elle permet d'envisager de manière globale et non plus seulement sous le prisme de ses expressions diverses. Certes, comme partout ailleurs, il peut s'y percevoir selon les circonstances comme un registre du discours démagogique, un mouvement spontané ou inspiré de l'extérieur, un modèle du parti, un régime ou encore une attitude. Mais quelle que soit la perspective adoptée, le national-populisme latino-américain se trouve toujours visiblement animé par une volonté de contrôle d'un suffrage universel devenu inévitable. Or, bien qu'il n'y ait rien là de spécifique à cette partie du monde, c'est dans cette volonté de contrôle de l'intervention politique de masses qu'il convient de trouver l'élément unificateur d'un national-populisme

générique dont l'Amérique latine ne constitue que le révélateur le plus probant. (Hermet, Populisme et nationalisme en Vingtième Siècle 1997, 43)

Les caractéristiques du populisme en Amérique latine ont changé selon les conditions politiques des pays. Certains pays tendent à la personnification de la politique, c'est-à-dire croire davantage aux capacités d'un leader qu'aux institutions, élément qui facilite la manipulation des masses. Néanmoins, on peut relever l'existence d'un paradoxe entre le populisme et la démocratie en Amérique latine : si le populisme est bien vu comme une déviation du régime démocratique, tel que l'a conçu Aristote, il est devenu un mouvement de libération qui peut, éventuellement, faciliter l'installation de la démocratie ou la consolidation d'un régime démocratique.

Ce paradoxe ou contradiction est présent dans la description de Hermet du populisme.

[...] cette stratégie typique du national-populisme rappelle celle du bonapartisme du Second Empire français, avec la légitimation dynastique et la gloriole napoléonienne en moins. Elle s'appuie, en effet, sur la manipulation plébiscitaire réelle ou figurée, c'est-à-dire sur la relation directe et charismatique qu'un chef prédestiné à conduire un peuple vers un avenir plus grandiose développe avec lui. [...] il prétend représenter en sa personne quelque chose comme le corps mystique de son peuple, il n'assume cette incarnation qu'à titre personnel, pour la durée de sa vie terrestre. Il se pose en somme en fondateur d'une collectivité nationale régénérée par la rupture qu'il provoque, non en figure symbolique et immortelle d'une continuité monarchique ininterrompue par l'effacement physique d'un monarque. (Hermet, Populisme et nationalisme en Vingtième Siècle 1997, 44)

Ce qui est intéressant, entre autre, dans la thèse du politologue français, c'est l'inclusion de l'élément fondateur dans le discours populiste. Nous verrons dans la deuxième partie son importance dans le discours du Président équatorien Rafael Correa, puisque la naissance d'une nouvelle constitution est considérée comme une refondation de la patrie, idée souvent utilisée dans la politique équatorienne du XXème siècle.

Cette idée de libération est-elle compatible avec la démocratie ? Voici une ambiguïté dans les idées d'Hermet car malgré ses critiques contre le populisme, l'auteur reconnaît qu' :

« [...] il conviendrait peut-être de réhabiliter un certain national-populisme dans ce cas nullement contradictoire avec le progrès de la citoyenneté » (Hermet, *Populisme et nationalisme en Vingtième Siècle* 1997, 47). Cette ambiguïté, paradoxe ou contradiction, est toujours un élément constitutif du populisme latino-américain.

C'est-à-dire, le populisme paraît porter une vocation libératrice. Ceci n'a pas signifié seulement la libération ou l'émancipation politique d'une classe socio-économique par rapport à une autre, mais il traduit une démarcation par rapport à l'Europe. Les intellectuels du continent ont essayé de se révolter contre le modèle représentatif de l'Europe. « Leur but était d'échapper à la tyrannie des concepts européens, en en trouvant quelques-uns qui puissent rendre compte des paradoxes existant dans l'histoire et le développement social de l'Amérique latine. » (Quattrocchi-Woisson 1997, 162)

D'ailleurs, les premières définitions du concept bâties en Amérique latine visent à une démarcation d'autres notions telles que « démagogie » et « manipulation des masses » (Quattrocchi-Woisson 1997, 162).

Après ces tentatives d'émancipation intellectuelle, on peut constater que le terme s'est enraciné dans l'histoire contemporaine de l'Amérique latine, et les études qu'on y a consacrées concernent principalement ce continent.

Jacques Lambert, l'un des précurseurs de l'étude du populisme dans le continent, latino-américain a centré son analyse sur les cas du Brésil et l'Argentine (Lambert 1963). Pour le premier, il a utilisé le terme « gétulisme » (Quattrocchi-Woisson 1997, 164) pour décrire le mouvement politique du régime de Getúlio Vargas¹⁸. De même, Lambert a considéré le Président argentin Hipólito Yrigoyen¹⁹ comme le pionnier du populisme. L'auteur a qualifié de partis populistes l'Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine - APRA- du Pérou, l'Action Démocratique -AD- au Venezuela, et le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR) en Bolivie.

Après que l'Argentine et le Brésil eurent expérimenté le développement du populisme, il devint possible de situer une deuxième période autour de la « galaxie

¹⁸ Il a été président du Brésil entre 1930 y 1945. Pendant son régime le pays s'est industrialisé massivement. Son mandat reste assez polémique. Récemment, le président Luis Inacio Da Silva a affirmé qu'il admirait profondément Getúlio Vargas.

¹⁹ Hipólito Yrigoyen a été le président de l'Argentine entre 1916 et 1922 et entre 1928 et 1930.

cépaline ²⁰». Durant les années 50 et 60, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC et CEPAL en espagnol) a préconisé le modèle des substitutions d'importations, une manière de lutter contre la dépendance du centre.

Selon les intellectuels qui y participaient, la CEPAL était l'incarnation d'une nouvelle libération du premier monde. Auparavant, les représentations de l'Amérique Latine venaient de l'étranger. En effet, le nom *Amérique latine* était une dénomination française de Napoléon III, les systèmes politiques étaient importés de l'étranger, et pendant des siècles, le territoire avait été une colonie des puissances européennes.

La CEPAL, était, entre autre, une tentative de construire une nouvelle représentation identitaire de l'Amérique latine.

... notre unique institution culturelle ayant un prestige international, parce qu'elle recrute les meilleurs d'entre nous sans tenir compte de leur lieu de naissance et qu'elle fournit un financement adéquat aux travaux intellectuels, en assurant la mobilité géographique et le bon niveau de vie de ses auteurs... Voilà les raisons de l'appareil miracle : une organisation financée par les Nations Unies (et donc par les Etats-Unis) est devenue un foyer d'identification latino-américaine et de pensée autonome, créative, nouvelle. Nous avons besoin de dix ou douze Cepal, en Amérique latine c'est-à-dire d'expériences semblables d'internationalisme latino-américain (Di Tella 1974, 140).

La Cepal mena une réflexion sur le besoin de définir le continent de manière indépendante. À cette fin, on chercha une définition du phénomène qui marquait la vie politique du continent. Pour cela on s'est penché sur les études des auteurs qui ont contribué le plus à une définition applicable aux cas latino-américains : : Gino Germani, Torcuato Di Tella, Francisco Weffort et Diana Woisson Quatrocchi.

²⁰ Il s'agit du groupe des intellectuels qui ont travaillé à l'intérieur de la Commission Économique pour l'Amérique latine –CEPAL- créée en 1948 sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies.

Section 2. Les principales contributions pour définir le populisme latino-américain

a. Germani : autoritarisme, démocratie et populisme national

Les idées que Gino Germani a exposées pendant le régime de Juan Domingo Perón ont contribué au développement des études sur le populisme (G. Germani, *Authoritarianism, Fascism, and National Populism* 1978). L'administration Perón a suscité beaucoup de questions au sujet du soutien qu'il obtenait de la population. Pour rendre compte de cet appui, Germani a créé sa propre théorie sur le sujet sous le nom de « l'assiette de lentilles ». Selon celle-ci, qui entendait expliquer le populisme, le peuple aurait échangé sa liberté contre un bien-être matériel. D'ailleurs, il faut reconnaître que cette idée est assez répandue pour expliquer le soutien populaire que certains régimes dictatoriaux, autoritaires ou totalitaires ont reçu.

À l'inverse de cette « théorie », Germani avance que ce soutien s'explique par un sentiment de libération exprimé par une couche précise de la population. Selon l'auteur italien :

Que le dictateur a fait de la démagogie est certain, mais ce n'est pas au niveau des avantages matériels qu'elle a eu lieu. Les travailleurs qui appuyaient la dictature, loin de se sentir dépouillés de la liberté, étaient convaincus de l'avoir conquise. La liberté qu'ils avaient perdue était une liberté qu'ils n'avaient en fait jamais eue. Celle qu'ils croyaient avoir gagnée était une liberté concrète, immédiate, celle d'affirmer leurs droits contre les patrons et les contremaîtres, celle d'élire leur délégués, de gagner des litiges aux tribunaux (G. Germani, *Politique, société et modernisation* 1972)

De ce fait, l'analyse de Germani permet d'identifier le but du populisme en tant qu'aspiration populaire : la quête de liberté. L'idée de libération et d'émancipation soulignent l'importance actuelle du populisme dans la vie politique latino-américaine.

Pourtant, les concepts et les idées proposés par Germani trouvent leurs limites dans la description de la politique du continent, et plus particulièrement celle concernant les régimes politiques. L'auteur italo-argentin a commis une erreur dans l'appréciation du système politique argentin, particulièrement quand il a parlé indistinctement de dictature, de régime totalitaire et de régime autoritaire. En fait, la différence est essentielle en Amérique latine, qui a surtout connu des régimes autoritaires et des dictatures.

De plus, le populisme n'est pas le même dans une dictature civile ou militaire que dans une administration autoritaire. Notamment en Amérique latine, les régimes autoritaires ont fait preuve d'une capacité surprenante à faire cohabiter une démocratie formelle et un régime autoritaire. Depuis les années 90, il est possible d'observer des États où le pouvoir exécutif a augmenté ses pouvoirs au détriment de l'État de droit et des institutions démocratiques. En témoignent le Pérou, avec le régime de Alberto Fujimori (1990-2000), ou le Parti Révolutionnaire Mexicain au cours du XXème siècle, ou Álvaro Uribe Vélez (2002-2010) et Nicolás Maduro (2013-) en Colombie et au Venezuela respectivement.

Par ailleurs, Gino Germani confirme la cohabitation entre certaines libertés garanties par le régime, et les restrictions qu'il impose par ailleurs :

Pour les paysans et les ouvriers, de sévères restrictions de la liberté d'opinion peuvent coexister avec des expériences nombreuses et significatives de liberté concrète dans leur vie individuelle (G. Germani, *Sociologie du Travail* 1964, 111) .

En fait, Germani a condamné sévèrement l'administration péroniste en qualifiant le leader argentin de dictateur et de tyran. Toutefois, il est important de souligner que le populisme met en évidence les limites de la démocratie représentative et il est souvent utilisé comme un mécanisme pour la promotion de la démocratie participative. Certainement, le populisme est aussi un véhicule de mobilisation des masses et de participation populaire qui selon Germani :

...entraîne l'exercice d'un certain degré de liberté effective complètement inconnue et impossible dans la situation antérieure à l'établissement du régime national-populaire (G. Germani, *Estructura social de la Argentina* 1955)

Mais l'explication de Germani sur l'importance de la mobilisation et de la participation spontanée de la population latino-américaine est intéressante, car les deux phénomènes sont bien évidemment liés à la mise en place de la démocratie.

Pourtant, la signification de la démocratie est restée ambiguë pour la population du continent :

Dans la plupart des pays d'Amérique latine, et en particulier pour les couches récemment mobilisées, les symboles de la démocratie ont perdu, ou mieux encore,

n'ont jamais eu, leur signification positive. Au contraire, du fait des traditions politiques de ces nations, ces symboles tendaient plutôt à avoir une valeur négative. Il n'y a pas eu de dictature militaire, d'autoritaire absolue et arbitraire qui n'ait eu abondamment recours aux symboles et à la terminologie de la démocratie (G. Germani, *Estructura social de la Argentina* 1955).

La contribution de Germani aux études sur le populisme nationaliste est remarquable, car elle a permis de définir un type d'autoritarisme moderne. Aussi parce qu'elle soulève la difficulté pour comprendre le lien entre participation, démocratie et autoritarisme. Cette ambiguïté entre ces trois éléments l'un des aspects les plus importants de la pensée de Gino Germani pour comprendre les populismes latino-américains. L'idée de libération et de mobilisation/participation populaire est d'ailleurs toujours présente dans des régimes qui font appel à ce discours. Ainsi, la pensée de Germani met en évidence le besoin de chercher et d'analyser le lien, assez polémique, entre le populisme et la consolidation démocratique. Ce lien est encore plus intéressant dans des sociétés qui ont établi la démocratie dans les années 70 ou 80 dans le contexte de la troisième vague. Dans ces régimes, la déception citoyenne après l'établissement de la démocratie a été plus visible que dans les autres régimes qui l'ont installée à la fin des années 50 comme la Colombie et le Venezuela.

Quand on analyse le lien entre la participation politique, le populisme et la consolidation démocratique, on peut observer une déception sur l'établissement de ce régime chez les jeunes démocraties. Lorsqu'elle a été installée, les attentes étaient énormes en ce qui concernait ses effets sur le bien-être économique et sur la participation politique. Malgré tout, avec l'arrivée de la démocratie, les contradictions sociales ne se sont pas réduites, la participation a été assez limitée et les hommes politiques ainsi que les partis traditionnels, ne représentaient pas suffisamment les intérêts des couches populaires. Ce fut le cas de l'Equateur, qui a établi la démocratie en 1979, mais a dû affronter depuis les difficultés causées par une évidente déception à l'égard de ce régime.

A propos de la *désillusion révolutionnaire*, Vaclav Havel, le principal dirigeant du Forum Civique dans l'ancien Tchécoslovaquie et qui a conduit à la chute du régime prosoviétique à Prague, a affirmé :

Toutes les révolutions passent à la fin de l'euphorie à la désillusion. Dans une atmosphère révolutionnaire de solidarité et d'abnégation de soi, on tend à croire, quand la victoire est complète, que le paradis sur terre est inévitable. Bien sûr, le paradis n'est jamais atteint et, naturellement, la déception s'en suit. (Havel 2006)

Cette ambiance décrite par Havel coïncide avec la réalité Équatorienne après 1979. A ce moment-là, la déception à l'égard de la démocratie s'est manifestée par le mécontentement populaire envers les partis politiques traditionnels, les hommes politiques et tout ce qui représentaient l'État équatorien.

Chez les jeunes démocraties, une forte mobilisation populaire est apparue, ce qui a permis d'augmenter les niveaux de participation. Ces événements ont précipité l'instauration d'une démocratie participative, qui est devenu l'idéal politique du régime équatorien ainsi que dans les autres jeunes démocraties andines durant les dernières années, sans signifier pour autant que la démocratie participative fonctionne mieux que la représentative. Certes, la mise en place d'un régime participatif a conduit aux abus de pouvoir de la part de leaders tels que Alvaro Uribe, Evo Morales, Rafael Correa, et Nicolás Maduro, entre autres, qui ont adapté les structures légales à leurs propres intérêts au nom de la participation et de la mobilisation politique.

b. Torcuato Di Tella : populisme, mobilisation populaire et adoration religieuse

Torcuato Di Tella, auteur argentin d'origine italienne et disciple de Germani, a complété les études sur le populisme, et a élaboré une définition et mis en circulation le terme. En 1964, l'auteur a publié *El sistema política argentino y la clase obrera*, œuvre dans laquelle il a étudié les rapports entre la classe ouvrière et le système politique de l'Argentine. A partir de cette réflexion, Di Tella considère que les phénomènes politiques latino-américains sont assez différents des européens. En Europe, la plupart des mouvements politiques en quête de réformes s'inscrivaient dans le néolibéralisme ou dans l'ouvriérisme. En revanche, en Amérique Latine le véhicule de transformation sociale est bien différent, tel comme Di Tella l'a décrit :

C'est une variété de mouvements politiques qui, faute d'un terme plus adéquat, fut souvent désigné par le concept aux sens multiples de *populisme*. Terme assez

dédaigneux, par sa connotation de chose désagréable, désordonnée, brutale. Quelque chose que l'on ne trouve ni dans le socialisme ni dans le communisme, même si ces idéologies peuvent déplaire. De plus, le populisme a un ton d'improvisation et d'irresponsabilité et de par sa nature même, on suppose qu'il n'est pas destiné à perdurer. (Di Tella, *Ideologías monolíticas en sistemas políticos pluripartidistas el caso latinoamericano 1962*, 272)

Ainsi, on constate que Di Tella rejoint Alain Rouquié sur la connotation péjorative du terme. Cela rend difficile l'analyse du terme, mais Di Tella a proposé une définition souvent évoquée et applicable à l'actualité du populisme latino-américain dont l'exemple équatorien. Selon l'auteur italien « [le populisme est] un mouvement politique ayant un grand appui populaire, une idéologie anti-*statu quo* et souvent dirigé par des secteurs de classe non ouvrière » Selon Di Tella : « ce qui compte c'est sa capacité de devenir parole sacrée, objet d'un credo, et non pas sa vulnérabilité aux critiques d'un professeur d'Oxford. » (Di Tella, *Ideologías monolíticas en sistemas políticos pluripartidistas el caso latinoamericano 1962*) À la fin de la thèse, on évoquera cette idée du populisme comme mouvement, car les professeurs équatoriens Cesar Montufar et Enrique Ayala Mora ne considèrent pas Rafael Correa comme un leader populiste dû au fait, qu'il a pas créé un véritable mouvement de masses.

c. Francisco Weffort : le cas du Brésil comme reflet du populisme Latino-Américain

La crise politique Brésilienne, qui s'est tragiquement terminée avec le coup d'État des militaires en 1964, a mis en évidence la nécessité de comprendre le populisme. Au Brésil, le cycle populiste (1930-1964) avait été inauguré avec Getúlio Vargas et avait fini avec Joao Goulart. Ce cycle populiste a suscité de nombreuses réflexions dans le monde entier grâce à l'édition spéciale de la Revue de Jean-Paul Sartre « Les Temps Modernes » consacrée au Brésil. Désormais, le populisme brésilien est devenu un sujet privilégié pour tous les intellectuels intéressés par les phénomènes politiques du tiers-monde. Cette édition des « Temps Modernes » a renforcé l'idée que populisme et tiers-monde étaient indissociables.

Le politologue brésilien Francisco Weffort discerne deux étapes dans le processus populiste au Brésil : le « temps des origines » et la « République populiste ». Dans la première, l'auteur y décrit la nature du populisme brésilien, et affirme dans la seconde étape que le pays aurait instauré la « démocratie libérale ». Cette dernière idée est très importante pour cette recherche, car elle suppose qu'il est possible d'approfondir la démocratie à travers le populisme. Selon lui, le populisme « n'est pas une aberration de l'histoire, alimentée par l'émotivité des masses et l'absence de principes politiques de leurs leaders ». (Weffort 1967, 623)

Weffort a suggéré que le populisme a facilité la création d'une citoyenneté, l'un des principes constitutifs de la démocratie libérale. Pour lui la législation du travail du gétulisme « représentera la première forme par laquelle elles verront leur citoyenneté définie ainsi que leurs droits de participation aux affaires de l'État » (Weffort 1967).

Par conséquent, il est possible de voir chez Weffort un lien entre populisme et établissement démocratique, mais cela n'implique pas qu'il existe un rapport entre le populisme et la consolidation démocratique, rappelons à ce titre que la consolidation est bien différente de l'installation de la démocratie.

Néanmoins, il existe une contradiction entre la possibilité de démocratiser par le biais du populisme et son application réelle. Avec l'établissement d'un régime populiste, le leader tente de créer un lien direct avec la population, stratégie qui a pour effet la *désinstitutionalisation*. Avec ce phénomène, il est indéniable que « l'État de droit » se fragilise, comme le souligne la professeure Diana Quattrocchi-Woisson :

La nouvelle structure politique est, de la sorte, profondément différente de la précédente au moins sous un aspect : elle ne constitue plus l'expression immédiate des intérêts d'une seule classe sociale comme l'avait été le régime oligarchique. Dans cette nouvelle structure, le chef de l'État assume la position d'arbitre, et là se trouve l'une des sources de sa force personnelle. D'un autre côté, sa personne tend à se confondre avec l'État lui-même en tant qu'institution. (Quattrocchi-Woisson 1997, 177)

D'après la lecture des réflexions de Weffort, Il est possible de conclure que le populisme peut contribuer à l'établissement de la démocratie, mais il comporte de risques

suivis de la désinstitutionnalisation. Le populisme ainsi aurait des effets sur la refondation des régimes, caractéristique qui sera repris par les populismes radicales dans la région andine au XXI siècle.

d. Diana Quatrocchi Woisson : la tragédie et le mythe des martyrs

Un autre élément du populisme latino-américain, réside dans la fin tragique de la plupart des leaders, qui a renforcé leur image de martyrs et crée un mythe autour de leur personne.

L'image fréquente de la fin de ces régimes a été un coup d'État militaire. Ce scénario montre la lutte entre le faible et le fort, et la manière dont les civils ont dû céder le pouvoir aux militaires qui l'ont pris par la force. Les exemples en l'espèce sont nombreux : Juan Domingo Perón en Argentine, Getúlio Vargas au Brésil, Víctor Paz Estenssoro en Bolivie, José María Velasco Ibarra en Equateur, Jacobo Arbenz au Guatemala et Rómulo Betancourt au Venezuela.

D'autre part, il existe des leaders qui n'ont jamais accédé au pouvoir, mais ont tenté de transformer cette défaite en une sorte de tragédie, comme le montrent les trois exemples de Víctor Raúl Haya de la Torre au Pérou, Augusto César Sandino au Nicaragua et Jorge Eliecer Gaitán en Colombie.

Au-delà des contradictions du terme, la professeure Quatrocchi-Woisson considère que le populisme reste un concept utile, spécialement pour comprendre l'histoire de l'Amérique latine au XXème siècle. Pour elle, l'importance du phénomène réside dans son ambiguïté sémantique par rapport à son sens. Quatrocchi-Woisson précise ainsi : « Tel fut dans notre interprétation le rôle ambigu du nationalisme et du populisme en Amérique latine : celui d'être tout à la fois mobilisateur, étatisant, intégrateur, politisant, archaïque et moderne, autoritaire et démocratisant. (Quatrocchi-Woisson 1997, 181)

Selon son interprétation ce mouvement reposait sur trois bases précises : d'abord, une élite faisant partie de secteurs moyens et ayant des motivations anti-*statu quo* ; ensuite, une masse qui se mobilise, inspirée sur les résultats d'une révolution des aspirations ; enfin, le plus important, le populisme possède une idéologie basée sur un contenu émotionnel qui facilite la communication directe entre les dirigeants et le peuple.

Ce dernier élément démontre que la réussite du populisme repose sur deux caractéristiques importantes : la connotation sacrée et la vocation d'intelligibilité. On peut être sûr que la première constitue pour l'auteur Argentin une sorte de blindage contre les critiques des intellectuels ou bien encore des académiciens. Le caractère dogmatique ne permet pas les critiques ni la mise en question des idées constitutives de cette idéologie anti-statu quo et libératrice des masses. La seconde caractéristique, l'intelligibilité, permet d'établir un lien direct entre le dirigeant et les masses. Ce rapport doit être marqué par un langage populaire afin de mettre en valeur l'appartenance du leader aux couches populaires.

Pour citer des exemples de cette problématique il suffit de rappeler la dénomination de Perón comme « premier travailleur » ou de Getúlio Vargas comme le « père des pauvres ». En effet, il fut profondément admiré après sa mort tragique, auréolé comme un martyr après son suicide en 1954. De même, José María Velasco Ibarra cinq fois élu en Equateur, était connu comme « l'apôtre des oubliés », auquel on doit la phrase « donnez-moi un balcon et je reconquiers le pouvoir. » (Rouquié 1998, 283)

Ces cas montrent la façon dont deux éléments du populisme se conjuguent : le caractère *sacré* et *populaire* des dirigeants populistes. Même s'ils ne sont pas issus d'une couche populaire, les leaders populistes tentent de se montrer comme des hommes modestes. Cette combinaison a provoqué une adoration presque religieuse envers certains dirigeants comme ceux qu'on vient d'évoquer.

L'une des questions à propos de l'étude du populisme aujourd'hui en Amérique latine est de savoir si le terme, défini par des auteurs comme Germani, Di Tella, Weffort, et Quatrocchi-Woisson est applicable à la réalité du XXIème siècle dans le continent. Avec la fin de la Guerre Froide, les préfixes « post » ou « néo » sont devenus très utiles pour désigner les phénomènes politiques. Toutefois, il faut distinguer le néo populisme du terme classique qu'on vient de décrire.

Section 3. Le populisme à l'heure actuel

a. Les néo-populismes : la mise en doute d'un concept à la mode

Pendant les années 90, le néo-populisme est devenu un concept à la mode. Pourtant, l'utilisation de *néo* pour décrire le populisme qui apparaissait dans la région andine montrait

l'impossibilité de comprendre une sorte de régression démocratique, après l'établissement de la démocratie dans des pays comme la Bolivie, l'Equateur, le Pérou, le Venezuela ou la Colombie. « Dans cette fin de siècle, la grande pauvreté linguistique conduit à faire appel au déjà vu pour désigner les phénomènes nouveaux : post-communiste, néo-libéral, post-moderne, néo-populiste. » (Rouquié 1998, 182) Le gouvernement d'Alberto Fujimori a en effet été très important dans l'apparition de ce « nouveau » concept.

D'abord, parce qu'après le rétablissement de la démocratie au Pérou en 1980, postérieur aux gouvernements militaires des généraux Juan Velasco Alvarado y Francisco Morales Bermudez, le régime démocratique paraissait être établi. De 1980 à 1990, il y eut des élections ininterrompues, ce qui fut interprété comme une affirmation de la consolidation démocratique péruvienne. Pourtant, les transformations du système politique péruvien décrétées par Alberto Fujimori ont mis en évidence que la consolidation démocratique n'était pas un processus irréversible.

De plus, le Président Fujimori a confirmé le caractère anti-démocratique de l'autoritarisme. Avec l'autoritarisme militaire, il était évident que les régimes dictatoriaux et les régimes autoritaires étaient incompatibles avec la démocratie. Néanmoins, Fujimori a utilisé les élections pour défendre son régime, et s'est même montré disposé à consulter les Péruviens sur les principales réformes. Devant la pression de l'Organisation des États Américains consécutive à la dissolution du Congrès en 1992, il a soumis une nouvelle constitution au suffrage universel un an plus tard. Il s'est fait réélire pour un second mandat en 1995, avec une popularité inédite depuis le rétablissement démocratique en 1980.

En outre, le gouvernement d'Alberto Fujimori a incarné le dilemme entre l'effectivité dans la gestion publique -spécialement au niveau de la sécurité- et l'État de droit qui implique le respect de la loi au-delà des circonstances politiques. Il est évident que Fujimori a privilégié l'efficacité car il a atteint les principaux objectifs qu'il avait fixés. De plus, il n'a pas seulement comblé les attentes qu'il avait suscitées comme candidat, mais il a obtenu des victoires militaires inattendues : la récupération de la maison de l'ambassadeur japonais après la prise d'otages du Mouvement Révolutionnaire Tupac Amarú en 1996, ou encore la capture d'Abimael Guzmán en 1992, principal dirigeant du groupe armé Sentier Lumineux. En conséquence de cette efficacité, l'État de droit sera affaibli, mais Fujimori a obtenu une légitimité sans précédents au cours de ses mandats.

Enfin, l'ancien Président péruvien a fait confondre la démocratie -conçue d'une façon réductrice comme *le pouvoir du peuple*- avec la tyrannie de la majorité. C'est là le même argument qu'utiliseront les homologues de Fujimori dans la région andine pour mener à bien les réformes populistes, que, quelques années plus tard. Les mandataires comme Evo Morales, Álvaro Uribe, Hugo Chávez ou Rafael Correa vont évoquer l'État d'opinion pour remplacer l'État de droit. Ils vont tous tenter de consulter le peuple sur les principales réformes qui visent une *refondation* de l'État.

Ces événements qui ont marqué le gouvernement d'Alberto Fujimori nous amènent à une conclusion : la difficulté pour comprendre le populisme dans les années 90 ne s'explique pas par la nature du populisme ou par le fait qu'il ait changé. En revanche, l'objet d'étude du populisme après les années 90 n'est pas sa nature mais sa relation avec la démocratie. Par conséquent, des questions ont surgi sur la relation ambiguë entre les régimes autoritaires-populistes et la démocratie.

Le gouvernement d'Alberto Fujimori n'a pas été démocratique, c'est un fait incontestable. Néanmoins, peut-on affirmer qu'il s'agissait d'une dictature ? Était-ce simplement un régime non-démocratique ? Ou bien un gouvernement démocratique en apparence mais autoritaire ? Encore plus déterminant : le populisme, comme mécanisme politique, peut-il cohabiter avec la démocratie ? Au XXème siècle, ce débat sur la démocratisation s'intensifie après la troisième vague dont parlait Huntington.

Par conséquent, le cas de Fujimori a inspiré l'utilisation du néo-populisme par le professeur de l'Université de Cornell Kenneth Roberts. Ce n'était certes pas de la première fois que le terme était utilisé mais ce fut la première tentative pour construire une définition applicable.

Pour développer son analyse, le professeur Roberts commence par critiquer les approches du populisme qui le décrivaient comme un concept antagonique du néolibéralisme. Pour lui, l'exemple péruvien met en évidence la « versatilité » politique du populisme.

Il n'existe pas la présomption que la corrélation soit parfaite ; le Chili a subi le néolibéralisme sous des gouvernements démocratiques de même que des autoritaires, sans de manifestations représentatives du populisme, tandis que le Venezuela durant l'administration de Rafael Caldera a démontré que la personnification de la politique et la désinstitutionnalisation n'encouragent forcément pas le néolibéralisme. Pourtant,

le lien entre populisme et néolibéralisme est représentative et suggère une association au-delà des coïncidences politiques (Roberts, *Neoliberalism and the transformation of populism in Latin America: The peruvian case 1995*, 112) .

Ainsi, pour Roberts le néo-populisme a deux causes principales : d'une part, la crise de l'État développementaliste (*developmentalist state*) et d'autre part, l'ajustement structurel mis en place quand le Consensus de Washington était le principe d'orientation de la politique économique des États latino-américains. Selon lui, ceci a affaibli l'État ainsi que ses institutions et, par la suite, on a pu observer le rapport entre le populisme et le néolibéralisme : la désinstitutionalisation. Pour lui, cette dernière a favorisé l'apparition des *néopopulistes* tels que Fujimori, ou les Présidents Carlos Menem en Argentine ou encore Carlos Salinas de Gortari au Mexique. Le contraste entre ces leaders par rapport à Getulio Vargas, Joao Goulart ou Juan Domingo Perón met en évidence les différences entre le populisme classique et le néo.

Trois raisons expliquent le contexte dans lequel le néopopulisme a émergé : a. la société s'est fragmentée avec la crise de l'État développementaliste, b. les institutions ont été affaiblies, c. de même que les identités collectives. Dans cette situation, il était facile pour un leader d'établir des liens directs avec les masses. Roberts affirme que, suite à ces événements, le néolibéralisme a renforcé les idées populistes. Cette affirmation contredit l'idée selon laquelle le populisme avait terminé avec la fin de modèle de substitution d'importations, puisque, au contraire, populisme et modèle de substitutions d'importations se sont renforcés mutuellement.

Néanmoins, on peut douter de la pertinence des idées de Roberts pour deux raisons. En premier lieu, il existe une contradiction dans son analyse : il critique l'approche excessivement économique des précédentes études sur le populisme, alors que ces analyses négligeaient la relation d'autorité sous-jacente.

Malgré cette critique, Roberts suggère un lien direct entre le néolibéralisme en tant que doctrine politique et l'apparition du néo-populisme. A la base, son analyse dépend plus des circonstances économiques que des politiques. C'est là que Roberts commet la même erreur qu'il avait identifiée précédemment. Avec l'apparition d'autres régimes populistes au

XXIème siècle, on observera que des raisons plus politiques qu'économiques expliquent l'émergence des populismes radicaux dans le zona andin au XXIème siècle.

Ceux-ci n'ont pas surgi comme conséquence exclusive du néo-libéralisme, mais aussi à cause de la crise des partis traditionnels et pour des raisons bien particulières dans chacun des cas. De plus, comme la plupart des populistes du XXIème siècle, ils rejettent le néo-populisme et, par conséquent, on ne peut pas associer le néo-libéralisme à la résurgence des néo-populismes.

Pourtant, il existe, pour Roberts, un élément à souligner qui constitue une contribution à l'analyse du populisme contemporain. Il s'agit de la « politique de l'antipolitique » (*politics of antipolitics*) dans laquelle un *outsider* ou un dirigeant qui ne provient pas de la classe politique préconise des valeurs contre l'*establishment* et les élites qui sont au pouvoir dans le pays.

Il est vrai que tous les dirigeants du populisme latino-américain, de gauche comme de droite, aspirent à refonder le système politique, ce que l'on peut considérer comme une rupture avec la politique traditionnelle, qui engendre des menaces contre la démocratie et contre l'État de droit.

La définition de néopopulisme de Kenneth Roberts ne peut pas être appliquée pour les populismes andins car elle suppose un lien entre le néo-libéralisme et le néo-populisme. Rafael Correa, Hugo Chavez, et Evo Morales sont des leaders qui se sont opposés farouchement au néolibéralisme. La définition de Roberts serait valable pour les populismes des années 90, mais ne servirait guère pour rendre compte des populismes qui ont émergé ultérieurement. Parfois, certains analystes ou de journalistes qualifient comme néo populistes les mouvements progressistes de la Bolivie, l'Équateur et le Venezuela. Ils appliquent le préfixe *néo* pour contraster ces populismes radicaux, de la pratique politique des années 30, 40 et 50 qu'on a décrit dans la titre auparavant.

b. Le populisme radical latino-américain au XXIème siècle : une pratique politique ayant pour but la libération et la refondation

Après avoir révisé quelques définitions du populisme, nous pouvons constater que le terme ne peut pas être considéré comme une idéologie mais comme une pratique politique.

D'autre part, on peut affirmer que le populisme latino-américain du XXème et XXIème siècle est assez différent du populisme russe et étasunien de la fin du XIXème siècle. Au-delà de ces différences, il existe une constante propre à tous les mouvements populistes: les populistes latino-américains, les russes et les étatsuniens aspirent à une libération. Bien évidemment, le *peuple* reste un terme abstrait, et chacun tente de lui donner une définition différente, mais, à la base, l'idée libératrice fait partie de l'essence du populisme. Voici un élément clé pour la définition que nous proposons de *populisme radical* applicable aux populismes andins.

Avec ces éléments apportés par ces auteurs, il est possible de construire une définition qui tienne compte de la réalité latino-américaine et équatorienne. De cette manière, et dans le cadre de cette recherche, nous avons défini **le populisme radical comme un discours et une pratique politique qui cherchent à établir un lien direct entre un leader et le peuple afin de le mobiliser. Celui-ci se mobilise parce qu'il est convaincu qu'il se trouve dans une phase libératrice, et pour atteindre cet objectif, il est disposé à accepter des changements structurels dans le régime politique. Normalement, le leader a un discours anti-establishment qui lui permet, grâce à son charisme, d'obtenir une légitimité au-delà même de l'État de droit. Ce populisme présent dans la région andine –en Équateur, en Bolivie et au Venezuela- a une caractéristique particulière : ou bien il est utilisé comme mécanisme pour consolider le régime démocratique, ou bien il est utilisé afin de refonder la démocratie.**

Pour comprendre cette dernière problématique, il est important de tenir compte des changements politiques qui ont eu lieu au cours des dernières années dans le monde et dans le continent. La transformation politique la plus importante durant les dernières décennies a été la troisième vague de démocratisation. Celle-ci a provoqué des processus de consolidation démocratique en Europe (Portugal, Espagne, Grèce), en Amérique latine (Equateur, Pérou, Bolivie et Argentine entre autres) et en Europe Centrale et de l'Est (l'ancien Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie, Roumanie et la Bulgarie, entre autres). Avec l'apparition de cette quête de « démocratisation », certains régimes sont effectivement parvenus à consolider la démocratie, alors que d'autres ont échoué.

Un élément qu'il faut souligner c'est le maintien des Etats d'exception après la démocratisation. Ce mécanisme qui a survécu à la chute des régimes militaires, a été identifié

comme anti démocratique, car il a permis aux leaders de réaliser de grandes réformes, de limiter les droits de l'Homme et de prendre en charge les fonctions du corps législatif. Les présidentes peuvent évoquer l'Etat d'exception au nom de l'intérêt général, pour affaiblir le pouvoir du Congrès, ce qui est devenu une menace fréquente contre la démocratie dans ces pays avec une forte personnification de la politique. La Bolivie, la Colombie, l'Équateur, et la Venezuela ont confirmé cette tendance.

Dorénavant, la plupart des pays andins font face à cette situation et, dans leur quête de consolidation de la démocratie, le populisme est réapparu, soulevant cette question : est-il légitime de consolider la démocratie au travers du populisme ? Pour y répondre il est nécessaire de se centrer sur un cas particulier. Nous proposons l'Équateur par les raisons qu'on a décrit dans l'introduction.

CHAPITRE 2. Le populisme en Équateur. Entre le mythe et la réalité

Les leaders populistes en Equateur se sont présentés dans la cadre de la démocratie directe, ce qui révèle un lien entre le populisme et les transformations démocratiques. Carlos de la Torre Espinoza, qui a consacré plusieurs études au populisme équatorien, a considéré que « d'une manière incontestable, le populisme a été le phénomène politique le plus important dans l'histoire contemporaine de l'Équateur ». Il a été si important que la première analyse sur la politique équatorienne était basée sur ceci, comme l'affirme Rafael Quintero López, historien qui a aussi travaillé le sujet. Cette première tentative s'est matérialisée dans un livre intitulé « Le mythe du populisme en Équateur. Analyse des fondements de l'État équatorien moderne. 1895-1934 » (Quintero López, *El mito del populismo en Ecuador. Análisis de los fundamentos del Estado ecuatoriano moderno 1895 – 1934* 2005). D'après Quintero López, il s'agit de la première analyse électorale de la science politique équatorienne, et fut également la première étude sur le vote des femmes analphabètes en 1929²¹.

Cet ouvrage aspirait à analyser le populisme et plus particulièrement le mythe de José María Velasco Ibarra. Son titre souligne l'importance du populisme comme moyen de modernisation, car il le présente comme un élément constitutif de la vie politique du pays. En effet, le livre a permis d'étudier les différents gouvernements de José María Velasco Ibarra et leurs impacts sur la politique équatorienne. L'étude est centrée sur l'homme politique le plus déterminant de l'Équateur au XXème siècle, pendant quatre décennies et a accédé au pouvoir cinq fois dans les périodes suivantes : 1934-1935, 1944-1947, 1952-1956, 1960-1961, et 1968-1972.

Par ailleurs, l'autre exemple qui illustre l'importance du populisme dans l'histoire contemporaine du pays est le mouvement/parti Concentration des Forces Populaires (CFP) qui fit son apparition dans les années 50 et a été déterminant jusqu'aux années 70. La CFP commandé par Assad Bucaram a été le mouvement politique le plus important à Guayaquil dans cette période-là.

²¹ Équateur a été la première nation en Amérique Latine qui a mis en place le vote des femmes.

Ces deux exemples sont les cas les plus représentatifs du populisme dans l'histoire équatorienne. Dans ce contexte de transformations politiques au cours du XXème siècle, le populisme s'est inséré dans la vie politique équatorienne par trois voies :

- Les formes de mobilisation
- La culture politique
- Le discours et la rhétorique

Par conséquent, cette partie de la recherche vise à décrire l'essor du populisme dans la vie politique équatorienne au XXème siècle. Pour cela, nous tenterons d'explorer le phénomène *velasquista* et celui du CFP afin de trouver des clés pour mieux comprendre le populisme contemporain et actuel. Finalement, nous examinerons aussi l'impact du populisme dans le régime politique équatorien.

Section 1. Les populismes équatoriens. Le mythe de fondation et le passé récent

a. Le *Velasquisme* : Participation populaire et manichéisme à partir de 1945

Pendant le premier mandat de José María Velasco Ibarra, il n'a pas utilisé une stratégie populiste pour arriver au pouvoir. Au contraire, il a gagné les élections de 1933 grâce à un pacte entre les latifundistes et la petite bourgeoisie rurale, les deux classes sociales faisaient partie de l'élite du pays. Cet accord est connu dans l'historiographie équatorienne comme le Deuxième Pacte de l'Oligarchie.

Il faut ici rappeler que les principales transformations de l'Équateur dans la première moitié du XXème siècle ont été forgées par les élites. Ainsi, deux pactes conçus parmi les membres de l'oligarchie ont refondé l'État-nation. Le premier a été accordé en 1912 et a duré jusqu'en 1925. Le premier a été accordé en 1912 et a duré jusqu'en 1925. Cette oligarchie qui était propriétaire de latifundiums, et contrôlait le système financier à travers les banques, s'est fermement opposé aux réformes progressistes de la Révolution *juliana*, comme on le verra.

Auparavant, l'Équateur avait expérimenté la Révolution Libérale dirigée par le Eloy Alfaro, période durant laquelle le pays avait repris le contrôle du registre des personnes, du mariage et de l'éducation, qui étaient auparavant sous le contrôle de l'Église. De cette manière, l'Équateur devint un pays laïc qui préconisait la liberté de culte, la séparation de l'État et de l'église et la liberté de conscience.

Pourtant, il existait des divisions au sein des révolutionnaires. La principale était la fracture entre Leonidas Plaza, devenu président, et Eloy Alfaro. Le premier voulait limiter les transformations de la Révolution et, pour cela, améliorer les relations avec l'Eglise durablement affaiblies pendant le gouvernement précédent d'Alfaro. Puis en 1912, Eloy Alfaro et d'autres officiers de l'armée (des lieutenants) ont été exécutés et leurs corps ont été brûlés par la foule. Cette foule était composée de l'aile modérée des libéraux qui s'opposaient au radicalisme alfariste et à la droite traditionnelle.

Sur cette base, on peut constater qu'avant 1933, il n'y pas a eu de révolution populaire qui aurait affaibli les intérêts des élites équatoriennes. Certes, jamais le pays n'avait assisté à une révolution paysanne affectant le pouvoir des latifundistes. En 1933, Velasco Ibarra est arrivé au pouvoir à travers un pacte entre les élites, et non par la voie populiste ou par une émancipation des couches défavorisées. C'est-à-dire, le velasquismo a eu recours au populisme à partir de 1945. Selon l'historien équatorien Andrés Guerrero, il est possible d'analyser l'arrivée de José María Velasco Ibarra au pouvoir en 1933 sans faire intervenir la pratique populiste (Quintero López, Nueva crítica al populismo. Limitaciones de la investigación social en torno al populismo 2004 , 16).

Compte tenu de ces faits, il est important de dire que le velasquisme ne fut pas un mouvement politique homogène pendant les cinq administrations du président Velasco Ibarra. Rafael Quintero López, dans son analyse dont nous avons déjà parlé, a affirmé : « [...] chaque velasquisme pourrait être différent. Cela veut dire qu'il existe la possibilité de théoriser les velasquismes de 1940, 1945, 1952, 1960 et 1968 en tant que phénomènes qui pourraient être expliqués à partir de catégories sociologiques différentes. » (Quintero López, Nueva crítica al populismo. Limitaciones de la investigación social en torno al populismo 2004 , 13)

Il faut analyser le velasquisme dans chacune des périodes ou, au moins, faire une distinction entre son premier gouvernement et le reste. Certes, nous pouvons voir une rupture dans l'histoire velasquiste après 1945. À partir de ce mandat, le président Velasco Ibarra utilise le populisme et, par conséquent, transforme la culture politique des Équatoriens.

Après le retour, il a essayé de démocratiser la politique du pays. En fait, il a impulsé une participation active de la population. Les militants occupaient des places, les rues, et

manifestaient en faveur du leader. Ces manifestations exprimaient un discours virulent contre les opposants.

L'apparition de Velasco dans la scène nationale a eu pour conséquence un changement radical dans les campagnes électorales. Effectivement, jusqu'à son apparition, les campagnes politiques se faisaient dans des cercles fermés, et dirigés par les Conseils Suprêmes Libéraux²² dans des espaces plus ou moins secrètes, sans que les différents candidats pouvaient rentrer en contact direct avec le peuple, à travers d'assemblées et de referendums pour discuter les principaux problèmes politiques. Avec Velasco Ibarra cette dynamique a totalement changé, et pour la première la première fois, un orateur populaire, leader, et dirigeant des foules s'adressait au peuple en lui demandant son soutien pour un projet politique. En contraste avec le caudillo militaire, un leader issu d'une couche populaire et provocateur dans le discours apparaît. Dans l'élection de 1933, Velasco Ibarra a défié la tradition, lorsqu'il a décidé de parcourir le pays en prenant contact avec le peuple. La base de son projet politique, le *leit motiv* de ses discours virulents, était la censure violente au Parti Libéral. Il a revendiqué la liberté d'opinion, la possibilité de se former et surtout d'élire politiquement. (De la Torre, La seducción velasquista 1997, 24)

Cela implique une rupture avec la politique traditionnelle centralisée à Quito et Guayaquil, et marquée par la distance entre le leader et ses électeurs.

Une autre nuance qui a marqué son style s'est illustrée dans le rejet des partis politiques et idéologies. Par la suite, il est difficile de déterminer l'idéologie ou le parti politique velasquista, ce qui a renforcé son caractère messianique et lui a permis une grande marge de manœuvre, car il n'avait ni de compromis avec aucun mouvement ou parti politique, ni aucune idéologie en particulier. Dans des contextes révolutionnaires, une fois le changement achevé, les leaders font face aux pressions de la population, qui les exige de tenir parole. Il est plus facile de trouver un consensus au moment de faire de la résistance, et une fois au pouvoir, de faire des concessions idéologiques afin de pouvoir diriger le pays. Par la

²² Junta Suprema Liberal

suite, apparaît ce que Vaclav Havel a nommé la désillusion postrévolutionnaire, dont on parlera dans la chapitre 4 de la deuxième partie de la thèse.

En revanche, le Président Velasco Ibarra n'était pas soumis à une telle pression. Du moins, cette pression n'était pas si évidente. Le dirigeant équatorien maintenait un discours de totale indépendance vis-à-vis de l'establishment des idéologies et des partis politiques.

A ce propos, le leader affirmait :

Ne me demandez point de développer un programme socialiste, communiste, libéral ou conservateur. Ne me l'exigez pas, je ne suis là pas, pour cette tâche. L'heure actuelle est difficile. C'est un moment essentiel et fondamental. C'est le moment où le communiste et la catholique cohabitent ... Je ne me rendrai à aucune idéologie donnée. Je ne servirai aucun parti politique ... je ne me délivrerai qu'au peuple²³. (De La Torre 1994, 706)

Cette situation a favorisé la personnification de la politique équatorienne dans la majeure partie du XXème siècle. A cela s'ajoute l'absence d'idéologies claires et de partis politiques forts qu'a facilité le populisme.

D'après la démocratie représentative, la participation de la société s'exprime principalement dans les parties politiques. Toutefois, le mécontentement populaire face à la politique traditionnelle a été capitalisé par le Président Velasco Ibarra qui a créé une identité chez une classe d'Équatoriens qui se sentaient exclus du régime. Si le leader eût ou non une idéologie ou appartint à un parti politique était secondaire, d'autant plus si idéologies et partis étaient associés à la corruption.

Grâce à cette identification, le pays a vécu une mobilisation sociale favorisant la participation et, de ce fait, la politique s'est démocratisée. Cela ne veut pas forcément dire qu'un régime démocratique a été installé, mais que la politique s'est ouverte à d'autres secteurs de la population, jadis exclus, qui y ont participé activement.

²³ Traduction libre de l'auteur. Dans le texte en espagnol apparaît ainsi: No me fijéis a mí que desarrolle un programa de socialista, comunista, liberal o conservador. No me lo fijéis, no soy para eso. El momento actual es un momento difícil. Es un momento esencialmente vital. Es un momento en que concurre el comunista con el católico... Yo no serviré a ninguna ideología determinada. Yo no serviré a ningún partido... yo seré el servidor del pueblo.

Pourtant, il faut souligner qu'il s'agissait d'une participation qui n'était pas nécessairement un symptôme de démocratisation. En fait, cette mobilisation, achevée par le *velasquismo*, a provoqué un clivage entre les opposants et ceux qui soutenaient le régime. De même, le Président n'a pas respecté l'État de droit, ce qu'il pouvait faire grâce au soutien d'une grosse partie de la population. Temporairement, il a assumé la gestion du pouvoir d'une manière dictatoriale et il a aboli les constitutions de 1935, 1946 et 1970. Quel était son argument pour justifier ces abolitions ? Selon lui, elles limitaient le pouvoir du peuple dont il se présuait l'incarnation (De la Torre, *Populism and democracy: Political discourses and cultures in contemporary Ecuador* 1997, 13).

Suite à la mobilisation de masses, le Président Velasco Ibarra a élargi l'électorat équatorien, ce qui est devenu une conquête historique. Les personnes ayant la possibilité de voter en Équateur en 1933 ne représentaient que 3.1% de la population, alors qu'en 1968 ce pourcentage avait atteint 16.83% sur une population de 2,5 millions (De la Torre, *Populism and democracy: Political discourses and cultures in contemporary Ecuador* 1997, 14). Néanmoins, le niveau d'analphabétisme freinait ce mouvement.

Selon l'historien équatorien Carlos de la Torre, le *velasquismo* a introduit ces quatre facteurs à la vie politique :

- La concentration des masses
- Les actions des masses
- Une politique manichéenne
- Une politique de la morale

Ce style pour faire la politique a conditionné la participation politique en Équateur ainsi que les rapports entre l'État et la société civile. Pour le sociologue argentin Guillermo O'Donnell trois types de liens peut surgir entre les deux : la nation, la citoyenneté et le populaire *-lo popular-*.

La nation constitue le réseau de solidarités, l'intérieur d'une société. Ce réseau crée le « nous » et le « ils ». Cela a pour but de distinguer un État d'un autre. La citoyenneté pour sa part, et selon la définition du sociologue étatsunien Charles Tilly, inclut les droits et les devoirs des personnes qui appartiennent à un État (C. Tilly 1998). Finalement, *le domaine populaire* suppose une rhétorique et un style pour arriver à une mobilisation. Le peuple devient « l'incarnation de la nation authentique ».

Un élément du populisme très présente dans la vie équatorienne est *le mythe du retour*. Cette ambition du retour a marqué aussi les populismes andins du début du siècle avec l'idée de refondation du régime. On peut observer dans les réformes constitutionnelles entreprises par les pays andins depuis les années 90, et au début du siècle le besoin de récupérer quelques valeurs du passé.

Le 30 mai 1944, Velasco Ibarra est retourné en Equateur après son exil en Colombie. Auparavant, il avait perdu les élections présidentielles contre Carlos Arroyo del Río, défaite due à la fraude, selon ses électeurs.

Avec son retour, le pays s'est transformé profondément. Tout d'abord, l'Equateur a expérimenté une période d'instabilité, et, par la suite, d'importants changements se sont produits. À Quito, les manifestations provoquées par son retour n'avaient pas de précédents dans le pays. Selon le journal *El Comercio* : « L'entrée du Docteur Velasco Ibarra dans la capitale lui a valu des hommages énormes que jusqu'au présent personne n'avait jamais suscité. » (De la Torre, *La seducción velasquista* 1997, 20)

Son retour est aussi important parce qu'on peut y apprécier des éléments du populisme équatorien comme l'exaltation du passé et l'appel à la figure du *libertador*. De même, avec la rentrée de Velasco Ibarra, le peuple équatorien récupère sa place dans l'histoire. Dans un pamphlet on voyait la devise : « On a maintenant ici l'héro du peuple équatorien. Son apothéose. » Dans un autre pamphlet on voyait la description à la façon d'une épopée :

Jamais un empereur romain, après d'être retourné des guerres avec de nations puissantes dans son char triomphal, avait reçu la ville-éternelle dans une telle apothéose [...] On peut affirmer sans risque d'exagérer, tel comme l'a évoqué un adversaire du régime libérateur, que seulement les pierres sont restées sur place n'ont pas bougé pour acclamer le héros du peuple équatorien. La joie et l'exaltation de nos compatriotes ont été exprimés, lorsqu'il cheminait par les rue et les places décorées avec de fleurs et de tapis.

Velasco Ibarra fut notre *libertador*. Il a tué l'Hydra²⁴ qui nos anéantissait.

Velasco Ibarra fut le plus énergique défenseur du peuple. Le peuple le confirme. Oppressé et torturé par des administrations de concupiscences politiques et d'une tyrannie exécrationnelle, il a jeté son regard d'amour et de protection, tel le *caudillo* qu'il

²⁴ L'hydre de Lerne était un monstre selon la mythologie grecque

fut. Le peuple connaissait ses vertus et son patriotisme sans comparaison. Il avait raison. Velasco Ibarra projetait une force cosmique : il se tourmente, rugit, étouffe, brise et fulmine ceux qui est contraire au bien-être de la patrie. Il n'y a que les âmes nobles qui s'exaspèrent avec le crime, et Velasco Ibarra fut une âme noble. Seulement les héros prennent les armes pour libérer le peuple oppressé par son bourreau. Velasco est un héros²⁵. (De la Torre, La seducción velasquista 1997, 21)

Ainsi comme le peuple a senti avoir récupéré la liberté, d'autres médias comme *La Prensa* de Guayaquil ont mis l'accent sur la citoyenneté sauvée par le leader :

On a passé d'une période tyrannique à récupérer notre condition citoyenne. De l'oppression est née la liberté. De la misère, on va récupérer le droit au progrès. L'Équateur s'est libéré de l'oligarchie ; et sous l'égide démocratique de la Révolution qui vient d'avoir lieu, on espère la rédemption complète, au niveau morale, matériel et social ayant par devise : Reconstruction et Unité Nationale et ayant un leader : J.M. Velasco Ibarra²⁶. (De la Torre, La seducción velasquista 1997, 22)

De cette manière, nous pouvons noter que Velasco Ibarra refonda la nation équatorienne à son retour. Pourtant, les raisons de sa popularité ne sont pas évidentes. Bien qu'il n'ait pas une idéologie définie, il a mené à terme l'union des conservateurs, des

²⁵ Traduction libre de l'auteur. Dans le texte en espagnol apparaît ainsi: Nunca César Romano, al regresar de sus guerras con naciones poderosas arrastrando su carro triunfal, recibió la Ciudad-eterna en una apoteosis tan unánime ni subió con tanto brío al capitolio. Podemos afirmar sin una chispa de exageración, me decía después un adversario del régimen libertador, que sólo las piedras no se levantaron para aclamar al Ídolo del Pueblo Ecuatoriano. Tal fue la alegría y el entusiasmo de nuestros compatriotas, cuando por calles y plazas alfombradas de flores y aclamado por cien mil personas, hizo su entrada victoriosa en nuestra ciudad...

Velasco Ibarra fue nuestro libertador. Mató a la Hidra que nos devoraba.

Velasco Ibarra fue siempre el más ardiente defensor del pueblo. El pueblo lo siente así. Oprimido y torturado por gobiernos de concupiscencias políticas y de tiranía execrable, lanzó sus miradas de amor y de protección hacia su gran caudillo. El pueblo conocía sus virtudes, su patriotismo incontrastable. Tenía razón. Velasco Ibarra es ciertamente una fuerza cósmica: se encrespa, ruge, sofoca, despedaza, fulmina todo lo que se opone a la felicidad de la patria. Sólo las almas nobles se irritan contra el crimen, y Velasco Ibarra es un alma noble. Sólo los héroes empuñan el hierro para liberar de sus verdugos al pueblo oprimido, y Velasco es un héroe.

²⁶ Traduction libre de l'auteur. Dans le texte en espagnol apparaît ainsi: De una época de tiranía volvemos a ser ciudadanos. De la opresión, surgimos a la libertad. De la miseria, vamos a reconquistar el derecho al progreso. De la oligarquía, Ecuador se ha librado; y bajo la égida democrática que encarna la Revolución que acaba de efectuarse, espera su redención completa, en lo moral, material y social, con un lema: Reconstrucción y Unidad Nacional, y un hombre: J.M. Velasco Ibarra.

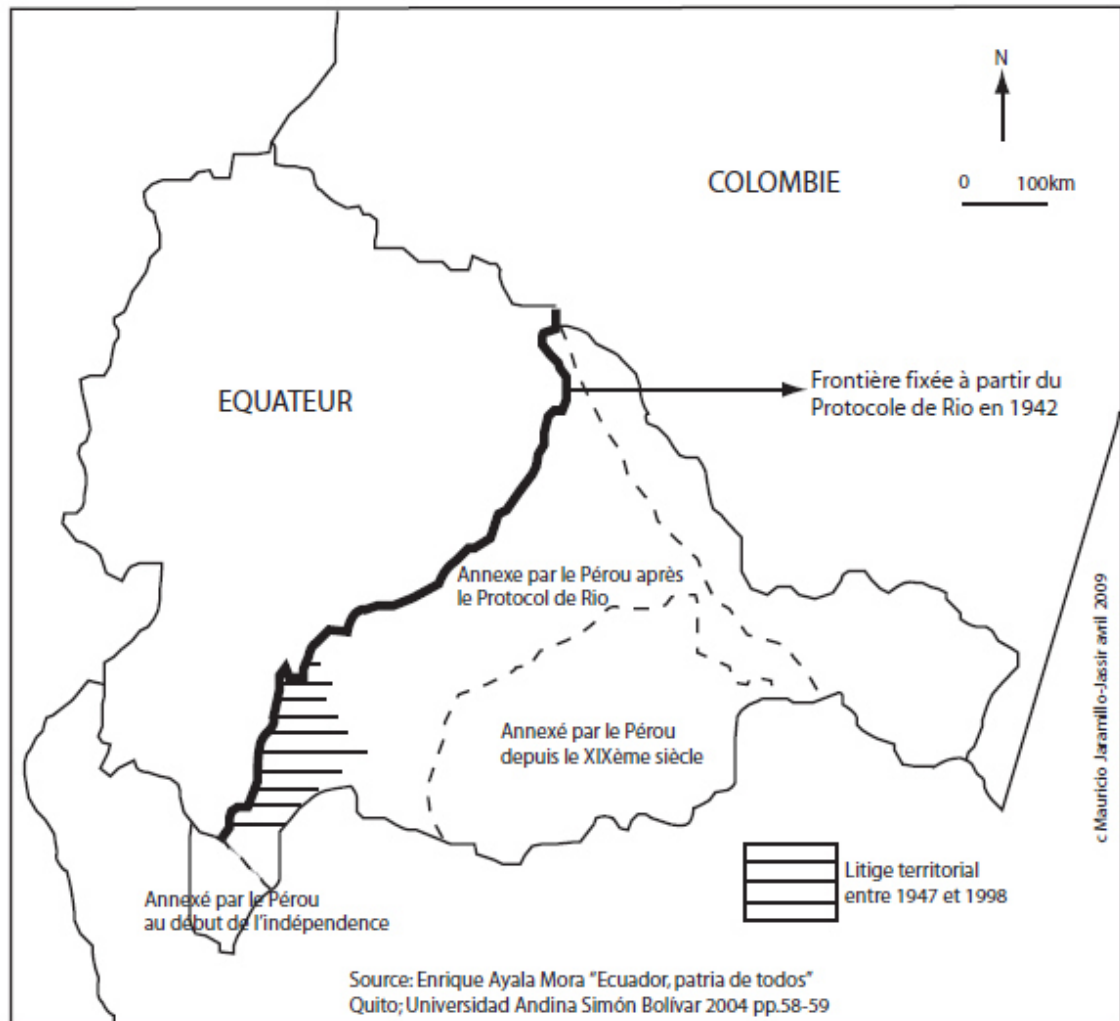
socialistes, des libéraux et des communistes, entre autres. Comment Velasco Ibarra a réussi à attirer autant de popularité ?

Lors des élections de 1939, Carlos Arroyo del Río a battu Velasco Ibarra. Il existait cependant un sentiment de fraude dans la société équatorienne. Selon le quotidien *el Universo* de Guayaquil « il n'y a jamais eu une farce électorale comme celle-là, ni jamais le peuple n'a été si bafoué » (De la Torre, *La seducción velasquista* 1997, 26). En plus, en 1941 et à propos de la guerre avec le Pérou, le Président Arroyo a décrété l'état d'urgence et il a concentré les pouvoirs. Désormais, le leader ne disposait pas d'une légitimité suffisante pour diriger le pays. La situation politique interne est devenue insoutenable pour le gouvernement, quand les manifestations et les émeutes se sont produits partout et les expressions populaires de solidarité avec José María Velasco Ibarra se sont multipliés.

Dans ce contexte, le leader a su tirer profit du clivage interne et de la crise de la politique traditionnelle et plus particulièrement du parti libéral auquel il a adressé ses critiques les plus virulentes.

La guerre contre le Pérou a aussi provoqué une crise interne en Equateur avec des conséquences sur la réémergence de José María Velasco Ibarra. Le pays a perdu la moitié du territoire amazonien dans cette guerre (Voir la carte suivante).

LES LITIGES FRONTALIERS ENTRE L'ÉQUATEUR ET LE PÉROU



De plus, le gouvernement du Président Arroyo a été blâmé suite à la défaite face au Pérou. Après la guerre, les Équatoriens ont accusé le gouvernement d'avoir vendu le pays. D'une part, ils fustigeaient sa position face aux États-Unis à cause des bas prix des matières premières et pour avoir cédé les Îles Galápagos pour l'installation de bases militaires. Selon la gauche, Arroyo en tant que juriste représentait que les intérêts des compagnies étrangères, mais jamais ceux du peuple équatorien. Puis, avec la guerre, il a été accusé d'avoir rendu aux Péruviens une partie très importante du pays : l'Amazonie. À cette époque-là, les *graffitis* qui faisaient allusion à cette situation se multipliaient. Par exemple, il était courant de lire sur

les murs de Quito des messages comme : « Arroyo a vendu l'Ouest aux Américains, maintenant il veut vendre le reste de la République. L'Équateur est en vente. Renseignements : Présidence de la République » (De la Torre, *La seducción velasquista* 1997, 31)

Étant donné le mécontentement populaire face aux négociations après la guerre contre le Pérou, le pays a fait preuve d'un sentiment de vulnérabilité régionale et externe. En regardant la carte des pertes territoriales de l'Équateur face au Pérou depuis l'indépendance, nous pouvons noter comment l'Équateur se perçoit comme une victime. Ce sentiment est essentiel pour expliquer l'émergence de populismes qui revendiquent le passé et la place de la nation équatorienne dans l'histoire.

Finalement, la division entre les *carabineros* et les forces armées a aidé la réémergence de Velasco. Ce fait a affaibli considérablement la légitimité de l'administration Arroyo. Certainement, les *carabineros* étaient une force supérieure et mieux dotée que les Forces Armées. Les émeutes consécutives aux élections de 1939 ont montré qu'ils disposaient d'armes modernes tandis que les Forces Armées utilisaient un matériel militaire presque obsolète. La Force Publique ne soutenait plus le gouvernement mais les *carabineros* lui restaient fidèles.

En fait, les *carabineros* étaient une sorte de Garde Présidentielle loyale au régime, fortement contestée par une partie de la population et par les Forces Armées. Cette situation a approfondi le clivage interne.

Cette polarisation a été aggravée par la popularité des Forces Armées. Il faut rappeler, comme nous l'avons noté dans l'introduction, que les militaires jouissaient d'une nette légitimité dans la population.

Comme nous l'avons déjà signalé, les militaires ont été un véhicule pour les conquêtes sociales les plus importantes. Pendant la Révolution *Juliana*, menée par de jeunes officiers, le pays a connu des transformations sociales. Entre 1925 et 1931, l'État a limité le pouvoir de la banque et des entreprises privées. À l'inverse, le gouvernement a renforcé la reconnaissance des droits de travailleurs (Hurtado 1997, 269).

Aussi, dans le gouvernement du militaire *putschiste* Alberto Enríquez, la liberté pour les syndicats de travailleurs a été garantie, le régime d'investissement étranger a protégé l'industrie nationale et le Code du Travail a été accordé. Avec la *Junta*, au pouvoir entre 1963

et 1966, le gouvernement a mis en place la réforme agraire et par la suite a créé l'Institut Équatorien de Réforme Agraire. Cela a amélioré la situation socio-économique des paysans. Dans la même logique de redistribution, la *Junta* a augmenté les impôts sur la richesse (Hurtado 1997, 269).

De ce fait, lorsque les militaires se sont opposés aux *carabineros* qui étaient la principale institution restée fidèle à Arroyo, le pays s'est vu plongé dans une profonde crise politique.

Ces trois causes expliquent la popularité du Président Velasco Ibarra et le fait qu'il ait pu revenir victorieux au pays. Son retour a été interprété par la population équatorienne comme une manière de revendiquer les valeurs du pays affaiblies par la crise que nous avons précédemment expliquée.

Après la description du style velasquista, il est nécessaire de savoir si l'on peut étudier son régime et son legs pour comprendre le populisme contemporain en Équateur. Le phénomène velasquista explique partiellement le populisme et plus particulièrement la marque manichéenne présente dans le discours des Présidents Abdalá Bucaram et Rafael Correa. Chez eux, la quête d'un lien direct entre le gouvernement et le peuple au détriment des institutions a été évidente.

Dans les trois cas, la quête pour renforcer le lien direct avec le peuple s'explique par la crise des partis politiques traditionnels dont ces leaders ont profité.

Peut-on conclure que le passé velasquista ait favorisé l'apparition des populismes à partir des années 80 en Équateur ? La réponse est négative. Bien que la figure du Président Velasco Ibarra ait été un précédent important pour comprendre l'émergence des populismes, les gouvernements d'Abdala Bucaram et Rafael Correa ont été assez différentes, ils ont mis en place des régimes populistes pour consolider la démocratie, dans un contexte très différent.

Le populisme pratiqué par Velasco Ibarra avait pour but la modernisation, mais il n'a jamais tenté une démocratisation libérale, comme a été le cas de Rafael Correa. De ce fait, on peut constater les différences des populismes selon le contexte historique. Velasco Ibarra comme représentant du populisme classique, Abdala Bucaram du néopopulisme, et Rafael Correa du populisme radical.

b. Abdalá Bucaram : l'échec du projet néo-populiste

Le mandat d'Abdala Bucaram a été important dans l'histoire récente pour deux raisons : il a inauguré la période d'instabilité politique la plus longue que l'Équateur ait connue dans son histoire, et parce qu'il a démontré que le populisme n'était pas un sujet du passé. La sociologue équatorienne Amparo Menendez-Carrión considéra dans les années 90 que le « débat sur le populisme était déjà épuisé », en témoigne l'affirmation de l'écrivain Alejandro Moreano, selon laquelle le populisme était une « aventure catastrophique » résolue (Acosta 1996 , 7).

Au contraire, Carlos de la Torre a suggéré que le phénomène était un élément constitutif de la modernité équatorienne (De la Torre, *Un solo toque! Populismo y cultura política en Ecuador* 1966). De cette façon, le Président Bucaram a représenté le retour au populisme, une pratique politique qui était perçue comme anachronique mais que le leader du *Partido Roldocista Ecuatoriano* (PRE) a repris.

En 1983, après une rupture à l'intérieur du mouvement CFP, Abdala Bucaram a fondé son propre parti politique, le PRE. L'objectif du mouvement était de récupérer l'image de l'ancien Président Jaime Roldós Aguilera (le premier président civil après le rétablissement démocratique en 1979) pour les élections de 1995.

L'idée de retour chez les leaders populistes équatoriens entraîne des contradictions entre l'idée de revenir à une situation passée et l'évolution historique. Le populisme fait face à un dilemme entre une vision cyclique de l'histoire et celle de l'évolution. Ils aspirent à revenir au passé pour récupérer les valeurs de la nation authentique. Pourtant, au même temps, ils cherchent à transformer l'histoire pour continuer dans un processus évolutif. Ceci rappelle l'esprit de l'histoire au sens hégélien ou marxiste.

L'écrivain roumain Mircea Eliade évoque cette idée du retour éternel qui est présente chez les populistes équatoriens qui préconisent constamment la nécessité de récupérer l'essence de la nation attrapé dans le passé. Selon Eliade « les mythes primitifs parlent souvent de la naissance, de l'activité et de la disparition d'un dieu ou d'un héros dont les gestes –libérateurs- vont se répéter infiniment. » (Eliade 1994). Autrement dit, pour le populisme il faut revenir en arrière, mais il est nécessaire aussi d'avancer dans un processus évolutif. Dans cette apparente contradiction, s'inscrit l'idée du retour éternel qui a marqué le populisme équatorien.

Dans le discours de José María Velasco Ibarra on trouve le manichéisme, caractéristique qui est présent dans les déclarations d'Abdala Bucaram sur ses ennemis politiques. Il comparait Rodrigo Borja, au « diable » et, à propos de León Febres Cordero, il disait avoir des « testicules plus grandes que lui ». En ce qui concerne l'oligarchie, Abdala Bucaram assurait qu'elle « qu'elle est amorphe, insensible, et qu'elle représente un système exploiteur et anti-chrétien » (De la Torre, *Populism and democracy: Political discourses and cultures in contemporary Ecuador* 1997, 16)

D'ailleurs, Bucaram faisait appel à la notion de race pour provoquer un clivage dont il a pu tirer profit. En fait, le leader équatorien parlait des blancs comme de l'élite du pays. Cette pratique de l'évocation de la race pour créer des divisions dans la société était une pratique assez reconnue dans les dernières années en Amérique latine (Vargas Llosa 2006).

De plus en plus, l'ethnie et la race deviennent des sujets qui font partie du discours des hommes politiques. Dans les années 90, le débat a été spécialement évoqué à propos des 400 ans de la « découverte » des Amériques. En 1992, en Équateur a eu lieu « el *levantamiento* » des indiens contre l'establishment, situation qui a été capitalisée par Abdala Bucaram en stigmatisant l'élite des blancs.

Des déclarations d'Abdala Bucaram, nous pouvons reconnaître les caractéristiques suivantes qui façonnent son style populiste²⁷ :

- Le messianisme
- Le manichéisme
- La virilité
- Le racisme
- La culture/conscience de classe socio-économique

A partir de ce discours, et du lien direct qu'il a créé avec ses militants, Abdala Bucaram se considérait comme l'incarnation de la volonté nationale, et parlait de lui-même comme s'il était le *peuple*. Voici un discours où il explique d'une manière informelle comment voter :

²⁷ Ces caractéristiques faisaient de lui un populiste. Mais sa promotion du capitalisme, du libre marché et du libéralisme économique mettront en évidence son caractère néopopuliste.

Le 7 juillet quand tu ailles pour voter, tu fais la queue, tu fais gaffe autour de toi pour confirmer qu'il n'ait pas de social-chrétiens qui veulent voler ton portefeuille. Après, tu prends ta carte d'identité. Tu t'appelles Juan Quishpe, alors tu signes, tu mets ton nom, prends le bulletin de vote et quand tu verras le nom de [Jaime] Nebot tu penses « mon Dieu, c'est le Diable » et lorsque tu repères le nom d'Abdala soigneusement et avec discrétion -il faut conserver la modestie même dans la victoire - tu prends ton stylo, regardes la liste 10, et *Tuc* !!! d'un seul coup. Tous ensemble je veux vous entendre, tout le monde fera *Tuc* » avec le stylo. Au compte de trois : un, deux, trois. C'est à vous de le crier avec moi, d'un seul coup ! je vous appartiens ! (Acosta 1996, 7) ²⁸.

Est-il possible qu'un homme puisse incarner la nation, la volonté populaire ou le peuple ? Dans une démocratie consolidée où l'État de droit est en vigueur, cela n'est pas possible. Pourtant, dans certains régimes où l'État n'est pas encore affirmé, il est facile pour un dirigeant de se présenter comme le gardien de la patrie, le messie ou comme la personnification de la volonté populaire.

Le Président Abdalá Bucaram aspirait à incarner le peuple –les exclus-. Pour renforcer cette dernière idée, qu'il était issu du peuple, et il a insisté sur son extraction sociale et sur le fait qu'il était le fils de migrants libanais. Selon le dirigeant, il aurait pu devenir avocat ou homme d'affaires, mais il disait avoir préféré d'engager la lutte politique au nom des plus pauvres du pays. Il a synthétisé son parcours –fortement marqué et conditionné par les sacrifices- dans son livre.

Dans ce document, le leader a aussi tenté de se présenter comme un martyr du peuple équatorien. Comme l'avait constaté la professeure Diana Quatrocchi-Woisson, l'idéal de plusieurs leaders populistes est de devenir martyrs avec une fin tragique, il annonçait lui-même : « je sais que j'aurai une mort tragique ». Bucaram s'est appuyé sur cette idée du

²⁸ Traduction libre de l'auteur. Dans le texte en espagnol apparaît ainsi: El 7 de julio cuando vayas a votar te paras en la cola, miras que no haya socialcristianos que quieran chorear [robar] la cartera, sacas la cédula. Tu nombre es Juan Quishpe, firmas, pones tu nombre, coges la papeleta cuando ves a Nebot dices 'no Dios mío, Satanás' y cuando ves a Abdalá, con cariño, suave, suavcito, no hagamos lámpara, hay que ser humildes y sencillos en el triunfo, verdad, coges la pluma, miras la 10, que sea la 10, *tuc*! Un solo toque. A ver si lo escuchamos, todo el mundo hace *tuc* la pluma. Cuando yo diga: un, dos, tres, ustedes hacen conmigo *tuc* un solo toque! yo soy ustedes!

« destin tragique » pour devenir un président autoritaire. L'opposition n'avait même pas le droit d'exister, et les opposants ou ceux qui critiquaient son gouvernement étaient considérés comme des ennemis de la nation. Cette sorte d'autoritarisme moral s'est imposé graduellement au détriment de l'État de droit.

On retrouve l'inclusion comme un idéal qui justifie l'appel à l'autoritarisme. Autrement dit, les populistes ont tendance à mettre sur place des mesures autoritaires, dans la mesure qu'ils protègent les « exclus ». Par conséquent, l'autoritarisme donne l'illusion de faciliter la participation. En Amérique latine cette lutte entre les *exclus* et les *inclus* a été déterminante, et a une dimension à la fois culturelle et symbolique pour Alain Touraine. Pour Bucaram les puissants étaient *efféminés, corrompus et immoraux*, tandis que les exclus représentaient l'essence de la véritable nation équatorienne.

De même que les Présidents Carlos Saúl Menem et Alberto Fujimori, Abdala Bucaram a parlé au nom des plus pauvres et a prôné une lutte contre la pauvreté, mais sans spécifier comment il allait y parvenir.

Une fois au pouvoir, en suivant les mêmes exemples de ses homologues Argentin et Péruvien, il n'a pas caché son acceptation du capitalisme, du libre marché et du libéralisme économique. Selon le Président Bucaram, il était nécessaire d'établir « un vrai capitalisme » afin qu'il y ait une concurrence entre les entreprises et pour éviter les monopoles ou les oligopoles qui concentraient la richesse. Le leader insistait aussi sur le fait que la plupart des équatoriens étaient des artisans, des agriculteurs ou des petits entrepreneurs, et que le plus souhaitable pour eux, était la possibilité d'avoir leur propre entreprise. Par la suite, Bucaram affirmait qu'il ne mettait pas en question les politiques néo-libérales. De plus, il voulait que les petits entrepreneurs puissent tirer profit des avantages de la globalisation et de l'ouverture des marchés. Cette orientation a confirmé le caractère néo-populiste d'Abdalá Bucaram, selon la définition prise du politologue étasunien Kenneth Roberts. Pour la mise en place de ce néolibéralisme, il a tiré profit de la mondialisation.

Abdalá Bucaram a réussi à remporter des élections en se présentant comme l'incarnation de la nation et du vrai peuple. Bien que son mandat ait très peu duré, il est devenu un objet d'étude obligé pour comprendre l'essor du populisme et bien évidemment de la démagogie.

c. La crise de la démocratie et le risque de la rupture

La première manifestation d'une démocratie par délégation a été la désinstitutionnalisation et la promotion hyper-médiatique du Président. Voici comme Alberto Acosta a décrit le phénomène durant le mandat de Bucaram quelques mois après son élection :

Depuis le 10 août 1996 la folie s'est installée au pouvoir. Le rythme est figé par Bucaram. Comme s'il était encore dans sa campagne électorale, il s'est caractérisé par l'informalité sans tenir compte des critiques. Sa dynamique politique indiquait une relation directe –dé institutionnalisée –entre le Président et le peuple. Bucaram a conservé sa rhétorique et son style de mobilisation populiste. En effet, ses images font le tour du monde et elles retournent en Équateur. Cela grâce au fait que les actuaciones polémiques de Bucaram attirent l'attention du monde. On habite dans un populisme télévisé, typique de la conception de la politique en tant que spectacle [...] (Acosta 1996 , 9)

Selon le politologue Guillermo O'Donnell, après la troisième vague de démocratisation, il est difficile d'étudier la consolidation démocratique dans ces jeunes régimes. Dans le cas des pays de l'Europe centrale et de l'est, ils ont atteint la consolidation ou, du moins, il est possible d'observer leur désir de le faire. En Amérique latine il est plus difficile d'observer une telle volonté, car les dirigeants se sont éloignés de l'État de droit afin d'encourager la participation. Cette tentative met en évidence une contradiction toujours présente dans la politique de la région. Il s'agit de régimes qui revendiquent une véritable démocratisation, mais au bout de comptes, ils finissent par la dégrader.

Cela suppose que, depuis l'établissement de la démocratie, les pays ont fait face aux diverses menaces contre l'État de droit. Pour Guillermo O'Donnell, ce type de situation révèle l'émergence d'une *démocratie par delegation*, concept utile pour comprendre la période consécutive à l'établissement démocratique dans les jeunes régimes. Pour l'auteur, les facteurs historiques et socio-économiques sont importants pour définir le type de démocratie qui a surgi après l'installation du régime. Cela est encore plus déterminant que la

transition d'un régime non démocratique vers une démocratie. Traditionnellement, les études se sont concentrées sur la période de la transition.

Selon Robert Dahl la démocratie/polyarchie doit remplir les conditions suivantes (R. Dahl, *Democracy and its critics* Yale 1989 , 233) :

- Un contrôle sur les décisions exercées par mandat constitutionnel par des hommes politiques élus.
- Les représentants sont élus et destitués à travers des élections libres.
- Tous les citoyens adultes ont le droit de voter.
- Presque tous les citoyens adultes ont le droit de se présenter aux élections.
- Les citoyens doivent avoir le droit d'expression, ce qui implique la possibilité de critiquer le gouvernement, la politique dominante, le système économique et social ainsi que l'idéologie au pouvoir.
- Les citoyens doivent avoir le droit à l'information dans des médias qui ne soient pas monopolisés par l'État ou par un groupe particulier.
- Les citoyens doivent disposer du droit de constituer des organisations telles que des partis politiques ou groupes de pression pour avoir une incidence sur la politique.

Selon les critères de la polyarchie de Robert Dahl à la fin des années 90, l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, la Corée du Sud, l'Équateur, le Pérou, les Philippines, et quelques pays de l'Europe centrale et de l'Est, étaient toutes des démocraties. Pourtant, ces pays ont eu des crises et de ruptures qui ont mis en question le caractère démocratique décrit par O'Donnell.

Idéalement, après la transition vers la démocratie, les systèmes doivent remplir ces conditions. Par conséquent il est naturel de se demander si l'Équateur après l'installation de la démocratie en 1979 est devenu une polyarchie. Désormais, les processus démocratiques ont sans doute été respectés, les élections ont eu lieu de 1979 jusqu'à 1996 de façon ininterrompue. Pourtant, la crise de représentation a fortement affaibli la légitimité du régime.

Une fois la transition entre l'autoritarisme/totalitarisme/dictature et la démocratie achevée, il doit surgir une transition entre les élections formelles (démocratie électorale) et

la démocratie institutionnalisée et consolidée. Il faut savoir qu'il n'y a aucune certitude que cette seconde transition soit achevée.

Dans ce contexte, les institutions ont un rôle déterminant à jouer. Selon Guillermo O'Donnell, dans une démocratie les institutions les plus importantes sont le Congrès, l'appareil judiciaire, et les partis politiques, car ils constituent le réseau constitutionnel de la polyarchie. Ainsi les institutions sont la clé car elles jouent un rôle de médiation entre les facteurs structurels tels que le système, les institutions et le régime, et les facteurs agentiels, c'est-à-dire les individus ainsi que les groupes divers qui font partie de la société et qui forment au bout du compte son identité. Cet ensemble d'institutions ont fonctionné autrement en Équateur.

Au-delà des institutions, la relation entre le populisme et la démocratisation en Équateur révèle des paradoxes qui mettent en évidence la difficulté d'analyse de la politique latino-américaine et andine selon l'optique libérale qui a orienté les démocraties en Amérique du Nord et en Europe. Dans le cas européen par exemple, les jeunes démocraties ont expérimenté des progrès une fois le régime installé après la chute de l'Union Soviétique.

Toutefois, pour le cas de pays comme l'Équateur, après des progrès dans la consolidation démocratique, l'État s'est vu plongé dans une crise politique sans précédents avec de ruptures présidentielles.

De toute manière on a repère dans le fait qu'entre 1976 et 1996, le pays a avancé dans la consolidation démocratique, par rapport au nombre de candidats qui a augmenté depuis 1978 : 6 cette année-là, 9 en 1984, 10 en 1988 et 12 en 1992.

D'autre part, et après avoir vu les deux gouvernements les plus emblématiques du populisme en Équateur, des questions surgissent. Premièrement : est-il possible d'affirmer que les mandats de Velasco Ibarra ont favorisé la démocratie dans la culture politique des Équatoriens ? De fait, la contribution de Velasco Ibarra au processus de démocratisation reste principalement la promotion de la participation politique aux élections. On ne peut pas affirmer que Velasco ait établi la démocratie, mais il faut reconnaître qu'il a promu la participation politique des couches populaires jadis largement exclues.

Deuxièmement, serait-il possible d'appliquer en Équateur une démocratie formelle et institutionnelle, ou sera-t-il nécessaire d'installer un autre type de régime démocratique, voire une démocratie directe ? Ces dernières années, une démocratie basée exclusivement sur des

mécanismes formels a été fréquemment contestée par la population équatorienne. Ce pays était le plus instable de la région Andine, vu ses changements constitutionnels, ses crises politiques et la finalisation soudaine des mandats présidentiels.

Par rapport aux changements constitutionnels, voici les principaux depuis la séparation de la *Gran Colombia* en 1830.

Tableau 1. Les constitutions de l'Equateur (Ayala Mora, Resumen de historia del Ecuador 2000 , 143)

Lieu	Date d'expédition
Riobamba	23 septembre 1830
Ambato	13 août 1835
Quito	1 avril 1843
Cuenca	8 décembre 1845
Quito	27 février 1851
Guayaquil	6 septembre 1852
Quito	10 avril 1861
Quito	11 août 1869 ²⁹
Ambato	6 avril 1878
Quito	13 février 1884
Quito	14 janvier 1897 ³⁰
Quito	22 décembre 1906
Quito	26 mars 1929
Quito	2 décembre 1938 ³¹
Quito	6 mars 1945
Quito	31 décembre 1946
Quito	25 mai 1967
	16 février 1978 ³²
Riobamba	5 juin 1998 ³³
Montecristi	28 septembre 2008

Il faut aussi rappeler qu'entre 1996 et 2013 aucun président élu n'a pu mener à fin son mandat. Voici les changements de gouvernement :

²⁹ Approuvé par une Assemblée constituante et après par un plébiscite

³⁰ L'Assemblée constituante a été installée à Guayaquil mais après elle s'est établie au Quito.

³¹ Elle a été approuvée mais elle n'est jamais entrée en vigueur car un coup d'État a eu lieu.

³² Elle a été approuvée par un plébiscite organisé par la dictature militaire. Elle est entrée en vigueur le 10 août 1979.

³³ L'Assemblée est entrée en session à Ambato, Quito, San Golquí, et Riobamba.

Tableau 2. Changements de gouvernement en Équateur depuis 1996

Période	Président	
1996 - 1997	Abdalá Bucaram Ortíz	Destitué pour incapacité mentale, sur décision du Congrès.
1997	Rosalía Artega Serrano	Elle a remplacée par Abdala Bucaram en tant que Vice-présidente, pourtant elle était considérée comme illégitime, car représentante du bucaranisme.
1997-1998	Fabían Alarcón Rivera	Il a été nommé comme Président intérimaire jusqu'aux élections.
1998-2000	Jamil Mahuad Witt	Il a été élu au suffrage universel, pourtant il a dû démissionner à cause des manifestations contre son gouvernement. Pendant ce temps, le pays a fait face à la pire crise économique de son histoire.
2000	<i>Junta de Salvación Nacional</i> intégrée par: Antonio Vargas, le Général Carlos Mendoza et le magistrat Carlos Solórzano.	
2000-2003	Gustavo Noboa Bejarano	Après des négociations, le Vice-président a été désigné comme chef d'État jusqu'aux élections de 2003.
2003-2005	Lucio Gutiérrez Borbua	Il a été élu, mais en 2003 après une réforme polémique du corps judiciaire, il a été destitué par la Congrès.
2005-2006	Alfredo Palacio	Ancien ministre de l'économie de Gutiérrez, il a été désigné par le Congrès jusqu'aux élections de 2005.
2006-2017	Rafael Correa	
2017-	Lenín Moreno	

Il est indispensable de s'interroger sur les effets des crises sur le régime démocratique. Le concept de rupture démocratique – *democratic breakdown*- développé par le politologue

Juan Linz est alors un recours nécessaire (Linz, *The breakdown of democratic regimes* 1978). Selon lui, une fois la démocratie établie, des problèmes tels que les possibilités de l'opposition pour défier le régime, la décadence de la conviction démocratique dans les partis politiques, la perte d'efficacité (spécialement vis-à-vis de la violence) et de légitimité ont pour conséquence la polarisation et parfois l'appel à la violence. Dans quelques secteurs, cette violence est légitimée, ce qui mine fortement la démocratie.

En réponse, les leaders tentent de rétablir l'ordre afin de résoudre la crise. Néanmoins, ils ne s'attaquent pas aux problèmes structurels, mais au contraire, essaient de renforcer le rôle de l'exécutif par (Linz, *The breakdown of democratic regimes* 1978, 175) :

- La mise en place d'une réforme constitutionnelle
- L'obtention des pouvoirs spéciaux pour le gouvernement (État d'urgence)
- La suspension des activités du Congrès
- L'intervention de la gestion des gouvernements locaux
- Le changement des cadres militaires.

À partir de 1996, l'Équateur s'est vu plongé dans une crise profonde avec des changements radicaux de ses présidents. Cela révèle-t-il une rupture démocratique ? Normalement, la rupture a été vue comme l'arrivée au pouvoir des militaires au détriment de civils. Pour Juan Linz, l'exemple typique de rupture a été le coup d'État de Marcos Pérez Jiménez au Venezuela en 1948 et celui de Gustavo Rojas Pinilla en Colombie en 1953. Dans le texte « *The breakdown of democratic regimes* » (Linz, *The breakdown of democratic regimes* 1978), il évoque les études du professeur de Michigan Daniel Levine sur le Venezuela et celles du professeur de l'American University Alexander Wilde sur la Colombie. Selon eux, après les Pactes de 1958 et 1957 respectivement, les deux nations andines ont forgé des institutions démocratiques.

Pourtant, cette définition de rupture démocratique est anachronique à l'heure actuelle pour deux raisons. Tout d'abord, la stabilité n'est pas synonyme de démocratie. En fait, tant le Venezuela (1958-1992) que la Colombie (1957-1974) n'étaient pas des exemples de démocraties consolidées malgré la stabilité que leurs régimes démontraient. Dans les deux cas, le *Pacto de Punto Fijo* et le *Frente Nacional*, représentent des accords élitistes, élaborés

dans le but de limiter de façon illégitime l'entrée dans la compétition électorale des partis politiques alternatifs.

De la même manière, l'idée n'est plus juste car, au cours des dernières années, la principale menace contre la démocratie en Amérique latine n'a été pas forcément l'éventualité d'un coup d'État militaire. En effet, les militaires ont renoncé à la possibilité de prendre le pouvoir par la force au nom des valeurs démocratiques.

Dans la plupart des cas, les militaires ou les civils ayant tenté des coups d'État l'ont fait au nom de la démocratie. En Equateur, depuis l'établissement de la démocratie les militaires se sont affirmés comme les arbitres de la vie politique, ce qui leur a donné la possibilité de s'immiscer dans la politique afin de sauvegarder la démocratie.

Depuis les années 80, les menaces contre la démocratie sont plus subtiles et difficiles à identifier et classer dans une seule catégorie.

Pouvons-nous dire que la démocratie est moins consolidée en Équateur par le fait que des ruptures dans les mandats présidentiels se soient produites ? La réponse à cette question n'est pas simple, car dans les chutes d'Abdalá Bucaram, Jamil Mahuad et Lucio Gutiérrez, la mobilisation et la participation du peuple ont été importantes, ce qui nous ramène à la relation complexe entre stabilité et démocratie. En effet, en Équateur, nous ne pouvons pas forcément dire que la démocratie n'est pas consolidée à la suite des changements de gouvernements. Il faut prendre en considération la participation croissante des secteurs de la population qui étaient auparavant écartés de la vie politique.

Compte tenu de la complexité de ces questions, il est nécessaire de mieux aborder les mécanismes de consolidation démocratique dans les jeunes régimes. Malgré que participation soit essentielle dans la consolidation démocratique, si elle est encouragée par le populisme, il existe la tendance à la considérer comme une manifestation d'autoritarisme.

CHAPITRE 3. La consolidation démocratique en tant que problématique

La consolidation démocratique comme sujet d'étude a surgi après l'établissement de la démocratie dans le contexte de la troisième vague. Selon le politologue Guillermo O'Donnell, l'un des premiers analystes du phénomène, traditionnellement, la démocratie s'installait dans le nord-ouest du monde. Pourtant, dans les années 80 et 90, plusieurs pays en dehors de cette zone ont instauré la démocratie. Néanmoins, leurs régimes sont restés suspendus dans une sorte de zone grise. Ce phénomène a déclenché une littérature abondante qui tente d'expliquer les causes de cette absence de consolidation.

Selon O'Donnell:

Les démocraties étaient une minorité, et elles étaient surtout placées dans le Nord-Ouest du monde. Néanmoins, dans les deux décennies passées, plusieurs pays se sont débarrassés des régimes autoritaires. Il y a des énormes différences parmi ces pays. Certains ont repris de nouvelles pratiques autoritaires (même s'ils convoquent des élections), tandis que d'autres ont nettement consolidé la démocratie. Pourtant, on trouve de régimes dans une zone grise ; ils rassemblent les démocraties anciennes, mais ils manquent de caractéristiques fondamentales. La prolifération d'études à ce sujet, indique que ces démocraties « inachevées » n'ont réussi à se consolider ni s'institutionnaliser. (O'Donnell, *Illusions about consolidation* 1996, 34).

Voici le début de la problématique : cette zone grise qui a inspiré les études sur les jeunes démocraties, mais qui reste un sujet en construction dans la science politique. Il est nécessaire d'utiliser des concepts qui rendent compte du fonctionnement de la démocratie. Il est important de comprendre dans cette problématique, qu'aujourd'hui, il n'est pas question de déterminer ou de classer les régimes selon leur nature démocratique ou autoritaire. Autrement dit, la question actuelle à propos de la démocratisation de la troisième vague reste le fonctionnement, mais plus exclusivement la nature des régimes. De ce fait, on explore la polyarchie comme un point de départ pour l'étude de la consolidation démocratique.

Section 1. La démocratie et les régimes non démocratiques

a. Stabilité et consolidation démocratique, un lien complexe et ambigu

La polyarchie est souvent abordée comme un concept utile pour savoir si le régime est démocratique. Guillermo O'Donnell, qui s'appuie sur le concept et a essayé de le compléter avec trois éléments qui sont absents dans la définition pionnière du politologue Robert Dahl (O'Donnell, *Illusions about consolidation* 1996, 35).

Premièrement, le fait que des autorités soient élues n'implique pas qu'un régime soit démocratique. Bien que les Présidents péruvien Alberto Fujimori et guatémaltèque Jorge Serrano Elías aient été démocratiquement élus, ils n'ont pas respecté l'État de droit pendant leurs mandats. La premier a dissous le Congrès en 1992, et le dernier a destitué les magistrats des hauts tribunaux. Deuxièmement, les polyarchies ne doivent pas faire face aux limitations dues à l'ingérence d'acteurs non-élus, spécialement les Forces Armées. Et O'Donnell évoque l'attente générale dans la population de la mise en place d'élections dans l'avenir, comme un élément déterminant pour considérer un régime comme une polyarchie.

Le principal problème soulevé par la réflexion de Guillermo O'Donnell est de confondre polyarchie et stabilité démocratique. Il peut exister des régimes stables mais qui ne sont pas forcément en cours de consolider la démocratie. C'est le cas des démocraties pactées comme La Colombie et le Venezuela. Il faut souligner que ce type de démocraties devient un sujet intéressant dans la consolidation démocratique, car il donne l'illusion des régimes consolidés. Selon la définition du professeur Philippe Schmitter et de Guillermo O'Donnell, il s'agit d'un « un accord explicite entre les acteurs d'un groupe qui tente de définir (ou redéfinir plutôt) les règles pour l'exercice du pouvoir sur la base du maintien des intérêts de ceux qui font partie de la négociation. Cet accord n'est pas toujours expliqué ou justifié publiquement. » (O'Donnell, *Transitions, continuities, and paradoxes* 1992, 36)

En ce qui concerne la Colombie et le Venezuela, les pactes qui ont établi la démocratie avaient une vocation d'exclusion. De ce fait, les contradictions de ces régimes sont devenues flagrantes dans les années 90. Rappelons que le *Frente Nacional*, pacte pour installer la démocratie entre les deux grands partis politiques en Colombie en 1957, a exclu toute possibilité d'émergence de mouvements alternatifs. Le paroxysme de cette situation s'est présenté lors des élections de 1970 fortement contestées par l'Alliance Nationale Populaire –ANAPO– et remportées par le parti Conservateur. La victoire du candidat conservateur

Misael Pastrana Borrero fut contestée et l'ANAPO a dénoncé une fraude. Pastrana a remporté l'élection par une marge d'environ 65 000 votes (Fernández Gómez 1997).

Au Venezuela, les contradictions de l'accord connu comme le Pacte de *Puntofijo*³⁴ n'ont pas été moins évidentes. Le Pacte signé entre les deux grands partis, l'Action Démocratique et le COPEI³⁵, a exclu le Parti Communiste Vénézuélien et l'Union Républicaine Démocratique. Les communistes ont affirmé avoir été exclus, et jamais invités aux négociations sur la démocratie. Les intégrants du Pacte de *Puntofijo* ont considéré qu'il était impossible qu'un mouvement politique inscrit dans l'idéologie soviétique puisse participer à une démocratie représentative, au motif que les pays alliés aux Soviétiques avaient un système de parti unique, sans liberté de presse et sans libertés civiles et économiques. De manière directe, Romulo Betancourt a affirmé qu'il n'était pas disposé à faire alliance avec les communistes (Arraíz Lucca 2007, 162).

Dans les années 80, les contradictions du régime *puntofijista* ont surgi. La période des crises vénézuéliennes a commencé le 18 février 1983, connue sous le nom de Vendredi Noir. Ce jour-là, la monnaie s'est dépréciée, ce qui a entraîné récession économique et inflation (Oliveros 1999)³⁶. Après le 27 février 1989, une révolte populaire sanglante s'est déclenchée en réaction contre un ajustement structurel qui visait réduire le déficit fiscal a provoqué l'augmentation des prix, et une pénurie (*El Caracazo*).

³⁴ Le Pacte cherchait à assurer la stabilité du système politique vénézuélien, en raison des menaces des militaires pour empêcher les élections démocratiques. En effet, après le coup d'Etat contre Marcos Perez Jimenes le 23 janvier 1958, on a pu constater deux tentatives pour établir une dictature militaire (Jesus Maria Castro Leon, José Eloy Mendoza et Juan de Dios Moncada Vidal). Les principaux partis politiques ont signé par conséquent un accord nommé le Pacte de *Puntofijo*. Romulo Betancourt, qui était en exil à New York, a donc proposé l'idée à ses adversaires, le 31 octobre 1958. L'AD, la COPEI et l'URD ont signé l'arrangement qui excluait le *Partido Comunista Venezolano* (PCV). Le Pacte se fondait sur trois principes : Les partis s'engageaient à défendre la constitution et à respecter les résultats des élections ; ceux qui restaient dans l'opposition ne pouvaient pas utiliser la force. Il y aurait un gouvernement de coalition et d'unité nationale. Et les trois partis présenteraient aux électeurs des programmes différents avec des principes basiques en commun. Pourtant, l'URD a quitté le pacte et de ce fait l'AD et la COPEI ont contrôlé le gouvernement jusqu'en 1993. Pour mieux comprendre la crise du système *puntofijista* lire: Crisp. Brian et Levine. Daniel *Democratizing the democracy? Crisis and reform in Venezuela* en Journal of Interamerican Studies and World Affairs Vol. 40 No. 2 (été 1998) pp. 27 – 61

³⁵ Comité Electoral de Participación Política Electoral Independiente

³⁶ Le 18 février a marqué la fin d'une période caractérisée par sa stabilité en termes d'inflation et de taux de change. Ce jour-là apparaît en même temps comme le début d'une époque qui se distingue par une inflation excessive et une récession économique. La chute des prix du pétrole a entraîné une diminution des exportations de l'or noir de 30% (de 19,3 milliards de dollars en 1981 à 13,5 milliards en 1983). A cela s'ajoute la crise de la dette extérieure de l'Amérique latine, qui a provoqué une fuite de capitaux d'un montant de 8,000 millions de dollars. Cette crise a donné lieu à la dépréciation du bolivar.

De la même manière, vers la fin des années 80 et le début des années 90, on a pu noter une augmentation importante de l'abstention. Entre 1973 et 1978, elle était de 12%, mais en 1993 elle a atteint 50% sur une population de 12 millions (Brian y Levine 1998, 33). Dans les années 1990, le système était très impopulaire et les partis n'ont pas pu bénéficier de la même popularité que dans le passé. La confiance de la population se portait surtout sur les associations de voisinage, suivies des Forces armées, et de l'Eglise. Les partis politiques et la police apparaissent comme les institutions inspirant le moins de confiance (Brian y Levine 1998, 33).

L'émergence de partis alternatifs a été aussi une des manifestations du mécontentement avec le bipartisme AD-COPEI. Cela a eu lieu avec la naissance de *La Causa Radical* d'Andrés Vasquez et du *Movimiento hacia el Socialismo* de Teodoro Petkoff. Ensuite, les crises économiques de 1983 et 1989 ont dévoilé les faiblesses du système extrêmement dépendant de la manne pétrolière. En 1989, le pays a entrepris une série de réformes visant à démocratiser le régime. Par la suite, l'élection directe d'autorités locales a été accordée, ainsi que la façon d'élire une partie du Congrès qui est passé d'un mécanisme de listes fermées aux listes ouvertes. Les efforts du Président Carlos Andrés Pérez pour réformer le système n'ont pas été suffisants, puisque des scandales de corruption ont provoqué sa destitution, précédée par deux tentatives de coups d'Etat (en février et en novembre 1992 dirigées par de jeunes officiers, dont Hugo Chávez).

Voyant les démocraties de pacte en Colombie et au Venezuela, on peut tirer deux conclusions. Ces accords ne sont pas représentatifs mais au contraire, ils traduisent que la volonté des élites. Dans la mesure où une partie de la société est exclue de l'accord, on ne peut pas le considérer comme un établissement démocratique légitime. Ensuite, on peut différencier un régime stable d'un démocratique. L'absence de crises présidentielles et les élections ininterrompues, ne constituent pas nécessairement des manifestations de démocratisation.

Il est nécessaire d'examiner si le régime démocratique se maintient, se consolide et perdure. Il est inutile de classifier les systèmes, cela veut dire que la question n'est plus que les régimes soient démocratiques, mais qu'ils perdurent. La polyarchie est un terme intéressant comme point de départ de cette problématique.

Celle-ci oblige à l'existence des institutions électorales (des autorités élues, des élections libres, le suffrage universel et le droit de se présenter aux élections) pour considérer une démocratie comme telle. Pourtant, le fonctionnement des institutions doit être évalué selon le contexte et la culture politique de chaque pays.

Dans ce débat, Guillermo O'Donnell introduit les notions *particularisme* et *universalisme*, toujours en sachant qu'il faut un juste milieu entre les deux au moment d'analyser la démocratisation. Il n'est pas possible d'observer un régime à partir de généralisations qui ne tiennent pas compte des circonstances politiques de chaque nation (particularismes). De même, dans l'étude sur la démocratisation, il est nécessaire de prendre du recul quant au contexte de chaque pays. Cela veut dire qu'il faut travailler avec des concepts qui décrivent la démocratisation dans un sens général, en observant toujours les nuances de chaque régime. C'est précisément dans ces particularismes que l'on peut trouver les causes de l'absence de la consolidation démocratique (à la fin de cette première partie on a dédié un chapitre à l'analyse de la démocratie en tant qu'universelle ou particulière selon l'oeuvre du sinologue français François Jullien à cet égard).

Malgré le fait qu'O'Donnell porte un regard critique sur l'usage exclusif des particularismes pour analyser la démocratisation, il reconnaît l'importance de la culture politique dans l'étude du phénomène (O'Donnell, *Illusions about consolidation* 1996, 31), de ce fait, on l'analysera comme un facteur clé dans notre cas d'étude.

Vu l'importance de la culture, Guillermo O'Donnell critique les analyses sur la consolidation en Amérique latine qui identifient l'absence d'institutions comme une cause de la faiblesse démocratique. En revanche, il affirme que le concept d'institutionnalisation est imprécis. Certes, dans le continent, il existe deux institutions enracinées dans la culture politique qui ont perduré : les élections et le clientélisme. La première a sans doute renforcé la démocratie, mais la deuxième en a porté atteinte.

On pourrait dire que cette manifestation d'institutionnalisation caractéristique de l'Amérique latine est l'un des particularismes qu'on vient de décrire. Pourtant, il y a une contradiction entre ces institutions qui devaient approfondir la démocratie, car les élections et le clientélisme ont déclenché les *démocraties délégataires*³⁷ au fur et à mesure que les dirigeants ont eu besoin de se légitimer au travers des élections. Comme on l'avait déjà

³⁷ Parfois traduit de l'anglais par « démocraties par délégation ».

remarqué avec un régime *par délégation*, le contrôle citoyen sur la politique devient faible et le clientélisme comme pratique annule toute possibilité pour que le système de *checks and balances* puisse fonctionner. De ce fait, cette institutionnalisation particulière qu'a vécue l'Amérique latine a doublement affaibli la démocratie : par l'augmentation des probabilités de régressions autoritaires, et par la présence de politiques en faveur de puissants groupes économiques ou politiques (O'Donnell, *Illusions about consolidation* 1996, 44).

Le problème avec les institutions, spécialement dans les démocraties pactées, est qu'elles peuvent révéler un accord entre ses élites. Certainement, les institutions peuvent servir de moyen pour exclure certains secteurs d'une société. Cela a été le cas des démocraties pactées qu'on a évoqué en Colombie et au Venezuela.

b. Le passé autoritaire comme point de départ pour la démocratisation

Guillermo O'Donnell met en évidence une caractéristique commune aux démocraties libérales en Amérique latine au-delà des particularismes : l'idée qui s'est imposée de « *plus jamais* » par rapport au passé autoritaire. Dans la plupart des cas, la démocratie a été rétablie comme un pacte afin de surmonter le passé.

Mais, on peut contredire cette idée, et met en valeur qu'il s'agit plutôt d'un pacte pour s'en souvenir, tel comme l'écrivain espagnol Javier Cercas l'a suggéré. Dans son essai sur la transition espagnole « Anatomie d'un instant » l'auteur qui s'est dédié au sujet de la mémoire dans le contexte de la démocratie, affirme que :

Une idée reçue de l'historiographie suggère que le changement de la dictature à la démocratie en Espagne a été possible grâce à un pacte de l'oubli. C'est faux ; ou c'est qui est l'équivalent, une vérité fragmentée à compléter avec le cliché contraire : le changement de la dictature à la démocratie en Espagne a été possible par un pacte pour s'en souvenir. En général, la transition – la période historique qu'on évoque avec ce mot ambigu, car il suggère la fausse idée que la démocratie fut une conséquence inéluctable du franquisme, et non le produit d'une coïncidence aléatoire provoquée et improvisée par la décrépitude de la dictature- a été un pacte par lequel les vaincus de la guerre civile ont renoncé à se venger pour les faits qui avaient eu lieu pendant 43 ans de guerre et dictature, tandis que, en échange après 43 ans des vengeances des

vainqueurs sur les vaincus, les premiers acceptaient la création d'un régime politique incluant les uns et les autres, mais qui était identique au régime vaincu dans la guerre. Ce pacte n'entraîna pas d'oublier le passé : seulement le laisser à côté, le mépriser, le surmonter ; cela impliquait utiliser ce passé politiquement, mais ne pas l'oublier. (Cercas 2009, 108) ³⁸

Il est vrai que dans les démocraties pactées, l'idée est de prévenir l'arrivée au pouvoir des militaires comme a été le cas de la Colombie et le Venezuela. C'est très différent des « *dictablandas* », c'est-à-dire les dictatures militaires avec une vocation *progressiste*, en Équateur, et au Pérou. Ici les administrations militaires sont apparues comme les responsables d'un progrès socio-économique important.

Pour sa part, le Pérou avec le gouvernement militaire de Juan Velasco Alvarado (1967-1975) a vécu une transformation politique profonde à travers le « Plan Inca » qui visait une société plus égalitaire au niveau économique. Ce gouvernement a mis en place la réforme agraire, la nationalisation de l'industrie pétrolière (*International Petroleum Company*) et à la fin de son mandat, le général Velasco Ibarra a décrété la primauté de la propriété collective sur la propriété privée et a instauré la participation actionnaire d'ouvriers (Bamat 1983, 134).

Ainsi l'Équateur et le Pérou sont des cas exceptionnels car il n'y a pas eu de rupture avec le passé, et de ce fait, la démocratie n'a pas été perçue comme un idéal contraire aux régimes militaires.

Bien que nous reconnaissons une vocation progressiste chez ces régimes militaires, cela ne veut pas dire qu'il y ait une tradition de ce type dans tous les gouvernements militaires d'Amérique latine. La plupart arrivaient au pouvoir en se présentant comme de messies.

³⁸ Traduction libre de l'auteur. Dans le texte originel apparaît ainsi : Un cliché historiográfico afirma que el cambio de la dictadura a la democracia en España fue posible gracias a un pacto de olvido. Es mentira; o, lo que es lo mismo, es una verdad fragmentaria, que sólo empieza a completarse con el cliché opuesto: el cambio de la dictadura a la democracia en España fue posible gracias a un pacto de recuerdo. Hablando en general, la transición –el período histórico que conocemos con esa palabra equívoca, que sugiere la falsedad de que la democracia fue una consecuencia ineluctable del franquismo y no el fruto de una voluntariosa e improvisada concatenación de azares facilitada por la decrepitud de la dictadura- consistió en un pacto mediante el cual los vencidos de la guerra civil renunciaron a ajustar cuentas por lo ocurrido durante cuarenta y tres años de guerra y dictadura, mientras que, en contrapartida, tras cuarenta y tres años ajustándoles las cuentas a los vencidos los vencedores aceptaban la creación de un sistema político que acogiese a unos y a otros y que fuese en lo esencial idéntico al sistema derrotado en la guerra. Ese pacto no incluía olvidar el pasado: incluía aparcarlo, soslayarlo, darlo de lado; incluía renunciar a usarlo políticamente, pero no incluía olvidarlo.

Néanmoins, il y a eu deux types d'administrations militaires dans ce contexte. Les militaires qui ont été au pouvoir pour garantir la transition et ceux qui ont voulu y rester.

Afin de mieux saisir les différents types de gouvernements militaires et leur rôle dans la démocratisation, il est intéressant d'observer la classification du sociologue français Alain Rouquié. Selon lui on peut relever les quatre modèles suivants d'administrations militaires :

- a) Le modèle patrimonial des dictatures familiales, dont le projet socio-économique ne dépasse pas la prospérité privée et de l'enrichissement dynastique. Anastasio Somoza au Nicaragua, en témoigne jusqu'en 1979, de même que, plus discrètement, la dictature du général Alfredo Stroessner au Paraguay qui a gardé du profil bas.
- b) Les révolutions d'en haut et leur réformisme passif. Au Pérou, le gouvernement du général Juan Velasco Alvarado constitue la forme la plus classique et achevée, mais non la seule de cette réformisme.
- c) Les régimes bureaucratiques « développementalistes » dont l'objectif est de soustraire le développement accéléré et « associé » au capital étranger du débat politique et des pressions sociales. Ces exemples sont le Brésil après le coup d'État de 1964 contre le Président Joao Goulart, et l'Argentine entre 1966 et 1970.
- d) Des régimes terroristes et néo-libéraux. Ce dernier avatar du militarisme est représenté par les dictatures qui s'établissent à partir des années 70 en Uruguay, au Chili et en Argentine. Leur nouveauté tient à l'alliance d'une violence répressive inédite et du libéralisme économique le plus volontariste, sinon le plus orthodoxe. Leur ambition commune était de restructurer la société afin d'établir sinon un ordre contre-révolutionnaire permanent, pour le moins une vie politique et sociale sans risque pour le statu quo. (Rouquié 1998, 219)

Cette classification nous aide à mettre en évidence les différentes nuances qui ont marqué les régimes militaires. Certaines analyses prennent en considération les administrations militaires comme une sorte de bloc homogène. Pourtant, il est indispensable de rappeler ces différences, spécialement pour aborder l'étude de la démocratisation. À ce propos, nous insistons sur l'apparition de régimes atypiques en Équateur. Il est aussi

intéressant de rappeler l'importance de ces régimes, non seulement dans l'établissement de la démocratie, mais encore dans la consolidation ultérieure.

D'autre part, on peut se demander si ces pays comme l'Équateur et le Pérou, qui n'ont pas été soumis aux régimes militaires extrêmement répressifs, étaient plus favorables à la consolidation démocratique. Par rapport au deuxième, ce fut la thèse de la politologue de l'Université George Washington, Cynthia Mc Clintock, à la fin des années 80. Dans l'article « *The prospects for democratic consolidation in a least likely case: Peru* » paru dans la prestigieuse revue *Comparative Politics*, l'auteur assurait que, parmi les pays andins, le Pérou était le plus avancé dans la consolidation démocratique suite à ces raisons, qui, sont d'ailleurs, applicables à l'Équateur post-régimes militaires (McClintock 1989, 127):

- Entre 1980 et 1989, il y eut des élections ininterrompues, et le suffrage universel a été institutionnalisé ; Parallèlement, les partis politiques ont respecté les résultats des élections et les élections locales ont été aussi établies. – De même en Équateur, entre 1979 et 1996-.
- Les militaires avaient accepté la démocratie car un régime non démocratique pouvait justifier l'existence du Sentier Lumineux et du Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru.
- Contrairement aux militaires du Cône sud et du Brésil, ceux du Pérou étaient issus des couches populaires. De ce fait, ils avaient fait bénéficier les plus pauvres d'acquis sociaux historiques et cela rendait le système plus égalitaire.
- La réforme agraire avait diminué la possibilité d'une révolution armée, par manque de base sociale.
- Pendant le gouvernement du général Juan Velasco Alvarado, les pauvres et les classes moyennes ont développé une conscience politique relative à la nécessité de la démocratie.

La thèse de Mc Clintock pourtant n'a été jamais démontrée, car la démocratie a été mise entre parenthèses durant le gouvernement autoritaire d'Alberto Fujimori, comme on l'a décrit.

La relation avec le passé est l'un des aspects le plus complexes dans l'étude de la consolidation démocratique. En Équateur, l'absence d'un passé autoritaire militaire doit être considérée au moment d'analyser la transition à la démocratie et aussi parce qu'elle révèle

une ambiguïté par rapport au passé. Bien que le gouvernement de Rafael Correa ait tenté de rompre avec l'ordre établi –la participatie-, il a remis en valeur des éléments du passé, comme on le verra dans la deuxième partie de la thèse.

c. Les vagues de démocratisation. De la « transitologie » à la « consolidologie »

Lorsque le politologue Samuel Huntington a décrit la chute de la dictature du régime salazariste au Portugal, il a énoncé que « la mort de la dictature n'assurait pas la naissance de la démocratie » (Huntington, *The third wave. Democratization in the late twentieth century* 1996, 18) . C'est une idée assez pertinente pour décrire l'état des jeunes démocraties en Amérique latine.

Par ailleurs, Samuel Huntington a mis l'accent sur le fait qu'il faut distinguer la *démocratie* de la *démocratisation*. La première peut être définie de deux manières : par ses objectifs, ou son processus. Huntington a repris l'idée de l'autrichien Joseph Schumpeter, qui en 1942, a adopté une définition suivant le processus et non d'après les idéaux. Schumpeter a critiqué la définition classique de la démocratie comme « la volonté du peuple » et a proposé plutôt une méthode démocratique définie comme « l'accord institutionnel pour prendre des décisions politiques(Schumpeter 1942, 269). Dans cet accord, les individus exercent leur pouvoir à travers une compétition où le facteur décisif est le vote du peuple ». Ainsi, la démocratie se conçoit selon ses objectifs et ses idéaux, tandis que le régime démocratique doit être définie selon ses méthodes et ses institutions.

Le régime démocratique comporte deux phases, l'*installation* et la *consolidation*. La première peut être définie comme l'accord entre les principaux groupes politiques et représentatifs pour établir la démocratie à travers un acte qu'inaugure le système. Une élection, un accord national, ou la rédaction d'une nouvelle constitution peuvent être des exemples de ces rituels pour inaugurer la démocratie. Ces actions ont un poids symbolique très important, car elles deviennent le point de départ de la démocratisation.

Des exemples de cette installation dans la région sont les Pacte décrits en 1957 en Colombie, et en 1958 au Venezuela, la transmission du pouvoir des militaires aux civils en 1979 en Équateur, en 1980 au Pérou et en 1981 en Bolivie.

La consolidation, qui est au cœur de cette thèse, constitue la phase de la démocratisation la plus difficile d'observer. Comme on avait expliqué dans l'introduction,

au début Juan Linz l'avait décrite comme le seul cadre possible, et après des autres politologues ont consacrées des études à l'évaluer en profondeur. Malgré la différence conceptuelle entre installation et consolidation démocratique, dans la pratique elles s'entrecroisent. Dans la plupart de pays andins, les Présidents ont tenté une refondation de l'État, et de ce fait, on peut se demander si dans ces tentatives on a assisté à l'établissement de la démocratie ou à sa consolidation. Quelle est la date de l'installation de la démocratie en Colombie, 1957 avec le Pacte connu sous le *Frente Nacional* ou avec la rédaction de la Constitution de 1991 ? au Venezuela, le régime démocratique a été établi avec le Pacte de Puntofijo en 1958 ou avec la Constitution de 1999 impulsée par le Président Hugo Chavez ³⁹? Et plus important pour le but de cette thèse, en Équateur, l'installation a eu lieu en 1979 ou en 2008 avec la Constitution amorcée par Rafael Correa ?

Dans ces exemples, on voit que la frontière entre la fondation de la démocratie et sa consolidation n'est pas si claire dans les jeunes démocraties. Voici les définitions que nous proposons pour des concepts, parfois perçus comme de synonymes, mais qu'il faut distinguer :

- Démocratie : Le système de principes et de valeurs basé -selon la tradition anglaise, française et américaine- sur la séparation des pouvoirs et l'état de droit. L'essence de la démocratie moderne repose sur cette séparation et sur la primauté du droit, et pas forcément sur le pouvoir du peuple, qui reste un idéal.
- Démocratisation : La tentative pour transformer un régime non démocratique dans une démocratie libérale.
- Transition démocratique : La dernière phase d'un régime non démocratique et la première d'une démocratie libérale (ensuite on explorera les différents types de transitions d'après l'étude du politologue américain Edward Münck).
- Consolidation démocratique : Elle est censée d'évaluer la profondeur de la démocratie dans un régime ou la transition a eu déjà lieu.

³⁹ Il paraît impossible de considérer la Constitution promue par Nicolás Maduro comme une transition légitime vers la démocratie.

- Jeunes démocraties : Il s'agit des démocraties issues de la troisième vague qui a commencé en 1974 avec la Révolution des Œillets au Portugal.

Pour saisir et comprendre la nature de ces jeunes régimes, il est nécessaire d'explorer la troisième vague de démocratisation, point d'inflexion historique qu'on a évoqué à plusieurs reprises dans cette thèse. Il est important d'observer cette Vague, car l'établissement de la démocratie équatorienne en appartient. Cela ne veut pas dire que la démocratie équatorienne se soit installée comme une conséquence de la démocratisation au Portugal, en Espagne et en Grèce, mais plutôt qu'elle correspond à cette tendance.

Avant tout, la démocratie est un système de valeurs avec une tendance à l'expansion. Afin d'étudier la démocratie et son caractère expansible, il est nécessaire de le faire dans un contexte général. Il ne suffit pas d'examiner la démocratisation dans un seul pays, mais il faut aussi comprendre que la démocratie s'inspire souvent d'autres situations. Il est incontestable, par exemple, qu'en Amérique latine, les tentatives pour démocratiser les régimes dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, ont été influencées par les idées libérales de la Révolution française et américaine, ou par la Révolution bolchevique-marxiste de l'Union Soviétique. À cet égard, il faut évoquer de nouveau le caractère métis de l'Amérique latine et la capacité du continent pour imiter et appliquer des idées étrangères.

Pourtant, la Révolution cubaine et mexicaine sont deux cas exceptionnelles de démocratisation. La première, a commencé comme une tentative pour restaurer la démocratie après la dictature de Fulgencio Batista avec la victoire du *Movimiento 26 de julio* qui proposait une transition vers des élections libres. Pourtant la présidence éphémère de Manuel Urrutia, a laissé la place à un autre type de transition, et en 1965, Fidel Castro a adopté le socialisme comme doctrine d'État, avec le soutien du Parti Communiste. Désormais, Cuba est devenu un symbole de *démocratie populaire*, l'adaptation marxiste de la démocratie. Cette révolution a eu un impact profonde car des partis politiques partout en Amérique latine, ont promu l'idéale révolutionnaire cubain, et ont fait contrepoids à l'influence marquée des États-Unis. La deuxième, a aussi conditionné les idées sur la démocratie dans la région. Le Mexique est devenu un modèle de redistribution de la terre (actuellement, la Colombie qui met en place une réforme de terres s'inspire sur le cas mexicain) et de modernisation de l'État.

Aussi dans le contexte de la Guerre froide, l'ingérence des États-Unis a été fondamentale pour imposer une idée de démocratie libérale. Chaque fois que de gouvernements progressistes arrivaient au pouvoir par la voie électorale, Washington a intervenu (direct ou indirectement) avec l'excuse de la contention au communisme. Ceci a été le cas de coups militaires contre Jacobo Arbenz au Guatemala en 1954, Juan Bosch au République Dominicaine en 1963, Joao Goulart au Brésil en 1964, et Salvador Allende en 1973. Le contexte géopolitique de la Guerre froide a, sans doute, conditionné la démocratisation.

Pourquoi la démocratie se répand-t-elle ? C'est là l'une des questions clé pour Samuel Huntington au moment d'entreprendre son étude sur la démocratisation à la fin du XXème siècle. Selon l'auteur, une vague de démocratisation est « une série de transitions d'un régime non démocratique vers un démocratique. Ces transitions ont lieu dans une période donnée et ces transformations démocratiques surmontent les contre- révolutions qui tentent de mettre fin à la transition démocratique » (Huntington, *The third wave. Democratization in the late twentieth century* 1996, 26). C'est-à-dire qu'une fois qu'un groupe de démocraties s'établit, il y a ensuite une réponse autoritaire. Huntington baptise ce phénomène une *contre-vague*. En fait, dans chaque vague de démocratisation, une contre-vague a eu lieu. Cela rend ce phénomène plus intéressant car les régimes démocratiques ainsi que la démocratisation ne sont jamais des systèmes irréversibles. Certes, il peut toujours y avoir une rupture démocratique et il n'existe aucun régime qui soit vacciné contre des régressions autoritaires. Par contre, il existe des régimes consolidés où la tendance vers la régression autoritaire est moins probable que dans des démocraties où la consolidation n'est pas encore visible.

Afin de mieux comprendre ce phénomène, il faut décrire synthétiquement les trois vagues de démocratisation. Chacune révèle un moment historique déterminant pour l'histoire moderne de la démocratie.

Section 2. La troisième vague de démocratisation et la naissance de la consolidologie, un domaine inachevé

a. La première vague : l'origine de la démocratie moderne à l'échelle globale

La première vague de démocratisation a été inspirée par la Révolution française et américaine. Huntington utilise les deux critères proposés par Jonathan Sunshine pour déterminer les démocraties au XIX^{ème} siècle (Huntington, *The third wave. Democratization in the late twentieth century* 1996, 27) :

- 50% de la totalité des hommes doivent avoir la possibilité d'être élus et d'élire.
- Le pouvoir exécutif doit avoir le soutien du parlement et cette administration doit être soumise à des élections périodiques.

D'après ces critères, la démocratie aux États-Unis aurait commencé en 1828. Après, la Suisse, le Royaume Uni, l'Italie, l'Argentine, l'Espagne et le Chili ont fait de même jusqu'aux années 30 au XX^{ème} siècle. À cette époque, le juriste britannique James Bryce considérait que cette tendance obéissait à un « mouvement naturel dû aux lois du progrès social ». L'idée d'auteurs comme Alexis de Tocqueville était que la démocratie devait se répandre par tout le monde.

Pourtant, dans les années 20, les premières manifestations de régressions autoritaires sont apparues. Le mouvement le plus emblématique de ces autoritarismes a été la montée du fascisme italien après la Marche sur Rome en 1922. Puis, la Lituanie, la Pologne, la Lettonie et l'Estonie ont fait face aux coups d'État militaires. En 1933, Hitler est arrivé au pouvoir ; en 1936 la démocratie grecque a été interrompue après son établissement en 1915. Le Portugal aussi, a vécu le coup d'État militaire qui a conduit à la longue dictature militaire d'Antonio d'Oliveira Salazar. En Argentine et au Brésil en 1930, des coups d'État militaires ont eu lieu. En Espagne, pour sa part, la Guerre Civile a provoqué la fin de la démocratie.

Ces ruptures ont mis en relief le caractère réversible de la démocratie, car, après ces phénomènes, les régimes démocratiques ont montré que la démocratie n'est pas forcément un système qui obéit à la nature humaine. Autrement dit, la première contre-vague a démontré le besoin d'étudier la démocratie après son établissement, pour mieux saisir pourquoi certains régimes perdurent, alors que d'autres non. Ceci est un antécédent pour comprendre l'importance des études sur la consolidation démocratique.

b. La deuxième vague : la reconstruction de la démocratie dans l'après-guerre

L'occupation par les Alliés de quelques pays a facilité l'installation de la démocratie après la Seconde Guerre mondiale. Ce fut le cas de l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, l'Autriche, le Japon et la Corée. Au contraire, en Tchécoslovaquie et en Hongrie, les tentatives pour l'établissement de la démocratie libérale n'ont pas atteint leur but.

En Amérique Latine, l'Argentine, la Colombie, le Pérou et le Venezuela ont aussi installé des régimes démocratiques. Pourtant, quelques années plus tard, des coups d'État militaires se sont produits. Après cela, seuls la Colombie, le Venezuela et le Costa Rica ont connu des expériences démocratiques sans interruption de la part des militaires. Pourtant en Colombie la démocratie s'est détériorée à la suite de la violence et de l'autoritarisme spécialement durant le gouvernement d'Alvaro Uribe Velez. Et au Venezuela à partir de 2017 une rupture démocratique a eu lieu. Ainsi on observe que malgré le fait que la démocratie dans ces deux pays ait été installée 30 ans auparavant que dans le reste de la région, n'implique forcément qu'elle soit consolidée. Par exemple, l'Uruguay l'a installée en 1985 et elle semblait achevée.

Il est important aussi de souligner que cette vague a fait apparaître une nouvelle dichotomie dans le débat sur la démocratie. Dans quelques pays de l'Europe centrale et de l'est, des *démocraties populaires* ont été établies.

La libération de ces pays achevée par l'Union Soviétique, lui a permis de s'y installer et de promouvoir le communisme. Les soviétiques ont revendiqué une démocratisation, mais aux yeux des analystes cette tentative était une manière de légitimer le socialisme réel.

L'une des études la plus réputée sur l'installation du communisme dans les pays de l'Europe centrale et orientale a été développée par Yves Plasseraud, professeur universitaire. Voici ses affirmations :

La brutale occupation à laquelle ils venaient de se livrer n'était pas suffisante aux yeux des soviétiques ; pour éradiquer les racines de l'ordre ancien et pérenniser les changements, il fallait modifier la société dans son ensemble pour la rendre 'démocratique' à l'image précisément de celle de la 'patrie du socialisme'. Très rapidement, au nom de la 'dictature du prolétariat', les oppositions furent muselées, leurs chefs contraints à l'exil ou plus simplement liquidés alors que des simulacres de

processus démocratiques permettaient la mise en place d'hommes de Moscou (Bierut en Pologne, Dimitrov en Bulgarie, Gheorghiu-Dej en Roumanie). (Plasseraud 1991, 100)

Ces évènements mettent en question la légitimité de ces tentatives communistes pour installer la démocratie en Europe Centrale avec le soutien de Moscou. Les appareils de répression et les manifestations d'autoritarisme confirment que dans ces pays la démocratie populaire n'était pas un régime démocratique mais un discours utilisé par les partis communistes afin de rendre viable le communisme à long terme.

Des manifestations emblématiques de cette situation ont été la Révolution hongroise en 1956, durement réprimée par les soviétiques, la tentative avortée des Tchécoslovaques de changer/flexibiliser le régime lors du Printemps de Prague en 1968 et bien évidemment, la répression contre les syndicats et l'église en Pologne dans les années 80.

De plus, pour les démocrates libéraux la démocratie populaire ne méritait pas cette dénomination, mais elle était considérée comme une déviation provoquée par les communistes qui cherchaient à réconcilier le *socialisme réel* avec la démocratie.

Pour la plupart des auteurs qui analysent la démocratie et la consolidation démocratique, ces régimes étaient considérés simplement comme autoritaires ou totalitaires.

Comme nous avons pu l'observer, cette vague a été fortement influencée par la Guerre Froide et la dispute idéologique entre le libéralisme/capitalisme et le socialisme/communisme. Ce contexte a influencé les études sur la démocratie, la démocratisation et sa consolidation, et le rapport et la cohérence entre les systèmes économiques et la démocratie a été mis en valeur.

Il est pertinent de se demander si la démocratie libérale suppose un système économique –économie de marché, propriété privée et libre-échange-, ou si elle n'a qu'une substance politique. Dans le cas de l'Amérique latine, la question est fondamentale car, dans la plupart des pays, et plus spécialement ceux de la région andine, le fait de lier la démocratie au libre marché et à la libéralisation de l'économie (une tendance née dans la deuxième vague de démocratisation) a provoqué l'impopularité des régimes démocratiques. Quelques années

après, durant la troisième, cette idée s'est enracinée définitivement dans le débat sur la démocratisation et la consolidation démocratique du continent.

c. Le point d'inflexion pour l'Amérique latine : la troisième vague

La troisième vague est le moment le plus représentatif de la démocratisation moderne en Amérique latine ; cette tendance a permis à la région de connaître une période stable pour les élections sans coups d'États militaires ni civils.

De même, le continent a abandonné la tradition de résoudre les crises politiques, économiques ou sociales par la participation des militaires en tant qu'arbitres du régime. Rappelons que l'argument par excellence des militaires pour s'emparer du pouvoir dans le passé était la conformation de gouvernement de salut national au nom du bien-être collectif. Il était presque naturel que les militaires forment des conseils (*juntas*) pour résoudre les crises et éviter des catastrophes politiques et sociales.

Le « virage vers l'autoritarisme » (Huntington, *The third wave. Democratization in the late twentieth century* 1996, 31) a marqué l'après deuxième vague en Amérique latine. Cela a commencé au Pérou en 1962, quand les Forces Armées sont intervenues pour modifier les résultats des élections. Malgré le fait que Fernando Belaunde Terry ait été élu en 1963, il a été victime d'un coup d'État militaire en 1968. En 1964, au Brésil et en Bolivie, se sont produits des coups d'État semblables. L'Argentine en 1966 ainsi que l'Équateur en 1972 ont aussi été témoins de coups d'État militaires. Et finalement, en 1973 le Chili et l'Uruguay ont suivi le même chemin.

Néanmoins, avec la troisième vague, cette situation a disparu de la scène politique latino-américaine. Cela ne signifie pas que la démocratie n'ait pas fait face aux menaces, mais elles sont devenues plus subtiles, comme on l'avait remarqué.

En Amérique latine, la démocratisation a commencé en Équateur en 1979, au Pérou en 1980 et en Bolivie en 1981. Puis, le phénomène s'est répandu dans le Cône Sud avec l'établissement de la démocratie en Argentine en 1983, au Brésil et en Uruguay en 1985 et au Chili et Paraguay en 1989. Dans le cas de l'Amérique centrale, et plus particulièrement pour les pays qui ont subi des conflits armés, l'installation de la démocratie s'est fait autrement. Comme l'affirme le sociologue Edilberto Torres Rivas : *la démocratie a été utilisée comme un moyen de pacification.*

Dans les pays du Cône Sud, la consolidation démocratique a été plus développée, tandis que dans la région andine, il subsiste encore une nostalgie envers les régimes autoritaires militaires ou civils. Dans des pays comme l'Argentine, le Chili, le Paraguay et le Brésil, les militaires ont laissé une trace de répression si forte que les citoyens ne sont plus disposés à accepter un régime autoritaire. En revanche, en Colombie, et au Pérou la légitimité des régimes autoritaires restait un sujet inquiétant, spécialement au début du XXIème siècle.

En revanche, en Équateur de même qu'au Venezuela, cette nostalgie n'apparaît pas, mais au contraire, on constate une augmentation considérable du soutien de la population à la démocratie entre 1995 et 2013 (une période fondamentale pour la démonstration de cette thèse). Les deux sont en tête de l'augmentation de la légitimité démocratique en Amérique du Sud, tandis qu'en Bolivie, Colombie et Pérou, le soutien de la population à la démocratie reste plus modeste.

Il est difficile d'interpréter cette augmentation, car on peut conclure que ce soutien corresponde à un mécanisme de défense contre l'autoritarisme dont les gouvernements de l'Équateur et le Venezuela ont fait preuve. Mais en même temps, la tendance pourrait être expliquée par l'approfondissement de la démocratie que ces gouvernements ont achevé.

Dans la deuxième partie de la thèse, on démontrera qu'en Équateur cette augmentation du soutien à la démocratie corresponde à deux causes contradictoires. Elle est sans doute conséquence de la transformation politique après 2008, et le renforcement de la participation. Pourtant, l'appropriation de la démocratie, se justifie dans la mesure où les attaques de Rafael Correa contre la presse et l'opposition se multipliaient.

Graphique 1. Le soutien à la démocratie en Amérique du Sud entre 1995 et 2013
(Latinobarómetro 2013)

Pays	Augmentation du soutien à la démocratie (%)
Venezuela	16
Équateur	13
Chili	8
Argentine	5
Bolivie	5
Brésil	5
Paraguay	5
République dominicaine	5
Colombie	4
Guatemala	3
Pérou	2

Après la troisième vague, le débat sur la démocratisation s'est simplifié, car selon des auteurs comme Francis Fukuyama ou Zbigniew Brzezinski, le processus traduisait une victoire totale du libéralisme sur le communisme (Fukuyama 1992).

Dans son essai sur la fin de l'histoire, le politologue étasunien Francis Fukuyama a avancé la thèse de la fin de l'histoire, et celle de l'expansion de la démocratie, du libéralisme et de l'économie du marché. Cette propagation de la démocratie devait conduire vers un monde plus pacifique et stable (Fukuyama 1992).

Pourtant, avec l'attaque des Etats-Unis contre l'Irak en 1991, la participation passive de l'Europe dans le génocide au Rwanda en 1994, de même que et à Srebrenica en 1995 et l'intervention de l'OTAN en Serbie en 1999, nous pouvons remettre en question le soit disant caractère pacifique de la démocratie. Bien que les concepts de Huntington restent utiles pour évaluer le processus, il est clair qu'au moment d'écrire sur la troisième vague, l'auteur avait

besoin d'un recul qu'il n'a pas eu. De ce fait, son texte, de même que celui de Fukuyama, présente une vision trop optimiste de l'avenir de la démocratie.

Section 3. L'évaluation de la consolidation démocratique

a. La consolidation démocratique. Mode d'emploi

Selon une définition de base proposée par le politologue Juan Linz la consolidation démocratique est uniquement possible quand « aucun des principaux acteurs politiques, des intérêts organisés majeurs, des forces ou des institutions importantes ne considèrent qu'il existe d'autre alternative que le processus démocratique pour accéder au pouvoir » (Linz, *Transitions to democracy* 1990 , 156).

Pourtant, cette seule définition n'est pas suffisante pour aborder la consolidation démocratique épistémologiquement. De ce fait, nous allons décortiquer ce concept afin de pouvoir l'employer dans la recherche en faisant appel aux travaux du politologue Andreas Schedler pionnier de ces études. Il reconnaît que dans le contexte de la troisième vague de démocratisation, le concept de consolidation démocratique était à la mode et utilisé sans la profondeur exigée. Bien qu'il existait la définition de Juan Linz comme « le seul cadre possible » (Linz, *Transitions to democracy* 1990), il a été toujours nébuleux⁴⁰. Le concept est parfois appliquée d'une manière indiscriminée, pour désigner plusieurs processus dû au fait qu'il soit assez malléable ; ensuite, il y a beaucoup de confusion et d'ambigüité autour du terme.

Voici les propos d'Andreas Schedler :

A l'origine, l'idée de « consolidation » démocratique était un concept « étroit », formulé afin de relever le défi posé par la stabilisation des régimes. Mais il s'est transformé rapidement en un concept « fourre-tout » qui englobe toute la panoplie de problèmes politiques auxquels ont été confrontées les démocraties de la « troisième vague.

La signification nébuleuse de la « consolidation démocratique » est devenue par la suite la source de nombreuses critiques [...] Guillermo O'Donnell [...] a sévèrement

⁴⁰ Schedler, Andreas *What is democratic consolidation?* en *Journal of Democracy* Vol. 9 No. 2 pp. 91-92

critiqué la tendance des étudiants de la démocratisation à observer et à mesurer les degrés de consolidation d'un régime selon des méthodes « confuses » et « incohérentes », sur la base de « généralisations non démontrées » de critères « aléatoires », « sans fondement empirique et d'indicateurs peu fiables d'une « ambigüité extrême » (A. Schedler, Journal of Democracy 1998, 91).

Dans le but de cette thèse, il est désirable une approximation pragmatique au lieu d'une idéologique afin d'éviter des débats qui nous éloignent du sujet. Cette définition pragmatique se divise dans deux grandes approches, négatives et positives.

Commençons par les approches négatives. Ce type d'étude se focalise sur la prévention d'une rupture démocratique ou d'un affaiblissement démocratique.

La prévention d'une rupture démocratique se concentre sur la survie du régime démocratique. Il s'agirait d'éviter sa « mort rapide » selon O'Donnell (O'Donnell, Illusions about consolidation 1996). Dans ce sens, cette définition est centrée sur les acteurs qui mettent en péril le système, c'est-à-dire qui mènent des activités antidémocratiques ou qui tiennent des propos anti démocrates. Ces acteurs peuvent être des guérillas, des cartels de drogues, des manifestants violents dans les rues, des présidents qui effectuent des auto coups ou des populations déçues et disposés à accepter un régime non démocratique. Dans ces cas, la tâche essentielle de la consolidation est d'éliminer, de neutraliser ou de persuader ces acteurs, afin de prévenir une rupture démocratique.

L'affaiblissement démocratique, consiste dans la dégradation graduelle du régime démocratique. Si dans le cas antérieur le but était d'éviter une morte rapide, dans celui-ci, l'objectif est de prévenir une « mort lente ». O'Donnell l'a définie comme « une diminution progressive d'espaces pour l'exercice du pouvoir civil ainsi que de l'effectivité des garanties traditionnelles du constitutionalisme libéral ». Dans ce cadre, le régime devient une « *democradura* » c'est-à-dire un régime répressif sous une façade démocratique.

Les approches positives, pour leur part, visent à mettre en valeur les aspects d'une démocratie pour la compléter ou à approfondir. Selon Juan Linz et Alfred Stepan, la démocratie se complète par le biais d'une « consolidation constitutionnelle » ou « par les partis politiques » (Linz, Transitions to democracy 1990). Il s'agit de réformes visant à

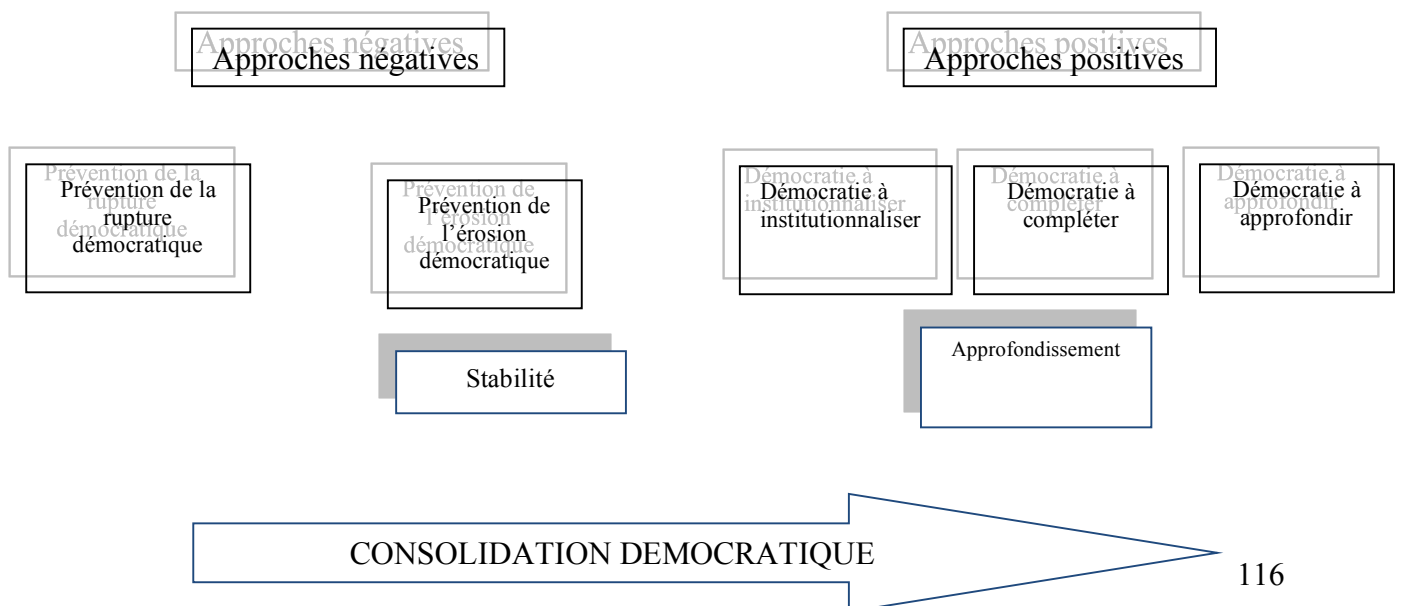
éliminer les nuances autoritaires telles que l'existence de pouvoirs tutélaires, les discriminations intégrées dans la loi électorale ou les limitations pour la société de participer.

L'approfondissement de la démocratie tient en compte des critères propres des régimes occidentaux et libéraux, tels que la performance du gouvernement, l'administration publique, le système judiciaire et de partis, les groupes d'intérêt, la société civile et la culture politique. Cette approche privilège une définition plus avancée de la démocratie.

Entre ces approches négatives et positives, Schedler propose une autre neutre. Il s'agit de la démocratie à institutionnaliser et qui décrit un régime où les normes basiques de la démocratie sont suivies inconsciemment. En d'autres termes, une situation dans laquelle « les institutions sont perçues comme faisant partie d'un ordre 'naturel' ou 'normal' ». Pour Philippe Schmitter, professeur de politique comparée à l'université de Berkeley, il s'agit de « transformer les accords spontanés et [...] les solutions contingentes émergeant de la transition [...] dans des pratiques régulières ». (Schmitter, *The Consolidation of Political Democracy in Southern Europe* 1988, 12)

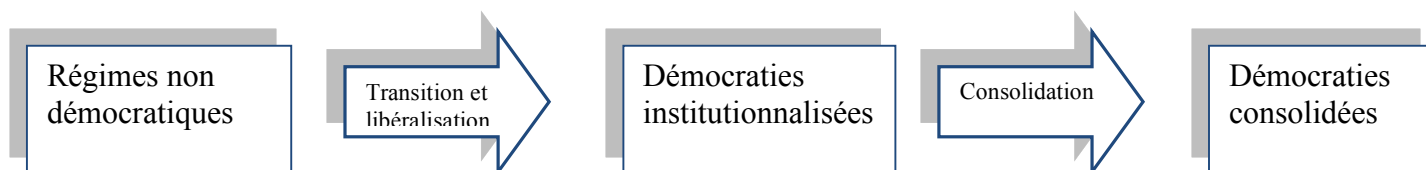
Dans le schéma suivant, nous observons les deux approches et qui résument les concepts proposés par des *consolidologues* tels que Larry Diamond, Philippe Schmitter, Guillermo O'Donnell, Juan Linz, Alfred Stepan et Samuel Huntington.

SCHEMA 1. Les approches des études sur la consolidation de la démocratie selon Andreas Schedler



Le schéma suivant résume les différents stades des régimes qui aspirent à la consolidation démocratique.

SCHÉMA 2. Les processus d'évolution des régimes dans la consolidation démocratique



b. Comment observer la consolidation ?

Vue les limitations décrites dans les études sur la consolidation, il est important de bien choisir une méthode après l'avoir préalablement définie.

De ce fait, l'auteur propose quatre types de capacités comme critère, en vue de mesurer la consolidation démocratique dans les jeunes démocraties.

Un comportement démocratique

Tout d'abord, le système doit être en mesure d'éviter les crises politiques ou constitutionnelles. La seule absence de crise politique n'implique pas qu'une démocratie soit consolidée car c'est une condition nécessaire, mais non suffisante. Il s'agit de prévenir trois types de menaces ; l'utilisation de la violence, le rejet des élections, et la transgression de l'autorité. Sur ce point, il peut y avoir une discussion pour déterminer à partir de quel moment le rejet des élections ou la transgression de l'autorité menace la consolidation de la démocratie.

Dans certains contextes, les leaders politiques rejettent les résultats des élections en vue de défendre la démocratie. Par exemple, en 2006 au Mexique, lors des élections présidentielles, Andrés Manuel Lopez Obrador a contesté les résultats et dénoncé une fraude, à la suite de quoi ses sympathisants ont occupé l'Assemblée Nationale durant plusieurs jours.

Qui plus est, durant les premiers jours du gouvernement du Président Felipe Calderón, Lopez Obrador ne l'a pas reconnu et il s'est revendiqué comme Président légitime.

Pour quelques observateurs, la réponse de Lopez Obrador aux résultats des élections était menaçante et antidémocratique ; pourtant on pourrait aussi considérer qu'il s'agissait là d'une manière légitime de défendre la démocratie. La crise a mis en doute la légitimité du régime car Felipe Calderon a remporté les élections avec un avantage d'environ de 240 000 votes (E. Martínez 2006).

En Ukraine, la Révolution Orange a été déclenchée par la non reconnaissance d'un résultat dans les élections. Cette dénonce de fraude a été perçue à l'étranger comme une revendication légitime.

Malgré les ressemblances, les deux scénarios sont bien différents selon la théorie démocratique. Le Mexique est une démocratie avec un long parcours (depuis la Révolution) et en cours de consolidation, alors qu'en Ukraine il fallait d'abord installer un régime démocratique.

La situation met en évidence la complexité d'évaluer la consolidation démocratique et spécialement les menaces contre le processus, car il peut y avoir une désobéissance civile contre le système établi précisément pour défendre la démocratie. Plus récemment au Venezuela, on a observé un comportement démocratique de la part de l'opposition qui a décidé de ne pas reconnaître l'élection de 545 membres d'une Assemblée constituante qui devait conférer les pleins pouvoirs au Président, au détriment des droits de participation politique de l'opposition. Est-ce que ce rejet constitue une menace contre la démocratie ? Évidemment, il s'agit d'une défense légitime de la démocratie vénézuélienne affaiblie par le gouvernement de Nicolas Maduro.

De ce fait, on voit que le comportement démocratique commence par le gouvernement, et les crises peuvent être causées à l'intérieur de l'État, quand un pouvoir public porte atteinte à la démocratie.

La gestion effective des crises

Dans l'histoire contemporaine de l'Amérique latine, l'absence de crises politiques ou d'interruptions/ruptures de la démocratie a été considérée comme un symptôme fiable d'un

régime démocratique. C'est le cas pour O'Donnell qui considère la Colombie, le Costa Rica et le Venezuela comme les polyarchies par excellence en Amérique latine.

Néanmoins, il faut prendre compte que cette stabilité peut être un symptôme trompeur de consolidation démocratique. Andreas Schedler utilise la métaphore du malade. Selon lui, si une personne ne tombe jamais malade car elle porte toujours un pull-over, une écharpe et des gants pour se protéger, mais qu'elle tombe malade dès qu'elle les enlève, peut-on considérer qu'elle est en pleine forme ?

Bien évidemment il y a de régimes où l'absence de crises peut être provoquée par un régime semi-démocratique avec une tendance autoritaire. Dans ces types de régimes, les mobilisations sociales sont rares ainsi que les possibilités de dissidence. De ce fait, si le mécontentement populaire ne peut pas être exprimé, il n'est pas possible d'affirmer que le régime soit sur la voie de la consolidation démocratique.

Certaines crises révèlent une faiblesse du régime et, par conséquent, une régression démocratique. Pourtant, dans aucun de ces cas, une rupture démocratique n'a eu lieu. Dans le cas de l'Équateur il n'est pas facile d'interpréter les crises politiques car il existe deux hypothèses à ce propos. D'une part, certains d'analystes considèrent que l'instabilité, mise en évidence par les crises présidentielles dans les dernières années, a révélé une absence de consolidation démocratique. C'est le cas de chercheur Andrés Solimano qui a publié un rapport sur les démocraties andines pour la CEPAL au début du XXI siècle. Selon ce chercheur, les crises politiques et les réformes constitutionnelles doivent être pris en compte pour comprendre la faiblesse des démocraties andines. Pour lui, il existe trois facteurs qui expliquent les problèmes de gouvernance : la nature et la stabilité du régime politique, la qualité des institutions de l'État et les conflits qui émergent à cause des inégalités socio-économiques et ethniques.

Solimano aborde l'étude de l'instabilité sous deux angles : les crises politiques et les changements constitutionnels. Voyons la conclusion de l'auteur par rapport au premier :

Le pays avec plus de crises présidentielles [...] est la Bolivie avec 16 crises présidentielles entre 1950 et 2002[...] L'autre pays avec une haute fréquence de crises présidentielles est l'Équateur avec 10 crises concentrées entre les années 70 et les années 90. En contraste, la Colombie n'a eu que deux crises présidentielles dans les années 50. Il est intéressant de constater cette performance démocratique avec une

remarquable continuité démocratique, malgré le conflit armé interne. Certes, il s'agit d'une situation paradoxale. (A. S. Solimano 2003, 9)

La consolidation démocratique implique une absence de crises permanentes qui permet au régime de survivre dans le moyen et le long terme. Pourtant, ce régime ne doit pas jouir d'une stabilité par la voie de la répression ou de la censure, ou sans respecter l'État de droit.

Et voici l'autre hypothèse à propos de l'Équateur. L'instabilité peut être interprétée comme un symptôme de démocratisation grâce à l'effectivité du contrôle politique de la population.

L'absence de crises ne suppose pas forcément la consolidation démocratique, et le régime doit être capable de gérer ces situations issues de la dynamique démocratique. D'autant plus que la naissance de crises institutionnelles, constitutionnelles et politiques est plus probable dans les systèmes démocratiques que dans les régimes autoritaires. En effet, l'ouverture née de la démocratie facilite les critiques et la mobilisation citoyenne, ce qui met en péril la stabilité du régime, qui n'est d'ailleurs pas toujours un objectif à poursuivre car elle peut cacher des anomalies démocratiques.

Citons l'exemple du Brésil après le rétablissement de la démocratie en 1985, après l'abandon du pouvoir par les militaires. Le pays avait désormais entrepris la transformation du régime politique en adoptant des réformes structurelles dans la constitution de 1988. Malgré les espoirs que la démocratisation brésilienne avait suscités, deux profondes crises ont secoué la démocratie et ont mis à l'épreuve la conviction démocratique des hommes politiques brésiliens.

Tout d'abord, le premier Président civil élu (de manière indirecte⁴¹) après les militaires, Tancredo Neves, est décédé, conséquence d'une maladie. Cela aurait pu signifier une vacance du pouvoir, néanmoins le régime politique s'est chargé d'assurer la succession, en désignant Jose Sarney jusqu'en 1990.

Puis, une crise politique encore plus grave a eu lieu, après l'élection de Fernando Collor de Mello. En 1992, des accusations de corruption ont été révélées et le pays s'est vu

⁴¹ Neves a été désigné par les partis politiques à travers une négociation au Congrès. De même, Jose Sarney a été désigné Vice-président.

plongé dans une crise de légitimité. Par la suite, le Président a démissionné et a été jugé par le Tribunal Suprême Fédéral. Le Brésil a démontré que le régime était capable de gérer une crise par des moyens démocratiques et sans l'intervention des militaires, comme ce fut le cas par le passé. Rappelons que l'argument par excellence des militaires pour prendre le pouvoir était la solution d'une crise déterminée. Après la sortie de Collor de Melo et l'arrivée de son Vice-président Itamar Franco, la démocratie brésilienne s'est renforcée et il s'agit dorénavant d'un régime en voie de consolidation.

Aussi on peut prendre l'exemple de la crise politique du Paraguay en 1996 à propos des défis lancés par le général Lino Oviedo à la démocratie paraguayenne. Le général a menacé de faire un coup d'État contre le gouvernement de Juan Carlos Wasmosy, mais il a été arrêté et condamné à ce propos. De même, les manifestations en Bolivie en 2003 pour la question de l'exportation d'hydrocarbures ont affaibli la stabilité et affaibli le régime pendant trois ans. Mais dans les deux cas, les crises ont abouti à renforcer la démocratie. Au Paraguay un coup d'État a été évité, et en Bolivie la participation a été canalisée pour empêcher un projet politique qui porte atteinte à la population. Il s'agit d'un exemple de désobéissance civile qui a réussi.

De l'autre cote, il existe des régimes qui défendent la stabilité au détriment de l'Etat de droit : au Pérou pendant le régime d'Alberto Fujimori ou en Colombie avec le régime d'Alvaro Uribe Vélez, la stabilité est proclamée mais elle n'est pas le reflet d'une consolidation démocratique.

Les crises sont un phénomène récurrent dans la politique, surtout dans les démocraties où il y a des conflits d'intérêts entre les différents groupes qui font partie de la société. Dans ces situations, il est important qu'il y ait des institutions capables de résoudre les crises sans violer l'État de droit, voici une différence fondamentale avec les régimes autoritaires. Le rôle des institutions en tant que médiateurs est essentiel pour garantir une capacité effective de gestion des crises (O'Donnell, *Illusions about consolidation* 1996, 35)⁴².

⁴² La définition d'institutions que nous avons utilisé est celle de O'Donnell qui consiste à dire qu'elles sont des « patrons régularisés d'interactions qui sont acceptées, et pratiquées (mais pas forcément approuvées) par des acteurs qui continuent à mener leurs actions selon les règles imposées par ce patron ». A cela, l'auteur ajoute que ces acteurs doivent assumer une continuité indéfinie des institutions.

Les démocraties doivent faire face aux crises afin que les citoyens puissent se rendre compte qu'en réalité le régime fonctionne. En résumé, on peut dire qu'après chaque crise gérée par le régime, la démocratie se rend plus forte et cohérente.

Cette idée appliquée au cas équatorien révèle une démocratie assez faible au niveau de ses institutions car, depuis le rétablissement démocratique, le lien entre les citoyens et l'État est chaque fois plus direct au détriment des institutions. La plupart des présidents ont tenté d'éviter le contrôle politique du Congrès, comme nous le verrons par la suite. Ceci a eu comme conséquence que la responsabilité politique et le contrôle social dans les crises n'apparaissent pas quand ils sont nécessaires pour résoudre celles-ci. De même, cette situation a provoqué un conflit entre l'exécutif et le législatif, où chacun cherche la manière de miner ou d'affaiblir l'autre au lieu de résoudre la situation. Les présidents ont tenté des réformes pour limiter le pouvoir du Congrès, mais ce dernier, pour sa part, a joué un rôle décisif dans toutes les destitutions des chefs d'État.

Les deux phénomènes apparaissent comme la principale limitation équatorienne en ce qui concerne la gestion effective de crises. À l'inverse des autres cas, comme le brésilien que nous venons d'évoquer, après chaque crise, le régime équatorien s'est vu affaibli. Dans la deuxième partie de la thèse, nous nous pencherons sur les crises politiques que le pays a vécues durant les années 90 et qui ont mis en évidence cette réalité.

La prévention des crises

Dans le processus de consolidation, il est aussi important de prévenir les crises susceptibles de survenir à l'avenir. Pour cela le régime doit s'appuyer sur des fondements normatifs, socio-économiques, stratégiques et culturels solides.

Les fondements normatifs font allusion à la légitimité des institutions basées sur la séparation des pouvoirs et, en général, sur l'État de droit. L'autonomie du pouvoir judiciaire et du corps législatif est indispensable pour la consolidation. Dans la région andine, le présidentielisme a mis en péril cette indépendance, ce qui a empêché le système *checks and balances* de fonctionner correctement.

Quant aux fondements socio-économiques, Andreas Schedler s'appuie sur l'économiste Adam Przeworski, à la tête de plusieurs études sur les transitions en Amérique

latine et Europe centrale. Selon lui, « le niveau de développement économique a un effet très important sur les chances de survie de la démocratie ». D'après Przeworski, les régimes démocratiques ayant un revenu annuel per capita inférieur aux 1.000 dollars sont « extrêmement fragiles » tandis que les démocraties avec un revenu annuel qui dépasse les 6.000 dollars sont considérées « inébranlables » (Przeworski 1988). Huntington, pour sa part, estime que le seuil de revenus pour assurer la consolidation est de 3.000 dollars.

Cependant, les revenus annuels ne sont pas un indicateur fiable de la problématique socio-économique des pays latino-américains. Cette approche obéit à une logique néolibérale pour laquelle la croissance économique est le moyen du développement par excellence. En revanche, en Amérique latine, les problèmes d'exclusion économique et de pauvreté ne sont pas exclusivement liés à l'absence de croissance économique. De fait, durant les dernières décennies, la région a vécu une croissance économique grâce à l'augmentation du prix des matières premières du début du siècle (même si ces dernières années la tendance est à l'inverse). Pourtant, cette performance économique ne s'est pas traduite par un changement des conditions de vie de ses citoyens. En 2014, la concentration de la richesse a fait de ce continent la région la plus inéquitable du monde (UNASUR-CEPAL 2014, 23).

Par conséquent, dans le cas de l'Équateur comme de l'Amérique latine en générale, les fondements socio-économiques de la consolidation démocratique ne peuvent pas dépendre exclusivement de la croissance économique. Depuis 2002, la situation est en vue d'améliorer, et 37 millions de personnes ont surmonté la pauvreté, et 29 millions celle de la misère (Comisión économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes 2008, 5). Pourtant, la concentration des richesses demeure le principal défi pour l'inclusion réelle.

Par rapport aux fondements stratégiques, il s'agit de l'application du principe de Juan Linz de la démocratie comme « le seul cadre possible ». Ce principe implique que tous les acteurs acceptent la démocratie pour accéder au pouvoir par une raison stratégique. S'ils gagnent le pouvoir autrement –par la force, par fraude, par un réseau de clientélisme, etc.- les possibilités de survie du régime se réduisent de manière significative, alors que le fait d'accepter le jeu démocratique leur permet d'être inclus dans le système. S'ils perdent les élections par exemple, ils continuent à exercer un rôle dans l'opposition. Pensons à l'question suivante : Quelles chances de reconnaissance régional (presque un synonyme de survie) a un dictateur ou un régime autoritaire qui arrive au pouvoir par la force ? Si les FARC ou le

Sentier Lumineux avaient accédé au pouvoir par la force aucun gouvernement de la région ne les aurait pas reconnus.

Concernant les fondements culturels pour la consolidation, rappelons que la démocratie est aussi une construction symbolique et la façon d'exercer la citoyenneté démocratique s'inspire du contexte culturel. Par conséquent, il est essentiel de définir le terme de culture politique. D'après le professeur de l'Université du Rosario en Colombie, Rubén Sánchez David, celle-ci désigne « le contexte particulier de significations où la vie politique d'une communauté se développe » (Sánchez 2003, 15). Le terme, selon Philippe Braud, consiste aux « héritages de savoirs, de croyances et de valeurs qui donnent sens à l'expérience routinière que les individus ont de leurs rapports au pouvoir qui les régit et aux groupes qui leur servent de référence identitaire. » (P. Braud 2011 , 741)

Section 4. Les enjeux de la consolidation démocratique

a. La perception de la population et la construction active de la citoyenneté

La dernière condition que doit remplir un régime consolidé est l'appropriation citoyenne de la démocratie. Cela suppose que la population et les élites reconnaissent l'existence de la démocratie et la préfèrent à toute autre forme d'organisation politique.

Ainsi la citoyenneté devient une condition indispensable pour la consolidation. Dans le passé, la dichotomie entre *l'État* et les *sujets* dont le politologue italien Norberto Bobbio a parlé, empêchait et limitait la citoyenneté (Bobbio, Estado, gobierno y sociedad 2000, 41). De ce fait, on peut affirmer que la démocratie implique la construction d'une citoyenneté, et que ces citoyens doivent effectivement préférer la démocratie comme idéal.

Dans la région andine, cette perception a radicalement changé entre 2002 et 2013. Selon l'enquête Latinobarometro de 2002 (publié en 2004) menée par le Programme de Nations Unies pour le Développement –PNUD-, 37% des citoyens andins se considéraient démocrates contre les 47% de la moyenne de l'Amérique latine (Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo 2004, 134). De plus, dans le même sondage, un pourcentage non négligeable d'Andins était disposé à accepter un régime non démocratique, pour peu qu'il assure l'accès à quelques biens et services.

Qu'est-ce que cela signifie ? L'interprétation n'est pas facile. Bien évidemment, on ne peut pas qualifier les régimes de non démocratiques, et particulièrement aujourd'hui,

quand la participation aux élections augmente d'une manière inédite. Au Venezuela durant les dernières élections législatives en 2015, le pays a atteint un niveau record de 74,25% de participation (Delcas 2005); en Equateur, 60% de la population qui a voté a approuvé la nouvelle Constitution (El Universo 2008), pour le plébiscite du président Bolivien et des préfets, la mobilisation a été considérable et en Colombie, Alvaro Uribe a été élu deux fois avec des pourcentages de votes inédits dans le pays.

En résumé, on peut affirmer qu'il faut une société civile pour qu'existent une participation et une appropriation citoyenne de la démocratie. Cela veut dire que les citoyens ne sont plus acteurs passifs de l'État, mais, au contraire, en font partie intégrale à travers la participation et le contrôle politique. Cela rejoint l'idée du philosophe Jürgen Habermas des *libertés positives* sur la responsabilité des citoyens envers le régime politique. D'après Habermas :

Selon la conception républicaine, le statut des citoyens n'est pas déterminé par les libertés négatives que les personnes peuvent réclamer. Plutôt, les droits civiques, et principalement les droits de participation et de communication sont des libertés positives. Elles ne garantissent pas la liberté d'une coaction externe, mais la participation d'une pratique commune. À travers cette pratique les citoyens peuvent devenir ce qu'ils aspirent à devenir : des sujets politiquement responsables d'une communauté de personnes libres et égales. (Sánchez 2003, 26)

Le sociologue britannique T.H. Marshall a identifié trois éléments qui la composent : le civil, le politique et le social. L'élément civil couvre les droits individuels, principalement les droits de propriété et de liberté personnelle. Le politique est lié aux droits de participation politique, et le social est en rapport avec le droit au bien-être et à la sécurité. Autrement dit, c'est le droit d'une société de posséder un niveau de vie en accord avec ses conditions (Marshall 1965).

De même, et selon le rapport du PNUD de 2004 sur la démocratie en Amérique latine, la citoyenneté possède les caractéristiques suivantes (Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo 2004, 60):

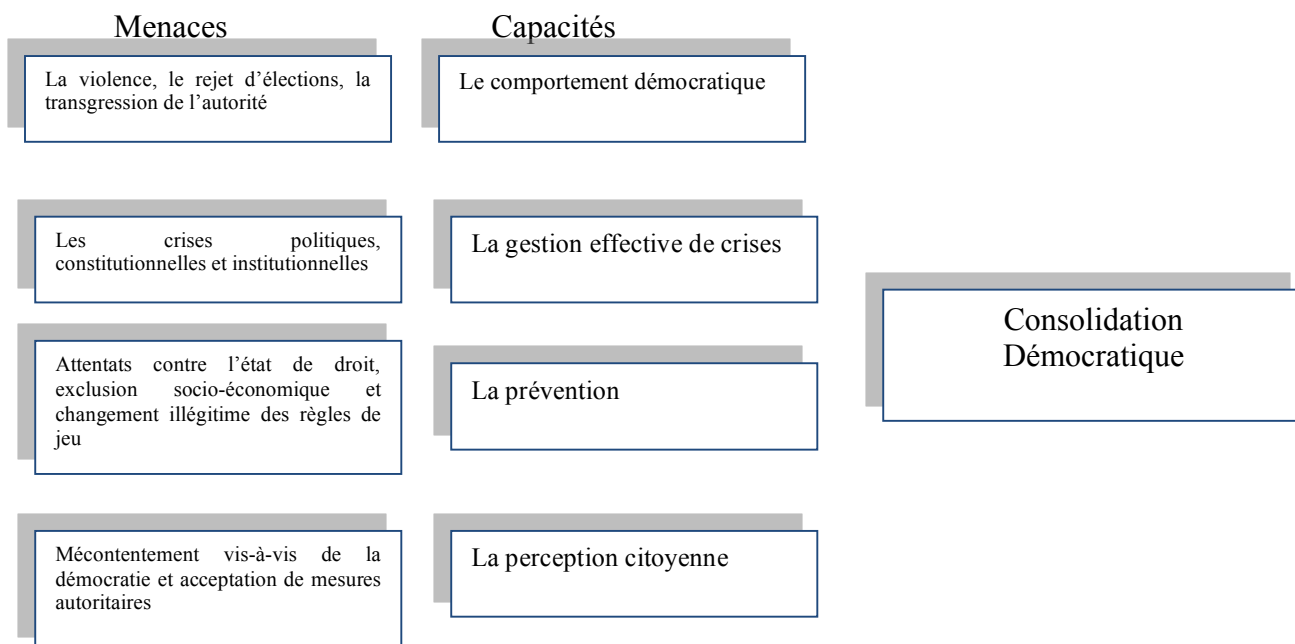
a. Un caractère intégral basé sur la conception morale selon laquelle l'individu est responsable, raisonnable et autonome.

- b. Une condition légale car il existe un statut qui reconnaît que l'individu est titulaire des droits légaux dûment approuvés.
- c. Un sens social ou intersubjectif qui est le résultat de l'appropriation d'un espace social commun.
- d. Un caractère d'inclusion issu de l'appartenance des individus à une nation.
- e. Un caractère dynamique pour augmenter le nombre des individus qui deviennent citoyens et d'améliorer leurs conditions.

La citoyenneté introduit la participation comme un autre élément constitutif de la démocratie, et en même temps, comme un mécanisme de sa consolidation.

Le comportement démocratique, la gestion effective des crises, la prévention basée sur des fondements solides et la perception citoyenne résument les attributs d'un régime consolidé (voir le schéma suivant).

SCHÉMA No. 3 Les capacités et les menaces d'un régime consolidé.



Néanmoins, cette définition de la consolidation démocratique basée sur une liste de caractéristiques (dans le cas de Dahl) ou de capacités (dans le cas de Schedler), ne donne pas de certitude sur régime remplissant la plupart des conditions, mais pas la totalité.

Cela veut dire, qu'avec ce type d'approches, il est impossible de donner des réponses totales à propos de la nature du régime. Autrement dit, la conception de Schedler rend impossible, dans tous les cas, d'affirmer que les régimes sont consolidés, mais elle permet d'identifier dans quels domaines il doit progresser pour consolider la démocratie. Ainsi il est possible de mesurer dans quel degré un État a approfondi la démocratie, car il est presque impossible et inutile de classer les régimes entre *consolidés* et *non consolidés*.

A ces dimensions il faut ajouter la participation politique, très présente dans les mécanismes de consolidation démocratique dans la région andine, où la plupart des États a renforcé la démocratie participative.

b. La participation politique : l'intégration pour la transformation

Une fois la démocratie installée, il est naturel que le régime soit soumis au contrôle politique de la population. Ce contrôle peut prendre diverses manières, et constitue aussi un élément à prendre en compte dans l'étude de la consolidation démocratique.

Guillermo O'Donnell reconnaît l'importance de ce contrôle de la manière suivante :

Dans une démocratie, les hommes politiques doivent être soumis aux trois types de contrôle de la part de la citoyenneté : a) un contrôle électoral qui est le résultat des élections libres et institutionnalisées. À travers ces élections, les citoyens peuvent changer le parti au pouvoir et les fonctionnaires d'un gouvernement ; b) un contrôle vertical de type sociétal qui est exercé par des individus ou par des groupes afin de mobiliser des forces légales pour présenter à l'État ou au gouvernement des demandes afin de prévenir, compenser, ou condamner des actions (ou des inactions) qui sont présumées illégales par des fonctionnaires de l'État ; c) un contrôle horizontal qui est mis en place lorsque les institutions autorisées par l'État agissent pour prévenir, dédommager ou sanctionner des actions ou des inactions qui sont présumées comme illégales commises par des fonctionnaires de l'État. (Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo 2004, 53)

L'importance de la participation citoyenne s'explique aussi parce elle veille pour que les hommes politiques assument leurs responsabilités. D'ailleurs, cette participation n'est pas

seulement un mécanisme d'inclusion, mais un outil pour améliorer la gestion publique d'une manière efficace.

Par ailleurs, il faut observer l'intensité de cette participation citoyenne. Cela nous permet d'évaluer l'appropriation de la démocratie de la part de la société. Certainement, le fonctionnement des institutions n'est pas suffisant si les citoyens ne se sentent pas inclus dans le système. D'après cette logique, Guillermo O'Donnell propose deux niveaux d'intensité qui rendent compte de la participation. Chacun de ces niveaux a des caractéristiques, comme nous pouvons l'observer dans le schéma suivant :

- Citoyenneté hautement participative
 - Participation électorale
 - Contact avec les autorités
 - Manifestations collectives
 - Institutions sociales
- Citoyenneté participative :
 - Suffrage
 - Contact rare avec les autorités
 - Manifestations
 - Contact avec les autorités pour aider à la communauté

Cela montre les différents degrés de participation de la société. Mais quel est le but de cette participation dans le contexte de la consolidation démocratique ? Pour prendre une définition utile, il est prudent d'évoquer l'acception proposée par le politologue colombien Fabio Velásquez, expert en participation et démocratie locale. Selon lui, la participation est « une forme d'action individuelle ou collective qui implique un effort rationnel et délibéré de l'individu ou d'un groupe qui cherche un objectif en particulier. (Velásquez 1986 , 57)

Néanmoins, selon Velásquez il faut adapter le concept à chaque nation afin d'éviter les généralisations trompeuses. D'après lui, une définition pour les pays en voie de développement est nécessaire. Au tiers-monde la participation se révèle comme « un antidote et comme une stratégie d'incorporation des groupes marginaux du développement» (Velásquez 1986 , 57). Cela entraîne l'interaction de l'État avec des acteurs comme les ONG,

l'église et les organisations qui cherchent l'intégration de ces couches défavorisées de la population.

Cette interaction doit être le produit de l'érosion du clivage dont nous avons parlé auparavant entre l'État et la société civile. Avec l'incursion plus fréquente des secteurs jadis exclus dans les affaires de l'État, les demandes augmentent, ainsi que les possibilités de transformation.

Ensuite, on peut identifier les principales caractéristiques traditionnelles de la participation :

- C'est un processus hétéronome, vu l'incapacité des marginaux pour transformer les circonstances.
- Il existe une forte asymétrie entre l'État et les marginaux, car le premier fixe les règles pendant que les seconds seulement les suivent et deviennent bénéficiaires de cette logique.
- Les plus pauvres adhèrent au système préconisé par l'État, sans mettre en question les structures de pouvoir.

Pourtant, cette notion de la participation comme un élément exclusivement d'inclusion, a été mise en doute. Avec le développement du marxisme dans les années 70 et 80, il ne s'agit plus de s'incorporer à l'ordre établi mais de le transformer. Ce changement d'optique pour observer la participation s'appuie sur trois arguments (Velásquez 1986 , 22):

- Il faut reconnaître que chaque tentative de participation obéit à une lecture propre de la réalité.
- Les asymétries ne sont plus verticales et deviennent horizontales. Autrement dit, les différences ne favorisent aucun acteur qui participe ou cherche la participation.
- Le but de la participation n'est plus l'intégration mais la transformation de l'ordre établi.

De cette manière, nous observons que la participation a pour but la transformation du système politique au-delà de la simple inclusion. Au moment de prendre en compte les capacités d'un État pour consolider la démocratie, la perception citoyenne est l'une de plus importantes.

Toutefois, la participation entraîne des dilemmes pour le régime démocratique, car il dans les pays ayant une tradition populiste il existe le risque de basculer vers une *démocratie plébiscitaire*. C'est-à-dire que certains dirigeants politiques utilisent les mécanismes de participation afin de miner l'État de droit.

Un exemple de cette situation a été donné par l'ancien président de la Colombie, Álvaro Uribe Vélez qui préconisait *l'État d'opinion*⁴³ comme la phase supérieure de l'État de droit. Voyons la déclaration exacte d'Uribe à ce propos :

Je dirais que la Colombie se trouve dans la phase supérieure de l'État de droit qui est l'État d'opinion. Ici les lois ne sont plus décrétées par le gouvernement en place. [...] Toutes [les lois] sont soumises à un scrutin populaire et finalement elles sont soumises à un scrutin constitutionnel. L'équilibre entre la démocratie participative et la démocratie représentative a eu pour effet que l'opinion publique, devenue de plus en plus dynamique, est devenue le facteur déterminant de la production des lois. Ici, on a une démocratie d'opinion qui détermine le contenu des lois. (Presidencia de República de Colombia 2010)

c. Les enjeux de la participation. Les risques de la démocratie directe et plébiscitaire

La participation politique est basée sur trois idées: que les asymétries dans la représentation causent des inégalités, que la démocratisation des institutions politiques est nécessaire pour réduire ces asymétries, et qu'il faut récupérer le rôle politique de la société (Cunill Grau 1997, 71).

La question qui s'impose alors est la suivante : comment renfoncer la représentation politique afin de transformer ces asymétries ? La réponse entraîne des défis et des dilemmes pour l'approfondissement de la démocratie. L'un des grands paradoxes du renforcement de la participation est l'affaiblissement du domaine public, ce qui peut causer des problèmes au moment de consolider le régime.

En Amérique latine, la participation date du XIXème siècle avec l'apparition des mouvements sociaux qui avaient divers propos de revendications. Malgré cette hétérogénéité, il y avait une idée commune que ces acteurs partageaient : le besoin de participer dans l'avenir

⁴³ La légitimité de l'État est basée sur la popularité du gouvernement sans tenir compte de l'État de droit.

de la société dont ils se sentaient exclus (Cunill Grau 1997, 73). Ceci est le premier antécédent de la participation en Amérique Latine.

Mais c'est dans les années 70 que l'idée a été mise en valeur avec la démocratisation à l'échelle globale dont nous avons déjà parlé. Désormais la notion de participation citoyenne a émergé au lieu de l'ancien terme participation communautaire. À la différence de cette dernière, la première prônait une participation politique qui n'était plus gérée par les partis politiques. Aussi, elle cherchait une ingérence directe des acteurs sociaux sur les activités publiques.

En réponse à ce contexte, les gouvernements latino-américains ont entrepris des réformes visant à promouvoir la participation. Pour cela, ils ont travaillé sur trois fronts :

- a. Les intérêts particuliers ont été inclus dans l'élaboration des politiques publiques,
- b. La société civile a été incluse dans les actions législatives comme les referendums et la révocation du mandat des autorités élues, et
- c. La société a participé dans la gestion des services publics.

La chercheuse vénézuélienne Nuria Cunill Grau identifie trois types des réformes visaient un même but : l'approfondissement de la démocratie (Cunill Grau 1997, 75).

Dans les années 90, le modèle d'un État à l'économie ouverte a été établi. Ce processus a été mêlé aux transitions démocratiques. De cette manière, l'exclusion et l'inclusion politiques ont été les premières manifestations qui avaient pour but de mettre en valeur la société civile.

Outre, la participation introduisit la démocratie directe comme le régime idéal. Le paradigme d'une société représentée par des intermédiaires a cédé la place à la possibilité de la gestion directe du pouvoir par certains secteurs de la société. Cela a eu lieu grâce aux réformes constitutionnelles qui ont facilité les mécanismes dans ce sens.

Ce processus a été soutenu par la décentralisation ; le pouvoir central a délégué et transféré des responsabilités aux gouvernements locaux afin de favoriser les gouvernements au niveau régional et local. Malgré ces tentatives, la plupart des essais de décentralisation n'ont pas eu les effets attendus, plus particulièrement dans des pays comme le Pérou, le Chili et la Colombie, qui étaient considérés comme des pionniers de la participation politique. Ces

réformes constitutionnelles ont proliféré comme un mécanisme pour moderniser les démocraties.

Selon Cunnill, la démocratie directe, qui était en vogue dans ces années- là, génère trois problèmes concernant la qualité de la démocratie. Tout d'abord, dans les années 90, la démocratie représentative et la participative ont été exhibées comme des antonymes. En réalité, elles pouvaient (et devaient en fait) devenir complémentaires.

Le problème ici est que la démocratie participative, au lieu de devenir un complément d'approfondissement, a été remplacée par la démocratie directe revendiquée comme le gouvernement *direct* du peuple. Ce gouvernement pouvait être exercé par des organisations dont la représentativité était mise en question car elle pourrait obéir aux intérêts particuliers.

Aussi, les mécanismes comme les referendums et la révocation des mandats dans plusieurs cas ont été manipulés pour favoriser les intérêts d'un gouvernement. Cela a facilité la polarisation politique et, dans chaque consultation populaire, la polarisation a affecté la consolidation de la démocratie. De plus, la délibération publique comme élément de la participation politique a été aussi affaiblie. Dans ces consultations, les mécanismes de la représentation ont été profondément détériorés.

Cela ne veut pas dire que les consultations populaires soient une menace contre la démocratie, mais plutôt qu'elles révèlent l'un des défis les plus anciens et complexes des régimes de ce type. Comme l'affirme le professeur français Thierry Ménissier :

Tandis que la théorie politique réfléchit aux possibilités de ranimer la démocratie par diverses expériences "participatives" et "délibératives", [...] la question se pose de savoir si les consultations populaires directes favorisent ou non la démocratie. Question complexe, dans laquelle se dévoile l'identité trouble de la démocratie : avec la tentation de la consultation directe, non seulement celle-ci se trouve dans l'obligation d'affronter l'une de ses contradictions intrinsèques, mais encore elle se voit peut-être forcée d'assumer son incapacité structurelle à la surmonter. [...] Cependant, l'ambiguïté est toujours présente: ainsi le référendum, sorte de cas d'espèce des consultations pratiquées en France, tire son origine des sources du pouvoir constituant durant la période révolutionnaire, mais il a régulièrement été mis en œuvre au sein de projets politiques populistes et autoritaires. (Ménissier 2010)

Selon Ménessier, les referendums ont des limites que, parfois, les hommes politiques décident d'ignorer. Comme dit l'auteur, bien qu'ils expriment la volonté du peuple, il n'existe pas de certitude sur la conviction de ceux qui ont voté. Le professeur Ménessier cite l'exemple du referendum de 1992 à propos du Traité de Maastricht qui, selon lui, illustre cette contradiction. À ce propos, il pose la question : « Combien de participants au référendum de 1992 ont effectivement lu le traité de Maastricht et l'ont accepté en connaissance de cause ? Et combien encore parmi ceux qui ont refusé le projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe de 2005 ? » (Ménessier 2010).

D'autre part, dans ce que l'auteur appelle le *gouvernement de l'opinion*, il n'existe pas d'objectifs politiques clairs et sensés. Au contraire, ce que l'on trouve chez les électeurs est beaucoup de *bruit* et de *fureur*.

Pour mieux décrire cette situation dans laquelle les électeurs votent, selon une conjoncture, des réformes à long terme, le politologue français Jean-Luc Parodi a parlé du *triangle référendaire* composé par : l'initiative, l'objet de la consultation et la conjoncture.

Ces idées révèlent un esprit passionnel dans les mobilisations qui aboutissent à ces consultations populaires. Cette euphorie qui marque le processus transforme les referendums en plébiscites. Par conséquent, les questions qui font partie de la consultation s'insèrent dans une logique personnaliste. Autrement dit, il ne s'agit plus d'une consultation du peuple sur une réforme afin que celui-ci décide, mais d'un vote de confiance pour augmenter la marge du manœuvre du mandataire ou du gouvernement. « Lorsque la question de confiance n'est pas engagée, inmanquablement le taux de participation s'avère faible » affirme Ménessier.

Finalement, les réflexions de Ménessier finissent par introduire un élément intéressant dans l'étude des jeunes démocraties : un effet de mobilisation du *thumos*. Selon les anciens grecs, le terme dénomme l'énergie du peuple, qui pouvait devenir : « *courage pour la guerre, colère populaire, ou impétuosité dans le comportement civique* ».

Comme l'auteur le démontre, ces passions que la politique est capable de susciter risquent d'être dangereuses dans les jeunes démocraties car elles peuvent conduire aux clivages insurmontables, ou de tensions profondes, ou de conflits armés internes, ou de guerres civiles.

Cela ne veut pas dire que la participation directe mine la démocratie, et plus particulièrement l'État de droit, mais il est incontestable que le fait de convoquer le

constituant primaire –à travers les consultations populaires- comme raccourcit se révèle comme l'une des menaces de la consolidation démocratique. Elle permet aux mandataires de façonner les lois selon leurs intérêts en ignorant les demandes collectives de la société.

Nous l'avions déjà remarqué : il ne faut pas confondre la démocratie participative avec la tyrannie d'une majorité. C'est un risque qui montre bien les défis pour fixer des normes qui règlent la participation de sorte qu'elles traduisent les demandes du peuple. C'est précisément la peur de cette tyrannie qui a poussé les penseurs nord-américains John Adams et Alexander Hamilton à préconiser aux Etats-Unis l'installation d'un régime basé sur la représentation. En fait, ils redoutaient que la majorité blanche puisse violer les droits des minorités. En conséquence, ils ont proposé une démocratie représentative avec le système de *checks and balances*.

L'autre problème que nous avons identifié est celui des nouveaux intermédiaires entre la population et l'État, les organisations qui ont pour but la mobilisation mais dont les intérêts ne sont pas toujours transparents. Dans certains cas, ces mobilisations revendiquent les besoins de secteurs particuliers de la société.

Ces dilemmes qu'entraîne la participation directe, montrent la difficulté pour évaluer la consolidation démocratique des jeunes régimes. Même il est vrai que ce type de problème existe dans les anciennes démocraties, les jeunes démocraties courent le risque majeur d'une rupture démocratique par la polarisation qui se dégage des interventions directes de la population dans la politique.

Par exemple, dans des pays comme la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Honduras, le Nicaragua, et le Venezuela, ce risque est flagrant. Dans ces pays, les consultations populaires ont créé une polarisation menaçant la gouvernance.

Finalement, il est paradoxal qu'une aptitude à l'appropriation citoyenne du système démocratique puisse devenir une menace contre la consolidation démocratique. Pour préciser ce phénomène complexe et contradictoire, il est nécessaire de distinguer la démocratie participative des autres versions, comme la démocratie forte, la démocratie directe, l'hyper-démocratie ou la démocratie plébiscitaire.

Le politologue étasunien Benjamin Barber est un auteur incontournable pour comprendre l'essence de ces types de démocraties dans les dernières années. Selon lui, seule la *démocratie forte* est capable d'assurer manière d'assurer une véritable participation.

La démocratie forte est définie par la politique participative : qui est littéralement, l'autogouvernement des citoyens au lieu d'un gouvernement représentatif au nom des citoyens. Ici, les citoyens actifs se contrôlent eux-mêmes. Ce gouvernement n'a pas d'instances de pouvoir, mais fréquemment le gouvernement apparaît afin de décider les politiques basiques, et pour déployer un pouvoir d'importance. L'autogouvernement se met en place au travers d'institutions bâties pour faciliter une participation civique fréquente dans l'établissement de l'agenda politique, la délibération, la législation et la mise en marche des politiques. [...] (Barber 2003 , 290)

Pour lui, la démocratie libérale et la représentative font de la politique une pratique de spécialistes et d'experts qui transforment la démocratie en une sorte d'activité qui exclue. Par contre, d'après l'auteur, la démocratie forte est la seule à pouvoir matérialiser une véritable participation.

Quant aux critiques que cette dérivation de la démocratie suscite, Barber considère que dans une démocratie directe, il existe des responsabilités de la part de la citoyenneté pour qu'elle gère de manière juste les affaires publiques. Bien évidemment, il est naturel de se demander comment les masses vont diriger un pays, mais Barber évoque une phrase de l'ancien présidente Franklin D. Roosevelt pour répondre à cette question : « *la plupart des gens commettront moins d'erreurs dans l'autogouvernement qu'un groupe plus petit qui tenterait de contrôler la société à travers un gouvernement.* » (Barber 2003)

Voici l'idée centrale de la démocratie forte, la version la plus radicale de la démocratie participative. Malgré les critiques qu'elle suscite, elle a pu favoriser quelques réformes constitutionnelles mises en place dans la région andine, sans rentrer dans les catégories discréditées décrites par Guillermo O'Donnell comme la *démocratie délégataire* et la *démocratie césarienne* qu'il a dénoncées à plusieurs reprises.

La lecture de Benjamin Barber aide à mieux comprendre les jeunes démocraties andines car leurs dynamiques parfois échappent aux concepts classiques de la démocratie libérale.

d.La crise de la participation et représentation dans l'ère *post démocratique*

Le professeur de l'Université de Warwick, Colin Crouch a introduit la notion d'*une période post-démocratique*. Selon Crouch, la démocratie est actuellement sous le control des élites d'une manière semblable à la période avant-démocratique ce qui a provoqué son déclin (Crouch 2004, 6). Par la suite, le Royaume Uni, les Etats Unies et l'Italie, au centre de son étude, devraient innover et créer un nouveau type de régime afin de surmonter la crise démocratique. Dans ce trois pays l'épuisement de la démocratie libérale est évidente, et il est intéressante qu'ils soient toutes de démocraties consolidées, mais avec une crise de représentation.

De même, Wolfgang Merkel, professeur de politique comparée à l'Université de Harvard, a aussi largement étudié la crise de la démocratie et il a repris l'idée de Crouch sur la *postdémocratie*.

Merkel a proposé trois éléments pour comprendre cette crise démocratique dans les pays européens (Merkel 2015, 36) :

- **Dans le domaine de la participation**, on peut constater que l'abstention a augmenté en Europe. Tel est le cas aussi, des mécanismes de participation comme les consultations populaires, la militance dans les partis politiques, la filiation aux associations, ou l'appartenance aux comités de délibération citoyenne.
- **Le domaine de la représentation** s'est vu affaibli car la confiance des citoyens envers les institutions a cédé la place au mécontentement. Ceci est valable pour les Parlements ainsi que pour les partis politiques.
- **Le domaine du gouvernement** est fortement affaibli spécialement dans le contexte de la Globalisation. La libéralisation économique, suivi de la dérégulation des marchés, et l'intégration régionale basée sur les échanges, ont provoqué une perte de la marge de manoeuvre pour les gouvernements. Le professeur Wolfgang Merkel rappel la question qui émerge fréquemment parmi les citoyens : « qui a le contrôle des affaires publiques ? le gouvernement élu directement par la voie du suffrage (ou par la désignation d'un parlement) ou les marchés internationaux, la banque centrale, ou bien les régimes supranationaux? (Merkel 2015, 36) »

Dans la même logique, Pierre Rosanvallon, intellectuel et professeur du Collège de France, adresse de fortes critiques contre les inégalités qui ont provoqué une régression démocratique. Rosanvallon estime que ce recul a eu lieu au tiers-monde aussi que dans de pays riches tels que les Etats-Unis et la France.

Dans le premier, « les 10% des revenus les plus élevés totalisent ainsi 50% des revenus totaux en 2010, alors que ce pourcentage n'était que de 35% en 1982 » (Rosanvallon, *La société des égaux* 2011, 12). L'économiste français, Thomas Piketty a montré comment pendant les années 60 et 70, au moment où le pays a mis fin aux discriminations raciales, les gouvernements ont mis en marche une politique économique de redistribution au niveau des impôts sur la fortune, et des augmentations du salaire minimum, sans provoquer des chocs sur l'emploi, ni sur la productivité. Mais au cours des années 80, avec l'arrivée de Ronald Reagan une forte concentration est stimulée et de ce fait, l'idée d'une crise de la démocratie causée par le capitalisme s'est affirmée. Le contexte décrit par Piketty a dévoilé avec précision comment les inégalités perdurent aux Etats-Unis, malgré l'arrivée des gouvernements démocrates ultérieurement :

Reagan surfe sur toutes ces frustrations et se fait élire en 1980 sur un programme visant à rétablir un capitalisme mythique des origines. Le point d'orgue est la réforme fiscale de 1986, qui met fin à un demi-siècle de forte progressivité fiscale et abaisse à 28 % le taux applicable aux plus hauts revenus. Ce choix ne sera jamais véritablement remis en cause par les démocrates des années Clinton (1992-2000) et Obama (2008-2016), qui stabiliseront ce taux autour de 40 % (deux fois plus bas que le niveau moyen de la période 1930-1980), avec à la clé une explosion des inégalités et des rémunérations mirobolantes, tout cela avec une croissance faible (mais un peu supérieure à l'Europe, engluée dans d'autres problèmes) et la stagnation du revenu du plus grand nombre.

Reagan décide également de geler le niveau du salaire minimum fédéral, qui à partir des années 1980 sera lentement mais sûrement grignoté par l'inflation (guère plus de 7 dollars par heure en 2016, contre près de 11 dollars en 1969) [...] (Piketty 2016).

En ce qui concerne la France, le professeur Pierre Rosanvallon rappelle que « le salaire moyen des 1% les mieux rémunérés a augmenté d'environ 14% entre 1998 et 2006,

et celui des 0,01 tout au sommet de l'échelle, de près de 100%, alors que la progression sur la même période n'a été que de 4% pour la grande masse des 90% des salariés du bas » (Rosanvallon, La société des égaux 2011, 12).

Est-ce que la démocratie *directe, forte ou participative* est en mesure de résoudre ces problèmes ? Comme on l'avait déjà observé, il n'existe pas de consensus sur la légitimité de tels mécanismes. Le politologue italien Giovanni Sartori est devenu le critique le plus réputé de la démocratie directe. Il considère les consultations populaires comme des instruments contraires à la négociation et au dialogue. Dans la même logique s'inscrivent des politologues tels que Sherman Clarke (Clarke 1998, 434) et Arend Lijphart (Lijphart 1999). C'est-à-dire, que le résultat de ces consultations s'impose sans laisser la place à la négociation. Voici l'exemple de la victoire du « non » dans le référendum pour souscrire l'accord de paix entre l'État et les FARC en Colombie en 2016.

La montée en puissance des mouvements qui peuvent défier les droits de l'homme en Europe – spécialement des migrants et de minorités- qui se sont affirmés grâce aux élections, semble confirmer ces critiques. Quand les gouvernements prennent de décisions par un mandat issu d'une consultation populaire, le dialogue paraît invraisemblable.

Mais au même temps, il faut tenir compte de discussions qui ont lieu avant d'une consultation populaire. On arrive à la conclusion que ces mécanismes directs ne sont pas forcément « démocratiques » ou « antidémocratiques » par eux-mêmes, mais il est nécessaire d'analyser chaque consultation et le processus qui l'a précédée.

L'analyse en abstrait du sujet apporte des conclusions ambiguës. En Europe et en Amérique latine l'interprétation varie selon chaque contexte. Dans le premier, la gauche a demandé une augmentation de poids pour le Parlement Européen, toutefois ce corps législatif, peut devenir le principal espace pour l'épanouissement de l'extrême droite européenne.

Le résultat des élections au Parlement Européen en mai 2014 ainsi le témoignent. Au Royaume Uni, l'United Kingdom Independence Party (UKIP) de Nigel Farage d'extrême droite, a obtenu une victoire avec 26.77% devant le Parti Populaire du Danemark ayant obtenu 26,6% et le parti de Marine Le Pen auto nommé comme les « non-inscrits » avec 24,85% (Albert 2014). A ce propos, le populisme de l'extrême droite en Europe pose un défi

à la démocratie, et revient sur l'idée déjà évoquée d'une tyrannie de la majorité telle comme l'avait prévu Alexis de Tocqueville, o John Stuart Mill.

Qu'est-ce donc qu'une majorité prise collectivement, sinon un individu qui a des opinions et le plus souvent des intérêts contraires à un autre individu qu'on nomme la minorité ? Or, si vous admettez qu'un homme revêtu de la toute-puissance peut en abuser contre ses adversaires, pourquoi n'admettez-vous pas la même chose pour une majorité ? Les hommes en se réunissant, ont-ils changé de caractère ? Sont-ils devenus plus patients dans les obstacles en devenant plus forts ? Pour moi, je ne saurais le croire ; et le pouvoir de tout faire, que je refuse à un seul de mes semblables, je ne l'accorderai jamais à plusieurs (Tocqueville 1993).

Les problèmes liés à la démocratie directe n'obéissent que à l'imposition d'une majorité. Wolfgang Merkel ajoute qu'il ne s'agit pas seulement d'une majorité, mais d'une minorité « active, tyrannique et avec une capacité pour imposer au reste de la société, non mobilisé, ou politiquement inactive, ses valeurs, avis et vision du monde » (Merkel 2015, 36). Voilà comment les risques de la démocratie directe ne se limitent pas à la tyrannie d'une majorité o minorité, mais plutôt à la restriction des droits politiques de groupes de citoyens qui ne se mobilisent pas. La démocratie plébiscitaire octroi une marge de manœuvre excessive sur des collectifs qui se mobilisent, mais réduit la participation des autres acteurs sociaux.

De nouveau, on voit le contraste entre la conception de plébiscite et de référendums⁴⁴ (ou bien de la démocratie plébiscitaire) en Amérique latine et en Europe. Au cours des années récentes, ce sont les partis populistes de gauche, qui ont appelé aux mécanismes de la démocratie directe, en Bolivie, en Équateur et au Venezuela. Même, le gouvernement d'Evo Morales a subi une défaite en février 2016, à la suite de la victoire du « non », dans un plébiscite pour réformer la Constitution afin de lui permettre un troisième mandat (Durand 2016).

Vue la difficulté pour évaluer la démocratie directe au niveau théorique, cette thèse aspire à constater la légitimité de tels mécanismes dans la réalité d'un cas. Dans la deuxième

⁴⁴ Normalement, référendum est un type de consultation issu d'une initiative populaire, tandis que le plébiscite provient du gouvernement. Pourtant ceci peut changer selon chaque régime.

partie de la thèse, on analysera l'utilisation de mécanismes de démocratie directe par Rafael Correa, qu'il a introduit afin de rédiger une nouvelle constitution en 2008 –dissolution du congrès, élections des *Asambleístas* pour rédiger la Constitution, approbation de la nouvelle Constitution, nouvelles élections au Congrès et présidentielles suite à la nouvelle Constitution- et pour achever une réforme constitutionnelle en 2011.

En Europe, l'extrême droite a souvent évoqué ces mécanismes. Dans la consultation populaire de juin 2016 au Royaume Uni (Brexit), la démocratie directe a été fortement contesté et la légitimité du résultat mise en question. Est-ce il s'agit d'imposition d'une minorité politiquement active ? Ou s'agit-il du droit légitime pour décider de rester ou d'abandonner l'UE ?

A l'égard du Brexit, le journal Libération –de gauche- a vivement critiqué le référendum, instrument qualifié d'anti-démocratique :

Le référendum, c'est l'exact contraire de la démocratie, qui n'est pas la dictature brutale de la majorité sur la minorité, mais un mécanisme complexe de pouvoirs-contre-pouvoirs destinés à éviter les décisions prises à l'emporte-pièce, sur la base de mensonges ou pour des motivations qui n'ont rien à voir avec le sujet, et les réponses simplistes à des questions complexes, comme celle de l'appartenance à l'UE. Contrairement à un vote du Parlement, qui peut être renversé par une autre majorité, le référendum est devenu LA parole du peuple et sa remise en cause, extrêmement difficile, comme l'a montré l'adoption du traité de Lisbonne en 2007 à la suite du « non » français de 2005 qui est toujours contesté. Le drame est que quasiment personne, dans les partis de gouvernement, n'ose plus remettre en cause la légitimité de cet instrument par crainte d'apparaître comme «*méprisant*» et «*élitiste*» (Quatremer 2016).

Pierre Rosanvallon introduit la notion d'une « panne d'égalité » qui pourrait aussi expliquer la crise démocratique actuelle. Il a identifié deux crises historiques qui ont éloigné la démocratie de ses principes fondateurs, trouvés dans la Révolution française et américaine, lorsque qu'il n'y a eu pas de dilemme entre liberté et égalité. La première crise a été causée par la Révolution industrielle et actuellement on assiste à la deuxième, suite à la concentration de la richesse décrite par Rosanvallon et Piketty, et qui porte préjudice à l'égalité. Dû au

constat « que l'on n'a jamais autant parlé de ces inégalités et qu'en même temps on n'a jamais aussi peu agi pour les réduire » (Rosanvallon, *La société des égaux* 2011, 13), Rosanvallon propose un retour à cette égalité indissociable de la liberté. Cette crise n'est pas basée seulement sur l'absence de représentativité, mais aussi pour l'impossibilité des citoyens de participer réellement, malgré qu'ils disposent d'un large accès à l'information.

Cette approche à la démocratie accentuée sur la dimension socio-économique qu'on trouve chez des intellectuels comme Pierre Rosanvallon, Margaret Canovan, Carlos de la Torre, Chantal Mouffe, et Ernesto Laclau est fortement influencée par le socialisme et les idées de gauche. Ces définitions alternatives sur la démocratie, sont nécessaires pour comprendre l'idée centrale de cette thèse, qui consiste, entre autres, à démontrer l'existence de mécanismes alternatifs de consolidation démocratique, dont le populisme.

En Équateur, le gouvernement de Rafael Correa a tenté de réconcilier deux notions largement conçues comme antinomiques, le *socialisme* et la *démocratie*. En Amérique latine la tendance a été de considérer le socialisme et le communisme comme des idéologies qui mettaient en péril les droits de l'Homme et les garanties civiles. La droite a profité pour accuser les leaders de gauche comme autoritaires. L'association du socialisme avec l'autoritarisme est une fausse assumption, ancrée dans la culture politique de l'Amérique latine.

Dans la mise en place de cette démocratie équatorienne, les mécanismes directs jouent un rôle clé, car ils remplacent l'idée d'une Révolution armée, qui prévalait dans les années 60 après la Révolution cubaine, par une démocratie radicale où les citoyens soient (ou deviennent) des protagonistes. Par ailleurs, ce régime profondément progressiste a pris la place des démocraties populaires vues auparavant comme le seul système politique capable d'attendre une égalité matérielle réelle. De cette fois, on voit que comment le *populisme* dévoile des aspects inaperçus de la démocratie autrement, et oblige à une étude sur une base empirique délimitée.

Comparée au domaine institutionnel, où la structure économique, ou à la gestion des crises, la participation l'appropriation citoyenne est l'élément le plus difficile à saisir dans l'étude de la consolidation démocratique. Pour cela, il est nécessaire d'introduire deux éléments. D'une part, le contrôle politique pour une garantie du respect de l'État de droit au-delà de la participation massive ou sélective. Et de l'autre, la construction de l'État, un sujet

actuel qui fait partie de la consolidation démocratique, spécifiquement dans les jeunes régimes.

e. La contrôle politique comme un facteur déterminant de la consolidation démocratique

Il existe une façon d'assurer la participation sans mettre en péril la démocratie grâce à l'émergence de la responsabilité politique, ou au contrôle responsable que la population exerce sur les fonctionnaires, ou à la responsabilité que la population assume quant aux décisions qu'elle a prises.

Bien évidemment, ceci est lié à la culture politique et au fait que les sujets de l'État sont devenus des citoyens, pour qu'ils soient suffisamment responsables du contrôle politique, et pour engager des actions collectives. Le politologue Philippe Schmitter a envisagé le concept de contrôle politique (*accountability*) comme un attribut nécessaire de la démocratie. Selon sa définition :

[...] le contrôle politique est la relation entre deux groupes de personnes ou d'organisations où l'un des acteurs s'engage à tenir l'autre au courant, ou à offrir des explications sur des décisions prises, ou bien à soumettre à l'approbation de l'autre les sanctions qui pourraient être prises. Le second, pour sa part, doit être sous le contrôle du premier, lui procurer des informations, et accepter les sanctions qui peuvent avoir lieu. En résumé, il implique un échange de responsabilités et de sanctions entre les gouvernements et les citoyens. Cela devient complexe par le fait qu'entre les deux, il existe des représentants. (Schmitter, *Assesing the quality of democracy* 2005 , 18)

Lorsque Philippe Schmitter parle de « représentants », il ne nie pas l'importance de la participation. Au contraire, pour lui, les citoyens ont un rôle indispensable à jouer car dans tous les régimes politiques, démocratiques ou non, il y a une sorte de contrôle politique mais il existe une différence clé par rapport à la démocratie et aux autres types de régimes. Dans la première, il y a des citoyens, par contre dans les autres régimes comme les sultanats autocratiques, les dictatures militaires ou les monarchies absolues, il n'y en a que des sujets soumis à un pouvoir absolu.

Le contrôle politique implique les mêmes droits et obligations pour les citoyens. C'est-à-dire qu'ils doivent être informés sur les actions de l'État, ils ont le droit d'entendre les explications d'un gouvernement sur une décision, ils doivent juger les actions de l'État selon leurs critères, et ils ont la responsabilité d'agir électoralement ou autrement (Schmitter, *Assesing the quality of democracy* 2005 , 19).

Compte tenu de ces faits, il faut savoir comment évaluer le contrôle politique afin de pouvoir comprendre la relation participation-consolidation démocratique. D'après Schmitter, il est nécessaire de remettre en question trois fausses idées sur les démocraties jeunes (ou néo démocraties comme il les a renommées).

Premièrement, il n'est pas vrai que les régimes nouveaux soient plus faibles que les démocraties dites anciennes. En fait, en très peu de temps, les nouvelles démocraties de l'Europe centrale et de l'est ont réussi une consolidation démocratique.

Deuxièmement, il est nécessaire de matérialiser la démocratie. Elle représente un système idéal, mais jamais parfait. Cela implique qu'il peut y avoir des manifestations d'injustice, de scepticisme de la part des citoyens, des inégalités politiques et un comportement égoïste de la part des fonctionnaires publics, entre autres, mais l'existence de ces problèmes ne contredit pas forcément le caractère démocratique d'un régime. Dans ce sens, il faut comprendre que par définition la démocratie ne s'épanouisse pas totalement, mais qu'elle reste un idéal à atteindre.

Troisièmement, il existe un critère partisan pour aborder la consolidation démocratique qui limite les analyses. D'après Schmitter, les socio-démocrates critiquent le processus de consolidation si le régime ne réduit pas suffisamment les inégalités, les libéraux le font lorsqu'ils voient qu'il n'y a pas de privatisation, et les conservateurs quand ils constatent le déclin des anciennes élites. Il est urgent de dépasser les clivages idéologiques au moment d'évaluer la consolidation démocratique.

Les trois fausses idées sur la démocratie rendent les études sur la participation dans la consolidation démocratique plus compliquées car les explications tirent des conclusions imprécises sur la performance démocratique des jeunes régimes.

Pour cela, l'auteur préfère évoquer la qualité de la démocratie comme objet d'étude de la consolidation démocratique. Autrement dit, comme une démocratie parfaite n'existera

jamais, il peut exister une démocratie de qualité suffisante pour que les citoyens se sentent identifiés et inclus dans le régime.

Le débat par rapport à la démocratie n'est plus dichotomique, et la question n'est plus pas de savoir si les régimes sont démocratiques ou non-démocratiques, mais quel niveau de démocratie ils présentent.

Pour mieux saisir cette idée, Schmitter présente sept items pour juger la qualité de la démocratie et qui nous servent pour expliquer l'importance de la participation comme facteur clé de la consolidation démocratique.

Tableau 3. Les sept items pour évaluer la qualité de la démocratie (l'échelle de la qualité démocratique) (Schmitter, Assessing the quality of democracy 2005 , 20).

Qualité 1	Des accords sur la Constitution ou sur le régime doivent être appliqués à l'ensemble de la société et sur le territoire.
Qualité 2	Les conditions pour la compétition politique sont assez claires et garantissent l'égalité.
Qualité 3	La participation doit encourager l'égalité.
Qualité 4	Le vote pour punir un homme politique ou un parti politique est une garantie pour le contrôle politique.
Qualité 5	La participation des associations a des effets sur la politique.
Qualité 6	Les individus voient la nécessité de devenir des sujets « politiquement actifs ».
Qualité 7	L'égalité des sexes s'impose.

Pour insérer la participation dans l'étude de la consolidation, Schmitter nous propose un cadre qui montre les actions des citoyens, des représentants et des hommes politiques à propos du contrôle politique. Par le biais du graphique suivant, l'auteur tente de montrer les interactions dans le processus de prises de décisions dans les affaires publiques :

Tableau 4. Les conditions essentielles pour un contrôle politique réussi (Schmitter, *Assesing the quality of democracy 2005* , 25).

	Avant	Pendant	Après
Citoyens	Participation	Attention	Obligation
Représentants	Mobilisation (pour ou contre)	Concurrence	Gestion des risques et application de la décision politique.
Hommes politiques	Accessibilité	Délibération	Responsabilité politique

Tableau 5. Les conditions pour un contrôle politique raté

	Avant	Pendant	Après
Citoyens	Abstention	Indifférence	Mécontentement
Représentants	Mobilisation (contre)	Obstruction	Résistance
Hommes politiques	Exclusion	Chocs/collisions	Imposition

Nous pouvons voir que la participation ne se limite pas à la mobilisation, mais qu'elle va au-delà de celle-ci. De cette manière, nous pouvons nous rendre compte que la participation en tant que symptôme d'appropriation citoyenne du régime démocratique ne dépend pas seulement des consultations populaires. Elle implique une activité fréquente qui n'est pas forcément institutionnalisée, car elle peut parfois être spontanée.

L'aspect le plus important de la participation, dans le contexte que nous avons décrit, est de savoir comment comprendre son impact sur la consolidation car ses effets sont assez ambigus. Cette situation crée des problèmes dans l'analyse de la perception citoyenne en tant que capacité de consolidation démocratique. Il a été intéressant d'approfondir l'étude de la participation comme phénomène indissociable de la consolidation, car la plupart des études sur ce sujet sont basées sur le domaine institutionnel, et il existe des expressions de la participation qui ne s'expriment guère par les institutions.

Malgré tout, on doit faire face à une question inéluctable et sans réponse : De quelle manière les jeunes démocraties peuvent-elles surmonter les dilemmes entre la participation citoyenne qui s'exprime parfois par des décisions illégitimes d'un point de vue démocratique, et le respect pour l'État de droit ?

f. La construction de l'État-nation et la consolidation démocratique : au-delà des approches de la science politique

Consolidation démocratique et étatique sont deux phénomènes bien différents. Pourtant, dans certaines régimes d'Amérique latine les deux processus ont coïncidé. Aussi on voit des cas où la démocratie semble fonctionner malgré le fait que l'État ne soit pas consolidé comme c'est le cas de la Colombie.

Ce paradoxe a été flagrant pendant les premières années de la démocratie après qu'elle eut été rétablie. Pendant cette période avec d'élections ininterrompues et sans ruptures démocratiques, la consolidation démocratique paraissait un objectif à atteindre dans les années suivantes.

Malgré cet optimisme face au fonctionnement de la démocratie, les questions relatives à l'État-nation n'étaient pas forcément résolues. Spécialement dans la région andine, l'instauration de la démocratie dans les années 50 et après ensuite dans les années 80, n'a pas eu comme conséquence l'achèvement de l'État-nation.

Dans le cas de l'Équateur, il n'est pas facile de comprendre que la démocratie et l'État-nation se soient consolidés parallèlement.

La plupart des études qui analysent la construction de l'État ont une optique eurocentriste car ils soutiennent que ces régimes se sont formés à partir de la guerre comme ce fut le cas de l'Europe. Les théories des Relations Internationales et de la Sociologie Politique qui ont traité la formation de l'État ont ignoré le tiers-monde, et se sont concentrées sur les pays développés.

La faiblesse de l'État est une difficulté majeure pour la consolidation démocratique en Équateur. Mohammed Ayoob professeur de l'Université de Michigan, et fondateur du réalisme subalterne, théorie des Relations Internationales, propose un cadre d'analyse pour

comprendre la formation inachevée des États du Tiers-monde (Ayoob, *Subaltern realism: International relations meets the Third World* 1998, 45)⁴⁵.

Par la suite, nous pouvons introduire la construction étatique comme un sujet à traiter dans les études sur la démocratisation. Selon le sociologue américain, Charles Tilly la formation des États s'explique par la quête du monopole de la violence. Ainsi les États se consolident lorsqu'ils mènent la guerre afin de neutraliser des ennemis, puissent protéger leurs territoires, et soient en mesure d'extraire les ressources dans leur territoire. Nettement Tilly affirme que « la guerre fait les États (C. W. Tilly 1985, 181) » .

Néanmoins, en Amérique latine, l'État a été conçu comme le moyen pour la libération du peuple. Autrement dit, l'aspiration des colonies en Amérique latine à devenir des États était avant tout la recherche de la liberté, à la différence de l'Europe où la lutte entre les États était causée par l'ambition du territoire. En conséquence, les guerres entre les États n'ont pas été une caractéristique latino-américaine. Bien qu'il y ait des confrontations (telles que la Guerre du Pacifique, la Guerre de la Triple Alliance, le conflit entre l'Équateur et le Pérou ou entre la Colombie et le Pérou), elles n'ont jamais atteint les mêmes niveaux de violence à grande échelle qu'en Europe aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles. L'Amérique latine n'a pas connu des guerres inter étatiques à l'échelle européenne. La libération vis-à-vis de l'Espagne a inspiré la formation de l'État, au lieu de rivalités territoriales régionales.

Par la suite, au moment d'analyser la construction étatique en Amérique latine, il faut considérer l'État comme une aspiration démocratique de la société. Si en Europe dans le système post-westphalien, l'État était une source de sécurité au milieu des guerres, en Amérique latine, il était un moyen pour conquérir la liberté et l'*Independencia*. Par conséquent, le lien entre la notion de l'Etat et la démocratie en Amérique latine s'explique à partir de l'émancipation des colonies, et non par la guerre.

⁴⁵ D'après lui, ce terme désigne ce qui est inférieur et faible. Il reconnaît que le terme est inspiré par la notion d'Antonio Gramsci. Celle d'Ayoob emprunte des éléments de l'historiographie indienne. Selon cette notion, il est important d'étudier les secteurs faibles de la société comme les paysans et les artisans entre autres, qui ont été largement ignorés par l'historiographie traditionnelle qui s'est concentrée sur les puissants, bien que les faibles soient une majorité. Certes, dans le système international présente une situation semblable. Les États du tiers monde constituent la « quintessence du domaine subalterne » car ils représentent les acteurs les plus faibles mais en même temps la majorité.

Ainsi, il faut une autre définition de la construction étatique qui soit plus adaptée à l'Amérique latine. Nous prendrons donc celle proposée par Keith Jagers, professeur de l'Université du Colorado :

[...] la construction de l'État-nation dépend de la capacité de celui-ci pour renforcer son pouvoir. Dans ce processus, l'État n'augmente pas seulement ses capacités économiques et militaires, mais son pouvoir institutionnel et politique. [...] Étant donné ces éléments, le pouvoir étatique comporte trois dimensions : les capacités nationales, le pouvoir enraciné dans la capacité politique et le pouvoir représenté dans les institutions. (Jagers 1992, 29)

La définition de Mohammed Ayoob complète celle de Keith Jagers et reprend quelques idées de Charles Tilly. Ceci nous est utile dans la mesure où elle prend en compte des problèmes politiques tels que l'instabilité. Ainsi la construction de l'État s'explique par trois capacités (Ayoob, *The third world security predicament: statemaking, regional conflict, and the international system* 1995, 22):

- a. L'expansion et la consolidation du contrôle territorial et démographique, basées sur l'autorité politique et le maintien de l'ordre.
- b. Le maintien de l'ordre sur un territoire et sur une population.
- c. L'extraction des ressources d'un territoire et la possibilité pour imposer de taxes à la population.

En Équateur, l'impossibilité d'attendre la cohésion nationale depuis l'Indépendance en 1830, dû aux clivages internes, entre autres, a empêché aussi la consolidation de la démocratie. Sur ce point, il faut rappeler que l'Équateur est né de la scission de la Colombie au XIX^{ème} siècle, à la fin des années 20. A ce moment-là, le *Distrito Sur* (Quito, Guayaquil et Cuenca) s'est révolté, entre autres, car il était isolé du centre de pouvoir (Dahlitz 2003, 232). Mais, au moment d'établir un nouveau pays, le désir d'indépendance de Guayaquil et de Cuenca a été évident. Dès le début le pays a dû faire face aux menaces sécessionnistes. De ce fait, l'État n'a pas gardé le nom de Quito, mais il a adopté le nom d'Équateur pour

garder le sens de l'unité. Cet équilibre fragile a permis à l'État équatorien de fonctionner, malgré des difficultés énormes.

Depuis l'époque de l'indépendance, la région de la Grande Colombie qui comprenait les territoires de la Colombie, de l'Équateur (Audiencia de Quito), le Panama, et le Venezuela (La Capitanía de Caracas) basculait vers la sécession. En 1830, quand l'Équateur et le Venezuela ont abandonné la Colombie, le fait que « l'Amérique était impossible à gouverner » a été confirmé tel comme l'a affirmé Simon Bolívar (Skidmore y Smith 1996,44).

Cette hétérogénéité des régions de l'Amérique latine, a été abordée par Gino Germani qui a proposé une triple catégorisation de pays : les homogènes, les hétérogènes et en voie d'homogénéisation. Voici le propos de Germani :

Si l'on prend comme indicateur la plus ou moins grande homogénéité culturelle, celle-ci étant estimée en fonction du degré d'intégration sociale et de l'existence d'une ou de plusieurs cultures au sein de la société nationale, on peut discerner trois groupes :

- *Homogènes* : Argentine, Chili, Uruguay ; à un moindre degré Haïti, El Salvador et Venezuela
- *Hétérogènes* : Guatemala, Équateur, Bolivie, Pérou.
- *En voie d'homogénéisation* : Brésil, Mexique, Colombie (G. 1. Germani 1968).

Cette taxonomie confirme le caractère hétérogène de l'Équateur et l'absence d'une intégration sociale à la base de l'unité nationale.

À l'époque des gouvernements militaires, ceux-ci ont essayé de rendre le pays plus homogène. Pourtant, pour atteindre cet objectif, ils ont fait preuve d'autoritarisme, et ont dégradé les droits des indigènes. Il est évident aussi que dans d'autres pays hétérogènes de l'Amérique comme la Bolivie, le Guatemala, et le Pérou, l'autoritarisme a été utilisé par les militaires ou par l'administration civile pour favoriser l'unité nationale.

Cela signifie-t-il dire que l'absence d'une unité nationale justifie des mesures autoritaires afin de consolider l'État ? Depuis la troisième vague l'autoritarisme n'est plus justifiable pour renforcer l'unité. Au-delà de cette question, on pourrait se demander si le populisme peut être utilisé, dès lors qu'il n'est pas autoritaire.

Quand les gouvernements essaient de refonder l'État afin de consolider la démocratie, le risque d'une dérive autoritaire augmente. Les régimes se permettent de violations à l'État de droit dans le but de transformer le pays.

La question est de savoir s'il est possible d'approfondir la démocratie quand l'État n'est pas encore consolidé ou achevé. Voici l'un des difficultés pour l'évaluation de la démocratie dans les jeunes régimes de la région andine.

En Amérique latine, ce processus a eu lieu d'une manière atypique et contradictoire. Pendant le XXème siècle, les États ont consolidé leurs frontières, mais la structure préindustrielle a ralenti la formation d'une identité nationale.

Même si l'État s'est doté d'une structure de pouvoir suffisant pour le contrôle des frontières et du territoire, l'identité reste un sujet inachevé. C'est pourquoi il est nécessaire d'expliquer le lien entre la formation incomplète de l'identité nationale, et l'absence de consolidation démocratique.

Malheureusement, c'est un sujet négligé par les grands auteurs de la consolidation démocratique tels que Philippe Schmitter, Guillermo O'Donnell, Larry Diamond, Andreas Schedler, Guy Hermet, Juan Linz et Alfred Stepan. Il faut l'inclure dans les analyses de la consolidation en Amérique latine, car le processus est révélateur de la démocratisation particulièrement dans les jeunes démocraties latino-américaines dont l'équatorienne. En plus, d'après ce que nous avons pu voir, la nation comme idéal est plus complexe que l'État. Le dernier comme institution souveraine a été consolidé au long du XXème siècle. Par contre, la nation en termes d'identité est encore en construction et de ce fait le besoin d'inclure la culture politique dans l'analyse. Le terme, selon Philippe Braud, consiste aux «héritage de savoirs, de croyance et de valeurs qui donnent sens à l'expérience routinière que les individus ont de leurs rapports avec le pouvoir qui les régit et aux groupes qui servent de référence identitaire. (P. Braud 2011 , 741)».

Pour analyser la culture politique en Équateur, il faut prendre en considération trois éléments. La tendance à la fragmentation, l'empreinte laissée par les gouvernants militaires et bien évidemment, le populisme comme pratique politique.

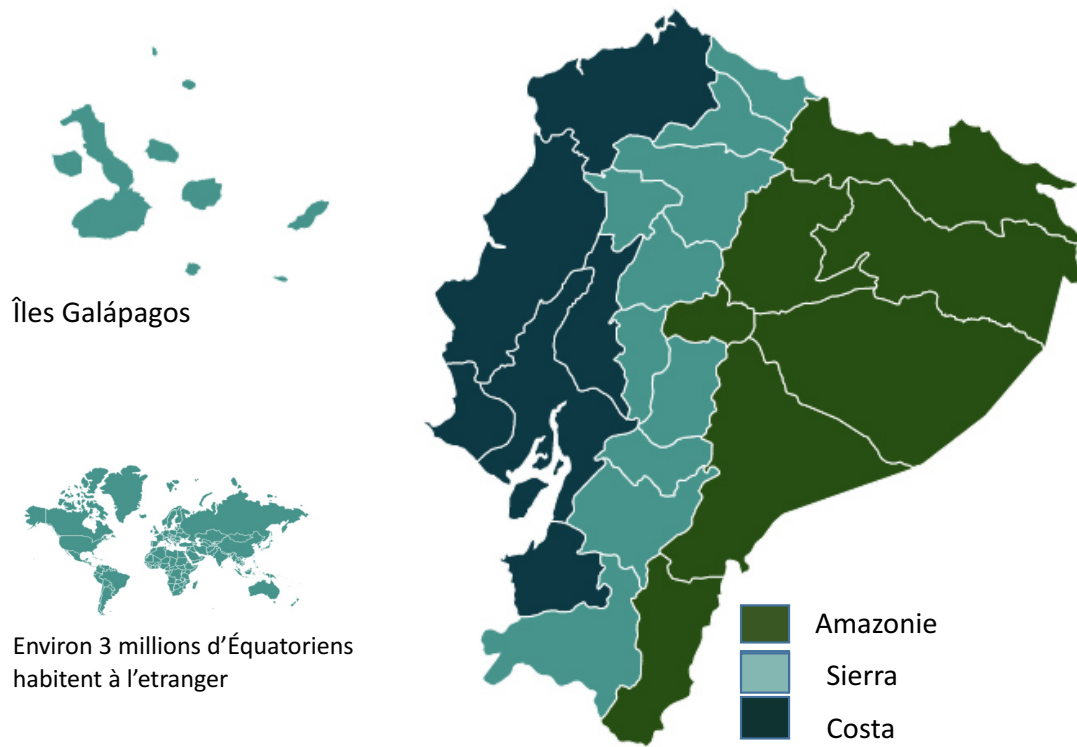
En Équateur, une caractéristique historique imposante a été le sentiment de fragmentation à la suite de pertes territoriales et de la division naturelle du pays. Par rapport à la première, il s'agit d'un sentiment de faiblesse vis-à-vis des pays voisins, particulièrement

la Colombie et le Pérou. Cela s'explique par l'expansion du conflit interne dans la premier, et les guerres du XXème siècle quant à ce dernier.

Aussi, l'Equateur est fortement divisé dans cinq régions (Voire la carte a continuation). La Costa, la Sierra, l'Amazonie, les Îles Galápagos et la population à l'étranger. A la fin des années 90, 800 000 personnes ont abandonné le pays pour aller s'installer principalement aux États-Unis et en Espagne (Herrera 2005, 14). De ce fait, les Equatoriens de l'exile composent la cinquième zone.

À ces caractéristiques il est nécessaire d'ajouter le legs des militaires dans le domaine socio-économique. Il faut rappeler qu'au moment d'abandonner le pouvoir, les militaires ont laissé un pays « riche » et pendant leur régime ont abouti à la reforme à la terre, la rédaction du code de travail, et d'autres mesures progressistes. Et bien évidemment, le populisme est une nuance incontournable dans l'analyse de la culture politique équatorienne.

Le cinq régions de l'Équateur



Elaborée par Mauricio Jaramillo Jassir

Chapitre 4. La démocratie, universelle ou particulière ?

¿Est-ce que c'est possible de déterminer si la démocratie a un contenu universel ou uniforme, ou si elle est plutôt un système politique qui s'adapte à chaque culture ? Le cas équatorien est illustratif de cette problématique, car il s'agit d'une adaptation des mécanismes de consolidation démocratique à la culture politique du pays. L'Equateur a fait face à une ambiguïté depuis des siècles. Bien qu'une partie du pays se considère *occidental*, les indigènes rejettent telle condition. L'une des tâches pour saisir la consolidation démocratique est de savoir si la démocratie est un idéal aussi pour les indigènes équatoriens (dans la deuxième partie on aborde les dilemmes dont ils ont dû faire face, quant à la participation politique). Il faut aussi se demander si la démocratie n'est qu'un idéal qui comporte des éléments inaltérables, malgré les différences cultures de chaque société ou si bien au contraire, elle doit s'adapter aux caractéristiques particulières telles que la vision politique des indigènes, qui n'est pas le résultat de l'évolution de la pensée libérale.

Afin d'éclaircir la vocation universelle ou particulière de la démocratie, il est pertinent d'analyser les contributions à ce sujet du sinologue François Jullien, et du politologue Bertrand Badie. Les deux ont aidé à comprendre l'idée d'une démocratie qui s'impose en tant que système universel, mais qu'elle doit faire face à la résistance de la part des cultures ou de régimes qui revendiquent leurs particularités. Ainsi, on peut observer la difficulté de trouver un concept de consolidation démocratique qui puisse s'inscrire dans la tradition libérale et à la fois réponde aux exigences particulières d'une culture.

Commençons par François Jullien. Dans *De l'universel, de l'uniforme, du commun et du dialogue entre les cultures* il propose une différenciation entre ces termes. L'universel vient de l'idée du cosmopolitisme des stoïciens, mais dans la reprise du terme dans la renaissance, le concept est devenu presque indissociable de l'*occidentalisation*. Puis avec la pensée de Emmanuel Kant cette tendance s'est vue renforcé. Voici les propos de François Jullien à cet égard :

Kant avait au moins le mérite, quant à lui, de ne pas ménager d'ambiguïté : l'exigence d'universalité-universalité au sens fort : de droit-vaudra effectivement pour la morale comme pour la connaissance. Sous cet unique commandement, aucune place n'est laissée à la diversité des cultures – Kant, à vrai dire, ne se posant pas la question, ou plutôt il ne la *soupçonne* pas. Pour lui, un moi (sujet) culturel n'existe pas, toute

conduite humaine étant soumise par principe à la même loi, celle-ci conçu à partir de l'universalité propre *aux lois de la nature* dont la science a découvert enfin la nécessité logique ; d'où cet impérative, étant universel, ne peut pas qu'être unique [...] (Jullien 2008, 21-22)

Dans cette conception de l'universalisme il n'a pas de place pour la diversité. Il paraît que la pensée kantienne serait née dans le monde occidental. Les idées sur la rationalité, les droits de l'homme et l'humanisme, seraient à la base de cet universalisme, fortement critiqué ces derniers temps, aux régions comme le Moyen Orient, l'Afrique Subsaharienne ou l'Amérique latine.

Pourquoi ces idées sont si critiquées ? La réponse inclut trois dimensions. Tout d'abord, parce que la notion des valeurs universelles a été instrumentalisée durant la dernière décennie. Spécialement les Etats-Unis ont lancé une offensive pour « démocratiser » le Moyen Orient fortement fustigée par les abus commis en Afghanistan et en Irak. Il est clair que le néo-conservatisme de George W. Bush a tenté de manipuler le discours sur les Droits de l'homme et sur la démocratie, afin de justifier ces deux interventions. Cette combinaison d'idéalisme démocratique avec l'usage de la force a affaibli la vocation universelle de la démocratie.

Aussi, la conception universelle de la démocratie est perçue comme une négation des singularités. Il est naturel que des gouvernements où la démocratie n'ait pas fonctionné, tentent de mettre en place des modèles ou des régimes alternatifs, souvent critiqués par les auteurs qui préconisent la démocratie représentative. Cette imposition de la démocratie représentative peut être interprétée comme une menace contre les singularités. En Amérique latine, particulièrement, cette revendication est présente dans le discours de la gauche qui a proposé de versions alternatives de démocratie, comme c'est le cas équatorien.

Autour de l'universel on identifie un paradoxe. Avec l'éclosion de l'URSS, il était naturel de prévoir une primauté occidentale. A ce propos, le célèbre essai de Francis Fukuyama est un exemple illustratif, même si le texte est facilement contestable. Néanmoins, la Globalisation a fait jaillir les particularités des cultures. Actuellement, un nombre représentatif des États de la périphérie s'opposent aux conceptions de la démocratie que ne tiennent pas compte de leurs singularités.

Mais, est-ce que l'universalisme implique uniformité ? Voici l'importance de l'essai de François Jullien qui propose une différence entre l'universel, l'uniforme et le commun, souvent interprétés comme de synonymes. Quand on observe les différences détaillées, il est évident que l'universalisme n'engendre pas l'uniformité.

En effet, Jullien affirme que fréquemment il paraissait que l'universel favorise l'uniforme. Pourtant, ce n'est pas juste. L'universalité est basée sur l'individu, tandis que l'uniforme est constitué par la répétition. Tandis que l'universalisme est un concept logique qui met l'accent sur le fait qu'on tous partagent le *logos* en tant qu'êtres humains, l'uniformité réponde à une dynamique économiste :

Entre l'universel et l'uniforme : le monde paraît aujourd'hui les confondre. Car il semblerait volontiers que l'uniforme serve seulement à doubler l'universel et à le renforcer [...] Or je crois plutôt qu'il en est l'inverse ; et que cette opposition, à l'époque de la mondialisation devient cruciale. [...] Tandis que l'universel est « tourné » vers l'Un –uni-versus- et traduit une aspiration à son égard, l'uniforme n'est, de cet « un » qu'une répétition stérile. (Jullien 2008, 31)

Ainsi, l'individu est au centre du discours sur l'universalisme. Ceci fait penser qu'il n'y a pas de contradiction entre l'universalisme et la singularité. Pourtant, l'idée d'universalisme promu par l'Occident est assez polémique car il n'existe pas une culture avec une tendance pareille vers l'expansion. Si bien il y a des nations ou de cultures comme les slaves, les chinois, les indiens ou les perses qui ont vécu un épanouissement, aujourd'hui, ni la Chine, ni l'Inde, la Russie ne cherchent pas à reproduire leurs modèles politiques et cultures à travers le monde.

Bien évidemment, ces pays ont des projets géopolitiques afin d'élargir leur influence. Quant à la Russie, l'intervention fréquente de Moscou dans les affaires de l'Ukraine, met en évidence sa volonté de faire contrepoids à l'UE. La Chine et l'Inde, de leur part, prévoient une influence surtout au niveau des échanges et des investissements, en Asie Centrale et dans l'Asie du Sud-Est, respectivement. Pourtant, aucun ne voit pas dans son régime, ou système politique un modèle à suivre. Il ne s'agit pas des cultures messianiques comme celle occidentale.

[...] l'universel, en érigeant sa « logique », celle du *logos*, dresse en antipode le *concret* ineffable [...] Or, ne pouvons-nous manquer désormais de nous demander, la pensée européenne ne serait-elle pas la seule à s'être ainsi écartelée ? La seule, par conséquent, à se trouver précipitée dans une histoire qui soit celle, justement, à travers désespoir et renversement, de l'effort de sortir de cette contradiction ? (Jullien 2008, 25)

Voilà l'un de défis de l'universalisme qui consiste en inclure des autres cultures dans l'instauration ou promotion des valeurs qui apparemment sont applicables à toute l'humanité sans exception. Il est urgent cette inclusion, car les pays qui revendiquent sa singularité en face de l'universalisme occidentale, sont de plus en plus nombreux.

Est-il possible d'identifier un mi-chemin entre l'universalisme et le particularisme ? Il faut tenir compte que les deux font face aux risques de devenir de radicaux. Le premier peut facilement devenir uniformisation, et le deuxième nationalisme, exotisme ou même xénophobie. En réponse, il est nécessaire d'introduire, le commun et le dialogue entre les cultures.

À différence de l'universel, concept politique, et de l'uniforme, terme économique, le commun est une notion politique contenant les éléments partagés par les membres d'une société. À la base de ce concept, on trouve *La Politique d'Aristote* où il affirme que « toute cité est une sorte de communauté (*koinônia*) ». Par conséquent, si l'universel s'est imposé par la logique de la modernité, le commun s'établit à partir de la reconnaissance des différences, et *s'enracine dans l'expérience* comme le suppose Jullien. L'universel est prescriptif et le commun est participatif (Jullien 2008, 45).

Ce dernier point implique la notion de communauté et d'identité qui sont à la base d'un groupe ou d'une société. Mais, si bien il est possible d'introduire le commun comme la base d'une identité commune dans un groupe, il est moins facile de le faire au niveau global. Un pays composé par 180 millions d'habitants, n'a jamais une identité nationale immuable, mais elle existe comme un facteur de cohésion.

Au contraire, dans le système international dont font partie plus de 190 états avec de revendications diverses, il semblerait ne pas avoir de la place pour le commun. Si le commun est basé sur l'inclusion, comment faire pour que un ensemble si hétérogène permette à tous

de participer (plus de 193 États) ? Voici une question qui révèle la difficulté du *commun* en tant que valeur pour promouvoir le cosmopolitisme.

Pourtant, Jullien insiste sur la possibilité d'un dialogue des cultures inspiré par le commun, qui est la notion qui sert comme point de départ d'un tel scénario. L'auteur évite les simplifications naïves de ces idées, et il est conscient de risques d'un dialogue des cultures qui n'est jamais facile.

[...] la nouvelle culture mondialisée se représente désormais en Parlement du monde qui se promet d'intégrer démocratiquement tous les courants divers- elle ne pourra pas... [...]Mais l'image est fautive : les notions et représentations culturelles ne sont pas ainsi dissociables de leur contexte pour se laisser ranger côte à côte, au rayon de « rationalisme », ou de « l'hédonisme », ou du « salut » (Jullien 2008, 193).

Cela ne contredit pas l'idée d'un dialogue des cultures, favorisé par les derniers événements politiques dans de pays en développement. Voyons ces faits politiques :

- L'élection présidentielle iranienne de 2013, et l'arrivée d'Hassan Rohani (récemment réélu) qui a tenté de reprendre l'idée du dialogue entre les cultures, inspirée par Mohammad Khatami.
- Les interventions des Etats-Unis au Proche Orient et en Asie Centrale, ont condamné à l'échec les tentatives de promouvoir la démocratie par la force. L'idée naïve de démocratiser la Grand Moyen Orient pendant les deux administrations de George W. Bush a été un exemple de l'instrumentalisation des idées kantienne sur le républicanisme et sur le cosmopolitisme. Bien que la démocratie soit un idéal partout dans le monde, les Etats-Unis ne jouissent pas de légitimité pour l'imposer. De ce fait, l'autonomie des pays de la périphérie vis-à-vis des puissances a favorisé un dialogue des cultures.
- Dans la plupart de pays de l'Amérique latine le radicalisme idéologique, a été remplacé par un discours de modération, sauf pour le Venezuela. Cette modération

qui s'impose comme tendance de la politique latino-américaine, facilite les nouvelles formes de consolidation démocratique.

En Equateur, on identifie une synthèse d'éléments de gauche, du christianisme et d'indigénisme, ce qui a conduit aux contradictions au niveau idéologique. D'un côté, Rafael Correa s'est proclamé comme marxiste et comme leader de gauche. Historiquement en Amérique latine, les partis politiques de gauche contestaient les principes de l'église catholique à propos du mariage gay, de l'euthanasie, de la légalisation de l'avortement et de la drogue.

Bien évidemment, dans le passé, le socialisme et l'église avait une proximité dans le cadre de la théologie de la libération. Ceci était atypique et jusqu'à certain point contradictoire, par le caractère marxiste des guérillas et des partis politiques qui revendiquaient cette théologie. Le marxisme promouvait l'athéisme farouchement. Ces exemples montrent la capacité pour le syncrétisme idéologique présente en Amérique latine.

De ce fait, il est rare que l'Équateur avec un gouvernement de gauche proclame la vie par mandat constitutionnel *dès la conception*, une coïncidence avec la position de l'église catholique, fortement rebattue en Amérique latine par la gauche. Il faut rappeler que l'un de premier pays en Amérique latine à légaliser l'avortement a été le Cuba sous l'égide socialiste

Le président Correa a tellement fustigé la possibilité de le légaliser qu'il a menacé avec sa démission en cas où les législateurs d'Alianza País appuient cette initiative.

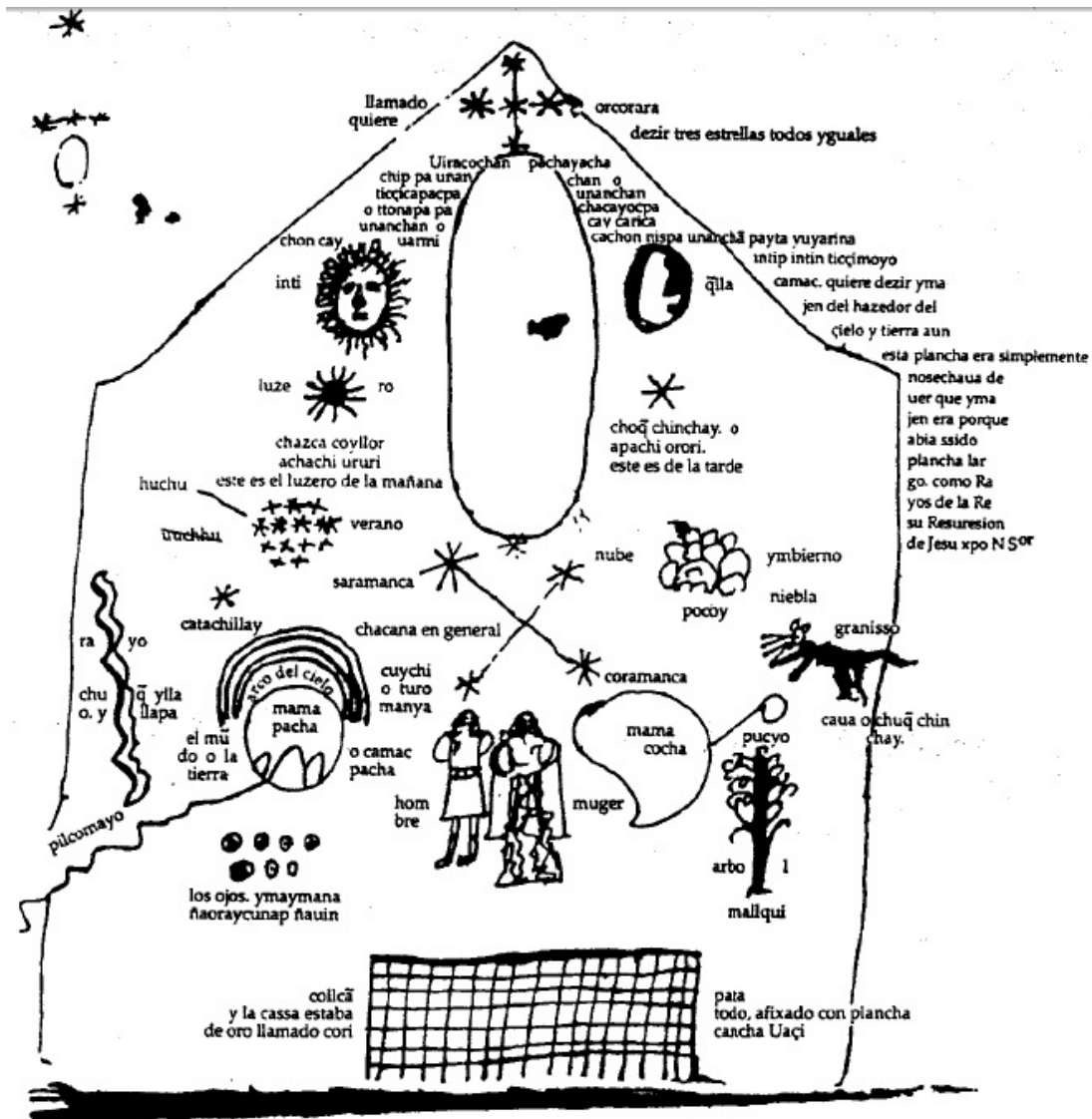
Voici la virulence de ces propos sur l'avortement : « [...] jamais j'approuverai la dépénalisation de l'avortement. [...] Si ces trahisons et déloyautés continuent, et si demain elles sont prouvées, qu'une telle situation ait lieu dans le bloque du País [Alianza País] serait regrettable, et je présenterai ma démission. [...] Quand est ce qu'on a parlé sur la dépénalisation de l'avortement ? Au contraire, la Constitution aspire à défendre la vie dès la conception. (El Mundo 2013)

Ce syncrétisme dont a fait épreuve Rafael Correa, montre les difficultés pour classer la culture latino-américaine. Le soi-disant caractère occidental revendiqué par la plupart des pays de la région, doit être mise en question, à la suite de revendications internes

des populations qui n'en font pas parti de cette autodénomination (les indigènes par exemple en Équateur). On confirme ainsi que l'étude de la consolidation démocratique doit tenir en considération les caractéristiques culturelles⁴⁶. Il est clair que la démocratie équatorienne doit s'inscrire dans sa culture ce qui implique une lecture de la cosmogonie andine très présente dans la population, spécialement chez les indigènes.

Une tâche complexe consiste à déterminer si cette cosmogonie indigène est compatible avec la démocratie occidentale. Pour avoir une idée sur la définition de celle-ci, on peut apprécier le schéma fait par Joan de Santa Cruz Pachacuti Yamqui Sacamaygua au XVI siècle, illustration emblématique sur la perception andine du monde :

⁴⁶ Selon Tzvetan Todorov la culture peut être définie comme « l'ensemble des caractéristiques de la vie sociale, aux façons de vivre et de penser collectives, aux formes et styles d'organisation du temps et de l'espace, ce qui inclut langue, religion, structures familiales, modes de construction de maisons, outils, manières de manger et de se vêtir. » (Todorov 2008, 46)



Dans ce schéma on peut apprécier les dieux pour les quichuas et les symboles. À haut, apparaît Hanna Pacha qui représente les éléments cosmiques, au milieu Kay Pacha conformé par la couplé (homme et femme) et en bas, Ukhu Pacha symbole des profondeurs.

Au-delà de l'interprétation de ces symboles, on s'aperçoit que la cosmogonie andine inclut la vénération aussi des figures de la religion catholique. Cela pourrait expliquer le syncrétisme entre le culte chrétien et le panthéisme naturaliste. Tel comme a été faite par Maya Cápac avec les éléments cosmiques et naturels, l'actuelle culture andine a incorporé de saints et de vierges à son panthéon de croyances. (Llendo Seminario 1997-1998)

Cette idée nous permet d'arriver à la conclusion que la cosmogonie andine a une forte tendance au syncrétisme et à la réconciliation des idées faussement assumées comme antinomiques. L'Équateur comme le reste de l'Amérique latine a été marqué par le métissage, et il est impossible de comprendre ses systèmes politiques sans tenir compte du dialogue interculturel constant.

Il serait illusoire de penser qu'il est faisable d'établir une république aymara ou quichua quand la plupart de la population est *mestiza*. Aussi, parce que les indigènes se sont ouverts à la démocratie comme on a pu le constater en Équateur, de même que dans le reste de la région andine. Cela ne veut pas dire, qu'ils soient disposés à accepter le néolibéralisme, auquel ils s'opposent farouchement, mais ceci implique qu'il est possible de trouver un chemin pour consolider la démocratie qui réponde à la logique multiculturelle latino-américaine.

Section 1. La stratégie de l'État importé. L'importation du socialisme pour corriger le système politique équatorien

Bertrand Badie centre son analyse sur les sociétés qu'il considère comme *extra occidentales* et souligne une contradiction fréquente. Ces pays non occidentaux développent un double rôle, car ils doivent s'adapter à l'occidentalisation, mais au même temps ils aspirent à innover, et revendiquent un changement. Le résultat pour Badie est une synthèse périlleuse, car ils finissent par imposer des régimes hybrides assez fragiles. Cette contradiction, favorise l'émergence des mouvements populistes (Badie 1992 , 10).

De nouveau, la question qui émerge est de savoir si les pays latino-américains peuvent être considérés comme non-occidentaux. Il est difficile de répondre car l'auteur reconnaît que la division Nord-Sud est peu rigoureuse et que l'idée d'un ordre mondial établi par l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest, laisse l'Amérique latine dans un vide. Initialement, le continent peut être considéré comme occidental, mais il n'est pas possible de faire abstraction de la résistance de cette idée chez les populations indigènes. Spécialement, dans les pays andins comme la Bolivie, l'Équateur, et le Pérou ce vide est flagrant.

Malgré que ces États aient pour but l'établissement des démocraties libérales, il n'est pas possible de les considérés comme occidentales. Ces pays vivent une tension constante entre l'adaptation au système de valeurs libéraux, et leur histoire qui a sa propre logique.

Pour Badie *l'importation de l'État* est une stratégie de la part des élites pour renforcer leurs régimes. Pour cela, le paradigme de l'État occidental a été souvent instrumentalisé. Badie évoque l'exemple du Sultan ottoman au XIXe siècle qui a introduit des éléments de la culture occidentale pour bâtir son régime. Aussi, la restauration Meiji au Japon en témoigne cette stratégie de l'État occidental importé.

Un autre avantage est la possibilité de remplir de « espaces vides » de la politique. Dans la période Meiji au Japon, Badie rappelle que l'appareil étatique à *l'occidental* facilitait le « monopole de pouvoir face à la décomposition d'un ordre féodal qui ne permettait plus au shogunat de contrôler certaines fractions du territoire japonais » (Badie 1992 , 136).

Aussi le Shah de Perse cherchait une forme de contrôle sur les territoires qui cherchaient de liens directs avec de puissances étrangères. Et de même, le sultan aspirait à un contrôle pareil avec l'autonomie grandissante des *ayan*.

Mais cette importation du modèle occidental pourrait être interprétée aussi comme une tentative d'un État pour se faire remarquer à l'étranger, et afin d'augmenter le protagoniste politique dans une région donnée. Cette situation a été vécue par Kuwait après son indépendance, car l'occidentalisation était une stratégie pour préserver sa spécificité par rapport aux voisins.

Bertrand Badie aussi prévoit que des États cherchent à importer un modèle d'État comme le socialisme (Badie 1992 , 314). Sans doute, ceci a été le cas de plusieurs pays de l'Amérique latine, dont l'Équateur de Rafael Correa où l'importation du socialisme révélerait une stratégie pour corriger trois défauts du système politique équatorien :

- Le double clivage qui consiste à une division entre la *Sierra* et la *Costa*, et entre la population afro, métisse et indigène. Le socialisme facilite l'unité nationale et permet à l'État, de récupérer la légitimité chez des populations déçues de la démocratie libérale. Le socialisme leur donne une place en tant que protagonistes de la Révolution citoyenne.
- L'instabilité aussi s'est corrigée, grâce aux réformes institutionnelles justifiées dans la nécessité de refondation inspirée par le socialisme du XXIe siècle. Rafael Correa a été le premier président qui finit son mandat depuis 1996.

- Le socialisme préconise la lutte contre l'inégalité économique. L'Équateur en tant que pays pauvre, et où la concentration des revenus est assez marquée, devient une nation favorable à l'instauration d'un régime socialiste.

Les effets du socialisme et du nationalisme sur l'identité équatorienne sont nets et ont servi à la stabilité et au renforcement de l'État. Le gouvernement de Rafael Correa n'a pas importé totalement ni le socialisme, ni le bolivarianisme, ni le marxisme. Il s'agit plutôt d'une introduction nuancée du socialisme, conditionnée par la culture équatorienne et les croyances du président Correa, principalement le catholicisme.

CONCLUSIONS PREMIÈRE PARTIE

Après la lecture des textes sur la consolidation démocratique, on conclut qu'il s'agit d'une sous-discipline de la science politique apparue comme conséquence de la démocratisation de la fin des années 70 et 80. Malgré le fait qu'elle puisse être conçue comme un sujet anachronique et attaché à l'évolution politique des années 90, on a constaté que la consolidation démocratique mérite une révision compte tenu des mécanismes alternatifs parus dans le nouveau siècle dans les jeunes régimes, comme l'Équateur.

La définition élémentaire de consolidation démocratique de Juan Linz comme « le seul cadre possible » est aussi utile pour commencer l'étude, mais on a tenté de l'approfondir dans cette partie de la thèse. Pour cela, on a évoqué une définition pragmatique de la consolidation démocratique proposée par le politologue Andreas Schedler, dont l'innovation consiste à se concentrer sur les capacités des régimes pour analyser la consolidation, au lieu de s'intéresser à la définition idéologique.

Outre, le populisme est un terme qui suscite des polémiques, et dans les dernières années, il a souvent été associé aux régressions démocratiques, exprimées par l'autoritarisme et le totalitarisme. Néanmoins, le populisme n'implique pas la mise en place d'un tel régime. Il faut comprendre, comme l'affirme le sociologue Ernesto Laclau que le populisme est une « pratique politique », à ne pas confondre avec une idéologie ou un type de régime politique.

Néanmoins, il faut reconnaître que certaines expériences populistes ont déclenché des processus autoritaires qui ont mis en péril la démocratie. Voici le cas de la Colombie durant le gouvernement du Président Álvaro Uribe Vélez, au Pérou pendant celui d'Alberto Fujimori et au Venezuela durant la présidence de Nicolas Maduro. Pourtant, il faut remarquer que le cas de l'Équateur est différent et les circonstances de sa démocratie sont exceptionnelles. Son passé militaire de *dictablandas* ou développementalistes selon le terme d'Alain Rouquié, et le syncrétisme entre nationalisme, socialisme, catholicisme et indigénisme, rendent l'étude de la consolidation démocratique et du populisme extrêmement complexe mais pertinent.

Le populisme, qui mérite une réflexion apparte, a joué un rôle décisif dans la construction de l'État moderne. Les historiens équatoriens Carlos de la Torre Espinoza et Rafael Quintero López confirment le poids du populisme dans la consolidation de l'État équatorien. Pour le premier, José María Velasco Ibarra icône du populisme a « démocratisé

la démocratie ». De ce fait, on a analysé les implications profondes des gouvernements de Velasco Ibarra sur la culture politique. Surtout, on a *décortiqué le mythe de l'éternel retour*, point d'inflexion qui a marqué l'histoire du pays.

D'autre part, étant donné les difficultés pour aborder la consolidation démocratique et le populisme, on a tenté de délimiter le sujet et on a privilégié une approche pragmatique. On a commencé par la définition de la polyarchie, selon le terme du politologue étasunien Robert Dahl, comme point de départ pour se pencher après sur la consolidation, d'après les capacités décrites par Andreas Schedler. A ces capacités, on a ajouté la participation politique comme un élément définitif pour l'approfondissement de la démocratie. Malgré le fait que la participation soit si importante pour la consolidation, elle comporte aussi de risques lorsque sont évoqués de mécanismes de démocratie directe qui peuvent porter préjudice à l'État de droit et au système de *checks and balances*. La crise de représentation vécue dans les systèmes démocratiques, a provoqué une pression pour augmenter la participation, au détriment des institutions. Cette crise dévoile la nécessité de repenser les mécanismes pour consolider la démocratie par la voie de la participation, sans affecter l'État de droit, ni les droits de minorités. Ceci est valable aux démocraties jeunes et anciennes, où la possibilité d'une ère post démocratique paraît possible, comme a été mis en évidence par le professeur Colin Crouch.

Par ailleurs, on a exploré le processus (parallèle et croisé selon le contexte) entre la construction de l'État-nation et la consolidation démocratique. En Équateur, Rafael Correa, (plus particulièrement entre 2008 et 2011) a engagé une double révolution : la refondation de l'État et la consolidation démocratique. On voit des exemples pareils dans d'autres pays de la région andine qui ont subi des tentatives de refondation étatique, par la voie de réformes constitutionnelles (la Bolivie, la Colombie et le Venezuela). Par la suite, on a abordé la *construction de l'État-nation* comme un élément qui conditionne la démocratisation. Par conséquent, il est nécessaire de l'inclure comme sujet d'étude de la consolidation démocratique latino-américaine.

Pour répondre à la question s'il existe une prédisposition culturelle par rapport à la démocratie libérale, on a abordé son caractère soi-disant universel, afin de mieux comprendre le rôle de la culture dans la consolidation démocratique. Etant donné qu'en Équateur 30%

de la population est indigène (25% du territoire)⁴⁷, il a fallu se demander s'ils ont une prédisposition négative contre la démocratie libérale, pour la considérer comme un système occidental dont ils n'en font pas partie. Mais, l'histoire équatorienne dévoile une vocation du syncrétisme-éclecticisme présente chez les indigènes qui ont incorporé des éléments du christianisme, et ont participé dans la politique. On a trouvé aussi cette vocation dans le gouvernement de Rafael Correa, suite à sa capacité pour prendre des éléments des différentes idéologies (nationalisme, socialisme, marxisme et christianisme) pour les rendre compatibles dans un mouvement-parti très hétérogène, Alianza PAIS.

On peut conclure ainsi que la consolidation démocratie s'appuie sur les études sur la culture politique, la construction de l'État-nation et le caractère universaliste de la démocratie. Ces éléments sont souvent négligés par les analyses des *consolidologues*, mais pour le cas équatorien sont essentiels.

⁴⁷ Malgré que les estimations du gouvernement situent ce pourcentage autour de 7%, les organisations indigènes réfutent cette chiffre. (CEPAL 2014, 130)

SECONDE PARTIE :
LE POPULISME ET LA CONSOLIDATION DEMOCRATIQUE EN
ÉQUATEUR

CHAPITRE1. Les réflexions sur le populisme en Équateur, un état de la littérature

Les travaux dédiés aux populisme en Équateur ont couvert trois problématiques ; historique, régionale et démocratique.

Premièrement, ils ont abordé l'incidence de José Maria Velasco Ibarra dans les transformations politiques. Ceci a fortement marqué la sociologie politique équatorienne, car divers auteurs, comme on le verra, ont mis en lumière l'impact de ses mandats sur le régime, ainsi que sur la culture politique. L'approche de ces études était plutôt historique, car elles avaient pour but l'identification de caractéristiques et de variables qui avaient survécus les changements politiques de différentes périodes ainsi que leur impact sur la culture politique.

Deuxièmement, on peut constater un intérêt pour le populisme à Guayaquil, en tant que phénomène local, concentré sur l'émergence du parti *Concentración de Fuerzas Populares* (CFP)⁴⁸ crée par Carlos Guevara Moreno en 1949. Les études qui se sont penchés sur le populisme au niveau régional, ont mis l'accent sur les profondes différences entre la *Sierra* et la *Costa*. Le sociologue John Marz en a contribué avec une étude assez complète et dont il est nécessaire de reprendre l'une des thèses :

Les origines et la première phase du parti de Guevara Moreno évoquent un phénomène historique discret qu'appartient à la dimension régionaliste du populisme. Guayaquil a été l'épicentre de l'activité politique, et à cette époque -de même qu'aujourd'hui- le problème élémentaire du domaine urbain consistait dans « intégration incomplet des banlieues à las dynamiques des villes » (Moore, 1978 :200). Les efforts de la CFP se sont concentrés vers une solution promise des problèmes urbains (Marz 1989, 332).

Le professeur Felipe Burbano de Lara (Burbano de Lara 2010 , 247)et la politologue Amparo Mendez Carrión (Menéndez-Carrión, Estructura y dinámica de la articulación electoral en las barriadas de Guayaquil, 1949-1978: El nivel local 1989, 351) de FLACSO ont aussi consacré des études à la sphère locale du populisme. Le thème qui prévaut dans ces approches est le populisme comme instrument des demandes locales et qu'éventuellement pouvaient s'exprimer sur le plan national. Abdala Bucaram qui a commencé sa carrière

⁴⁸ Concentration des Forces Populaires

politique à Guayaquil, et qui après, a été élu Président de la République, constitue un exemple d'un discours populiste qui commence par le niveau local, et atteint le domaine national.

Finalement, avec l'arrivée de Rafael Correa, la sociologie politique équatorienne a été secouée et polarisée par le débat sur le caractère démocratique ou autoritaire du populisme. Les professeurs César Montúfar, Ximena Sosa Buchholz, Flavia Freidenberg, Simón Pachano et Carlos de la Torre, ont aussi contribué à cette étude.

Dans cette thèse on a privilégié la littérature du populisme historique et celle dédiée à Correa. Bien évidemment, on a révisé les études au niveau local quand il s'agit des analyses, qui contribuent à l'explication du lien entre populisme et consolidation démocratique entre 2008 et 2011. L'état de la littérature a commencé par aborder la vision historique des intellectuels Agustín Cueva, Rafael Quintero, et des politologues Felipe Burbano de Lara et Carlos de la Torre, pionniers des études sur le populisme en Équateur et qui réfléchiront sur des questions contemporaines. Le dernier a développé la notion de techno-populisme, qu'on n'a pas inclut dans l'analyse car elle est imprécise et encore inachevée.

Par ailleurs, on a brièvement analysé le phénomène de la CFP à Guayaquil, un sujet historique importante depuis les années. Pendant le gouvernement de Rafael Correa, les tensions *Sierra et Costa* se sont exacerbées et Guayaquil, est devenu bastion de l'opposition contre la Révolutionne citoyenne. Cette ville a été le centre de l'activité politique de Jaime Nebot (maire de Guayaquil et ancien candidat à la présidence) et Cynthia Viteri (ancienne candidate), deux ennemis politiques de Correa.

Finalement, les textes des auteurs qui se sont dédiés à la période de Rafael Correa ont été rigoureusement étudiés.

Section 1. La pensée équatorienne dédiée au populisme

a. Le populisme historique

Agustin Cueva, Rafael Quintero, Felipe Burbano de Lara et Carlos de la Torre ont été les principaux auteurs à développer la question populiste dans la science politique équatorienne, de ce fait ils sont devenues les pionniers d'une jeune sociologie politique l'équatorienne. À ce propos, *El Proceso de Dominación Política en el Ecuador* de Cueva et *El Mito del Populismo en Ecuador* de Quintero sont apparus comme les premières études sur le populisme (Cueva, *El proceso de dominación política en Ecuador* 1974) (Quintero

López, El mito del populismo en Ecuador. Análisis de los fundamentos del Estado ecuatoriano moderno 1895 – 1934)

Agustín Cueva a commencé par définir le populisme comme « *une sorte de remplacement de la révolution démocratique bourgeoise, anti-impérialiste et non achevée en Amérique Latine* ». L'historien, en effet, a été le pionnier des études sur le velasquisme en Équateur, ainsi que sur le populisme dans les années 70 et son œuvre *El proceso de dominación política en el Ecuador* a fortement marqué la sociologie politique équatorienne. Il s'agissait d'une analyse du pays basée sur la lutte des classes et sur la domination en évoquant le matérialisme historique.

Cueva a mis l'accent sur le fait que le *velasquisme* a été :

[...] le phénomène politique le plus inquiétant de l'Équateur contemporain. Inutile de rappeler que Velasco Ibarra a triomphé dans cinq élections présidentielles et pris la tête d'un mouvement insurrectionnel, créant une fascination permanente des secteurs populaires sans pour autant cesser de favoriser les classes dominantes depuis le gouvernement. Surprenante aussi, sa capacité à s'appuyer sur les conservateurs ainsi qu'une bonne partie du clergé sans altérer ses relations avec les libéraux autant que les socialistes, jusqu'aux communistes. (Cueva, *El proceso de dominación política en Ecuador* 1974 , 72)

Une conclusion pertinente de cette étude consiste à distinguer le populisme du caudillisme, car on ne peut réduire l'explication du premier à la seule émergence d'un leader charismatique, elle va de pair avec la conformation et la transformation de la société équatorienne, particulièrement dans les années 30. La crise capitaliste de ces années a contribué à la formation de ce que Cueva a qualifié comme une « situation de masses » (Cueva, *El proceso de dominación política en Ecuador* 1974). Celle-ci consiste à la nécessité d'une transformation poussée par la société, car ni les élites urbaines ni les partis politiques ne sont plus capables de l'achever. Désormais, la participation populaire a été nécessaire, et les fraudes électorales impossibles.

De même, la fin du cycle populiste de Velasco Ibarra s'explique par une transformation socio-économique en Équateur, lorsque le pays est passé d'une économie

dépendante de la production bananière, à un système basé sur l'exportation du pétrole grâce à la découverte de gisements dans l'Amazonie.

Rafael Quintero s'est également dédié à l'étude du populisme en tant que mythe, un sujet qu'on approfondira. *El mito del populismo en Ecuador. Análisis de los fundamentos del Estado ecuatoriano moderno*, paru en 1980 a contribué à l'essor de la sociologie politique équatorienne à la suite de trois raisons (Cueva, *Interpretación Sociológica del Velasquismo* 1970, 716):

- Les thèses de Quintero ont démontré qu'entre l'Indépendance (1822) et la Révolution libérale (1895), l'Équateur demeurait un Etat précapitaliste. Cette Révolution n'a pas conduit à l'émergence d'une bourgeoisie. En réalité, la classe capitaliste ne s'est formée qu'après ces évènements.
- Après le *Segundo Pacto Oligarquico*⁴⁹ de 1934 qui a mené José María Velasco Ibarra à la présidence, un nouvel Etat a émergé, et a été dirigé par une classe dominante constituée par la bourgeoisie et des propriétaires terriens. Selon Quintero, le Pacte a empêché l'apparition d'une révolution paysanne.
- *El Mito del Populismo en Ecuador* a été la première analyse électorale pour la science politique équatorienne et a contribué à la sociologie politique autant qu'aux études d'analyse électorale.
- Dans la passé, le populisme était aipolitobordé à partir des spéculations. Pourtant, le texte de Quintero a ouvert la voie à diverses études sur le sujet, en créant une véritable base scientifique.

Carlos de la Torre, sociologue et chercheur au FLACSO, a aussi apporté une abondante littérature relative à l'étude du populisme en Equateur. Il a notamment tenté d'analyser la relation entre populisme, démocratie et autoritarisme.

⁴⁹ Le Premier Pacte Oligarque a été accordé en 1922 pour mettre fin à la Révolution Libérale d'Eloy Alfaro. Il s'agit d'un pacte entre les élites industrielles et urbaines qui s'est matérialisé avec la Massacre de Guayaquil du 15 novembre 1922, où ont péri 1500 ouvriers.

En collaboration avec Burbano de Lara, De la Torre a écrit *El Populismo en el Ecuador* en 1989, texte élaboré à partir des contributions de politologues, historiens et sociologues.

La thèse de cette œuvre est que le populisme a été un objet d'étude largement discuté, mais jamais approfondi. Dans cet ouvrage, De La Torre et Burbano de Lara proposent une classification des études sur le populisme qui reflètent l'évolution de ce phénomène en Equateur. Le populisme aurait ainsi deux approches, l'une fonctionnaliste et l'autre marxiste.

L'approche fonctionnaliste identifie trois phases dans l'essor du populisme en Équateur ; l'oligarchie, la populiste et la bureaucratique - autoritaire. La première phase correspond à l'existence d'oligarchies basées sur des économies exportatrices selon la logique centre-périphérie. Cette période s'est épuisée avec la crise du système capitaliste dans les années 30, et a ouvert la voie à la période populiste caractérisée par une alliance entre les élites industrielles et certains secteurs populaires urbains. Cette phase a eu lieu pendant la période de substitution des importations durant les années 40 et 50. Par conséquent, la fin du modèle a provoqué l'émergence d'une nouvelle classe sociale : la technobureaucratie civil-militaire, une élite militaire appuyée par de fonctionnaires qui visaient la modernisation de l'État, sans filiation idéologique.

Et la vision marxiste d'Octavio Ianni qui a défini le populisme comme un « *mouvement de masse qui apparaît au centre de la rupture structurelle qui provoque la crise du système capitaliste mondial, ainsi que les crises des oligarchies latino-américaines* » (Ianni 1973). De cette manière, les classes socio-économiques jadis dépourvues de signification politique se sont transformées en catégories politiquement agroupés.

b. À la recherche d'une catégorie pour le populisme équatorien

Avec la radicalisation du discours de Rafael Correa, les politologues équatoriens se sont de nouveaux intéressés à la question populiste et d'analyses ont tenté notamment d'expliquer l'émergence et le maintien du projet d'Alianza PAIS, à la suite de la polarisation que ceci a suscité.

Flavia Freidenberg, chercheuse à l'Institut de Recherches Juridiques de l'Universidad Autónoma de México (UNAM) a relevé les aspects du populisme qui sont compatibles avec

la démocratie. Freidenberg a insisté sur le fait qu'en Equateur le populisme doit être interprété comme un instrument de participation citoyenne.

Elle rappelle qu'en 1952 la coalition entre le Frente Velasquista, la Concentración de Fuerzas Populares –CFP- et les libéraux qui a supporté Velasco Ibarra a obtenu 41.09% des votes. En 1954, le président Carlos Guevara Moreno du CFP a obtenu 24.4% des votes. En 1960, Velasco Ibarra a concentré 48.78% des votes, et 32.8% en 1968. Finalement, en 1978, le président Jaime Roldos Aguilera a eu 27.7% au premier tour (Freidenberg, *El Flautista de Hammelin. Liderazgo y Populismo en la democracia ecuatoriana* 2008, 189). Ces chiffres démontrent une participation citoyenne importante stimulée par le populisme.

Dans un récent travail, Freidenberg propose une comparaison entre le populisme de José María Velasco Ibarra, l'ancien président Abdala Bucaram, l'ancien candidat aux élections présidentiels Álvaro Noboa Pontón, et Rafael Correa. La thèse défendue est que le populisme en Équateur se présente comme une manière pour établir un rapport entre le leader et la société. Malgré les différences de contexte historique et idéologiques, il est possible d'identifier des caractéristiques permanentes. Pour cela, Freidenberg propose les catégories suivantes (Freidenberg, *¡En tierra de caciques! Liderazgos populistas y democracia en Ecuador* 2015, 102-103):

- *Le contexte où émerge le leadership –situation politique et économique-*. Les leaders populistes surgissent dans des crises profondes, où la population est déçue face à la politique, ou bien, où elle est insatisfaite par rapport à la situation économique.
- *Le caractère et le style*. Le populisme propose un discours direct, un langage familier (informel) et le mépris des ennemis politiques est à l'ordre de jour.
- *La base sociale de soutien*. Les couches le plus modestes soutiennent et nourrissent les leaders populistes.
- *Les stratégies discursives*. Les leaders donnent une signification politique à la notion abstraite du *peuple*. À travers le populisme, ce peuple exclu auparavant, est censé de remplacer les partis politiques.
- *Le contenu des politiques économiques et sociales*. Le populisme n'entraîne pas une idéologie, mais au niveau de la politique social et économique, il

propose des actions avec des effets immédiats, dans le but d'attaquer les problèmes qui affectent ce peuple idéalisé.

- *La manière par laquelle le leader abandonne le pouvoir*: Il s'agit d'une manière dramatique, comme l'évoque le sociologue Diana Quatrocchi - Woisson, idée qu'on a reprise à plusieurs reprises dans cette thèse.

Ximena Sosa Buchholz, pour sa part, a comparé les trois populismes par excellence dans l'histoire du pays. Les présidents José María Velasco Ibarra, Abdala Bucaram et Rafael Correa. Selon elle, ils ont trois caractéristiques en commun :

- Ils ont tous émergés dans des moments de crises, et se sont présentés comme des *outsiders*. Dans le cas de Velasco et Correa, ni l'un ni l'autre n'a formé de partis politiques, mais ils ont constitué des mouvements, que sont respectivement le Velasquista et Alianza PAIS. Abdala Bucaram, pour sa part, a créé le Partido Roldocista Ecuatoriano.
- Ils ont appelé à une rhétorique de la confrontation et ont transformé les demandes non comblées, et le mécontentement de la population, dans des objectifs politiques, ce qui a encouragé la formation d'une nouvelle identité politique. Velasco a promu le suffrage universel, l'amélioration de l'éducation – spécialement pour les femmes- et l'unité de tout le pays à travers l'expansion du marché et la construction des voies terrestres. Rafael Correa, pour sa part, a prôné la qualité de l'éducation, du système de santé, la lutte contre la corruption et l'économie de solidarité.
- Ils ont organisé des bases clientélistes. Au moment où les attentes n'ont pas été comblées, les coalitions politiques se sont effondrées, et les gouvernements ont perdu leur marge de manœuvre.
- Velasco a été évincé trois fois, et Bucaram destitué. Correa, en revanche, a maintenu des consensus sur les bases d'Alianza PAIS, jusqu'à sa sortie en 2017.

On peut ajouter à ces caractéristiques de Ximena Sosa Buchholz, le fait qu'autant que Correa, Velasco Ibarra est apparu au moment d'une crise des partis politiques, conservateurs et libéraux, quand le pays avait besoin d'un « salvador » ou « mesías ». Velasco était libéral,

dans le sens où il promouvait des libertés pour le peuple, mais en même temps, il refusait les alliances politiques et devenait autoritaire.

Plus récemment, Cesar Montúfar professeur de l'Université Andina Simón Boívar, et Carlos de la Torre ont contribué à l'analyse du populisme durant le gouvernement de Rafael Correa. Tandis que Montúfar a considéré cette tendance comme nuisible pour la démocratie et implique une dérive autoritaire, De la Torre y voit un mécanisme légitime qui a approfondi la démocratie équatorienne.

Selon la thèse du professeur Montúfar, la Révolution citoyenne de Correa souvent appelé *corresimo*, a montré deux phases bien différentes. Premièrement, au moment où le président a refondé le système politique (Dès son investiture en janvier 2007 jusqu'à septembre 2010 avec la tentative putschiste des policiers). Cette *refondation* a impliqué un nouvel ordre politique, économique et culturel.

Deuxièmement, la dynamique de refondation s'est arrêtée, et le *correismo* a détruit ce qu'il avait promu, afin d'assurer son pouvoir. Le gouvernement a été responsable de l'affaiblissement d'un tissu institutionnel qu'il avait créé auparavant avec la Constitution de 2008. Spécialement, avec la consultation populaire de 2011, qu'on analysera dans cette deuxième partie, on s'aperçoit que le régime s'est chargé d'établir un lien direct avec la population au détriment de l'État de droit et des institutions. Néanmoins, Carlos de la Torre voit le phénomène autrement et propose une définition pour le *populisme radical* à partir d'une classification du terme.

De la Torre en a identifié trois types : le populisme classique, le néo populisme et le populisme radical. Le *populisme classique* est apparu dans les années 40 tel qu'on l'a décrit au début de la thèse. Le *néopopulisme* aussi décrit auparavant et évoqué par Kurt Weyland, et associé au néolibéralisme. Et finalement dans le XXIème siècle, la région andine a vu la profusion de populismes radicaux, à la suite d'une modernisation inachevée (De la Torre, *Populismo, ciudadanía y Estado de derecho* 2008, 24)

De la Torre explique que les populismes ont resurgit car ils répondent et se nourrissent de la faiblesse de l'Etat mais on peut noter une ambiguïté dans cette conception. Malgré le fait qu'il prône la possibilité que le populisme puisse aider à consolider la démocratie, il reconnaît que la résurgence du phénomène est due à la faiblesse de l'Etat.

Au fur et à mesure que les institutions ne fonctionnent pas, le populisme présente une série de solutions immédiates, et qui impliquent la refondation de l'État. Tel est le cas de l'Équateur, entre 1997 et 2006. Le système politique était démocratique, sans doute, mais l'État s'avérait incapable de fonctionner. En effet, la démocratie ne peut pas être consolidée que dans une ambiance institutionnalisée, avec un État fort. Néanmoins, la création d'un groupe des institutions dédié à une cause idéologique paraît moins démocratique.

Ce populisme radical est différent des autres types car il répond à une logique des transformations régionales, et par la suite, il est nécessaire de comprendre cette dynamique à l'échelle continentale. Voici une différence substantielle avec des populismes qui ont émergé dans la région dans des autres périodes. Cette fois-ci, le projet dépasse les frontières du pays, une grande différence avec les populismes prônés par les présidents, Juan Domingo Perón en Argentine, Juan Velasco Alvarado et Alberto Fujimori au Pérou, ou Fernando Collor de Melo au Brésil, entre autres.

Le populisme radical a été présent en Bolivie, en Équateur et au Venezuela, et sa vocation d'aspirer à refonder le régime politique par la réforme de la constitution, est peut-être la caractéristique commune à ces processus. Cesar Montúfar met l'accent sur cette caractéristique commune :

[...] Si on voit de près les discours et les stratégies politiques des populismes radicaux qui ont monté en puissance, spécialement dans la région andine, on peut conclure que Chavez, Morales et Correa ont consolidé avec une grande efficacité de leaderships et de régimes politiques assez personnifiés et ont concentré le pouvoir ; ils ont achevé un clivage entre deux champs polarisés, dans des termes politiques comme dans le domaine social et culturel. Au même temps, ils ont promu une re-institutionnalisation à travers les processus constituantes afin de reconstruire, et de refonder les institutions de l'État et les médiations politiques entre l'appareil étatique et la société. (C. C. Montúfar 2013, 7)

Ceci n'implique pas que ces transformations soient identiques parce que l'impact du populisme sur la consolidation démocratique est différent selon le pays. En Équateur, il est vrai qu'on n'a pas assisté pas à une dégradation de la démocratie telle qu'au Venezuela,

pourtant, la polarisation dans le discours de Rafael Correa a affaibli la démocratie. Ce clivage a été observé à travers deux phénomènes.

Tout d'abord, on a identifié une émission de télévision où le président essayait de démentir les fausses informations de la presse, et qui est devenu une pratique récurrente du président Correa⁵⁰. Cette émission a été instrumentalisée pour attaquer l'opposition, et a contribué à la personnification de la politique, une contradiction flagrante dans le discours de Correa. Tandis que le régime a fortement critiqué la politisation des médias, et pour y répondre a réformé la Constitution en 2011 à travers une consultation populaire, on a constaté que les apparitions à plusieurs maintes du président à la télévision promeuvent le clivage.

A cela il faut ajouter l'autocensure de la part de la presse et du milieu scientifique (professeurs universitaires et *think tanks*) qui redoutaient d'une stigmatisation causée par une critique contre le chef d'État, de plus en plus engagé dans des polémiques marqués par des insultes de sa part. Rafael Correa a insulté la journaliste Sandra Ochoa avec le terme « petite grosse moche » (El Universo 2007). A la suite de ce tendances, voilà la thèse de Montúfar : l'instrumentalisation des médias a été l'instrument par excellence de Correa, au lieu du populisme⁵¹.

Pour conclure cette partie, il est intéressant de réviser le travail récent de Carlos de la Torre, dans lequel il propose le terme *techno-populisme*, appliqué à Correa qui inclut à la fois le charisme et la technocratie. La définition de l'Équatorien est bien différente de celle de Max Weber, car pour le sociologue allemand, la *technocratie* et le *charisme* étaient des antinomies (Weber, *La política como vocación* 2007). En revanche, de la Torre prône une compatibilité entre le *populisme* et la *technocratie*, au fur et à mesure que le président Rafael Correa l'a utilisé pour mener à bien les réformes socio-économiques et politiques. Au même temps, le gouvernement a fait preuve d'un discours manichéen et un style direct avec la population.

Voici la thèse principale de De la Torre :

⁵⁰ Cette émission été connue en Équateur sous le nom de sabbatines (*sabatinas* en espagnol), dû au fait qu'elles avaient lieu le samedi.

⁵¹ Au moment de rédiger cette thèse, Montúfar ne considérait pas Correa comme populiste et il travaillait dans un texte qui n'était pas encore publié. Entretien à César Montúfar Quito le 26 novembre 2014

[...] Contrairement à ce qu'a été affirmé dans la plupart de la littérature, le charisme et la technocratie ne sont pas forcément systèmes de domination en opposition. Pour analyser les affinités entre le populisme et la technocratie, on considère le populisme comme un discours manichéen qui engendre la polarisation afin d'arriver au pouvoir et gérer les affaires publiques. La technocratie est conçu comme un discours d'experts qui appel à la science pour transformer la société [...] (De la Torre, *El tecnopopulismo de Rafael Correa ¿Es compatible el carisma con la democracia?* 2010, 24).

Pour arriver à cette conclusion, De la Torre a analysé une série de discours en 2009, une année très importante après les réformes constitutionnelles. Le professeur équatorien a repris le lien entre *néo populisme* et technocratie développé par Kurt Weyland et Kenneth Roberts dans deux articles célèbres, *Neopopulism and Neoliberalism in Latin America: How Much Affinity?* paru en 2003 pour le Congrès de la Latin American Studies Association (Weyland 2003, 22) et *Neoliberalism and the Transformation of Populism in Latin America* où Roberts a profondément étudié le cas péruvien d'Alberto Fujimori (Roberts, *Neoliberalism and the transformation of populism in Latin America: The peruvian case 1995*, 82).

Malgré l'originalité du terme techno-populisme et le parcours de De la Torre à ce sujet, le concept n'est pas fiable. L'auteur confond la technocratie avec le fait que Correa soit titulaire d'un Phd, de même qu'une partie de ses ministres –spécialement l'équipe économique, dont plusieurs venaient d'être professeurs à la Pontificia Universidad Católica de Quito-. Il est vrai que la plupart des ministres de Correa sont titulaires de Doctorats et des Masters, mais cela ne traduit pas forcément une vocation technocrate pour gérer la politique.

La Révolution citoyenne est au fond un mouvement idéologique, incompatible au bout de comptes, avec les critères rationnels de la technocratie. En contraste dans les années 90, les gouvernements néo populistes étaient considérés comme de technocraties, parce ils rejetaient l'idéologie, entre autres. Cette idée est à la base de la différence entre le *populisme* et le *néo*.

Après avoir exploré ces contributions dans les domaines historique, local et démocratique actuelle, on a constaté que ces auteurs ont contribué à l'explication du *populisme* comme un élément clé dans les sujets suivants de la politique équatorien :

- La modernisation et l'urbanisation au XX siècle
- La construction de l'État-nation
- La culture politique
- Le clivage Sierra (Quito) et Costa (Guayaquil)
- Les tentatives de démocratisation

Pour la rédaction de cette thèse, ces sujets ont été inclus et l'accent a été mis sur le dernier compte tenu de l'objectif qu'on poursuit.

CHAPITRE 2. Les contradictions de la démocratie équatorienne

Après avoir révisé les évolutions conceptuelles du populisme et les contributions de la littérature équatorienne à ce sujet, il sera nécessaire d'analyser la démocratisation en Équateur. Pour saisir la problématique, on l'abordera en trois volets. Tout d'abord, il va falloir exposer les antécédents du gouvernement de Rafael Correa pour comprendre la radicalité de son discours. Ainsi, nous analyserons la crise politique après la chute d'Abdala Bucaram qui marque le paroxysme de la crise politique équatorienne, la constitution de 1998, principal antécédent de la constitution impulsée par Rafael Correa, et la crise économique qui a mis en évidence la vulnérabilité externe équatorienne et explique aussi la tentative de refondation de Alianza PAIS.

Ensuite, il sera nécessaire d'examiner le gouvernement de Correa. Ceci implique d'analyser : qui il est, comment il est arrivé au pouvoir, et son discours populiste prônant un régime politique participatif qui cherche à approfondir la démocratie.

Enfin, nous étudierons les effets des réformes entre 2008 et 2011 sur la consolidation démocratique. Ce rapport entre ces changements et la démocratisation permettra de problématiser le lien entre le populisme contemporain en Équateur et la consolidation de sa jeune démocratie.

Section 1. De l'établissement stable aux ruptures

a. L'établissement de la démocratie : une transition *desde arriba*

Comme nous l'avons souligné dès le début, le système politique équatorien a apparemment fonctionné correctement entre 1979 et 1996. Cette année-là, le pays s'est vu plongé dans une crise politique qui a eu comme conséquence l'émergence de leaders tenant des discours basés sur le besoin de corriger ou d'approfondir la démocratie.

Il est intéressant de constater qu'avant de l'arrivée de Rafael Correa, il y a eu deux tentatives pour refonder la démocratie : celle d'Abdala Bucaram, et avec la rédaction de la Constitution de 1998. Cela met en exergue que les aspirations pour *inaugurer* et *consolider* la démocratie s'entrecroisent, ce qui contredit les notions des *consolidologues* qui ont une perception séquentielle de la démocratisation. En revanche, on constate qu'en Équateur il peut être circulaire.

Avec le coup d'État contre Jamil Mahuad et la destitution du colonel Lucio Gutiérrez, l'Équateur est devenu un symbole d'instabilité, et le régime montrait son incapacité à gérer

les crises. Pourtant, comme nous l'avons souligné au long de cette recherche, l'instabilité n'est pas au cœur de la problématique. Car elle n'est qu'une conséquence de l'absence de la consolidation démocratique. Ces crises ont été provoquées par les contradictions (surtout en ce qui concerne la représentativité) au moment d'installer la démocratie, et par les réformes qui ont tenté de la consolider depuis 1979.

Voici l'une des principales erreurs lorsqu'on analyse la démocratisation équatorienne : prendre 1979 comme point de départ. En fait, il est nécessaire d'observer ce que le professeur de l'Université Andina Simon Bolívar, Pablo Andrade appelle « l'histoire courte » de la démocratie équatorienne depuis 1976 (Andrade, *Democracia liberal e inestabilidad en Ecuador. Apuntes para una interpretación política* 2005 , 169). Cette année-là, le gouvernement militaire du général Guillermo Rodríguez Lara a été remplacé par un Triumvirat militaire suite à un coup d'État. Le général Rodríguez Lara avait entrepris une industrialisation et une modernisation profonde afin d'obtenir le soutien des classes aisées. Les réformes ont visé l'accès aux services tels que l'éducation, la santé, l'accès à la terre, et aux services bancaires. Selon les chercheurs Catherine Conaghan et Douglass North, le général était « obsédé par une industrialisation rapide » (Conaghan, *Industrialists and the Reformist Interregnum: Dominant Class Behavior and Ideology in Ecuador, 1972- 1979 1983*) (North 1990) .

Malgré ces efforts, la bourgeoisie équatorienne -qui n'était pas encore consolidée- n'était pas d'accord avec les réformes et voulait des transformations plus libérales. Par conséquent, deux acteurs ont engagé la lutte contre le général Rodríguez Lara et ont permis la transition vers la démocratie ; les militaires qui ont pris le pouvoir après la chute du général, et des élites politiques qui avaient émergé entre 1948 et 1968 avec la création de partis politiques, tels que la Concentration des Forces Populaires, la Gauche Démocratique, la Démocratie Populaire, et la Parti Social-Chrétien.

Avec le Pacte pour le retour à la démocratie, les Forces Armées aspiraient à conserver les acquis obtenus pendant les gouvernements militaires. Les partis politiques, pour leur part, cherchaient le contrôle définitif de l'État. Voici comme la Constitution de 1978 naquit. Néanmoins, le mouvement ouvrier et de paysans ont été exclus du Pacte. Les deux demandaient des réformes visant la redistribution de la richesse, mais les transformations de 1978 ont été gérées par les partis politiques qui ont empêché la participation de la population.

La principale concession des partis envers les masses populaires fut l'introduction du suffrage universel. Avant les analphabètes ne disposaient pas de ce droit. Comme l'affirme le professeur Pablo Andrade, il s'agit d'une démocratie achevée par les élites :

Du point de vue des secteurs populaires, la nouvelle démocratie ratifiait la concentration de la richesse qui était énorme, même pour les paramètres latino-américains. Par la suite, il n'y avait pas d'intérêt pour les partis politiques, à conformer des coalitions afin d'impulser dans le moyen et dans le long terme, l'accès aux biens collectifs pour les plus pauvres. (Andrade, Democracia liberal e inestabilidad en Ecuador. Apuntes para una interpretación política 2005 , 170)

Cette transition élitiste nous conduit à l'étude des transitions politiques du politologue Gerardo Munck et de la professeure de l'Université d'Illinois Carol Skalnik Leff qui les ont classifiées afin d'observer leur impact sur la démocratisation. Ils ont conclu que les conditions de la transition conditionnent la démocratisation (Munck. Gerardo et Skalnik Leff 1997, 344).

Auparavant, la classification des transitions se faisait dichotomiquement par rapport à la rupture ou à la continuation avec le passé. Mais pour eux, il était nécessaire d'ajouter un critère à cette classification : l'identité des acteurs qui entreprennent la transition. C'est-à-dire, les effets d'une transition sur la démocratie varient si elle a été entreprise par une élite que par une contre-élite, d'où la contribution estimable de cette étude.

Schéma 4. Types de transition (Munck, Gerardo et Skalnik Leff 1997, 346)

		Identité de l'acteur qui mène la transition	
		Élite	Contre-élite
Confrontation	Révolution <i>desde arriba</i>	Révolution sociale	
	<i>Réformes à travers une rupture</i>		
Accommodation	<i>Réformes à travers une négociation</i>		
	Réforme Conservatrice	Réforme <i>desde abajo</i>	

En Équateur, la transition a été gérée par des élites qui faisaient partie des Forces armées ou de partis politiques. L'étude de Munck et Skalnik fait une comparaison entre les transitions en Europe centrale et de l'est et en l'Amérique du Sud, pourtant cette analyse ne prend en compte aucun pays de la région andine. Cette lacune explique l'importance d'étudier le cas équatorien pour approfondir la *transitologie*.

Selon les critères apportés par les auteurs, la transition équatorienne se classerait comme *desde arriba*. La question est de savoir si cette transition a signifié une rupture avec le passé. On aperçoit un changement total par rapport au passé autoritaire et au modèle de l'État-providence⁵² des Forces armées. Il est probable que ce dernier changement ait obéi aux politiques économiques qui proliféraient en Amérique latine dans les années 90 dans le « Consensus de Washington ». La politique économique néolibérale implantée par l'Équateur

⁵² L'État intervient pour octroyer de bénéfices économiques et sociales aux citoyens. L'un de modèles qui a inspiré cette tendance a été l'Allemagne de Otto Von Bismarck et le système de sécurité sociale.

dans les premières années de la démocratie est un antécédent de cette vague libérale-capitaliste qui a frappé le continent.

Voici l'un des paradoxes du cas équatorien : bien qu'il y ait eu rupture avec le passé dans la transition, ce changement n'a pas été bien perçu par la population. Dorénavant, le pays a gardé la nostalgie des gouvernements militaires à propos de la politique sociale.

Ainsi nous pouvons observer les problèmes qui entraînent l'établissement d'une constitution ou bien une démocratie au travers de pactes élitistes. Il faut souligner de toute façon que le problème n'est pas le pacte en soi mais la nature élitiste. À propos de cette caractéristique, en Amérique latine, il est possible de trouver des pactes qui ont fonctionné, et d'autres non. Cette idée obéit à la logique de Gerardo Munck et de Carol Skalnik dans leur classement des transitions. Dans le cas équatorien, nous pouvons considérer le remplacement de la Constitution de 1998 comme une sorte de transition.

Selon la classification de ces auteurs, un autre élément qui explique la polarisation et la confrontation dans les transitions est la rupture avec le passé. Comme nous venons de le mentionner, il existe une volonté, dans les Constitutions de 1978, de 1998 et de 2008, de faire une rupture avec l'autoritarisme, en 1998, avec la récente instabilité chronique, et finalement, en 2008, avec la particratie et le néolibéralisme.

Outre, cette catégorie « *desde arriba* » nous rappelle la rupture entre l'État et la société civile évoquée par le politologue italien Norberto Bobbio, et les difficultés d'une transition politique impulsée par les élites où la société est exclue du processus. Quant à la division dont parle Bobbio, elle empêche la naissance d'une citoyenneté, condition nécessaire pour l'installation de la démocratie, car il est difficile de concevoir un régime démocratique qui s'établisse sans inclure les couches défavorisées de la population.

Après 1979, les principaux véhicules de la démocratie ont été les partis politiques qui ont géré le pouvoir entre 1979 et 1996. Selon la tradition équatorienne, les partis politiques avaient intérêt à se constituer en tant que machines électorales destinées à obtenir des votes grâce à des pratiques clientélistes. Après le rétablissement de la démocratie, les partis ont continué avec cette dynamique.

Sous ce jour, il est possible de considérer la démocratie équatorienne de cette époque comme un régime *clientéliste moderne*, composé par une société urbanisée mais une classe rurale qui manquait encore d'une culture politique démocratique (Andrade, Democracia

liberal e inestabilidad en Ecuador. Apuntes para una interpretación política 2005 , 171). Cela est considéré par le professeur Pablo Andrade comme la démonstration d'une hypothèse : contrairement à ce qu'affirment la plupart des analystes équatoriens, l'instabilité des années 90 et du début du siècle n'est pas causée par l'échec du fonctionnement des institutions nées avec la Constitution de 1978, mais par sa réussite.

D'après Andrade, entre 1979 et 1996, il y a eu une concurrence plus ou moins juste entre les partis politiques et une alternance entre eux a eu lieu. Néanmoins, tous les gouvernements équatoriens de cette époque ont été issus des partis politiques qui ont participé aux accords pour le retour de la démocratie, c'est-à-dire ceux qui représentaient des élites incarnant une transition faite *desde arriba*.

Avec une transition élitiste, le régime a été incapable de s'adapter au nouveau contexte politique, issu de la participation de nouveaux acteurs de la vie politique, comme les mouvements sociaux et les indigènes, entre autres. Auparavant, il était impossible pour ces acteurs de participer dans la vie politique, mais des grandes mobilisations ont eu lieu, sa participation a été une demande de leur part.

b. Le présidentielisme comme la cause de l'instabilité équatorienne

D'après le politologue Juan Linz, les principales caractéristiques qui marquent les systèmes présidentielistes sont une période fixe pour l'exercice du pouvoir exécutif, et l'élection présidentielle directe. À partir de cela, Linz détecte une faiblesse dans ces régimes, à savoir une tendance à l'instabilité due à la *rigidité* du système. Comme il n'est pas possible de raccourcir le mandat d'un Président, comme dans les régimes parlementaires, une crise peut affaiblir la légitimité de l'exécutif. Aussi, il est peu probable que celle-ci se résoudre dans le cadre des institutions. Dans les régimes parlementaires, face aux crises de ce type il existe la possibilité de dissoudre le Parlement et convoquer des nouvelles élections.

La politologue du GIGA d'Hambourg Mariana Llanos estime que « l'élection directe de l'exécutif et du pouvoir législatif, leur donnent au président et au Congrès une légitimité de manière directe, et duale, ainsi des conflits institutionnels sont induits sans spécifier qui doit prévaloir sur l'autre, une fois le conflit entre ces deux pouvoirs a surgi » (Marsteintredet y Llanos 2010, 5). On voit que dans les régimes présidentiels l'absence de mécanismes de

médiation est à l'ordre de jour, et les disputes entre le chef d'État et le Congrès provoquent de crises profondes.

Dans la même logique, Linz affirme que si le président ne compte pas sur un soutien législatif suffisant, il peut amorcer des réformes autoritaires afin de pouvoir exercer le pouvoir et mener à bien sa politique.

Les notions de Juan Linz sont applicables à la démocratisation en Équateur, durant ces dernières décennies. Est-ce que la cause de l'instabilité équatorienne est le présidentielisme ? Il est incontestable que dans ce pays, la dualité entre le Congrès et les présidents a été fondamentale pour la fin de mandat brutale de ces derniers. Linz suggère que les ruptures qui ont eu lieu en Amérique latine après la troisième vague, s'expliquent par le caractère rigide du présidentielisme.

De ce fait, la seule façon de se « débarrasser » d'un président était à travers un *impeachment*. Ce dernier est le processus par lequel le président est destitué par le Congrès (parfois avec l'accord d'un tribunal) (A. P. Pérez-Liñan 2007, 6). Cette possibilité est envisageable seulement quand le président a commis un délit ou une faute majeure, comme dans le cas brésilien de Fernando Collor de Melo dont nous avons parlé, ou celui de Carlos Andrés Pérez au Venezuela, en 1992 et en 1993 respectivement. Ainsi il est très peu probable que cela ait lieu. Dans la plupart des crises, des ruptures ou des interruptions présidentielles, la sortie des hauts mandataires se fait d'une manière abrupte (Marsteintredet y Llanos 2010, 1). Pour confirmer cette idée, il suffit d'observer la sortie en Équateur des présidents Abdalá Bucaram, Jamil Mahuad et Lucio Gutiérrez au cours des dernières années. Ces destitutions ont mis en évidence une contradiction du régime équatorien : malgré qu'il était présidentiel, de manière récurrente, le Congrès destituait les chefs de gouvernement.

Il est évident que pour Juan Linz la meilleure manière de résoudre cette problématique typique des régimes présidentiels, est d'instaurer des systèmes parlementaires. Néanmoins, il est peu probable que ces régimes apparaissent en Amérique latine, vu la tendance de renforcement de l'exécutif, dans les dernières années, surtout dans la région andine.

D'autre part, il est intéressant d'analyser les crises politiques qui ont émergé en Équateur causées par la dispute entre l'exécutif et le corps législatif et qui était à l'origine de l'instabilité. Pour mieux étudier ce phénomène de l'instabilité et ses effets sur l'absence de

la consolidation démocratique, il est nécessaire de distinguer entre ce qu'Alfred Stepan et Juan Linz ont nommé les ruptures démocratiques telle qu'on les voyait dans les années 60 et 70, et les ruptures présidentielles qui ont été observées tout au long des années 90. Une rupture démocratique entraîne une interruption constitutionnelle, une action directe qui porte préjudice à l'Etat de droit, et qui met en péril la séparation des pouvoirs. Normalement, elle finit par un changement du régime.

Nous pouvons tirer deux conclusions de ces crises en Équateur. D'une part, il faut distinguer dans les jeunes démocraties andines, entre rupture démocratique et rupture présidentielle, car ces régimes ont subi des interruptions présidentielles, mais jamais de rupture démocratique depuis son établissement. Un exemple de rupture démocratique a eu lieu en juillet 2017 au Venezuela, dû au fait que l'Assemblée constituante convoqué par le gouvernement de Nicolas Maduro a concentré les pouvoirs, et un nouveau type de régime s'est instauré.

Et d'autre part, la dispute entre l'exécutif et le corps législatif est la cause principale de l'instabilité en l'Équateur, et explique l'absence de consolidation démocratique. Vue la rigidité du régime équatorien, l'émergence d'une crise ou menace de rupture présidentielle était plausible, à la suite de la dualité de légitimité dont ont parlé Juan Linz et Mariana Llanos.

Pour décrire cette rigidité Juan Linz assume que « pour changer un gouvernement lorsqu'il n'est pas accepté [...] il faut une rupture avec les règles de l'élection démocratique par rapport au chef de l'État : les crises de gouvernements par définition deviennent de crises de régime » (Linz, *The breakdown of democratic regimes* 1978, 74) .

Cette affirmation, permet d'observer comment Linz attribue à la rigidité des régimes présidentiels la tendance aux crises. Les politologues Kathryn Hochstetler et Margaret Edwards soulignent aussi le fait que la plupart des ruptures après la troisième vague de Démocratisation se sont produites en Amérique latine (Marsteintredet y Llanos 2010, 3), dont l'Équateur est l'un des cas les plus représentatifs.

Alfred Stepan, Juan Linz et Samuel Valenzuela, confirment aussi la thèse de Linz sur la rigidité des régimes comme cause de l'instabilité. Valenzuela qui a étudié ces ruptures a conclu qu'à l'exception des crises vécues par les présidents Carlos Andrés Pérez au Venezuela et Raúl Cubas au Paraguay, le commun dénominateur des crises présidentielles a été le fait que les mandataires ne possédaient pas de majorité au Congrès. La thèse de

Valenzuela consiste à démontrer que le rapport de forces entre le gouvernement et les partis politiques au Congrès est aussi déterminant pour la stabilité.

Mais selon Aníbal Pérez-Liñan et Kathryn Hochstetler, d'autres causes rendent compte de cette instabilité au-delà du type de régime. Par exemple, Pérez-Liñan évoque le *pouvoir de la rue*, et Hochstetler la performance économique comme d'autres variables qui expliquent aussi l'instabilité.

La conceptualisation des crises est assez différente dans chaque auteur. Aníbal Pérez-Liñan a parlé de destitution présidentielle (*presidential removal*), Kathryn Hochstetler et Margaret Edwards d'échec présidentiel (*presidential failure*), Young Hum Kim et Donna Bahry, Leiv Marsteintredet et Einar Berntzen, Gabriel Negretto, et Samuel Valenzuela de présidence interrompue (*interrupted presidency*). Et finalement, Mariana Llanos et Leiv Marsteintredet ont décrit le phénomène comme des ruptures présidentielles (*presidential breakdowns*).

Ces derniers ont défini la rupture comme la finalisation du mandat d'un président élu avant la date prévue (Marsteintredet y Llanos 2010, 2). D'après cette définition, il est possible d'identifier les ruptures qui ont eu lieu dans la région après les années 80.

Le tableau ci-dessous montre que l'Argentine, la Bolivie et l'Équateur ont vécu le plus grand nombre de ruptures. Le cas de l'Équateur est davantage visible car il concentre les cas plus récents, toutes les crises ayant eu lieu depuis la seconde moitié des années 90.

Tableau 6. Les ruptures présidentielles en Amérique latine (Marsteintredet y Llanos 2010)

Le pays et l'année de l'élection	Le président	La rupture présidentielle
Argentine		
1983	Raúl Alfonsín	Juin 1989
1999	Fernando de la Rúa	Décembre 2001
Bolivie		
1982	Hernán Siles Zuazo	Juillet 1985
2002	Gonzálo Sánchez de Lozada	Octobre 2003
2003	Carlos Meza	Juin 2005
Brésil		
1990	Fernando Collor de Melo	Novembre 1992
République Dominicaine		
(1986) 1990	Joaquín Balaguer	1994/96
Équateur		
1996	Abdalá Bucaram	Février 1997
1998	Jamil Mahuad	Janvier 2000
2002	Lucio Gutiérrez	Avril 2005
Guatemala		
1989/90	Jorge Serrano Elías	Mai- Juin 1993
Paraguay		
1998	Raúl Cubas	Mars 1999
Pérou		
(1990) 2000	Alberto Fujimori	Septembre 2000
Venezuela		
1988	Carlos Andrés Pérez	Mai 1993

c. Le changement dans la façon d'interpréter la sortie des mandataires dans les régimes présidentiels

À la différence du passé, l'Amérique latine n'a pas subi des ruptures démocratiques (coups d'États qui change la nature d'un régime), mais qu'une instabilité croissante. Voici le paradoxe que le politologue Aníbal Pérez-Liñan a identifié (Pérez-Liñan 2007, 3). Dans le passé, les gouvernements élus étaient souvent renversés, comme ce fut le cas de Juan Bosch

en République Dominicaine, Jacobo Arbenz au Guatemala, Joao Goulart au Brésil et Salvador Allende au Chili, entre autres. Entre 1950 et 2004, sur la totalité des coups d'État, 48% ont ont été causés par les crises présidentielles.

Le tableau ci-dessous met en évidence cette tendance latino-américaine aux coups d'état militaires :

Tableau 7. Ruptures démocratiques entre 1950 – 2004 ⁵³ (Pérez-Liñan 2007)

Pays du coup d'État	Année du coup d'État
Argentine	1955, 1962, 1966, 1976
Bolivie	1951, 1964, 1969, 1979, 1980
B Brésil	1954 ⁵⁴ , 1955, 1964
Chili	1973
Colombie	1953
Cuba	1952
République Dominicaine	1963
Équateur	1961, 1963, 1970, 2000
El Salvador	1960, 1970
Guatemala	1954, 1957, 1963, 1982, 1993 ⁵⁵
Honduras	1954, 1957, 1963, 1972, 2009 ⁵⁶
Panama	1951, 1968, 1985, 1988
Paraguay	1954, 1989
Pérou	1962, 1968, 1992 ⁵⁷
Uruguay	1973
Venezuela	1958

Néanmoins, dans les deux dernières décennies, on constate le paradoxe de Pérez Liñan : des régimes démocratiques stables qui cohabitent avec de gouvernements instables. D'après lui, les causes de ce paradoxe sont :

⁵³ Dans son livre, Pérez Liñan les a nommés comme coups militaires. Néanmoins, cette dénomination n'est pas précise car il y a eu des auto-coups (*autogolpes*) qui ne sont pas de la même nature. Par exemple en 1992 au Pérou ou en 1993 au Guatemala.

⁵⁴ Il faut rappeler qu'avant le coup, le Président Getulio Vargas s'est suicidé.

⁵⁵ Autogolpe de Jorge Serrano Elias

⁵⁶ Au moment de l'édition du livre de Pérez-Liñan en 2007, le coup contre le Président hondurien Manuel Zelaya n'avait pas encore eu lieu.

⁵⁷ Autogolpe d'Alberto Fujimori.

- La fin de la Guerre Froide et ses transformations, ont découragé les interventions des États-Unis dans la région pour renverser les gouvernements de gauche, comme dans le passé
- Les leçons tirées après les gouvernements militaires et leurs conséquences désastreuses,
- Le nouveau rôle de la communauté internationale de soutien à la démocratie à travers la mise en place des sanctions contre les régimes où une interruption constitutionnelle a lieu (cet instrument est connu en Amérique latine comme *clause démocratique*)

Pour Pérez-Liñan, les crises présidentielles et l'instabilité ne sont pas forcément une conséquence de la rigidité du régime, il propose deux causes spécifiques. La première cause est la naissance d'une sorte de parlementarisme né du renforcement du pouvoir des Congrès. Les régimes latino-américains auraient besoin de s'adapter à cette nouvelle logique pour surmonter l'instabilité. Et l'autre cause est l'opposition de la population au néolibéralisme, qui a évidemment déclenché constamment des manifestations à la rue dans tous les pays sans exception.

Dans ce dernier on peut constater un approfondissement de la citoyenneté. Para la suite, Anibal Pérez Liñan considère que le résultat de la démocratisation est ambigu (Pérez-Liñan 2007, 2)

Pour comprendre les effets des crises sur la démocratisation, il tire deux conclusions. Premièrement, l'*impeachment* ou jugement politique doit être lu comme un mécanisme de sortie de crises, et il est nécessaire de comprendre les destitutions des présidents comme un mécanisme ayant pour but la sortie de crise sans pour autant provoquer une rupture démocratique. Ce mécanisme a remplacé les coups d'État qui, dans le passé récent, jouaient le même rôle de mettre fin aux crises. On pourrait arriver à la conclusion que la prolifération de destitutions dans les dernières années en Amérique latine est une manifestation de la démocratisation.

Et deuxièmement, les relations exécutif-législatif en Amérique latine dans les dernières années se sont transformées. Aujourd'hui il n'est pas valable de considérer les présidents comme figures puissantes avec de Congrès faibles, comme dans le passé. Les hyper-présidentialismes étaient évidents dans le régime de *Punto Fijo* au Venezuela, dans

l'Argentine péroniste, dans le Nicaragua sous le gouvernement de Anastasio Somoza ou dans la République Dominicaine qui dirigeait le général Leonidas Trujillo (Pérez-Liñan 2007, 2).

Néanmoins, cette tendance a radicalement changé depuis les années 90. Le renvoi du président Collor de Melo au Brésil a été le point de départ d'une série de destitutions des présidents par le Congrès (ou de la pression du corps législatif sur les présidents pour que ces derniers démissionnent). Dès lors, le continent a connu un nouveau rapport de forces exécutif-législatif et la capacité de contrôle politique a augmenté. Malgré l'instabilité, la démocratie a été réaffirmée grâce aux régimes plus équilibrés.

Section 2. L'instabilité politique équatorienne

a. Les trois ruptures présidentielles équatoriennes et le rapport de force entre l'exécutif et le législatif

Nous pouvons constater qu'en Équateur, les trois principales causes d'évictions du président décrites par les auteurs sont présentes. Certes, dans les cas des présidents Abdala Bucaram, Jamil Mahuad et Lucio Gutiérrez, il est évident que le Congrès a été un facteur clé. Dans le cas du président Mahuad, comme le suggère Kathryn Hochstetler, ce furent le néolibéralisme et la désastreuse performance économique qui ont provoqué la rupture. Et dans ces trois cas, nous pouvons observer ce que Aníbal Pérez Liñan a baptisé « le pouvoir modérateur dont disposent ou bien les militaires ou bien les manifestants dans la rue. »

En Équateur, il est évident que les militaires ont été de médiateurs de la politique pour que les crises se déroulent sans rupture démocratique. Comme nous le verrons, les militaires ont assuré des transitions pacifiques et sans l'effondrement de la démocratie. En ce qui concerne le pouvoir de la rue, en tant que modérateur, il n'est pas sûr que les manifestants qui ont pris les rues en Équateur aient joué un rôle similaire.

Pour mieux comprendre chacune des crises, il est nécessaire d'analyser le rapport de force entre l'exécutif et le législatif. Timothy Power, professeur à l'université d'Oxford, a travaillé les rapports entre ces pouvoirs pour expliquer l'instabilité. Ainsi, Power suggère que les présidents ont besoin d'une boîte aux outils (*executive toolbox*) pour pouvoir gouverner et par la suite, ils ont besoin d'établir des coalitions. La possibilité des coalitions garantit une stabilité grâce à l'équilibre exécutif-législatif et à un contrôle politique effective. L'argument de Power est simple : au fur et à mesure que les régimes deviennent multipartistes, le besoin

d'établir des coalitions augmente. En effet, le professeur Power, critique les arguments des politologues Cindy Skach, Scott Mainwaring et Alfred Stepan sur les risques du multipartisme, et l'idée que ceux-ci préconisent quant à la nécessité du bipartisme pour assurer la stabilité des régimes présidentielistes. Selon les professeurs Timothy Power, Eric Raile et Carlos Pereira le multipartisme a été vu comme une manière d'exacerber les risques du présidentielisme, car il augmente les chances du blocage, de polarisation et réduit les possibilités pour l'établissement des coalitions (Power, Pereira y Raile, *The executive toolbox: building legislative support in a multiparty presidential regime* 2011, 323). En réponse, Power, Raile et Pereira considèrent que les présidents gagnent le soutien du législatif au travers de l'octroi d'une partie du budget, et à travers la négociation de postes dans le gouvernement aux membres d'autres partis, qui participent d'une coalition. Ceci nous rappelle une caractéristique du parlementarisme présente dans la construction des coalitions, tel comme l'a suggéré Aníbal Pérez-Liñan.

En résumé, selon les arguments de ces auteurs, il est nécessaire de comprendre dans quelle mesure les présidents dépendent des Congrès. Pour aborder cette question, Power a proposé un indicateur pour évaluer cette dépendance : la mesure de nécessité de coalition (*index of coalitional necessity*). Selon cette variable, un gouvernement dépend du corps législatif en proportion au nombre de partis politiques effectifs au Congrès (dans la chambre basse). Si nous observons les résultats de cette mesure, nous pouvons nous rendre compte que l'Équateur était dans la période de l'instabilité, après le Brésil, le pays avec la nécessité de coalition la plus grande.

Voici les estimations de Timothy Power :

Tableau 8. Estimations de la mesure de nécessité de coalition entre 2003 et 2004 (Power, Optimism, Pessimism, and Coalitional Presidentialism: Debating the Institutional Design of Brazilian Democracy 2010, 25)

Pays	Nombre effectif de partis politiques dans la chambre basse	Pourcentage de participation du président dans la chambre basse	Mesure de nécessité de coalition
Brésil	7.81	18.50	63.65
Équateur	6.71	25.00	50.33
Chili	5.08	8.33	46.57
Bolivie	5.21	26.50	38.29
Venezuela	4.75	34.00	31.35
Pérou	4.24	40.50	25.23
Salvador	3.50	33.50	23.28
Guatemala	3.46	43.00	19.72
Panama	3.09	39.00	18.85
Costa Rica	3.12	40.00	18.72
Mexique	2.79	37.00	17.58
Argentine	3.18	48.00	16.54
Colombie	2.02	20.00	16.16
Uruguay	2.73	43.00	15.56
République Dominicaine	2.52	41.00	14.87
Paraguay	2.73	51.00	13.38
Honduras	2.30	50.00	11.50
Nicaragua	2.39	53.50	11.11

Avec une dépendance si marquée, le Congrès équatorien avait la capacité pour destituer le président, sans respecter l'État de droit, comme a été dénoncé par les anciens présidents Abdala Bucaram et Lucio Gutiérrez. Cette caractéristique a été analysé par les politologues Andrés Mejía Acosta et John Polga-Hecimovich, pour expliquer l'instabilité depuis 1996. Pour cela, ils utilisent la fragilité des coalitions comme une variable

indépendante de l'instabilité. Pour eux, le Congrès est l'acteur clé dans les crises, beaucoup plus que d'autres comme les mouvements sociaux et les médias, comme le suggèrent Anibal Pérez-Liñan, Mariana Llanos et Leiv Marsteintredet.

En analysant la faiblesse de coalitions comme variable, nous pouvons mieux comprendre l'instabilité équatorienne comme un phénomène de causes diverses, comme cette fragilité, le mécontentement populaire face aux réformes néolibérales et les abus de pouvoir commis par quelques présidents.

Selon Mejía Acosta et Polga-Hecimovich la stabilité des coalitions politiques dépend de l'habileté d'un gouvernement à distribuer les ressources individuelles ou collectives entre ses alliés dans le corps législatif (Mejía Acosta y Polga-Hecimovich 2011, 89). Par conséquent, la coalition s'effondre quand les alliés ne reçoivent plus de bénéfices de la part du gouvernement. En outre, la fragmentation politique du système des partis équatoriens, n'a permis à aucun président depuis 1979 de jouir d'une majorité au Congrès.

De cette manière, on constate que l'Équateur manquait la création et formation de coalitions ce qui a causé l'instabilité. Pour mieux comprendre cela, il faut aussi noter que deux périodes devaient être essentiels pour la consécution de coalitions : entre 1979 et 1996 quand le régime semblait stable, et à partir de 1996 quand il avait besoin des alliances entre les partis politiques au Congrès. Pourtant, des coalitions n'ont pas été formées.

Dans la première période, le président avait une marge de manœuvre pour bâtir des coalitions par le biais de candidatures pour arriver au Congrès (le Président a été élu le même jour que le Congrès), de distribution de ministères, de postes dans le gouvernement, et de concessions politiques. Pourtant, à la fin de chaque période, les partis ainsi que les congressistes préféraient protéger leurs intérêts en vue des élections suivantes au lieu de négocier avec le gouvernement dans la cadre d'une coalition.

La fin de cette période a été provoquée par une rupture de la coalition dans l'administration du président Sixto Durán Ballén (1992-1996). Son parti, le Parti de l'Union Républicaine (PUR) avait formé une coalition avec la Parti Conservateur de l'Équateur (PCE). La coalition PUR-PCE a cherché le soutien du Parti Social-Chrétien pour avoir une majorité au Congrès.

Alberto Dahik, le vice-président et chef de la coalition du gouvernement, a jugé que les demandes du PSC dépassaient la capacité de l'exécutif. Le PSC en réponse, lui a accusé

de détournement d'argent, et de verser de pots-de-vin aux législateurs afin d'obtenir leur soutien. Finalement, et après avoir été accusé formellement, il s'est réfugié au Costa Rica.

Après ce scandale de corruption, le gouvernement a tenté d'établir un nouveau rapport de forces avec le Congrès et les réformes suivantes ont été entamées : l'augmentation des pouvoirs du corps législatif pour établir le budget des provinces, la réduction des prérogatives du président, et la possibilité de permettre aux législateurs de se faire réélire.

Malgré cela, en 1995, une réforme constitutionnelle fut approuvée par la voie d'une consultation populaire. D'après cette réforme, le budget devait être réparti selon des critères politiques et non selon les districts territoriaux des législateurs. Autrement dit, le budget allait être attribué par rapport à un programme politique qui devait définir des secteurs clé pour l'allocation des ressources. Bien évidemment, cette transformation a affaibli le pouvoir des congressistes.

Malgré qu'ils pouvaient se relire indéfiniment⁵⁸, ils cédaient leur marge de manœuvre sur le budget. Par conséquent, il y eut rupture entre le Congrès et le gouvernement et une coopération accrue entre les membres du législatif. En outre, les partis politiques, en tant que véhicules des demandes politiques de la population, ont été aussi affaiblis par les réformes.

D'autre part, la destitution d'Abdala Bucaram est révélatrice du blocage politique qu'a expérimenté l'Équateur à partir de 1996. Cette rigidité est une conséquence de la faible capacité du régime politique équatorien à construire des coalitions, confirme la thèse de Andrés Mejía Acosta et de John Polga-Hecimovich.

Voici le déroulement de la chute de Bucaram, élu en 1996 avec le Parti Roldocista équatorien, mais n'obtenant que 25% des postes au Congrès (Diario El Telégrafo 2016). En conséquence, cette administration a dû chercher le soutien du PSC qui disposait d'une majorité au corps législatif. Grâce à cette coalition, le PSC a pu désigner des magistrats à la Cour Suprême de Justice mais le président Bucaram a négocié avec les congressistes indépendants une réforme pour l'augmentation des impôts sans l'approbation du PSC. Au même temps, il a obtenu ainsi le soutien des membres de la *Comisión de lo Tribunal, Fiscal y Bancario* et il a atteint une majorité simple dans le *Plenario de las comisiones legislativas*. Grâce à ces soutiens, le président a pu mener à bien l'augmentation des impôts et des services sans l'accord du PSC.

⁵⁸ Les Parlementaires ont accédé à la reelection sans limites.

L'opposition, en tête du PSC, a lancé une offensive contre ces mesures impopulaires. Pour cet effet, ils se sont coalisés au sein d'un Front Patriotique pour limiter l'augmentation des fournitures de base comme le gaz, l'électricité et les téléphones. A cela, il faut ajouter des accusations contre le gouvernement pour népotisme et corruption. Dans ce contexte, des mobilisations exigeant le départ du président Bucaram ont eu lieu, et le PSC avec le soutien de partis politiques a mené une tentative de jugement politique contre le président. Néanmoins, cette initiative n'a pas obtenu la majorité qualifiée (deux tiers).

Étant donné ces limitations, le PSC a proposé une résolution pour déclarer « l'incapacité mentale » du président Bucaram, approuvée par 44 contre 34 votes. Bucaram a été destitué et Fabián Alarcón, responsable du Congrès, désigné comme président par intérim (Mejía Acosta y Polga-Hecimovich 2011, 101). Selon le professeur Pablo Andrade, la destitution de Bucaram a été inconstitutionnelle et a prouvé la primauté du Congrès sur le gouvernement (Andrade y Olano , *Constitucionalismo autoritario: los regímenes contemporáneos en la Región Andina* 2005, 87). Lui n'est pas le seul à hésiter sur la légalité et la légitimité de cette destitution. Quelques jours après le renvoi du président, l'hebdomadaire *The Economist* l'a décrit comme un « coup d'État de la part du Congrès» (*congressional coup*). L'article de « *The Economist* » a mis l'accent sur le fait que l'incapacité mentale n'était qu'une excuse pour se débarrasser de Bucaram. De plus, l'article s'interrogeait sur la légalité de la désignation d'Alarcón. Normalement, Rosalía Arteaga devait remplacer Bucaram, mais le Congrès a imposé son candidat (The Economist 1997, 18-19) .

Au moment de la désignation d'Alarcon, l'idée de refonder le système politique a été reprise. Principalement les indigènes, en tête du MUPP-Pachakutik, avaient exigé l'établissement d'une Assemblée constituante ayant pour but la restructuration du système politique, identifié à l'origine de la crise par la population. Autrement dit, le problème n'était pas Abdala Bucaram, mais l'ensemble du système politique (Andrade y Olano , *Constitucionalismo autoritario: los regímenes contemporáneos en la Región Andina* 2005, 87).

En 1998, et après cette crise profonde, l'Équateur a vécu une transformation politique. Une nouvelle constitution a été approuvée et les prérogatives du président ont été

renforcées tandis que les pouvoirs du législatif concernant la formulation de politiques publiques ont été réduits. Cette année-là Jamil Mahuad du Parti Démocratie Populaire (DP) a été élu. Comme Abdala Bucaram, le président Mahuad ne disposait pas d'une majorité au Congrès et son parti, n'avait que 35 des 123 sièges. En réponse, le président Mahuad a cherché une coalition avec le PSC.

Cette coalition DP-PSC a obtenu des résultats prometteurs et elle était si puissante que les médias l'ont surnommée « le bulldozer » (*la aplanadora*)⁵⁹. La coalition a achevé plusieurs accords politiques comme la désignation d'un *ombudsman* (*defensor del pueblo*), du superviseur du système bancaire (*superintendente bancario*) et du directeur du Tribunal Électoral. La coalition a aussi contribué à la ratification de l'accord de paix avec le Pérou, à l'adoption d'un impôt sur les transactions à la banque (*impuesto a la circulación de capitales*) et à la mise en place de réformes aux impôts (Mejía Acosta y Polga-Hecimovich 2011, 101).

Et pourtant, la crise économique a frappé le gouvernement de Jamil Mahuad ainsi que sa popularité. La plupart de partis politiques ont pris du recul vis-à-vis de l'administration. Tout d'abord, le gouvernement Mahuad a décidé une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée, passant du 10% au 15%. Il faut rappeler que l'économie avait souffert de la chute des prix du baril de pétrole, par la suite l'administration avait conçu cette mesure comme un palliatif.

En outre, le président avait gelé les comptes bancaires en mars 1999, ce qui avait provoqué la dissidence du PSC. Compte tenu de ce contexte, l'administration a cherché d'autres soutiens. Pour cela, le président a fait une coalition pendant deux mois avec le parti Gauche Démocratique (ID) et l'indigéniste MUPP- Pachakutik afin de réformer le système bancaire sévèrement fragilisé par la crise.

Néanmoins, l'effondrement du système financier a provoqué l'isolement du président et, en janvier 2000, une majorité du Congrès a voté sa destitution. Le contrôle de l'État a été assumé par un triumvirat composé par le général Carlos Mendoza, le magistrat Carlos Solorzano, et Antonio Vargas, en représentation des militaires, de la société civile et des indigènes respectivement (Collins 2000, 42). Il faut dire que le corps législatif a signé une résolution en acceptant la démission de Jamil Mahuad. Pourtant, cette démission du président n'a jamais eu lieu (Mejía Acosta y Polga-Hecimovich 2011, 102).

⁵⁹ D'après un entretien fait par Andrés Mejía Acosta a Jamil Mahuad en 2002.

En 2002, Lucio Gutierrez a remporté les élections présidentielles. Son mouvement, le Parti Société Patriotique (PSP) a établi une coalition avec le Pachakutik et le Mouvement Populaire Démocratique (MPD) d'orientation marxiste. Cette alliance était née au moment d'accorder, quelques années auparavant, la 'destitution' de l'ancien président Mahuad.

La coalition s'est effondré lorsque le gouvernement a accepté l'aide du Fonds Monétaire International pour éviter une crise financière. En échange, Gutierrez devait privatiser le secteur pétrolier, l'électricité, et les télécommunications. Ces décisions ont provoqué une rupture avec le Pachakutik et le MDP, mais ont facilité une nouvelle coalition avec le PSC. Pourtant, cette alliance n'a duré que 15 mois, car le cousin du président, Renán Borbúa, et le dirigeant du PSC, León Febres Cordero, se sont mutuellement accusés de corruption. Dès lors, le PSC a cherché la destitution du président, mais il n'a pas pu obtenir une majorité qualifiée au Congrès.

Pour éviter une destitution, le gouvernement a tenté une coalition avec le parti de l'ancien président Bucaram, le PRE et celui de l'entrepreneur Alvaro Noboa, le PRIAN⁶⁰. Afin de réaffirmer le pouvoir de cette nouvelle coalition, le président a destitué tous les magistrats de la Cour Suprême de Justice, et il a désigné des membres sympathisants idéologiques de son parti. En échange du soutien du PRE, le nouveau chef de la Cour Suprême a annulé les charges de corruption contre Abdala Bucaram. Grâce à cela, le leader a pu revenir en Équateur ce qui a provoqué la colère de divers secteurs de la politique et de la population. L'opposition en a profité pour convoquer une session extraordinaire du Congrès pour destituer le président. Sans la présence des membres de la coalition PRE-PRIAN-PSP, 60 congressistes ont voté *pour* et aucun *contre*. Alfredo Palacio, le Vice-président, a remplacé Gutiérrez jusqu'aux élections de 2006.

Ces trois crises politiques qui n'ont pas abouti aux ruptures démocratiques, confirment la tendance décrite par Mariana Llanos, Leiv Marsteintredet et d'Aníbal Pérez Liñan. Cela pourrait signifier un progrès dans la démocratie équatorienne au fur et à mesure que le régime malgré les crises et l'instabilité, n'a plus expérimenté de gouvernements dictatoriaux militaires comme dans le passé. C'est pourquoi le cas équatorien est intéressant

⁶⁰ Partido Renovador Nacional Acción Institucional

car il met en évidence l'importance du rapport de forces entre l'exécutif et le législatif, comme un élément fondamental pour la consolidation démocratique.

Aussi, les crises ont montré que la fragmentation des partis est proportionnelle à la dépendance d'un gouvernement au Congrès. La mesure pour évaluer cette dépendance proposée par Timothy Power est applicable au cas équatorien. La fragmentation politique équatorienne a joué un rôle déterminant, car elle a permis au PSC d'avoir la capacité de contrôler politiquement le président. Ce parti politique a presque eu le monopole du contrôle politique sur le gouvernement, ce qui a été mis en évidence dans les crises politiques vécues par les gouvernements d'Abdala Bucaram, Jamil Mahuad et Lucio Gutiérrez. Parmi les acteurs qui participaient à ces destitutions, le PSC était le plus important.

Bien que des auteurs comme Aníbal Pérez Liñan, Mariana Llanos et Kathryn Hochstetler mettent l'accent sur d'autres facteurs pour expliquer l'instabilité de ce pays, c'est le Congrès, et en particulier son rôle dans le contrôle politique sur le président, l'élément fondamental pour expliquer l'instabilité politique équatorienne. On pourrait même affirmer que cela a eu lieu avant le rétablissement démocratique de 1979, comme l'a identifié Peter Pyne de l'Université de Glasgow. D'après lui, depuis le quatrième mandat de Jose Maria Velasco Ibarra, entre 1960 et 1961, le Congrès était plus fort que le président. En 1961, le Congrès a surpassé le contrôle politique pour chercher à tout prix la chute du président, qui finalement s'est produite (Mejía Acosta y Polga-Hecimovich 2011, 104).

Étant donné l'importance du Congrès et du processus des coalitions, il faut aussi prendre en compte le calendrier électoral. Au début d'un mandat, les motivations pour réaliser des coalitions sont fortes, alors qu'à la fin et à la veille des nouvelles élections, les partis ainsi que les candidats à la présidence sont moins disposés à en former. Cela explique aussi qu'au fur et à mesure que le mandat avance, les partis politiques au Congrès perdent leur intérêt de rester dans la coalition.

Cette problématique explique le discours radical de Rafael Correa vis-à-vis des partis politiques et plus spécifiquement ce qu'il appelle la *particratie* et révèle un paradoxe présent dans l'histoire récente de la politique équatorienne : tandis que le président a tenté de renforcer son pouvoir (avec les mesures entamées entre 1995 et 1996) c'est le Congrès qui a vu son importance augmenter.

La question qui émerge est de savoir comment les présidents ont réagi devant cette problématique présente depuis les années 70. Pour le professeur de l'Université de Californie William Barndt, l'Équateur a expérimenté depuis le rétablissement de la démocratie 18 « assauts présidentiels » définis comme la tentative des présidents de censurer les libertés politiques des acteurs qui critiquent leur gouvernement. Il est certain que le Congrès a affaibli le pouvoir du président, et ce dernier a essayé d'affaiblir les capacités politiques d'autres acteurs, dont le Congrès. Voici les assauts présidentiels que Barndt a identifiés selon le tableau suivant (Barndt 2010, 124).

Tableau 9. Les assauts présidentiels en Équateur depuis le rétablissement de la démocratie

Date de l'assaut	Président	Sujet	Acteur dissident
Mars 1980	Jaime Roldós Aguilera	Élections législatives	L'opposition au Congrès.
Octobre 1982	Oswaldo Hurtado	Programme d'ajustement économique	Des journalistes de la radio, des étudiants, et des travailleurs.
Octobre 1984	León Febrés Cordero	Programme d'ajustement économique et désignation des magistrats dans la Cour Suprême de Justice	L'opposition au Congrès, des journalistes de la radio, et des travailleurs.
Décembre 1985	León Febrés Cordero	Réformes économiques	Des étudiants, des mouvements de gauche et des travailleurs.
Janvier 1986	León Febrés Cordero	L'élection	Votants et manifestants.
Septembre 1986	León Febrés Cordero	Élections législatives	Des travailleurs.
Septembre 1987	León Febrés Cordero	Réformes économiques, abus de la police	L'opposition au Congrès, des journalistes à la radio, des étudiants et des travailleurs.
Juin 1988	León Febrés Cordero	Réformes économiques	Des étudiants et des travailleurs.
Aout 1990	Rodrigo Borja	Corruption dans les FFMM	Des journalistes de la radio.
Mars 1994	Sixto Durán-Ballén	Élections législatives	Les électeurs de l'opposition.
Juin 1994	Sixto Durán-Ballén	Réformes du secteur agricole	Des indigènes, des étudiants et des travailleurs.
Mai 1995	Sixto Durán-Ballén	Réformes économiques	Des indigènes, des étudiants et des travailleurs.

Janvier 1996	Sixto Durán-Ballén	Réformes économiques	Des indigènes, des étudiants et des travailleurs.
Janvier 1997	Abdala Bucaram	Comportement présidentiel	Des journalistes de la radio.
Juin 1999	Jamil Mahuad	Réformes économiques	Des indigènes, des étudiants et des travailleurs.
Aout 2000	Gustavo Noboa	Réformes économiques	Élite financière.
Janvier 2001	Gustavo Noboa	Réformes économiques	Des indigènes, des étudiants et des travailleurs.
Juillet 2003	Lucio Gutiérrez	Capacités présidentielles	Journalistes de la presse écrite.

Si bien le Congrès avait suffisamment de pouvoir pour attaquer l'exécutif, il est vrai aussi que les présidents visaient à affaiblir les autres pouvoirs et à censurer les critiques de la part des journalistes, étudiants et travailleurs. C'est aussi une manière d'interpréter l'*impeachment* comme un mécanisme pour contrebalancer les attaques permanentes des présidents. Pourtant, la tension constante exécutif-législatif est susceptible d'être interprétée comme une confirmation de la séparation des pouvoirs, condition préalable pour la démocratie.

b. Les réformes constitutionnelles comme mécanisme pour flexibiliser le régime équatorien

Il est important de souligner que des réformes à la constitution ont été souvent utilisées par l'exécutif pour renforcer son pouvoir. Néanmoins, il ne serait pas juste de dire que tous les changements constitutionnels obéissent à la volonté d'affirmer le pouvoir de la part de l'exécutif. La démocratie prévoit de réformes, mais il est important de déterminer si elles signifient la consolidation du régime ou une régression. Cette problématique est présente dans la politique équatorienne, vu le nombre de réformes constitutionnelles comme nous l'avons déjà décrit.

Ensuite, il faut aborder les causes des changements constitutionnels en Équateur depuis 1979. Nous pourrions dire qu'il s'agit de la maturité de la démocratie équatorienne.

Au fur et à mesure que la société civile participe à la politique, elle exige des transformations d'avantage.

La transition démocratique équatorienne a entraîné une transformation profonde, et le régime militaire a cédé la place aux gouvernements civils. La Constitution de 1978 a été le point de départ pour le rétablissement de la démocratie. Elle a fixé les bases de la démocratie équatorienne quant aux partis politiques, le fonctionnement des branches du pouvoir, et les libertés civiles, entre autres.

Mais, dans les années 80, la relation entre l'exécutif et le législatif a été assez tendue. Bien qu'il n'y ait pas eu de jugement politique contre aucun président, dans l'administration de Rodrigo Borja (1988-1992), 12 ministres ont été destitués par cette voie. Cela montre que le pouvoir du Congrès ne s'exerce pas seulement sur le président, mais sur la totalité du pouvoir exécutive.

En réponse, le président Sixto Durán Ballén a proposé une réforme constitutionnelle afin de réduire la vulnérabilité du pouvoir exécutif face au corps législatif. Pour éviter de passer par la Congrès, le président a soumis cette réforme à consultation populaire en août 1994. Cela aspirait à introduire les changements suivants (Oxford Analytica Daily Brief Service 1994):

- Le Congrès devenait bicaméral (car il était monocaméral)
- Les pouvoirs du Congrès sur le budget étaient affaiblis
- L'élimination de la réélection pour le fonctionnaires publiques (la réforme n'appliquait pas pour Durán Ballén)
- Les citoyens non-membres de partis politiques avaient la possibilité d'accéder aux postes d'élection populaire.

Les équatoriens ont soutenu ces réformes, mais le Congrès devait les souscrire dans un délai de 100 jours. Pourtant, dans les mois suivants, le congrès a riposté pour affaiblir le gouvernement. Quatre ministres ont été destitués ou obligés à démissionner. Cela a été le cas du Ministre des Finances, César Robalino, qui est parti avant que le jugement politique que le Congrès préparait contre lui ait lieu, du Ministre des Relations Etrangères Diego Paredes, destitué pour avoir échangé des votes en vue d'assurer sa candidature comme secrétaire général de l'Organisation d'États Américains, du Ministre de l'Énergie, Francisco Acosta, destitué par le Congrès pour avoir ouvert le secteur pétrolier aux investissements étrangers,

et du Ministre de la Santé, Patricio Abad, qui a démissionné avant d'être destitué par le corps législatif (Oxford Analytica Daily Brief Service 1994). Le Congrès a fini par démontrer qu'il était suffisamment capable de faire contrepoids à l'exécutif. La sortie des ministres évoque l'idée de Pérez-Liñan sur l'existence d'une dose du parlementarisme dans les régimes présidentiels latino-américains.

Néanmoins, la réforme a été finalement approuvée grâce à la popularité du président. Celui-ci a tenté une autre réforme constitutionnelle par la même voie de la consultation populaire, mais il a subi une défaite. Ces mesures entreprises par Sixto Durán Ballén montrent de nouveau l'utilisation des consultations populaires comme un mécanisme pour contourner le Congrès. De même, on constate que Rafael Correa n'a pas été le premier mandataire à utiliser les consultations populaires pour mener à bien ses réformes.

Pour Guillermo O'Donnell, cela pourrait signifier la naissance d'une démocratie césarienne ou plébiscitaire. Pourtant, il est intéressant de noter que, dans l'administration de Durán Ballén, les consultations populaires n'ont pas été nécessairement un instrument de démocratie césarienne. Au contraire, dans les deux cas, il y a eu une participation effective de la part de la population qui, lors de la première consultation, a approuvé les réformes mais, dans la seconde, a montré qu'elle était capable d'exercer un contrôle effectif sur le président, quand elle a décidé de rejeter les 11 propositions qui étaient soumises à la consultation.

Aussi, la destitution d'Abdala Bucaram a été légitimée par une consultation de ce type. A ce moment-là, le pays se trouvait plongé dans une crise politique et les hommes politiques n'avaient plus de légitimité. Le Congrès avait désigné Fabian Alarcon comme successeur, après une controverse politique et juridique, mais cette décision a été aussi soumise à une consultation populaire et finalement approuvée.

Celle-ci a été révélatrice de la volonté populaire du pays. 74% ont approuvé la destitution d'Abdala Bucaram tandis que seulement 20% était contre. En outre, 65% ont soutenu la désignation d'Alarcon jusqu'aux élections anticipées de 1998 (Oxford Analytica Daily Brief Service 1997). Cela a mis en évidence le désir populaire de stabilité politique et de censure de la corruption flagrante de l'administration du *Loco*.

Il faut mettre l'accent sur l'abstention qui a été faible, environ 38%. De fait, le gouvernement avait l'intention d'entamer une profonde réforme politique qui commençait avec l'établissement d'une Assemblée constituante. Les principales réformes que le

gouvernement voulait entreprendre étaient l'élimination de l'intervention du Congrès dans la désignation des magistrats pour les Hauts Tribunaux, un contrôle effectif sur les dépenses publiques électorales, la non-reconnaissance des partis politiques qui n'obtenaient pas 5% des votes, et la mention dans la nouvelle constitution de la possibilité de destituer des fonctionnaires pour des raisons morales et légales (Oxford Analytica Daily Brief Service 1997).

Ainsi, la constitution qui allait être négociée en 1998 était conçue comme une solution aux crises politiques dont le pays avait souffert jusqu'à la destitution d'Abdala Bucaram. De fait, il y a eu une participation importante des indigènes dans cette Assemblée. Celle-ci a joui de la participation de divers partis politiques afin de rebâtir l'État équatorien et les aspirations étaient importantes.

Dans le cas équatorien, nous pouvons observer qu'il est presque impossible de constater une rupture démocratique. Les crises politiques ont été très présentes depuis la démocratisation, mais, jusqu'en 1998, la possibilité d'un coup d'État militaire n'a jamais été vraisemblable. C'est pourquoi la Constitution était si importante, car elle devait résoudre le principal obstacle pour la démocratie : les ruptures présidentielles.

Une autre difficulté portait sur la participation populaire. Au passé, la politique était trop élitiste, donc qu'il était nécessaire d'inclure les mouvements sociaux, dont les indigènes. Dorénavant, ils seront un acteur politique très actif et participeront aux principaux processus politiques du pays. Il est nécessaire de rappeler qu'en 1992, ils avaient organisé un *levantamiento* pour protester contre la commémoration des 500 ans de la « découverte » de l'Amérique.

Section 3. Une tentative ratée de refondation

a. La nouvelle constitution et le mouvement indigène en tant qu'acteur politique

Dans les années 90, les indigènes équatoriens sont passés d'un mouvement politique qui ne cherchait que la reconnaissance, à un parti politique qui voyait la possibilité de participer directement au pouvoir à travers le corps législatif et le pouvoir exécutif.

L'organisation des indigènes pour devenir un acteur politique a commencé dans les années 60 et 70. Pendant cette époque, les gouvernements militaires ont tenté d'unifier et d'homogénéiser le pays et en réponse, les indigènes se sont organisés autour de mouvements

pour la défense des droits des populations autochtones (Mijeski y Beck, Barricades and ballots: Ecuador's Indians and the Pachakutik political movement 2001, 3). À cette époque-là, les indigènes écartaient la possibilité de participer directement à la politique, car ils voyaient dans cette pratique une logique de colonisation. Autrement dit, l'État et le gouvernement voulaient s'imposer aux indigènes sans tenir compte de leurs caractéristiques. Jusqu'aux années 90, cette participation n'était pas prévue au niveau national et local.

Malgré ces idées, à partir de cette décennie, deux faits ont déclenché la participation et la politisation des indigènes : la commémoration de la « découverte » de l'Amérique, un sujet sur lequel on reviendra à plusieurs reprises, et la paupérisation des conditions socio-économiques de ces populations. Voici la description d'Augusto Barrera sur cette situation. Cette description donne une idée précise de la précarité qui a marqué la vie des indigènes :

Le déficit de la présence étatique a été assez marqué dans les zones rurales, particulièrement celles d'indigènes et paysannes. Il existe une relation entre la distribution spatiale de la pauvreté et la carte ethnique [...] Des études récentes démontrent que bien que l'analphabétisme se situe aux environs de 10% au niveau national, dans le cas de la population indigène ceci atteint 43% ; autrement dit, actuellement la situation de la population indigène est semblable à celle de 1950 (Barrera 2002, 94).

Ainsi en 1986, la Confédération des Nationalités Indigènes de l'Équateur (CONAIE) est née de la fusion des deux principales organisations indigènes : la Confédération des Nationalités Indigènes de l'Amazonie Équatorienne (CONFENAIE) et l'*Ecuador Runacapac Ricchamarimui* (ECUARUNARI) (Mijeski y Beck, Barricades and ballots: Ecuador's Indians and the Pachakutik political movement 2001, 3). Désormais la CONAIE a été un acteur déterminant de la politique équatorienne. Comme nous l'avons déjà noté, en 1992, les indigènes ont lancé le *levantamiento* contre les célébrations de la conquête espagnole.

En 1995, quand Sixto Durán Ballén a voulu tirer profit de sa popularité et a avancé une consultation populaire pour des réformes, mais les indigènes l'ont boycottée. La CONAIE a été un acteur déterminant dans la défaite de la consultation populaire et elle a démontré sa capacité de mobilisation.

Dans ce contexte, le Mouvement d'Unité Plurinational Pachakutik-Nouveau Pays (MUPP) est né en tant que bras politique des indigènes et de quelques organisations sociales indépendantes. La question qui se pose est de savoir pourquoi les indigènes ont décidé de constituer un parti politique si auparavant ils écartaient ce type de participation? Trois raisons l'expliquent:

1. La CONAIE avait besoin d'une source stable de ressources financières afin de mieux s'institutionnaliser en tant qu'acteur de l'opposition (Mijeski y Beck, *Barricades and ballots: Ecuador's Indians and the Pachakutik political movement* 2001, 4).
2. L'établissement d'une organisation de base a facilité l'émergence d'une élite intellectuelle indigène avec des aspirations politiques. Dans les années 80, une conscience politique à l'intérieur des élites indigènes s'est formée grâce aux études universitaires. Le sentiment a atteint les bases rapidement (Mijeski y Beck, *Barricades and ballots: Ecuador's Indians and the Pachakutik political movement* 2001, 4).
3. Les politiques néolibérales ont augmenté la pauvreté des indigènes et il fallait participer pour faire un contrepoids (Jaramillo Jassir 2007, 583).

Avec la création du MUPP, les indigènes ont consolidé leur participation dans la politique. Avant 1995, Luis Macas, ancien président de la CONAIE, s'autoproclamait comme un leader mais jamais comme un homme politique. Pourtant, depuis la seconde moitié de la décennie, il a accepté la dénomination politique.

En 1996, pour la première fois, le MUPP a participé aux élections présidentielles et législatives. Pour la présidentielle, le parti a présenté la candidature de Freddy Ehlers, une personnalité de la télévision, et Luis Macas était en tête de liste pour le Congrès. Dans ces élections, Ehlers est arrivé en troisième position, après Abdala Bucaram et le candidat du PSC, Jaime Nebot avec 17% des votes. Aux élections législatives, le MUPP a obtenu 10% des sièges (Mijeski y Beck, *Barricades and ballots: Ecuador's Indians and the Pachakutik political movement* 2001, 5). Ces résultats ont montré que le MUPP avait des possibilités pour participer à l'avenir politique du pays.

Voici les résultats du premier tour :

Tableau 10. Résultats des élections présidentielles de 1996. Premier tour (Political Database of the Americas 1996)

Candidat	Parti politique	Votes	Pourcentage
Jaime Nebot	Parti Social-Chrétien	1,035,101	22.87
Abdalá Bucaram	Parti Roldocista Équatorien	1,001,071	22.11
Freddy Ehlers	Nuevo País - Pachakutik	785,124	17.35
Rodrigo Paz	Démocratie Populaire	513,464	11.35
Franck Vargas	APRI	187,935	4.15
Ricardo Noboa	Indépendant	115,033	2.54
Juan José Castello	Mouvement pour la Démocratie Populaire	89,472	1.98
José Gallardo	Indépendant	46,464	1.03
Jacinto Velásquez	Indépendant	36,080	0.80
Votes en blanc		336,072	7.42
Votes annulés		380,065	8.40
Total		4,525,881	100.00

Le MUPP avait séduit une partie importante de l'électorat équatorien, compte tenu de la différence substantielle des votes avec des partis traditionnels comme la Démocratie Populaire et le MPD et le rapprochement vis-à-vis des candidats Jaime Nebot et Abdala Bucaram, très puissantes –économiquement et politiquement- spécialement à Guayaquil. Étant donné cette performance, le MUPP s'est présenté aux élections de 1998 avec des grands espoirs.

b. La refondation de l'État et la désillusion vis-à-vis de la Constitution de 1998

Malgré le fait que les indigènes aient participé à la conformation de l'Assemblée constituante, ils n'ont pas bénéficié du projet. On pourrait même dire que le MUPP a été utilisé pour légitimer le changement, c'est-à-dire pour destituer le président Abdala Bucaram, désigner Fabián Alarcon et rétablir le régime politique. Les trois étaient des objectifs que le Congrès voulait atteindre. Au bout du compte, c'est le législatif qui a impulsé les réformes

dans la Constitution de 1998 et voici la première contradiction de ce processus, car il n'est pas sûr qu'il ait suffisamment intégré des secteurs jadis exclus de la société. Il se peut, qu'au contraire, la Constitution de 1998 ait obéi aux intérêts des partis politiques traditionnels.

Il est intéressant de noter que la Constitution de 1998 a concrétisé trois projets poursuivis selon le mouvement politique (Andrade y Olano , *Constitucionalismo autoritario: los regímenes contemporáneos en la Región Andina* 2005, 88):

- a. Le maintien de la « gouvernabilité » (PSC- DP)
- b. La conservation du contrôle de l'État sur l'économie (partis politiques de gauche)
- c. L'établissement d'un « État plurinational » (MUPP)

Voici l'expression pluraliste de la Constitution de 1998 :

L'Équateur est un État social de droit, souverain, unitaire, indépendant, démocratique, pluriculturel et multiethnique. Son gouvernement est républicain, présidentiel, éligible, représentatif, responsable, alternatif, participatif et avec une administration décentralisée (*Political Database of the Americas* 1998).

Malgré les intérêts de ces groupes, la Constitution a eu des effets inattendus. Tout d'abord, elle a consacré un système de représentation qui a favorisé l'émergence et la participation de minorités au Congrès, ce qui a porté préjudice à l'influence des indigènes au corps législatif et a affaibli leur image comme force alternative et indépendante. Aux élections de 1998, Freddy Ehlers est arrivé en quatrième position, avec seulement 12% des voix. Au Congrès qui avait été élargi pour avoir 121 sièges, le MUPP n'a obtenu que 8 sièges. Le déclin de la performance du MUPP a été évident au niveau national, local ainsi que dans les domaines exécutif et législatif.

Voici le contraste marqué entre les résultats des élections de 1996 et de 1998 pour les indigènes:

Tableau 11. Pourcentages des voix obtenus par le MUPP aux élections présidentielles de 1996 et 1998 (Mijeski y Beck, Barricades and ballots: Ecuador's Indians and the Pachakutik political movement 2001)

Province	1996 %	1998 %
SIERRA		
Azuay	44	21,3
Bolívar	14,2	8,8
Cañar	29,3	22,3
Carchi	24,6	17
Cotopaxi	23,7	18,1
Chimborazo	23,8	16,1
Imbabura	26	21,8
Loja	17	10,1
Pichincha	28,2	16,4
Tungurahua	30,2	27,7
COSTA		
El Oro	10,1	10,3
Esmeraldas	7,7	5
Guayas	5,6	6,7
Los Rios	4,6	5,2
Manabí	9,3	6,3
Galápagos	17,4	12
ORIENTE		
Morona Santiago	26,2	12,8
Napo	28,1	15,8
Pastaza	15,9	6,7
Zamora	15,3	11,4
Sucumbíos	22,8	18,2
NATION	17,3	12,5

Tableau 12. Pourcentages des voix obtenus par le MUPP aux élections législatives de 1996 et 1998

Province	1996 %	1998 %
SIERRA		
Azuay	26,6	11,1
Bolívar	9,2	9,9
Cañar	14,5	16,3
Carchi	8,4	6,9
Cotopaxi	13,4	9,8
Chimborazo	14,7	8,5
Imbabura	12,5	13
Loja	7,8	6,7
Pichincha	12,9	8,8
Tungurahua	13,7	11,7
COSTA		
El Oro	4,1	4,5
Esmeraldas	3	2,7
Guayas	2,2	4,9
Los Rios	1,9	2,2
Manabí	2,7	3,1
Galápagos	7,3	6,8
ORIENTE		
Morona Santiago	16,6	17,7
Napo	21,3	16,3
Pastaza	13,6	7,3
Zamora	6,7	8,7
Sucumbíos	17,1	9,5
NATION	8,4	7,2

Cette différence entre la performance de 1996 et celle de 1998 révèle les fractures internes du mouvement indigène et, comme nous l'avons noté, est un effet inattendu de la

Constitution de 1998 qui a affecté le MUPP. Une contradiction, sans doute, car les indigènes se sont mobilisés pour la réforme constitutionnelle qui finalement les a affectés.

En résumé, quatre raisons expliquent les limitations de la Constitution de 1998. Premièrement, les espoirs d'atteindre la stabilité ont été déçus. Le PSC et la DP attendaient un régime politique dont la stabilité était assurée par la Constitution. Pourtant, seulement deux ans après l'approbation de la réforme constitutionnelle, une rupture présidentielle ainsi qu'un un semi-coup d'État réalisé par les militaires et le mouvement indigène ont eu lieu. De plus, malgré le fait que les partis de gauche avaient de la nouvelle constitution l'idée d'un État contrôlant l'économie, la crise de 1999 a provoqué la dollarisation de l'économie. De ce fait, l'État a perdu sa marge de manœuvre dans la politique monétaire. De plus, pour sortir de la crise, l'Équateur a entamé une négociation avec la banque multilatérale internationale et pour restaurer l'économie, l'État a entrepris des réformes néolibérales exigés par ces organismes.

Deuxièmement, les indigènes ont pris conscience des limitations et des désavantages de la participation au pouvoir. Bien que la constitution les ait reconnus, leurs revendications étaient les mêmes après la réforme. Sans doute, le fait que l'Équateur ait reconnu sa diversité a été une conquête historique pour les indigènes, mais cela n'a signifié ni leur intégration, ni un changement dans leurs conditions socio-économiques.

En outre, la réforme constitutionnelle a permis de sortir de la crise politique à laquelle le pays avait fait face durant la destitution du président Abdala Bucaram, mais en réalité la réforme n'a pas obéi au besoin d'établir le multipartisme. Bien que la Constitution eût prôné un État plurinational comme l'avaient exigé les indigènes, le Congrès et les partis politiques traditionnels avaient toujours un pouvoir excessif.

Troisièmement, l'idée de faire une nouvelle constitution en 1998 est née du besoin de légitimer un changement politique, plus particulièrement une rupture présidentielle. Ce changement a été impulsé par le Congrès, et il a bénéficié de l'appui des militaires. Néanmoins, cette transformation a affecté l'État de droit et la séparation des pouvoirs.

Et finalement, Jamil Mahuad soulevait de grands espoirs en tant que jeune leader politique, préparé pour gérer une sorte de transition vers la stabilité. Selon l'hebdomadaire *Líderes*, Mahuad était un leader exemplaire :

Il représente nettement le nouvel establishment du pays : jeune, dynamique, formé ici et à l'étranger [master au *Kennedy School of Government*, Harvard], il parle avec un langage nouveau, et préoccupé pour démontrer ses capacités. C'est lui [...] la personne chargée de discipliner les nouvelles élites, de les guider, et de les intégrer dans un projet politique commun.

Malgré cela, une fois Jamil Mahuad au pouvoir, le pays a souffert de la crise économique provoquant la rupture présidentielle et sa démission.

Ainsi, nous pouvons apprécier les problèmes et les contradictions de la Constitution de 1998 et l'impossibilité d'atteindre la stabilité et l'inclusion effective d'acteurs alternatifs.

Section 4. La relation entre les réformes constitutionnelles et la démocratie en Équateur

a. Est-ce que les constitutions doivent tout résoudre ?

Après avoir vu les transformations depuis l'établissement de la démocratie, on peut s'interroger sur l'interprétation des crises politiques suite à l'approbation des réformes constitutionnelles.

Les raisons de l'impopularité de la Constitution de 1998 sont assez claires, mais il faut se demander quel est son sens. Autrement dit, l'instabilité constitutionnelle est-elle une manifestation de consolidation démocratique ou de régression ?

Le professeur mexicain Gabriel Negretto a étudié le concept de stabilité constitutionnelle. Pour lui, une constitution ne peut survivre que si elle est suffisamment flexible pour pouvoir s'adapter à un contexte politique qui change continuellement. En Amérique latine la durée des constitutions diminue, une tendance à analyser.

Pour saisir la relation entre l'instabilité constitutionnelle et l'approfondissement de la démocratie, il faut tout d'abord aborder les définitions de *constitution* et de la *stabilité constitutionnelle*. Pour le professeur Negretto, une constitution est un document contenant un groupe de normes qui organisent les voies et les moyens pour accéder au gouvernement, la séparation des pouvoirs, et les droits/devoirs des citoyens. La plupart des constitutions prévoit aussi des procédures pour les réformer (G. Negretto 2008, 2)

Quant à la définition de stabilité constitutionnelle, elle est un peu plus complexe. Selon le politologue Kenneth Shepsle, cette stabilité est possible dans la mesure où les accords qui ont façonné la constitution ne sont pas altérés (Shepsle 1986) . Pourtant, Gabriel Negretto avance que les constitutions ne sont pas immuables et leurs réformes ne sont pas forcément une manifestation d'instabilité. Parfois, elles résultent d'une adaptation aux changements politiques ou sociaux. Les constitutions rigides peuvent conduire à des situations de radicalisation politique comme la rupture présidentielle hondurien en juillet 2009⁶¹. Rappelons que l'article 239 de cette Constitution interdisait la réélection et qu'elle ne prévoyait pas de mécanismes pour des réformes à ce sujet. Cette rigidité a été, entre autres, l'une des causes qui a déclenché une sorte de coup d'État militaire contre le président Manuel Zelaya qui a tenté en vain de la réformer par une consultation populaire.

De ce fait, il faut souligner qu'il est parfois nécessaire que les constitutions soient réformées, dès lors que les réformistes respectent l'État de droit. Normalement, les constitutions contiennent des mécanismes pour être réformées. D'après Negretto, il y en a deux, soit un haut tribunal qui décide de réformer un aspect de la constitution soit un amendement.

Au moment d'une transition la constitution peut être est remplacée afin d'introduire un changement structurel. Il n'existe qu'une seule manière pour analyser la stabilité constitutionnelle. Negretto l'a défini comme :

La durabilité, dans des termes légaux, de la Constitution originelle. Selon ce point de vue, l'espérance de vie d'une Constitution est conditionnée par la durée entre son établissement et son remplacement par une autre. Plus elle perdure, plus elle est stable. (G. Negretto 2008, 2)

La stabilité est importante car la Constitution limite la vie politique et organise la lutte autour de ce domaine. Autrement dit, elle fixe les règles du jeu quand la démocratie est le seul cadre possible. De ce fait, il est important que les normes politiques soient claires et stables. Pour des politologues comme Arend Lijphart, Bingham Powell Jr. et Joseph Colomer, certains aspects constitutionnels affectent la qualité de la démocratie.

⁶¹ Le Président a tenté une réforme de l'article 239. Le Congrès avec l'appui des militaires l'a destitué. Honduras a été sanctionné par l'OEA à la suite de cette rupture de l'ordre constitutionnel.

Dans une démocratie, la Constitution doit être en mesure de résoudre des conflits par la voie légale et pacifique. D'après le professeur de l'Université de Stanford Barry Weingast, dans la mesure où une société se caractérise par un clivage économique, ethnique ou religieux, elle a une tendance à l'instabilité constitutionnelle « chronique » (Weingast 1997, 245).

Dans le cas de l'Équateur, il existe un clivage régional et économique entre la *Costa* et la *Sierra*, mais cela n'explique pas forcément l'instabilité constitutionnelle. Bien qu'il y ait des divisions politiques entre les deux régions, cette fragmentation ne justifie pas le besoin de refonder le pays avec une nouvelle constitution.

Le clivage dont parle le professeur Weingast dans le cas de l'Équateur se manifeste par une polarisation vis-à-vis de la politique qui a marqué l'histoire récente du pays. La lutte pour gérer la transition démocratique dans un premier temps, et sa consolidation ensuite, a provoqué, entre autres, l'instabilité constitutionnelle.

b. La stabilité constitutionnelle est-elle souhaitable et démocratique ?

Normalement, la stabilité est perçue comme un objectif à atteindre. De ce fait, des politologues évoquent l'exemple des États-Unis, l'un de plus représentatif à ce propos. Rappelons que la Constitution étasunienne a survécu à la Guerre de Sécession, ainsi qu'à des crises politiques et économiques comme celle de 1929, ou celle de la ségrégation scolaire dans les années 50 et 60. Pendant deux siècles, la Constitution a perduré ainsi que sa pertinence historique. Il faut reconnaître, de toute manière, qu'il y a d'autres interprétations sur ce sujet. Le professeur Patrick Julliard de l'Université Paris 1, considère que la longévité de la Constitution étasunienne ne signifie pas la stabilité des institutions. Pour lui, cette Constitution est devenue un mythe de longévité, mais au fond, elle a été profondément altérée :

La confusion entre longévité constitutionnelle et stabilité constitutionnelle est l'une des plus enracinées qui soient. [...] La Constitution des États-Unis, adoptée le 27 septembre 1787 (1) et ratifiée le 21 juin 1788 (2), aborde son second centenaire dans une sorte de révérence universelle. Doyenne incontestée des chartes modernes, elle a beaucoup duré, beaucoup enduré. Mais ce faisant, n'a-t-elle pas changé d'âme, sinon de corps ? Que l'on s'imagine un des Pères fondateurs revenant en ce bas monde. Comment pourrait-il comprendre les mécanismes par lesquels une union d'États,

proche de la conférence diplomatique, s'est muée en une bureaucratie centralisée ? Quels traits communs trouverait-il entre la République couronnée de Washington et la démocratie populiste de Reagan ? Serait-il capable de comprendre les mystères d'un système conçu par et pour les individus un Hamilton, un Jefferson, et devenu la chose des organisations Groupes et Partis ? (Juillard 1984, 5)

D'autre part, le professeur Gabriel Negretto prend l'exemple de la Colombie, de Costa Rica et de l'Uruguay. Dans le premier cas, la Constitution de 1886 a duré jusqu'en 1991 et elle a surmonté les tentatives pour la remplacer pendant plus d'un siècle. Quant à l'Uruguay, la Constitution de 1830 a duré 86 ans. Finalement, le Costa Rica est un cas intéressant. Malgré le fait qu'il a eu huit constitutions au XIX^{ème} siècle, il n'en a eu que deux au XX^{ème}.

Le principal risque d'un changement abrupt et fréquent de constitution peut être l'affaiblissement de l'État de droit. Si un gouvernement, un acteur politique, ou un pouvoir de l'État utilise un changement constitutionnel pour éviter les normes, les règles et la loi, les transformations constitutionnelles peuvent miner la démocratie et affecter sa qualité. Mais, l'autre extrême entraîne aussi un risque puisqu'une constitution fermée qui ne tient pas compte des changements peut porter préjudice à la démocratie.

À ce titre pensons au cas de la Colombie, souvent montrée en exemple de stabilité constitutionnelle par Gabriel Negretto. La Constitution de 1886 a duré plus d'un siècle, mais il s'agissait d'une charte qui obéissait aux intérêts conservateurs de la classe dirigeante colombienne de la fin du XIX^{ème} siècle. Le rôle de la religion dans l'établissement de l'État colombien, par exemple ne respectait pas la diversité des cultes religieux ni ethniques.

En préambule, la Constitution précisait : « au nom de Dieu, source suprême de toute l'autorité... ». Ensuite elle instaurait le cadre politique et la distribution des pouvoirs. Ainsi, la stabilité constitutionnelle qui a duré plus d'un siècle a exclu les noirs et les indigènes car le caractère plurinational n'était pas reconnu.

Il faut rappeler l'argument de Guillermo O'Donnell : l'existence d'institutions ne garantit pas la consolidation de la démocratie, dans la mesure où elles peuvent représenter des valeurs anti-démocratiques.

Une transition démocratique entraîne un changement qui doit respecter l'État de droit. Mais il n'est pas facile de déterminer si une transformation constitutionnelle contribue ou

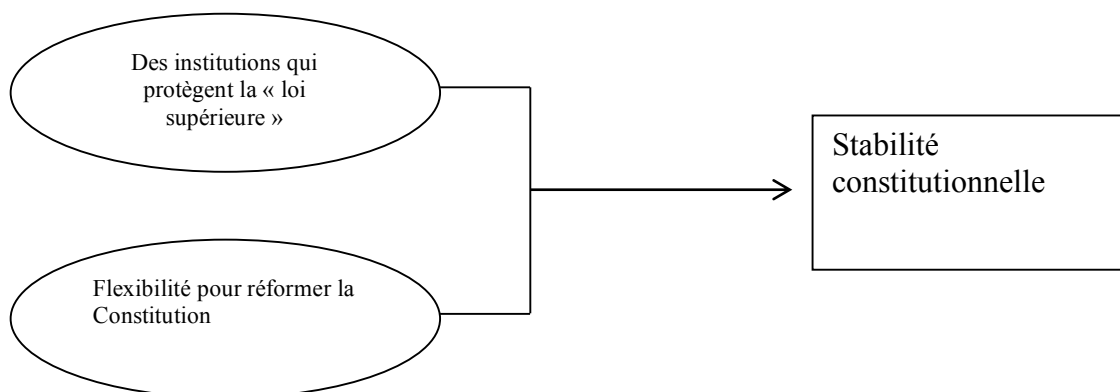
affaiblisse la démocratisation ? Selon les impacts de celle-ci sur les institutions et sur les habitudes politiques, on peut déterminer si elle contribue effectivement à l'approfondissement de la démocratie.

D'auteurs comme James Madison, et de politologues et économistes tels que Adam Przeworski, Josep Colomer, Donald Lutz et Gabriel Negretto ont étudié le lien entre les institutions et les Constitutions.

Selon Madison, les institutions qui distribuent le pouvoir (au travers de la séparation des pouvoirs, les élections séparées du législatif et de l'exécutif, le bicaméralisme, et le fédéralisme, entre autres) peuvent décourager les changements constitutionnels. Avec des institutions qui protègent la Constitution en tant que « loi supérieure », il devient difficile de la remplacer. Aussi il faut prendre en considération, les mécanismes informels (initiatives populaires qui ne sont pas prévues par la loi) pour la réformer selon les changements du contexte politique.

La thèse de Madison établit un rapport entre la rigidité constitutionnelle et les institutions comme des variables indépendantes, et la stabilité constitutionnelle en tant que variable dépendante (voir le schéma suivant).

Schéma 5. Les variables de la stabilité constitutionnelle



En réalité, la stabilité des constitutions ne dépende pas qu'elles restent intactes mais de leur faculté au changement ; la stabilité ne doit pas être confondue avec la rigidité.

Selon l'économiste Adam Przeworski, une Constitution perdure si elle n'octroie pas des avantages à un acteur politique, car, si cette situation a lieu, les autres acteurs vont immédiatement réagir afin de réduire leurs désavantages. Pour lui :

Les démocraties prospèrent quand les institutions rendent difficile d'octroyer un avantage temporaire et où les privilèges du pouvoir sont atténués par les institutions. En cas contraire, les perdants tendraient à se défendre, car selon leurs attentes il serait moins probable qu'ils réussissent. (Przeworski 1988 , 36)

Les constitutions sont déterminantes pour la qualité de la démocratie. L'analyse de Przeworski tient compte des motivations des acteurs pour réformer ou défendre une Constitution. Son approche est basée sur les avantages que les acteurs peuvent obtenir, mais cette idée n'est pas si sûre. Les effets des constitutions ne sont pas toujours favorables aux acteurs qui ont participé à leur rédaction. Plusieurs acteurs peuvent négocier une constitution et à la fin, malgré leurs attentes, aucun d'entre eux n'obtienne pas des avantages. Pour preuve, l'exemple des indigènes équatoriens ou des partis politiques traditionnels dans la Constitution de 1998.

Quant au politologue et professeur de l'Université de Georgetown, Josep Colomer, il s'accorde avec Przeworski pour observer que les constitutions ne créent ni perdants ni gagnants absolus, mais, au contraire, qu'elles laissent un espace ouvert pour la lutte politique, favorisant ainsi la création d'institutions pluralistes. Selon lui « les institutions pluralistes

devraient obtenir un grand soutien endogène et, par conséquent, elles devraient avoir plus de longévité que des institutions qui, simplement, favorisent la concentration du pouvoir» (Colomer 2001, 211).

Bien que les institutions qui favorisent la concentration doivent être réformées dans une démocratie, cela ne veut pas dire que les Constitutions pluralistes perdurent. Après la démocratisation des années 70 et 80, l'Amérique latine s'est dotée de constitutions pluralistes qui ont reconnu la diversité dans un sens élargi. Néanmoins, toutes ont souffert des réformes qui ont altéré leurs arrangements initiaux (les Constitutions de la Colombie de 1991 et de l'Équateur en 1998).

Voici deux articles de la Constitution colombienne qui montre son esprit pluraliste et ouvert :

Article 1. La Colombie est un État social de droit, organisé sous la forme d'une République unitaire, décentralisée, instituant l'autonomie de ses entités territoriales, démocratique, participative et pluraliste, fondée dans le respect de la dignité humaine, dans le travail et la solidarité des personnes qui en font partie et la primauté de l'intérêt général.

Article 16. Toute personne a droit sans restriction au libre développement de sa personnalité, dans la limite du droit des autres et du cadre juridique.

Malgré cet esprit, la Constitution colombienne a eu environ 41 réformes entre 1991 et 2016 (Garcés Lloreda 2016).-En effet, certains d'entre eux ont altéré des aspects basiques comme l'introduction de la réélection présidentielle et différentes mesures pour freiner la décentralisation, aspect fondamental de la démocratie locale qui faisait partie des inspirations initiales.

Cela a été le cas de la plupart des régimes andins où les Constitutions ont été souvent réformées pour favoriser les intérêts d'un gouvernement ou d'un acteur puissant.

Auparavant, l'Équateur était une exception. Depuis le Président Sixto Durán Ballén, les gouvernements n'ont pas tenté des réformes aussi profondes. En général, les administrations ont essayé de résoudre des problèmes liés à la gouvernabilité sans vouloir

forcément refonder le pays. Cette situation a pourtant changé avec la destitution d'Abdala Bucaram, et désormais, les tentatives pour refonder le système ont réapparu.

Dans ce contexte, il est important d'observer les contributions du politologue Donald Lutz au débat sur la stabilité constitutionnelle. Pour cet auteur, la clé est de trouver un équilibre entre la rigidité et la flexibilité (Lutz 1994, 357). D'un part, il faut éviter une flexibilité telle qu'il n'existe pas de distinction entre les lois ordinaires et les réformes constitutionnelles. Ainsi, il est nécessaire que la Constitution soit réformée, mais non altérée selon les intérêts de chaque gouvernement comme nous l'avons déjà noté. D'autre part, il faut aussi éviter qu'elle soit si rigide, qu'elle ne puisse pas être reformée, comme dans le cas hondurien dont nous avons parlé.

Comment trouver cet équilibre ? Comme l'affirme Negretto, il est impossible d'utiliser un paramètre universel pour mesurer les réformes constitutionnelles afin de savoir si ces transformations sont équilibrées. L'une des possibilités est de comparer les réformes d'un régime avec d'autres. Pour cela, il faudra les comparer avec des régimes semblables.

À cet égard, on peut comparer le nombre de réformes en Équateur et dans le reste de l'Amérique latine. Voici les Constitutions et leur durée après l'indépendance (G. Negretto 2008, 12):

Tableau 13. La stabilité constitutionnelle en Amérique latine

Pays	Les Constitutions après l'indépendance	Constitutions entre 1900-2000	Durée moyenne	Établies dans des périodes démocratiques
Argentine	3	3	36.75	3
Bolivie	16	6	20	1
Brésil	7	6	18.2	2
Chili	7	6	18.2	2
Colombie	7	2	57	2
Costa Rica	12	4	32.25	1
République Dominicaine	13	4	28.25	2
Équateur	18	8	12.9	3
Salvador	15	7	16.3	1
Guatemala	7	5	24.2	4
Honduras	14	8	13.25	3
Mexique	6	2	71	1
Nicaragua	12	8	13.4	1
Panama	4	4	24	2
Paraguay	6	4	32.5	1
Pérou	13	5	26.6	2
Uruguay	6	6	28.3	5
Venezuela	26	16	6.3	3
TOTAL	192	101		39
Moyenne	10.7	5.7	28.7	2.17

Depuis l'indépendance, 18 constitutions ont été approuvées alors que la moyenne de réforme constitutionnelle de la région est d'environ 10. Ainsi, au XXème siècle, le pays a élaboré 8 constitutions tandis que la moyenne du continent a été d'environ 5. Et finalement, la durée moyenne au XXème des constitutions en Équateur a été de 12.9 alors que, dans le reste du continent, elle a été de 28.7. On peut conclure ainsi que l'Équateur serait constitutionnellement instable.

Sans doute cette approche est utile pour avoir une idée de la stabilité équatorienne vis-à-vis des voisins, mais la comparaison ne permet pas d'aborder tous les aspects. Pour Gabriel Negretto, il est utile de considérer le record des changements constitutionnels mais,

à cela il faut ajouter l'ambiance économique, sociale et politique. Pour lui, il est nécessaire d'observer l'environnement politique et socio-économique et, plus particulièrement, les demandes de la société pour réformer la Constitution.

Pour revenir à l'Équateur, il faut connaître la nature des mécanismes prévus pour réformer la Constitution de 1998 et plus particulièrement dans quelle mesure ils étaient flexibles. Vu qu'ils étaient rigides, le président Rafael Correa a dû convoquer un référendum pour transformer le régime au lieu de consulter le Congrès. À coup sûr, la consultation populaire est un mécanisme pour lutter contre la rigidité d'un régime. Par la suite, nous pourrions voir pourquoi récemment, quelques mandataires de la région andine, dont le Président Correa, ont fait preuve d'un style populiste au moment de mener les réformes à terme.

La Constitution de 1998 prévoit dans sa dernière partie les mécanismes pour la réformer. La totalité de ces mécanismes établit la participation du Congrès pour réformer la Constitution, ce qui montre la volonté de garder un équilibre et d'éviter une nouvelle refondation sans le contrôle du législatif.

Voici le chapitre 3 du Titre XIII de la Constitution Équatorienne de 1998 :

Article 280. La Constitution politique pourra être réformée par le Congrès National ou par une consultation populaire.

Article 281. Un groupe de députés représentant 20% du Congrès ou un bloc législatif pourra présenter des projets de réforme constitutionnelle. De même, le Président de la République, la Cour Suprême de Justice, le Tribunal Électoral ou un groupe de personnes [...] qui représente 1% du seuil électoral.

Article. 282. Le Congrès National connaîtra et discutera les projets de réforme constitutionnelle en suivant la même procédure que pour l'approbation des lois. Dans le second débat, il faudra l'approbation des deux tiers des membres du Congrès, dans un délai d'un an après le premier débat. Une fois le projet approuvé, celui-ci sera envoyé au Président de la République pour sa signature ou son rejet selon les dispositions de la Constitution.

Article.283. Le Président de la République, dans les cas d'urgence (antérieurement approuvés par le Congrès) pourra soumettre à une consultation populaire l'approbation d'une réforme constitutionnelle. Dans les autres cas, la consultation aurait lieu si le Congrès National n'avait pas connu le projet, ou bien s'il l'avait rejeté, 20 jours après que le projet fût soumis à l'approbation du corps législatif. [...] (Political Database of the Americas 1998)

Ainsi, nous pouvons observer que la Constitution équatorienne prévoyait des mécanismes rigides pour sa réforme. En général, les exécutifs préfèrent ne pas passer le Congrès, car traditionnellement le législatif a tenté de contrebalancer leur pouvoir.

Les changements de constitutions qui ont eu lieu depuis les années 90 dans la région andine, sont tous passés par des consultations populaires. Le premier État à avoir entrepris le processus a été la Colombie, durant le gouvernement de César Gaviria Trujillo en 1990. Après ce fut le Président Alberto Fujimori en 1992, puis l'ancien colonel Hugo Chavez a fait de même en 1999 et Evo Morales en 2007.

Dans les dernières transformations constitutionnelles qui ont eu lieu en Équateur les aspects symboliques sont fondamentaux. Pour comprendre le remplacement de constitution proposé par le Président Correa, il ne suffit pas d'une analyse institutionnelle du pays, mais aussi d'une approche qui tienne compte de la volonté populaire de changement. Ce désir de la population ne s'explique pas seulement parce qu'une constitution soit rigide, mais à partir de l'interprétation que les citoyens font de la démocratie. C'est pourquoi, dans l'étude de la consolidation démocratique, il faut observer la perception citoyenne et pas uniquement le fonctionnement des institutions.

c. L'aspect symbolique d'une Constitution

Pour expliquer l'aspect symbolique d'une Constitution il faut distinguer une réforme de son remplacement, d'après Gabriel Negretto. Dans le second cas, il s'agit d'un changement d'une une transition. Dans ce cas, la nouvelle Constitution obéit aux raisons symboliques et il se peut que celle-là ne soit pas tellement différente de la précédente. Cette situation dévoile une instabilité constitutionnelle aussi (G. Negretto 2008, 2). L'historien équatorien Enrique Ayala Mora, affirme que l'ensemble des Assemblées constituantes en

Équateur au XX et XXI siècle ont aspiré à reprendre l'esprit libéral de la Révolution d'Eloy Alfaro, tel qu'on l'avait signalé au début de cette thèse.

D'autre part, les professeurs David Colomer, Donald Lutz et Adam Przeworski, restent dans l'approche institutionnelle-rationnelle. En fait, en Amérique latine, certains facteurs expliquent la politique au-delà des institutions. Il faut souligner que les institutions ne déterminent pas forcément la conduite des citoyens ou les résultats des processus politiques. Les pays peuvent se doter d'institutions pluralistes, mais si la citoyenneté ne s'approprie pas les institutions, elles ne sont pas suffisamment démocratiques. C'est là, l'un des paradoxes de la démocratie latino-américaine et plus particulièrement, des régimes andins.

De plus, lorsqu'il s'agit d'une réforme constitutionnelle *populiste*, comme celle de Rafael Correa, il est nécessaire d'analyser le processus au-delà d'une approche institutionnelle. La Constitution de 2008 ne peut pas être analysée seulement par rapport aux attentes des acteurs politiques et à leurs négociations. À cela, il faut ajouter la culture politique des équatoriens.

Dans certaines transitions en Amérique latine, la nouvelle Constitution a été le point de départ d'un nouveau régime. Cette refondation constitutionnelle est nécessaire pour répondre à la rigidité des systèmes politiques. Celle-ci ne s'explique pas par le caractère présidentieliste comme le suggère Juan Linz, mais elle est plutôt une conséquence des réformes entreprises par une élite sous la modalité *desde arriba* selon la classification des politologues Edward Munck et Carol Skalnik. Cette élitisme qui a empêché la participation citoyenne est la cause de la réémergence du populisme en Équateur.

Pour Rafael Correa, établir un lien direct avec la population au détriment des institutions était la seule façon de refonder le régime et de montrer une rupture avec le passé récent. Plus particulièrement une fracture avec ce que Correa a appelé d'une manière virulente la *particratie*, l'élite économique, et les mass-média qui, selon le Président, représentent les intérêts des groupes économiques. Voyons le discours de Rafael Correa à ce propos :

La *particratie*, les partis traditionnels ont été détruits. Certains disent qu'il n'y a pas d'opposition, mais c'est une erreur. Au contraire, on a une opposition très forte issue des mass-média. Comme le dit Ignacio Ramonet, ils sont les gardiens du système

économique actuel. En Amérique latine, ils défendent l'établissement ... des entreprises qui, sous prétexte de la liberté d'expression, défendent leurs intérêts particuliers. Bien sûr, il y a des exceptions, des exceptions dignes. Nous avons des pouvoirs économiques, la banque sait qu'on est en train de lui enlever ses privilèges [...] Il y a des médias qui sont des filiales des partis politiques, qui s'autoproclament comme des syndicats d'entrepreneurs, le grand capital. Malheureusement, il y a des groupes farouches de la gauche radicale qui ont été toujours alliés de la droite et de l'établissement. Avec des postures puériles et ridicules comme le non-paiement de la dette étrangère, expulsion des compagnies pétrolières... tout ou rien. (Página 12 2011)

Nous pouvons observer le discours anti-establishment de Rafael Correa et qu'il a utilisé pour justifier l'installation d'une Assemblée pour une nouvelle Constitution.

Ces propos montrent la rupture avec le passé et l'aspiration à une révolution de contrélites. À la différence de la Constitution de 1998, Rafael Correa a promu une réforme constitutionnelle sans les partis politiques. C'est une manière de contrebalancer le pouvoir dont a disposé le Congrès dans les dernières années. Comme nous l'avons apprécié auparavant.

Néanmoins, pour Rafael Correa le Congrès n'était pas la cible. Si le Président enlevait les prérogatives du Congrès, il aurait été immédiatement accusé d'autoritarisme. Par contre, les partis politiques représentaient un adversaire facile à combattre à la suite de leur impopularité.

A titre synthétique et indicatif, voyons dans une perspective historique les différents objectifs et instruments pour faire approuver les constitutions en Équateur depuis le rétablissement de la démocratie.

Tableau 14. Les instruments pour les transformations constitutionnelles en Équateur depuis 1979

	Constitution de 1978	Constitution de 1998	Constitution de 2008
Rupture avec :	L'autoritarisme militaire	L'instabilité chronique	La <i>particratie</i>
Instrument		Discours sur le multiculturalisme – intégration	Populisme – constitutionnel
But	Démocratisation	Consolidation de la démocratie	Approfondissement de la démocratie

Ainsi, nous pouvons observer que Rafael Correa a utilisé le discours populiste afin d'approfondir la démocratie, ce qui va au-delà de la consolidation du régime. La consolidation implique que le système politique s'affirme, mais le but de Rafael Correa était bien différent.

Il a utilisé le populisme en tant que pratique politique comme l'a définie le philosophe Ernesto Laclau, car c'était le seul moyen qui lui permettait de refonder le régime, étant donné le pouvoir des partis politiques. Les politologues Aníbal Pérez-Liñan et Mariana Llanos ont insisté sur le fait que les Congrès détiennent un pouvoir spécial en Amérique latine qui explique, entre autres, les ruptures présidentielles. En Équateur, cette problématique est complexe car apparemment les partis politiques n'ont ni légitimité ni pouvoir. Par exemple, depuis l'établissement de la démocratie aucun parti qui a participé au gouvernement n'est retourné au pouvoir, sauf Alianza PAIS (réélu en 2013 et en 2017).

Néanmoins au cours des grandes transformations des dernières années et dans les ruptures présidentielles, les partis politiques ont joué un rôle important. En Equateur au clivage entre le pouvoir exécutif et législatif, il faut ajouter la dispute entre le gouvernement et les partis politiques durant les dernières années. Cette confrontation explique la résurgence du populisme comme instrument pour concrétiser les réformes.

Reste à évaluer quel effet a eu l'établissement d'une nouvelle Constitution sans la participation des partis politiques traditionnels, sur l'approfondissement de la démocratie. Les partis politiques font partie de la démocratie mais, en même temps, la société évolue de telle façon qu'il apparait d'autres mécanismes de participation.

L'installation de l'Assemblée constituante a marqué une rupture avec les partis politiques et a symbolisé la refondation proposée par Correa. Cet instrument pour partir de zéro, dans la reconstruction du régime politique, établissant un rapport direct avec la population s'inscrit dans le *populisme constitutionnel*. C'est-à-dire, une pratique populiste institutionnalisée. Ceci est rare, selon la théorie politique, le populisme est censé d'affaiblir les institutions, mais la réalité équatorienne est bien différente.

CHAPITRE 3. Rafael Correa et le populisme radical

L'analyse du gouvernement de Rafael Correa implique une lecture dépassionnée de son mandat. Pourtant, la polarisation qui régnait dans le pays empêchait les lectures objectives et rigoureuses, entre la voix officielle et celle de l'opposition. La première traduisait une apologie du gouvernement et justifiait les décisions prises par son administration sans recul ni sens critique, et celle d'opposition, était farouchement néolibérale avait du mal à reconnaître la réussite des politiques sociales durant ce gouvernement. Au-delà de ce clivage, l'étude du gouvernement de Rafael Correa montre une tendance dangereuse vers l'autoritarisme par l'introduction de la réélection sans limites, à travers une réforme impulsée par Alianza PAIS dans l'Assemblée nationale en décembre 2015 qui affecte le système de *checks and balances*, et ouvre la voie pour l'établissement dans l'avenir d'un gouvernement qui aspire à s'éterniser au pouvoir.

Le parcours de Correa avant de devenir président marque une rupture avec la politique traditionnel, car comme candidat il a défié l'ensemble de l'établissement. Comme on a noté au début de la thèse, il s'est battu contre les partis politiques, les entrepreneurs et les hommes politiques qui dénonçaient que Correa était partisan de la révolution bolivarienne de Hugo Chávez. Ils redoutaient une dérive autoritaire à *la vénézuélienne*. Malgré tout, Rafael Correa s'est finalement imposé et il a bouclé trois réformes substantielles du régime équatorien visant à approfondir la démocratie ; l'approbation de la nouvelle Constitution en 2008, une consultation populaire en 2011 et l'introduction de la réélection permanente.

Section 1. La rupture avec la politique des anciens partis politiques

a. Les premières victoires électorales

Les deux principales victoires politiques de Rafael Correa ont été d'obtenir une approbation populaire de 82% pour installer une Assemblée constituante en avril 2007, et à la fin septembre, de voir son mouvement politique obtenir 80 sièges sur 130 dans cette Assemblée.

Dans ce contexte, la nouvelle Constitution devait être rédigée sous l'égide de Rafael Correa, grâce à son charisme. En effet, sa jeunesse et le fait d'être un dirigeant indépendant bien formé à l'étranger ont fait beaucoup pour son succès. Cette image ressemblait à celle de

Jamil Mahuad au début de son gouvernement. Pourtant Rafael Correa a tout essayé pour ne pas commettre les erreurs de ses prédécesseurs.

Comme nous l'avons décrit dans la chapitre précédent, le Président a tenté une rupture avec le passé en tenant un discours anti-establishment. Lors de son mandat comme ministre de l'économie, les coïncidences idéologiques étaient notables avec les gouvernements qui faisaient partie du *virage à gauche* du début du XXI^e siècle, représenté par les Présidents Hugo Chavez et Evo Morales. À son investiture, Rafael Correa a prôné la fin de la « nuit prolongée et triste du néolibéralisme » (Diario Hoy 2009) devise prononcée à plusieurs reprises par tous les ministres de son gouvernement et les députés, et il a accepté une copie de l'épée de Simon Bolivar offerte par son homologue vénézuélien.

Ils partageaient tous deux une idée qui a marqué la nouvelle gauche radicale : la refondation de la nation doit commencer par le remplacement de la Constitution. Néanmoins, l'utilisation des consultations populaires pour mener à bien ses réformes et le remplacement de la Constitution de 1998, ont suscité de fortes critiques contre le gouvernement Correa. Catherine Conaghan, de l'Université de Queen, a classé le nouveau régime de *démocratie plébiscitaire*. Selon le politologue Theodore Lowi une démocratie plébiscitaire consiste à l'utilisation directe de l'opinion publique afin de gouverner au-delà des institutions, spécialement du Congrès (Lowi 1985).

Au moment d'entreprendre la deuxième année de gouvernement, la question clé pour les analystes était de savoir si ces pouvoirs dont disposait le Président Correa seraient utilisés pour consolider la démocratie ou pour affirmer les prérogatives de l'exécutif.

Rafael Correa a assuré qu'il fallait en finir avec les pouvoirs des partis pour installer une véritable démocratie. Le problème est que en privant les partis de pouvoir, le Président pouvait affaiblir la démocratie. Pour justifier cette guerre contre les partis, Correa rappelait que le PSC, le plus puissant, contrôlait la désignation des magistrats dans l'appareil judiciaire. Il dénonçait que cette élite disposait des moyens pour affecter la séparation des pouvoirs et le système de *checks and balances*.

Le dilemme du gouvernement était de combattre cette élite puissante sans affaiblir la démocratie. Dès le début, le discours du Président a été clair à ce propos : il allait faire des alliances avec des secteurs indépendants et lutter contre le Congrès, ce qui lui a valu des ennemis dans la classe politique traditionnelle et de fortes critiques de l'étranger.

b. Les antécédents d'une société qui se mobilise sans acteurs politiques

La chute du Colonel Lucio Gutiérrez en 2005, est un événement important car elle marque le début d'une nouvelle participation de la société en politique. Comme nous l'avons décrit auparavant, le Congrès avec le soutien des militaires a décidé la destitution d'Abdala Bucaram, puis, les indigènes de la CONAIE avec les militaires ont provoqué la chute du Président Jamil Mahuad. Dans le cas du Gutiérrez, la « révolte des *forajidos*⁶² » a débouché sur sa destitution.

Contraire aux autres crises auparavant, dans cette révolte, les manifestations à la rue contre la politique n'étaient canalisées ni par les partis politiques, ni par les syndicats de travailleurs, ni par les militaires (Massal 2006, 135).

C'était un moment de faiblesse pour la CONAIE et le Pachakutik. Dans les dernières élections présidentielles ils avaient obtenu un résultat plutôt modeste, et ils faisaient partie de la coalition de gouvernement de Lucio Gutierrez, par la suite, leur impopularité augmentait. Bien que Pachakutik ait abandonné la coalition, le mouvement avaient perdu le pouvoir à la rue, dont il avait fait preuve dans les crises politiques de 1997 et 2000.

Dans ce contexte, la destitution de Gutiérrez en 2005 laissait était le résultat de deux échecs antérieurs pour refonder la Nation avec les Présidents Abdala Bucaram, Jamil Mahuad et Fabián Alarcón.

Dans la destitution d'Abdala Bucaram (le 5 février de 1997) ainsi que dans celle de Jamil Mahuad (le 21 janvier 2000), plusieurs symptômes de la faible crédibilité dans les institutions sont apparus, de même qu'un rejet envers la corruption galopante. Dans les deux cas, des discours sur la nécessité de refonder le pays ont émergé afin de le démocratiser au fond, mais cette attente ne fut pas comblée (Massal 2006, 134).

Dans ce contexte de déception, Rafael Correa a commencé s'est solidarisé avec les *forajidos* et leurs demandes d'une réforme politique structurelle. Rafael Correa était proche du Président intérim Alfredo Palacio, car il était son conseiller lorsque Palacio était le

⁶² *Forajido* peut être traduit comme voyou.

Ministre de l'économie de Lucio Gutiérrez. Après la chute du Colonel, Palacio l'a désigné comme Ministre des finances.

On peut dire que sa carrière a commencé en août 2005, lors d'une mobilisation au nord du pays dans les provinces amazoniennes de Sucumbios et Orellana. Les manifestants exigeaient plus d'emplois et des routes, car, malgré l'existence de gisements de pétrole dans la région, ils ne profitaient pas de la manne pétrolière. De fait, les manifestants exigeaient aussi une renégociation des contrats avec les multinationales qui exploitaient les ressources. Ce moment a été décisif pour l'ascension politique de Rafael Correa, car il a incarné le sentiment antisystème que la plupart des Équatoriens pauvres éprouvait.

Dans la crise, Rafael Correa a proposé une solution assez populaire mais qui n'a pas été adoptée par l'administration de Palacio. Le ministre de l'économie a suggéré d'utiliser les ressources financières issues du pétrole dans le secteur social, au lieu de les destiner à payer la dette extérieure. Le Président vénézuélien Hugo Chavez, pour sa part, joua un rôle essentiel dans la crise, car il promettait un prêt non remboursable (Delcas 2005).

Parallèlement, l'ambassade étasunienne suivait de près la situation, comme en témoigne l'une des câbles qui s'est filtrée à la presse équatorienne par Wikileaks (34833 du 16 mai 2005).

Le plus difficile est le ministre de l'économie, Rafael Correa. Malgré qu'il a poursuit ses études aux États-Unis, le jeune et charismatique ministre, préconise des politiques économiques démodées et typiques des années 70, remplies des slogans tels que « payez la dette sociale ! maudite soit cette dette extérieure ! ». Son principe est de restructurer les revenus du secteur pétrolier en diminuant le paiement de la dette, afin que le gouvernement puisse investir davantage dans les secteurs productifs pour les réactiver. Il invite au libertinage et a provoqué la fuite des investisseurs. Aussi, il aspire à augmenter le contrôle de l'État sur les champs pétroliers non exploités (spécialement à travers Petroecuador, compagnie pétrolière de l'État). La [...] rhétorique de Correa lui a valu très peu d'amis dans parmi les institutions financières internationales. Le mécontentement d'[Alfredo] Palacio a affaibli apparemment cette rhétorique, mais nous croyons que [Correa] n'a pas changé d'avis (El Comercio 2011).

Pour aggraver la situation, des contacts entre Rafael Correa et le Président Hugo Chavez

ont eu lieu, sans consulter Alfredo Palacio. À la suite de ces désaccords, le ministre Correa a démissionné, mais immédiatement sa popularité a grimpé.

c. La carrière politique de Correa avant la présidence

À la différence de ses prédécesseurs, Rafael Correa venait de la vie universitaire et scientifique, ce qui est un avantage ou un désavantage selon les circonstances. Dans sa vie, la religion avait joué un rôle très important qui s'est manifesté quand il est rentré dans la politique. Quand il était à l'école primaire, il a voyagé avec la communauté salésienne, ce qui lui a permis d'observer des aspects locaux de la vie équatorienne, dont la pauvreté, l'exclusion politique et la discrimination à l'égard des indigènes. Ces constatations qui montraient un pays très pauvre, spécialement dans le nord, ont inspiré et déterminé sa conscience politique et sa vocation progressiste. En effet, après avoir été élu président et avant d'être investi, Rafael Correa a voulu une cérémonie symbolique d'investiture présidentielle à Zumbahua dans la province de Cotopaxi, l'une des plus pauvres (*Secretaría Técnica del Frente Social y Análisis* 2002, 10) où plus de 80% de la population ont des besoins basiques non satisfaits⁶³. Il faut aussi noter qu'à cette cérémonie ont assisté des prêtres qui furent, eux aussi, des autorités tout au long de la vie de Correa.

Ceci explique aussi le lien tissé par Correa avec la population et qui va au-delà des institutions formelles. Cela a facilité sa relation avec la société malgré le fait de ne pas être un homme politique car il était perçu comme un citoyen ordinaire.

Au caractère religieux qui a marqué sa formation, il faut ajouter son parcours académique qui, lui aussi, l'a aidé dans sa courte carrière politique. Rafael Correa, avant de rentrer au ministère des finances, était professeur à l'Université San Francisco de Guayaquil. Comme enseignant et chercheur, il avait déjà des opinions sur les événements de la vie politique équatorienne, qu'il a publié dans des revues scientifiques, sur la dollarisation et la crise économique de la fin des années 90.

Pour lui, le gouvernement a commis une erreur inexcusable au moment de la dollarisation de l'économie équatorienne. Selon Rafael Correa c'est l'erreur la plus grave commise dans l'histoire du pays, car il s'agit d'un phénomène irréversible. À partir de ses

⁶³ *Necesidades básicas insatisfechas* en espagnol. C'est l'indicateur de pauvreté utilisé en Amérique Latine. Il tient compte du logement, de l'accès aux services publics, de l'accès à l'éducation et de la capacité économique.

publications, nous pouvons observer une opposition farouche au néolibéralisme et plus particulièrement à ce que Correa appelait le « dogme de la stabilité ».

Le débat sur la dollarisation engage l'avenir économique et politique de notre pays. Cela implique de surmonter des réductionnismes comme le dogme de la stabilité, de repenser la notion de développement et le besoin de résoudre le mécontentement de la population vis-à-vis de l'État et d'une identité nationale épuisée (Correa, *Dolarización y desdolarización: más elementos para el debate 2004*, 86).

Pour Correa, le but de la politique économique ne devait pas être la stabilité, et de ce fait, il fustigeait le « Consensus de Washington » qui avait promu la stabilité des économies plutôt que la mise en œuvre de politiques économiques sociales.

Pour lui la cause de la crise économique de 1999 n'a pas été l'absence de discipline fiscale dans le gouvernement de Jamil Mahuad, comme a été souvent dénoncée dans les médias et selon les hommes politiques. Selon Rafael Correa, le pouvoir du secteur bancaire a été le responsable, qui a fait pression sur le gouvernement pour la signature de la Loi de Garanties sur les Dépôts. D'après cette loi, l'État devait garantir à tout prix les dépôts bancaires, cela a provoqué l'endettement démesuré de l'État par rapport à la banque. De fait, pour Correa, les élites politiques et financières étaient les responsables de la chute de l'économie équatorienne à la fin de la décennie. L'élite politique, avec le gouvernement de Mahuad a été accusée par Correa, d'avoir signé ladite loi au détriment du système économique, et, bien évidemment la puissante élite financière qui a voulu courir des risques sans tenir compte du reste de la société.

À la fin, les plus pauvres et la classe moyenne ont souffert les pires effets de la crise. Avec le gel des actifs à la banque, la classe moyenne a été la plus touchée car elle avait ses acquis en banque. De même que les pauvres, elle ne possédait pas de propriétés, à la différence des plus riches qui, bien qu'aussi affectés par la crise, étaient moins vulnérables.

Quelques années après, Rafael Correa, comme chercheur, expliquait que la reprise économique a eu lieu grâce à l'envoi de l'argent des migrants équatoriens de l'étranger (il faut rappeler qu'après la crise environ un million de citoyens ont abandonné le pays (Jokish 2007)) et à la hausse des prix du baril de pétrole, tandis que les différents gouvernements, pour leur part, ont été incapables de gérer cette profonde crise.

De plus, Correa a critiqué la politique économique « sans idéologie » de Lucio Gutierrez. Il faut rappeler ici la position de la droite du continent qui prône la disparition des idéologies avec la fin de la Guerre Froide -inspirée par l'essai sur la fin de l'histoire de Francis Fukuyama (Fukuyama 1992) ,- et fustigée par la gauche.

Correa s'exprimait de la façon suivante :

Les autorités économiques ont déclaré que le programme économique du gouvernement actuel n'a pas de 'couleur' et qu'il s'explique seulement par des facteurs techniques. C'est absurde. La politique économique est un domaine purement normatif de l'économie, par conséquent, il obéit aux intérêts et aux jugements de valeur. (Correa, La política económica del gobierno de Lucio Gutiérrez. Una perspectiva desde la economía política 2003, 6)

Ceci explique l'importance de l'idéologie économique dans la pensée de Correa et qu'elle ait été déterminant dans la nouvelle Constitution. Le régime a visé à censurer le néolibéralisme par le biais de cette réforme. A cette issue, plusieurs critiques considéraient que la Constitution ne devait pas se mêler des questions économiques. Pourtant, il est clair que, pour le leader, la refondation du système politique était indissociable du champ économique.

Quand il a été nommé ministre il a profité pour promouvoir une conception de l'économie très populaire parmi les Équatoriens. Il s'agissait de revendiquer que le principal but de l'économie était de réduire les disparités entre les riches et les pauvres.

Pourtant, il n'a été dans le ministère que durant une période très courte (entre le 25 avril et le 4 août 2005), ce qui lui a été favorable. Il a été capable de mener à bien des politiques et assumer ses convictions sans le risque de la décadence des gouvernements après des longues années.

Durant son ministère, il a pris des décisions très populaires relatives à la gestion des revenus du pétrole et il a assumé des positions polémiques relatives aux organismes de crédit multilatéral. Le ministre Correa a créé la *Cuenta Especial de Reactivación Productiva y Social, del Desarrollo Científico - Tecnológico y de la Estabilización Fiscal (CEREPS)* en remplacement du *Fondo de Estabilización, Inversión Social y Productiva y Reducción del Endeudamiento Público (FEIREP)*.

Les raisons pour créer le CEREPS qui mettait l'accent sur la relance économique et productive au lieu de la stabilisation, furent que ce dernier favorisait les intérêts particuliers de ceux qui possédaient des obligations de la dette publique (*bonos de deuda pública*) au détriment de l'intérêt général. En effet, selon le FEIREP, il devait y avoir un pourcentage des revenus du pétrole destiné au paiement de la dette extérieure. En revanche, avec le CEREPS établi par Correa, ce pourcentage obtenu de la richesse pétrolière est passé du 70% au 30% (Ortiz de Zarate 2007). De cette manière, il a privilégié la politique sociale ou les dépenses publiques par rapport au paiement de la dette publique.

Il a ensuite annoncé la priorité de la politique sociale sur la dette extérieure, ce qu'a provoqué de fortes critiques à l'étranger dans institutions internationales financières. Les agences de notation financières ont augmenté l'alerte du risque dans l'évaluation du pays. Cette qualification est passée de 600 à 800 points. La nouvelle qualification a porté atteinte à l'image du système économique à l'étranger et, en même temps, a rendu plus difficile l'obtention de crédits (M. Martínez 2005).

D'autre part, le ministre Correa a investi dans des activités productives 800 millions de dollars du fond de l'Institut Équatorien de la Sécurité Sociale (IESS) qui se trouvaient à la banque centrale. Pourtant, le Congrès a renvoyé cette décision (M. Martínez 2005). Selon les experts, cette position du législatif a affecté l'économie du pays et a provoqué une augmentation de l'inflation.

Rafael Correa a aussi suscité des controverses par son amitié avec Hugo Chávez. Le Président vénézuélien a aidé avec la dette équatorienne, pour résoudre les problèmes de liquidités. D'autre part, une série d'accords pour raffiner le pétrole équatorien au Venezuela a été signée, une mesure bien reçue en Équateur, car elle devait permettre de réduire la dépendance vis-à-vis des importations de pétrole. Hugo Chávez s'exprimait de cette façon :

En Équateur, on a parlé avec le Président Palacio. C'est un projet prioritaire, car l'Équateur est un pays pétrolier. Comment c'est possible qu'il doive exporter du pétrole alors qu'il importe de l'essence ? Le but, c'est que l'Équateur puisse assurer sa demande interne et après, qu'il soit en mesure de vendre son pétrole au Nord où il veut (El Universo 2005).

Néanmoins, le rapprochement énergétique entre les deux pays a éloigné le ministre Correa du Président Palacio. La pression interne contre ce dernier a augmenté à cause de ces accords et celui-ci a exigé au ministre de prendre du recul vis-à-vis du Venezuela. Palacio ne voulait pas être associé à son homologue vénézuélien alors que le Congrès et l'opposition fustigeaient le Ministre de l'économie.

Ensuite, Rafael Correa s'est disputé avec la Banque Mondiale quand cette dernière a refusé d'octroyer un crédit d'environ 100 millions d'US dollars (M. Martínez 2005). Ce fut la raison officielle de sa démission, mais la presse a spéculé sur les causes de celle-ci. Selon les informations des médias équatoriens, Correa aurait démissionné après la signature des accords avec le gouvernement vénézuélien. Quelques semaines plus tard, Correa a confirmé ces hypothèses :

J'ai l'impression que ça fait deux mois, qu'il [le Président Palacio] ne me fait plus confiance, tout d'abord pour des raisons de forme et ensuite, des questions profondes ont provoqué ma démission, par exemple cette histoire avec le Venezuela [...] Les négociations avec le Venezuela avançaient dans le domaine financier, le problème a été les pressions car on était en train de s'associer avec Chavez [...] Ça fait deux ou trois semaines dans une réunion dans une ambassade, où certains fonctionnaires ont exhorté à s'éloigner du bolivarianisme et ont affirmé que « Correa était bolivarien », de ce fait, le Président a pris du recul par rapport au Venezuela. (Ecuador inmediato 2005)

Cette démission a mis en évidence le fossé entre Rafael Correa et la classe politique équatorienne. Malgré le fait qu'il avait une bonne relation avec Alfredo Palacio depuis que ce dernier était ministre de l'économie de Gutiérrez, Correa n'a pu cacher ses affinités idéologiques avec Caracas. Cela portait préjudice au gouvernement du Président Palacio car son mandat consistait seulement à préparer l'administration pour les élections de 2006, mais il n'avait pas de marge de manœuvre pour mener des politiques avec une couleur politique.

Alfredo Palacio était le Vice-président de Lucio Gutiérrez, mais il n'avait pas un rôle idéologique important. Cela a facilité sa désignation comme Président après la chute de l'ancien colonel, car il était perçu comme un modéré. Par conséquent, il devait seulement être un dirigeant de consensus, pour cela il voulait éviter les conflits avec les partis politiques

et le Congrès, et fût ainsi que Rafael Correa était devenu un problème. Paradoxalement, grâce à ces tensions, ce dernier a réussi une carrière politique en tant qu'indépendant.

Auparavant, les gouvernements devaient entamer de grandes réductions dans les dépenses publiques suite à la pression des institutions internationales financières, comme le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale. Au contraire, Correa avait tenté de faire prévaloir le domaine social sur le financier, ce qui l'a démarqué des autres gouvernements. Grâce à cette image, il a pu sortir du ministère avec un important niveau de popularité. Il a certainement été le plus populaire des ministres. Au moment de sa démission, il y a eu des manifestations pour le soutenir et pour critiquer le gouvernement (El Universo 2005).

Section 2. Les antécédents politiques de la refondation constitutionnelle

a. La campagne politique autour de la Constitution : une refondation constitutionnelle

À partir de ce moment-là, Rafael Correa a entrepris une campagne politique afin de participer aux élections générales de 2006. En fait, il a créé son parti politique : *Alianza Patria Altiva y Soberana- Alianza PAIS*). Comme la plupart des partis politiques équatoriens récemment créés, Alianza PAIS s'est constitué autour d'une personne.

Cette caractéristique des partis politiques équatoriens confirmait la personnification du pouvoir présent dans les partis politiques au cours du XXème siècle, et qui est resté dans la culture politique après le rétablissement de la démocratie en 1979. Trois exemples confirment cette tendance, le PRIAN établi autour de la personne d'Alvaro Noboa, le Parti Société Patriotique de Lucio Gutiérrez et Alianza PAIS de Rafael Correa. Nous pouvons dire que les trois étaient des *outsiders* avec un projet politique revendiqué comme indépendant de la classe politique traditionnelle. Pourtant, Rafael Correa pouvait avoir des difficultés pour se montrer comme indépendant et anti-*establishment*, car d'une manière ou d'une autre, les autres avaient un profil similaire.

Dans le cas d'Alvaro Noboa se présentait comme un homme d'affaires qui voulait moderniser l'économie du pays au travers de la libéralisation. En outre, il jouait de la popularité parmi des couches économiques pauvres. Dans les élections de 2002, il avait promis un accord de libre-échange avec les États-Unis et aussi de transformer l'Équateur en un nouveau Disneyland (El Pais 2006).

Lucio Gutiérrez a aussi tenté un projet politique indépendant pour ces élections, et comme il ne pouvait pas se présenter directement, la candidature de son parti dépendait de son frère Gilmar. Il faut dire que l'ancien colonel était exilé au Brésil après sa destitution. Il était pour lors accusé en Équateur d'abus de pouvoir dans les manifestations contre lui en avril 2005 (La Jornada 2005). Malgré ces charges, son frère avait pu organiser une campagne pour les élections de 2006 autour du parti Société Patriotique qui basait son discours sur l'indépendance de la classe politique traditionnelle.

Le Colonel avait participé au *golpe* contre Jamil Mahuad en 2000, ce qui lui permit d'émerger comme leader politique. Pourtant, il a raté une opportunité historique, lorsqu'il a été destitué. Puis, il a tenté de revenir en politique avec son frère et en insistant sur le caractère indépendant de son mouvement.

Avec ces rivaux, la lutte pour la présidence n'était pas facile pour Rafael Correa car une bonne partie des candidats se présentaient comme indépendants. En conséquence, le candidat d'Alianza PAIS devait se doter d'une stratégie pour se démarquer des autres candidats alternatifs.

De nouveau, Correa a pu tirer profit de son passé comme ministre de l'économie. De plus, il lui a fallu travailler sur d'autres fronts dans les élections afin de se différencier des autres candidats, car sa performance comme ministre n'était pas suffisante pour convaincre les électeurs équatoriens.

Le candidat qui pouvait le mieux rivaliser était effectivement Gilmar Gutiérrez. Tout comme l'ancien ministre de l'économie, il proposait une augmentation considérable des dépenses publiques pour la politique sociale et une protection des secteurs clé de l'économie. Le candidat de *Sociedad Patriótica* prônait un accès facile aux crédits à la banque, et la prohibition pour l'importation des produits sensibles comme (riz, maïs, et viande) (El Universo 2006). De plus, il mettait l'accent sur la nécessité d'installer une Assemblée constituante afin de réduire l'immunité des parlementaires, proposition fortement critiqué par le Congrès.

En politique étrangère, il faisait des propositions semblables à celles de Correa, mais d'autres présentaient des différences marquées. D'une part, Gilmar Gutierrez du SP parlait d'une renégociation des contrats d'exploitation du pétrole avec les multinationales pour

augmenter les revenus de l'État, mais en même temps se montrait favorable à la signature d'un traité de libre-échange avec les États-Unis (El Universo 2006).

Quant à Alvaro Noboa, l'autre rival de Correa, les différences étaient assez évidentes. Comme nous l'avons dit, il était pour une libéralisation de l'économie et, de ce fait, se montrait favorable à un traité de libre-échange avec les États-Unis et utilisait un discours virulent contre Hugo Chavez. Par la suite, il avait promis une rupture des relations diplomatiques avec les gouvernements de Cuba et de Venezuela (Weitzman 2006). Noboa dénonçait l'ingérence du Président vénézuélien dans les élections équatoriennes. Rappelons que Chavez avait déjà tenté de se mêler des élections, au Mexique, au Nicaragua, et au Pérou ce qui avait provoqué la colère des divers secteurs politiques de la région. En conséquence, le Président vénézuélien était devenu un symbole de polarisation. Noboa a voulu capitaliser la division autour du Président Chavez et a accusé Rafael Correa d'être trop proche du leader vénézuélien. Il a même voulu montrer une affinité entre Correa et Fidel Castro :

Je ne veux pas que l'Équateur tombe entre les mains de Rafael Correa, qui est seulement une marionnette d'Hugo Chavez et de Fidel Castro. Nous ne voulons pas d'intervention étrangère [...] Nous n'allons pas permettre que notre pays devienne une colonie de l'impérialisme de Chavez et de Fidel Castro. (El Diario de Ecuador 2006)

Ainsi, il était facile de se démarquer de Noboa, et étant donné que Rafael Correa aspirait à une rupture avec le passé et avec la classe dirigeante, le discours de la participation fonctionnait bien, mais ni Gutiérrez ni Noboa n'appartenaient à un parti politique traditionnel, comme la Gauche Démocratique, ou le Parti Social-Chrétien.

De ce fait, on peut constater que le projet d'une Assemblée constituante a aussi été une stratégie pour se démarquer des autres candidats qui, comme lui, étaient des *outsiders*. Malgré le fait que Noboa ait participé aux élections présidentielles de 1998 et 2002, lui-même se considérait comme un homme d'affaires *apolitique*, connu comme « l'homme le plus riche de l'Équateur » (Weitzman 2006).

Dans ce contexte complexe, Rafael Correa a dû choisir ses stratégies selon le premier et second tour. Initialement, Rafael Correa a essayé de se montrer comme un candidat anti-oligarchique et a tenté d'arriver au second tour à n'importe quel prix. Au début de la

campagne très peu d'Équatoriens (même ceux qui sympathisaient avec Rafael Correa) pensaient qu'il avait de chances pour arriver au second tour. Ainsi, il fallait vaincre la classe politique, et ensuite dans le second tour il pourrait s'en sortir dans les débats télévisés.

La faiblesse de la candidature de Gilmar Gutiérrez a été un avantage que Correa a exploité dès le début de la campagne. Ceci a permis, entre autres, à Correa d'arriver au deuxième tour. Il faut rappeler sur ce point que Gutiérrez a failli ne pas se présenter aux élections car le Tribunal Constitutionnel n'a pas accepté son inscription qu'il avait fait tardivement. Néanmoins, lors d'une révision de la décision, le Tribunal a finalement accepté la candidature qui a été la dernière inscrite (El Universo 2006).

Rafael Correa devait présenter une réforme radicale car il n'était pas le seul à proposer une nouvelle Constitution. De fait, il a introduit dans son discours le thème de l'économie en tant que principe constitutionnel afin de montrer aux électeurs que sa réforme allait définitivement en finir avec le néolibéralisme.

Suivant cette logique, le principal gagnant du premier tour a été Correa, malgré le fait que Noboa est arrivé en tête. Voyons les résultats du premier tour :

Tableau 15. Les résultats des élections présidentielles 2006 (premier tour) (Political Database of the Americas 2007)

Parti	Candidat	Votes	Pourcentage
Partido Renovador Institucional Acción Nacional	Álvaro Noboa Vicente Taiano	1.464.251	26,83%
Movimiento Alianza PAIS	Rafael Correa Delgado Lenin Moreno Garcés	1.246.333	22,84%
Partido Sociedad Patriótica	Gilmar Gutiérrez Borbúa Leonardo Escobar	950.895	17,42%
Izquierda Democrática/ Red Ética y Democracia	León Roldós Ramiro González Jaramillo	809.754	14,84%
Partido Social Cristiano	Cynthia Viteri Ernesto Davalos	525.728	9,63%
Movimiento MUPP-NP (Pachakutik)	Luis Macas César Sacoto Guzmán	119.577	2,19%
Partido Roldosista Ecuatoriano	Fernando Rosero Susy Mendoza	113.323	2,08%
Movimiento de Reivindicación Democrática (MRD)	Marco Proaño Maya	77.655	1,42%
Movimiento Popular Democrático (MPD)	Luis Villacís César Buelva Yasaca	72.762	1,33%
Concertación de Fuerzas Populares (CFP)	Jaime Damerval Lida Moreno	25.284	0,46%
Alianza ALBA-Tercera República (ATR)	Marcelo Larrea Cabrera	23.233	0,43%
Movimiento Revolucionario Participación Popular (MRPP)	Lenin Torres María Pareja	15.357	0,28%
Integración Nacional Alfarista (INA)	Carlos Sagnay de la Bastida Jeannette Benavides Reinozo	13.455	0,25%
Total		6.617.167	

Il faut aussi prendre en compte que le vote des Équatoriens a été une sanction contre la politique traditionnelle (*voto castigo*) représentée par Cintya Viteri, León Roldos, ou Jaime Damerval.

Rafael Correa prenait un risque au moment de se présenter à ce premier tour, puisque Alianza PAIS n'a pas présenté de candidats au Congrès, voulant par-là démontrer sa volonté de réformer le système politique.

Comme nous l'avons expliqué dans la chapitre précédent, l'Équateur avait un passé lourd de ruptures présidentielles, ayant le Congrès comme protagoniste. Comment exercer le pouvoir sans le soutien d'un corps législatif si puissant ? Il faut aussi rappeler que, selon la mesure pour évaluer la nécessité de coalition du professeur Timothy Power, en Équateur il était extrêmement nécessaire de faire de coalitions pour le maintien de la stabilité.

En revanche, Correa rejetait cette possibilité avant même de gagner les élections ce qui pouvait être interprété comme un suicide politique. Néanmoins, le candidat d'Alianza PAIS avait tout préparé pour refonder le régime presque « de zéro ». Cette position lui a permis de se démarquer des autres candidats, et il a su profiter de l'impopularité du Congrès.

Ainsi, avec l'idée de dissoudre le Congrès par un mandat constitutionnel, Rafael Correa a atteint son premier grand objectif : arriver au second tour sans avoir de lien avec le corps législatif. Cela impliquait qu'il n'avait pas d'engagements avec le Congrès mais, en même temps, la décision pouvait déclencher une guerre avec la classe politique équatorienne qui avait des candidats dans le Congrès. Il faut avant tout observer les résultats des élections législatives pour réaliser que le PRIAN de Álvaro Noboa, le PSP de Lucio Gutierrez et le PSC de Leon Febres Cordero ont gagné la plupart des sièges.

Observons les résultats :

Tableau 16. Résultats des élections législatives en 2006

Azuay - 5 sièges		
Partis	% de voix	Total sièges
PSP	15,4%	1
MCNP	15%	1
PSC	14,9%	1
ID/RED	13,9%	1
PRIAN	12,4%	1
Bolívar - 3 sièges		
PSP	41,4%	2
MUPP-NP	14%	1
Canar - 3 sièges		
PSP	22,4%	1
ID/RED	20,4%	1
MUPP/NP	13,4%	1
Carchi - 3 sièges		
PRIAN	25%	2
UDC/MSC	18,7%	1
Chimborazo - 4 sièges		
PSP	24,1%	2
PRIAN	13,5%	1
MUPP/NP	12,5%	1
Cotopaxi - 4 sièges		
MUPP/NP	19,9%	1
PSP/MIRC	17,7%	1
ID	14,2%	1
PSC	11,3%	1
El Oro - 4 sièges		
PSC	25,4%	1
PRIAN	18,4%	1
ID/RED	15,4%	1

PRE	14,9%	1
Esmeraldas - 4 sièges		
PRIAN	32%	2
PRE	15,7%	1
MPD	15,6%	1
Galápagos - 2 sièges		
PSC	29,3%	1
UDC/ID	27,1%	1
Guayas - 18 sièges		
PRIAN	33,7%	7
PSC	23%	5
PSP	13,6%	3
PRE	12,3%	2
RED	6,2%	1
Imbabura - 3 sièges		
PRIAN	22,6%	1
PS-FA/MUPP- NP	20,8%	1
ID/RED	17,6%	1
Loja - 4 escanos		
ARE	17%	1
PRIAN	14,6%	1
ID/RED	13,3%	1
PSC	12,6%	1
Los Rios - 5 sièges		
PSP	36,2%	3
PRIAN	17,4%	1
PRE	13,5%	1
Manabi - 8 sièges		
PRIAN	34,3%	4
PSC	15,9%	1
PRE	11,1%	1
UDC	9,5%	1

PSP	9,3%	1
Morona Santiago - 2 sièges		
PSP	23,5%	1
MUPP-NP	21,1%	1
Napo - 2 sièges		
PSP	56,5%	2
Orellana - 2 sièges		
PSP	33,4%	1
PRIAN/PS- FA/MOA	21,7%	1
Pastaza - 2 sièges		
PSP	22,6%	1
MDP	18,3%	1
Pichincha - 14 sièges		
ID/RED		5
PRIAN		4
PSP		2
PSC		1
UDC		1
MPD		1
Sucumbios - 2 sièges		
PSP	26,3%	1
PRIAN	19,9%	1
Tungurahua - 4 sièges		
PSP	24,5%	2
PRIAN	24,4%	1
PSC/UDC	17,5%	1
Zamora Chinchipe - 2 sièges		
MUPP-NP	22,5%	1
UDC/RED	20,4%	1

Au fur et à mesure que le deuxième tour approchait, la polarisation autour des deux candidats augmentait, ainsi que les insultes. Rafael Correa a concentré ses attaques sur son

rival Alvaro Noboa et, plus particulièrement, sur sa condition d'homme riche du secteur bananier.

Quand les résultats du premier tour ont été rendus publics, il était clair qu'il s'agissait d'une victoire pour le candidat du parti PRIAN, car, pour la première fois, il arrivait en tête après deux défaites en 1998 et en 2002. Par conséquent, Alvaro Noboa a repris les critiques contre Correa et la gauche pour s'assurer une victoire au second tour. Pour y parvenir, il a semé la terreur en évoquant le communisme et la gauche.

Voici la réaction de Noboa après la publication des résultats :

Celui qui gagne n'est pas seulement Alvaro Noboa, mais c'est l'Équateur qui gagne et qui a décidé qu'au lieu de vivre comme à Cuba, il veut vivre comme en Espagne, avec des logements, de la santé et de l'éducation. Je maintiendrai ma campagne dans ce sens. Je suis agressif, mais je ne suis pas violent. (De Carlos 2006)

Rafael Correa, pour sa part, répondait catégoriquement :

[Noboa] ne distingue pas entre les affaires publiques et les privées ; il ne conçoit pas la patrie mais le marché, il croit que les citoyens ne sont que des consommateurs, et il ne voit pas ses travailleurs comme des êtres humains mais comme des instruments à exploiter (ABC Digital 2006).

La donne politique pour Correa était complexe car Noboa était très près de devenir président selon les résultats du premier tour et des législatives. De plus, la classe dirigeante équatorienne (PSC, le PRE et la Union Démocrate Chrétienne) s'est mise d'accord pour lutter contre le candidat d'Alianza PAIS et au moment du second tour, Rafael Correa était le seul à proposer un changement radical du régime. De cet enjeu a émergé un paradoxe favorisant la candidate de gauche : la victoire législative du PRIAN et PSP laissait entrevoir que si Noboa gagnait, il y aurait une concentration du pouvoir du fait qu'exécutif et législatif faisaient partie du même courant politique (Farto 2007, 66).

Ainsi, au second tour, Correa a obtenu un score très favorable qui lui octroyé une marge de manœuvre suffisante pour mener à bien la refondation de la démocratie. Il a remporté l'élection avec dix points de différence sur le candidat du PRIAN.

Ce résultat doit être lu aussi selon la cartographie électorale (voir la carte suivante), car on voit un clivage entre la Costa qui a massivement voté pour Noboa et la Sierra, et l'Amazonie et les Iles Galápagos qui ont soutenu majoritairement Correa.

Voici les résultats du second tour :

Tableau 17. Les résultats des élections présidentielles 2006 (second tour) (Political Database of the Americas 2007)

Parti	Candidat	Votes	Pourcentage de votes
Mouvement Alianza PAIS/PS-FA⁶⁴	Rafael Correa	3.517.635	56.67
	Delgado		
	Lenin Moreno Garcés		
PRIAN	Alvaro Noboa	2.689.418	43.33
	Vicente Taiano		
	Votes en blanc	70.219	
	Total des votes		6.966.145

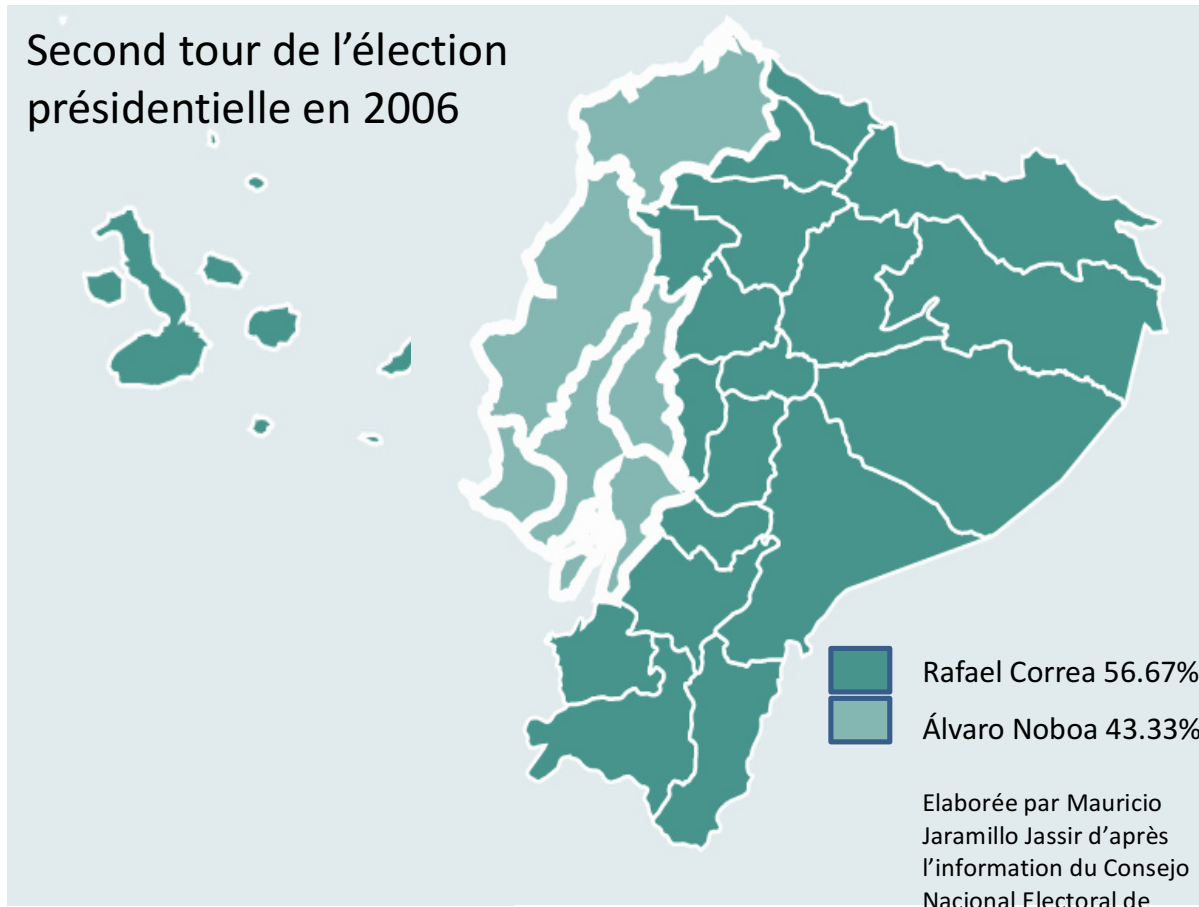
À partir de ce moment-là, l'ancien ministre de l'économie entrain en conflit ouvert avec le Congrès. La majorité du corps législatif était sous le contrôle de l'opposition mais Rafael Correa devait honorer sa promesse d'une Assemblée constituante. Par conséquent, il devait tenter de convoquer de nouvelles élections dans une ambiance de polarisation.

Une fois investi comme président en janvier 2007, Rafael Correa a annoncé des élections pour élire des représentants à ladite Assemblée. C'était la seule manière de gérer le pouvoir, car il avait refusé des alliances avec les partis politiques ayant une majorité au Congrès. Vu cette circonstance, l'avenir politique de Correa dépendait de la composition de cette Assemblée. Avec une opposition majoritaire, Correa aurait dû faire des alliances avec les partis politiques traditionnels afin de pouvoir gouverner et courait le risque d'être destitué, comme ses prédécesseurs.

Pourtant, dans la campagne pour l'Assemblée, Correa avait insisté sur le besoin d'en finir avec la partitocratie. Plus que jamais, il avait renforcé ses attaques contre la classe

⁶⁴ Partido Socialista – Frente Amplio

politique traditionnelle. Son but était clair : obtenir une majorité dans cette Assemblée et de cette manière, créer un nouveau rapport de forces entre l'exécutif et le législatif.



b. Les consultations populaires et la nouvelle Constitution

La première consultation populaire convoquée par le gouvernement de Rafael Correa consistait à demander aux Équatoriens s'ils voulaient réformer la Constitution. Apparemment, la plupart devait se manifester *pour*, compte tenu du soutien qu'il avait reçu dans le second tour des élections présidentielles.

Pourtant, dès le début, l'opposition a tenté de bloquer la consultation qu'elle qualifiait d'illégale pendant que Correa allait essayer de destituer les législateurs élus aux élections d'octobre 2006.

En réponse, Correa assurait qu'il ferait toute la consultation selon les décisions des tribunaux qui ont, finalement, accepté la consultation. Ainsi, le gouvernement avait la chance de soumettre à l'approbation de l'électorat le projet de réforme de l'État.

En conséquence, le Congrès et le Tribunal Suprême Électoral (TSE) se sont disputés, le premier accusant le second d'avoir cédé face aux menaces du gouvernement. De plus, le Congrès, usant de son pouvoir, a destitué le chef du TSE, Jorge Acosta. C'était une erreur grave de la part du corps législatif et une opportunité pour Rafael Correa de l'affaiblir encore plus. Évidemment, cette destitution violait les procédures légales et en réponse, le TSE a destitué 57 congressistes pour empêcher une procédure électorale (Conaghan 2008 , 52).

Cela fut une opportunité pour Correa car 57 Congressistes de l'opposition étaient destitués sans la participation directe du Président. Face à la communauté internationale, Correa pouvait prôner une indépendance des pouvoirs et devant la société équatorienne, il avait la chance de démontrer qu'il était capable de se battre avec ce qu'il appelait péjorativement la partitocratie.

La destitution des 57 Congressistes a été un coup médiatique pour le corps législatif et pour le gouvernement. Pour la première fois, depuis le rétablissement de la démocratie, le Congrès ne pouvait pas limiter la marge de manœuvre du Président. En outre, les 57 parlementaires devaient être remplacés par des suppléants. Un nombre important de nouveaux législateurs s'est déclaré indépendant du PRIAN et du PSP, et ont soutenu le Président. À la fin, 28 suppléants ont été investis et, avec cela, le Congrès a repris ses activités (BBC Mundo 2007). Malgré cela, le législatif et l'opposition apparaissaient affaiblis car ils avaient perdu un nombre important de parlementaires, la consultation populaire était approuvée et Correa avait gagné des sympathisants au Congrès.

La réforme proposée par le gouvernement devait conduire à une reconfiguration de l'État. Voici la question de la consultation du 15 avril 2007 :

Approuvez-vous la convocation d'une Assemblée constituante avec les pleins pouvoirs selon le statut électoral (ci-joint) afin que le cadre institutionnel de l'État soit réformé et qu'une nouvelle Constitution soit élaborée ? (Tribunal Supremo Electoral 2007)

Le gouvernement voulait s'assurer que les votants aient conscience de la décision. Par la suite, l'administration de Rafael Correa a adjoint au bulletin le statut électoral qui expliquait la procédure, les mécanismes et les implications de la consultation.

Bien évidemment, ces explications offertes par le gouvernement par le biais de ce document étaient favorables à l'approbation de la consultation. À ce titre, nous pouvons observer ce que le professeur Thierry Ménissier avait critiqué dans les consultations populaires dans la première partie de la thèse. A cet égard on reprend sa question très pertinente :

Combien de participants au référendum de 1992 ont effectivement lu le traité de Maastricht et l'ont accepté en connaissance de cause ? Et combien encore parmi ceux qui ont refusé le projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe de 2005 ? (Ménissier 2010)

De fait, nous pourrions adapter cette question à la problématique équatorienne et nous demander combien des personnes qui allaient voter avaient pleine conscience de choisir une nouvelle Constitution.

Au-delà de ce débat que nous reprendrons plus tard, l'administration de Correa a tenté de faire passer cette approbation d'une manière légitime, mais sans passer par le Congrès. Correa avait retenu les leçons du gouvernement d'Hugo Chavez qui avait été fortement critiqué par des réformes passées par la voie populaire.

Le président équatorien voulait se démarquer du Président Vénézuélien à propos des critiques de l'opposition qui dénonçaient une ingérence de Caracas. Néanmoins, il faut reconnaître que les comparaisons étaient naturelles du fait des ressemblances évidentes entre les deux.

La polarisation augmentait et, dans ce contexte, les électeurs ont massivement appuyé la convocation d'une nouvelle Assemblée constituante, une victoire pour le gouvernement et une défaite pour les partis traditionnels. Désormais, pour l'opposition comme pour le président Correa, le plus important était de se concentrer sur la campagne pour l'élection des représentants qui avait pour tâche la rédaction de la nouvelle constitution.

Observons les résultats de la consultation populaire :

Tableau 18. Résultats de la consultation populaire pour une Assemblée constituante (Consejo Nacional Electoral le 15 avril 2007):

Réponse	Votes	Pourcentage
Pour	5 354 595	81,72
Contre	814,323	12,43
Vote en blanc	51,087	0,78
Votes annulés	332,484	5,07

Il était évident que le président Correa voulait annuler le pouvoir du Congrès dès l'instant où les équatoriens approuvaient l'Assemblée. D'après Correa, les partis politiques traditionnels avaient monopolisé la rédaction de la Constitution de 1998.

De ce fait, le gouvernement voulait empêcher que les partis traditionnels puissent prendre contrôle de la nouvelle Constitution. Pour cela, il avait appris « la leçon d'Evo Morales ». En Bolivie l'approbation d'articles de l'Assemblée constituante s'approuvait par le vote d'une majorité qualifiée. De ce fait, les désaccords à l'intérieur de ce corps ont presque causé l'effondrement du projet. Selon Correa, son homologue Bolivien avait commis une grave erreur :

Il [Evo Morales] est tombé dans un piège pour que les décisions soient prises par l'approbation des deux tiers de l'Assemblée. Deux tiers qui ne sont pas avec lui [...] à cause de cela, le processus constitutionnel est bloqué en Bolivie. Ici, on ne commettra pas cette erreur. (Chirinos 2008)

De fait, une fois l'Assemblée constituante installée, Correa s'est focalisé sur de trois objectifs précis :

- L'obtention de sièges pour disposer d'une majorité absolue
- L'approbation par une majorité absolue et non qualifiée des décisions au sein de cette Assemblée
- La dissolution du Congrès afin la majorité d'Alianza PAIS assume les fonctions législatives à travers l'Assemblée constituante

Bien évidemment, ces objectifs n'étaient pas faciles à atteindre, compte tenu de la pression interne des partis politiques et des médias qui devenaient plus critiques vis-à-vis du gouvernement, et des contraintes internationales. La communauté régionale et extra régionale commençait à s'inquiéter de la possible émergence d'un régime autoritaire où l'exécutif limiterait le pouvoir des autres corps (législatif et judiciaire).

Malgré le discours de Rafael Correa contre les partis politiques, les élections pour l'Assemblée exigeaient la formation d'un mouvement avec des représentants participant à la rédaction de la nouvelle Constitution.

c. La tentation populiste de Rafael Correa

La campagne pour l'Assemblée était favorable à Correa car il avait comme avantage sur l'opposition, une popularité sans précédents depuis 1979. Pendant sa première année de gestion, il avait une popularité d'environ 60 à 70% (Ayala Samaniego 2008). Pourquoi était-il si populaire dans un pays « ingouvernable » ? D'abord, le fait d'avoir tenu parole quant à ses promesses faites sur les réformes et la réalisation presque immédiate de ces changements.

Dans le domaine social, le Président a décrété une augmentation des subventions de l'État pour les foyers les plus pauvres qui sont passés de 15 à 30 dollars par mois. De même, il a presque doublé les crédits pour le logement. Entre janvier et juillet 2007, le gouvernement a dépensé 215 millions de dollars au titre de l'état d'urgence, dans dix secteurs incluant l'éducation, la santé et les prisons, entre autres. De plus, les ingénieries militaires ont participé à la construction de routes et ils ont reçu d'importants revenus ; de ce fait, Rafael Correa a renforcé ses liens avec les Forces armées (Conaghan 2008 , 55).

Le Président a aussi innové dans d'autres domaines. Afin de montrer que son régime était pluraliste, il a créé le Secrétariat pour les migrants et le Secrétariat des peuples indigènes, mouvements sociales et participation citoyenne.

Pour produire une sorte de contre-pouvoir à Guayaquil (la capitale économique et financière) qui était sous le contrôle de Jaime Nebot du PSC, Correa a créé le Ministère du Littoral, ce qui lui a permis d'augmenter le contrôle politique sur la Costa, bastion de l'opposition (La Hora 2007).

En outre, il a montré sa disposition pour augmenter la participation de l'État dans l'économie. Comme l'affirme la politologue américaine Catherine Conaghan, pour la

première fois au cours des dernières 25 années, en 2007 le gouvernement a présenté un Plan National de Développement intelligible (Conaghan 2008 , 55). De plus, il a augmenté les impôts sur l'exploitation du pétrole dirigée par les multinationales et a aussi obligé le secteur bancaire à réduire les prix des transactions. Des mesures qui avaient été exigées auparavant pour la plupart des Équatoriens.

Enfin, visant à diversifier sa politique étrangère et à prendre du recul avec Washington, le pays a cherché à se rapprocher du Venezuela, de l'Iran et de la Chine. De plus, Correa a réintégré l'Équateur dans l'Organisation de Pays Exportateurs du Pétrole (OPEP) que l'Équateur avait abandonné en 1992 pendant le gouvernement de Sixto Durán Ballén (Diario Hoy 1992). La mesure du gouvernement Correa signifiait une rupture avec le néolibéralisme qui avait conditionné l'économie équatorienne dans les années 90.

Ces faits expliquent la popularité du Président et marquent une différence avec ses prédécesseurs. C'est grâce à cette popularité qu'il a profité d'une marge de manœuvre nécessaire pour mener à bien la « refondation de l'État » sans être bloqué par le Congrès.

Le fait d'avoir neutralisé le corps législatif explique le succès de Correa dans les élections visant à élire les membres de l'Assemblée constituante. Grâce au soutien des petits partis de gauche et du Pachakutik, la popularité d'Alianza PAIS a grimpé. (Voir le tableau suivant).

Tableau 19. Résultats des élections pour l'Assemblée constituante (avril 2007) (Political Database of the Americas 2007)

Parti	Pourcentage	Nombre de sièges
Alianza PAIS	56,15	73
PSP	13,85	18
PRIAN	6,15	8
PSC	3,85	5
MPAIS/PS	2,31	3
RED	2,31	3
MPD	2,31	3
UNO	1,54	2
MUPP/NP	0,77	1
PRE	0,77	1
ID/MPC	0,77	1
PSP/RED	0,77	1

MUPP-NP/MPD	0,77	1
MUPP-NP/MNPNS/MOP	0,77%	1
MPD/MPAIS	0,77%	1
MPAIS/MUSHUK INTI/AA	0,77%	1
MPAIS/MIP	0,77%	1
MPAIS/MIFA	0,77%	1
MHN	0,77%	1
MCIFY	0,77%	1
ID/MPD/PS-FA/MUPP-N	0,77%	1
ID-I	0,77%	1
Electeurs		9 371 232
Votants		6 857 466
Votes blancs		429,120
Votes annulés		665,776

Le mouvement de Rafael Correa avait un total de 80 sièges, car il en avait obtenu 73 directement, et 7 au sein d'alliances avec des partis politiques. En comparaison, le PSP, le PRIAN et le PSC ont obtenu des résultats déplorables, et perdu toute possibilité d'influence et contrôle sur l'Assemblée constituante. De plus, l'administration Correa a réussi à obtenir que l'approbation des décisions se fasse à la majorité simple (66 votes sur un total de 130).

d. La dissolution du Congrès et le nouvel équilibre

L'installation de l'Assemblée constituante dans la ville de Montecristi a aussi été une décision de caractère symbolique. Dans cette ville, située dans la région de Manabí où la première Constitution a été approuvée, Eloy Alfaro, leader de la Révolution libérale de la fin du XIXème siècle, est né et repose sa dépouille. Cette connexion avec le passé a marqué la gestion de Correa et ses réformes constitutionnelles.

Une fois installée, l'Assemblée constituante a dissous le Congrès, car ce dernier était devenu un *acteur avec un pouvoir de veto*. Pour garantir un véritable changement dans le système politique, il fallait un nouvel équilibre. Selon le politologue George Tsebelis, la stabilité d'un régime dépend du nombre d'acteurs du système disposant d'un pouvoir de veto, et à leur cohésion interne et externe (entre eux) (Tsebelis 1995, 292). Autrement dit, le régime est stable dans la mesure où le nombre d'acteurs avec veto et leur cohésion augmentent. De ce fait, il existe un équilibre entre ces acteurs qui rend difficile l'instabilité ou le changement.

George Tsebelis ne s'intéresse pas au débat entre présidentielisme et parlementarisme, ou bicaméralisme et monocaméralisme ou bipartisme et multipartisme. Pour lui, ils sont tous comparables malgré les différences entre la nature du régime. Au-delà du type de régime, un État peut être stable ou instable. L'Équateur, par exemple, n'est pas instable par son caractère présidentieliste, car certains régimes du même type ne le sont pas, spécialement dans le Cône Sud.

Selon Tsebelis l'instabilité explique par l'équilibre entre les acteurs avec le pouvoir de veto. Auparavant, l'Équateur était un pays instable, mais sans changements profonds. Les destitutions d'Abdala Bucaram, Jamil Mahuad et Lucio Gutiérrez, n'ont pas abouti à une transformation du système politique. Durant l'administration de Rafael Correa, les réformes étaient si radicales que les partis politiques et le Congrès, ont été privés de ces capacités.

Nous pourrions dire, selon une définition très réductionniste de la démocratie, que la transformation est désirable quand il y a une majorité qui soutient le changement. Pourtant, cela pourrait nous conduire à confondre la démocratie avec la « tyrannie de la majorité ». En fait, on peut conclure qu'une transformation est nécessaire quand il faut un nouvel équilibre entre les acteurs politiques, ou lorsque des acteurs avec pouvoir de veto rendent impossible un changement qui est nécessaire pour améliorer la démocratie.

Une fois ce nouvel équilibre achevé, Rafael Correa disposait d'une capacité pour refonder le régime. Pourtant les décisions prises à ce propos ont été assez critiquées car avec le nouveau rapport de forces exécutif-législatif, le contrôle politique s'est affaibli et, de ce fait, la qualité de la démocratie.

La dissolution du Congrès a marqué une rupture avec le passé. Auparavant ce corps destituait les Présidents, pour lors, c'était le gouvernement qui, indirectement, à travers l'Assemblée constituante annulait un autre pouvoir.

Section 3. La dimension politique et politisée de la nouvelle Constitution

a. Le pouvoir judiciaire équatorien et l'impossibilité d'une réforme consensuelle

L'Assemblée a concentré les pouvoirs de la Cour Suprême de Justice et du Tribunal Constitutionnel, ce qui a mis en péril l'État de droit car il n'y avait apparemment aucun contrôle sur cette gestion. Dans les périodes de grandes réformes, le pouvoir judiciaire est très important pour le respect de la démocratie et éviter une dérive autoritaire.

Il faut dire avant tout qu'il y a peu de littérature sur le rôle de l'appareil judiciaire dans la consolidation démocratique des jeunes régimes (Martínez Barahona 2010, 724). Pourtant, il existe un consensus, sur le fait que malgré que les tribunaux devraient être impartiales, en réalité, ils ne le sont pas. Selon Elena Martínez Barahona de l'Université de Salamanca, les tribunaux se sont politisés et sont devenues des acteurs politiques. En Équateur, comme nous l'avons dit, le pouvoir judiciaire avait été un bastion du PSC. Pendant le gouvernement Lucio Gutiérrez, cette politisation a été évidente.

Pour les professeurs Martin Shapiro et Alec Stone Sweet, elles devraient conserver leur caractère impartial malgré la politisation :

Dans les États démocratiques, la plupart des fonctionnaires d'un gouvernement s'est légitimée à travers la diffusion de leur rôle politique et en revendiquant la subordination au peuple par le biais des élections et de la responsabilité envers les électeurs. Pourtant, les magistrats revendiquent une légitimité du fait qu'ils sont non-politiques, indépendants, neutres et fonctionnaires de la loi. (Martínez Barahona 2010, 724)

Pourtant, les tribunaux ont des intérêts politiques et ils se sont imposés comme un acteur clé des transformations. Les cours en Bolivie, Colombie, Équateur et au Venezuela ont été au cœur de changements politiques.

Au-delà de ce débat, il est nécessaire de rappeler l'importance des Cours Suprêmes dans la démocratie et, plus spécifiquement, dans la consolidation démocratique. D'après la politologue Elena Martínez Barahona, ces tribunaux ont trois types de fonctions selon le contexte politique (Martínez Barahona 2010, 724) :

- a. La fonction de réviser les politiques publiques. Les cours peuvent redéfinir des politiques qui ont été approuvées auparavant par l'exécutif ou le législatif. De cette façon, elles peuvent participer aux délibérations publiques ou avoir une influence sur elles. Selon Mary Volcansek de l'Université de Texas, « malgré le fait que les cours ne peuvent initier directement des politiques, elles peuvent avoir une influence sur le changement politique de plusieurs manières » (Volcansek 2001, 267). Ainsi, comme l'affirme Elena Martínez Barahona, la fonction des cours dépasse le contrôle légal.
- b. Les Cours Suprêmes sont aussi importantes dans la révision constitutionnelle, c'est-à-dire qu'elles font des interprétations sur des lois et leur caractère constitutionnel. D'après George Tsebelis (Tsebelis 1995, 228), la tâche des cours est essentielle quand elles font des interprétations constitutionnelles parce qu'elles rendent visibles et octroie une importance au sujets pour qu'ils fassent parti du débat public⁶⁵.
- c. Et finalement, les cours peuvent avoir une influence sur la distribution du pouvoir dans le système politique.

La Cour Suprême est un acteur clé dans la consolidation démocratique mais il n'existe pas beaucoup de travaux sur ce sujet. Dans le cas de notre recherche, il est nécessaire d'analyser le rôle qu'ont joué, les principaux tribunaux équatoriens au moment d'installer l'Assemblée constituante.

Tout d'abord, il faut rappeler que l'Assemblée de Montecristi a voulu réformer la structure de l'État de telle manière que les trois pouvoirs disparaissent pour céder la place aux cinq : l'exécutive, le législative le judiciaire et, comme nouveauté, l'Assemblée a créé un pouvoir centré sur la transparence et le contrôle social, et un autre pour le domaine électoral.

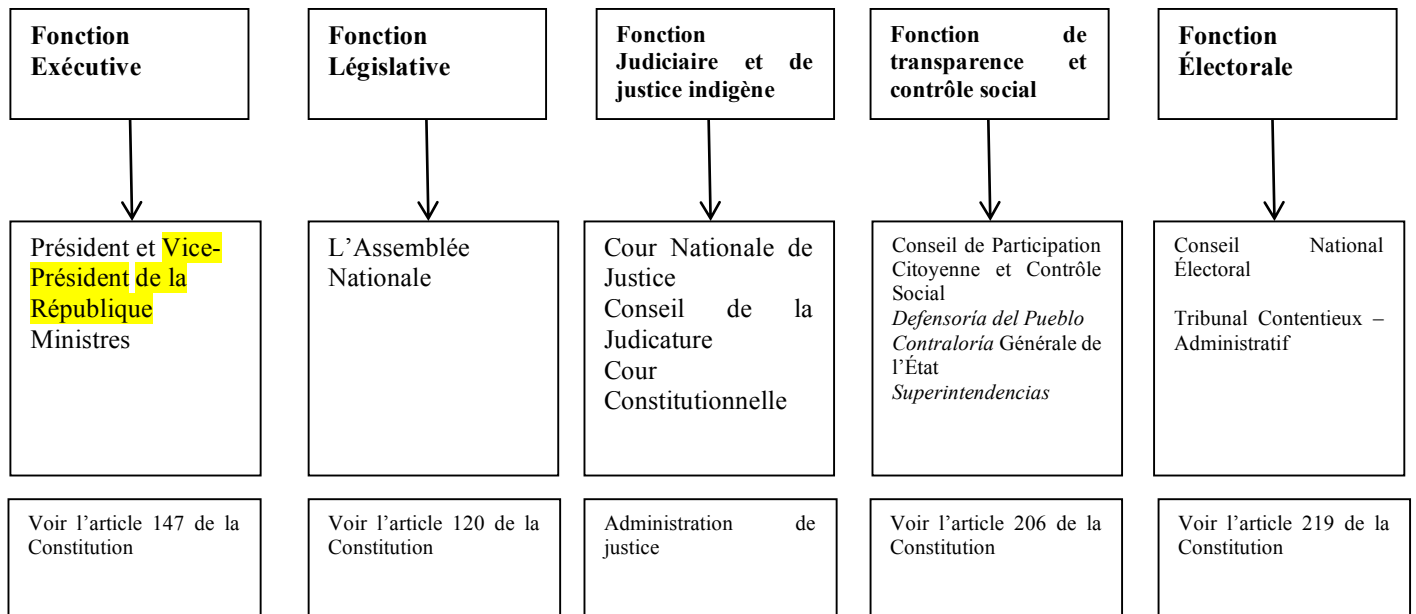
⁶⁵ Normalement, le contrôle constitutionnel s'effectue à travers un Cour Constitutionnelle mais dans certains cas, une section de la Cour Suprême de Justice (ou son équivalent) est dédiée au sujet. Voici le cas du Venezuela, où la *Sala Constitucional* du *Tribunal Supremo de Justicia* s'en charge.

Si l'idée est que les contrôles s'exercent entre les pouvoirs (à travers de système de checks and balances) et qu'il y ait un contrôle de la part des citoyens, nous pourrions nous demander si cette division proposée par l'Assemblée de Montecristi a porté atteinte à la démocratie ou, au contraire, si elle a facilité son fonctionnement.

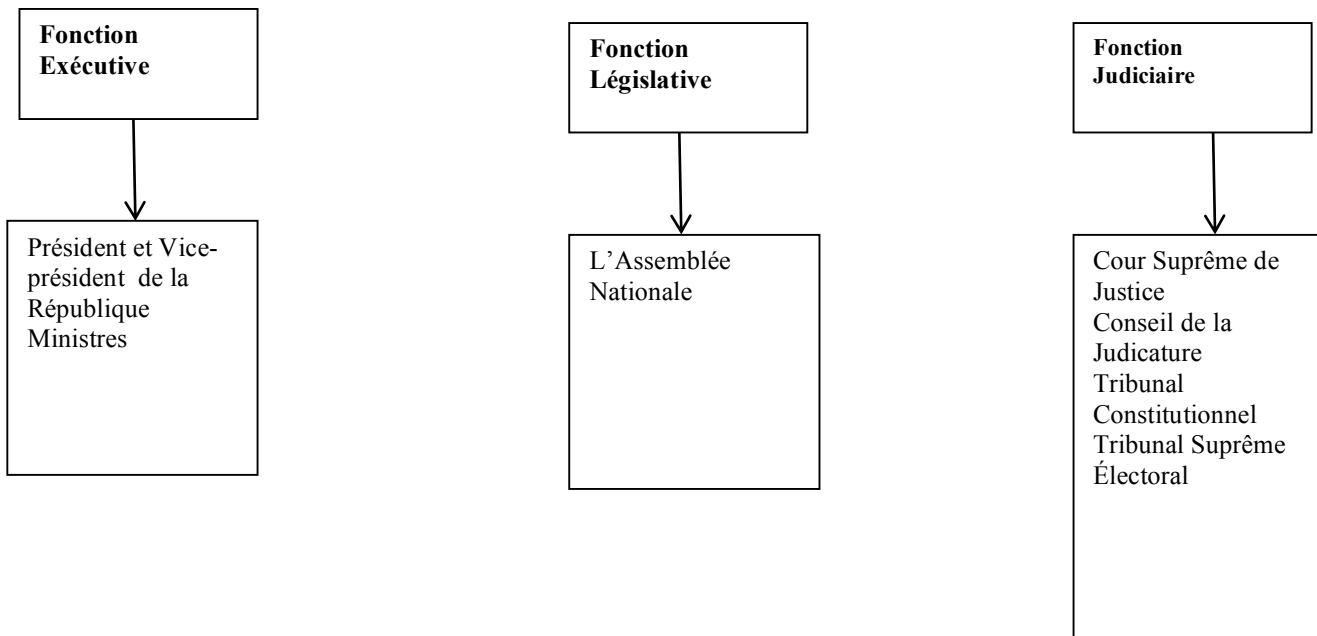
Rappelons que la séparation des pouvoirs est l'une des idées fondatrices de la démocratie moderne et qu'elle a été prônée par Montesquieu dans « De l'esprit des Lois ». Pour lui, la séparation est nécessaire et, à la différence des auteurs comme John Locke qui préconisent aussi la séparation, Montesquieu insiste sur l'*élévation* du pouvoir judiciaire qui, d'après lui, joue un rôle clé dans la démocratie (Franck 2004).

Voici la structure de l'État équatorien après l'Assemblée de Montecristi :

Schéma 6. La séparation des pouvoirs avant et après la Constitution de 2008



La structure selon la Constitution de 1998 :



Il faut dire aussi que l'Équateur n'est pas le premier qui a récemment tenté une nouvelle distribution dépassant la séparation en trois pouvoirs. En 1999, le Venezuela avait approuvé une séparation à cinq pouvoirs.

Dans cette nouvelle division, l'objectif est d'achever la démocratie directe. Pourtant, le rôle du pouvoir judiciaire dans une telle architecture constitutionnelle n'est pas clair. Il faut que les tribunaux soient indépendants, mais, en Équateur, la tâche de la justice s'est vue affaiblie par sa politisation.

En résumé, l'Assemblée de Montecristi a transformé le système judiciaire dans trois domaines : une nouvelle structure pour le pouvoir judiciaire, le renforcement de la justice indigène et l'introduction d'un pouvoir pour encourager le contrôle politique de la part des citoyens. Dans ces trois, le populisme apparaît comme mécanisme de la consolidation démocratique équatorienne.

L'Assemblée de Montecristi a créé un organisme temporaire pour représenter les trois institutions du pouvoir judiciaire ; à savoir, le Conseil de la Judicature (*Consejo de la Judicatura*), la Cour Nationale de Justice et la Cour Constitutionnelle.

La Cour Nationale de Justice a remplacé la Cour Suprême de Justice et devait être composée par 21 magistrats, alors que la Cour Suprême de Justice en comptait 31 au total. De ce fait, par tirage au sort, 21 magistrats ont été sélectionnés pour constituer la Cour Nationale de Justice.

Néanmoins, 20 magistrats n'ont pas accepté de faire partie de la nouvelle Cour. Au début, le juriste José Vicente Troya a été le seul à accepter la nomination. Ensuite, quatre magistrats ont fait de même (Luis Abarca, Hernán Ulloa, Rubén Bravo et Carlos Ramírez).

Pourtant, la transition prévue par l'Assemblée constituante a souffert de problèmes car les organismes judiciaires de transition se sont maintenus. Après trois ans de transition, il n'y a eu aucun accord pour désigner les autorités judiciaires et, en 2011, le gouvernement a procédé à une consultation populaire pour les élire. Cela a déclenché une crise politique causée par la politisation de la justice. Le but avec cette restructuration, était de lutter contre l'influence des partis politiques traditionnels sur le pouvoir judiciaire et finir avec la politisation des tribunaux. Dans la même logique, Correa a voulu renforcer le rôle des citoyens au détriment du contrôle qu'exerçaient le législatif et le pouvoir judiciaire. Cette transformation a introduit un contrôle politique verticale, selon la classification de Guillermo

O'Donnell (O'Donnell 1999, 112)⁶⁶. C'est-à-dire, la réforme a renforcé les capacités des citoyens pour le contrôle politique qu'avant appartenait qu'aux institutions.

Voici la description de la situation selon le Vice-président du *Colegio de Abogados* de Pichincha Luis Vargas :

Le Conseil de la Judicature avait été créé en 1998 par une consultation populaire. Cet organisme était chargé de désigner les magistrats, mais ensuite, il a été incapable de le faire parce que c'était un organisme du gouvernement. De ce fait, la Cour Suprême de Justice a supprimé ce mécanisme de désignation. Puis, ce gouvernement [celui de Correa] et l'Assemblée de Montecristi sont arrivés. Dans cette Assemblée, ils ont créé de nouvelles règles et le nouveau Conseil de la Judicature devait mettre en place la réorganisation du pouvoir judiciaire [...] Dans ce processus, malheureusement, le gouvernement est intervenu et il a convoqué une nouvelle consultation populaire [le 7 mai 2011] qui prévoit qu'un triumvirat fera la réforme de la justice. (Buro de Análisis 2011)

Après un long processus de négociation entre de représentants du pouvoir judiciaire et différents secteurs politiques, le gouvernement a décidé de convoquer une consultation populaire pour achever la réforme à la justice.

Cette action entreprise par le gouvernement de Rafael Correa implique-t-elle un coup de force contre le pouvoir judiciaire ? De nouveau, le gouvernement a dû faire face à un dilemme entre la nécessité d'une réforme et la responsabilité de respecter l'État de droit.

La démocratie directe soulève des questions sur la validité de la consultation populaire proposée par Correa, et il faut évoquer de nouveau l'idée du professeur Thierry Ménissier sur la connaissance de l'électorat à propos du contenu et des implications de la réforme. Autrement dit, les personnes qui votent « pour » ou « contre » le font ou bien pour soutenir ou bien pour censurer le gouvernement. De ce fait, la consultation populaire devient un vote de confiance du gouvernement, mais dans une telle ambiance de polarisation, il est difficile de mener un débat profond sur les propositions, surtout quand il s'agit de réformes

⁶⁶ Le contrôle verticale est basé sur des élections libres où les citoyens peuvent punir ou soutenir un gouvernement. Le contrôle horizontale est appliqué par les organismes de l'état, comme le Congrès, l'ombudsman, et des autres institutions qui exercent le contrôle à l'intérieur de l'état sur le gouvernement.

sur des questions judiciaires, un sujet complexe et peu connu pour plus plupart de la population.

Dans cette consultation, le gouvernement a inclus deux questions sur la réforme du système judiciaire, dont la première a été :

4. Êtes-vous d'accord pour remplacer l'actuel Conseil de la Judicature par un Conseil de la Judicature de Transition composé de trois membres désignés, l'un par le Pouvoir Exécutif, un autre par le Pouvoir Législatif, et le troisième par le Pouvoir de Transparence et Contrôle Social afin que, dans un délai maximum de 18 mois, ce Conseil de transition constitue le Conseil de la Judicature et qu'il réforme la Fonction Judiciaire par une réforme constitutionnelle [...] ? (El Universo 2011)

Il s'agissait alors d'un conseil temporaire qui devrait achever la réforme dans un délai de 18 mois. Nous pouvons apprécier ici une tentative pour inclure le Gouvernement, le législatif et la citoyenneté dans la réforme de la Justice. Avec la suppression du Congrès, la réforme a laissé un système juridique stable sans l'intervention des partis politiques traditionnels. Toutefois, pour des analystes, bien que les cours aient été sous le contrôle des partis, avec la réforme, il pouvait y avoir une influence de la part du Gouvernement, ce qui risquait d'affaiblir l'État de droit et la séparation des pouvoirs. Pour le constitutionnaliste équatorien, Agustin Grijalva, cette consultation a été illégitime parce qu'elle changeait les règles du jeu qu'avait établi l'Assemblée de Montecristi. Cette Assemblée avait prévu une conformation différente pour le Conseil de la Judicature car, selon l'accord constitutionnel, les membres du Conseil devaient être sélectionnés par concours.

De plus, Ramiro Ávila, de l'Université Andina Simón Bolívar, affirme la consultation était une erreur pour deux raisons. D'abord, les magistrats qui allaient faire partie du Conseil ne passaient pas par un concours au mérite ; ensuite, deux sur trois allaient être désignés par le gouvernement et le législatif, c'est-à-dire par les hommes politiques. D'après le professeur Ávila, l'Assemblée de Montecristi avait prévu un Conseil de la Judicature indépendant des partis politiques, un idéal qu'il fallait garder. D'après lui « le pouvoir judiciaire a toujours été un objet convoité par les hommes politiques et les groupes de pouvoir » (El Universal 2011) et cette réforme mettait en péril l'indépendance et l'autonomie de l'appareil judiciaire.

Le gouvernement Correa a tenté de changer les décisions prises à Montecristi et, de ce fait, il est naturel que la consultation populaire du 7 mai de 2011 pour réformer la justice ait suscité une polémique de la part des défenseurs de la nouvelle Constitution.

Quant à la deuxième question de la consultation qui portait sur la Justice, elle visait à réduire le nombre de magistrats du Conseil de la Judicature de 9 à 5 :

5. Êtes-vous d'accord pour modifier la composition du Conseil de la Judicature par une réforme de la Constitution et du Code Organique de la Fonction Judiciaire [...] ?
(El Universo 2011)

Le Conseil serait composé par le Président de la Cour Nationale, le Procureur Général, l'Ombudsman, un représentant désigné par le Président et un autre par l'Assemblée Nationale (désormais le corps législatif).

Selon le constitutionnaliste Équatorien Gustavo Medina, ces désignations pouvaient raviver la politisation de la justice, une pratique à combattre avec la nouvelle Constitution (El Universal 2011). Avant, c'était le Congrès qui désignait les magistrats de la Cour Suprême de Justice. Les magistrats avaient alors des responsabilités vis-à-vis des législateurs qui les avaient désignés et, de ce fait, l'appareil judiciaire n'était pas indépendant des partis politiques. Mais avec la désignation d'un membre du corps législatif et un autre de l'exécutif, Medina a dénoncé une ingérence politique qui a porté atteinte aux accords de l'Assemblée constituante sur l'autonomie du pouvoir judiciaire.

Nous pouvons observer les difficultés pour appliquer les réformes du gouvernement Correa. L'administration a voulu établir un pouvoir judiciaire indépendante, pourtant cela n'a pas été possible lorsque le Conseil de Participation et du Contrôle Citoyen n'a pu désigner les magistrats du Conseil de la Judicature. C'est un moment révélateur de la politique équatorienne et des difficultés auxquelles les jeunes démocraties doivent faire face dans leur consolidation.

Sans doute, la réforme du Conseil de la Judicature qui consiste à réduire le nombre de ses membres veut accélérer les réformes, et faire de cet organisme une institution plus efficace. Néanmoins, arrivés ce point, nous nous trouvons face au dilemme entre l'efficacité dans la gestion administrative et la démocratie. Un Conseil réduit permet une prise de

décision plus rapide, mais la représentativité se voit affaiblie. De plus, le fait qu'il y ait des membres désignés par l'exécutif et le corps législatif contribue à la politisation de la justice.

b. La justice indigène : quel type d'intégration ?

Dans le domaine de la justice indigène, il y a sans doute une rupture avec le passé. Malgré la participation active des indigènes dans l'Assemblée constituante de 1998, celle-ci s'est limitée à les reconnaître. Cette charte a reconnu la diversité culturelle de l'Équateur, mais elle n'a pas forcément reconnu les mécanismes de justice des indigènes. Voici comment le texte de 1998 prônait la diversité équatorienne :

Le peuple de l'Équateur inspiré par son histoire millénaire [...] proclame sa volonté de consolider l'unité équatorienne dans la reconnaissance de la diversité de ses régions, peuples, ethnies et cultures, invoque la protection de Dieu...

L'Équateur est un État social de droit, souverain, unitaire, indépendant, démocratique, pluriculturel et multiethnique. Son gouvernement est républicain, présidentiel, élu, représentatif, responsable, alternatif, participatif et décentralisé.

Ensuite, l'article 1 confirmait la condition pluraliste et diverse du pays :

Article 1. La souveraineté dépend du peuple dont la volonté est la base de l'autorité qui s'exerce au travers d'organes du pouvoir public et de mécanismes démocratiques prévus dans la Constitution.

L'État respecte et soutient le développement de toutes les langues des équatoriens. Le castillan est la langue officielle. Le quichua, le shuar et les autres langues ancestrales ont une utilisation officielle pour les peuples indigènes et dans les termes signalés par la loi.

Puis le texte reconnaissait les droits des populations noirs et indigènes dans la section première du chapitre 5.

Article 83. Les peuples indigènes, qui s'autoproclament comme des nationalités avec des raisons ancestrales, et les noirs, font partie de l'État équatorien, unique et indivisible.

Article 84. L'État reconnaitra et garantira aux peuples indigènes, selon cette Constitution et la loi, le respect à l'ordre public et aux droits de l'Homme [...].

La Constitution de 1998 reconnaissait effectivement les droits des populations noirs et indigènes, et cela rend compte d'une intégration. Néanmoins, la Constitution de 2008 va au-delà de la reconnaissance et prévoit l'administration d'une justice indigène.

Dans le préambule, l'État ne reconnaît que l'inspiration de Dieu, mais en même temps, il évoque la *Pacha Mama* :

*Nosotras y nosotros*⁶⁷, le peuple souverain de l'Équateur,
reconnaissons nos racines millénaires, établies par les femmes et les hommes des
peuples divers,

célébrons la nature, la Pacha Mama, dont nous faisons partie et qui est une partie
essentielle de notre existence,

invoquons le nom de Dieu et reconnaissons nos divers formes de religions et de
spiritualité,

appelons à la sagesse de toutes les cultures qui nous enrichit en tant que société,

Nous qui sommes les héritiers des luttes sociales de libération contre tous les
expressions de domination et colonialisme,

⁶⁷ L'auteur a laissé le "nous" en espagnol, pour montrer la volonté de la nouvelle constitution de revendiquer l'égalité des sexes. En espagnol, pour la première personne du pluriel, il existe *nosotros* pour les hommes et *nosotras* pour les femmes.

Nous décidons de constituer une nouvelle forme de vie citoyenne, en diversité et harmonie avec la nature pour atteindre le bien-être et le *sumak kawsay*⁶⁸ (Kowii 2009, 5).

Dans le quatrième chapitre, la Constitution prévoit une administration de justice indigène qui révèle sans doute un acquis politique pour ces communautés. Pourtant, il faudra observer dans l'avenir, le fonctionnement de ce système parallèle de la justice. L'article 171 établit la justice indigène :

Les autorités des communautés, les peuples et les nationalités indigènes exerceront les fonctions judiciaires sur la base de leurs traditions ancestrales et leur droit propre, dans son domaine territorial, avec la garantie de participation et de décision des femmes. Les autorités appliqueront les normes et les procédures propres pour la solution des conflits internes. Cette application ne peut contredire ni la Constitution ni les Droits de l'Homme reconnus à travers les organismes internationaux.

L'État garantira que les décisions de la juridiction indigène soient respectées par les institutions et les autorités publiques. Ces décisions devront se soumettre au contrôle de constitutionnalité. La loi établira les mécanismes de coordination et coopération entre la juridiction indigène et ordinaire (República del Ecuador 2008) .

Il est intéressant d'observer que la Constitution de 2008 ouvre la possibilité d'une véritable autonomie pour les indigènes. Cette autonomie établie constitutionnellement pour les indigènes commence par sa reconnaissance dans le préambule et devrait se matérialiser dans l'administration de la justice.

Pourtant, il est vrai que dans le néo-constitutionnalisme qui a proliféré au cours des dernières décennies en Amérique latine, dans des pays comme la Bolivie, la Colombie, et le Venezuela, on identifie une problématique commune : un fossé entre les idéaux des Constitutions et leur application au travers des lois ordinaires.

⁶⁸ Sumak kawsay parle du *buen vivir* c'est-à-dire un bien-être en harmonie avec la nature selon la sémantique quichua. Sumak désigne ce qui est 'beau' et Kawsay veut dire 'vie'. De cette manière l'expression sumak kawsay parle d'un épanouissement de la vie.

Il reste à observer dans le moyen terme, le rôle que les indigènes vont jouer dans la formulation des lois qui développent le caractère pluraliste et indigéniste de la Constitution. Il est possible, qu'une fois encore, la question indigène ait été instrumentalisée afin de légitimer un changement.

Il est aussi important de noter sur ce point-là, que cette question indigène révèle le caractère populiste du gouvernement de Rafael Correa et de l'Assemblée de Montecristi. On peut identifier *le mythe de l'éternel retour* dont nous avons parlé auparavant quand nous décrivions le populisme. Il est clair, que pour le projet constitutionnel de 2008, il était nécessaire de revenir en arrière dans l'histoire équatorienne, pour revendiquer la place d'une partie de la population exclue pendant des décennies. Dans le préambule, le passé occupe une place important, lorsque la Constitution rappelle la lutte pour l'indépendance, la figure historique d'Eloy Alfaro et bien évidemment, l'héritage des indigènes.

Il faut aussi noter que l'allusion au passé indigène ait été placée au-dessus de celle à Dieu. Ce geste a été interprété par un secteur de la gauche latino-américaine comme une revendication nécessaire et une manière de dédommager les indigènes après des années de discriminations. José Steinsleger, du journal mexicain *La Jornada*, décrit le préambule avec admiration :

Dans le préambule de l'authentique Charte Magne, *La Pacha Mama* (La Mère Terre) est nommée avant Dieu. L'Église catholique fait la prière en se demandant : La Nature au-dessus de Dieu ? De toute manière, le document invoque la protection de Dieu [...] (Steinsleger 2009)

Pourtant, ces inclusions n'ont pas garanti le soutien des indigènes au projet constitutionnel. La CONAIE avait exigé les conditions suivante pour appuyer la nouvelle constitution (Grijalva 2009):

- Une reconnaissance de l'autogouvernement des peuples indigènes,
- La reconnaissance du Shiuar et du Qhichua comme des langues officielles au même niveau que l'espagnol,
- Et une juridiction spéciale prévoyant des représentants des peuples indigènes, à exemple des projets constitutionnels de la Bolivie, la Colombie et le Venezuela.

Malgré ces inclusions, la CONAIE a fortement critiqué le projet par des désaccords insurmontables entre les dirigeants de ce mouvement et Rafael Correa.

Pour obtenir le soutien des indigènes, le gouvernement de Rafael Correa a tenté des alliances avec d'autres organisations paysannes et indigènes. Cela a été le cas de la Confédération Nationale d'Organisations Paysannes, Indigènes et Noirs (FENOCIN) qui a soutenu le projet constitutionnel.

Pourtant l'accord avec le FENOCIN n'a pas été basé sur des revendications ethniques mais plutôt sur des thèmes sociaux et économiques. L'organisation voulait une réforme visant la redistribution des terres, le refus du traité de libre-échange avec les États-Unis, la mise en œuvre d'une réforme politique avec une Assemblée constituante, et un rôle plus actif de l'État dans l'économie afin d'assurer la souveraineté alimentaire (Ecuador de inmediato 2009).

Le soutien de la FENOCIN était un acquis important pour légitimer le discours sur la diversité que Correa a voulu sacraliser dans la Constitution. De plus, comme il ne s'agissait pas d'une organisation indigéniste mais d'un mouvement avec des demandes populaires de la part des noirs, paysans et indigènes, il était plus facile pour le gouvernement de Rafael Correa de faire des concessions ou bien de les inclure dans son projet politique.

Autrement dit, le FENOCIN était plus proche du discours socialiste de Correa que la CONAIE, car, pour cette dernière, le plus important, au-dessus des questions socio-économiques et politiques, était la question ethnique. Cela impliquait la possibilité de gérer des ressources, d'avoir une participation directe dans la rédaction de la Constitution et d'administrer « à sa façon » la justice.

La participation des indigènes dans la réforme constitutionnelle en Équateur a été bien différente des projets de même nature en Bolivie, en Colombie et au Venezuela. Les Constitutions colombienne de 1991 et vénézuélienne de 1999, comportent une juridiction spéciale indigène toujours proportionnelle à leur nombre (ils sont moins nombreux qu'en Équateur). De ce fait, dans l'Assemblée constituante en Colombie, sur un total de 74 représentants, 2 étaient indigènes (Lorenzo Muelas et Francisco Rojas Birry). Il faut noter qu'en Colombie, la population indigène est de 1,3 million sur un total d'environ 44 millions (CEPAL 2014). Au Venezuela, cette question a été abordée de la même manière, et dans l'Assemblée constituante de 1999, les indigènes avaient 3 représentants (Guillermo Guevara

–du peuple Jivi-, José Luis González, - du peuple Pemón-, et Noelí Pocaterra –du peuple Wayuu). Au Venezuela, les peuples indigènes représentent 2% de la population.

Pourtant, pour analyser le cas équatorien, il faut le comparer avec la Bolivie où il y a une forte présence de population indigène, car dans les deux cas décrits ci-dessus, il s’agit de minorités dont le principal projet politique est d’être reconnues, mais, en Colombie et au Venezuela, ces mouvements ne cherchent pas forcément à exercer le pouvoir. Par contre, en Équateur et en Bolivie, ils existent des partis politiques indigénistes. Néanmoins, les deux sont assez différents car en Bolivie, les indigènes sont une majorité (66%) (CEPAL 2014), tandis qu’en Équateur, le gouvernement calcule en 7% ces peuples, mais les organisations de peuples indigènes suggèrent le 33%⁶⁹.

Rafael Correa comme d’Evo Morales, s’est disputé avec les partis politiques indigénistes. En Bolivie, Felipe Quispe Huanca, leader du Mouvement Indigène Pachacuti, tenait un discours qui pouvait mettre en péril la démocratie bolivienne. Jean Pierre Lavaud, chercheur français, qui a largement étudié la Bolivie a conclu à ce propos :

Il s’agit donc, ni plus ni moins, que de créer une dictature ethnique dans laquelle il convient de « réindianiser » la population, reconstituer des systèmes communautaires avec une population homogène aux vertus essentialisées dans un territoire libéré des k’aras³ parce que « le système k’ara contamine l’Indien aymara-quechua qui est soumis à un processus d’intégration à la société et à la culture occidentale » [« Manifiesto del Movimiento Indio Pachakuti », Pulso, 24 novembre 2000], et que « seul ce qui est originaire est bon, le reste est ordure ⁴ » (Lavaud 2006, 65).

Il est vrai qu’en Équateur le mouvement indigène n’a jamais été aussi fort et radical qu’en Bolivie. Néanmoins, pour Correa, les mouvements indigènes constituaient un défi majeur car, dans le passé, ils avaient été capables de provoquer la démission de présidents Abdala Bucaram, Jamil Mahuad et, dans une moindre mesure, Lucio Gutierrez.

⁶⁹ Il existe un débat par rapport à une différence importante entre ceux qui se considèrent comme indigènes et ceux que le gouvernement ne reconnaît pas. Pour ce dernier, il n’est pas suffisant de se revendiquer comme indigène pour le classer comme tel.

Comme candidat, Rafael Correa avait essayé de se rapprocher des indigènes, et la CONAIE avait proposé une consultation interne pour élire le candidat du MUPP (Pachakutik) entre Luis Macas et Rafael Correa. Pourtant, le dernier n'a pas accepté, car il entrevoyait les risques de participer à une consultation interne.

De ce fait, Correa a pris de la distance avec la CONAIE et le MUPP, dès la campagne pour les élections présidentielles. De toute manière, il fallait maintenir une bonne relation avec les indigènes, et pour cela, Correa a travaillé sur deux fronts : le rapprochement avec des mouvements sociaux populaires comportant des indigènes pour qu'ils soutiennent la nouvelle Constitution, et l'achèvement de la reconnaissance des mécanismes indigènes d'administration de la justice dans la Constitution.

Au début, le Président équatorien s'est rapproché de la FONACIN, comme nous venons de le décrire et aussi de la Fédération d'Indigènes Évangéliques de l'Équateur (FEINE) qui rivalise avec la CONAIE pour devenir l'acteur politique qui représente la « cause indigène ».

Au moment de se demander si l'Équateur devait être un État plurinational, la FEINE et la FONACIN se sont opposées parce qu'il fallait reconnaître les indigènes comme de *peuples*, au lieu que de *nations*. Par la suite, ces organisations redoutaient une « balkanisation » de l'Équateur (Simbaña 2008). Cette confrontation a séparé la FONACIN et la FEINE, ce dont a profité Correa.

Malgré tout, les deux se sont mobilisés pour le projet de Constitution, car ils avaient une opportunité à saisir. L'intégration des indigènes dans le corps judiciaire a signifié un changement radical dans le régime équatorien. Bien évidemment, l'administration de la justice n'est pas la seule revendication des mouvements (CONAIE, ECUARUNARI, FEINE) et des partis politiques indigènes (MUPP, Amauta Jatari) mais cette reconnaissance dans l'article 171 constitue un progrès substantiel dans l'insertion effective des peuples indigènes dans le régime (República del Ecuador 2008).

Reste à savoir si à long terme, l'État sera disposé à permettre aux peuples indigènes de gérer leurs ressources de manière autonome. Il faut rappeler que malgré cette transformation initiée en 1998 et continuée en 2008, l'Équateur reste un État unitaire, très peu décentralisé.

c. Le contrôle social et la participation, la véritable transformation ?

L'autre nouveauté de la charte de 2008 concerne le contrôle politique de la part de la société et la participation. Nous pouvons observer sur ce point un changement dans la structure du régime, car l'Équateur affirme sa conviction que la démocratie devienne *directe*.

Le premier chapitre du quatrième titre de la Constitution, est dédié à la participation. Puis, dans la section cinq, la Constitution en appelle à la démocratie directe. Bien que le Congrès ait la responsabilité du contrôle du Président, l'initiative pour le jugement politique contre celui-ci dépend surtout des citoyens. Ici, nous voyons se confirmer une tendance dans la région andine concernant les ruptures présidentielles. Le rôle du Congrès a été modifié par la population dans la responsabilité de la destitution des Présidents ou des autorités locales.

Dans ce domaine, la Constitution de Montecristi a établi deux mécanismes pour contrôler la gestion de l'exécutif. Le premier à travers l'Assemblée nationale. La Constitution prévoit, dans le titre IV deuxième chapitre (dédié à la fonction ou corps législative) et deuxième section, le contrôle de l'action du gouvernement. L'article 129 établit que:

L'Assemblée Nationale peut entreprendre un jugement politique contre le Président (e) ou le Vice-président (e)⁷⁰ avec l'approbation d'au moins un tiers des membres du corps législatif dans les trois cas suivants :

1. Quand il s'agit de délits commis contre la sécurité nationale
2. Quand il y a des cas de corruption
3. Quand il y a des délits comme la torture, génocide, disparition forcée, enlèvements ou homicides pour des questions politiques ou pour conviction de conscience.

Le reste de l'article spécifie la procédure pour une telle destitution :

Pour déclencher le jugement politique, il sera nécessaire l'approbation de la Cour Constitutionnelle, mais elle ne doit commencer un jugement comme préalable et selon la loi pénale.

Dans un délai de 72 heures, et une fois la procédure prévue par la loi s'est effectuée, l'Assemblée nationale doit décider selon la défense de la Présidente ou du Président de la République.

⁷⁰ Le document officiel de la Constitution fait la distinction de sexe.

Pour la mise en place de la condamnation et destitution deux tiers des votes « pour » seront nécessaires nécessaires à l'Assemblée nationale. Si de cette condamnation une responsabilité pénale est admissible, le dossier sera transmis à une ou un juge compétent(e).

De toute manière, la charte spécifie que l'approbation de la Cour Constitutionnelle est nécessaire. Apparemment, le Congrès a conservé le pouvoir de juger le Président et, de cette manière, précipiter sa destitution ou démission, comme auparavant. Néanmoins, il faut tenir compte de l'article 130 qui a profondément changé la façon d'exercer le contrôle politique vertical sur l'exécutif.

Cet article spécifie les deux cas où l'Assemblée nationale peut destituer le Président, à savoir :

1. Lorsque le Président s'est attribué des compétences qui vont au-delà de ses fonctions
2. Quand surgit une crise politique grave

Sur ce point, il faut noter que pour procéder à la destitution, deux tiers des votes à l'Assemblée nationale sont nécessaires. Une fois le Président destitué, c'est le Vice-président qui doit le remplacer, et de nouvelles élections doivent être organisées.

Et l'article 130 a modifié le mécanisme de destitution et a introduit les élections aussi pour corps législatif :

Après la publication de destitution, le Conseil National Électoral dispose de sept jours, pour convoquer des élections législatives et présidentielles [...] anticipées pour le reste du terme.

Avec cette décision, l'Assemblée de Montecristi a voulu résoudre le problème de l'instabilité chronique ou des fréquentes ruptures présidentielles qui avaient marqué l'histoire contemporaine du pays.

De plus, la Constitution introduit le référendum révocatoire⁷¹ présidentiel. Il faut rappeler que la Constitution de 1998 avait prévu cette mesure mais uniquement pour les autorités locales. Voici l'article 109 de la charte de 1998 :

Les citoyens auront le droit de décider la révocation du mandat des maires, des préfets et des députés préalablement élus, quand ceux-ci commettront des actes de corruption ou lorsqu'ils rempliront leurs fonctions d'une manière injustifiée.

Au contraire, la Constitution de 2008 prévoit aussi une révocation pour le Président de la République. Voici l'article 105 :

Les personnes qui disposent des droits politiques peuvent révoquer le mandat des autorités d'élection populaire.

La demande de révocation peut appliquer quand l'autorité ait fini la première année de son mandat, et une année avant qu'il finisse.

Pendant le mandat des autorités, il sera possible de convoquer qu'une seule procédure de révocation.

Cette demande doit avoir le soutien au moins 10% des électeurs inscrits au registre électoral. Pour le Président de la République, le soutien au moins 15% des électeurs inscrites au registre électoral.

Dans le passé récent, le contrôle politique était exercé presque uniquement par le Congrès. Ce pouvoir, comme nous l'avons dit, expliquait les ruptures présidentielles des années 90 et du début du siècle. Appuyée sur l'idée d'une démocratie directe, avec cinq pouvoirs, la Constitution n'a pas seulement tenté de combattre l'instabilité politique, mais elle a voulu améliorer les mécanismes pour le contrôle politique.

En 2009 et après avoir approuvée la constitution, des nouvelles élections générales ont été convoquées. Le résultat a largement favorisé Rafael Correa qui les a emportées au premier tour avec 26 points de différence par rapport à Lucio Gutiérrez son rival (voir la carte suivante). De nouveau en 2013, Correa a emporté l'élection au premier tour avec un avantage assez marqué sur Guillermo Lasso (voir la carte suivante). Néanmoins, cette popularité a pu

⁷¹ *Revocatoria del mandato*

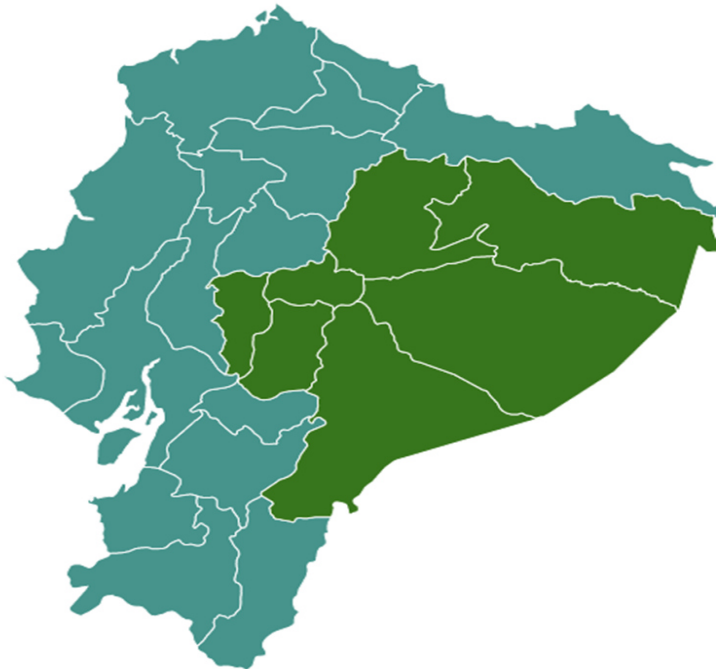
jouer contre la démocratie équatorienne quand Alianza PAIS a tenté une réforme à la Constitution en 2015.

Cette année-là la possibilité d'une réélection indéfinie a été proposée altérant l'équilibre politique. L'initiative d'Alianza PAIS a constitué une menace à la consolidation démocratique, car elle empêchait l'alternation un principe démocratique indispensable. En novembre 2014, la Cour Constitutionnelle a avalisé à l'Assemblée nationale pour qu'elle puisse discuter une réforme constitutionnelle visant la réélection indéfinie et en 2015 la réforme a été approuvée. De plus, le gouvernement a écarté une consultation populaire pour définir cette question. Après le Nicaragua et Cuba, l'Équateur est devenu le deuxième pays dans la région à instaurer une telle mesure.

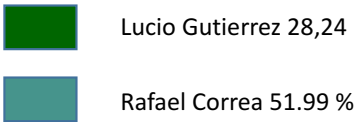
Avec cette transformation de l'équilibre, il est probable qu'un nouveau régime politique ait surgit. La réélection indéfinie est prévue dans certains régimes parlementaires où le pouvoir législatif dispose de moyens pour contrebalancer l'exécutif. Si on enlève ce principe de la mécanique du parlementarisme, il est moins probable que le système ait des garanties démocratiques.

En conclusion, avec cette réforme l'Équateur allait virer vers un modèle politique hybride ou la caractéristique la plus visible était l'autoritarisme. Malgré la structure étatique de participation et de control politique, la tenue d'élections compétitives libres, et transparentes semblerait moins probable dès que le président dispose d'un avantage si considérable.

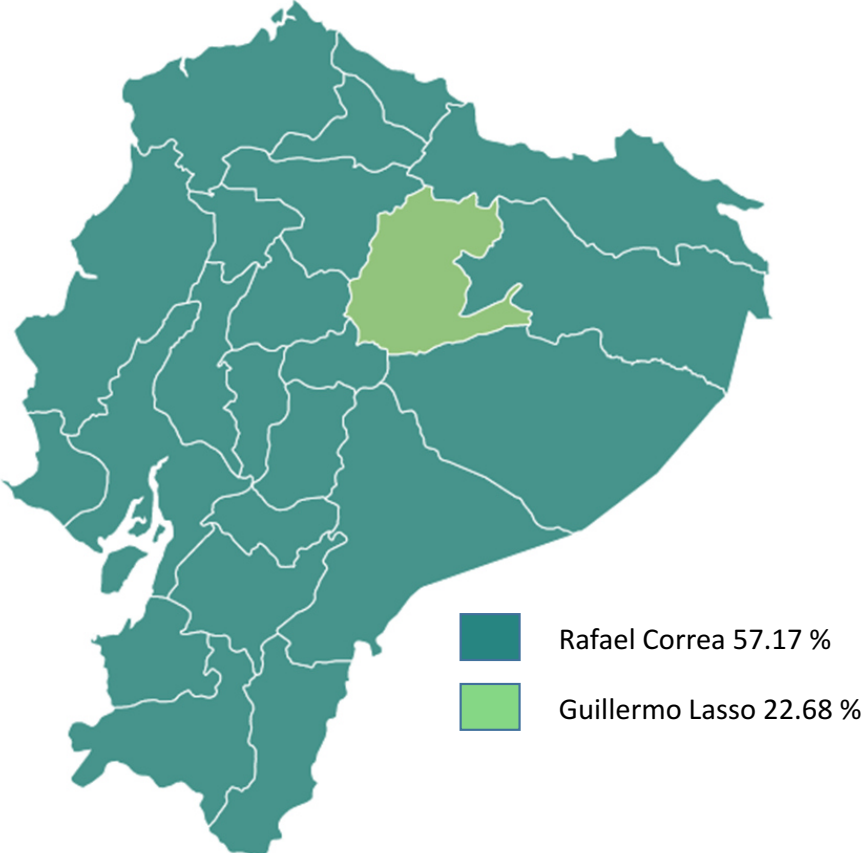
Election présidentielle 2009



Elaborée par Mauricio Jaramillo Jassir
d'après l'information du Consejo
Nacional Electoral de l'Équateur



Élection présidentielle 2013



Elaborée par Mauricio Jaramillo Jassir
d'après l'information du Consejo
Nacional Electoral de l'Équateur

CHAPITRE 4. Néo-constitutionnalisme, populisme et la consolidation démocratique

La réforme constante des Constitutions n'est pas forcément un symptôme d'instabilité, car chacune n'est qu'une réforme de l'antérieure, selon l'historien équatorien Enrique Ayala Mora. Cette situation révèle une tradition constitutionnelle différente de la France, où chaque constitution a fondé une république, et aux États-Unis où la Constitution a un caractère de fondation unique⁷². Malgré le fait que Rafael Correa prône la refondation avec la nouvelle Constitution, Ayala Mora insiste qu'elle n'est qu'une réforme de celle de 1998.

Voici la difficulté pour analyser la Constitution de 2008 comme instrument de consolidation démocratique, car il n'y a pas de consensus sur son caractère de *fondation d'un nouveau régime* ou réformateur. En contraste, le professeur César Montufar estime que la Constitution de 2008 est en effet une refondation, mais le gouvernement de Correa a trahi l'esprit de ce document avec les réformes de 2011.

Ramiro Ávila, constitutionnaliste équatorien, a analysé la Constitution de 2008 sous un angle non-juridique et interdisciplinaire. Le juriste reconnaît qu'il n'est pas facile d'analyser la Constitution, car elle a marqué une rupture par rapport aux précédentes dans plusieurs dimensions.

Le problème [...] que nous avons, nous qui sommes formés dans une tradition normative formelle, est que les institutions de la Constitution de Montecristi n'ont été ni créées ni développées par des juristes, mais par des mouvements sociaux, particulièrement l'indigène. La compréhension de cette Constitution entraîne l'utilisation d'autres disciplines scientifiques, telles que l'anthropologie, l'économie politique, les études culturelles, et la sociologie. Autrement dit, la doctrine pour comprendre la dimension des propositions constitutionnelles, on ne la trouve pas dans les bibliothèques juridiques mais dans d'autres sources non formelles. (Ávila 2011, 14-15)

Étant donné une transformation si radicale, il devient difficile d'assimiler les changements à la lumière du constitutionnalisme traditionnel ou des sciences juridiques classiques.

⁷² Entretien avec Enrique Ayala Mora. Le 24 novembre 2015

Pour cela, il faut se pencher sur le néo-constitutionnalisme et tenter de comprendre sa faculté de transformer la démocratie. A partir du concept on pourra expliquer comment est née une approche nouvelle de la double manière dont sont utilisées les constitutions, afin de protéger les droits de l'homme et de transformer la société. Aussi cette notion rend compréhensible l'adjonction des sujets tels que la sécurité humaine, le développement soutenable et la Pacha Mama dans la Constitution équatorienne de 2008.

Section 1. Néo-constitutionnalisme et démocratie

a. Le néoconstitutionnalisme : une nouvelle approche pour analyser la consolidation démocratique

Le néo-constitutionnalisme est né dans la période de l'après-guerre en Italie en 1947, et en Allemagne en 1949. Après, il a inspiré de réformes au Portugal en 1976 et en Espagne en 1978. En ce qui concerne l'Amérique latine ce processus a commencé au Brésil en 1988 et en Colombie en 1991, dans de contextes de démocratisation.

Ces constitutions avaient comme nouveauté principale qu'elles ne se limitaient pas à la configuration du pouvoir de l'État, mais elles incluaient de profondes réflexions sur des valeurs et des principes collectifs. Ainsi, la constitution dépasse le droit et atteint d'autres domaines comme la culture, l'économie et l'environnement. Bien évidemment, cette approche a défié les schémas normatifs ancrés dans l'histoire contemporaine.

Deux modèles constitutionnels avaient perduré à travers cette histoire : le nord-américain et l'europpéen. Dans le premier cas, la Constitution était perçue comme un pacte qui sacralisait des normes basiques entre des individus égaux dans un État. L'idée centrale de cette conception était la garantie d'un ordre. En revanche, le modèle européen avait pour but une transformation sociale et politique, et cherchait à matérialiser les idéaux de la Révolution française, spécialement la liberté et la démocratie (Prieto Sanchís 2003).

Cette idée de changement est à l'origine de l'État Constitutionnel de Droit qui remplace l'État de Droit comme l'affirme le professeur du droit constitutionnel de l'Université Pontificia Católica au Pérou, Eduardo Hernando Nieto :

De cette manière, le traditionnel État de droit n'est plus le paradigme de la rationalité juridique et il est devenue l'État Constitutionnel de Droit. Dans ce dernier, la Constitution se transforme dans un espace où des valeurs, des principes de nature

libérale et démocratique sont employés pour résoudre les cas les plus importants de droits. Cette idée crée un lien entre le droit et la morale. (Nieto 2008)

Cette association entre la morale et le droit met en évidence l'évolution du constitutionnalisme de concert avec la transformation des droits de l'homme. En Amérique latine cet État de Droit Constitutionnel a été mis en valeur avec la démocratisation de la troisième vague. Pour cela, on peut affirmer que le néo-constitutionnalisme a émergé avec les tentatives de consolider la démocratie en Argentine, au Brésil, en Colombie et au Mexique -même si ces derniers n'ont pas fait partie de cette vague-.

Malgré l'utilité du néo-constitutionnalisme pour aborder la consolidation démocratique, il reste un sujet peu connu dans la science politique, comme l'affirme le professeur de l'Universidad Autónoma de México, Miguel Carbonell :

Le néo-constitutionnalisme est entendu comme le terme ou le concept qui explique un phénomène relativement récent à l'intérieur de l'État constitutionnel contemporain. Il paraît qu'il y a chaque jour plus d'analystes intéressés par le sujet, spécialement dans le domaine de la culture juridique italienne et espagnole, ainsi que dans divers pays de l'Amérique latine (particulièrement dans les grands centres culturels de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie et du Mexique). Malgré cela, il s'agit d'un phénomène peu étudié, et sa compréhension prendra encore quelques années. (Carbonell 2007, 9)

On peut identifier deux moments dans le surgissement du néo-constitutionnalisme. D'une part, dans l'après-guerre, avec les constitutions de l'Allemagne et de l'Italie, et d'autre part, avec l'apparition des nouvelles constitutions à la fin des années 80 et au début des années 90 en Amérique latine.

En Amérique latine cette doctrine a des caractéristiques précises. Le professeur Mexicain Miguel Carbonell propose trois niveaux d'analyse afin de saisir le sujet : les textes constitutionnels, la jurisprudence et les développements théoriques. À propos des premiers, il affirme que le néo-constitutionnalisme se caractérise par l'établissement des compétences qui vont au-delà de la simple séparation des pouvoirs. Ces constitutions ne se limitent pas à façonner le régime politique, mais elles contiennent des objectifs substantiels qui dépassent

largement la description du régime. D'après l'auteur, la Constitution espagnole de 1978, la Constitution brésilienne de 1988 et celle de 1991 en Colombie sont toutes trois des exemples de cette réalité.

Dans les deux premiers cas, la transition vers la démocratie a eu pour effet des Constitutions assez idéalistes, tandis que dans le texte colombien cette idéalisme s'explique par le fait que le pays venait d'aboutir un accord de paix avec les guérillas (M-19, *Corriente de Renovacion Socialista* et *el Ejército Popular de Liberación*).

En ce qui concerne la jurisprudence, le néo-constitutionnalisme est marqué par une interprétation nouvelle de l'élargissement de droits (surtout les droits de la troisième génération) et dont l'herméneutique devient un élément clé dans la défense des droits constitutionnels.

Par rapport aux développements théoriques, selon Luigi Ferrajoli, juriste italien, la science juridique n'a pas seulement une fonction contemplative et descriptive, mais elle a pour but la transformation de l'ordre juridique. À ce titre, il faut rappeler les contributions des juristes comme Ronald Dworkin, Robert Alexy, Gustavo Zagrebelsky, Carlos Niño, Luís Prieto Sanchís, Miguel Carbonell, et bien évidemment Luigi Ferrajoli, qui préconisent une idée de justice qui défie les conceptions anciennes.

Par exemple Zagrebelsky reconnaît l'impossibilité de définir clairement la justice et pour lui, il est important de redéfinir ses principes ainsi que ceux du constitutionnalisme. De ce fait, il propose une réflexion avec la conviction que le sens de ces termes ne sont pas encore bien fixés. Selon lui :

« La conviction que la justice est une idée utopique qui émergera dès la tête des hommes [...] pour les protéger des perturbations conceptuelles, est la quintessence d'un rationalisme très naïf. La justice ne dévoile pas son visage (défiguré) sur l'anatomie froide des concepts [...] mais dans les catastrophes sociales [...] » (Zagrebelsky 2006, 22).

De ce fait, il est important de savoir que les théories sur les droits de l'homme et la justice font partie des croyances, ce qui complique l'élaboration des définitions sur la justice. Voici l'une des contributions du néo-constitutionnalisme aux études sur la consolidation démocratique : le fait de reconnaître que la définition de la justice reste inachevée et pour y parvenir, il est nécessaire de tenir compte de la pluralité des points de vue.

Jorge Guillermo Portela de l'Université de Buenos Aires, estime que « les théories qui font référence aux droits de l'Homme, comme les autres théories de la justice, n'ignorent pas la pluralité des points de vue, ni des croyances ; elles représentent des intérêts particuliers ». Et il arrive à la conclusion que le néo-constitutionnalisme propose un « droit ductile », où aucun principe n'est supérieur aux autres (Zagrebelsky 2006, 38). Ces Constitutions sont un résultat synthétique d'une longue négociation, où plusieurs acteurs sociaux et politiques présentent et discutent leurs idéaux. La Constitution équatorienne de 2008, en est un exemple. Dieu et la Pacha Mama sont à la fois évoqués, et de différentes cosmogonies sont inclus.

Le juriste allemand Robert Alexy, pour sa part, affirme qu'il est nécessaire qu'une Constitution contienne les principes de la dignité humaine, la liberté, l'égalité, la démocratie, l'État de droit et l'État social.

Ces principes et normes préconisées par les juristes Alexy et Zagrebelsky contredisent la conception des valeurs absolues et objectives, car la justice ne peut pas être aboutie, elle est par définition *idéale*. Hans Kelsen, le célèbre juriste autrichien, affirmait que la justice n'appartenait pas à ce monde, du fait qu'elle était un idéal qui ne se réalise pas de manière totale (Kelsen 1966, 78).

L'idée d'une justice, d'un État de droit, et d'une égalité comme des idéaux en constante définition est une caractéristique du néo-constitutionnalisme qui critique fortement l'imposition des valeurs. Le rôle de la Constitution consiste à figer des *valeurs supérieures*, qui ne doivent pas être confondues avec les valeurs *absolues*.

Gregorio Peces Barba, constitutionnaliste espagnol (qui d'ailleurs a participé dans la transition espagnole) a parlé des « valeurs absolues » pour décrire l'ensemble de principes qui ont été inclus dans la Constitution de 1978. Dans cette charte, les valeurs et principes ont incorporé une dimension normative, et bien évidemment ont des racines morales. Selon lui « le principe est une norme qui exprime les valeurs supérieures d'un ordre juridique » (Peces Barba, Fernández y De Asis 1999, 167).

Ces valeurs et ces principes sont fondamentaux dans la consolidation de la démocratie car ils représentent le contenu idéologique du régime. Quand il existe des valeurs supérieures codifiées, promues et respectées, l'approfondissement de la démocratie est possible. Par la

suite, une fois cet ensemble est incorporé à un système politique, il devient difficile de changer les règles d'un régime selon la volonté d'un homme politique.

Ainsi, on perçoit l'évolution de l'idée de l'État de droit. Traditionnellement, cette notion (*rule of law* selon le système anglo-saxon) consiste à la supériorité du Droit et la séparation des pouvoirs afin d'éviter une concentration menaçant la démocratie. Néanmoins, le juriste Luigi Ferrajoli propose le *principe de légalité stricte ou substantielle* où l'État de droit obéit à une nouvelle logique. Ici la primauté de la loi et du droit est nécessaire, ainsi que le respect inconditionnel des principes constitutionnels (Dworkin 1989, 72). Le principal défi du néo-constitutionnalisme consiste à les matérialiser à travers la codification.

Cette problématique est présente dans la consolidation démocratique de régimes jeunes. L'Équateur a rédigé en 1998 et en 2008, des Constitutions avec de principes et de valeurs, mais leur codification semble un projet inabouti et difficile à réaliser.

b. L'élargissement du concept de démocratie

En Équateur la codification de valeurs à travers une Constitution est une tâche complexe comme on vient de l'observer. Néanmoins, dans le débat sur la légitimité de la nouvelle Constitution, il faut se demander, tel comment on l'a fait au début de cette thèse, si cette nouvelle charte a pour but d'établir la démocratie, ou de l'approfondir. On revient souvent sur cette idée, car elle est présente dans les jeunes démocraties où des réformes constitutionnelles ont eu lieu.

Après avoir vu les réformes, il est clair que Rafael Correa a proposé une refondation de l'État au lieu de simplement une consolidation démocratique.

Si on considère que le régime a été refondé, il est naturel de se demander quel type de système politique a été installé après la Constitution de 2008. Sans doute, les réformes entamées par l'Assemblée de Montecristi doivent être analysées selon une définition élargie de la démocratie. Les réflexions sur la démocratie, les transitions, la consolidation et la démocratisation ont évolué.

Le sociologue portugais Boaventura de Sousa Santos a insisté sur le besoin d'élargir la démocratie comme concept et idéal. Pour lui, il est nécessaire de « démocratiser la démocratie » par la voie participative (De Sousa Santos 2004). De Sousa Santos a participé aux débats sur la démocratisation des régimes jeunes. L'auteur nous rappelle les affirmations

de l'économiste Amartya Sen et du théoricien des Relations Internationales Emmanuel Wallerstein sur la démocratie. En 1999, Sen a affirmé que l'évènement le plus important du XXème siècle, avait été l'avènement de la démocratie (Sen 1999, 3). En revanche, Wallerstein s'interrogeait sur les causes du changement de « l'idéal démocratique ». Au XIXème siècle, la démocratie était perçue comme une « aspiration révolutionnaire », mais au XXème elle est devenue une devise ou un *slogan* vidé de son contenu (Wallerstein 2011).

Ces deux affirmations amènent à constater que la démocratie est aussi un phénomène changeant, sans que cela veuille dire qu'elle a abandonné le sens révolutionnaire dont a parlé Emmanuel Wallerstein. Autrement dit, s'il est bien vrai que la démocratie a été instrumentalisée au point de perdre son caractère révolutionnaire (au XIXème pour l'Europe, et la seconde moitié du XXème pour l'Amérique latine), récemment elle est réapparue comme un idéal révolutionnaire. D'une manière contradictoire, la démocratie devient alors l'idéologie du statu quo, mais en même temps, elle est l'aspiration de ceux qui veulent une transformation du système.

Voyons le cas équatorien. Rafael Correa a justifié l'ensemble des réformes entreprises par l'Assemblée de Montecristi par le besoin de démocratiser le pays. Dans un entretien accordé au journaliste Tadeu Breda Quito après sa victoire aux élections en avril 2009, il a affirmé que le pays n'avait pas abouti à consolider la démocratie. Malgré la tenue d'élections ininterrompues, Correa assurait qu'il fallait encore un long chemin pour y parvenir. Ces affirmations dévoilent le caractère révolutionnaire de la démocratie :

J'ai obtenu une victoire démocratique, mais dans une démocratie de façade. Je pense qu'en Équateur comme dans le reste de l'Amérique latine, des élections ont lieu, sans qu'on ait achevé la démocratie. En fait, je ne crois pas qu'il puisse y avoir une démocratie où l'injustice et l'inégalité sont si marquées. Ceux qui connaissent bien l'Amérique latine sont conscients qu'elle est la région la plus inégale au monde. Et l'Équateur, qui fait partie de la région la plus inégale au monde, est l'un des plus inégaux. [...] Ici on peut apercevoir à côté d'une opulence insultante, une misère intolérable. Il faut que cela change, et cette situation changera quand on sera un pays véritablement démocratique (Página 12 2011).

Cela révéla les deux dimensions actuelles de la démocratie, apparemment inconciliables. L'une qui protège l'autorité établie ; une démocratie qui aspire à conserver

les institutions et à protéger les conquêtes historiques après son établissement. L'autre, une démocratie revendicative qui prône un changement structurel au nom de l'égalité.

Telle est la complexité du débat en Équateur quand on analyse la refondation du régime tentée par Rafael Correa. Ses adversaires considèrent que la désinstitutionnalisation mise en marche pour les réformes a affaibli la démocratie.

L'ancien Président Osvaldo Hurtado, par exemple, a traité Correa de dictateur :

Un Président qui veut éliminer la liberté de presse, qui souhaite que la société se taise, qui veut contrôler la justice qui contrôle tous les autres pouvoirs, a pour seul but son maintien au pouvoir. [...L'Équateur] ne présente pas de caractéristiques qui constituent un système politique démocratique, mais d'une dictature. (La Voz de América 2011)

Paradoxalement, après la mise en œuvre des réformes, un consensus entre Correa et l'opposition a surgi sur le fait que l'Équateur n'était pas une démocratie. Pourtant, il est évident que les causes d'après le gouvernement et l'opposition sont assez différentes.

Comment comprendre que la tentative d'établir ou d'approfondir la démocratie soit considérée par l'opposition comme une manière de supprimer la démocratie ? Pourquoi des positions si antagonistes quand -depuis l'expansion de la démocratie moderne (après les Révolution française et américaine)- on sait tous de quoi il s'agit ?

Le problème n'est pas que la démocratie ait été vidée de son contenu, comme l'affirme Emmanuel Wallerstein, mais au contraire, que la démocratie a acquis plusieurs et de nombreuses significations dès qu'elle est devenue une valeur universelle. Voici la cause de la polarisation équatorienne car il n'existe de consensus ni sur le sens de la démocratie ni sur les moyens pour la matérialiser.

c. L'origine du débat entre les différentes versions de la démocratie

À ce sujet, il faut rappeler qu'à la fin du XIX^{ème} siècle la démocratie n'était pas forcément reconnue comme un système politique idéal et désirable. En fait, elle était considérée comme dangereuse car elle confiait le pouvoir du gouvernement à une couche populaire qui n'était pas préparée pour cette tâche. Selon la perception de l'époque, cette

population était considérée comme ignorante, analphabète et socialement inférieure (Macpherson 1966).

Après les deux grandes guerres et durant la Guerre froide, la démocratie s'est imposée comme un régime idéal. Des sociologues ou juristes comme Max Weber (Weber 1919), Hans Kelsen (Kelsen, *La democracia* 1929), Robert Michels (Michael 1949) et Joseph Schumpeter (Schumpeter 1942) ont contribué à cette idée.

Ensuite, le débat était orienté vers les conditions structurelles de la démocratie avec de auteurs comme Barrington Moore (Moore 1966), Guillermo O'Donnell (O'Donnell, *Repenser la théorie démocratique : perspectives latino-américaines* 2001) et Adam Przeworski (Przeworski 1988).

Dans ce contexte, les concepts de transition, de libéralisation et consolidation sont nés. Pourtant, il est intéressant de noter que la démocratie n'a pas évolué de façon linéaire. Au début de la recherche, on avait insisté sur l'idée des politologues Francis Fukuyama et Samuel Huntington d'une victoire du libéralisme et du capitalisme sur le socialisme et le communisme. Dans les années 90, avec la consolidation de la démocratie dans la plupart des pays latino-américains (du fait qu'au moins il n'y avait pas eu de ruptures démocratiques), on pensait qu'on assistait effectivement à la fin des idéologies dans le continent.

Néanmoins, à la fin de la décennie un phénomène est réapparu : la démocratie comme valeur révolutionnaire, comme l'avait le décrit Emmanuel Wallerstein. Avec l'arrivée au pouvoir de l'ancien colonel Hugo Chávez au Venezuela, la démocratie a profondément changé dans la région, et plus particulièrement dans la région andine. De nouveau, il paraît que la démocratie ne faisait plus partie de l'établissement, mais était désormais évoquée pour la mise en place des réformes structurelles.

Ce retour à l'esprit initial de la démocratie s'est fait à travers le discours populiste qui a été le moyen par excellence de réconcilier la politique avec la société, après une rupture causée par les crises économiques et politiques qui ont secoué la région durant les années 90.

L'Équateur, bien évidemment, a été un exemple de ce retour, après la crise politique déclenchée par la chute du Président Abdala Bucaram, l'effondrement économique de 1999 et la démission de Lucio Gutiérrez en 2005.

Dans cette société où les liens avec les partis politiques sont si faibles, il est nécessaire de trouver d'autres mécanismes de participation. Dans les années 90, il paraissait que le seul

but de la participation était l'intégration de tous les secteurs de la société. Pourtant, au moment où la démocratie a récupéré sa vocation révolutionnaire, l'objectif de la participation change, et a passé de *l'intégration à la transformation*. Les partis politiques ont facilité cette inclusion des secteurs de la société, mais avec l'apparition de nouvelles revendications, l'aspiration à la participation a dépassé largement les partis politiques, incapables de traduire ces demandes dans des actions politiques précises.

Pour les élections de 2006 en Équateur, la plupart des votes se sont portés sur un candidat populiste du fait qu'il était nécessaire de « changer tout ». Ceux qui voulaient cette transformation n'avaient pas forcément une idéologie politique définie. Il s'agissait de classes populaires et moyennes qui ressentaient une sorte de *désillusion post révolution*, le terme lancé par le Président tchèque Vaclav Havel à propos de la crise politique ukrainienne quelques années après la Révolution Orange.

Les secteurs de la société qui ont participé à la chute du Président Gutiérrez en 2005 et à l'arrivée de Rafael Correa, avaient le même profil que ceux qui ont fait démissionner Fernando Collor de Melo au Brésil en 1992, ou à Fernando de la Rúa en Argentine en 2001. Le message des gens était presque le même : « qu'ils s'aillent tous! ».

Cette expression est révélatrice de l'ambiance qui a pu faire resurgir le populisme. A propos de la crise financière et des révoltes de 2011 au Royaume Uni, en Grèce ou en Espagne, l'influent sociologue slovène Slavoj Žižek, rappelait les caractéristiques de la *période post-idéologique*⁷³ :

Ils nous ont dit que la désintégration des régimes communistes, dans les années 90, a marqué la fin des idéologies : le temps des grands projets idéologiques qui sont devenus des catastrophes totalitaires serait fini et on serait entré dans une période de politiques rationnelles et pragmatiques. On peut constater qu'on vit dans une période post-idéologique à cause de cette violence sans aucune exigence. [...] Bien que les manifestants soient des personnes défavorisées socialement et exclues *de facto*, ils n'étaient pas au bord de l'inanition. Il y a eu des personnes placées dans de pires conditions qui ont été capables de s'organiser en forces politiques dotées de programmes clairs. Le fait que ces manifestants n'aient aucun programme politique

⁷³ Selon Fukuyama dans les années 90 suite à la disparition des idéologies, la société est rentrée dans une ère post-idéologique. Il s'agit d'une assomption critiquée dans cette thèse (Fukuyama 1992).

exige en soi une interprétation [...] sur la société où on vit actuellement. C'est une société qui jouit de la possibilité d'élire, mais dont la seule alternative face à l'actuel consensus c'est par un crise de colère. (Zizek 2011)

On constate qu'il existe une révolte contre la démocratie à vocation néolibérale, mais cela ne veut pas dire que cette population s'est révoltée contre la démocratie.

En 1956 à Budapest, de même qu'en 1968 à Prague, les jeunes qui ont participé aux manifestations contre le régime communiste se sont révoltés contre l'interprétation communiste de la démocratie, c'est-à-dire la démocratie populaire.

Ces révoltes sont à la base, une opposition contre ces régimes et plus particulièrement, l'application de la démocratie qu'ils ont entamé, et qui s'éloigne du véritable essence de celle-ci. Cette réponse est une rupture avec ce que le sociologue portugais Boaventura de Sousa Santos a baptisé la *conception hégémonique de la démocratie* (De Sousa Santos 2004, 38). Selon cette version de la démocratie, il existe une contradiction entre la mobilisation et l'institutionnalisation, avec l'idée que le citoyen ordinaire n'a ni capacité ni intérêt à participer à la politique, sauf pour élire des leaders politiques qui seront en capacité de prendre les décisions, c'est-à-dire une élection 100% rationnelle. Cette idée vient de l'économiste autrichien Joseph Schumpeter qui considère la démocratie comme une méthode d'élection. Vu l'impossibilité du peuple de gouverner ou d'exercer le pouvoir directement, la démocratie était à la base un système d'élection.

Avant tout, selon le critère qu'on a adopté, la démocratie ne signifie pas ni peut signifier que le peuple gouverne réellement [...] La démocratie signifie seulement que le peuple a l'opportunité d'accepter ou de rejeter les hommes qui le gouverneraient. Mais comme le peuple peut décider cela sans les procédures démocratiques, on a dû délimiter la définition de la méthode démocratique pour inclure un élément qui caractérise la démocratie : la libre concurrence entre les candidats [...] à travers les votes de l'électorat. (Schumpeter 1942, 382)

Cette idée sur la démocratie est largement acceptée et elle est à la base de sa conception hégémonique et elle a empêché les analyses sur la qualité des régimes démocratiques,

spécialement dans le pays où des régimes démocratiques ont été installés depuis la troisième vague.

Pour le moment, on ne s'explique pas le paradoxe de cette tendance de démocratisation –selon une notion hégémonique- : plus la démocratie s'étend, plus se multiplient les pratiques qui la dégradent. En effet, dans les pays où la démocratie s'était consolidée, il existe une crise qui s'exprime par deux manifestations : l'augmentation de l'abstention, et ce que Sousa de Santos appelle la *pathologie de la participation*, où les citoyens ne se sent pas représentés par les élus.

Selon cette logique qu'impose le devoir de repenser la signification de la démocratie, il faut tenir compte de la globalisation car on a dépassé le débat entre les conceptions libérale et populaire – typique de la Guerre froide-, et récemment, on se focalise sur la démocratie au niveau local.

De cette manière on peut identifier deux phénomènes qui ont conditionné l'évolution de la démocratie dans le tiers monde : l'augmentation d'exigences de la société pour participer directement à la politique, et la promotion de la démocratie locale impulsée par la décentralisation.

Dans la période de l'entre-deux-guerres en Europe, les États avaient comme condition préalable l'existence d'une nation homogène. Cette homogénéité a éclipsé les traditions participatives locales qui n'ont pas été incluses dans la démocratie au niveau national (De Sousa Santos 2004, 38). Le fait d'ignorer ces manifestations locales de culture démocratique a été l'une des plus grandes erreurs de la démocratie hégémonique. Malgré qu'elle a bien fonctionné dans la plupart des pays de l'hémisphère nord, elle n'a pas tenu compte des expériences démocratiques des pays du sud.

La démocratie comportant cette notion hégémonique basée sur une méthode inspirée de la logique de Joseph Schumpeter a été, entre autres, une réponse aussi aux régimes non démocratiques. Cela était l'idée de la démocratie dans la seconde moitié du XXème siècle, quand la dichotomie entre régimes démocratiques et non démocratiques prévalait, comme on l'avait expliqué au début de la thèse.

Pourtant, la problématique de la démocratie par rapport à sa signification, a débuté avec l'affirmation de la démocratie libérale comme valeur universelle. Dorénavant, la discussion s'est centrée sur l'approfondissement ou la consolidation de la démocratie.

Pourtant ce débat a ignoré un aspect fondamental : bien que la démocratie ait été installée et peut-être consolidée, elle a adopté une nouvelle signification, spécialement dans les pays du tiers monde.

Ce phénomène a été observé dans les pays andins où l'idée de refondation de l'État ou de la démocratie, a été souvent appliquée. Il faut noter aussi que les réformes entreprises ont changé le sens de la démocratie et ont fait apparaître un autre paradoxe : l'approfondissement de la démocratie est provoqué par une désillusion vis-à-vis de la démocratie.

Comme on avait insisté dès le début, dans des pays comme l'Équateur, la démocratie était conçue comme la solution aux problèmes, mais après son établissement, les difficultés de l'État ont perduré. Mais il faut noter qu'après cette désillusion post-révolutionnaire, la menace d'une rupture démocratique a presque disparue. Malgré le fait que le pays ait plongé dans des crises politiques et économiques, jamais la démocratie n'a été interrompue. La question qui se pose est de savoir pourquoi la société équatorienne a eu cette réaction démocratique. Il faut rappeler que dans les ruptures présidentielles qu'on a décrites au début de la deuxième partie de la thèse, jamais l'éventualité d'un gouvernement militaire ou d'une dictature n'a été possible.

La réponse est simple : la culture politique équatorienne a été influencée par une réalité qui dépasse l'établissement formel de la démocratie en 1979. Autrement dit, la démocratisation équatorienne n'a pas commencé dans les années 70 avec la transition, mais avant avec la vulgarisation de la politique entreprise par le gouvernement de José María Velasco Ibarra, spécialement après la *Révolution Gloriosa* de 1944. Ceci ne veut pas dire que Velasco Ibarra ait installé la démocratie en Équateur, mais qu'il a promu la démocratie conçue comme une habitude spontanée, et non simplement comme un ensemble d'institutions.

Avant que la démocratie libérale (dans une version hégémonique selon la logique du sociologue De Sousa Santos) soit arrivée en Équateur dans le contexte de la troisième vague, il existait auparavant des formes de participation *desde abajo* qui ont façonné la culture politique.

Cette culture politique explique, par exemple, le fait que les crises présidentielles se soient déroulées dans la calme et sans une violence généralisée. Cela n'implique pas que la chute des trois Présidents n'ait pas provoqué des désordres, mais il faut souligner que dans un autre pays du tiers monde, ces crises politiques auraient pu provoquer une guerre civile ou un conflit. Voyons les exemples de pays comme la l'Algérie, la Colombie, où la Côte d'Ivoire, où les résultats des élections ou l'exclusion, ont déclenché de conflits armés. Par contre, en Équateur l'instabilité politique n'a pas provoqué ces manifestations de violence.

Il devient nécessaire de chercher dans l'histoire équatorienne la généalogie de cette condition pacifique, mais profondément révolutionnaire chez les Équatoriens.

Lorsqu'on examine l'histoire politique du pays, l'importance du populisme comme mécanisme de participation est incontestable avant l'établissement formel de la démocratie en 1979. L'Équateur a vécu les transformations les plus profondes à travers le populisme. Ainsi, le pays s'est démocratisé autrement et par la suite, il faut éviter les définitions hégémoniques de la démocratie quand on étudie sa culture politique.

Il faut préciser qu'il ne s'agit pas de prôner le relativisme de la démocratie ou des droits de l'Homme, car la démocratie est une valeur universelle, mais de mettre l'accent sur le besoin de tenir compte de concepts alternatifs.

d. Une définition contre-hégémonique de la démocratie pour les caractéristiques du régime équatorien

Tout d'abord, nous devons penser la démocratie comme une rupture dans une société, car elle implique d'abandonner des traditions établies et la naissance de nouveaux principes. L'un des auteurs ayant développé les théories contre-hégémoniques a été le philosophe allemand Jürgen Habermas pour qui l'institutionnalisation n'est plus une méthode pour la constitution d'un gouvernement mais une pratique sociale.

Cette notion contredit l'idée de Joseph Schumpeter que la démocratie devient une méthode électorale.

Des acteurs clé dans cette nouvelle démocratisation contre-hégémonique sont les mouvements sociaux, comme l'affirme l'intellectuel marxiste Raymond Williams (Williams 1981). Pour lui, la culture est à la base de toutes les institutions, soient économiques, sociales ou politiques. Williams met l'accent sur l'importance des significations dans la politique ;

les mouvements sociaux participent à la démocratisation parce qu'ils permettent l'intégration d'acteurs exclus, l'élargissement du domaine politique et le renforcement de la citoyenneté. Et voici le point le plus important pour notre recherche : la littérature inspirée par les mouvements sociaux et la démocratisation s'intéresse aux nouvelles significations des pratiques politiques en Amérique latine (De Sousa Santos 2004, 48).

En conséquence, ce groupe d'auteurs revendique une transformation de la *grammaire sociale*, c'est-à-dire une nouvelle signification des pratiques sociales qui doit être prise en compte au moment d'évaluer la démocratisation, spécialement dans les pays du tiers monde.

[...] en Amérique latine, l'actuelle remise en valeur des procédures et des institutions formelles de la démocratie ne peut être basée exclusivement sur les pratiques et les normes reconnues par tout le monde. Il ne s'agit pas de rétablir des normes mais de créer des normes constitutives de l'activité politique. Cette transition exige l'élaboration d'une nouvelle grammaire. (Lechner 1988)

La nouvelle grammaire qui entraîne la réflexion sur les nouvelles significations de la démocratie a redéfini le débat sur la démocratisation et la consolidation démocratique en Amérique latine. Ces discussions ont été basées sur ces trois domaines.

Premièrement, la nouvelle grammaire démocratique s'est interrogé sur le rapport entre les procédures / institutions démocratiques et la participation sociale. Elle a mis en évidence le besoin de changer les rapports entre la démocratie et des concepts tels que le genre, la race, l'ethnie et la privatisation des ressources publiques. La redéfinition de ces rapports est fondamentale pour comprendre le *néo-constitutionnalisme* en Équateur. La participation est un aspect essentiel que le gouvernement de Rafael Correa a tenté de renforcer. Pour cela la nouvelle constitution a redéfini le rôle des femmes, des peuples indigènes et ethniques, et bien évidemment, a promu une nouvelle conception des ressources naturelles publiques. Ces réformes mettent en évidence la nouvelle grammaire démocratique introduite par les mouvements sociaux.

Deuxièmement, l'augmentation de la participation dans le contexte de la démocratisation a approfondi la démocratie au niveau local. La décentralisation comme aspect de la consolidation démocratique n'est pas un sujet de réflexion pour notre recherche, qui ne s'intéresse qu'à la démocratie au niveau national. De toute manière, il est nécessaire

de noter que la démocratie locale est un aspect fondamental en Équateur. Dans ce point, on observe que les gouvernements régionaux dans *la Costa* sont devenus les principaux opposants au gouvernement de Rafael Correa. Cette dynamique (gouvernement national d'un parti politique et gouvernement régional de l'opposition) n'a fait que renforcer la démocratie équatorienne, car elle laisse entrevoir la pluralité.

Et finalement, la nouvelle grammaire démocratique a mis en évidence le lien entre *la représentativité* et la *diversité culturelle et sociale*. Le rapport entre les deux phénomènes est au cœur de la problématique de cette recherche. Il faut rappeler que l'un des objectifs de la Constitution de 2008 est le renforcement de la démocratie participative. Parfois, cette idée est interprétée comme un attentat contre la démocratie représentative, comme on avait discuté auparavant. Pourtant, il faut insister sur le fait que la démocratie participative n'exclut pas la représentative. Au fur et à mesure qu'une société hétérogène (noirs, indigènes, blancs, *mestizos*) se démocratise, la représentativité est essentielle pour la consolidation du régime. Néanmoins, en Amérique la crise de représentativité est indéniable.

e. La crise de la représentation et l'affinité ?

Cette crise de cohérence entre représentants et représentés dévoile un disfonctionnement de la démocratie représentative en Amérique latine et surtout dans la région andine, mais elle a aussi encouragé la démocratie participative.

La démocratie représentative a été largement préconisée par des politologues comme Giovanni Sartori, Hannah Pitkin et Eduardo Posada Carbó.

Sartori a regretté que dans les dernières années, la démocratie représentative ait souffert des attaques de la part de leaders populistes, ce qui a affaibli les régimes démocratiques. En 1998, lors des célébrations à l'occasion des 20 ans de la Constitution espagnole, Sartori a inauguré son discours en lançant un appel « la démocratie représentative a besoin d'une défense ». Cette année-là a été déterminante pour la démocratie dans la région andine, car il s'agissait de la veille de l'arrivée au pouvoir des gouvernements ayant des programmes réformistes ou populistes.

Dans cette conférence, Sartori a critiqué fortement les défenseurs de la démocratie directe et il a assuré que les critiques qu'ils adressaient à la démocratie représentative étaient basées sur l'ignorance et le *primitivisme démocratique*. Voici les affirmations de Sartori:

La représentation a besoin d'une défense et cela est mon hypothèse. Toutes les démocraties modernes sont, sans doute et dans la pratique, des démocraties représentatives. C'est-à-dire, des systèmes politiques qui fonctionnent autour de la transmission représentative du pouvoir. Néanmoins, il existe une tendance récente dans l'opinion (dans les masses ainsi que chez les intellectuels) qui prône ce que j'appelle le *directisme*, ce qui a pour conséquence que la représentation passe au second plan, ou est secondaire. Face à cela, ma position est que la représentation est nécessaire (nous ne pouvons pas faire abstraction d'elle). Aussi, les critiques sont la conséquence de l'ignorance et du primitivisme démocratique. (Sartori 1998)

Chez Giovanni Sartori la substance de la démocratie est la représentation car elle garantit la qualité de la démocratie. Pour lui, la représentation a deux composants : la *substitution* due au fait que les représentants parlent et agissent au nom d'autrui, et l'*intérêt*, car les représentants agissent selon les intérêts des représentés.

À partir des deux éléments, le politologue italien insiste sur le fait que les représentants ne sont pas obligés de faire ce que les représentés attendent ou veulent. Voici l'origine de la confusion sur la démocratie représentative qui est la cause de la crise. En revanche, la seule obligation qu'ils ont est de représenter les intérêts de leurs électeurs, d'écouter leurs demandes, et de prendre des décisions selon l'intérêt général. Giovanni Sartori spécifie que par exemple en droit privé, l'avocat d'une personne a un mandat. Cela veut dire qu'il ne doit pas faire exactement ce que son client exige, mais il doit représenter ses intérêts.

Outre, la représentation politique a trois caractéristiques qui la distinguent d'autres types de représentations (Sartori 1998):

- a. La réceptivité, parce que les parlementaires doivent entendre leur électorat et doivent gérer leurs demandes.
- b. Un contrôle citoyen sur la performance des parlementaires. Ces derniers doivent répondre de leurs actes.
- c. La possibilité de destitution aux moments déterminés.

Les trois garantissent le caractère démocratique de la représentation. Malgré cela, il peut y avoir des difficultés dans cette représentation. Sartori est au courant des obstacles, car il est évident que la délégation de fonctions à des représentants peut provoquer des crises politiques. Pour les défenseurs de la représentation, le fait que ces régimes éprouvent des difficultés ne justifie pas, qu'ils deviennent des régimes participatifs.

Comme Sartori, le politologue Colombien Eduardo Posada Carbó met l'accent sur l'importance de la représentation a été le fondement de la démocratie latino-américaine depuis l'Indépendance. Voici sa réflexion à propos de commémoration du bicentenaire de l'existence des républiques en Amérique du Sud :

[...] ce que je pense, c'est que le sujet central de cet anniversaire doit être la représentation. La représentation ? Oui, bien sûr, ce n'étaient pas les protestations contre la manque de représentation effective américaine chez les puissances coloniales qui a provoqué les indépendances ? Ces événements ont inspiré le *Memorial de agravios*⁷⁴ de Camilo Torres, publié en 1809. La Représentation a été le titre d'un autre document de l'époque, celui de Mariano Moreno à Buenos Aires. Ceci n'est pas une évocation démodée. L'avenir de la démocratie en Amérique latine exige une remise en valeur de son élément fondamental : la représentation. (Posada Carbo 2007)

On trouve dans cet argument un déterminisme historique qui contredit l'évolution de la démocratie dans la région. Bien que l'idée de représentation ait été fondamentale pour impulser les indépendances des États sud-américains, l'argument de Posada Carbó est discutable par deux raisons. Premièrement, il faut distinguer deux phénomènes : l'indépendance et la démocratisation. L'indépendance achevée au début du XIXème siècle a eu pour inspiration la quête de liberté et a été impulsée par la volonté d'être mieux placé devant l'empire espagnol. De ce fait, on peut affirmer que la représentation a inspiré l'Indépendance, mais elle n'a pas été le seul but.

⁷⁴ Le *memorial de agravios* est un document écrit par Camilo Torres contre la monarchie espagnole. Dans le texte Torres exige une participation effective des *criollos* dans les institutions publiques. Malgré le fait que le document ait été adressé au gouvernement espagnol, n'est jamais parvenu au Roi. De plus, le document n'a été publié qu'après la mort de Torres. Après, Torres est devenu l'un des révolutionnaires et martyrs qui ont inspiré l'indépendance de la Nueva Granada.

Malgré le fait que les indépendances aient été achevées au cours du XIX^{ème} siècle, la démocratisation n'a eu lieu qu'à partir des années 40 et 50 et elle s'est vue renforcée à partir de la troisième vague. De même que l'Indépendance a été impulsée par l'idée d'une représentation politique majeure, la démocratisation l'a été récemment par l'idée d'intégration et participation.

Giovanni Sartori et de Eduardo Posada Carbó considèrent que la démocratie participative ou directe n'est pas si démocratique. Certes, Sartori se demande si « la démocratie tuera la démocratie ? » et répond que'il est sûr de ce fait (Sartori, Pluralisme, multiculturalisme et étrangers – Essai sur la société multiethnique 2013). Selon lui, la tendance à privilégier la participation directe minerait considérablement la qualité de la démocratie. Selon ces arguments, les réformes entamées par la Constitution de 2008 seront une régression du régime démocratique équatorien.

D'autre part, Sartori critique les défenseurs d'une démocratie qui s'approfondit sur le plan local par la participation directe de plusieurs acteurs. Voici un contraste flagrant entre les idées de l'auteur italien et celles du sociologue Boaventura de Sousa Santos. D'après le premier, cette participation d'acteurs divers peut provoquer une division de la société, et par la suite, des clivages qui portent atteinte à la démocratie.

Pour Giovanni Sartori, ces acteurs locaux qui participent aux pratiques démocratiques, le font en leur nom propre, pour défendre leurs objectifs et ne le font pas pour les intérêts d'une communauté. De cette façon, la démocratie directe et participative peut favoriser les intérêts particuliers plus que les collectifs.

Pour démontrer son point de vue, Sartori fait appel au constitutionnalisme classique à travers la lecture du philosophe irlandais Edmund Burke dans le discours aux électeurs de Bristol en 1774. Voici le discours de Burke qui est révélateur à ce propos :

Le parlement n'est pas un congrès d'ambassadeurs représentants des intérêts divers et hostiles, intérêts que chacun doit défendre, en tant que mandataire et avocat, contre d'autres mandataires et d'autres avocats ; il est l'assemblée délibérative d'une seule nation, mue par un seul intérêt, celui du tout, un organe dans lequel ce ne sont ni les objectifs locaux, ni les préjugés locaux qui doivent servir de guide mais le bien général, produit de la raison générale du Tout. (Burke 1774)

Si on repère cet extrait de la Constitution française de 1791 (Burke a dédié une longue réflexion à la Révolution française), on peut comprendre l'argument de Burke et de Sartori :

Les représentants nommés dans les départements, ne seront pas représentants d'un département particulier, mais de la nation entière, et il ne pourra leur être donné aucun mandat. (Republique française 1791)

À partir de ces extraits, Sartori tente de démontrer que selon la tradition anglaise et française les représentants n'obéissent pas aux instructions impératives des électeurs. (Sartori 1998)

Le principal défi pour la représentation démocratique est lié au nombre d'électeurs qui augmentent et la surcharge d'affaires de chaque représentant. Ces difficultés créent une distance entre représentants et représentés qui a provoqué une crise au sein des démocraties représentatives dans des cas particuliers comme la région andine.

Si au XIXème siècle une circonscription électorale avait 5000 votants, en revanche à la fin du XXème il peut y en avoir 100 000. Il est évident qu'un tel phénomène peut créer une distance infranchissable entre l'électorat et les hommes politiques élus. Giovanni Sartori est conscient que celle-là est la principale cause du mécontentement à l'égard de la représentation.

Cette crise a été capitalisée par le populisme et la démagogie, deux concepts qui sont utilisés par Sartori d'une manière indiscriminée. De ce point de vue, Sartori a tort car il s'agit de deux phénomènes bien différents. Au début de notre recherche, on a identifié la confusion des termes concernant le populisme comme l'un des principaux obstacles pour analyser ce terme.

De nouveau, l'auteur italien cite Burke pour dénoncer la montée en puissance du populisme démagogue :

Mais lorsque des chefs se plairont à se rendre à l'envie l'un de l'autre les enchérisseurs de la popularité, leurs talents ne seront d'aucune utilité dans la composition de l'État ; ils deviendront des flatteurs, au lieu d'être des législateurs ; ils seront les instruments et non les guides de peuple. S'il arrivait que quelqu'un parmi eux proposât un plan de

liberté, raisonnablement limitée, et justement définie, il serait aussitôt surenchéri par un autre de ses compétiteurs, qui produirait quelque chose de plus splendidement populaire. (Burke 1774)

Il est possible de penser que les critiques de Giovanni Sartori sont basées sur la présomption que la démocratie participative devient toujours populiste et par la suite démagogique. À ce propos, il faut dire qu'il n'y a pas de rapport de causalité entre la démocratie participative et le populisme ni entre le populisme et la démagogie.

La démocratie participative ne doit pas être assimilée au populisme ou à la démagogie. Il est vrai que la représentation est substantielle dans la démocratie de même que la participation.

Lorsque Sartori critique les hommes politiques de céder aux exigences des citoyens, il commet une erreur. Pour l'auteur italien, il est « stupide » de penser que si un homme politique ne représente pas les intérêts de son électorat, il est remplacé, ou la population participe directement. Pour lui, proposer un gouvernement *direct* équivaut à quelqu'un qui au lieu d'embaucher un avocat, se défend par lui-même, et au lieu de consulter un médecin, se soigner directement (Sartori, *En defensa de la representación política* 1998).

Mais l'erreur consiste à penser que la politique est comme les autres métiers. Il est impossible de comparer par exemple le travail d'un médecin avec celui d'un homme politique. La médecine est un métier scientifique où il est difficile de concevoir de discussions médecine-patient sur les méthodes.

Bien qu'il soit préférable que les hommes politiques soient préparés, il est vrai qu'il est nécessaire d'inclure dans le gouvernement des personnes sans parcours politique qui représentent d'autres intérêts. Par exemple, il est important d'intégrer les intérêts locaux largement ignorés dans certaines démocraties latino-américaines. Cette mesure ne doit pas être qualifiée de populiste ou démagogique, seulement parce qu'elle prône la participation et l'intégration. Les démocraties en Amérique latine depuis la troisième vague ont encouragé la participation, mais il est vrai qu'au même temps, la représentation a été affaiblie à travers les partis politiques.

Dans ce contexte, la représentation est un sujet indispensable pour notre étude. Historiquement elle a été analysée selon deux courants: la *représentation dyadique*⁷⁵ et la *représentation collective* par les politologues Robert Weisberg (Weisberg 1978), Bingham Jr. Powell (Powell 2004), Christopher Wlezien et Stuart Soroka (Wlezien, Christopher y Soroka 2007) et Patricia Otero et Juan Rodríguez (Otero y Rodríguez 2009).

La représentation dyadique concerne la représentation des intérêts des électeurs d'un parti politique ou d'un mouvement politique. À ce titre, le plus important pour la représentation dyadique est d'observer l'affinité entre législateurs et les électeurs.

Les politologues Jacques Thomassen et Hermann Schmitt considèrent que la représentation dyadique comporte les éléments suivants :

- a. Des partis politiques avec de différents programmes
- b. La cohésion interne ainsi que la discipline doivent garantir la réalisation des promesses électorales
- c. Les électeurs rationnels élisent le parti politique selon leurs préférences.

Le politologue vénézuélien Juan Manuel Trak affirme que le principal moyen de la représentation est le parti politique (Trak 2011).

En ce qui concerne la *représentation collective*, elle est mesurée selon les politiques publiques qui répondent aux intérêts de l'opinion publique. Selon Wlezien et Soroka la représentation dyadique concerne le niveau individuel tandis que la représentation collective se focalise sur le résultat de la prise de décisions. Les problèmes de représentation émergent lorsque des sujets qui intéressent l'opinion publique sont exclus du débat politique (Trak 2011).

Par la suite, les deux approches pour évaluer la représentation se concentrent sur la concordance entre les représentants et les représentés. En Amérique latine, la crise de cette concordance est évidente. Les politologues Stuart Soroka, Christopher Wleizen, Herman Schmitt, et Jacques Thomassen ont analysé cette concordance.

Pourtant, ces études se basent sur des pays où il existe une forte culture de partis politiques. Cela n'est pas le cas dans la plupart des pays de l'Amérique latine. Plus

⁷⁵ Dyadique provient de « dyade » qui signifie l'association des deux partis.

particulièrement, dans le cas équatorien, il est difficile d'imaginer une consolidation démocratique biais les partis politiques.

Il faut rappeler que les grandes transformations politiques ont été impulsées par des acteurs politiques comme les Forces Armées, ou des personnalités comme les leaders Eloy Alfaro ou José María Velasco Ibarra. Mais les partis politiques n'ont pas été un acteur clé dans les phénomènes politiques comme la réforme agraire, la démocratisation de la politique, l'installation du régime démocratique, ou dans les tentatives pour consolider la démocratie depuis 1979.

On commet deux erreurs quand on évalue la consolidation démocratique en Équateur selon la logique de la représentation. D'une part, le fait de considérer la promotion de la démocratie participative par elle-même comme populiste. Au contraire, l'approfondissement de la participation n'est pas forcément populiste et dans la plupart des pays de l'Amérique latine, l'augmentation de la participation directe est la tendance pour consolider le régime démocratique. Néanmoins, il faut être conscient que l'augmentation de la participation n'est pas la seule voie pour approfondir la démocratie. Mais la seule participation ne garantit pas la démocratie. Il faut d'autres caractéristiques pour sa consolidation, comme on l'a décrit au début de la thèse, et selon les concepts proposés par Andreas Schedler.

Et l'autre erreur consiste en ignorer la doctrine néo-constitutionnaliste comme variable de la consolidation. De ce fait, la tentative d'approfondissement de la démocratie équatorienne à partir de la Constitution de 2008 doit être analysée selon le populisme, le néo-constitutionnalisme et la quête d'une participation réelle. Dans la plupart des analyses sur la consolidation démocratique en Amérique latine et dans les nouvelles démocraties, il est rare de trouver des études qui tiennent compte du néo-constitutionnalisme en tant que doctrine et le populisme comme discours et pratique politique. Pour les politologues et les hommes politiques qui prônent la démocratie représentative, le populisme est une menace contre la démocratie comme on l'a noté à plusieurs reprises. Quant au néo-constitutionnalisme, il est analysé par des juristes. Dans les textes des juristes Gustavo Zagrebelsky, Luigi Ferrajoli, ou Gregorio Peces Barba entre autres, le sujet principal n'est pas la démocratie.

Néanmoins, dans les pays où la doctrine néo-constitutionnaliste a inspiré la démocratisation comme en Équateur, il est nécessaire de prendre en charge son étude, dès la science politique et non seulement selon le droit.

Section 2. La gestion des crises durant les réformes d'Alianza PAIS

a. La nouvelle démocratie par la voie d'une 'constitutionnalisation'

Les demandes de la population équatorienne étaient avant tout spontanées et sans idéologie, et n'avaient pas d'objectif politique en dehors de la démission du Président, à la différence d'autres mouvements de résistance qui avaient un but politique. Les mobilisations contre les Présidents Abdala Bucaram, Jamil Mahuad et Lucio Gutierrez dévoilaient l'indignation, et pas forcément un mouvement idéologique.

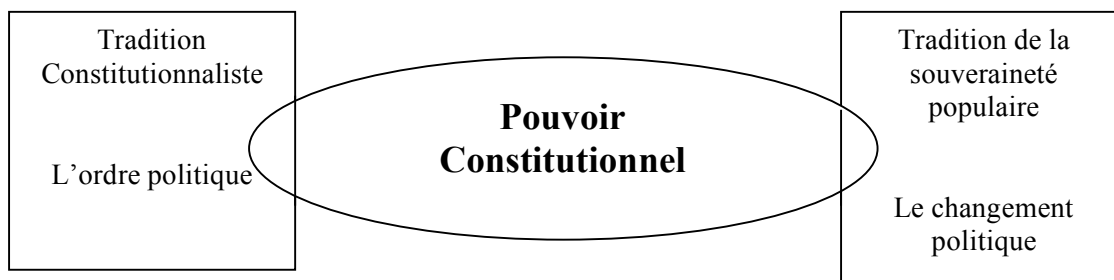
Vu ces faits, la tentative de Correa a été destinée à améliorer la démocratie par une nouvelle Constitution. Ce processus a bien évidemment une influence idéologique pourtant, la réforme était basée sur des principes préconisés par la doctrine néoconstitutionnaliste.

D'ailleurs, il est nécessaire de comprendre la raison d'être d'une constitution dans les démocraties modernes, car il paraît que Rafael Correa a essayé de reprendre l'idée d'un *pouvoir constitutionnel* afin d'approfondir la démocratie. Par la suite, il est important d'expliquer le rôle du constitutionnalisme dans l'approfondissement de la démocratie.

La Révolution française a donné naissance à la tradition de la souveraineté populaire où le plus important étaient les garanties pour un changement politique constante. Pour sa part, la Révolution américaine a abouti à la tradition constitutionnaliste, que visait à limiter le pouvoir pour éviter les autoritarismes et avait pour but de freiner la volonté de changement politique. (Zavala Egas 2010, 118)

Le *pouvoir constitutionnel* a été une tentative pour réconcilier les deux traditions comme le montre le schéma suivant.

Schéma 8. Les traditions constitutionnalistes et le pouvoir constitutionnel



Les révolutionnaires américains qui ont fondé les États-Unis ont été les premiers à l'utiliser. En 1776, ils ont exercé le pouvoir constitutionnel pour déclarer leur indépendance face au Royaume Uni. Puis en 1787, ils ont utilisé ledit pouvoir afin de lancer le projet d'un État fédéral et à cet effet, chaque État s'est doté d'une Constitution.

De la même manière, les révolutionnaires français ont fait appel au pouvoir constitutionnel pour détruire la structure du régime, afin d'établir un système politique libéral.

Il est intéressant de comparer la définition des droits de l'Homme contenus de la Révolution française et l'américaine. Dans la première, les droits jouent un rôle éthique et politique mais jamais juridique. Par contre, aux États-Unis les droits de l'Homme ont eu une dimension normative au moment d'être incorporé dans la Constitution de 1791.

Voici l'explication détaillée du constitutionnaliste équatorien Jorge Zavala Egas à ce propos :

Dans la Révolution française, les droits individuels ont une fonction objective et séparée du pouvoir judiciaire, ils aspirent à arranger un domaine où le pouvoir politique ne puisse intervenir [...] c'est-à-dire qu'ils jouent un rôle éthique et politique mais jamais juridique. Cela signifie simplement que lorsque le pouvoir est exercé et qu'il envahit le champ des droits de l'Homme, ce pouvoir devient illégitime. En revanche, cette action légitime la résistance citoyenne sur les domaines politique et éthique. La version américaine [des États-Unis] est différente, car les droits de l'homme ont une fonction normative [...] et juridique dès le début [...] (Zavala Egas 2010, 119)

Dans les réformes entreprises par Rafael Correa en Équateur avec la nouvelle constitution, il est évident que les droits de l'Homme ont acquis un statut plus morale et politique que juridique. Cela ne veut pas dire qu'ils n'aient pas une dimension juridique, car il était nécessaire d'inclure dans la Constitution des mécanismes pour protéger ces principes. Mais la Constitution de 2008 apporte une nouveauté par rapport à celle de 1998 à ce propos.

Les normes-principes de la charte de 1998, étaient des garanties pour éviter la concentration de pouvoir entre les mains du Président, mais sans prévoir un tel abus de la part du corps législatif. Cela était causé par le fait que le seul à pouvoir interpréter la norme

constitutionnelle était le Congrès, mis à part le pouvoir judiciaire. Et la fonction objective des droits en tant que normes-principes ne s'appliquait pas au Congrès. Pour le juriste Jorge Zavala Egas, le corps législatif équatorien n'était pas soumis aux droits de l'homme et il pouvait les interpréter sans un contenu établi par un mandat constitutionnel.

Il n'existait pas la subordination nécessaire de la part du corps législatif par rapport aux droits fondamentaux et de ce fait, le Congrès pouvait les interpréter, les développer et les codifier [...] Le contrôle constitutionnel sur les lois fait par le Tribunal Constitutionnel arrivait aux conclusions, sans argumentation, car le législateur était le seul à pouvoir interpréter la Constitution. L'interprétation faite par un autre organe était simplement un discours juridique. (Zavala Egas 2010, 122)

En contraste, la Constitution de 2008 à travers l'article 84, établit le caractère objectif des droits et reprend l'une des idées principales de la doctrine du néo-constitutionnalisme, à savoir : les droits fondamentaux engendrent la protection des individus et leur liberté par rapport aux possibles abus de pouvoir de l'État.

Article 84. L'Assemblée nationale et les organismes ayant des fonctions législatives sont obligés d'adapter, formellement et matériellement, les lois et le reste des normes juridiques aux droits prévus dans la Constitution ainsi que dans les traités internationaux, ou de ceux qui seront nécessaires pour garantir la dignité de l'être humain ou des communautés, peuples ou nationalités. En aucun cas, la réforme de la Constitution, des lois, ou d'autres normes juridiques, ni les actes de pouvoir public ne pourront contredire les droits reconnus dans la Constitution (República del Ecuador 2008)

Dans la Constitution équatorienne, les principes-valeurs sont fondamentaux pour l'approfondissement de la démocratie. La Constitution devient la principale garantie de la démocratisation et son approfondissement. Ici on peut noter qu'il existe une tendance à protéger l'ordre constitutionnel, et il vaut dire que l'Équateur n'est pas le seul cas.

Bien qu'au début de la troisième vague de démocratisation, le principal risque auquel devait faire face la démocratie était une rupture démocratique par la voie d'un coup d'État militaire ou civil, dans les années 90 la menace principale était un affaiblissement du régime.

Et désormais, l'une des manifestations de ce phénomène a été précisément les attaques contre l'ordre constitutionnel. Le régime démocratique est devenu presque un synonyme d'ordre constitutionnel. Cette évolution dans les Amériques vers une démocratie constitutionnelle est appréciable dans le changement du régime pour protéger la démocratie au sein de l'OEA.

Le premier mécanisme pour protéger la démocratie au niveau continental dans l'après-guerre froide était lié à la démocratie représentative. La résolution 1080 également nommée *La résolution sur la démocratie représentative du compromis de Santiago* a été adoptée en 1991 et cherchait à prévenir ou corriger, à travers l'action collective des pays des Amériques, « une interruption soudaine ou irrégulière des procédures institutionnelles politiques démocratiques ou de l'exercice légitime du pouvoir de la part d'un gouvernement élu démocratiquement » (Organisation d'États Américains 1991).

En 1992, l'OEA a approuvé le Protocole de Washington qui voulait renforcer la Résolution 1080, en suspendant un membre quand un gouvernement démocratiquement élu était renversé.

Ces deux dispositions avaient une limitation évidente car une rupture démocratique était nécessaire pour les déclencher. Il fallait un mécanisme de prévention pour faire face aux nouvelles menaces de la démocratie. Ainsi, la Charte Démocratique Interaméricaine est née en 2001 et elle a été révélatrice de l'évolution de la démocratie dans la région. Cette fois-ci le mécanisme pour protéger la démocratie n'était pas axé sur la possibilité d'une rupture du régime, mais sur la défense de l'ordre constitutionnel.

La Charte Démocratique Interaméricaine montre l'importance de protéger les régimes démocratiques au-delà des ruptures démocratiques qui doivent être condamnées par l'ensemble des pays. Autrement dit, l'idée centrale de la Charte était de prévenir d'autres menaces contre les régimes démocratiques face à ce que le politologue Guillermo O'Donnell a nommé une *morte rapide* de la démocratie, d'après les conceptions négatives de la consolidation démocratique qu'on a décrit dans la première partie de la thèse.

Soulignons que dans la Charte Interaméricaine il y a deux éléments qui n'apparaissent pas dans les autres instruments : la participation et l'ordre constitutionnel (Voir le tableau suivant).

Tableau 20. Mécanismes de l'OEA pour la défense de la démocratie

Résolution 1080 (1991)	Protocole de Washington (1992)	Charte Interaméricaine (2001)
<p>Vu que la Charte de l'Organisation d'États Américains établit que la démocratie représentative est une condition indispensable pour la stabilité, la paix et le développement de la région [... cette résolution] stipule que le Secrétaire Général convoque immédiatement le Conseil Permanent lorsque se produit une interruption soudaine ou irrégulière des procédures politiques institutionnelles et démocratiques ou de l'exercice légitime du pouvoir de la part d'un gouvernement élu démocratiquement dans les États membres.</p>	<p>Un membre de l'organisation dont le gouvernement a été renversé par la force pourra être privé du droit de participer aux séances de l'Assemblée générale, de la Réunion de Consultation, des Conseils de l'Organisation et des Conférences Spécialisées, ainsi qu'aux commissions, groupes de travail et autres organismes qui seront créés.</p>	<p>On réaffirme le caractère participatif de la démocratie dans nos pays. Dans les différents domaines des activités publiques, elle contribue à la consolidation des valeurs démocratiques et à la liberté et la solidarité dans l'Hémisphère [Les Amériques]. Devant une altération de l'ordre constitutionnel qui affecte gravement [la démocratie] n'importe quel État ou le Secrétaire Général pourra solliciter une convocation immédiate du Conseil Permanent pour évaluer la situation et adopter les décisions qu'il considère comme nécessaires.</p>

Il est indéniable qu'au début du siècle, l'ordre constitutionnel ainsi que la participation sont remis en valeur, en tant qu'instruments nécessaires à la consolidation démocratique.

b. Les crises socio-politiques dans l'ère Correa : la mise à l'épreuve de la consolidation équatorienne

On sait bien que le fait de reconnaître la nature participative dans la Constitution n'est pas suffisant pour considérer le régime comme consolidé. Sur ce point, il faut reprendre les idées du politologue Andreas Schedler sur les capacités que doit remplir un régime consolidé, et particulièrement la mise à l'épreuve.

Le 30 septembre 2010 (connu comme le 30S), Correa a dû faire face à la crise la plus grave depuis son arrivée. Selon lui, la Révolution citoyenne a été mise en danger par une tentative de coup d'État. Ce jour-là, l'Équateur s'est souvenu des renversements des trois Présidents qui ont précédé Rafael Correa, car un secteur de la police s'est révolté contre le gouvernement.

Cet évènement est aussi important car il met en évidence les risques qui émergent dans une démocratie quand le régime tente d'augmenter la participation. Dans la mesure que la démocratie devient participative, les conflits entre les divers secteurs de la société augmentent. Ces conflits sont déclenchés par la tension constante entre le Président et les médias, les entrepreneurs, les partis politiques et des organisation sociales. Les disputes étaient assez fréquentes.

Quand cette circonstance a lieu, le défi de la démocratie en voie de consolidation consiste à solutionner pacifiquement ces conflits dans le cadre de l'ordre constitutionnel.

À ce titre, on peut apprécier que le gouvernement de Correa ait dû faire face aux défis à son autorité dans la mesure où l'opposition se consolidait. D'après une étude du Centre Andin pour l'Action Populaire (CAAP) de l'Équateur, la fréquence des conflits a augmenté dans les mois précédentes et ultérieurs à la crise de 2010. Selon l'étude, entre juillet et octobre 2009, 134 conflits ont eu lieu, tandis qu'en 2011, pendant la même période, 358 conflits sont apparus. Entre mars et juin 2011, il y a eu 257 conflits, pour la plupart en mars et en mai (Ecuador Debate 2011, 25). Cette augmentation, sans doute, est la conséquence de la radicalisation du discours de Rafael Correa, spécialement en ce qui concerne les médias et le pouvoir judiciaire.

Tableau 21. Les conflits socio-politiques en Équateur (mars – juin 2011) (Ecuador Debate 2011, 25)

Date	Fréquence	Pourcentage
Mars 2011	75	29,18
Avril 2011	52	20,23
Mai 2011	68	26,46
Juin 2011	62	24,12
Total	257	100

La fréquence fait référence au nombre de conflits. De ce fait, on apprécie qu'en mars et en mai l'intensité de ces disputés a augmenté suite aux débats et polémiques sur la réforme constitutionnelle de 2011. En mars, le gouvernement a lancé formellement la campagne pour la consultation populaire, et en mai elle a eu lieu.

Il faut aussi analyser les types de conflits qui ont émergé depuis l'installation de la nouvelle constitution ; on peut observer que les augmentations se sont produites dans trois secteurs : le secteur paysan, celui du travail, et les partis politiques.

Tableau 22. Les conflits socio-politiques selon le secteur en Équateur (mars-juin 2011) (Ecuador Debate 2011, 26)

Secteur	Fréquence	Pourcentage
Paysan	8	3,11
Civil régionale	24	9,34
Indigène	12	4,67
Travail (privé)	68	26,46
Travail (public)	56	21,79
Législatif	13	5,06
Partis Politiques	18	7
Conflit des pouvoirs	6	2,33
Urbain (quartiers-arrondissements)	52	20,23
Total	257	100

L'augmentation des conflits avec les paysans s'explique par la réforme sur la gestion des eaux. L'application de la Loi d'Eau, qui créait une direction nationale pour la gestion de l'eau, a été assez entravée par les mouvements sociaux et les indigènes. Selon eux, la nouvelle direction désignée par le gouvernement pouvait décider la privatisation de l'eau. De ce fait, l'application de cette loi a été le premier conflit que le Président Correa a eu avec la CONAIE et les paysans.

La crise a affecté immédiatement l'image du gouvernement au niveau interne et international. Les médias ont envisagé la possibilité d'une situation semblable à celle qui avait fini avec les trois destitutions du passé récent. Voici comment le journaliste de la *BBC* Paul Mena Erazo a décrit la situation de tension équatorienne à propos du conflit sur la Loi d'Eau :

Des groupes d'indigènes de diverses provinces de la sierra équatorienne, telles que Imbabura, Cotopaxi et Chimborazo, ont commencé à se mobiliser dans la nuit de mardi afin de soutenir les protestations contre la Loi d'Eau. Des actions de résistance contre la loi ont eu lieu mardi à Cuenca, au sud de l'Équateur, où après la fermeture d'autoroutes et des bagarres entre la police et les manifestants, une dizaine de dirigeants indigènes ont été interpellés.

Bien que les organisations se soient montrées divisées ces dernières années, les protestations du mardi ont rappelé la force que ces mobilisations ont signifiée dans le renversement des gouvernements comme ceux d'Abdala Bucaram (1997) et Jamil Mahuad (2000). (Mena Erazo 2010)

À cause de cette tension, Correa a abandonné cette initiative, décision qui a réduit les affrontements avec les paysans et les indigènes. Après cette crise, on peut dire que l'image de Correa s'est renforcée et de cette dynamique émerge une caractéristique des régimes en voie de consolidation, et c'est le fait de pouvoir gérer effectivement les crises. Lorsque la crise est passé, la popularité du gouvernement a augmenté.

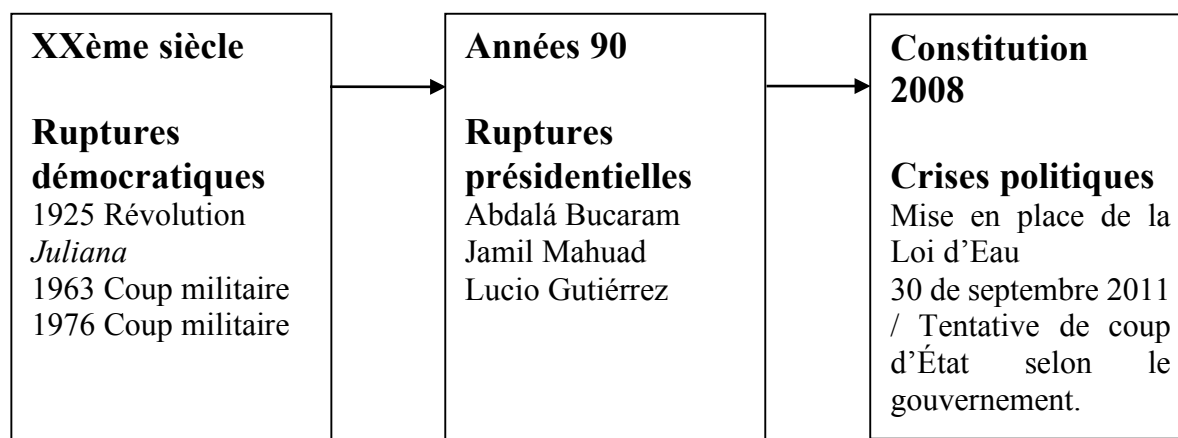
Par conséquent, voyons les conclusions qu'on peut tirer de cette crise selon les critères de la consolidation démocratique.

D'une part, le conflit entre deux grands acteurs politiques équatoriens n'a pas provoqué une rupture présidentielle. Ainsi, l'Équateur fut capable de résoudre un désaccord sans une démission ou une destitution du Chef de l'État. Aussi, il faut noter que pour la première fois dans la dernière décennie, le Congrès n'a pas joué un rôle clé dans le dénouement de la crise.

D'autre part, la CONAIE a atteint un objectif politique très important après des années d'échecs et de défaites. La participation de la CONAIE dans la solution (la suspension de la Loi) montre le caractère participatif du régime, l'un des principes les plus importants de la nouvelle constitution.

Cette crise a montré aussi le changement de la politique équatorienne qui est passé des ruptures démocratiques dans la deuxième moitié du XXème siècle avec le *golpismo militar* aux ruptures présidentielles dans les années 90 et au début du siècle et désormais le système pouvoir gérer dans la cadre constitutionnel les crises.

Tableau 23. Les ruptures démocratiques, présidentielles et les crises politiques en Équateur



Cette évolution a été observée dans les autres pays de la région. En Amérique latine, les ruptures démocratiques ont presque disparu, mais les ruptures présidentielles se sont multipliées. Le phénomène a suscité des questions sur la manière d'aborder les études sur la consolidation démocratique et la stabilité. Dans le passé, l'instabilité provoquait des coups d'État militaires avec de gouvernements de salut national et l'Équateur était un cas

paradigmatique de cette réalité. Puis, avec le rétablissement démocratique, l'instabilité finissait par provoquer la chute des gouvernements avant la fin de leur mandat, et récemment ces ruptures sont devenues invraisemblables en Équateur.

Les politologues Kathryn Hochstetler et David Samuels soulignent le rôle joué par la Constitution de 2008 pour stabiliser le régime équatorien :

[La constitution] a créé un conseil pour exercer un contrôle social sur toutes les pouvoirs publics, et elle a donné au Président le droit de dissoudre une fois le Congrès : le législatif empêche de manière fréquente et injustifiée le plan national de développement, dans des situations de crises politiques et dans l'État d'urgence (dans ces cas les pouvoirs doivent se présenter aux élections). (Hochstetler y Samuels, *Crisis and Rapid Reequilibration. The Consequences of Presidential Challenge and Failure in Latin America* 2011, 135)

Comme on l'avait noté, la possibilité de dissolution du Congrès introduite par la Constitution de 2008 dans l'article 148, est un changement profond du régime équatorien et implique une transformation de la politique andine marquée par l'instabilité. Ce mécanisme est connu comme « morte croisée »⁷⁶ car elle déclenche les élections anticipées pour le Président et l'Assemblée nationale.

Cette transformation a eu trois conséquences : **a.** la stabilité du régime qui a amélioré la capacité de gestion des crises, **b.** un nouvel équilibre dans le rapport de forces entre l'exécutif et le législatif et **c.** le renforcement du contrôle politique vertical, dont les effets seront visibles à long terme.

Cela implique de reconnaître que la dissolution du législatif ou la destitution du Président suite à la révocation de son mandat par la voie populaire, est la conséquence d'un contrôle politique vertical effectif, une participation active, et bien évidemment, d'un système politique équilibré d'avantage selon le système des *checks and balances*. Dans le passé, la dissolution du législatif était une capacité des gouvernements dictatoriaux. Augusto Pinochet au Chili et Alfredo Stroessner au Paraguay pouvaient accéder a cette possibilité. De même, la dissolution du Congrès péruvien décrétée par Fujimori en 1992, a signifié une

⁷⁶ En Équateur le mécanisme est informellement nommé comme « muerte cruzada ».

rupture démocratique. En contraste, avec l'introduction des mécanismes de révocation du mandat populaire, la destitution n'est pas forcément un symptôme de régression démocratique.

Les crises permettent d'évaluer si le régime dispose des capacités pour gérer la situation politique. Ainsi le 30 septembre 2010 (connu désormais comme le 30S), Rafael Correa a dénoncé une tentative de coup d'État qui a été condamnée par l'ensemble de pays de l'Union de Nations Sud-Américaines (UNASUR). Ainsi, face à une menace contre l'État de droit et la démocratie, la région confirmait sa vocation démocratique.

La réaction de l'UNASUR a été fondamentale pour dénouer la crise politique de l'Équateur en septembre 2010, un contraste marqué avec la lenteur de réaction des autres institutions régionales dans des situations pareilles. Il faudrait simplement rappeler la réponse de l'OEA devant la tentative de coup d'État au Venezuela en avril 2002. Les désaccords au niveau latino-américain ont été dévoilés lorsque Pedro Carmona, en tête du gouvernement intérimaire, a aboli la Constitution vénézuélienne de 1999. La Colombie, les États-Unis et le Salvador n'ont pas ouvertement condamné le coup d'État, tandis que l'Argentine, le Brésil, le Costa Rica, le Cuba, le Mexique et le Paraguay l'ont fortement critiqué. (San Martín y Johnson 2002)

À l'inverse, lorsque le gouvernement équatorien a dénoncé la tentative de coup d'État, la réponse de la région a été immédiate. La Colombie a été le premier pays à condamner les événements. C'était paradoxal, les deux pays s'étaient disputés à propos l'opération militaire colombienne en territoire équatorien qui a abouti à la mort de Raul Reyes numéro deux des FARC en mars 2008.

Il faut dire aussi qu'il existe des différences entre la perception interne et internationale de cette tentative de coup d'État. Malgré que les pays de la région, le Secrétaire Général de Nations Unies⁷⁷ et d'autres gouvernements extra régionaux, ont condamné l'action, au niveau interne, la perception de ces faits a été assez différente (El País 2010).

⁷⁷ Le Secrétaire Général Ban Ki-Moon a affirmé qu'il était " profondément préoccupé par les événements en Équateur, par suite des faits d'insubordination de la part de quelques membres de la Police et l'Armée. »

c. 30S : Tentative de coup d'État ou prétexte du gouvernement Correa ?

Le 30S a dévoilé les divisions de la société équatorienne face aux réformes de Rafael Correa. Pour les défenseurs de la Révolution citoyenne, la crise du 30 septembre a été la démonstration que Correa pouvait compter sur le soutien du peuple équatorien. Par contre, selon l'opposition et un groupe de médias, les faits de ce jour-là ont confirmé le caractère non-démocratique du gouvernement d'Alianza País.

Un groupe de policiers demandait une augmentation de salaire, mais selon le gouvernement cela n'était qu'une « vulgaire excuse » pour justifier une tentative de renversement du régime correïste. Le Président participait à une réunion avec des policiers dans une unité de la police, mais au moment de partir il a été agressé, et emmené à l'hôpital. Là-bas, le mandataire a été retenu par un groupe de policiers, et à ce moment-là, les versions d'un possible putsch se sont multipliées.

De plus, Rafael Correa a accusé l'ancien Président Lucio Gutierrez d'avoir orchestré cette attaque. D'après Correa, l'ancien colonel avait encouragé au sein de Forces Militaires et de la Police cette attaque contre le gouvernement, mais cela a échoué. Pour prouver ces accusations, Rafael Correa s'est appuyé sur le fait que les policiers ne se sont pas révoltés à cause de la précarité des salaires car depuis l'arrivée de Correa, une augmentation importante a été décrétée. Selon le Président équatorien :

En 2006 le salaire le plus bas pour un policier était d'environ 300 dollars, maintenant la rémunération la plus bas atteint les 800 dollars. Les salaires ont augmenté d'environ 102%. [...] La désinformation et la manipulation ont convaincu certains secteurs de la Police et des Forces armées que des distinctions et des bonus accordés allaient être supprimées [...] pourtant ces secteurs n'ont pas été informés que pour la première fois dans l'histoire, l'article 115 [de la loi organique des services publics de 2010] a reconnu les conditions particulières de travail des policiers, des militaires, et même de pompiers. C'est-à-dire, le travail pendant les jours fériés, les heures supplémentaires, et de ce fait les compensations qu'ils allaient recevoir. [...] (Telesur 2010)

De plus, Correa a affirmé qu'il existait des preuves contre la Parti Sociedad Patriótica de l'ancien colonel d'avoir participé à la révolte. Le Procureur a dénoncé la participation de Gilmar Gutierrez, Fidel Araujo et Walter Guerrero, des personnages assez proches de Lucio Gutierrez et du PSP.

Pourtant, des médias ont qualifié ces faits d'invention du gouvernement et comme un prétexte pour réaffirmer sa popularité. Ce fut le cas célèbre du journal *El Universo*, et particulièrement, de l'un de ses éditorialistes Emilio Palacio. Le journaliste a publié un article intitulé : « Non aux mensonges » (*no a la mentiras*) (Palacio 2011). Dans l'article Palacio a accusé avec virulence le gouvernement d'avoir inventé la tentative de coup d'État et l'a qualifié de Dictateur de la façon suivante :

Ce qui se passe en réalité c'est que le Dictateur a enfin compris (ou ses avocats lui ont fait comprendre) qu'il ne peut pas démontrer le supposé crime du 30 septembre, car tout fut le produit d'un scénario improvisé, à mesure que le temps passa, pour occulter l'irresponsabilité du Dictateur d'aller dans une caserne soulevée, d'ouvrir sa chemise et de crier qu'ils le tuent, comme tout catcheur qui s'efforce de faire son show dans un chapiteau de cirque dans un village oublié. (Palacio 2011)

En fait, Rafael Correa a arraché sa cravate et a ouvert sa chemise pour démontrer qu'il n'avait pas de gilet par balle, et devant une foule des policiers il les a défiés en criant de la façon suivante : « Si vous voulez tuer le Président, me voici devant vous, tuez-moi si vous en avez envie, tuez-moi si vous en avez le courage au lieu de se cacher lâchement parmi la foule.» (Palacio 2011)

Cette tentative de coup bien qu'elle ait été réelle ou exagérée par le gouvernement, a été déterminante pour l'avenir de Rafael Correa, car est devenu un symbole de résistance face aux nouvelles menaces contre la démocratie. Une fois de plus, un leader populiste courait le risque de finir sa vie tragiquement comme un martyr. Rafael Correa a montré sa disposition à mourir dans la crise. À un moment, une ressemblance paraît avoir entre le propos de Correa devant la foule des policiers et ceux du guérillero Ernesto Guevara avant de mourir, quand ce dernier a crié à son bourreau : « Soyez serein et visez bien, vous n'allez tuer qu'un homme. (El Clarín 2014) »

Dorénavant, le 30 septembre, fut une date qui a suscité des polémiques dans la société équatorienne et la polémique sur la véracité de la tentative de coup d'État a subsisté encore au long du gouvernement de Rafael Correa.

On peut affirmer aussi au-delà de ce débat, que pour la première fois depuis le rétablissement de la démocratie, un gouvernement a pu sortir d'une crise profonde. De plus, l'administration de Rafael Correa, en utilisant son caractère populiste qu'il n'a jamais abandonné, a renforcé sa marge de manœuvre. Certes, la crise a dévoilé, entre autres, l'énorme popularité du Président.

Le 30S a été instrumentalisé par Correa pour confirmer le caractère populaire de la Révolution citoyenne. Le gouvernement a répandu l'idée que le peuple a protégé la démocratie contre les médias (*dictature des médias*) et l'opposition. Dans les rues de Quito il est courant de trouver des graffitis (dont la spontanéité peut être controversée) avec des messages comme : « 30S les médias nous ont condamné, le peuple nous a libérés » ou « 30S la démocratie à l'épreuve des balles ».

L'idée du gouvernement équatorien et des défenseurs du régime était de mettre l'accent sur l'importance des bases révolutionnaires, et de montrer en outre que les citoyens s'étaient appropriés de la démocratie. Les institutions pouvaient fonctionner parfaitement, mais si la citoyenneté n'avait pas une conviction démocratique, le régime ne pouvait pas être considéré comme consolidé.

Autrement dit, en affirmant le caractère populaire de la Révolution citoyenne, Correa a voulu montrer sa capacité de gestion de crises, et aussi le fait que la société, au-delà des institutions, était convaincue du caractère démocratique de ladite Révolution.

Le 30 septembre 2010 a été un point d'inflexion pour la popularité de Correa, et ce n'est pas par hasard qu'en mai 2011, le Président a entamé une nouvelle réforme de l'État avec des mesures très polémiques, spécialement en ce qui concerne le pouvoir judiciaire et les médias. Mais après l'incident avec la police, la popularité de Correa a augmenté considérablement, et ce qui est encore important, la plupart des Équatoriens ont condamné l'attitude des policiers insubordonnés. Cela signifie une double victoire politique pour le régime, car d'une part, l'administration a gagné en crédibilité, et d'autre part, la perception de la population sur la politique et l'État a changé.

Selon un sondage de Cedatos, l'action de subordination policière a été critiquée par 87% des Équatoriens. En revanche 57% ont approuvé l'action militaire qui a libéré le Président. En ce qui concerne sa popularité, après cette crise 50% des Équatoriens pensaient que la gestion de Correa était bonne, 25% considéraient qu'elle était très bonne, tandis que 19% qualifiaient sa gestion de mauvaise, et seulement 5% de très mauvais (La Nación 2010).

En résumé, trois causes expliquent le maintien de Correa au pouvoir à la différence de ses prédécesseurs : la popularité du Président, le contexte régional et le nouvel équilibre entre les acteurs introduit par la Constitution de 2008.

Premièrement, sa popularité a assuré un soutien public qui a été fondamental lorsque la crise a éclaté et qu'elle a été suivie par les médias. Au contraire, ses prédécesseurs faisaient face à un mécontentement généralisé et la crise a été une opportunité pour ces secteurs de « se débarrasser » du Chef de l'État. À l'inverse, Rafael Correa jouissait d'une popularité au-dessus de 50% depuis qu'il était au pouvoir.

Deuxièmement, comme on l'avait noté, l'ambiance régionale aussi a contribué à garantir le maintien du Président Correa au pouvoir. Suite aux ruptures présidentielles qui avaient marqué le début du siècle en Amérique latine, et avec l'antécédent de la crise hondurienne de 2009, les États de la région voulaient exprimer leur conviction démocratique ce qui leur convenait d'ailleurs. Par conséquent, il existait une conviction claire pour condamner le *golpismo*, et le fait que cette crise soit apparue quand UNASUR venait de naître (2008) était une opportunité pour cette institution de jouer un rôle régional.

Et troisièmement, la Constitution de 2008 et ses principes-normes ont été importants pour comprendre la continuité du régime, car elle avait contribué à un renforcement du contrôle politique sur le Président et les autres pouvoirs. Le fait que le régime prévoit des mécanismes pour la destitution par une voie juridique selon de procédures claires, réduit les possibilités d'une rupture présidentielle.

Contrairement à ce qu'affirme Juan Linz sur la rigidité des régimes présidentiels (Linz, *The Perils of Presidentialism* 1990, 51), après la crise on a noté que ce n'est pas nécessaire d'établir un régime parlementaire, pour qu'un changement ait lieu sans une rupture. L'existence de ces mécanismes, (plus particulièrement l'article 106 qui prévoit la révocation du mandat et le Conseil de Participation Citoyenne et Contrôle Social qui

renforcent le contrôle politique verticale et horizontale) a réduit les possibilités d'une rupture présidentielle en Équateur. Autrement dit, pourquoi la société va-t-elle faire démissionner le Président par pression de l'Assemblée nationale, s'il est possible de le faire en appliquant la Constitution ?

De plus, le fait que le Président puisse dissoudre l'Assemblée nationale selon article 148 dans de cas assez précises et à travers la convocation aux élections anticipées, a créé un nouvel équilibre entre les acteurs politiques.

d. Le populisme et la perception citoyenne de la démocratie

Il est important de rappeler l'importance de la perception citoyenne dans la consolidation démocratique au-delà du fonctionnement des institutions du régime. Rappelons l'argument du politologue Andreas Schedler :

Certaines conceptualisations de la consolidation démocratique adoptent une perspective semblable lorsqu'elles appréhendent la consolidation (ou institutionnalisation) démocratique sur la base des perceptions des acteurs. Tel est le cas par exemple de l'approche de J. Samuel Valenzuela qui postule que la consolidation d'un régime arrive à son aboutissement « lorsque les acteurs politiques principaux, tout comme le public dans son ensemble, croient que le régime démocratique durera pour un avenir prévisible » (Schedler, Comment observer la consolidation démocratique? 2001, 241).

Pour cela, il est nécessaire d'analyser l'opinion des Équatoriens sur l'avenir du régime démocratique et sur la confiance sur le régime politique. Dans le sondage *Latinobarómetro* de 2013, une tendance régionale de soutien à la démocratie est observée, à la différence du passé récent où les perceptions marquaient des ambiguïtés vis-à-vis de la démocratie.

Il faut rappeler qu'en 2002 le soutien à la démocratie était très faible. Selon le rapport du PNUD sur la démocratie en Amérique latine, seulement 37% des citoyens andins se considéraient comme démocrates, ce qui laissait entrevoir de la déception à l'égard de la démocratie depuis son établissement (Schedler, Comment observer la consolidation démocratique? 2001, 241).

Malgré cela, dans les dernières années, cette perception a changé, et en Équateur cette transformation a été flagrante. En 2004, selon l'enquête de *Latinobarómetro* seulement 47,9% considéraient la démocratie comme la meilleure forme de gouvernement. De même, 49,9% considéraient qu'un régime non démocratique serait souhaitable s'il était capable de résoudre les problèmes économiques, et 29,7 % estimaient que parfois un régime autoritaire était acceptable (Mijeski y Beck, Citizen support for democracy in Ecuador: Has the third wave crested? 2005, 15).

Pourtant, dans les dernières années la perception a changé. En 2004, le pays faisait face à la crise politique déclenchée par la démission de Lucio Gutierrez, ce qui explique, entre autres, le mécontentement à l'égard du système.

Dans le graphique suivant, on aperçoit une amélioration de l'acceptation de la démocratie, dont le soutien en Équateur est passé de 66.6% en 2008 à 68.4% en 2010, la période d'étude de cette thèse. Dans la plupart des pays de la région, l'acceptation du régime démocratique a augmenté sauf l'Argentine, la Bolivie, la Colombie, le Nicaragua, le Mexique, la République Dominicaine et le Venezuela (Voir la graphique No. 3).

Graphique 2. Le soutien à la démocratie en Amérique latine

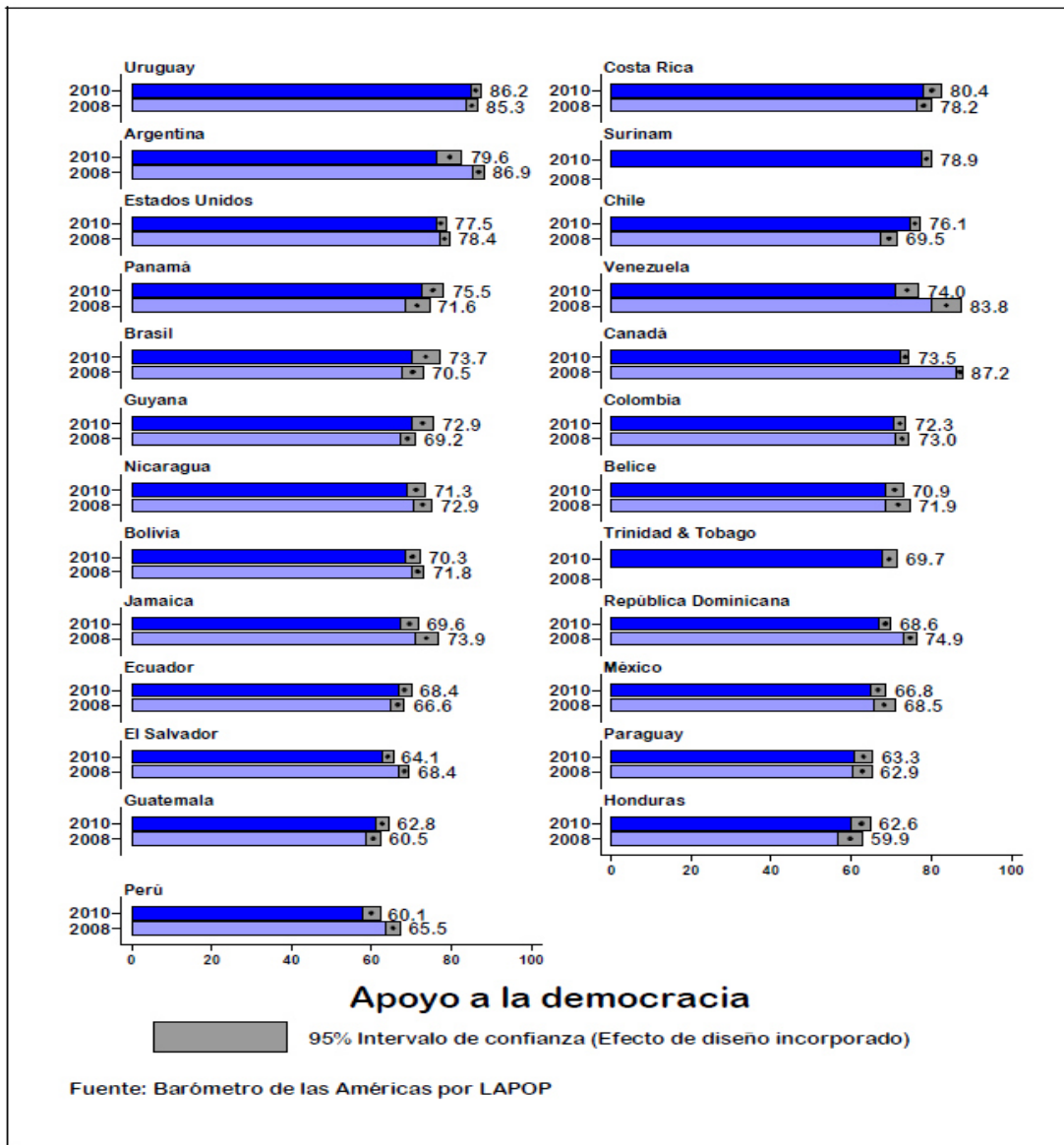


Gráfico III.8. Apoyo promedio a la democracia en las Américas, 2008 vs. 2010

Graphique 3. Le soutien au système politique en Amérique latine

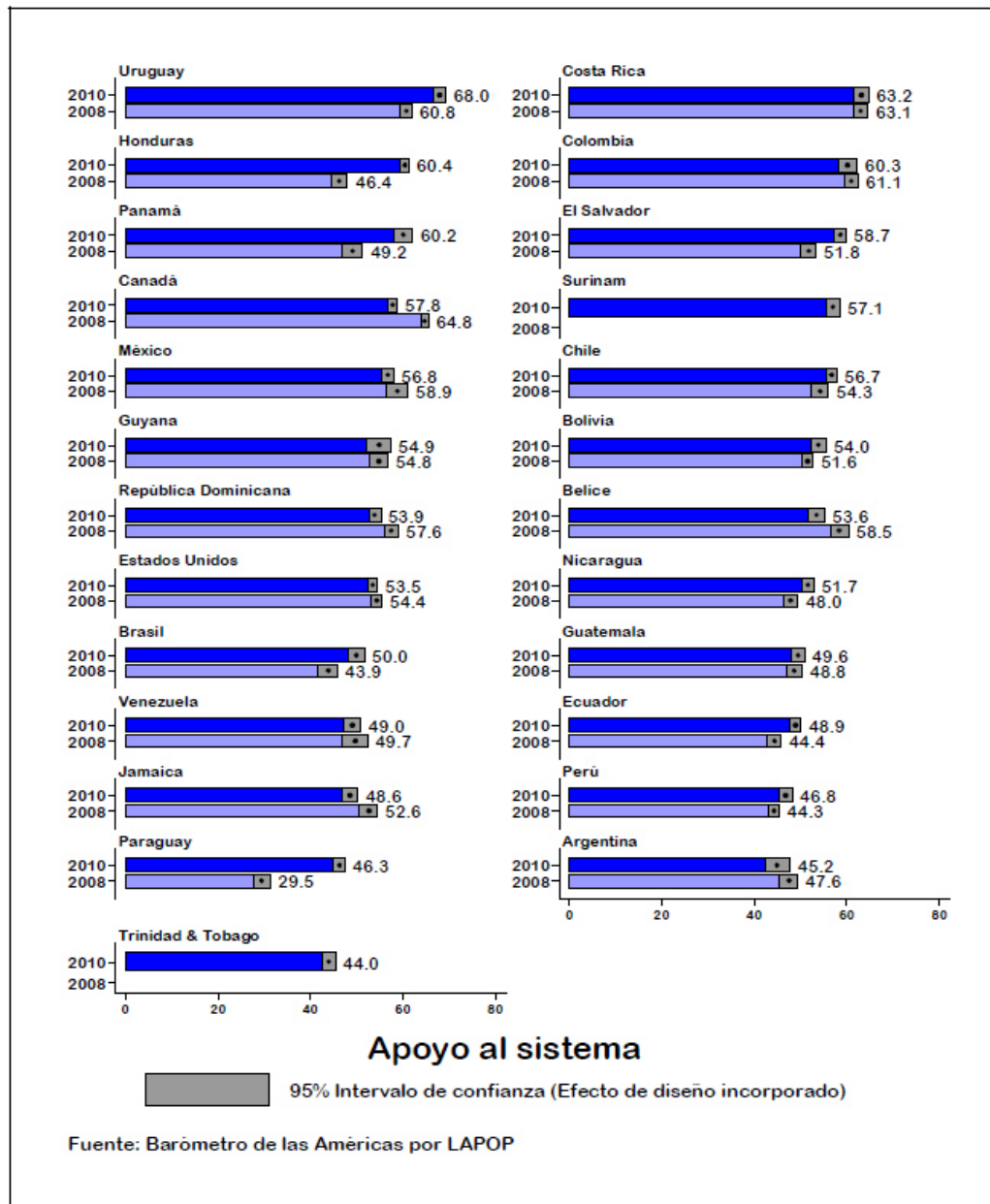


Gráfico III.12. Apoyo promedio al sistema político en las Américas, 2008 vs. 2010

Les pourcentages de soutien au système politique s’obtiennent à partir de six questions :

- Dans quelle mesure les tribunaux du pays garantissent un procès judiciaire juste ?
- Dans quelle mesure respectez-vous les institutions politiques du pays ?

- c. Dans quelle mesure considérez-vous que les Droits de l'homme sont bien protégés par le système politique ?
- d. Dans quelle mesure êtes-vous fier(e) de vivre sous le système politique de votre pays ?
- e. Dans quelle mesure pensez-vous que le système politique doit être soutenu ?

De nouveau, l'Équateur présente une amélioration dans la perception citoyenne, car l'acceptation du système passe du 44.4% à 48.9%. À différence du graphique précédent, le soutien au système aborde d'autres aspects de la démocratie comme la Justice, les droits de l'Homme et le respect pour les institutions politiques. Disons que ce questionnaire est plus précis sur la perception citoyenne de la démocratie.

D'ailleurs, la perception citoyenne d'un coup d'État militaire a changé profondément en Équateur, et il est probable que le 30S ait joué un rôle important. Entre 2008 et 2010, il y a eu une baisse des pourcentages de citoyens pouvant soutenir un coup d'État. En 2008 ce pourcentage atteignait 47.4%, et en 2010 il était d'environ 36%. Ceci est très important, car il est possible que l'Équateur ait abandonné la logique du *golpismo* qui avait marqué son régime politique dans le passé.

Graphique 4. Le soutien à un coup d'état militaire en Amérique latine

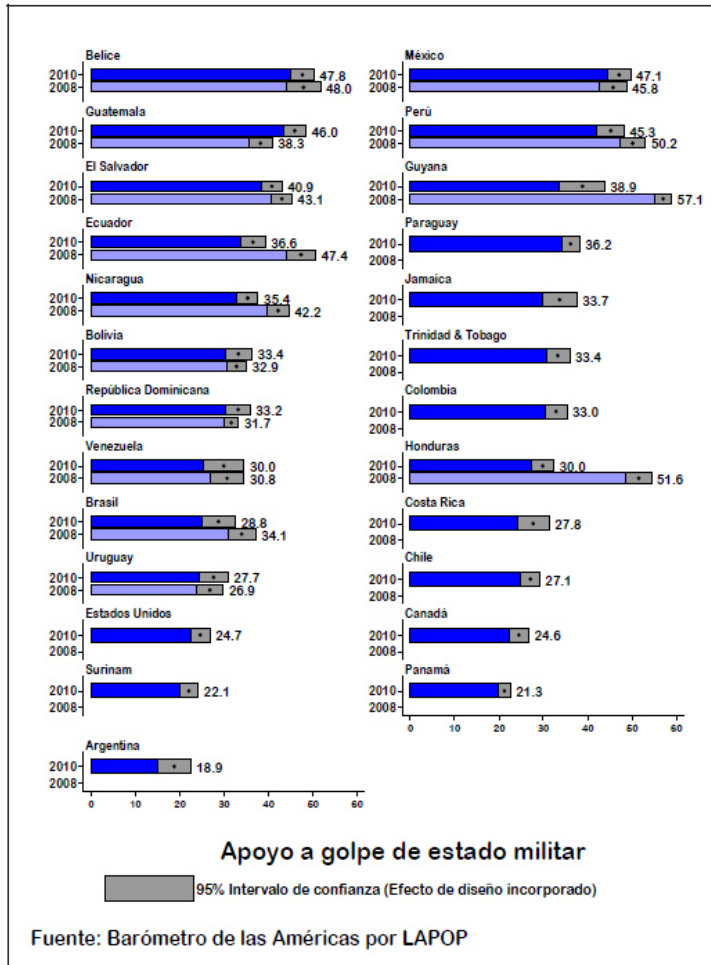


Gráfico III.23. Justificación de un golpe militar (policial) en las Américas, 2008 vs. 2010

Ces résultats signifient-ils que la démocratie soit totalement consolidée en Équateur ? On pourrait l'affirmer effectivement si on prend en compte trois conquêtes politiques après la Constitution de 2008 : l'absence de crises systématiques qui affaiblissent le régime, la gestion de crises mise à l'épreuve par le 30S, et une hausse de l'acceptation de la démocratie par les citoyens.

Pourtant, il existe encore deux difficultés qui empêchent cette consolidation : la perception interne sur la démocratie (surtout les médias et l'opposition), et la nostalgie d'une partie de la population pour l'autoritarisme.

Il faut reconnaître qu'il existe des médias et des partis politiques qui considèrent le régime comme autoritaire. Les attaques contre les médias de la part du Président Correa ont été nombreuses, comme on l'a répertorié. La Société Interaméricaine de Presse a exprimé à

plusieurs reprises sa préoccupation pour les persécutions contre les médias qui critiquaient le gouvernement. Les attaques verbales et les intimidations lancées par Rafael Correa contre ces médias, ont porté atteinte contre la liberté de presse et ont violé le droit à l'information. Toutefois, le gouvernement a fait un effort pour améliorer la qualité de l'information à travers les grandes réformes. César Montufar de l'opposition, a reconnu que malgré que l'autocensure était à l'ordre de jour dans la presse, le gouvernement de Rafael Correa a encouragé le droit à l'information⁷⁸.

⁷⁸ Entretien avec César Montúfar le 8 décembre 2015

CHAPITRE 5. Nouvelles menaces contre la consolidation équatorienne : l'émergence d'un autoritarisme compétitif

La consolidation démocratique n'est pas irréversible et une rupture est moins probable, mais elle n'est jamais impossible. Par la suite, il faut identifier les menaces contre les régimes démocratiques.

Outre, ces menaces sont assez différentes de celles du passé quand le principal risque était un coup d'État. En revanche, depuis les dernières années, la démocratie a été affaiblie par de phénomènes moins évidents et dans certains cas très difficiles à observer. Apparemment, la démocratie serait en mesure de cohabiter avec des pratiques autoritaires, et ainsi elle pourrait provoquer sa propre destruction au nom d'une pluralité mal conçue, situation redoutée et dénoncée par le politologue Giovanni Sartori (Sartori, Pluralisme, multiculturalisme et étrangers – Essai sur la société multiethnique 2013).

Vue cette difficulté pour observer les risques de la démocratie équatorienne, on peut arriver à la conclusion que l'autoritarisme est la principale menace, car il invraisemblable qu'une dictature puisse s'imposer. Les militaires ne veulent pas avoir une si grande responsabilité, la population ne serait pas disposée à accepter un tel régime, et la région ne pourrait jamais l'accepter. C'est tout à fait le contraire de la situation vénézuélienne de 2017. Ce pays est passé de l'autoritarisme à une dictature au moment où l'Assemblée Nationale Constituyente a concentré les pouvoirs au détriment du corps législatif, finalement dissout. En revanche, en Équateur la menace contre la démocratie pendant la décennie de Correa a été une dérive autoritaire inaperçue derrière une façade démocratique.

Section 1. Les risques d'une dérive autoritaire

a. Le risque de l'autoritarisme compétitif

Dans les nouvelles démocraties, l'apparition des systèmes politiques hybrides est fréquente. Mais, ce n'est pas nécessairement le cas de l'Équateur. Au début de cette recherche, on considérait probable qu'un *autoritarisme compétitif* ait surgit dans ce pays, a propose de la concentration de pouvoir pendant les années des réformes.

Selon Steven Levitsky de l'Université de Harvard et Lucan Way de l'Université de Toronto après la fin de la Guerre Froide, plusieurs régimes hybrides sont apparus partout

dans le monde. En Afrique (le Ghana, le Kenya, le Mozambique, la Zambie, le Zimbabwe), en Europe (l'Albanie, la Croatie, la Russie, la Serbie, l'Ukraine), en Asie (la Malaisie et Taiwan⁷⁹) et en Amérique Latine (Haïti, le Mexique, le Paraguay et le Pérou) on peut identifier l'apparition de tels systèmes (Levitsky y Way, *The rise of competitive authoritarianism* 2002).

Ces régimes hybrides n'avancent pas vers la démocratie, ni reculent pas pour devenir de systèmes autoritaires. Voilà le besoin d'introduire l'*autoritarisme compétitif* pour les analyser. D'après Levitsky et Way, ces régimes présentent quatre caractéristiques qui les démarquent des régimes typiquement autoritaires ou dictatoriaux :

- a. Le pouvoir exécutif et le législatif sont élus dans des élections libres et transparentes
- b. Le suffrage universel est institutionnalisé (presque 100% des adultes sont titulaires du droit de vote)
- c. Les droits politiques sont reconnus et des libertés comme celle de presse, d'association et pour critiquer le gouvernement sont respectées.
- d. Les autorités élues gèrent le pouvoir sans l'ingérence des militaires ou des autorités religieuses.

Selon les auteurs ces caractéristiques peuvent apparaître dans des régimes démocratiques, mais elles ne garantissent pas la nature démocratique du régime. En revanche, dans les autoritarismes compétitifs, ces critères affectent le fonctionnement de la démocratie. Cette idée montre que le concept d'*autoritarisme compétitif* introduit en 2002, est encore inachevé et imprécis. Par exemple, les auteurs affirment le suivant :

Les régimes démocratiques peuvent parfois violer ces critères [...] ces violations à ne sont pas suffisamment généralisées, ni sont pas systématiques, pour empêcher ou limiter les demandes démocratiques dont les gouvernements doivent répondre. Autrement dit, ces violations n'affectent pas d'une manière fondamentale les rapports entre le Gouvernement et l'opposition.

En contraste, dans les régimes autoritaires compétitifs les violations aux critères sont fréquentes et graves, par la suite, elles affectent le rapport de force gouvernement – opposition. Bien que des élections aient lieu régulièrement et généralement, sans la

⁷⁹ Malgré qu'il ne soit pas reconnu comme État, il s'agit un régime politique étudié par Levitsky et Way.

possibilité de fraude, les hommes politiques gaspillent les ressources de l'État, nient le droit de l'opposition à apparaître dans les médias, intimident les candidats de l'opposition et éventuellement, et manipulent les résultats des élections. (Levitsky y Way, *The rise of competitive authoritarianism* 2002, 53)

Il faudra déterminer si l'Équateur est devenu un autoritarisme compétitif entre 2008 et 2011. On devra, alors, évaluer les réformes entreprises à l'instar des quatre domaines de la contestation démocratique (*Four arenas of democratic contestation*) dans le cadre de l'autoritarisme compétitif. Pour Levitsky et Way, ces domaines évaluent dans quelle mesure l'opposition peut « défier, affaiblir ou éventuellement de vaincre un gouvernement autocratique. » Voyons alors le comportement du gouvernement Correa dans ces quatre domaines pendant la période de grandes réformes entre 2008 et 2011.

b. Le domaine électoral : de règles qui favorisent Alianza PAIS

En Équateur, l'opposition disposait de moyens pour critiquer le gouvernement de Rafael Correa, mais sa crédibilité avait reculée à propos des scandales de corruption et à cause de l'inefficacité quand elle a été au pouvoir. L'opposition est représentée par des mouvements politiques tels que le Parti Social-Chrétien, la Gauche Unie, ou le Parti Roldocista Ecuatoriano. Cela ne veut pas dire, que ces partis politiques représentent l'ensemble de l'opposition, mais ils pouvaient défier politiquement Alianza PAIS.

Outre, dans les dernières années, le débat politique en Équateur a été centré sur les attaques entre les hommes politiques. Les discussions sur la situation du pays, ont été remplacées par les insultes entre le gouvernement et l'opposition. Selon Mauricio Rodas⁸⁰, Maire de Quito, Correa aurait utilisé au moins 170 insultes pour attaquer ses adversaires politiques, avec de termes comme : stupide, ignorant, ordure, idiot, brute, porc, malade, chien, et femme néfaste, entre autres.

D'après Rodas, les hommes politiques de l'opposition étaient la cible préférée du Président pour adresser ses insultes, suivis de la presse. Selon l'enquête menée par la fondation *Gobierno Responsable* dirigée par Rodas, en 2008 (précisément, l'année de

⁸⁰ Il a été candidat à la présidence en 2013

l'Assemblée de Montecristi) le Président Correa aurait utilisé 30% de temps des émissions publiques, pour attaquer et insulter ses adversaires (Diario Hoy 2010).

Tableau 24. Les insultes de Correa (El Comercio 2011)

Secteur	Quantité d'insultes
Hommes politiques	90
Associations	32
Secteurs économiques	20
Presse	76
Particuliers	28
Fonctionnaires publiques	15

Dans les autoritarismes compétitifs l'opposition a l'opportunité de gagner les élections, malgré l'ambiance de polarisation stimulée par le gouvernement. Levitsky et Way illustrent cette idée à partir de deux exemples.

Malgré la faiblesse de l'opposition et les ressources dont dispose le Gouvernement, elle a été capable d'emporter des élections, dans les cas de Nicaragua en 1990, de Zambie en 1991, de Malawi, de l'Ukraine en 1994, de l'Albanie en 1997 et du Ghana en 2000 (Levitsky y Way, *The rise of competitive authoritarianism* 2002, 53).

De même, pour le pouvoir en place, il est difficile de faire une fraude à cause de la pression citoyenne interne et celle internationale. La fraude du Pérou en 2000, de la Géorgie en 2003 et de l'Ukraine en 2005 confirment cette hypothèse.

Dans les élections équatoriennes de 2013, Rafael Correa a obtenu 57.17% des votes et le déroulement des élections a été suivi par des organismes internationaux comme l'OEA et l'UNASUR. De plus, les autres candidats ont reconnu immédiatement le résultat ainsi que la transparence du processus.

Tableau 25. Les résultats des élections de 2013 (Consejo Nacional Electoral 2013)

Candidat	% des votes
Lucio Gutiérrez	6.73
Álvaro Noboa	3.72
Nelson Zabala	1.23
Alberto Acosta	3.26
Guillermo Lasso	22.68
Mauricio Rodas	3.90
Norman Wray	1.31
Rafael Correa	57.17

Néanmoins, l'opposition a considéré que la méthode de circonscription électorale a favorisé le gouvernement. En ce qui concerne système électoral, la méthode de Saint Laguë ou de Webster⁸¹ et les listes ouvertes ont été introduites pour les élections nationales de l'Assemblée législative. C'est-à-dire, que les électeurs avaient la possibilité de voter ou bien pour une liste ou pour un candidat. Mais pour que les candidats puissent accéder à un siège, ils devaient arriver en tête de la liste du parti politique. Cette méthode devrait favoriser les candidats et non les partis politiques. Pourtant, l'opposition a insisté sur le fait que le Gouvernement a invité à voter pour une liste au lieu d'élire des candidats⁸².

Parmi les juges du Conseil National Électoral, il n'y a pas de consensus sur le sujet. Selon son Président à ce moment-là, Omar Simon, le système de listes ouvertes a permis aux minorités d'accéder à l'Assemblée, et aux électeurs d'élire ou bien un candidat, ou un parti politique. Pourtant, pour le magistrat Germán Rojas le vote pour une liste est profondément trompeuse car les électeurs ne connaissent suffisamment pas les candidats, et ils le font à l'aveugle (El Universo 2009).

De même, Dolores Padilla, de l'association Esquel qui promeut le développement soutenable, la participation citoyenne et le développement local, considère que le système a favorisé la *partocratie*, phénomène que Correa a fustigé quand il était candidat.

⁸¹ La méthode de distribution favorise les grands parties politiques

⁸² La méthode de Webster consiste en diviser les votes accumulés par chaque parti politique et le diviser par 1, 3, 5, 7... jusqu'à distribuer les sièges de l'Assemblée.

Maintenant, il (Correa) est pour les listes, quand il s'est lancé à la course présidentielle, il les critiquait parce elles faisaient partie de la *partocratie*, maintenant la *partocratie* a disparu et la donne politique est différente. Actuellement, le gouvernement se présente avec les listes parce qu'il veut contrôler les pouvoirs de l'État et il aspire à créer une hégémonie (El Universo 2009).

A plusieurs reprises pendant la campagne présidentielle de 2013, Correa a insisté sur la nécessité de voter pour le parti et de ne pas le faire un candidat⁸³, une contradiction flagrante. Voici sa déclaration de Correa :

On a besoin d'une majorité à l'Assemblée. Ne me le laissez pas tout seul. On ne vote pas pour une personne. [...] Le projet politique n'est pas Rafael Correa, il s'appelle la Révolution citoyenne et dans les urnes est représentée par la liste 35 (Noticias Telesur 2013).

Bien qu'il y ait une contradiction dans le discours de Correa, cela n'implique pas un usage de l'autoritarisme de sa part. On confirme ainsi que les réformes électorales n'ont pas contribué à l'autoritarisme. Bien que ces changements aient favorisé le Gouvernement, ils ont été introduits démocratiquement.

Bien qu'il y ait une contradiction dans le discours de Correa, cela n'implique pas un usage de l'autoritarisme de sa part, car les règles de jeu n'ont pas été modifiés de façon illégale pour favoriser le gouvernement.

c. Le domaine législatif. Auto-coup d'État de Rafael Correa ?

Selon Levistky et Way, dans les régimes autoritaires le corps législatif est inexistant, ou il est contrôlé ou neutralisé par l'exécutif. Pourtant, en ce qui concerne les autoritarismes compétitifs, le Congrès devient le centre des activités de l'opposition. Vu le renforcement de l'exécutif, la seule possibilité d'opposition pour être visible et pour contrebalancer le pouvoir démesurée du gouvernement est le Congrès.

Après les résultats des élections de 2006, le rapport de forces entre le Gouvernement et le Congrès a changé substantiellement. Comme on l'avait décrit, le Président Correa a

⁸³ En Équateur cette pratique est connue comme *voto en plancha*.

dissous le corps législatif afin de convoquer une Assemblée constituante. Est-ce que cette situation peut être considérée comme un auto-coup d'État ? Récemment, en Amérique latine, deux situations de ce genre sont apparues.

Un auto-coup est définie selon le politologue Maxwell Cameron, comme « une suspension temporaire de la Constitution et une dissolution du Congrès par l'exécutif. Ce dernier, gouverne par décret jusqu'à la tenue des nouvelles élections. Un referendum peut être convoqué afin de ratifier un système politique avec un pouvoir exécutif renforcé. » (Cameron 1998, 220)

Les deux auto-coups d'État les plus représentatifs en Amérique latine sont le *fujimorazo* et le *serranazo*, au Pérou et Guatemala, respectivement. Dans le premier, le Président Alberto Fujimori a fermé le Congrès et immédiatement l'a dissous avec l'aide de l'appareil militaire. Ultérieurement, il a légitimé l'auto-coup à travers une consultation populaire⁸⁴ (Cameron 1998, 224) .

En revanche, la situation du Président Jorge Serrano Elías au Guatemala a été différente, au moins dans le résultat. Le 25 mai 1993, il a dissous le Congrès, la Cour Suprême de Justice et la Cour Constitutionnelle, et a renvoyé l'Ombudsman. Les Présidents du Congrès, José Francisco Lobo Dubón, de la Cour Suprême Juan José Rodil Peralta, et Ramiro de León Carpio, Ombudsman ont été arrêtés (Cameron 1998, 224). Pourtant, la pression populaire interne et internationale a précipité la démission de Serrano Elías.

Dans le cas équatorien, il est difficile de savoir si la dissolution du Congrès exécutée par Correa relève un auto-coup d'État à la suite de deux raisons. Dès qu'il était candidat, il avait annoncé le projet d'une Assemblée constituante, et il avait laissé entrevoir la dissolution du corps législatif. Compte tenu qu'il n'avait pas présenté des listes pour le Congrès, tel scénario était prévisible ainsi que la tenue des nouvelles élections.

De plus, il est rare que la communauté internationale soit disposée à accepter un auto coup d'État. Aucun pays n'a dénoncé la dissolution du Congrès en Équateur, car elle a été considérée comme légitime.

L'opposition a dénoncé aussi une attaque sur le pouvoir judiciaire suite à la réforme issue de la consultation populaire de 2011. Pourtant, on n'a pas pu constater que le Gouvernement ait neutralisé ou éliminé le pouvoir judiciaire, comme l'a fait dans la passé le

⁸⁴ Selon les sondages 71% des péruviens ont supporté le coup.

Président Serrano Elías au Guatemala. La réforme du 2011 a passé par une procédure démocratique.

Section 2. L'autoritarisme et la refondation de l'Etat

a. Les médias, la bête noire du régime de Rafael Correa

Suite à la confrontation fréquente avec les médias le gouvernement de Rafael Correa a été qualifié d'autoritaire souvent. Les dénonciations d'intimidation contre les journalistes qui critiquaient l'administration Correa étaient fréquentes.

La *Freedom House*, ONG chargée d'observer la liberté de presse, propose trois types d'ambiance pour les médias selon la liberté pour travailler ; « libre », « partiellement libre », et « sans liberté ». Selon le rapport de 2013, le pays andin est qualifié comme « partiellement libre ». C'est-à-dire, que les journalistes ne disposaient pas de garanties pour l'exercice de leur profession (Freedom House Report 2013). Cette dénonciation a été contestée par le gouvernement et par une partie de la presse, comme *El Telégrafo* qui ont justifié les différentes réformes politiques qui touchaient les médias. D'après eux, il fallait lutter contre l'intervention nuisible de capitaux privés dans le financement des médias, une menace contre le droit à l'information.

De ce fait, la discussion autour de la liberté de presse a été conditionnée par la réforme proposée par le gouvernement, à travers la consultation populaire de 2011.

Voici la question 9 du référendum :

Afin d'éviter d'excès dans les médias ¿Êtes-vous d'accord qu'une loi soit adoptée pour créer un Conseil de Régulation qui veille la diffusion de contenus à la télévision, la radio et la presse écrite, contenant des messages de violence, explicitement sexuels ou de discrimination ; et que cette loi établisse les critères de responsabilité ultérieure des journalistes ou des médias ?

Le résultat du référendum a été révélateur sur l'opinion des Équatoriens sur ce sujet. Bien que toutes les propositions (sauf la question 8⁸⁵) aient été approuvées, celle relative aux médias, a obtenu l'approbation la plus faible parmi les autres questions.

⁸⁵ Cette proposition cherchait à interdire les spectacles où des animaux étaient sacrifiés, spécialement la *corrida*. Pourtant, les résultats ont été différents selon chaque région du pays. Ainsi la mesure a été appliquée différemment selon les gouvernements régionaux.

Tableau 26. Résultats de la consultation populaire de 2011(Political Database of the Americas 2011)

Question 1 Sur les périodes de la prison préventive

Réponse	Votes	Pourcentage
Oui	4.357.105	50,46%
Non	3.356.545	38,87%

Question 2 Sur les peines alternatives à la prison

Réponse	Votes	Pourcentage
Oui	4.167.893	48,27%
Non	3.525.832	40,83%

Question 3 Sur les investissements de la banque dans les médias

Réponse	Votes	Pourcentage
Oui	4.074.307	47,19%
Non	3.616.586	41,89%

Question 4 Sur la structure du Conseil de la Magistrature

Réponse	Votes	Pourcentage
Oui	3.984.723	46,15%
Non	3.674.727	42,56%

Question 5 Sur la modification du Conseil de la Judicature

Réponse	Votes	Pourcentage
Oui	4.029.458	46,67%
Non	3.622.646	41,96%

Question 6 Sur l'enrichissement privée non justifiable

Réponse	Votes	Pourcentage
Oui	4.023.533	46,60%

Non	3.507.168	40,62%
------------	-----------	--------

Question 7 Sur l'interdiction de jeux de hasard

Réponse	Votes	Pourcentage
Oui	3.951.787	45,77%
Non	3.599.093	41,68%

Question 9 Sur la création du Conseil de Régulation pour les médias

Réponse	Votes	Pourcentage
Oui	3.882.379	44,96%
Non	3.630.263	42,04%

Question 10 Sur la pénalisation de ne pas affilier les salaires à la sécurité sociale (Instituto Ecuatoriano de Seguridad Social)

Réponse	Votes	Pourcentage
Oui	4.146.640	48,03%
Non	3.388.807	39,25%

Malgré l'approbation populaire, l'administration Correa a soumis les réformes aux médias à l'Assemblée nationale. Il est évident, que le gouvernement a voulu tirer profit de la majorité absolue, dont il y disposait.

Une fois la loi approuvée (Asamblea Nacional 2012) , les critiques à l'intérieur de l'Équateur et à l'étranger se sont multipliés et les principaux médias équatoriens ont exprimé sa colère. Voici l'éditorial du journal *El Comercio* au lendemain de cette approbation :

La liberté de presse fait partie de la liberté d'expression. Dans un sens large, elle appartient à tous les citoyens, et de plus, elle est la conséquence de la libre pensée, caractéristique essentielle des êtres humains.

Le coup donné à la liberté par le gouvernement et l'écrasante majorité parlementaire ne suscitent pas de doutes. Il s'agit d'une loi, que si elle est ratifiée avec la signature présidentielle et s'applique, affectera l'intérêt général.

Les réactions internationales et la diffusion du sujet ne cessent pas. Les principaux médias des Amériques ainsi que les organismes qui surveillent la liberté d'expression et les droits de l'Homme, reproduisent les manifestations pour la liberté des Équatoriens. (El Comercio 2013)

Pourtant, le journal *El Telégrafo* s'est exprimé en faveur de la loi. Dans son éditorial du 15 juin 2013 affirme :

Le vote n'est pas suffisant, mais il a une signification considérable. Plus de 108 votes démontrent que la légitimité de cette volonté historique est devenue une loi pour commencer une phase historique qui favorise la communication et qui est au service des citoyens. La décision ferme un chapitre néfaste de perturbation et désinformation.

Au même temps, l'approbation du projet de Loi de la Communication, signifie le commencement des développements en faveur de la qualité de l'information, l'amélioration de l'information, une capacitation majeure et du professionnalisme pour les journalistes, et un renforcement de la production audiovisuelle du pays. Il est probable que cette loi ne soit par parfaite, mais elle est le résultat d'un consensus large social et populaire. (Diario El Telégrafo 2013)

Au-delà du résultat de la discussion législative, cette loi n'a ni entraîné la suppression des médias dissidentes du Gouvernement, ni une limitation de leurs activités. Une situation que confirme la vocation démocratique de la réforme. Toutefois, les insultes contre la presse, ont créé une tension qui a affecté finalement la qualité de la démocratie entre 2008 et 2011. Bien qu'on a observé de l'autocensure de la part de journalistes, les abus de la part de médias étaient réels, spécifiquement par rapport à la désinformation.

De ce fait, le gouvernement n'a été pas le seul responsable de cette polarisation mais aussi les médias, l'opposition et les patrons d'entreprises qui se sont attaqués sans respecter

le droit à l'information des Équatoriens. Cette confrontation n'a pas pourtant menacé directement la séparation des pouvoirs, l'État de droit et le système des *checks and balances*.

Outre, il faut souligner que l'instauration d'un régime autoritaire dans un pays comme l'Équateur est de plus en plus invraisemblable, à la suite de trois raisons. Premièrement, la pression internationale et régionale sur ces régimes est aujourd'hui déterminante. Dans le passé, sous la logique de la Guerre froide, les abus de pouvoirs étaient facilement justifiés selon les intérêts des Américains ou des Soviétiques. Actuellement, l'OEA et l'UNASUR ont incorporé dans des mécanismes pour la défense la démocratie, comme on l'a décrit.

Deuxièmement, en Équateur la société civile s'est habituée à l'exercice du contrôle politique sur le Gouvernement. La destitution ou démission récurrente de Présidents met en évidence que la société n'est pas disposée à accepter des pratiques autoritaires.

Et troisièmement, le rôle des médias et de l'Internet (ou des nouvelles technologies de la communication massive comme Twitter, Facebook ou Instagram) est déterminant aussi dans l'épuisement des régimes autoritaires. Il est indéniable que dans les révoltes du monde arabe entre 2010 et 2012 et dans la crise de l'Iran en 2009, ces réseaux sociaux ont joué un rôle fondamental pour activer la participation de la société. Il paraît difficile qu'un Gouvernement puisse tout contrôler au niveau de communications et d'informations.

La société dispose des moyens pour le contrôle politique, qui dans le passé récent n'existaient pas. Cette participation massive et chaotique, rend difficile l'émergence d'un autoritarisme dans une culture politique comme celle équatorienne, où la population s'est habituée à la mobilisation. À coup sûr, on pourrait affirmer que l'installation d'un tel régime ne pourrait pas perdurer.

b. La cohabitation de la gauche, le populisme et la démocratie

Gauche, populisme, et démocratie, étaient présents dans la déontologie du gouvernement de Rafael Correa. En principe, le populisme ne contredit pas la démocratie, comme on a précisé, mais il faudra explorer le rapport entre gauche et consolidation démocratique.

Le politologue italien Norberto Bobbio a défini la droite (inégalitaires) et la gauche (égalitaires) par rapport à leur conception de l'égalité :

Ainsi, il est correct d'appeler égaux ceux qui, tout en n'ignorant pas que les hommes sont à la fois égaux et inégaux, mettent l'accent avant tout sur ce qui les rapproche pour permettre une bonne vie en commun, et au contraire, d'appeler inégaux ceux qui, partant du même état de fait, jugent plus important, pour bien vivre ensemble, de donner la première place à la diversité. (Bobbio, Derecha e izquierda. Razones y significados de una distinción política 1995)

De plus, l'auteur italien propose une distinction entre l'extrême gauche et le centre gauche. La première est autoritaire tandis que la deuxième s'inscrit dans le « socialisme libéral » et inclut les partis socio-démocrates. Rafael Correa était partisan de l'extrême gauche à propos de la quête d'égalité par des moyens, parfois, autoritaires et par sa vocation émancipatrice. A cet égard, Dino Cofrancesco, l'Université de Gênes, considère :

L'homme de droite est celui qui s'inquiète, avant tout, de sauvegarder la tradition ; l'homme de gauche, en revanche, est celui qui comprend, que le plus important, est de *libérer* ses proches des chaînes imposées par les privilèges de race, de caste, etcetera. (Cofrancesco 1975, 116)

Par ailleurs, dans la réforme à l'État entre 2008 et 2011 il a été évident l'inclusion des éléments économiques, c'est-à-dire, la Révolution citoyenne a proposé aussi une nouvelle politique économique. Une revendication de la gauche latino-américaine est la nécessité de réduire la pauvreté, et la concentration de la richesse. Bien évidemment, ce progrès ne peut pas justifier les attaques contre des libertés individuelles ni des pratiques autoritaires.

Dans la réalité, les électeurs privilégient les questions économiques. Les élections présidentielles et législatives en 2013 ont confirmé cette approche. Avec la manne du pétrole, l'administration de Rafael Correa a investi plus de 100 000 milliards d'euros depuis 2007 dans le domaine social et dans l'infrastructure. Il s'agit de la construction de nouvelles autoroutes, des barrages, des ponts et des écoles. Pourtant, la concentration du pouvoir dans l'exécutif n'a pas été un sujet déterminant pour les Équatoriens dans la campagne (RFI 2013). Symptôme de régression ou de maturité politique ?

Il est inquiétant que le sujet des libertés n'ait pas occupé une place privilégiée dans l'agenda des citoyens. Dans une démocratie pleine, il doit y avoir une discussion permanente

sur les garanties et les droits de l'Homme en tant qu'éléments *sine qua non* de la démocratie. Mais, il faut reconnaître aussi, que la pauvreté équatorienne et la concentration des revenus constituent de régressions démocratiques.

Par conséquent, il est important de continuer à étudier les idéologies comme des éléments conditionnant de la démocratie. Au début de la globalisation, plusieurs ont prévu la fin des idéologies mais, l'Amérique latine a contredit ces idées avec le *virage à gauche*.

L'inclusion du socialisme chrétien, de l'indigénisme, et de l'environnementalisme, dans le discours de cette gauche, dévoile une hétérogénéité qui contraste avec le communisme orthodoxe revendiqué par de régimes comme le cubain. Ce dogmatisme faisait incompatible la gauche avec la démocratie libérale. Plus récemment, avec le syncrétisme idéologique, la cohabitation entre *populisme, gauche et démocratie* paraît possible.

CONCLUSIONS DEUXIEME PARTIE

Dans cette seconde partie on a constaté que les défis auxquels doit faire face la démocratie en Amérique latine, ont changé et en conséquence, les menaces contre la consolidation démocratique se sont aussi transformées.

Les ruptures démocratiques paraissent invraisemblables dans le moyen terme. Pourtant, dans les années 90, les ruptures présidentielles ont proliféré dans le continent. Un nombre représentatif de pays a dû faire face aux destitutions ou démissions de Présidents conséquence d'un nouvel équilibre dans la politique latino-américaine. Bien que les exécutifs aient disposé auparavant d'un pouvoir presque sans limites, dans les années 90, la plupart des pays ont renforcé les capacités du corps législatif. Ainsi, les Congrès se sont chargés de faire pression sur les Présidents pour les obliger à démissionner ou pour les destituer. Cette dynamique a débuté avec la démission de Fernando Collor de Mello au Brésil en 1992. Cette crise politique a mis à l'épreuve la démocratie brésilienne récemment installée en 1985. De même en 1993, Carlos Andrés Pérez a été destitué au Venezuela, et en Équateur à partir de 1996, le pays a connu trois ruptures présidentielles.

Dans tous les cas, les Congrès ont été le principal protagoniste. Dans le passé, les crises présidentielles ne débouchaient pas sur la destitution ou la démission des Chefs des gouvernements. Selon le politologue Anibal Pérez-Liñan, entre 1950 et 2004, l'Amérique latine a vécu environ 58 crises présidentielles, mais seulement 6 tentatives sérieuses pour destituer le Président biais un jugement politique (Pérez-Liñan 2007, 7).

À partir des années 90, le contrôle politique mené par les Congrès déclenché plusieurs crises et dans la plupart (le Brésil 1992, le Venezuela 1993, le Paraguay 1996 et 1999) la démocratie s'est réaffirmée. En contraste, en Équateur la destitution des Présidents Abdala Bucaram, Jamil Mahud et Lucio Gutiérrez a dévoilé une faiblesse démocratique.

Le pouvoir de l'exécutif a été limité, suite au besoin de renforcer le contrôle politique sur le Président et à la décentralisation à l'intérieur du pays. Dans le cas équatorien, le pouvoir dont disposait le Congrès a affecté la stabilité et la légitimité de la démocratie. De plus, la décentralisation qui a instauré l'élection directe des autorités locales en 1983 a aussi diminué le pouvoir de l'exécutif au niveau central (Daugherts et Harper 2007, 249) .

Il est vrai que la diminution du pouvoir de l'exécutif était nécessaire, puisque dans le passé la concentration des capacités entre les mains du Président, avait porté préjudice à la

démocratie. Néanmoins, le Congrès a outrepassé ses compétences, au détriment de la démocratie équatorienne.

Dans la destitution d'Abdala Bucaram, le Congrès a violé la Constitution afin de le destituer. Les partis politiques traditionnels et le corps législatif, empêchaient le fonctionnement correct de la démocratie. Le rapport de forces entre le Congrès et les autres pouvoirs (judiciaire et exécutif) empêchait une réforme du système politique équatorien visant à approfondir la démocratie. Il est indéniable qu'une telle réforme était nécessaire. Par la suite, l'idée de refonder le système politique est réapparue et la Constitution de 1998 naquit. Malgré cet effort pour changer le régime, le poids des partis politiques et du Congrès restait intact.

Ainsi, le gouvernement de Correa a voulu transformer l'équilibre à travers l'installation d'une Assemblée constituante pour neutraliser le Congrès, et créer un nouvel équilibre. En 2006, le parti politique de Correa ne s'est pas présenté aux élections législatives, et s'est concentré sur le projet d'une nouvelle Constitution sans la majorité des partis politiques traditionnels, comme le PSC, l'IU, UDC CFP ou PRE. Le résultat des élections présidentielles de 2006 au deuxième tour, ainsi que la composition de l'Assemblée constituante ont favorisé la redéfinition du régime politique équatorien. Rafael Correa a atteint cet objectif grâce à un discours populiste qui l'a rapproché des secteurs de la société déçus de la politique traditionnelle, et qui désiraient une libération. La politique traditionnelle était représentée par les partis politiques et le Congrès, les institutions les plus impopulaires d'Équateur.

On peut conclure, ainsi, que pendant la période 2008 et 2011, le pays a risqué de glisser vers un *autoritarisme compétitif*. Dans cette transition entreprise par le gouvernement de Rafael Correa la démocratie a été approfondie, mais le régime a fait face à la menace réelle d'une dérive autoritaire, ce qui rend compte d'une transition assez ambiguë.

Thomas Carothers, du Carnegie Endowment for International Peace, a proposé le terme « paradigme de la transition » pour démythifier les idées reçues sur la vocation démocratique ou autoritaire des régimes issus de la troisième vague (Carothers 2002, 6). Carothers critique que la plupart des études sur la démocratisation, la considère comme séquentielle, c'est-à-dire, qu'elle doit s'épanouir en trois phases : une libéralisation, une rupture, et finalement, une consolidation. En réalité, la démocratisation n'a jamais été linéaire mais circulaire. En Équateur la démocratie a reculé après de périodes de réformes

démocratiques. Aussi, l'idée de revenir en arrière a été présente dans le discours de Rafael Correa, pour récupérer les idéaux de la Révolution Libérale de la fin du XIX siècle.

De même, Carothers comme le politologue Guillermo O'Donnell, considère que les élections ne sont pas un synonyme de démocratie, car elles peuvent servir pour renforcer un régime autoritaire.

Par ailleurs, Carothers dénonce que la plupart des études sur les transitions font abstraction des éléments structurels des sociétés (conditions économiques, histoire politique, culture politique, facteurs ethniques et les traditions culturelles). D'après Carothers « il paraît que la seule condition pour une démocratisation est la volonté des élites politiques d'un pays, d'avancer vers la démocratie et les capacités de ces élites pour contraindre les forces antidémocratiques qui persistent » (Carothers 2002, 8). Mais, il est vrai que la culture politique est essentielle pour la donner démocratique.

Et finalement, Thomas Carothers critique que les théories sur les transitions prévoient la consolidation de l'État comme préalable à la démocratisation. En Équateur, l'État-nation n'a pas précédé la consolidation de la démocratie. Dans cette deuxième partie de la thèse, on a insisté sur le processus inachevé de la construction de l'État-nation en Équateur, au même temps que le régime tentait une démocratisation.

Or, il faut ajouter une tendance soulevée par Carothers ; la consolidation démocratique dans des jeunes démocraties est un phénomène plutôt exceptionnel. La plupart des pays de la troisième vague n'a pas achevé la consolidation du régime démocratique. D'après l'auteur, l'Europe centrale et orientale, est la seule où des jeunes démocraties se sont consolidées.

Le reste des pays de la troisième vague, demeure dans un point mort ou *zone grise* (L. Diamond 1999, 22) ⁸⁶ où ces jeunes démocraties font face à une faible pluralité, et à l'hégémonie politique d'un mouvement, d'un parti, d'une famille, ou d'un homme politique (Carothers 2002, 9). Ces phénomènes affectent et retardent la consolidation.

L'Équateur, sans doute, fait partie de ces régimes. Vue cette situation, cette thèse propose le terme *démocratie en voie de consolidation* pour mettre en évidence que la démocratisation a eu lieu mais avec un retardement. Les réformes entreprises entre 2008 et

⁸⁶ Larry Diamond a établi qu'un petit nombre de pays rentre dans une "*twilight zone*" où les démocraties électorales persistent mais avec une institutionnalisation inachevée. Les institutions perdurent avec une très faible légitimité.

2011 sont une tentative pour que l'Équateur surmonte la stagnation, et consolide la démocratie. Il faudra, néanmoins, observer leurs impacts dans le long terme pour évaluer s'elles ont contribué à ce but, de sorte que la démocratie devienne et s'impose comme le seul cadre possible, selon la célèbre formule de Juan Linz.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Le populisme et la démocratie : une relation à décrypter

Au cours des dernières années le populisme a été souvent dénoncé comme une pratique qui porte préjudice à la démocratie. Le journal britannique *Financial Times* choisit ce terme comme le plus influent du 2014 (T. Barber 2014) et la *Fondéu BBVA* (dédiée à la promotion de la langue espagnole) a fait de même en 2016 (Fundéu BBVA 2016), suite aux mouvements populistes qui sont apparus dans plusieurs systèmes politiques, et les peurs qu'ils ont suscité par leur impact sur la démocratie. D'après le politologue français Guy Hermet, le mot est devenu un passe-partout l'ayant été dépourvu de son sens originel, pour devenir un adjectif pour critiquer des gouvernements ou des opposants politiques.

Dans cette logique, il est naturel de concevoir le populisme comme une régression démocratique. Néanmoins, il est légitime de problématiser le terme, au-delà des conceptions péjoratives pour le rendre pragmatique. Le populisme a une nature ambiguë étant donné qu'il fait remonter à la surface les contradictions révélatrices des démocraties représentatives – spécialement par rapport à la crise de représentation-, et que son évocation constante pour renfoncer les régimes participatifs peut aussi stimuler la naissance d'autoritarismes qui se nourrissent de « la pathologie de la représentation », selon le concept du portugais de Boaventura de Sousa Santos et qui consiste à l'absence de représentativité.

Le but de cette thèse a été de décrypter le *populisme* comme une pratique politique en absence d'une consolidation démocratique. On a repris son esprit libérateur qui a été instrumentalisé pour approfondir la démocratie ou, au moins, pour donner cette illusion. Le politologue et historien équatorien Carlos de la Torre conçoit que la pratique populiste peut être considérée comme un mécanisme d'approfondissement de la démocratie. De ce fait, il considère qu'en Bolivie, en Équateur et au Venezuela, cette pratique l'a renforcée (De la Torre, *Populismo radical y democracia en los Andes 2009*, 26).

De fait, le populisme est une réponse à l'inefficacité de l'État dans une démocratie. À ce titre, Margaret Canovan du Girton College de Cambridge, affirme qu'il est un composant essentiel de la démocratie moderne. Pour elle, le populisme, se situe entre *l'image idéalisée de la démocratie* et *la conception normative libérale*, mais il doit trouver un juste milieu entre les deux, pour qu'il soit effectivement démocratique. Les populistes doivent être en mesure de recréer l'idéal démocratique tout en respectant l'État de droit, pour que cette pratique controversée, devient un composant de la consolidation démocratique.

De même, la sociologue belge Chantal Mouffe, qui reprend l'idée d'antagonisme de Carl Schmitt, considère comme nécessaire l'inclusion de nouvelles catégories à l'étude de la démocratie. Elle critique fortement la démocratie délibérative et sa prétention de se situer au-delà de la dichotomie gauche-droite, ainsi que le but irréalisable de supprimer les antagonismes. La démocratie délibérative, souvent présentée comme la meilleure version de la démocratie, ne tient pas compte des antagonismes, ni des passions, deux éléments constitutifs de la démocratie (Mouffe, Conférence "Democracia y pasiones: enfoque para la resolución de conflictos" 2015). Par contre, Mouffe propose une démocratie radicale avec une composante idéologique assez défini –communiste-. Cette idéale s'éloigne des pratiques hégémoniques qui imposent un ordre social (Mouffe, Communisme ou démocratie radicale 2010). Margaret Canovan et Chantal Mouffe considèrent qu'il est possible de faire appel au *populisme* pour démocratiser, perfectionner ou consolider la démocratie.

À partir de la difficulté pour définir le populisme, une notion applicable au contexte actuel des pays latino-américains a été proposé (page 71). L'anthropologue mexicain Roger Bartra a mis l'accent sur la difficulté d'une définition qui puisse être appliquée pour des phénomènes si différents comme le populisme russe du XIXe siècle, le nassérisme égyptien, le péronisme argentin et la chavisme vénézuélien (Bartra 2009 , 15).

Par la suite, on a abordé le populisme à partir d'une étude de cas délimitée, tout en évitant les généralisations. De cette façon, nous avons défini le populisme radical comme un discours et une pratique politique qui cherchent à établir un lien direct entre un leader et le *peuple*. Celui-ci se mobilise parce qu'il est convaincu de se trouver dans une phase libératrice, et pour atteindre cet objectif, il est prêt à accepter des changements structurels dans le régime politique. On a remarqué que le populisme présente dans la région andine une caractéristique particulière : il est utilisé aussi bien comme mécanisme pour consolider le régime démocratique, que comme un moyen pour de refonder « de zéro » la démocratie.

L'Équateur, un cas d'étude bizarre

Ni la région andine ni l'Équateur n'ont pas été analysés comme sujets de la consolidation démocratique. L'expansion de la démocratie en Amérique latine, après la troisième vague, a attiré un grand intérêt par le nombre de transitions qu'elle a entraînée.

Essentiellement au Cône Sud et au Brésil, la *consolidologie* s'est focalisée sur ces cas au dépend de pays comme la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela.

Sans doute, le Cône Sud offrait l'image d'une région plus homogène politiquement que la région andine, étant donné que l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay ont connu des dictatures militaires et partagent deux circonstances politiques communes. Elles sont des démocraties jeunes, et ces pays ont dû faire face aux violations systématiques des droits de l'Homme par les militaires.

La région andine, par contre, est plus hétérogène que le Cône Sud en termes politiques. La Colombie et le Venezuela ont une histoire parallèle car il s'agit de démocraties adultes installées respectivement en 1957 et 1958, sur la base d'un pacte conçu par les élites politiques⁸⁷. La Bolivie, l'Équateur et le Pérou, pour leur part, sont des démocraties jeunes, et leurs régimes ont été contrôlés par les militaires avant la démocratisation de la troisième vague. Pourtant, les derniers sont deux cas atypiques, car les gouvernements militaires ont eu un certain caractère progressiste, qui s'est manifesté par une sorte de progressisme, comme l'affirme Alain Rouquié (Rouquié 1998, 219).

La singularité du cas équatorien est l'une des raisons principales qui rend l'analyse de sa consolidation démocratique intéressante. En effet, on a réalisé qu'il fallait dépasser l'instabilité comme sujet d'étude pour se pencher sur l'histoire contemporaine du pays, afin de décrypter les causes qui ont empêché la consolidation démocratique. En voyant ces causes, on a conclu que l'Équateur est resté dans une zone grise ou point mort, entre l'établissement de la démocratie et sa postérieure consolidation. Une fois le régime s'est installé à la fin des années 70, la démocratie a souffert des crises prolongées et des ruptures présidentielles. Cette situation a donné naissance à l'image d'un État fragile et presque failli. Pourtant, et au milieu d'une crise profonde, une tentative pour consolider la démocratie et pour refonder l'État a eu lieu entre 2008 et 2011. De ce fait, l'Équateur a vécu une des transformations les plus radicales de son histoire, marquée par le populisme. Cette période nous a permis de mieux comprendre la démocratie dans les jeunes régimes, ainsi que l'existence de mécanismes alternatifs pour sa consolidation. Les études sur le lien entre populisme et démocratie sont théoriques et abstraits, mais dans cette thèse on s'est focalisé sur une étude de cas, pour

⁸⁷ *Frente Nacional* en Colombie en 1957 et Pacte de *Puntofijo* au Venezuela en 1958

démontrer le caractère démocratique du populisme dans certaines conditions, ainsi que les risques réels que cache sa mise en marche.

Le composant indigène, facteur clé et complexe de la consolidation démocratique et du populisme

L'Équateur est un pays avec des caractéristiques similaires au reste de l'Amérique latine : il est un pays métissé, ancienne colonie espagnole, avec un régime présidentiel fortement personnaliste, catholique, et historiquement très vulnérable vis-à-vis de l'étranger sur le plan économique. Toutefois, le composant indigène, entre autres, révèle la particularité du cas équatorien par rapport à la consolidation démocratique et pour les raisons que nous avons évoquées dans le corps de cette démonstration. Par la suite, des auteurs se sont penchés sur ce sujet, afin de mieux évaluer et proposer des interprétations sur les effets de la participation politique indigène en Équateur.

Dans cette analyse nous avons identifié trois moments-clés pour l'inclusion des indigènes dans la vie politique : d'abord, depuis le début des années 50 jusqu'aux années 80, lorsque le mouvement cherchait une redistribution des terres. Ensuite, à partir des années 90, avec le *levantamiento* de la CONAIE, quand le mouvement exigeait la reconnaissance du caractère multi-ethnique du pays. Finalement, avec l'arrivée au pouvoir de Rafael Correa, les idéaux aussi bien que la tactique politique ont évolué, suite aux transformations qui ont eu lieu dans le pays.

Au début des élections de 2006, la CONAIE a décidé d'appuyer la candidature de Rafael Correa. Une fois Correa élu, les indigènes lui ont octroyé un « pouvoir spirituel », au cours d'une cérémonie à Zimbahua en janvier 2007, quelques jours avant son investiture formelle.

Toutefois, la relation entre les populations indigènes (représentants de la CONAIE) et Rafael Correa s'est rapidement émoussée. Certes, la relation a été ambiguë. Il est vrai que dans les réformes constitutionnelles de 2008, Alianza PAIS a introduit des revendications historiques indigènes, mais ensuite le mouvement Pachakutik a été déçu face au gouvernement suite aux exigences non satisfaites par le gouvernement.

Cette rupture s'est renforcée avec l'annonce de l'exploitation de la réserve naturelle Yasuni ITT (Ishpingo-Tambococha-Tuputini) dans l'Amazonie. Désormais, les indigènes ont représenté l'une des forces de l'opposition au Président Correa.

Aujourd'hui, la question indigène est moins compliquée puisque les principales revendications politiques des peuples indigènes ont été écoutées, du fait qu'ils ont participé activement dans la rédaction des Constitutions de 1998 et 2008, bien qu'ils continuent à faire face à des conditions socio-économiques précaires, ce qui constitue un défi majeur pour la consolidation démocratique équatorienne.

En outre, nous avons mis l'accent sur la difficulté d'inclure la cosmogonie indigène dans l'idéal démocratique. Malgré tout, dans la réforme constitutionnelle de 2008, le gouvernement a inclus la possibilité d'une administration de la justice indigène, et a reconnu d'autres principes du monde quechua comme le Sumak Kawsay (la vie pleine et le bonheur).

Le populisme dans la culture politique latino-américaine

Une partie importante de cette recherche est consacrée à l'analyse du discours du Président José María Velasco Ibarra qui a largement influencé la culture politique équatorienne.

Pour analyser le lien polémique et complexe entre la *démocratie* et le *populisme* en Équateur, nous avons pris comme point de départ le retour de Velasco en Équateur après son exil, du fait que cet événement est devenu un repère majeur dans la fondation de la démocratie moderne équatorienne. L'arrivée de Velasco Ibarra, a marqué une rupture dans la vie politique du pays car pour la première fois, se produisait une mobilisation au niveau national autour d'un leader. Dans ce cas, nous avons identifié les éléments qui ont contribué à la consolidation de l'Etat-nation équatorien, ainsi qu'au renforcement de l'idéal démocratique, sans que cela veuille dire que la démocratie ait été établie après les gouvernements de José María Velasco Ibarra.

De même, nous n'avons pas remis en cause l'instauration de la démocratie équatorienne en 1979 avec la démission des militaires et la transmission du pouvoir, mais nous avons mis l'accent sur l'importance de leurs mandats dans les années 40, 50 et 60 comme un antécédent substantiel pour l'établissement ultérieur de la démocratie.

Après avoir examiné l'incidence du *velasquisme* dans la culture politique équatorienne, le lien entre le populisme et la démocratie a été analysé. Le cas équatorien révèle que certaines pratiques populistes peuvent servir à la consolidation de la démocratie.

D'autre part, un contraste marqué entre le populisme traditionnel et le populisme radical a été observé. La distinction est essentielle pour comprendre le rapport populisme-démocratie. Au cours des années 80, divers analystes considéraient que le populisme était un phénomène du passé, typique des années 30, 40 et 50. C'est ainsi que Roger Bartra a pu dire que « dans la mesure où le populisme paraissait marginal ou enterré, l'intérêt pour lui avait décliné » (Bartra 2009, 11).

Pourtant, au cours des années 90, l'arrivée d'Alberto Fujimori à la présidence du Pérou a fait renaître l'intérêt pour le populisme. Ainsi nous avons constaté une différence fondamentale entre le populisme traditionnel latino-américain et celui qui est apparu en Équateur avec Rafael Correa au début du siècle. Auparavant, le populisme cherchait à installer la démocratie, ou aspirait à fonder un régime comme celui de Juan Domingo Perón en Argentine, ou l'*Estado Novo* au Brésil sous la présidence de Getulio Vargas à la fin des années 30. En Équateur, par contre, le populisme a eu pour but la consolidation démocratique.

Autrefois les études exploraient l'incidence du populisme sur la politique, mais ignoraient son lien avec la démocratisation. Cela était naturel car le sujet de la consolidation démocratique n'existait pas. De ce vide est née notre recherche, dans un contexte défini par deux phénomènes successifs : la résurgence des études sur la consolidation démocratique des dernières années, et la réémergence du populisme dans des pays comme la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Venezuela, de l'autre. Cette coïncidence entre les deux phénomènes nous a amené à nous demander s'il était possible de consolider la démocratie à travers le populisme.

Il est aussi important de rappeler que le populisme n'est pas une période en soi, même s'il s'inscrit dans un moment historique des pays latino-américains, mais que le phénomène n'a jamais disparu de la scène politique (Weyland 2003). C'est pourquoi des politologues comme Carlos de la Torre, Kurt Weyland et Kenneth Roberts (Roberts, *El resurgimiento del populismo latinoamericano* 2008) ont exploré le retour fréquent du populisme.

La démocratie équatorienne en voie de consolidation

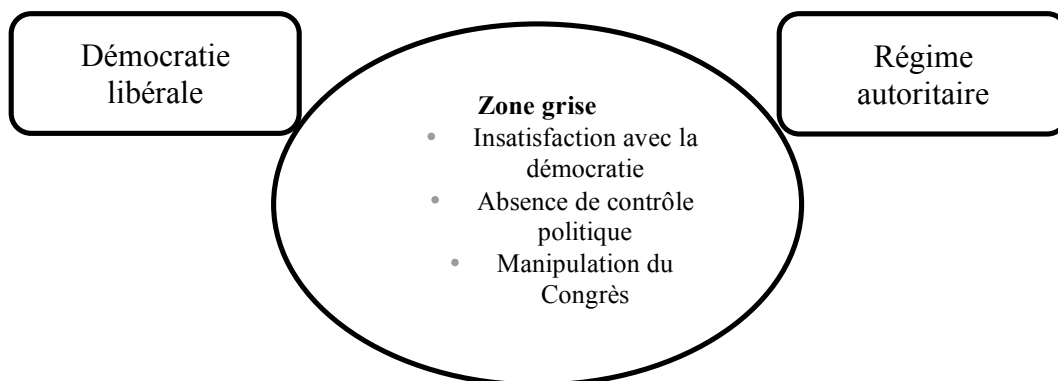
Le politologue argentin Guillermo O'Donnell a identifié une problématique fréquente surgie avec l'approfondissement de la démocratie : les consolidations « *gelées* », qui après la réussite de la transition demeurent dans une sorte de blocage une fois la démocratie installée.

O'Donnell les décrit comme des démocraties « non consolidées » qui restent dans cette zone grise.

Ce prolongement des démocraties, qui restent *en voie de consolidation*, a motivé l'intérêt d'étudier les jeunes démocraties. Bien que le professeur Edward Munck considère que la consolidation démocratique est un sujet du passé, parce que les ruptures démocratiques ne se produisent plus, le fait que la consolidation démocratique n'est pas une réalité dans les pays andins explique son importance. De plus, la réflexion d'O'Donnell sur les démocraties non consolidées, rappelle l'importance de ne pas abandonner le sujet et le besoin de l'actualiser dans la mesure où la politique et les formes d'approfondissement démocratique se transforment. À la lumière de ces réflexions, on a considéré que la dénomination pour qualifier ces régimes doit être : *démocraties en voie de consolidation*.

À maintes reprises, Rafael Correa a affirmé que pendant son mandat, la démocratie se soit installée fermement alors que l'Équateur ne l'était pas avant son administration. Toutefois, il est difficile de nier que le régime démocratique ait été effectivement installé en 1979. Bien que le pays ait dû faire face aux crises politiques à répétition et la débâcle économique à la fin des années 90, l'Équateur restait un pays régime démocratique.

Les tentatives pour consolider la démocratie équatorienne ont échoué entre 1996 et 2005, mais entre 2008 et 2011, la présidence de Rafael Correa a abouti à faire avancer un processus jadis bloqué sans sortir de la zone grise, caractéristique des démocraties en voie de consolidation (voir le schéma suivant).



De ce fait, il est juste de se demander à partir de quel moment les démocraties surmontent ou dépassent l'étape de stagnation pour entreprendre la consolidation effective.

Dans le cas de l'Équateur, deux événements fondamentaux ont déclenché la consolidation : d'une part, la Constitution de 1998 a permis d'inclure dans un pacte national des secteurs de la société auparavant exclus de la politique ; d'autre part, la Constitution de 2008 a approfondi la démocratie, malgré les crises qui ont surgi avec les nouveaux équilibres qu'elle a établis. Le nouveau rapport de forces a donné lieu à une séparation des pouvoirs plus réelle, et a renforcé le contrôle politique en équilibrant la dynamique entre l'exécutif et le corps législatif. Ainsi l'article 148 prévoit la dissolution de l'Assemblée nationale sous certaines conditions et l'appel aux élections générales en introduisant un mécanisme légitime pour rendre le système plus flexible. Rappelons à ce propos les critiques du politologue Juan Linz aux régimes présidentiels, qu'il considère trop rigides et de ce fait vulnérables aux crises politiques fréquentes.

La démocratie équatorienne est restée dans cette zone grise à la suite des trois causes : les demandes insatisfaites des années 90, l'absence de mécanismes de contrôle politique vertical et horizontal, et le pouvoir des partis politiques qui manipulaient le corps législatif.

En ce qui concerne la première cause, les politiques néolibérales menées par le gouvernement d'alors ont déclenché un mécontentement général envers le système politique, alors que la politique traditionnelle manquait d'efficacité dans la gestion du pouvoir. Le paroxysme de la crise a été atteint à l'occasion de la destitution du Président Abdala Bucaram en 1997, et l'explosion de la crise économique en 2000. Ces crises manifestaient le mécontentement à l'égard du sens que les partis politiques équatoriens avaient donné à la démocratie. En effet, les manifestants ne se sont pas révoltés contre la démocratie, mais contre l'interprétation de la démocratie des hommes politiques, des partis politiques et du Congrès (actuellement Assemblée nationale).

La sortie de Bucaram de la présidence a dévoilé l'absence de mécanismes de contrôle politique verticaux et horizontaux, ce qui a poussé les Équatoriens à exiger la démission ou la destitution des Présidents lors des crises. Cette tendance s'est traduite aussi avec la destitution de Jamil Mahuad et Lucio Gutiérrez.

La Constitution de 2008 a permis de remplacer trois mécanismes spontanés de contrôle politique :

1. Les mobilisations *desde abajo* avec l'idée d'une refondation du régime.

2. Le jugement politique à l'intérieur du Congrès motivé par les intérêts des partis politiques et pas forcément d'une manière équilibrée et juste.
3. L'intervention des militaires en tant que médiateurs lors des crises.

Après les réformes menées entre 2008 et 2011 et en absence de ruptures institutionnelles, l'Équateur aurait pu être considéré comme une démocratie consolidée, malgré les crises et la polarisation des dernières années. Selon la logique de consolidations négatives de Guillermo O'Donnell, il était presque impossible de craindre une « mort lente » ou rapide de la démocratie. En contraste, d'après les conceptions positives de la consolidation de la démocratie, qui impliquent des conditions de pluralité et d'alternance, l'Équateur ne peut pas être considéré comme une démocratie entièrement consolidée, du moment où plane toujours sur le régime le risque d'une dérive autoritaire.

La crise des partis politiques et de représentation et l'échec de la refondation de 1998

Le lien entre les représentants et les représentés s'est affaibli au cours des dernières années, et il est clair que les partis politiques en Amérique latine (particulièrement les partis traditionnels) subissent une crise de légitimité. En Colombie et au Venezuela, par exemple, le bipartisme qui avait marqué la seconde moitié du XXème siècle s'est affaibli au point que les partis politiques traditionnels (libéral et conservateur en Colombie et AD et COPEI au Venezuela) ont perdu les valeurs qui les démarquaient et les différences entre les partis se sont effacées. En Bolivie, le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire et le Mouvement de Gauche Démocratique ont aussi perdu leur crédibilité.

Evidemment, l'Équateur n'est pas l'exception. Les partis politiques équatoriens se sont affaiblis suite à l'établissement de la démocratie et ceux qui ont gagné des élections présidentielles, comme la Concentration de Forces Populaires, le Parti Social-Chrétien, la Gauche Unie, le Parti Roldocista Équatorien, la Démocratie Populaire et le Parti Société Patriotique n'ont jamais pu retrouver une victoire dans les urnes. Leurs performances ont été si critiquées et impopulaires que l'électorat leur a imposé le vote punition (*voto castigo*)⁸⁸.

⁸⁸ Le *voto castigo* est une manière de punir les hommes politiques au moyen d'un vote, soit aux élections locales, aux élections législatives ou aux présidentielles quand le président n'est pas réélu l'électorat peut ne pas voter pour son parti politique. Le *voto castigo* est sans doute un mécanisme spontané de contrôle politique de la part de la société et il est une manifestation d'*accountability* verticale.

La crise de représentation a été présente dans la politique équatorienne depuis l'établissement de la démocratie. C'est pour faire face à ce phénomène que le pays a entrepris une réforme profonde du système politique en 1997 avec l'élection d'une Assemblée constituante. Le but de la nouvelle Constitution était clair : doter le système politique équatorien de stabilité et améliorer la représentation des secteurs de la société exclus pendant des siècles de la politique, comme les populations indigènes.

Dans la seconde moitié des années 90 la crise de représentation a éclaté. Depuis 1992, les indigènes s'étaient mobilisés en masse en exigeant une reconnaissance et une participation directe dans la politique du pays. Les moyens pour y parvenir étaient la CONAIE, organisation qui rassemblait les indigènes de la *Sierra* et de la *Costa*, et le parti politique Pachakutik.

Les indigènes avaient fait de pression sur le Gouvernement pour rédiger une nouvelle Constitution car celle de 1978 avait été rédigée par un groupe des hommes politiques désignés par le gouvernement militaire. L'idée centrale de cette dernière était la transition politique vers la démocratie, qui consistait à rendre le pouvoir aux civils et ne reconnaissait pas le caractère plurinational du pays.

La Constitution de 1978 a introduit des mécanismes démocratiques comme le suffrage universel (car auparavant, les analphabètes ne votaient pas), un système de partis politiques, l'introduction d'un second tour lorsqu'aucun candidat n'obtenait la majorité absolue, et un Congrès monocaméral. Ces différents aspects ont dressé les bases de la nouvelle démocratie équatorienne comme l'affirme Enrique Ayala Mora, historien équatorien (El Universal 2007).

Pourtant, la Constitution avait des imperfections importantes. Tout d'abord, le système de partis établi les privilégiait comme les seuls intermédiaires entre l'État et la société pour la participation. Les candidats indépendants n'avaient pas le droit d'être élus directement et devaient être inscrits dans un parti politique ce qui constituait une discrimination, comme l'assure l'historien équatorien Jorge Salvador Lara (Lara 2005, 544). La Constitution de 1978 avait établi les règles de la transition démocratique, mais n'était pas en mesure d'établir des bases solides permettant la pérennité du régime. C'est pourquoi elle a été réformée à douze reprises. Ces limites de la Constitution expliquent la volonté de changement et l'aspiration pour refonder le système politique dans les années 90. Les

indigènes voulaient une Constitution différente de celle qui avait été promulguée par les militaires.

La crise de représentativité en Équateur s'exprime à travers trois faits révélateurs :

- a. la Constitution de 1978 rendait un pouvoir sans contrôle aux partis politiques,
- b. la mobilisation des indigènes à travers Pachakutik et la CONAIE à partir de 1992,
- c. la crise déclenchée par la destitution du Président Bucaram en 1997.

La Constitution de 1998, quant à elle, a reconnu la diversité du pays, et a essayé d'adapter le régime politique à des circonstances nouvelles avec des bases solides. Pourtant, cette Constitution n'a pas pu atteindre les objectifs qu'elle s'était imposés. Malgré la pluralité qu'elle préconisait, les partis politiques ont été les principaux acteurs de la rédaction de cette Constitution et les indigènes n'ont pas réussi à faire part de l'Assemblée constituante comme ils le désiraient. En outre, le nouveau système les a défavorisés, car il a permis l'émergence de nouvelles alternatives politiques. Ces mesures ont contribué à affaiblir l'image de la CONAIE et de Pachakutik comme acteurs sociaux alternatifs.

Suite aux remous sociaux qui ont conduit à un changement de Constitution, les partis politiques traditionnels ont réussi à achever la réforme grâce à une mobilisation populaire sans précédent depuis le rétablissement de la démocratie. Les espoirs qu'avait suscité l'avènement de cette nouvelle Constitution n'ont pas été comblés. Entre 1999 et 2000, l'Équateur a dû supporter une crise économique et politique dont les conséquences se verront à long terme.

Quelles sont les nouvelles formes de consolidation démocratique ? La doctrine néo-constitutionnalisme

La doctrine néo-constitutionnaliste considère que la Constitution ne doit pas forcément fixer les normes, mais qu'elle doit créer un nouvel ordre après une profonde transformation de la politique. De ce fait, le juriste équatorien Agustín Grijalva a parlé d'un *néo-constitutionnalisme transformateur*. L'idée de transformation et de changement est fondamentale pour cette tendance, au contraire du modèle nord-américain basé sur l'idée que la Constitution doit résumer les règles qui garantissent l'ordre à l'intérieur d'un État.

La doctrine neo-constitutionnaliste aspire à fixer des principes et des valeurs qui inspirent la création de normes ultérieures. Gregorio Peces-Barba, juriste espagnol, considère

que « le principe est une norme qui exprime les valeurs supérieures d'un ordre juridique » (Peces Barba, Fernández y De Asis 1999, 167). Nous pourrions dire que le néoconstitutionnalisme n'aspire pas à prôner une idée de justice absolue, car elle est irréalisable. Par contre, la Constitution d'un Etat doit encadrer les pratiques politiques en consacrant les principes destinés à garantir les valeurs de la société.

Malgré l'accent pluraliste de la Constitution de 1998 qui révèle des acquis historiques importants, elle n'a pas changé le rapport de forces entre les acteurs du système politique équatorien ; pour pousser un changement de régime, il fallait une transformation de l'équilibre entre les acteurs politiques. Surtout, il était nécessaire de mettre en cause le pouvoir exagéré des partis politiques traditionnels qui avaient systématiquement violé les Constitutions, et de ce fait, l'État de droit. Rappelons, la destitution d'Abdala Bucaram, laquelle n'a pas rempli les conditions prévues dans la charte, ou encore la désignation politique de magistrats des Hauts Tribunaux prise selon des critères politiques et non juridiques.

L'idée de changement revendiquée par la doctrine néoconstitutionnaliste a été reprise en 2008 par la Constitution de Montecristi no sans résistance. Des polémiques interminables ont entouré l'Assemblée constituante dès son début à propos de la forme choisie par le Président Correa pour mettre en marche le processus de changement.

Correa a voulu « refonder » le régime en s'appuyant sur la nouvelle Constitution qui avait été sa principale promesse de campagne. Lorsqu' il était le candidat d'Alianza PAIS, il avait réussi à capitaliser le mécontentement de la population envers les partis politiques traditionnels et le corps législatif. Ces partis de même que le Congrès, étaient les principaux adversaires de Correa pour entamer les réformes. La dissolution du Congrès fut l'alternative du Président pour mener à bien ses réformes, vu qu'Alianza PAIS n'avait pas de législateurs au moment de son investiture en 2007.

Comment Correa pu-t-il assumer le pouvoir sans l'appui de l'opposition sur certains aspects ? En effet, l'Équateur présente la *mesure de nécessité de coalition* la plus haute de la région après le Brésil (Power, Optimism, Pessimism, and Coalitional Presidentialism: Debating the Institutional Design of Brazilian Democracy 2010, 25). Pour cela nous avons évoqué la contribution de Timothy Power sur l'interdépendance entre le pouvoir exécutif et le législatif en Amérique latine et son impact sur la stabilité des régimes, ce qui permet

d'affirmer que l'une des causes de l'instabilité équatorienne depuis 1996 était précisément la fragilité des coalitions, comme l'ont soutenu les politologues Andrés Mejía Acosta et John Polga-Hecimovich (Mejía Acosta y Polga-Hecimovich 2011, 89).

Suivant George Tsebelis, l'existence d'acteurs avec un pouvoir de veto sont à l'origine d'une certaine rigidité dans les systèmes politiques car ils peuvent empêcher les transformations dans certains cas (Tsebelis 1995, 292). Or, la dissolution du Congrès en 2007 a donné lieu à un nouvel équilibre entre les acteurs qui possédaient un pouvoir de veto et a favorisé la flexibilisation du système politique pour entreprendre des réformes. Le nouvel équilibre entre l'exécutif, le législatif et le pouvoir judiciaire a permis une transformation du système politique caractérisée par une influence marquée de la doctrine néo-constitutionnaliste. C'est ainsi que selon l'article 171 les indigènes ont eu finalement la possibilité « d'exercer le pouvoir judiciaire, en accord avec leurs traditions ancestrales et leur droit propre, dans leur espace, avec la garantie de participation et de décision des femmes » (República del Ecuador 2008).

Pourtant, il faut tenir en compte une différence entre cette insertion politique des indigènes en Équateur et le processus mené en Bolivie, en Colombie et au Venezuela, où la doctrine néo-constitutionnaliste a aussi influencé la rédaction de leurs constitutions. En Équateur, lors de l'élection des membres de l'Assemblée constituante, il n'y a pas eu de juridiction spéciale indigène. Sans doute le gouvernement de Rafael Correa n'a pas voulu donner trop de pouvoir aux indigènes, qui étaient un acteur puissant, et a cherché à garder un équilibre entre les secteurs favorables à la Constitution.

On peut affirmer, en conséquence, que la nouvelle Constitution a introduit les droits de troisième génération, c'est-à-dire les droits des groupes minoritaires et relatifs à l'environnement. Dans ce domaine, on peut critiquer la Constitution pour son excès d'idéalisme. L'introduction de notions comme le développement durable, la sécurité humaine et le *Sumak Kawsay* (le vie pleine et le bonheur) peuvent paraître comme des concepts qui ne peuvent pas être imposés par le biais d'une constitution. Pourtant, l'introduction de ces concepts obéit sans doute à l'idée néo-constitutionnaliste d'inclure des principes-valeurs pour transformer la politique. Seulement dans le long terme on pourra juger si ces notions apparemment éloignées de la réalité se concrétisent effectivement.

Les risques de la consolidation démocratique par la voie populiste

Malgré les progrès de la démocratie équatorienne, les risques et les menaces n'ont pas disparu étant donné qu'elle est en voie de consolidation. La question des menaces fut une des questions abordées par Juan Linz pendant les premières années des études sur la consolidation. Linz considère que dans les démocraties précédées par des régimes totalitaires, il est plus facile de trouver un consensus au moment d'engager la reconstruction démocratique. Pour lui, la solidarité émerge spontanément entre les leaders politiques qui ont supporté les abus d'un régime non-démocratique. Aussi, d'après Linz, l'identité de la transition démocratique est moins ambiguë car la mobilisation est cohérente : les clivages ne sont pas si flagrants, et après une période d'oppression, l'unité nationale émerge plus naturellement (Linz, *The breakdown of democratic regimes* 1978, 91) .

Pourtant, l'Équateur n'est pas un cas où un régime totalitaire a créé une solidarité entre les membres dissidents du gouvernement. Au contraire, le progressisme est l'une des caractéristiques qui a marqué les gouvernements militaires. Ces régimes militaires équatoriens pourraient rentrer dans la classification proposée par Alain Rouquié, pour qui ces régimes « bureaucratiques 'développementalistes' avaient pour « objectif de soustraire le développement accéléré » (Rouquié 1998, 219). De ce fait, en Équateur, il n'existe pas une conception d'un passé d'oppression partagée, à la différence d'autres transitions contemporaines, comme celles de pays de l'Europe centrale et orientale après le communisme soviétique.

Nous avons observé que dans les régimes qui ne sont pas marqués par l'idée d'un passé lié à une dictature ou à un régime totalitaire, l'émergence d'autoritarismes est plus probable. Or, dans des pays comme la Colombie, l'Équateur, le Venezuela et le Pérou, il existe une tendance à augmenter les prérogatives de l'exécutif au détriment des autres pouvoirs publics. Cette manifestation d'autoritarisme dément la dichotomie classique entre les régimes démocratiques et les non-démocratiques, car il est possible que la démocratie soit capable de cohabiter avec l'autoritarisme. Des politologues comme Jan Teorell, Axel Hadenius (Teorell y Hadenius 2006), Steven Levitsky, Lucan Way (Levitsky y Way, *The rise of competitive authoritarianism* 2002), John Zaller et Barbara Geddes (Geddes y Zaller 1989) ont critiqué l'anachronisme des classifications des régimes non-démocratiques qui était

valable dans les années 50 et 60, alors que dans les années 80 et 90 des régimes hybrides sont nés. Levitsky et Way, qui ont développé la thèse des *autoritarismes compétitifs* reconnaissent que dans ces régimes hybrides la concurrence pour l'accès au pouvoir est une donnée ce qui crée une ambiguïté, car le régime paraît être démocratique, alors qu'il n'existe pas de véritable ouverture quant à l'accès au pouvoir, à la liberté de presse, ou en ce qui concerne les droits de l'Homme qui peuvent être constamment violés (Levitsky y Way, *The rise of competitive authoritarianism* 2002).

Ainsi, nous avons tenu compte des risques que courent les nouvelles démocraties lorsqu'un gouvernement tente de consolider la démocratie par la voie populiste. On a insisté dans cette recherche sur les risques de confondre la démocratie avec la dictature d'une majorité aveuglée qui suit les idées d'un leader charismatique. En réalité, le risque majeur d'une consolidation par la voie populiste est la personnification de la politique. Dans ce cas, le soutien populaire accordé aux régimes autoritaires mène à se demander pourquoi une partie de la population est disposée à accepter ou soutenir un gouvernement autoritaire à la suite des années de démocratisation.

Barbara Geddes et John Zaller de l'UCLA ont développé une hypothèse à ce propos. Pour eux, la réponse est la suivante : un fort soutien au régime apparaît chez les classes de travailleurs qui ont accès à l'information approuvée par le gouvernement mais qui n'ont pas un niveau d'éducation suffisant (Geddes y Zaller 1989, 341). Par contre, le soutien est faible chez les personnes indifférentes à la politique, comme les analphabètes, où chez ceux qui s'intéressent beaucoup à la politique, mais ont une prédisposition pour les valeurs du passé qu'ils continuent à revendiquer, et qui sont menacées par les transformations entreprises par le nouveau régime.

Ces analyses dévoilent les risques du soutien populaire à un gouvernement autoritaire. Sans doute, le risque augmente quand il existe un lien direct entre un leader et la population, et aussi quand la société est polarisée. Nous avons repéré ce phénomène en Équateur entre 2008 et 2011, où reste vivant face à l'avenir le défi de surmonter la personnification de la politique. Cette faiblesse apparaît chez les jeunes démocraties qui ressentent un sentiment de nostalgie pour l'autoritarisme. L'Équateur nous a montré que dans les États où la transition (et/ou la consolidation) démocratique coïncide avec l'affirmation du projet de l'État-Nation, l'autoritarisme peut trouver un soutien effectif dans la population.

Les cas emblématiques sont l'Argentine et le Brésil qui ont essayé d'installer la démocratie en appelant au populisme. Par exemple, au Brésil le *cycle populiste* commencé par Getulio Vargas (qui pris fin tragiquement par son suicide) a été marqué par l'autoritarisme. De même, le *peronismo* en Argentine, qui a utilisé le populisme, a fait usage de pratiques autoritaires. Dans les deux cas, où se révèle l'aspiration de contribuer à la construction de l'État et de la nation, il est clair que ces gouvernements ont voulu créer de nouveaux éléments d'identité nationale.

Nous avons ainsi remarqué que le processus de construction de l'État dans les pays du tiers monde nourrit des contradictions importantes. Par exemple, le fait que l'État se soit établi en 1979 sans la participation de minorités (indigènes et population d'afro descendants) ou selon des principes qui excluent des secteurs non-catholiques, a provoqué la nécessité de consolider la démocratie en même temps qu'une refondation de l'État.

Pour éclairer cette situation et comprendre la démocratisation en Amérique latine on a utilisé le concept de *processus de construction d'État-nation inachevé* dans les pays du tiers monde de Mohammed Ayoob professeur des Relations Internationales (Ayoob, *The third world security predicament: statemaking, regional conflict, and the international system* 1995, 13).

Etant donné que l'Équateur n'a pas achevé son processus de *construction* de l'État, est devenu un pays vulnérable à l'apparition de ces régimes hybrides qui cachent la vocation autoritaire sous les formalismes de la démocratie. Dans ces conditions, la naissance d'un régime hybride est le principal risque de l'utilisation du populisme pour consolider la démocratie.

L'Équateur est-il devenu une démocratie délégataire ?

Après la troisième vague de démocratisation, Guillermo O'Donnell a suggéré l'émergence de démocraties délégataires (ou par délégation). Selon O'Donnell, la démocratie libérale a été établie dans les pays du tiers monde, mais elle a évolué vers une sorte de déviation démocratique. Dans cette déviation, le pouvoir exécutif tente d'augmenter son pouvoir et, de ce fait, on a assisté à un renforcement du pouvoir présidentiel qui a trouvé un soutien de la part de la population. D'après O'Donnell, une grande partie de la population aurait décidé de faire confiance au dirigeant yeux fermés afin qu'il gère le pays selon ses

capacités. Cette idée d'une délégation de pouvoir directe de la population vers un leader, donne naissance à l'idée des démocraties par délégation (O'Donnell, *Illusions about consolidation* 1996, 44).

Pourtant, dans le cas de l'Équateur, on a trouvé que les réformes établies par la Constitution de 2008 avaient comme but renforcer le contrôle politique ce qui démarquerait le régime équatorien d'une démocratie délégataire. La création du Conseil de Participation et Contrôle Citoyen, qui représente un pouvoir nouveau, constitue un progrès dans le contrôle citoyen. Cette nouvelle division de pouvoirs, qui s'écarte de la division traditionnelle évoquée par Montesquieu, met en évidence la volonté d'augmenter la participation citoyenne dans le contrôle de la gestion des fonctionnaires publics. Le but, entre autres, est de doter le contrôle politique vertical d'un cadre institutionnel pour qu'il ne soit pas nécessaire de provoquer des manifestations à la rue pour destituer le Président chaque fois qu'une crise apparaît. L'idée est de créer un contrôle qui puisse prévenir l'émergence des crises politiques. Comme on a insisté dans cette recherche à plusieurs reprises, l'absence de contrôle politique citoyen est une des causes des ruptures présidentielles. La rigidité du régime équatorien ne s'explique pas seulement par le fait qu'il soit présidentieliste comme le suggère l'argument de Juan Linz mais aussi par le manque de ce contrôle.

En effet, la rigidité du système équatorien était causée par l'absence de mécanismes de contrôle de la gestion du Congrès, lequel pouvait empêcher un Président de terminer son mandat. Les affaires de corruption d'Abdala Président Bucaram, et la réforme de la justice de Lucio Gutierrez auraient dû déclencher un processus judiciaire impulsé par la population. Pourtant, ils ont été destitués par les intérêts politiques des partis traditionnels.

Avec la réforme de 2008 et la création du Conseil de Participation et Contrôle Citoyen, l'Équateur prévient la possibilité de devenir une démocratie délégataire. Néanmoins, cela dépend du fonctionnement du Conseil. Au fur et à mesure qu'il crée une culture du contrôle citoyen sur la politique, les possibilités de revenir en arrière vers l'autoritarisme diminuent. Si au contraire, le Conseil devient simplement un instrument pour renforcer la popularité du Président, il est probable que l'Équateur devienne une telle démocratie ou un régime hybride.

Rafael Correa, fut-il populiste ?

Au moment des grandes réformes entre 2008 et 2011, Rafael Correa était considéré comme populiste par la plupart des politologues du pays et à l'étranger. Dans la littérature spécialisée, ainsi que dans les médias, le caractère populiste du gouvernement était incontestable. Pourtant, le professeur Cesar Montufar et l'historien, Enrique Ayala Mora réfutent cette idée.

En 2013, César Montúfar affirmait que Correa devait être considéré comme populiste, et il a attribué son succès politique au fait que le « populisme est un trait prédominant de la politique équatorienne » (C. C. Montúfar 2013). Pourtant, en 2015 Montúfar reconnaît un changement d'avis, et ne le considère plus comme populiste. Pour lui, le leader d'Alianza PAIS n'a pas créé un mouvement de masses, et il n'y a eu jamais une structure à la base de son mouvement. « Il n'y a pas de *correísmo* sans Correa » affirme lui. Selon cette hypothèse, pour qu'un leader soit en mesure d'être tenu comme populiste, il faut un mouvement de masses.

D'après Montufar, Correa était avant tout représentant de la *médiatisation de la politique*. Le Président disposait d'une forte stratégie basée sur la communication politique, mais cela ne doit pas être confondu avec le populisme⁸⁹.

Dans la même logique se situe Enrique Ayala Mora, ancien Président de l'Université Andina Simón Bolívar. Pour lui, Correa ne peut pas être considéré comme populiste, au même titre que le reste des caudillos dans l'histoire du pays. En réalité, Velasco Ibarra, leader reconnu comme une figure du populisme équatorien, était un *caudillo* mais jamais populiste, car il n'a pas implanté un mouvement de masses en Équateur. Selon Ayala, s'il faut identifier un populiste dans la région, Victor Raúl Haya de la Torre serait un bon exemple, car l'Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine (APRA), mouvement qu'il a fondé, s'est transformé ultérieurement en un parti politique. C'est aussi le cas de Juan Domingo Perón et le mouvement qu'il a créé en Argentine.

Pour Ayala et Montúfar, le caractère dictatorial de Correa est indiscutable. Néanmoins, et en marge des débats académiques sur le sens des termes, pour la plupart des politologues et une grande partie de la littérature sur l'Équateur, il existe un consensus sur le fait que Correa a été un populiste.

⁸⁹ Entretien avec César Montúfar le 8 décembre 2015

Populisme, quel usage ?

Le populisme est un concept polysémique et politisé, de ce fait, il est naturel que son usage varie. Le populisme peut être considéré comme un *adjectif* pour discréditer un adversaire politique. On trouve cet usage dans les médias et dans les discours politiques de ceux qui se revendiquent comme des « modères ». Dans cette logique, le contraire du *populisme* est la modération. Aussi, il est possible d'aborder le populisme comme un *concept* né dans la sociologie, et plus récemment étudié par la science politique. Les concepts servent à comprendre des phénomènes complexes. Comme concept, le populisme contribue à expliquer les imperfections de la démocratie, spécialement en ce qui concerne la représentativité. Et finalement, le populisme est aussi une pratique politique qui se concrétise différemment, selon chaque culture politique et le contexte historique. Il y a plusieurs populismes, mais pour le but de cette thèse, nous nous sommes intéressés au *populisme radical* présente dans la région andine car dans les dernières années, il a été un instrument légitime de démocratisation. Le cas de l'Équateur confirme cette hypothèse, et permet de s'interroger sur les mécanismes alternatives (comme le populisme) qui serviront à la consolidation de la démocratie dans l'avenir proche.

BIBLIOGRAPHIE

I. LIVRES

- Andrade, Pablo, y Aldo Olano. 2005. *Constitucionalismo autoritario: los regímenes contemporáneos en la Región Andina*. Université Simón Bolívar.
- Arendt, Hanna. 2002. *Les origines du totalitarisme – Eichmann à Jérusalem*. Paris: Gallimard.
- Aristote. 1874. *La politique*. Saint Hilaire: Libraire Philosophique de Ladrage .
- Arraíz Lucca, Rafael. 2007. *Venezuela: 1830 a nuestros días*. Caracas: Alfa.
- Ávila, Ramiro. 2011 . *Neoconstitucionalismo transformador: El Estado y el derecho en la Constitución de 2008*. Quito: Universidad Andina Simón Bolívar.
- Ayala Mora, Enrique. 2004 . *Ecuador, patria de todos* . Quito: Universidad Andina Simón Bolívar.
- Ayala Mora, Enrique.2000. *Resumen de historia del Ecuador*. Corporación Editora Nacional.
- Ayoob, Mohammed. 1998. «Subaltern realism: International relations meets the Third World .» En *International Relations Theory and the Third World*, de Stephanie Newman, 31 – 54. New York: St. Martin Press.
- Ayoob, Mohammed. 1995. *The third world security predicament: statemaking, regional conflict, and the international system*. Londres: Lynne Rienner Publishers.
- Badie, Bertrand. 1992 . *L'État importé. L'Occidentalisation de l'ordre politique*. Paris : Fayard.
- Barber, Benjamin. 2003 . «Democracia fuerte. Un marco conceptual: política de participación.» En *La democracia y sus textos*, de Rafael (editeur) Del Águila, 281-296. Madrid : Alianza .
- Bobbio, Norberto. 2000. *Estado, gobierno y sociedad* . Mexico : Fondo de Cultura Económica.
- Bobbio, Norberto. 1995. *Derecha e izquierda. Razones y significados de una distinción política*. Madrid : Taurus.
- Braud, Philippe . 2011 . *Sociologie Politique*. Paris : Lextenso.

- Braud, Philippe. 2003. *La démocratie politique*. Paris : Seuil .
- Burbano de Lara, Felipe. 2010 . *Transiciones y rupturas. El Ecuador en la segunda mitad del siglo XX*. Quito: FLACSO .
- Burke, Edmund. 1774. *Speech to the electors of Bristol*. Chicago : Press Pubs .
- Buzan, Barry, Ole Weaver, et Jaap De Wilde. 1998. *Security: A new framework for analysis*. Colorado: Rienner.
- Carbonell, Miguel. 2007. *Teoría del neoconstitucionalismo* . Madrid: Trota.
- Cercas, Javier. 2009. *Anatomía de un instante* . Barcelona : Random House Mondadori.
- Collier, David. 1979. *The New Authoritarianism in Latin America*. Baltimore: Princeton University Press.
- Confrancesco, Dino. 1975. *Per un uso critico dei termini 'destra' e 'sinistra'*.
- Corporation, Canadian Broadcasting, y C.B. Macpherson. 1966. *The real world of democracy*. New York: Oxford University Press.
- Crouch, Colin. 2004. *Post Democracy*. Cambridge: Polity Press.
- Cueva, Agustín. 1970. «Interpretación Sociológica del Velasquismo.» *Revista Mexicana de Sociología* 32 (1).
- Cueva, Agustín. 1974 . *El proceso de dominación política en Ecuador* . Mexico : Diógenes.
- Dahl, Robert. 1989 . *Democracy and its critics Yale* . Michigan: University Press.
- Dahl, Robert. 2000. «A Democratic paradox?.» *Political Science Quarterly* 115 (1): 35 – 40 .
- Dahl, Robert. 1971. *Polyarchy. Participation and opposition*. New Haven: Yale University Press:.
- Dahlitz, Julie. 2003. *Secession and International Law. Conflict Avoidance Regional Appraisals*. New York : United Nations.
- Dalton, Russell, et Hans-Dieter Klippmann. 2007. *The oxford handbook of political behavior*. Oxford: University Press.
- Daugherts, Robert, y Leslie Harper. 2007. «Reformas de descentralización fiscal y política.» Dans *El estado de las reformas al Estado en América Latina*, de Eduardo Lora, 243-296. Bogota: Mayol/Banco Interamericano de Desarrollo.
- De la Torre, Carlos. 1997. *La seducción velasquista*. Quito: FLACSO .

- De la Torre, Carlos. 2008. «Populismo, ciudadanía y Estado de derecho.» Dans *El retorno del Pueblo. Populismo y Nuevas Democracias en América Latina*, de Carlos De la Torre, 23-49. Quito : FLACSO .
- De la Torre, Carlos. 2008. «Protesta y democracia en Ecuador.» Dans *Luchas contrahegemónicas y cambios políticos recientes de América Latina*, de Margarita Lopez Maya, Nicolas Iñigo y Pilar Calveiro, 197- 227. Buenos Aires : CLACSO .
- De la Torre, Carlos. 1966. *Un solo toque! Populismo y cultura política en Ecuador*. Quito: CAAP.
- De la Torre, Carlos. 2000. *Populist Seduction in Latin America*. Ohio: University Press.
- De Sousa Santos, Boaventura. 2004. *Democratizar la democracia. Los caminos de la democracia participativa*. Mexico: Fondo de Cultura Económica.
- Di Tella, Torcuato. 1974. *Clases sociales y estructuras políticas* . Buenos Aires: Paidós .
- Diamond, Larry. 1999. *Developing democracy : Toward Consolidation*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Donoso, Juan Carlos, Daniel Montalvo, et Diana Garces. 2010. *Cultura política de la democracia en Ecuador. Consolidación democrática en tiempos difíciles en las Américas*. Nashville: Université de Vanderbilt.
- Duverger, Maurice. 1964. *Introduction à la politique*. Paris: Gallimard.
- Dworkin, Ronald. 1989. *Los derechos en serio*. Barcelona : Ariel .
- Eliade, Mircea. 1994. *El mito del eterno retorno* . Barcelona : Altaya.
- Esmein, Adhemar. 1899 . *Eléments de droit constitutionnel français et comparé*. Paris : Panthéon-Assas Paris II.
- Freidenberg, Flavia. 2008. «El Flautista de Hammelin. Liderazgo y Populismo en la democracia ecuatoriana.» Dans *El retorno del pueblo. Populismo y nuevas democracias en América Latina*, de Carlos De la Torre y Enrique Peruzzotti, 189-237. Quito: FLACSO.
- Germani, Gino. 1955. *Estructura social de la Argentina*. Buenos Aires: Raigal.
- Germani, Gino. 1978. *Authoritarianism, Fascism, and National Populism*. New Brunswick : Transaction Books.
- Gloppen, Siri, et Elin Skaar. 2004. *Democratization and the judiciary. The accountability function of Courts in New Democracies*. Portland: Frank Cass.

- González, Esperanza, et Fabio Velasquez. 2003. *¿Qué ha pasado con la participación ciudadana en Colombia?* Bogota: Fundación Corona.
- Havel, Vaclav. 2006. *Au-delà de la désillusion révolutionnaire*. Project Syndicate .
- Herrera, Gioconda, Mar Carrillo, Maria Cristina Carrillo, y Alicia Torres. 2005. *La migración ecuatoriana. Transnacionalismo, redes e identidades*. Quito: FLACSO.
- Huntington, Samuel. 1996. *The third wave. Democratization in the late twentieth century*. Oklahoma: University Press.
- Hurtado, Osvaldo. 1997. *El poder político en el Ecuador*. Quito : Planeta.
- Ianni, Octavio. 1973. *Populismo y Contradicciones de Clase en Latinoamérica*. Mexico : Era.
- Jullien, Francois. 2008. *De l'universel, de l'uniforme, du commun et du dialogue entre les cultures*. Paris : Fayard.
- Kelsen, Hans. 1929. *La democracia*. Sao Paulo: Martins Fontes.
- Kelsen, Hans. 1966. *¿Qué es la Justicia?* . Córdoba : Universidad Nacional de Córdoba.
- Kowii, Ariruma. 2009. *El sumak kawsay*. Quito : Universidad Andina Simón Bolívar.
- Laclau, Ernesto, et Chantal Mouffe. 1987. *Hegemonía y estrategia socialista. Hacia una radicalización de la democracia*. Madrid: Siglo XXI.
- Laclau, Ernesto. 2005. «Populism: What's in a Name?» Dans *Populism and the mirror of democracy*, de Francisco Panizza, 33-49 . Londres: Verso .
- Lacouture, Jean. 1997. *León Blum* . Paris: Seuil.
- Lambert, Jacques Paris. 1963. *Amérique latine. Structures sociales et institutions politiques* . Paris : Presses Universitaires de France.
- Lara, Jorge Salvador. 2005. *Breve historia contemporánea del Ecuador*. Mexico : Fondo de Cultura Económica.
- Lechner, Norberto. 1988. *Los patios interiores de la democracia*. Mexico : Fondo de Cultura Económica .
- Levitsky, Steven, et James Loxton. 2012. «Populism and competitive authoritarianism: the case of Fujimori's Peru.» Dans *Populism in Europe and the Americas. Threat or Corrective for Democracy?*, de Steven Levitsky et James Loxton, 160- 181. Cambridge: University Press.

- Linz, Juan, et Alfred Stepan. 1996. *Problems of democratic transition and consolidation. Southern Europe, South America and Post Communist Europe*. Londres: Johns Hopkins University Press.
- Linz, Juan. 1978. *The breakdown of democratic regimes*. Maryland : Johns Hopkins University Press.
- Liphart, Arend. 1999. *Patterns of Democracy: Government Forms and Performance in Thirty-six Countries*. New Haven: Yale University Press .
- Lowi, Theodore. 1985. *The personal presidency: power invested, promise unfilled Ithaca*. New York: Cornell University Press .
- Macpherson, C.B. 1966. *The real world of democracy Oxford*. Oxford: Oxford University Press.
- Mainwaring, Scott, et Matthew Shugart S. 1997 . «Presidentialism, and Democracy: A Critical Appraisal.» *Comparative Politics* 9 (4): 449-471.
- Malloy, James. 1977. *Authoritarianism and Corporatism in Latin America*. Pittsburgh: University of Pittsburgh Press,.
- Marshall, T.H. 1965. *Class, Citizenship and Social Development*. New York: Archer Books,.
- Marsteintredet, Leiv, y Mariana Llanos. 2010. *Presidential Breakdowns in Latin America. Causes and Outcomes of Executive Instability in Developing Democracies*. Londres: Palgrave Macmillan.
- Marx, Carl. 1847. *Misère de la philosophie*. Paris: FB Éditions.
- Matthew, H.C.G. 1986. «Introduction to Gladstone Diaries.» IX: 69.
- Menéndez-Carrión, Amparo. 1989. «Estructura y dinámica de la articulación electoral en las barriadas de Guayaquil, 1949-1978: El nivel local.» En *El Populismo en el Ecuador*, de Carlos De la Torre y Felipe Burbano de Lara , 351-454. Quito: FLACSO.
- Menéndez-Carrión, Amparo. 1986. *La Conquista del Voto en el Ecuador: de Velasco a Roldos*. Quito: Corporación Editora Nacional
- Mény, Yves, et Yves Surel. 2000. *Par le Peuple pour le peuple. Le populisme et les démocraties*. Paris : Fayard.

- Merkel, Wolfgang. 2015. «Democracia directa. Los referendos desde la perspectiva de la teoría de la democracia y la socialdemocracia.» Dans *Democracia Participativa e Izquierdas. Logros, contradicciones y desafíos*, de Anja Minnaert y Gustavo Andara, 34-93. Quito: FES ILDIS.
- Michael, Roberts. 1949. *Political Parties*. Glencoe: Free Press.
- Montesquieu. 1758 . *De l'esprit des lois* .
- Montúfar, César Century. 2013. «Rafael Correa and His Plebiscitary Citizens' Revolution.» En *Latin American Populism in the Twenty-First* , de Carlos De la Torre y Cynthia Arnson, 320-321 . Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Moore, Barrington. 1966. *Social origins of Dictatorship and Democracy; Lord and Peasant in the Making of the Moderns World* . Boston: Beacon Press .
- Mouffe, Chantal. 2005. «The" End of Politics" and the Challenge of Right- wing Populism .» Dans *Populism and the Mirror of Democracy*, de Francisco Panizza, 50-71. Londres : Verso .
- Mouffe, Chantal. 2015. «Democracia y representación: una perspectiva agonista.» En *Democracia Participativa e Izquierdas*, de Anja et Endara, Gustavo Minnaert, 15-34. Quito: FES-ILDIS.
- Mudde, Cas, et Cristóbal Rovira Kaltwasser. 2011. «Voices of the Peoples: Populism in Europe and Latin America.» *Compared Kellogg Institute Working Paper* (378).
- Muddle, Cas, et Cristóbal Rovira Kaltwasser. 2012. «Populism and (liberal) democracy: a framework for analysis.» Dans *Populism in Europe and the Americas. Threat or Corrective for Democracy?* , de Cas Muddle y Cristóbal Rovira Kaltwasser, 1- 26 . Cambridge: University Press.
- Nieto, Eduardo Hernando. 2008. «¿Qué es el neoconstitucionalismo?»
- O'Donnell, Guillermo, y Philippe Schmitter. 1986. *Transitions from authoritarian rule: tentative conclusions about uncertain democracies*. Baltimore: Johns Hopkins University.
- O'Donnell, Guillermo. 1972. *Modernización y Autoritarismo*. Buenos Aires: Paidós .
- O'Donnell, Guillermo. 1992. «Transitions, continuities, and paradoxes.» Dans *Issues in democratic consolidation: The new South American democracies in comparative*

- perspective*, de Scott Mainwaring, 17-56. Notre Dame : Notre Dame University Press.
- Panizza, Francisco. 2005. «Introduction.» Dans *Populism and the mirror of democracy*, de Francisco Panizza, 1 - 31. Londres: Verso .
- Peces Barba, Gregorio, Eusebio Fernández, et Rafael De Asis. 1999. *Curso de teoría del Derecho*. Madrid: Marcial Pons.
- Pérez-Liñan, Aníbal P 2007. 2007. *Presidentialism Impeachment and the New Political Instability in Latin America* . Cambridge : University Press.
- Pitkin, Hanna . 1985. *El concepto de representación* . Madrid : Centro de Estudios Constitucionales.
- Plasseraud, Yves . 1991. *Les nouvelles démocraties d'Europe centrale. Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Roumanie* . Paris : Montchrestien CLEFS.
- Poirmeur, Yves, et Dominique Rosenberg. 1989. «La Doctrine Constitutionnelle et le Constitutionnalisme Français.» Dans *Les usages sociaux du droit*, de Danièle Lochak, 230-251 . Paris : Presses Universitaires de France .
- Prieto Sanchís, Luís. 2003. *Justicia Constitucional y Derechos Fundamentales*. Madrid: Trotta.
- Przeworski, Adam. 1988 . *Democracy, and market: political and economic reforms in Eastern Europe and Latin America* . New York: University Cambridge Press.
- Quintero López, Rafael. 2005 . *El mito del populismo en Ecuador. Análisis de los fundamentos del Estado ecuatoriano moderno 1895 – 1934* . Quito : FLACSO
- Quintero López, Rafael. 2004. *Nueva crítica al populismo. Limitaciones de la investigación social en torno al populismo*. Quito : Abya Yala.
- Roberts, Kenneth. 2008. «El resurgimiento del populismo latinoamericano.» Dans *El Retorno del Pueblo. Populismo y Democracia en América Latina*, de Carlos De la Torre y Enrique Peruzzi, 53-71.
- Roberts, Kenneth. 2012. «Populism and democracy in Venezuela under Hugo Chávez.» Dans *Populism in Europe and the Americas. Threat or Corrective for Democracy?* , 136-159 . Cambridge: University Press .
- Rosanvallon, Pierre. 1994. *La monarchie impossible. Les chartes de 1814 et de 1830* . Paris : Fayard.

- Rosanvallon, Pierre. 2011. *La société des égaux*. Paris: Seuil.
- Rouquié, Alain. 1998. *Amérique latine. Introduction à l'Extrême-Occident*. Paris : Seuil.
- Sartori, Giovanni. 2013. *Pluralisme, multiculturalisme et étrangers – Essai sur la société multiethnique*. Paris: Syrtes .
- Sartori, Giovanni. 1998 . «En defensa de la representación política .» *Conférence dictée devant le Congrès des Députés le 9 décembre 1998*.
- Schmitter, Philippe. 2005 . *Assesing the quality of democracy*. Maryland : Jhons Hopkins.
- Schmitter, Philippe. 1988. “The Consolidation of Political Democracy in Southern Europe,” Stanford and Florence: Standford University and European University Institute.
- Schumpeter, Joseph. 1942. *Capitalism, Socialism and Democracy*. Londres : Harper and Brothers.
- Shapiro, Martin, et Alec Stone Sweet. 2002 . *On law, politics and judicialization*. Oxford : Oxford University.
- Shepsle, Kenneth. 1986. «Institutional Equilibrium and Equilibrium Institutions.» Dans *From Political Science: The Science of Politics*, de Herbert Weisberg. New York: Agathon.
- Skidmore, Thomas, et Peter Smith. 1996. *Historia contemporánea de América Latina*. Barcelona : Crítica.
- Solimano, Andrés Serie. 2003. *Governance crises and the Andean region: a political economy analysis* . Banque Mondiale .
- Solimano, Andres. 2002. *Crisis and dollarization in Ecuador. Stability, growth and social equality*. New York : The World Bank.
- Taggart, Paul. 2002. «Populism and the Pathology of Representative Politics.» Dans *Democracies and the Populist Challenge*, de Paul Taggart, 62-80. Basingstok: Palgrave.
- Teorell, Jan, et Axel Hadenius. 2006. «Authoritarian regimes: stability change and pathways to democracy, 1972-2003.» Kellogg Institute .
- Tilly, Charles War. 1985. *Making and State Making as Organised Crime*. New York:: Cambridge University Press.
- Tilly, Charles. 1998. *Durable inequalities*. Berkeley: University of California Press.

- Tocqueville, Alexis. 1993 . *De la démocratie en Amérique* . Paris : Flammarion .
- Todorov, Tzvetan. 2008 . *La peur des barbares. Au-delà du choc des civilisations*. Paris : Robert Laffont.
- Vedel, Georges. 1987. *Postface à un exercice de retrofiction*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Weber, Max. 1919. *Economy and Society*. Berkeley: University of California Press.
- Welp, Yanina, et Laurence Whitehead. 2011. *Caleidoscopio de la innovación democrática en América Latina*. Mexico: FLACSO.
- Williams, Raymond. 1981 . *Culture*. Glasgow : Fontana .
- Wlezien, Christopher, y Stuart Soroka. 2007. «The relationship between public opinion and policy.» En *The oxford handbook of political behavior*, de Russell Dalton y Hans-Dieter Klippmann. Oxford : Oxford University Press.
- Zagrebelsky, Gustavo. 2006. *La exigencia de justicia*. Madrid: Trotá.
- Zavala Egas, Jorge. 2010. *Derecho constitucional, neoconstitucionalismo y argumentación jurídica*. Quito: Edilex.

II. PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

- Abts, Koen, et Rummens Stefan. 2007. «Populism versus Democracy.» *Political Studies* 2 (52): 405-424.
- Acosta, Alberto. 1996 . «Ecuador. El bucaranismo al poder.» *Revista Nueva Sociedad* (146): 6 - 16 .
- Agustín, Cueva. 1970. « Interpretación Sociológica del Velasquismo.» *Revista Mexicana de Sociología*, 32 (2): 709-735.
- Andrade, Pablo. 2005. «Democracia liberal e inestabilidad en Ecuador. Apuntes para una interpretación política.» *Revue OASIS* (Universidad Externado de Colombia) (11): 167 - 190.
- Bamat, Thomas. 1983. «Peru's Velasco regime and class domination after 1968.» *Latin American Perspectives* 10 (2/3): 128 - 150 .
- Barndt, William. 2010. «Executive Assaults and the Social Foundations of Democracy in Ecuador.» *Latin American Politics and Society* 52 (1): 121-152.

- Barrera, Augusto. 2002. «El movimiento indígena ecuatoriano: entre los actores sociales y el sistema político.» *Revista Nueva Sociedad* (182): 90-105.
- Bartra, Roger. 2009 . «Populisme et démocratie en Amérique latine. Notes et réflexions .» *Problèmes d'Amérique latine* 1 (71): 11- 25 .
- Baume, Sandrine. 2006. «La parlement face à ses adversaires. La réplique allemande au désenchantement démocratique dans l'entre-deux-guerres.» *Revue française de Science Politique* 56 (6): 985-998 .
- Besançon, Alain. 1997. «Une variété d'idéalisme .» *Vingtième Siècle Revue d'Histoire* (56): 230-231.
- Bova, Rusell. 1991. «Political dynamics of the Post-Communist Transition: A comparative perspective.» *World Politics* 44 (1): 113-138.
- Brian, Crisp., y Daniel Levine. 1998. «Democratizing the democracy? Crisis and reform in Venezuela .» *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 40 (2): 27-61.
- Cameron, Maxwell. 1998. «Latin American Autogolpes: Dangerous undertows in the third wave of democratization .» *Third World Quarterly* 19 (2): 219-239.
- Carothers, Thomas. 2002. «The End of the Transition Paradigm.» *Journal of Democracy* 13: 5-21.
- Castañeda, Jorge. 2006. «Latin America's Left Turn.» *Foreign Affairs* 28-43 .
- Clarke, Sherman. 1998. «A populist critique to direct democracy.» *Harvard Law Review* 112 (15): 434-482 .
- Collins, Jennifer. 2000. «A sense of possibility: Ecuador's indigenous movement takes center stage.» *NACLA Report on the Americas* 33 (5).
- Colomer, Josep. 2001. «Disequilibrium institutions and pluralistic democracy.» *Journal of Theoretical Politics* 3 (13): 235-248 .
- Conaghan, Catherine. 2008 . «Ecuador: Correa's plebiscitary presidency.» *Journal of Democracy* 19 (2): 46 - 60 .
- Correa, Rafael. 2003. «La política económica del gobierno de Lucio Gutiérrez. Una perspectiva desde la economía política .» *Iconos* (16): 6-10.
- Correa, Rafael. 2004 . «Dolarización y desdolarización: más elementos para el debate.» *Iconos* (20): 84 - 89.

- Cunill Grau, Nuria. 1997. *Repensando lo público a través de la sociedad* . Caracas: Nueva Sociedad.
- Dahl, Robert En Vol. No.1 () pp. 35 – 40. 2000. «A Democratic paradox?» *Political Science Quarterly* 115.
- Dahl, Robert. 1966. «Further reflections on “The elitist theory of Democracy”.» *The American Political Science Review* 60 (2): 296- 305 .
- De La Torre, Carlos. 1994. «Velasco Ibarra and « La Revolución Gloriosa”: The social production of a populist leader in Ecuador in the 1940s.» *Journal of Latin American Studies* 26 (3): 683-711 .
- De la Torre, Carlos. 1997. «Populism and democracy: Political discourses and cultures in contemporary Ecuador.» *Latin American Perspectives* 24 (3): 12 – 24 .
- De la Torre, Carlos. 2009. «Populismo radical y democracia en los Andes .» *Journal of Democracy* 1: 24-37.
- De la Torre, Carlos. 2010. «El tecnopopulismo de Rafael Correa ¿Es compatible el carisma con la democracia?» *Latin American Research Review* 48 (1): 24-43.
- Deméllas, Marie Danielle, et Isabelle Lausent-Herrera. 1995. «Pérou: le pouvoir selon Fujimori.» *Problèmes d’Amérique* (19): 3- 25.
- Diamond, Larry Today. 2011. «Democracy’s Third Wave.» *Current History. A Journal of Contemporary World Affairs* 110 (739): 298 – 310.
- Di Tella, Torcuato. 1962. «Ideologías monolíticas en sistemas políticos pluripartidistas el caso latinoamericano.» *Congrès international de sociologie*. Washington. 272-284.
- Ecuador Debate. 2011. «Conflictividad socio-política .» *Ecuador Debate* (83): 25 - 33 .
- Ecuador inmediato . 2005. «Correa insiste: mi salida fue por negociar con Chávez.» *Ecuador inmediato* , 8 de août.
- Edwards, Sandra G. 2005. «Outside the Rule of Law: Ecuador’s courts in crisis.» *Washington Office on Latin America* 1- 9.
- Farto, Roque. 2007. «Ecuador: neopopulismo e incertidumbre .» *Perspectivas* (12).
- Franck, Matthew. 2004 . «Judicialized politics.» *The Review of Politics* 66 (3): 526-528
- Freidenberg, Flavia. 2015. «¡En tierra de caciques! Liderazgos populistas y democracia en Ecuador.» *Revista OPERA* (16): 102-103 .
- Fukuyama, Francis. 1992. «El fin de la historia.» *Estudios Políticos* (6): 5 - 31.

- Geddes, Barbara, et John Zaller. 1989. «Sources of popular support for authoritarian regimes.» *American Journal of Political Science* 33 (2): 319-347 .
- Germani, Gino. 1964. *Sociologie du Travail* (4). Paris
- Germani, Gino 1968. «América Latina y el Tercer Mundo.» *Aportes No. 10*.
- Grijalva, Agustian. 2009 . *Principales innovaciones de la Constitución en Ecuador del 2008*. Quito : Institut de recherche et débat sur la gouvernance.
- Gutiérrez Sanín, Francisco. 2004. «Democracia, economía y conflicto en Ecuador .» *Análisis Político* (50): 72-85.
- Hawkins, Kirk. 2009 . «Is Chávez Populist? Measuring Populist Discourse in Comparative Perspective.» *Comparative Political Studies* 24 (6): 1040-1067.
- Hermet, Guy. 1997. « Populisme et nationalisme en Vingtième Siècle.» *Revue d'Histoire* (56): 34 - 47 .
- Hermet, Guy. 2001. «Les démocratisations au vingtième siècle : une comparaison Amérique latine/ Europe de l'Est.» *Revue de Politique Comparée* 8 (2): 285 - 304 .
- Hey, Jeanne. 1995. «Ecuadorian foreign policy since 1979: Ideological cycles or a trend towards neoliberalism? .» *Journal of International Studies and world affairs* 37 (4): 57-88.
- Hochstetler, Kathryn, et David Samuels. 2011. «Crisis and Rapid Reequilibration. The Consequences of Presidential Challenge and Failure in Latin America.» *Comparative Politics* 43 (2): 127 – 145 .
- Hochstetler, Kathryn. 2011. «The fates of Presidents in Post-Transition Latin America: From Democratic Breakdown to Impeachment to Presidential Breakdown.» *Journal of Politics in Latin America* 1: 125-141 .
- Huntington, Samuel. 1996. « Democracy for the Long Haul .» *Journal of Democracy* 7 (2): 3 - 13 .
- Jagers, Keith. 1992. «War and the Three Faces of Power: War Making and States Making in Europe and the Americas.» *Comparative Political Studies* 25 (1): 26-62 .
- Jaramillo Jassir, Mauricio. 2007. «Aplicación de conceptos para el estudio de la inestabilidad política como amenaza para la seguridad de las naciones andinas: el caso ecuatoriano.» *Papel Político* 12 (2): 565-590 .

- Juillard, Patrick. 1984. «Le mythe de la stabilité constitutionnelle aux États-Unis.» *Revue Pouvoirs* (29): 5-20 .
- Laurent, Virginie. 2007. «Indianité et politique en Amérique latine .» *Transcontinentales* (4): 59-76 .
- Lavaud, Jean Pierre. 2006. «Bolivie: vers l'anarchie segmentaire? L « ethnicisation » de la vie politique.» *Revue Hérodote* 4 (123): 62-81 .
- Levistky, Steven, et Lucan Way. 2006. «Competitive authoritarianism: International linkage, Organizational Power, and the Fate of Hybrid Regimes.» Chicago: Document pour presenter devant la reunion annuel de l'American Political Science Association,.
- Levitsky, Steven, et Lucan Way. 2002. «The rise of competitive authoritarianism.» *Journal of Democracy* 13 (2): 51-65 .
- Levitt, Barry. 2006. «A desultory defense of democracy: OAS Resolution 1080 and the Inter- American Democratic Charter .» *Latin American Politics and Society* 3 (48): 93 - 123.
- Linz, Juan. 1990 . «Transitions to democracy .» *Washington Quarterly* 13 (3): 143-164 .
- Linz, Juan. 1990. «The Perils of Presidentialism.» *Journal of Democracy* 51-69.
- Llendo Seminario, Óscar. 1997-1998 . «El Altar Mayor de Qoricancha y la medicina tradicional andina .» *Revista SITUA* 6 (11).
- Lucero, José Antonio en Vol. 41 No. 2 2006 pp.31-56. 2006. «Representing real Indians. The Challenges of Indigenous Authenticity and Strategic Constructivism in Ecuador and Bolivia.» *Latin American Research Review* 41 (2): 31-56 .
- Lutz, Donald. 1994. «Toward a Theory of Constitutional Amendment.» *The American Political Science Review* 88 (2): 355-370.
- Martínez Barahona, Elena. 2010. «Las cortes supremas como distribución de poder: el caso de la reelección presidencial en Nicaragua y Costa Rica.» *Revista de Ciencia Política* 30 (3): 723-750.
- Marz, John. 1989. «La expresión regionalista del populismo Guayaquil y el CFP 1948-1960.» En *El Populismo en el Ecuador*, de Carlos De la Torre y Felipe Burbano de Lara , 324-349. Quito: FLACSO:.

- Massal, Julie. 2006. «La reforma política en Ecuador en un callejón sin salida .» *Análisis Político* 19 (56): 132-150.
- McClintock, Cynthia. 1989. «The prospects for democratic consolidation in a least likely case: Peru.» *Comparative Politics* 21 (2): 127-142 .
- Mejía Acosta, Andrés, y Jhon Polga-Hecimovich. 2011. «Coalition erosion and presidential instability in Ecuador.» *Latin American Politics and Society* 2 (53): 87-111 .
- Mijeski, Kenneth, et Scott Beck. 2001. «Barricades and ballots: Ecuador's Indians and the Pachakutik political movement.» *Estudios Ecuatorianos* (1): 1 - 23.
- Mijeski, Kenneth, et Scott Beck. 2005. «Citizen support for democracy in Ecuador: Has the third wave crested? .» South Eastern Council on Latin American studies .
- Misztal, Barbara. 1992. «Must Eastern Europe follows the Latin American Way?» *European Journal of Sociology* (33): 151-179 .
- Montúfar, César. 1990. «Ecuador: elecciones presidenciales de 1988.» *Revista Mexicana de Sociología* 52 (4): 155-176 .
- Moravcsik, Andrew. 2003. «Le mythe du déficit démocratique européen.» *Raisons Politiques* (2): 87 – 105 .
- Morlino, Leonardo. 2001. «Consolidation démocratique : La théorie de l'ancrage .» *Revue internationale de politique comparée* (2): 245-267 .
- Mouffe, Chantal. 2010. «Communisme ou démocratie radicale .» *Actuel Marx* 2 (48): 83-88.
- Mouffe, Chantal. 2015. «Conférence "Democracia y pasiones: enfoque para la resolución de conflictos" .» Bogotá: Biblioteca Luis Angel Arango.
- Munck, Gerardo et Skalnik Leff, Carol. 1997. «Modes of transition and democratization: South America and Eastern Europe in Comparative Perspective.» *Comparative Politics* 29 (3): 343 – 362.
- Negretto, Gabriel. 2008. «The durability of constitutions in changing environments: explaining constitutional replacements Latin America.» *Working Paper No. 350*.
- Negretto, Gabriel . 2009 . «Paradojas de la reforma constitucional en América Latina.» *Journal of Democracy* 38 - 54 .
- Nivet, Bastien. 2011. «Union Européenne: Une dépolitisation propice au populisme.» *Revue Internationale et stratégique* 4 (84): 16-27.

- O'Donnell, Guillermo. 1999. «Horizontal Accountability in New Democracies.» *Journal of Democracy* 9 (3): 112-126 .
- O'Donnell, Guillermo. 1996. «Illusions about consolidation .» *Journal of Democracy* 7 (2): 34 – 51 .
- O'Donnell, Guillermo. 2001. «Repenser la théorie démocratique : perspectives latino-américaines .» *Revue Internationale de Politique Comparée* 8 (2): 199-224 .
- Ospina Peralta, Pablo. 2011. «Ecuador: ¿intento de golpe o motín policial?» *Revista Nueva Sociedad* (231): 14 – 27 .
- Otero, Patricia, et Juan Rodríguez. 2009 . «Partidos y votantes en América Latina: un estudio de los vínculos ideológicos.» *Seminario de Investigación Instituto de Iberoamérica*. Salamanca: Universidad de Salamanca.
- Pachano, Simón. 2010. «Ecuador: el nuevo sistema político en funcionamiento.» *Revista de Ciencia Política* 30 (2): 297-317.
- Pombeni, Paolo. 1997. «Typologie des populismes en Europe (19e – 20e siècles).» *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire* 56 (56): 48-76.
- Portela, José Guillermo. 2009 . «Los principios jurídicos y el neoconstitucionalismo.» *Revue Dikaion* (Universidad de la Sabana) 23 (18): 33 - 54.
- Powell, Bingham Jr. 2004. «Political representation in comparative politics.» *Annual Review of Political Science* (7): 273-296 .
- Power, Timothy, Carlos Pereira, et Eric Raile. 2011. «The executive toolbox: building legislative support in a multiparty presidential regime.» *Political Research Quarterly* 2 (64): 323- 334.
- Power, Timothy. 2010. «Optimism, Pessimism, and Coalitional Presidentialism: Debating the Institutional Design of Brazilian Democracy.» *Bulletin of Latin American Research* 29 (1): 18 – 33 .
- Quattrocchi-Woisson, Diana. 1997. «Les populismes Latino-américaines à l'épreuve des modèles d'interprétation européens.» *Vingtième Siècle* (56): 161 - 183 .
- Rafferty, John. 2003. «Dollarization: The case of Ecuador .» *Student Economic Review* 17: 167-173.
- Roberts, Kenneth. 1995. «Neoliberalism and the transformation of populism in Latin America: The peruvian case.» *World Politics* 48 (1): 82 – 116 .

- Sánchez, Rubén. 2003. «Política, democracia y ciudadanía.» *Revista Desafíos* 9 (2): 8 – 37.
- Schedler, Andreas. 1997. «Concepts of democratic consolidation.» *Congrès de Latin American Studies Association (LASA)*. Guadalajara: LASA.
- Schedler, Andreas. 1998. «Journal of Democracy.» *What is democratic consolidation?* 9 (2): 91-107.
- Schedler, Andreas. 2001. «Comment observer la consolidation démocratique?» *Revue Internationale Politique Comparée* (2): 225 - 244.
- Schmitter, Philippe, et Terry Lynn Karl. 1994. «The Concetpual Travels of Transitologists and Consolidologists: How Far the East Should They Attempt To Go? .» *Slavic Review* 53 (1): 173 – 185 .
- Sehmer, Caroline. 2007. «Report of the parallel event ‘Third generation’ human rights- Reflections on the Collective Dimension of Human Rights.» Friederich Ebert Stiftung FES.
- Sen, Amartya. 1999. «Democracy as a Universal Value.» *Journal of Democracy* 10 (3): 3-17.
- Simbaña, Floresmilo. 2008. *La plurinacionalidad en la nueva constitución* . Quito : Institut de recherche et débat sur la gouvernance .
- Taguieff, Pierre-André. 1997. «Le populisme et la science politique. Du mirage conceptuel aux vrais problèmes.» *Vingtième Siècle revue d’histoire* 56 (1) : 4- 33
- Trak, Juan Manuel. 2011. «Representación sustantiva en doce países de América Latina: una aproximación colectiva.» *European Consortium for Political Research Summer School* . Salamanca: Université de Salamanca .
- Tsebelis, George. 1995. «Decision Making In Political Systems: Veto Players in Presidentialism, Parliamentarism, Multicameralism and Multipartyism.» *British Journal of Political Science* 25 (3) : 289-325 .
- Velásquez, Fabio. 1986 . «Crisis municipal y participación ciudadana en Colombia.» *Revista Foro* (1): 16 - 25.
- Vidal de la Rosa, Godofredo. 2010. « Teoría democrática. Josphe Schumpeter y la síntesis moderna.» *Argumentos* 23 (62): 177-199.
- Volcansek, Mary. 2001. «Constitutional courts as veto players: divorce and decrees in Italy.» *European Journal of Political Research* 39 (3): 347-372 .

- Wallerstein, Immanuel. 2011. «Democracy, Capitalism and Transformation.» *Document* (11).
- Weffort, Francisco. 1967. «La populisme dans la politique brésilienne .» *Les Temps Modernes* 623-649.
- Weingast, Barry. 1997. «The political foundations of democracy and the rule of law.» *American Political Science Review* 91 (2): 245–263 .
- Weisberg, Robert. 1978. *The American Political Science Review* 72 (2): 535 – 547.
- Weffort, Francisco. 1967. «La populisme dans la politique brésilienne .» *Les Temps Modernes* 623-649.
- Weingast, Barry. 1997. «The political foundations of democracy and the rule of law.» *American Political Science Review* 91 (2): 245–263 .
- Weisberg, Robert. 1978. *The American Political Science Review* 72 (2): 535 – 547.
- Weyland, Kurt en Vol. 24 No. 6 pp. 2003. «Neopopulism and Neoliberalism in Latin America: how much affinity?» *Third World Quarterly* 24 (6): 1095 – 1115.
- Zamosc, León. 2007. «The Indian Movement and Political Democracy in Ecuador.» *Latin American Politics and Society* 49 (3): 1-34 .

III. ARTICLES DE PRESSE

- ABC Digital. 2006. «Correa compara a su rival con el ex dictador nicaragüense Somoza.» <http://www.abc.com.py/edicion-impres/internacionales/correa-compara-a-alvaro-noboa-con-el-ex-dictador-nicaragense-somoza-943566.html>
- Albert, Eric. 2014 . «Au Royaume Uni, victoire historique des anti-européens .» *Le Monde*, 26 de mai . http://www.lemonde.fr/europeennes-2014/article/2014/05/26/royaume-uni-les-euroseptiques-annoncent-un-seisme-aux-europeennes_4425749_4350146.html
- BBC Mundo . 2003. «Indigenas llaman traidor a Gutierrez .» *BBC Mundo* , 16 de août . http://news.bbc.co.uk/hi/spanish/latin_america/newsid_3155000/3155855.stm
- BBC Mundo . 2005. *Ecuador 9 anos, 9 presidentes*, 25 de avril . http://news.bbc.co.uk/hi/spanish/latin_america/newsid_4469000/4469621.stm

- BBC Mundo . 2007. « Constituyente cesa al Congreso.» *BBC Mundo*, 30 de novembre.
http://news.bbc.co.uk/hi/spanish/latin_america/newsid_7119000/7119489.stm
- Boltanski, Christophe. 2013. «“Ce n’est pas un putsch” par Alaa el Aswany.» *Le Nouvel Observateur*, 9 de juillet .
<https://www.nouvelobs.com/monde/20130709.OBS8665/egypte-ce-n-est-pas-un-putsch-par-alaa-el-aswany.html>
- Buro de Análisis. 2011. «Reorganización de la Justicia, de transición en transición.» *Buro de Análisis*, 18 de juillet .
- Ayala Samaniego, Maggy. 2008 . «Correa celebra su primer año de gobierno con una concentración masiva .» *El Mundo*, 19 de janvier .
<http://www.elmundo.es/elmundo/2008/01/19/internacional/1200721003.html>
- Barber, Tony. 2014. «A Year in a Word: Populism.» *Financial Times* , 29 de décembre.
 Barber, Tony. 2014. <https://www.ft.com/content/eea3ccb8-85e5-11e4-a105-00144feabdc0>
- Chirinos, Carlos. 2008. «Ecuador seguirá votando .» *BBC Mundo*, 1 de octubre .
http://news.bbc.co.uk/hi/spanish/latin_america/newsid_7022000/7022961.stm
- Courrier International. 2013. «Pakistan: la justice ordonne la comparution de Musharraf à la Cour suprême.» *Courrier International*, 8 de avril.
- De Carlos, Cármen. 2006. «La caída de Correa al segundo puesto abre a Noboa la puerta a la presidencia. El chavista encaja mal el resultado y arremete contra el tribunal electoral.» *ABC* , 17 de octubre . http://www.abc.es/hemeroteca/historico-17-10-2006/abc/Internacional/la-caida-de-correa-al-segundo-puesto-abre-a-noboa-la-puerta-de-la-presidencia-el-chavista-encaja-mal-el-resultado-y-arremete-contra-el-tribunal-electoral_1423793346668.html
- De la Valette, Phalène. 2012. «Le Figaro .» *Tunisie: ces oeuvres ‘d’art qui ont mis le feu au pays* , 15 de juin . <http://www.lefigaro.fr/arts-expositions/2012/06/15/03015-20120615ARTFIG00410-tunisie-ces-339uvres-d-art-qui-ont-mis-le-feu-au-pays.php>
- Delcas, Marie. 2005. «L’Equateur à la recherche d’une solution aux troubles sur les champs de pétrole.» *Le Monde* , 22 de août.
http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2005/08/22/l-equateur-a-la-recherche-d-une-solution-aux-troubles-sur-les-champs-de-petrole_681718_3222.html

- Diario ABC . 2009. «En su informe a la nación, Correa destaca aires de cambio en Latinoamérica.» *Diario Hoy* , 15 de janvier . <http://www.abc.com.py/edicion-impresa/internacionales/correa-destaca-aires-de-cambio-en-latinoamerica-y-el-mundo-1138810.html>
- Diario El Telégrafo. 2013. «La ley de comunicación abre una época.» *Diario El Telégrafo*, 15 de juin. <https://www.eltelegrafo.com.ec/noticias/informacion-general/1/la-ley-de-comunicacion-abre-una-nueva-epoca>
- Diario El Telégrafo. 2016. «Pese a la protesta social y a las supuestas irregularidades cometidas, la salida del líder del PRE fue inconstitucional.» *Diario El Telégrafo*, 14 de novembre. <https://www.eltelegrafo.com.ec/noticias/historias-electtorales/1/pese-a-la-protesta-social-y-las-supuestas-irregularidades-cometidas-la-salida-del-lider-del-pre-fue-inconstitucional>
- Diario Hoy . 1992. «Ratifican salida de la OPEP de Ecuador.» *Diario Hoy* , 30 de octubre.
- Diario Hoy . 2010 . «Correa dirige sus insultos a seis sectores .» *Diario Hoy* , 25 de mars.
- Diario Hoy . 2013. «Ecuador pierde puntos en la libertad de prensa .» *Diario hoy* , 3 de mai.
- Durand, Anne- Aël. 2016 . «En Bolivie, le « non » au référendum « n'a pas été un vote contre Morales, mais pour la démocratie ».» *Le Monde* , 24 de février . http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2016/02/24/en-bolivie-le-non-au-referendum-n-a-pas-ete-un-vote-contre-morales-mais-pour-la-democratie_4871077_3222.html
- Ecuador de inmediato. 2009 . «Correa suma el apoyo de la FENOCIN .» *Ecuador de inmediato*, 20 de septembre . http://www.ecuadorinmediato.com/index.php?module=Noticias&func=news_user_view&id=41118
- El Clarín. 2014. « El hombre que mató la Che, 47 años después. » *El Clarín* 24 novembre https://www.clarin.com/mundo/mario-teran-salazar-soldado-boliviano-mato-ernesto-guevara-bolivia_0_ryOl0wcPXg.html
- El Comercio . 2011. «El insulto es un arma favorita para el presidente.» *El Comercio* , 1 novembre . <http://www.elcomercio.com/actualidad/politica/insulto-arma-favorita.html>

- El Comercio. 2011. «El más problemático es el ministro de finanzas.» *El Comercio*, juin: 5.
<http://www.elcomercio.com/actualidad/mundo/mas-problematico-ministro-finanzas.html>
- El Comercio. 2013. « La libertad esencia humana .» *El Comercio*, 17 de juin.
- El Diario de Ecuador . 2006. «Noboa dice que Correa es títere de Chavez y Fidel Castro .»
El Diario de Ecuador , 10 de novembre . <http://www.eldiario.ec/noticias-manabi-ecuador/14754-noboa-dice-que-correa-es-titere-de-hugo-chavez-y-fidel-castro/>
- El Mundo. 2013. «Rafael Correa amenaza con dimitir si se aprueba la despenalización del aborto .» *El Mundo*, octubre .
<http://www.elmundo.es/america/2013/10/11/noticias/1381509096.html>
- El País . 2006. «Ecuador asiste a un duelo entre el magnate Noboa y el populista Correa .»
El País , 22 de novembre .
https://elpais.com/diario/2006/11/22/internacional/1164150014_850215.html
- El País. 2010. « Moratinos : No toleraremos un golpe de Estado en Ecuador .» *El País*, 30 de septembre .
https://elpais.com/internacional/2010/09/30/actualidad/1285797608_850215.html
- El Tiempo . 2004. «El ex presidente desea una revolución bolivariana.» *El Tiempo* , 4 de avril .
- El Universal . 2007. «La constitución de 1978 fue reformada en 12 ocasiones.» *El Universal* , 11 de avril .
<https://www.eluniverso.com/2007/04/11/0001/8/01D451DFAFE340509D320B7F41E36504.html>
- El Universal. 2011. «Entretien publié sur El Universal .» 29 de mars.
- El Universo . 2005. «Rafael Correa asegura que no regresará el ministerio de economía.» *El Universo*, 5 de août.
<https://www.eluniverso.com/2005/08/05/0001/9/B2B3B91EC767493EA4BAA4823FD51FC9.html>
- El Universo . 2006. « Gilmar Gutiérrez (SP) .» *El Universo* , 14 de août .
<https://www.eluniverso.com/2006/10/14/0001/8/438196BBCA5E452183EEAE2EFDBF01B6.html>

- El Universo . 2009. «Método de reparto de escaños favorece el voto en plancha' .» *El Universo* , 25 de abril.
<https://www.eluniverso.com/2009/04/26/1/1355/DE2D27B4637C40489A884D3C2689E9C2.html>
- El Universo . 2011. *Preguntas de la Consulta y del Referéndum con sus anexos*, 16 de febrero. <https://www.eluniverso.com/2011/02/16/1/1355/preguntas-consulta-referendum-sus-anexos.html>
- El Universo. 2008. «Aprobada la nueva constitución.» 29 de septiembre
<https://www.eluniverso.com/2008/09/29/0001/8/3DF771943BED44D98B2F73B142083298.html>
- El Universo. 2006. «Gilmar Gutiérrez satisfecho con el fallo del TC .» *El Universo*, 29 de août.
<https://www.eluniverso.com/2006/08/29/0001/8/146718098CB94AE8A85FF9C98F9B187.html>
- El Universo. 2007. «Correa califica de 'gordita horrorosa' a periodista y de bestias salvajes .» *El Universo*, 1 de juillet .
<https://www.eluniverso.com/2007/07/01/0001/8/192F3A0A67A746ADA41EF137CE3C7E1B.html>
- El Universo. 2011. *Análisis de las preguntas de la consulta* .
<http://www.eluniverso.com/consulta2011/>.
- Fernández Gómez, Cristina. 1997. «Misael Pastrana Borrero; El ultimo del frente nacional .» *El Mundo*, 22 de août .
- Fundéu BBVA . 2016. «Populismo, palabra del año 2016 .» *Fundéu BBVA* , 30 de décembre. <https://www.fundeu.es/recomendacion/populismo-palabra-del-ano-2016-para-la-fundeu-bbva/>
- Garcés Lloreda, María Teresa. 2016. «Las 41 reformas a la constitución.» *El Espectador*, 1 de juillet . <https://www.elespectador.com/noticias/politica/41-reformas-constitucion-articulo-640997>

- Jokish, Brad mars 2007. 2007. *Ecuador diversidad en migración* . Migration Information Source Country Profile. <https://www.migrationpolicy.org/article/ecuador-diversidad-en-migración>
- La Hora . 2007. « Correa calificó de arrogante a Nebot.» *La Hora* , 27 de juillet .
<https://lahora.com.ec/noticia/599387/correa-calificc3b3-de-arrogante-a-nebot>
- La Hora . 2007. «Constituyente disuelve Congreso en Ecuador.» 30 de novembre.
- La Jornada . 2005. «Destituye el congreso de Ecuador a Lucio Gutiérrez tras revuelta social.» *La Jornada*, 21 de avril .
<http://www.jornada.unam.mx/2005/04/21/index.php?section=mundo&article=029n1mun>
- La Nación . 2010 . «Popularidad de Correa se dispara tras insurrección.» *La Nación* , 6 de octubre. <https://www.nacion.com/el-mundo/popularidad-de-correa-se-dispara-tras-insurreccion/3C4DC4ARSJDS7J2WP2WNAD7NWM/story/>
- La Voz de América . 2011. «Tildan de dictador a Rafael Correa.» *La Voz de América*, 7 de septembre. <https://www.voanoticias.com/a/ecuador-correa-hurtado-dictadura-129409623/103926.html>
- Laclau, Ernesto. 2012. «Sans une certaine dose du populisme, la démocratie est inconcevable aujourd’hui .» *Le Monde* , 9 de février .
http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/02/09/sans-une-certaine-dose-de-populisme-la-democratie-est-inconcevable-aujourd-hui_1641181_3232.html
- Laufer, David. 2014. «Michel Houellebecq et la démocratie directe.» *Le Monde*, 20 de mai .
http://www.lemonde.fr/idees/article/2014/05/20/michel-houellebecq-et-la-democratie-directe_4422199_3232.html
- Le Monde . 2011. «Entretien faite par Nicolas Truong Le joli mot de gouvernance n’est qu’un euphémisme pour désigner une forme dure de domination politique .» *Le Monde* , 17 de novembre . http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/11/17/le-joli-mot-de-gouvernance-n-est-qu-un-euphemisme-pour-designer-une-forme-dure-de-domination-politique_1605384_3232.html
- Le Monde . 2013 . «Affaire Snowden: l’Équateur renonce à son accord dounaier avec les États-Unis .» *Le Monde*, 27 de mai.

http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/06/27/affaire-snowden-l-equateur-renonce-a-son-accord-douanier-avec-les-etats-unis_3438067_3222.html

Le Nouvel Observateur. 2005. «Gutiérrez conteste sa destitution .» *Le Nouvel Observateur*, 25 de avril. <https://www.nouvelobs.com/monde/20050422.OBS4769/gutierrez-conteste-sa-destitution.html>

Martínez, Eloy. 2006. «Les elecciones interminables.» *Diario El País*, 17 de septembre. https://elpais.com/diario/2006/09/17/opinion/1158444003_850215.html

Martínez, Mariana. 2005. «Ecuador: incertidumbre y protestas.» *BBC Mundo*, 25 de août. http://news.bbc.co.uk/hi/spanish/business/barometro_economico/newsid_4172000/4172806.stm

Mena Erazo, Paúl. 2010. «Ecuador: indígenas se movilizan contra Ley de Aguas.» *BBC Mundo*, 5 de mai. http://www.bbc.com/mundo/america_latina/2010/05/100505_ecuador_indigenas_le_y_agua_az

Ménissier, Thierry. 2010. «Les consultations populaires peuvent régénérer les passions citoyennes.» *Le Monde* , 16 de juin. http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/06/18/les-consultations-populaires-peuvent-regenerer-les-passions-citoyennes_1375003_3232.html

Mueller, Jan-Werner. 2012. «Défendons le pluralisme!Le populisme, dérive de la démocratie ? .» *Le Monde* , 9 de février . http://www.lemonde.fr/idees/ensemble/2012/02/09/le-populisme-derive-de-la-democratie_1640482_3232.html

Noticias Telesur . 2013. «Rafael Correa invita a votar por la Revolución Ciudadana.» *Noticias Telesur* , 9 de février.

Onfray, Michel. 2011. «Camus, Sartre et les nouveaux reacs.» *Le Monde*, 30 de avril . http://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2011/04/30/camus-sartre-et-les-nouveaux-reacs_1515145_3208.html

Ortíz de Zarate, Roberto. 2007. «Biografía de Rafael Correa Delgado .» Centro de Investigación de Relaciones y desarrollo. https://www.cidob.org/biografias_lideres_politicos/america_del_sur/ecuador/rafael_correa_delgado

- Oxford Analytica Daily Brief Service. 1994. «Ecuador: constitutional gridlock.» *Oxford Analytica Daily Brief Service*.
<https://dailybrief.oxan.com/Analysis/DB58128/ECUADOR-Constitutional-Gridlock>
- Oxford Analytica Daily Brief Service. 1997. «Ecuador: Referendum outcome.» *Oxford Analytica Daily Brief Service*.
<https://dailybrief.oxan.com/Analysis/GI229610/Ecuador-Referendum-results>
- Página 12. 2011. «Reportaje a Rafael Correa, presidente de Ecuador.» *Página 12*, 22 de août.
- Palacio, Emilio. 2011. «No a las mentiras.» *El Universo*, 2011 de février.
<https://www.eluniverso.com/2011/02/06/1/1363/mentiras.html>
- Piketty, Thomas. 2016. «Le choc Sanders .» *Le Monde*, 15 de février .
http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/02/13/le-choc-sanders_4864744_3232.html
- Pincay, Yolanda. 2005. «Correa da como hechos acuerdos con Venezuela .» *El Universo*, 19 de juillet .
https://www.eluniverso.com/2005/07/19/0001/8/64F9EBF48AF14C0F956B784AA_B3BAD4E.html
- Posada Carbo, Eduardo. 2007. «El bicentenario y la representación.» *El Tiempo* , 27 de avril .
- Quatremer, Jean. 2016. «Le référendum n'est pas le climax de la souveraineté populaire.» *Libération* , 6 de juillet. http://www.liberation.fr/planete/2016/07/06/le-referendum-n-est-pas-le-climax-de-la-souverainete-populaire_1464528
- RFI . 2013. «Présidentielle en Équateur : Correa largement réélu.» *RFI* , 18 de février .
<http://www.rfi.fr/ameriques/20130217-quito-equateur-correa-rafael-reelu-60-pourcent>
- Ribando, Claire E. 2005. *Ecuador: Political and economic situation and US relations*. US Congress, Congressional Research Service Report.
<https://fas.org/sgp/crs/row/R43135.pdf>
- Roger, Philippe. 2012. «Une notion floue et polysémique.» *Le Monde*, 9 de février.
http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/02/09/une-notion-floue-et-polysemique_1641177_3232.html

- San Martín, Nancy, et Tim Johnson. 2002 . «Venezuelan chaos makes region uneasy .» *Miami Herald* , 14 de avril : 6A.
- Steinsleger, José. 2009. «Ecuador: hacia el buen vivir (sumak kawsay) .» *La Jornada* , 20 de mai. <http://www.jornada.unam.mx/2009/05/20/opinion/021a2pol>
- Telesur . 2010. «Entretien avec Rafael Correa La burguesía de aprovechó de la desinformación para desestabilizar a su gobierno *Telesur* , 7 de octubre .
- Temouri, Fatiha. 2012. «El Aswany « Morsi doit faire table rase de l'ère Moubarak .»» *Le Figaro*, 6 de mai. <http://www.lefigaro.fr/international/2012/06/26/01003-20120626ARTFIG00672-el-aswany-morsi-doit-faire-table-rase-de-l-ere-moubarak.php>
- The Economist. 1997. «The coup in Ecuador .» *The Economist*, 15 de février : 18 -19 .
- Vargas Llosa, Mario. 2006. «Asoma en la región un nuevo racismo: indios contra blancos.» *La Nación* , 20 de janvier. <https://www.lanacion.com.ar/773706-asoma-en-la-region-un-nuevo-racismo-indios-contra-blancos>
- Weitzman, Hal. 2006. «Alvaro Noboa: two-time loser tries again.» *Financial Times*, 19 de novembre . <https://www.ft.com/content/44e0ae88-780d-11db-be09-0000779e2340>
- Zizek, Slavoj. 2011. «Vándalos de todo el mundo, uníos!» En Medio . <http://www.enmedio.info/vandalos-del-mundo-unios-slavoj-zizek/>

IV. DOCUMENTS PUBLICS

- Asamblea Constituyente. 2008. «Constitución del Ecuador 2008.» Documento Legal, Quito.
- Asamblea Nacional. 2012. «Ley Orgánica de Comunicación.» 2012 de juillet.
- CEPAL. 2014. *Los pueblos indígenas en América Latina. Avances en el último decenio y retos pendientes para la garantía de sus derechos.* Santiago du Chili : CEPAL.
- Comision économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes . 2008. *Panorama social de América Latina 2008.* Santiago du Chili : CEPAL .
- Consejo Nacional Electoral . 2013. «Resultados Elecciones 2013.» *Consejo Nacional Electoral* .
- Consejo Nacional Electoral . le 15 avril 2007 . «Resultados Parciales de la consulta popular 15 de abril del 2007 .» Quito.
- Freedom House Report. 2013. *Map of Freedom.* Freedom House .

Organisation d'États Américains . 1991. *Résolution 1080*. Washington: OEA.

Political Database of the Americas . 1998. *Constitución Política de Ecuador 1998*. Washington: Georgetown University.

Political Database of the Americas . 2011. «Resultados Consulta Popular 2011.» *Political Database of the Americas*. 2007. 23 de avril .

Presidencia de República de Colombia . 2010. *Palabras del presidente Álvaro Uribe durante la cena ofrecida a los Príncipes de Asturias*. Bogota: Presidencia de Colombia .

Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo . 2004. *La democracia en América Latina. Hacia una democracia de ciudadanas y ciudadanos*. Buenos Aires: PNUD .

Programme des Nations Unies sur l'environnement . 1972. *Déclaration finale de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement 5-6 juin* . Stockholm: Nations Unis .

República del Ecuador. 2008. *Constitución de 2008*. Quito : República del Ecuador.

Republique française . 1791. *Constitution française de 1791* .

Secretaría Técnica del Frente Social y Análisis . 2002. « Informe social y pobreza en el Ecuador 1990-2001 .» SIISE.

Tribunal Supremo Electoral. 2007. *Consulta Popular Nacional - Pregunta y estatuto electoral* . Quito : Tribunal Supremo Electoral.

UNASUR-CEPAL . 2014. *Unasur. Un espacio de cooperación e integración para el desarrollo* . Santiago du Chili : Nations Unies .

UNICEF. *Los pueblos indígenas en América Latina*. Madrid : UNICEF - AECID.